



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

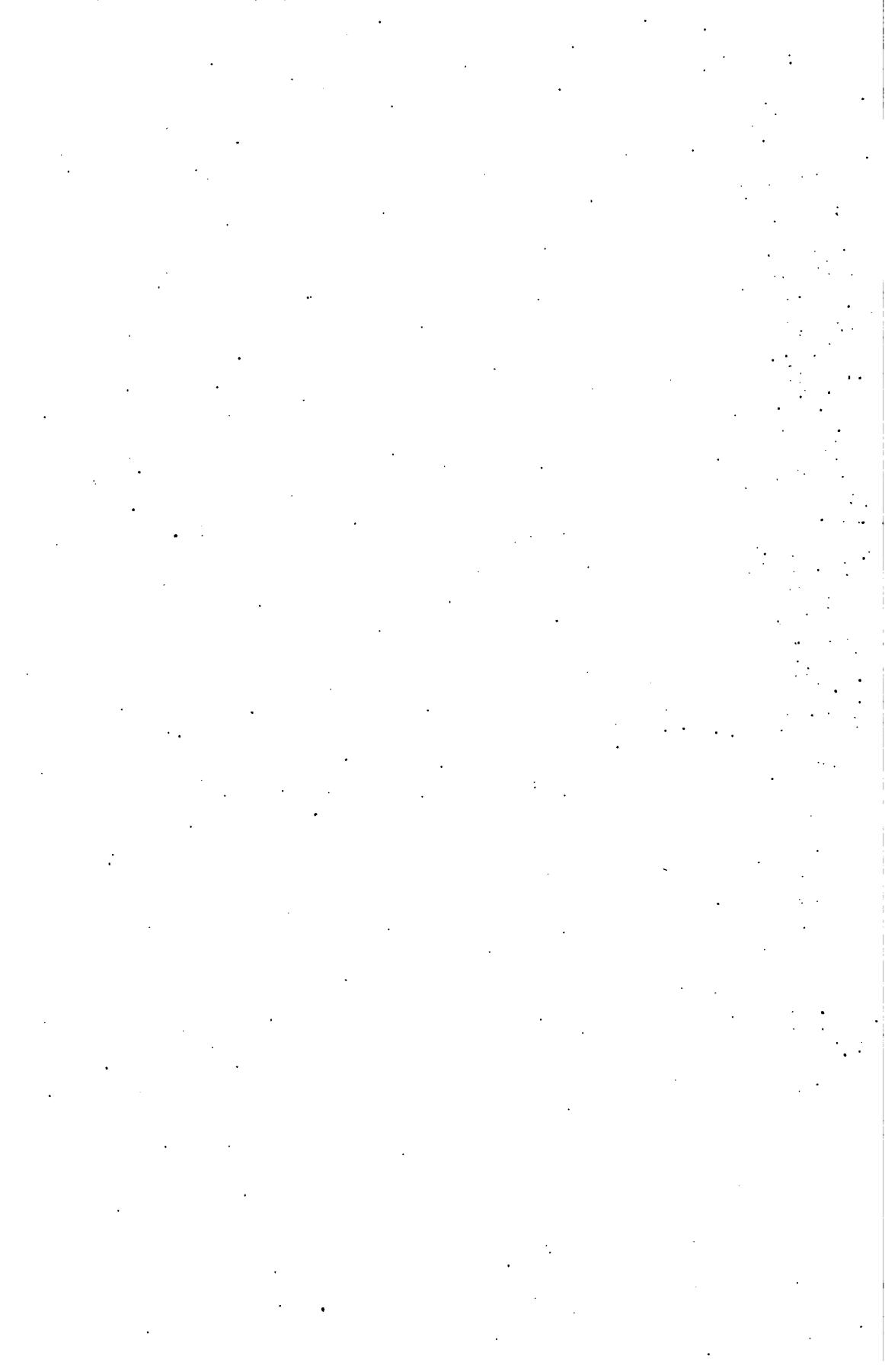
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ SCIENTIFIQUE, HISTORIQUE
ET
ARCHÉOLOGIQUE
DE
LA CORRÈZE

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ SCIENTIFIQUE, HISTORIQUE
ET
ARCHÉOLOGIQUE
DE
LA CORRÈZE
SIEGE A BRIVE

Reconnue d'utilité publique (Décret du 30 novembre 1888)

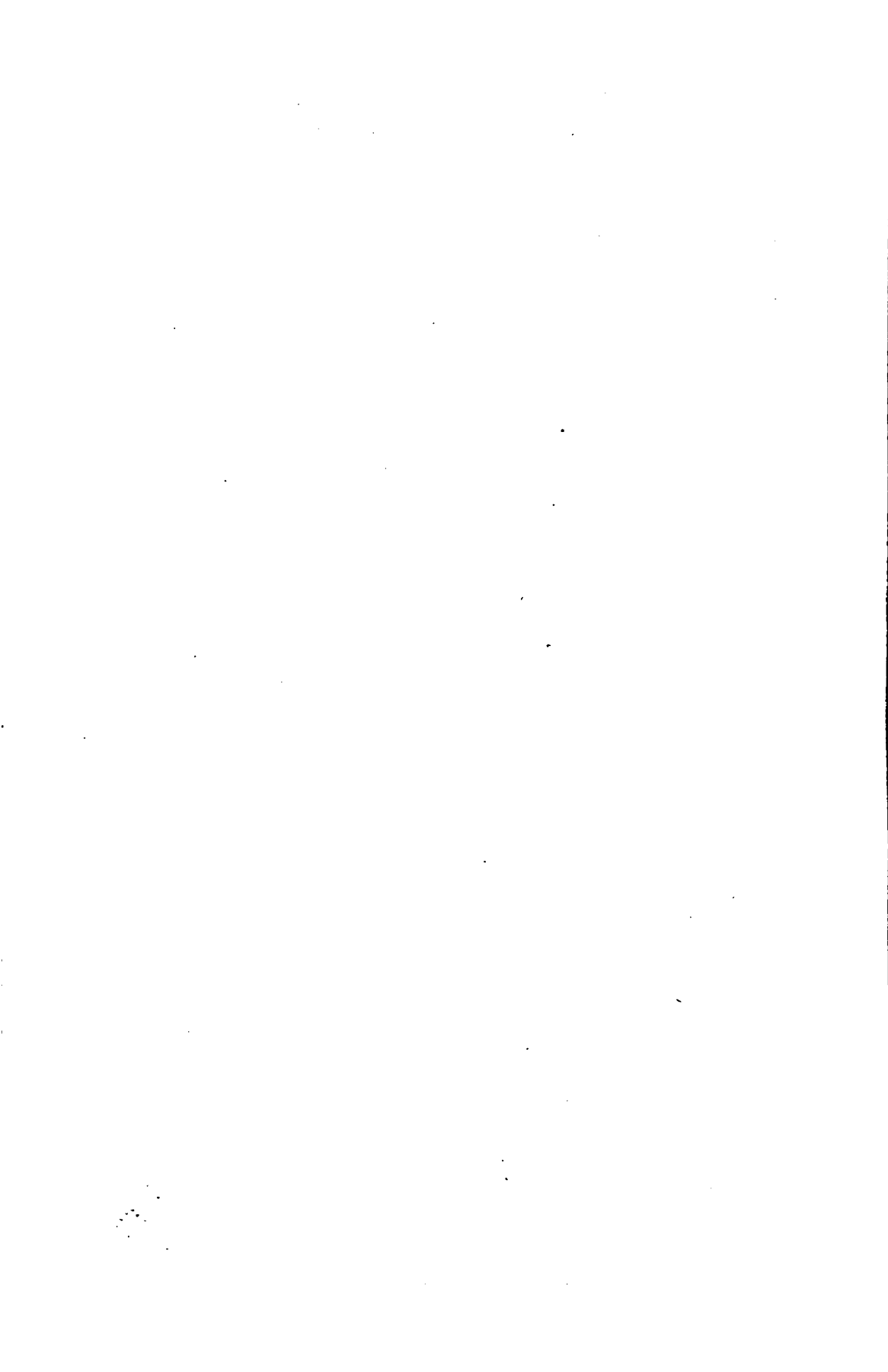
TOME TRENTE-CINQUIÈME

AVEC PLANCHES ET FIGURES DANS LE TEXTE

1^{re} LIVRAISON

BRIVE
ROCHE, IMPRIMEUR DE LA SOCIÉTÉ

1913



Quinning
High
8-5-26
13603

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

BUREAU

Présidents d'honneur :

- M. le comte ROBERT DE LASTEYRIE, O. *, I. P. ☉, Membre de l'Institut, au Saillant d'Allassac.
M. EDMOND PERRIER, C. *, I. P. ☉, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine, Directeur au Muséum national d'Histoire naturelle.

Président :

- M. PH. LALANDE, I. P. ☉, à Brive.

Vice-Présidents :

- M. LUDOVIC DE VALON, à Brive.
M. A. BOUYSSONIE, Directeur de l'École Bossuet, à La Cabane de Cublac.

Secrétaire général :

- M. ÉDOUARD GAILLOT, à Brive.

Trésorier :

- M. J.-B. GOURDAL, Pharmacien, à Brive.

Bibliothécaires :

- M. JULIEN LALANDE, à Brive.
M. le Docteur GRILLÈRE, à Brive.

Membres du Bureau :

- M. LOUIS BONNAY, Architecte, Inspecteur des Monuments historiques, à Brive.
M. le D^r DUBOUSQUET-LABORDERIE, I. P. ☉, à Brive.
M. PIERRE FOURNET, A. ☉, Architecte, à Brive.
M. LOUIS MIGINIAC, Avocat, à Brive.
M. JULIEN VALAT, à Brive.
-

Membres Bienfaiteurs

† ERNEST RUPIN (1909).

† GASTON GODIN DE LÉPINAY (1911).

Membres Fondateurs et Titulaires

MM.

ALBE (l'abbé), A. Q, secrétaire de l'Évêché, à Cahors.

ARGUEYROLLES (l'abbé), curé de Saint-Sernin, à Brive.

ASHER (A.), libraire, 13, Unter den Linden, à Berlin W.

BAR (Joseph-Louis DE), propriétaire, à Argentat.

BARDON (l'abbé), vicaire à Allasac (Corrèze).

BARTHELEMY (Edmond), O. I. P., pharmacien, rue Gambetta, à Brive.

BELLEFON (Aloïs DE MERIC DE), ancien magistrat, 3, rue de l'Hôtel-de-Ville, à Montauban (Tarn-et-Garonne).

BENOÎT DU SABLON, agent d'affaires, rue Bertrand-de-Born, à Brive.

BESSE (le R. P. dom Martial), religieux bénédictin, directeur de la *Revue Mabillon*, à Chevretogne, par Leignon, province de Namur (Belgique).

BLANC (Augustin), négociant, rue Toulzac, à Brive.

BLOMAC (M^{me} la baronne DE), à Salon-la-Tour.

BLOMAC (M. le baron DE), à Salon-la-Tour.

BONNAY (Louis), architecte, place Champanatier, à Brive.

BOS (Antoine), *, maire de Brive, président de la Société de Géographie Commerciale, à Brive.

BOSREDON (M^{me} Mathilde DE LAMBERTERIE DE), au château de la Fauconnie, par Terrasson (Dordogne).

BOYSSON (Richard DE), à Sarlat.

BOUYSSONIE (le chanoine A), licencié en philosophie, directeur de l'École Bossuet, à La Cabane, par Cublac (Corrèze).

BOUYSSONIE (l'abbé J.), licencié ès-sciences, professeur à l'École Bossuet, par Cublac (Corrèze).

MM.

BRETON DE LA LEYSSONIE, *, commandant en retraite, boulevard Brune, à Brive.

BRIVE (Bibliothèque de la ville de).

BROUSSE (l'abbé), curé à Estivaux (Corrèze).

BRUGÈRE (Eugène), à Saint-Ybard, par Uzerche (Corrèze).

BUFFET (Paul), 13, rue Cassette, à Paris, et à La Borie, près Brive.

CADET (Noël), 14, rue d'Orléans, à Saint-Cloud (Seine et-Oise).

CARS (le duc DES), 80, rue de Lille, à Paris, et château de Sourches, par Cernay-Champagne (Sarthe).

CASSAGNADE (Ernest), avocat à la Cour, professeur de droit à l'École des Beaux-Arts, 14, quai d'Orléans, Paris.

CELOR (F.). I. P. , organiste et maître de chapelle, professeur aux Écoles de la ville de Paris, 49, rue Gay-Lussac, à Paris.

CHAMPEVAL (Jean-Baptiste), avocat, au château de Viers, par Corrèze.

CHARVILHAT (G.), A. , docteur-médecin, 4, rue Blatin, à Clermont-Ferrand.

CHAUVERON (Audoin DE), président honoraire, boulevard de la République, à Brive.

COLLÈGE DE BRIVE (M. J. J. REDIER, I. P., , Principal du).

CONCHARD (VERMEIL DE), O. *, colonel en retraite, à Brive.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CORRÈZE (Bureaux de l'Archiviste de la Préfecture, à Tulle).

CORBIER (le baron Luc DE), au château de Saint-Martin-Sepert, par Lubersac.

COSNAC (le comte Élie DE), château du Pin, à Salon-la-Tour.

COUSSIEU (docteur Henri), boulevard Carnot, à Brive.

DECOUX-LAGOUTTE (Édouard), A. , ancien magistrat, 31, rue de Bordeaux, à Périgueux.

DELMOND (P.), I. P. , instituteur, à Allasac (Corrèze).

DOUCET (J.), 19, rue Spontini, à Paris.

DOUSSAUD (Marc), député, à Lubersac (Corrèze), et 5, rue Champfleury, à Paris.

MM.

DUBOUSQUET LABORDERIE (Louis), I. P. , docteur-médecin, à Saint-Germain, près Brive.

DUCOURTIEUX (Paul), I. P. , libraire-éditeur, 7, rue des Arènes, à Limoges.

DUMAS (André), avocat, à Brive.

DUTHEILLET DE LAMOTHE, à Caramija, par Lubersac, et 102, rue des Palais, Schaerbeck, Bruxelles.

ÉCHAMEL (abbé Marius), vicaire, à Voutezac.

ESCANDE, A. , ingénieur, à Brive.

ESCHAPASSE (Émile), notaire, à Brive.

FAGE (René), I. P., , avocat, 80, rue Lauriston, à Paris.

FIEYRE (Johannès), I. P., , ancien maire de Brive, professeur au Collège.

FOLTZER (Georges), négociant, à Brive.

FOROT (Victor), I. P.  , ingénieur civil, au Bourrelou, près Tulle.

FOURNET (Pierre), A. , architecte, à Brive.

FROIDEFOND, sculpteur, route de Beynat, à Brive.

GAILLOT (Édouard), 23, rue de Corrèze, à Brive.

GASPÉRI (Raphaël), I. P. , artiste peintre, Conservateur du Musée Ernest-Rupin, à Brive.

GENÈS (M^{me} Marguerite), 16, rue Majour, à Brive.

GIROU (l'abbé Étienne), curé de Hommes, canton de Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

GOURDAL (J.-B.), pharmacien, à Brive.

GRILLÈRE (docteur), rue Ségéral-Verninac, à Brive.

GUY (l'abbé), vicaire à Saint-Ouen (Haute-Vienne).

HAUTECLOQUE (DE), , commandant en retraite, avenue de Bordeaux.

HERBETTE (Maurice), , ministre plénipotentiaire, 130, faubourg Saint-Honoré, à Paris.

JOSSE (M^{me} Gabriel), à Payrac (Lot).

JOUVENEL (Henry DE), , rédacteur en chef du *Matin*, directeur honoraire de ministère, 57, rue Cortembert, à Paris, et château de Castel-Novel, près Varetz.

MM.

LABESSE (le comte DE), au château de Chabrignac, par Juillac (Corrèze).

LABROUSSE (docteur François), conseiller général de Donzenac, à Brive.

LACAZE, châlet Ingres, à Montauban.

LAFARGE (Aimé), notaire honoraire, à Lagraulière (Corrèze).

LAFARGE (René), A. , , avocat à la Cour, chargé de conférences à la Faculté de Droit, 25, rue Servandoni, à Paris.

LAFFONT (Marc), I. P. , docteur-médecin, lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 32, avenue des Champs-Élysées, à Paris.

LAFFON, I. P. , docteur en médecine, à Saint-Cernin-de-Larche.

LAGANE (Élie), pharmacien, à Brive.

LAGORSSE (docteur), boulevard du Palais, à Brive.

LALANDE (Julien), 10, rue de Corrèze, à Brive.

LALANDE (Léon), docteur en droit, 4, rue Regnard, à Paris, et à Brive.

LALANDE (Philibert), I. P. , receveur des Hospices, à Brive.

LAMASE (comte Martial DE), 39, rue de Suresnes, à Paris.

LAMAZE (Raymond DE), notaire à Brive.

LAPIERRE (Gabriel), directeur des Eaux du Mont-Dore, 8, boulevard Poissonnière, à Paris.

LASTEYRIE (Charles DE), ancien inspecteur des finances, professeur à l'École des sciences morales et politiques, 6, rue de Solferino, à Paris, et au château de Grammont, près Brive.

LASTEYRIE (le comte Robert DE), O. , I. P. , membre de l'Institut, professeur honoraire d'archéologie à l'École des Chartes, ancien député de la Corrèze, au Saillant d'Allassac.

LAVALLE (Jean-Baptiste-Ernest), O. , I. P. , instituteur, à Arnac-Pompadour (Corrèze).

LESPÉRUT (M^{me}), à La Barboutie, commune de Malemort.

LESPINAS (Edmond), avocat, ancien magistrat, boulevard de Vésone, à Périgueux.

LIMOGES (Bibliothèque de la ville de) (Haute-Vienne).

MM.

LOURADOUR, juge d'instruction, avenue de Toulouse, à Brive.

MALLET, 1^{er} adjoint au maire, négociant à Brive.

MARESTAING (Paul), professeur à l'Institut Catholique de Paris, 17, boulevard Flandrin, à Paris (XVI^e), et château du Griffolet, près Brive.

MARQUESSAC (le vicomte René DE), châlet Vista Bella Brancolar, à Nice (Alpes-Maritimes).

MARTEL (Edouard-Alfred), *, A. ☞, membre du Club Alpin français, 23, rue d'Aumale, à Paris.

MAS (Alfred), boulevard du Palais, à Brive.

MASSÉNAT-DÉROCHE (André), 240 bis, boulevard Saint-Germain, à Paris.

MARSALÈS, ingénieur, à Brive.

MAYNARD (le baron Marc DE), au château de Chaussenège, par Cressenssac (Lot).

MAZOT (Robert), médecin-major de 2^e classe au 126^e de ligne, à Brive.

MICHEL, directeur de la Société Générale, à Brive.

MIGINIAC (Louis), avocat, à Brive.

MIREMONT, buffetier, à Brive.

MONJAUZE (Henri), A. ☞, villa des Gaulies, à Brive.

MORÉLY (Léopold), docteur-médecin, à Argentat (Corrèze).

MOURET (Georges), *, ingénieur en chef des ponts et chaussées, 29, rue Borgnis-Desbordes, à Versailles.

NOAILLES (le comte Alexis DE), château de Noailles (Corrèze).

NUSSAC (Louis de CLARIX DE), A. ☞, ☞, sous-bibliothécaire au Muséum, 13, rue Linné, à Paris.

PERRIER (Edmond), C. *, I. P. ☞, membre de l'Institut, directeur du Muséum, 57, rue Cuvier, à Paris.

PIQUÉ (docteur), O. *, chirurgien des hôpitaux de Paris, chirurgien en chef des asiles d'aliénés de la Seine, 81, rue Saint-Lazare, à Paris.

PLANTADIS (Johannès), I. P. ☞, rédacteur au Ministère du Commerce, secrétaire-général de la *Ruche Corrézienne*, 81, rue Boursault, à Paris.

POIX, chirurgien-dentiste, boulevard du Palais, à Brive.

MM.

POULBRIÈRE (l'abbé), chanoine honoraire, inspecteur de la Société Française d'Archéologie, à Beaulieu (Corrèze).

RAYNAL (Jean), A. Q, pharmacien de l'hôpital Dubois, à Brive.

REGNAULT, directeur de la Banque de France, à Brive.

ROCHE, imprimeur, à Brive.

ROFFIGNAC (M^{me} la comtesse DE), à Castel-Fadèze, par Périgueux.

ROQUE (Antoine), banquier, à Brive.

RUPIN (M^{me} veuve Ernest), à Brive.

SAGET (DE), capitaine au 108^e, villa des Magnolias, avenue de la Gare, à Bergerac.

SAINTE-FORTUNADE (comte Albert DE LAVAU DE), au château de Sainte-Fortunade (Corrèze).

SAINTE-FORTUNADE (vicomte A. DE LAVAU DE), 87, rue Jean Soula, à Bordeaux.

SAINT-GERMAIN (M^{me} Louis de), place de la Liberté, à Brive.

SALVANDY (M^{me} la comtesse DE), 18, rue Cassette, à Paris, et au Teinchurier, près Brive.

SECOURIEUX, Banque de France, à Brive.

SEGOL (Antony), propriétaire, à Beaulieu.

SOULHIÉ (Louis), notaire, à Vayrac (Lot).

SOULIÉ (Antoine), A. Q, directeur de l'École communale de dessin, à Tulle.

SOULLIER (l'abbé Martial), secrétaire-général de l'Évêché et chanoine de la Cathédrale, à Tulle.

STÉCHERT (G.-E.) et C^{ie}, libraire, rue de Condé, à Paris.

TRESPEUCH (Jean), instituteur adjoint, à Vigeois.

USSEL (le vicomte Jean D'), ancien inspecteur des Eaux et Forêts, 2, rue Bayard, à Paris, et à Neuvic-d'Ussel (Corrèze).

USSEL (le baron Paul D'), 6, rue de l'Alboni, à Paris.

VACHAL (Philippe), secrétaire-général de préfecture, à Argentat (Corrèze).

VALAT (Julien), château de Laforgs, par Souillac (Lot).

VALÉRY (Louis), négociant, rue Toulzac.

MM.

VALON (Ludovic DE), chef de section au chemin de fer d'Orléans, à Brive.

VEYRINES (M^{me}), 41, rue Claude-Bernard, à Paris.

VIGNER (Paul), avoué, à Brive.

VIRÉ (Armand), I. P. , docteur ès-sciences, directeur du Laboratoire de Biologie souterraine au Muséum d'Histoire naturelle, 8, rue Lagarde, à Paris, et à La Cave (Lot).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

ÉCHANGE DE PUBLICATIONS

Allier

Société d'Émulation du Bourbonnais, à Moulins.

Bouches-du-Rhône

Bibliothèque de l'Université d'Aix-en-Provence.

Cantal

Revue de la Haute-Auvergne, à Aurillac.

Charente

Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.

Charente-Inférieure

Société Archéologique de l'Aunis et Saintonge, à Saint-Jean-d'Angély.

Cher

Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.

Corrèze

Société des Lettres, Sciences et Arts, à Tulle

Côte-d'Or

Commission des Antiquités de la Côte-d'Or, à Dijon.

Creuse

Société des Sciences Naturelles et Archéologiques de la Creuse, à Guéret.

Dordogne

Société Historique et Archéologique du Périgord, à Périgueux.

Eure

Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Eure, à Évreux.

Eure-et-Loir

Société Archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres.
Société Dunoise, à Chateaudun.

Garonne (Haute-)

Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres, Hôtel d'Assezat et Clémence Isaure, à Toulouse.
Société d'Histoire naturelle, 28, rue Saint-Rome, à Toulouse.
Société Archéologique du Midi de la France, hôtel d'Assezat, à Toulouse.
Société de Géographie, rue Lakanal (ancienne Faculté des Sciences), à Toulouse.

Gironde

Société Archéologique de Bordeaux. Bibliothécaire : 17, rue Rode.

Hérault

Société des Langues romanes, à Montpellier.

Landes

Société de Borda, à Dax.

Loire-Inférieure

Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à Nantes.
Société des Sciences naturelles de l'Ouest de la France (Secrétariat-général au Muséum de Nantes).

Loiret

Société Archéologique et Historique de l'Orléanais, à Orléans.

Lot

Société des Études Littéraires, Scientifiques et Artistiques
du département du Lot, à Cahors.

Meurthe-et-Moselle

Société de Géographie de l'Est, 44, rue de Cronstadt, à
Nancy.

Pas-de-Calais

Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras.

Puy-de-Dôme

Académie des Sciences, Lettres et Arts, à la Bibliothèque.
Clermont Ferrand.

Rhône

Société Littéraire, Historique et Archéologique de Lyon.
Secrétaire-général : M. le Président, 6, rue de l'Hôpital,
à Lyon.

Société Gerson, Historique et Archéologique, 2, montée de
Fourvière, à Lyon.

Saône (Haute-)

Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Vesoul.

Sarthe

Société Archéologique du Maine, au Mans.

Savoie (Haute-)

Société Florimontane d'Annecy.

Seine

Société Nationale des Antiquaires de France (Palais du
Louvre), à Paris.

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (Palais de l'Ins-
titut), à Paris.

Société Nationale d'Agriculture de France, 18, rue de Belle-
chasse, à Paris.

Annales du Musée Guimet, 30, avenue du Trocadéro, à Paris.

L'Ami des Monuments. Directeur : M. Charles Normand, 98, rue de Miromesnil, à Paris,

Revue des Études Historiques. Picard, éditeur, 82, rue Bonaparte, à Paris.

Société Française d'Archéologie (*Bulletin Monumental*).
Directeur : M. Lefèvre-Pontalis, 13, rue de Phalsbourg, à Paris.

Groupe d'Études Limousines (*Le Limousin*). Secrétariat : 13, rue Linné, à Paris.

Somme

Société des Antiquaires de la Picardie, à Amiens. Secrétaire perpétuel : 6, rue Gloriette.

Société d'Émulation d'Abbeville, 3, rue des Grandes-Écoles.

Tarn-et-Garonne

Société Archéologique du Tarn-et-Garonne, à Montauban.

Vienne

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Vienne (Haute-)

Société Archéologique et Historique du Limousin, à Limoges.

Société Archéologique de Bellac, *Le Dolmen-Club*.

Archives départementales de la Haute-Vienne (Bureaux de la Préfecture), à Limoges.

Revue Scientifique du Limousin, à Limoges.

Société des Amis, Sciences et Arts, à Rochechouart.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Angleterre

Société des Antiquaires de Londres : Burlington house
Piccadilly. W. Londres.

Belgique

Société d'Archéologie de Bruxelles. Secrétaire-général :
11, rue Ravenstein, à Bruxelles.

Société des Bollandistes. Boulevard Militaire, 775, à Bruxelles.

Revue Bénédictine de l'Abbaye de Maredsous.

Revue Mabillon, Abbaye de Ligugé, à Chevretonne, par
Leignan.

Suède

Académie Royale des Belles-Lettres, d'Histoire et des Antiquités de Stockholm.

États Unis de l'Amérique du Nord

Sunthsonian Institution, à Washington. D. C. Bureau des
Échanges Internationaux (Ministère de l'Instruction
Publique), à Paris.

DOCUMENTS

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE BRIVE

Ce qui va suivre est extrait d'un manuscrit que je possède et qui, d'après le papier sur lequel il est écrit, et aussi d'après l'écriture, l'orthographe et quelques autres indices, doit remonter au milieu du XVIII^e siècle. L'auteur de ce manuscrit dit avoir puisé les renseignements qu'il donne dans les anciens registres de la ville de Brive. Ces registres ne sont plus aux archives de cette ville, voilà pourquoi nous avons cru utile de publier ces notes.

Tout d'abord voici le détail des « *Revenus ordinaires de la ville de Brive au commencement du XIV^e siècle* » (1) :

1. — Le Poids de la ville
2. — Le produit du cuir moulié
3. — Un pacage derrière le quay
4. — La poissonnerie et mauvaise chair
5. — Le courtage
6. — Le fumier de la babacanne et la boue du pont.
Ces deux articles étoient arentés 33 ll. 13 s. 0 d. (2).
7. — Des rentes dont la moitié en 1352 estoit affermée 40 sols (le tiers d'un marc 16 ll. d'aujourd'hui)
8. — Un droit de vinade qui en 1352 produisait 40 ll. 5 sols 6 d. (14 marcs ou 672 ll. d'aujourd'hui)
9. — Une autre vinade appelée d'el Dayrer affermée en 1352 la somme de 3 ll. 9 sols (environ 8 ll. d'aujourd'hui)
10. — Un jardin public a puy blanc qui forme aujourd'hui la place de puy blanc, la cour et un jardin de l'hôpital
11. — Le champ Lacroix qui fut vendu en 1543 à Jean Vielbans a pacte de rachapt
12. — L'Isle ou Yerle.

La hale sur la grand place fut construite en 1543 et les tabliers de la hale en 1594.

Les revenus ordinaires de la ville independamment du champ Lacroix et de l'Isle montoient de notre monnoye a la somme de 1019 ll.

(1) Nous copions textuellement, ponctuation et orthographe.

(2) Note de l'auteur du manuscrit : Ces 33 ll. 13 sols valaient 323 ll. de notre monnoye.

Revenus extraordinaires

La gabelle affermée en 1349 pour un an 270 florins d'or, un escu d'or aux fleurs de lys, chacun des florin valait 25 sols. Ainsi les 270 faisoient une somme de 337 ll. 10 sols. Le marc d'argent estoit alors à 6 ll. 13 s. Les 337 ll. 10 sols font 50 marcs et demy un huitieme et trois seiisièmes de marc : ce qui fait de notre monnoye 2433 ll.

2. — Le barrage accordé par le roy Jean à la sollicitation de M. Ayoust de Baux commandant en Languedoc produisit en 1352 la somme de 109 ll. un sol. Le marc d'argent estoit alors à 5 ll. 14 sols. Les 109 ll. 1 sol faisoient donc 9 marcs et demy et 1/16 ce qui vaut de notre monnoye 459 ll.

En 1426 les consuls avoient obtenu du roy la permission de lever un droit de soquet sur tous les cabarets de la ville. Ce droit consistait dans la huitième partie du prix de tout le vin vendu en détail dans les cabarets.

En 1457 les consuls obtinrent du roy de nouvelles lettres pour continuer de lever la gabèlle, le barrage et le droit de soquet. Il leur en coûta 23 écus noeuf pour obtenir ces lettres.

Les écus neuf estoient d'or et valoient chacun 25 sols (1).

Plus loin, après avoir traité un autre sujet, l'auteur de notre manuscrit nous donne le « *Prix des grains et du vin en Limousin, à LA MESURE DE BRIVE, dans les différents siècles depuis le XIV^e siècle* (2). »

(1) Les références données par le manuscrit sont :

Pour l'article 1, L'ancien registre folio 29.

Pour l'article 6, l'ancien registre folio 28.

Pour l'article 10, le gros registre folio 126.

Pour l'article 11, le gros registre folio 184.

Pour ce qui concerne la halle, le gros registre folio 238.

Pour la gabelle (des revenus extraordinaires) c'est le folio 24 de l'ancien registre.

Pour le barrage, c'est le folio 28 de ce même ancien registre.

Enfin pour les autorisations royales c'est encore le même ancien registre folio 30.

(2) Le setier de Brive contenait deux quartons, le quarton deux quartes, la quarte cinq coupes.

Le setier était l'équivalent de 48 litres 24 ; le quarton 24 litres 12 ; la quarte 12 litres 06 et la coupe 2 litres 41.

Ne pas confondre le setier pour la mesure des grains et autres matières sèches avec le setier mesure spéciale pour l'huile de noix.

Cette dernière mesure (pour l'huile) était équivalente à 15 litres 638

Année 1333 le marc d'argent à 9 ll. 15 s. 6 d.

Année de disette. — Les Prix a coté faisoient de notre monnoye :

Le setier froment.....	11 s. fesant..	8 ll.	4 s. 7 d.
Le setier sègle.....	10 s.	8 ll.	» »

Année 1341, le marc d'argent à 9 ll. 12 sols

Le setier froment.....	5 s. 6 d.	1 l.	3 s. 5 d.
Le setier seigle.....	3 s. 9 d.		14 s. »
Le setier d'avoine.....	6 s. 8 d.	1 l.	6 s. 9 d.
Le muid de vin vieux...	4 ll. 16 s. »	24 ll.	» »

Année 1453, le marc d'argent à 7 ll. 10 sols

Le setier d'avoine.....	5 s.	1 l.	12 s.
Le muid de vin.....	3 ll. 12 s.	24 ll.	2 s. 3 d.

Année 1464, le marc d'argent à 8 ll. 10 sols

Le setier d'avoine.....	3 s. 4 d.		19 s.
Le muid de vin.....	2 ll. 8 s. »	16 ll.	10 s.

Année 1468, le marc comme dessus

Le setier d'avoine.....	6 s.	1 l.	18 s.
Le muid de vin.....	1 l. 16 s.	9 ll.	6 s.

Année 1469

Le muid de vin.....	1 l. 4 s. 6 d.	5 ll.	6 s. 8 d.
---------------------	----------------	-------	-----------

Année 1470

Le setier d'avoine.....	5 s.	1 l.	14 s.
Le muid de vin.....	2 ll. 8 s.	16 ll.	10 s.

Année 1472

Le setier d'avoine.....	6 s.	1 l.	18 s.
Le muid de vin.....	2 ll. 12 s.	17 ll.	16 s.

Année 1476, le marc à 10 ll.

Le setier d'avoine.....	5 s.	1 l.	4 s.
Le muid de vin.....	1 l. 16 s.	8 ll.	
Le setier de sègle.....	3 s.		14 s. 6 d.

pour un setier dans lequel on trouvait 8 pintes ayant chacune 1 litre 955.

Le muid de Brive contenait 16 gerles et la gerle 9 pintes.

Le Muid valait..... 281 litres 520.

La Gerle valait..... 17 litres 595.

La Pinte valait..... 1 litre 955.

La demi-Pinte valait..... 0 litre 977.

Il y avait autrefois une quantité de mesures spéciales pour chacune des petites villes du Bas-Limousin, on pourrait presque dire que chacun de nos cantons actuels avait ses mesures agraires, ses mesures pour les grains, pour les liquides et pour les huiles de noix dont le pays était grand producteur.

Année 1479

Le setier de sègle.....	2 s. 1 d.	10 s.
Le setier d'avoine.....	3 s. 4 d.	16 s.
Le muid de vin.....	2 ll. 8 s. »	12 ll.

Année 1487

Le setier d'avoine.....	12 s.	3 ll.
Le muid de vin.....	2 ll. 16 s.	14 ll.

Année 1491, le marc d'argent à 11 ll.

La journée d'un voiturier qui portoit du vin de Brive à Tulle avec un cheval, 3 sols.

Années 1524, 1528, 1529 et 1530, le marc d'argent à 13 ll., 5 sols à la suite des pestes de 1523 et 1526

Le setier froment.....	3 ll.	16 ll. 8 s.
Le setier sègle.....	1 l. 10 s.	8 ll. 4 s.

Année 1531, à la suite d'une peste en 1530

Le setier froment.....	1 l. 8 s.	7 ll. 17 s. »
Le setier sègle.....	1 l. 1 s.	6 ll. 12 s. 6 d.
Le muid de vin.....	12 ll. »	43 ll. 4 s. »

Année 1543, le marc d'argent à 14 ll. et la peste étant à Brive

Le setier froment.....	5 ll.	17 ll. 2 s. 6 d.
Le setier sègle.....	4 ll.	13 ll. 14 s. »

Année 1587, le marc d'argent à 19 ll. dans le temps de guerre civile

Le setier froment.....	5 ll. 10 s.	13 ll. 17 s. 9 d.
Le setier sègle.....	4 ll. 5 s.	10 ll. 14 s. 6 d.
Le muid de vin.....	36 ll. »	90 ll. 18 s. »

Année 1592

Le setier froment.....	7 ll. 10 s.	18 ll. 18 s. 9 d.
Le setier sègle.....	6 ll. 12 s.	16 ll. 13 s. 5 d.
Le quarton d'avoine....	1 l. 10 s.	3 ll. 15 s. 9 d.

Année 1594

Le setier froment.....	7 ll. 10 s.	18 ll. 18 s. 9 d.
Le setier sègle.....	7 ll. »	17 ll. 13 s. 6 d.
Le quarton d'avoine....	2 ll. 5 s.	5 ll. 13 s. 8 d.
Le muid de vin.....	21 ll. 12 s.	54 ll. 10 s. 9 d.

Année 1595

Le setier froment.....	10 ll. 15 s.	24 ll. 2 s. 5 d.
Le setier sègle.....	10 ll. 5 s.	24 ll. 13 s. 5 d.

Tableau du prix des denrées sous le règne de Charles VII, Louis XI et Charles VIII

Année 1453, le marc d'argent à 7 ll. 10 s.

Prix actuels (1)			
1 livre de fer 5 d. qui vaudraient	2 s. 8 d.	3 s.	
1 muid de vin 4 ll. 10 s.	34 ll. 4 s.	12 ll.	»
1 saumée de chaux 2 s. 1 d. »	13 s. 4 d.	1 l. 10 s.	
1 paire souliers 2 s. 11 d. »	18 s.	3 ll. 5 s.	

Année 1462, le marc à 8 ll. 10 s.

1 mouton 16 s. 8 d. qui vaudraient	4 ll. 16 s.	5 ll.	»
1 muid de vin 4 ll. 16 s.	»	25 ll.	10 s.
1 perdrix 1 s. 3 d.	4 s.	1 l.	»
1 chapon 3 s. 2 d.	18 s.	10 s.	
1 pinte d'huyle 5 d.	2 s. 8 d.	12 s.	
1 aune de toile 2 s.	11 s. 3 d.	4 ll.	»
Loyer d'un cheval 20 d.	10 s. 8 d.	1 l.	
1 livre de bœuf 5 d.	2 s. 4 d.	4 s.	
1 chevreau 2 s. 6 d.	13 s. 7 d.	1 l.	
1 livre de lard 1 s.	5 s. 4 d.	8 s.	
1 lièvre 15 d.	8 s.	1 l. 4 s.	
1 poulet 6 d.	2 s. 9 d.	6 s.	
1 livre de fromage 10 d.	4 s. 8 d.	»	

Année 1477, le marc à 10 ll.

1 veau 15 s.	3 ll. 12 s.	15 ll.	
1 saumon 25 s.	6 ll.		
1 pigeon 3 d.	1 s. 3 d.	6 s.	

Année 1486, le marc à 10 ll.

1 livre de chandelle 1 s.	4 s. 9 d.	8 s.	
1 aune de grosse toile 1 s. 3 d.	6 s. »	12 s.	

Année 1531, le marc à 12 ll. 10 sols

Les bœufs les plus gros de 8 à 10 ll. 200 ll.
Le muid de vin 12 ll.

En 1453 on donnait par jour à un député, à Paris, 4 sols 6 d., ce qui faisoit 48 sols de notre monnoye.

En 1566, le marc étant à 15 livres 15 s., on donnoit à un député, à Clermont, pour luy ou son cheval, 32 sols 6 d., ce qui fait de notre monnoye environ 4 livres 16 s.

(1) Il va sans dire que ce sont les prix de l'époque où le manuscrit fut écrit, c'est-à-dire en 1756, comme j'en ai trouvé une preuve dans les pages qui suivent ces détails.

Et là se termine notre manuscrit. Chacun pourra en tirer les conclusions qui pourront lui plaire, cependant il est à remarquer que (toutes proportions gardées, la valeur de l'argent aux différentes époques, et en reportant cette valeur à notre unité actuelle, c'est-à-dire le franc) nous trouvons que très approximativement les prix de la marchandise ont varié comme suit :

Une paire de souliers coûtait 2 sols 11 deniers en 1453, ce qui représentait 18 sols de monnaie courante en 1756, mais à cette époque on payait ces souliers 3 livres et 5 sols, soit presque quatre fois le prix du xv^e siècle. De nos jours une paire de souliers, aussi modeste soit-elle, coûte de 12 à 18 francs, plus de quatre fois plus qu'en 1756.

Une pinte d'huile (2 litres environ) se payait 5 deniers en 1453, ce qui représentait à peu près 2 sols 8 deniers de 1756. Or, à cette époque (1756), on payait la pinte d'huile 12 sols, et de nos jours on la paye presque huit fois plus.

Un chapon coûtait, en 1453, la modeste somme de 3 sols 2 deniers, ce qui, en monnaie courante, représentait 18 sols en 1756. Or, de nos jours, un chapon, aussi maigre soit-il, coûte de 5 à 7 francs.

Une livre de bœuf se payait 5 deniers en 1462, ce qui représentait 2 sols 4 deniers de la monnaie courante en 1756, et représenterait de nos jours 0 fr. 11 centimes. Or, en 1756, on payait déjà la livre de bœuf 4 sols, c'est-à-dire 0 fr. 20 centimes, et aujourd'hui nous la payons cinq fois plus.

Mais en publiant ces documents, nous n'avons pas voulu traiter une question économique, on nous pardonnera les quelques dernières lignes qui nous sont particulières, le sujet est bien fait pour tenter une plume plus experte que la nôtre dans cette grosse question économique qui est à l'ordre du jour.

VICTOR FOROT.

Bourrelou, décembre 1910.

Essai Historique et Généalogique
SUR LA
FAMILLE DE VALON

CHAPITRE VI

**Les Stephani de Valon à la cour pontificale
du temps des papes d'Avignon**

(1310-1380)

1^o Branche de Gigouzac : *Bernard Stephani, nonce en Sicile ; Raymond Stephani, archevêque d'Éphèse ; Raymond Stephani, nonce en Allemagne et en Italie ; Raymond Stephani, seigneur de Gigousac et son fils Pierre, damoiseaux du pape ; Guibert Stephani, socius d'Arnaud Duèse, vicomte de Caraman ; Bernard Stephani, notaire apostolique, évêque de Ries ; Jean Stephani, évêque de Toulon ; Arnaud Stephani, doyen de Saint-Félix de Caraman.* — 2^o Branche de Lavergne : *Hugues de Valon, chanoine ; Hugues de Valon, seigneur de Lavergne.* — 3^o Branche de Martel : *Pierre Stephani, nonce en Sicile ; Pons Stephani, nonce et collecteur en Italie.* — 4^o Branche de Thégra : *Aymeric de Valon, chanoine ; Guillaume de Valon, coseigneur de Thégra, écuyer du pape ; Bernard de Valon, chanoine.* — 5^o Prêtres ou religieux restés en Quercy ou ailleurs : *Raymond de Valon, abbé de Beaulieu ; Raymond Stephani, chanoine du Vigan ; Albria de Valon, religieuse de la Daurade à Cahors ; Albria de Valon, religieuse de l'Hôpital-Beaulieu ; Mathieu Stephani, dominicain ; Arnaud Stephani, prêtre.*

§ I. — Avant de continuer le récit historique il ne sera pas sans intérêt de faire connaître la situation des *Stephani de Valon* à la curie. Nous avons indiqué leur nombre sous Jean XXII et les motifs de leur fortune, il suffira de donner leur cursus honorum pour montrer que le mérite justifiait la faveur. M. le chanoine Albe a mis en lumière

l'histoire locale et le rôle joué par les prélats, originaires du Quercy, du temps des papes d'Avignon, surtout sous Jean XXII, époque si brillante pour le pays. Nous le remercions vivement d'avoir éclairé les personnages de la maison de Gigouzac.

BRANCHE DE GIGOUZAC (1)

Bernard Stephani était chanoine du Vigan avant 1309. A cette date il fut nommé procureur par le chapitre avec *Raymond Stephani*, recteur de Saint-Pierre de Gourdon, pour la refonte des statuts de ce monastère (2). En mai 1319 il reçut une expectative au diocèse de Périgueux (3), que lui valurent, sans doute, ses relations de parenté avec les Clermont-Saint-Astier dont plusieurs possédaient des dignités ou bénéfices en Périgord. Plus tard il devint recteur de Plazac au même diocèse ; mais il résidait le plus souvent à Avignon à cause de ses fonctions à la curie. Jean XXII le chargea de plusieurs missions ; envoyé comme nonce en Sicile, en 1325, pour faire rentrer dans le trésor pontifical des sommes d'argent, il y mourut avant d'avoir accompli sa tâche (4). Semblable mission avait été confiée, en 1320, à son parent *Pierre Stephani* (de Martel) (5).

Raymond Stephani, à l'exemple de ses prédécesseurs *Bernard* et *Pierre Stephani* (6), entra dans l'ordre de Saint-Dominique, s'adonna à l'étude et conquît rapidement ses grades ; il était docteur et professeur avant 1317. Ses connaissances attirèrent l'attention de Jean XXII qui

(1) Cf. le Tableau généalogique n° I, p. 16.

(2) Bibl. de la ville de Cahors, Fonds Lacoste, carton C, liasse 3.

(3) Arch. du Vat., Jean XXII, reg. 69, ep. 717.

(4) Cum itaque sicut accepimus perpetua vicaria ecclesie de Plasaco, Petragoricensis diocesis, per obitum quondam *Bernardi Stephani* olim perpetui vicarii ejusdem ecclesie qui in partibus regni Sicilie diem clausit extremum vacare dicatur ad presens..... 23 mai 1325 (arch. du Vat., Jean XXII, Av. 23, f° 473).

(5) Arch. du Vat., *Introitus et Exitus*, vol. 40, f° 118.

(6) Cf. pp. 31, 32 et 34.

lui confia, en qualité de nonce, plusieurs missions en Arménie et en Chypre de 1317 à 1321 (1). En récompense de ses services le pape le nommait archevêque d'Éphèse, le 25 juin 1322, et louait, dans ses bulles, sa piété, son zèle, sa science, ses mérites (2). Il reçut le pallium le 6 janvier et devint titulaire en février 1323 (3). Malheureusement nous n'avons pu savoir ni la durée ni les principaux faits de son épiscopat.

Raymond Stephani, neveu du précédent, portait un prénom très répandu dans la famille. Sa valeur personnelle et l'influence de *Bernard Stephani*, le protonotaire, lui auraient ouvert la voie des honneurs si une mort prématurée n'eût brisé sa carrière au moment du succès. Il débuta comme tabellion, le 20 avril 1322, devint scribe puis clerc de la chambre apostolique (4). Le pape l'utilisa bientôt dans les négociations du Saint-Siège. Il le nomma chanoine de Saint-Martin-des-Petits-Champs (Paris), en janvier 1327, et fit dans la bulle l'éloge de sa personne, de ses qualités et vertus (5). Peu de temps après Raymond fut chargé d'une mission en Allemagne, pour laquelle les archives du Vatican ne font connaître

(1) Brémond, t. II, p. 142. — Il existe aux archives du Vatican plusieurs bulles relatives à ses missions en Arménie.

(2) *Dilecto filio Raymundo Stephani electo Ephesino..... ad te ordinis Fratrum Predicatorum professorem in sacerdotio constitutum cui de religionis zelo, regulari observantia, litterarum scientia, honestate morum et vite ac aliis probitatis meritis fidedigna testimonia suffragantur direximus aciem mentis nostre..... de persona tua ipsi Ephesine ecclesie auctoritate apostolica providemus teque illi in archiepiscopum preficimus et pastorem.....* (Arch. du Vat., Jean XXII, reg. 73, ep. 1368, f^o 468.

(3) Arch. du Vat., Jean XXII, 75, ep. 1688, f^o 258; 74, ep. 800, f^o 280.

(4) *Dilecto filio Raymundo Stephani, clerico, non conjugato, caturcensis diocesis salutem.....* (Arch. Vat., Jean XXII, Av. 16, f^o 200).

(5) *Dilecto filio magistro Raymundo Stephani, canonico ecclesie Sancti Martini de Campellis in Bria, Parisiensis diocesis, scriptori*

que les préparatifs du voyage. Le nonce fut habillé en raison de la saison et du climat du pays, on lui donna un bon cheval (roncino) et pour les premiers frais 40 agneaux d'or, pour lui et sa suite (un notaire, deux hommes armés et montés et ses serviteurs) (1). L'affaire fut menée à bonne fin et Jean XXII lui marqua sa satisfaction en lui conférant, le 2 janvier 1328, canonikat et prébende en l'église Saint-Donatien de Bruges (Tournai) (2).

En dehors des missions Raymond restait à la curie, occupé aux affaires de la chambre apostolique. Pour y consacrer tout son temps il obtint, en mars 1328, de percevoir sans résider les revenus de son canonikat de Saint-Martin-des-Petits-Champs (3). A cette époque un événement grave vint affliger la papauté : Pierre de Corbières prit la tiare sous le nom de Nicolas V dans les circonstances suivantes. Du temps de Jean XXII, Louis de Bavière et Frédéric d'Autriche se disputaient l'empire d'Allemagne. Le pape se déclara ouvertement contre le premier et la mésintelligence devint telle que Louis de Bavière franchit les monts et s'empara de Rome. Jean XXII l'excommunia et prononça sa déchéance. En réponse son adversaire fit introniser Pierre de Corbières (1329) qui déclara déchu le pape légitime ; mais cet acte audacieux révolta les partisans de Louis de Bavière. Rome ouvrit, trois mois après, ses portes au légat de Jean XXII et l'antipape obligé de fuir se réfugia à Pise. Cette ville à son tour, redoutant les représailles, le chassa de ses murs. Pierre de Corbières abandonné, errant, se cachant, et craignant pour ses jours

nostro salutem..... Dum laudanda tue merita probitatis quam nobis longa conversatio notam fecit attendimus dum etiam grata et accepta servitia que nobis fideliter impendisti hactenus et impendere sedulis non desistis paterna consideratione pensamus, dignum reputamus..... (Arch. du Vat., Jean XXII, Vat. 82, ep. 738).

(1) Archives Vatic., Jean XXII, *Introitus et Exitus*, reg. 84, fol. 66 et 67.

(2) *Ibid.*, Vat. 85, ep. 808.

(3) *Ibid.*, Av. 30, f^o 112.

fit sa soumission en 1330 (1). Grâce à l'influence de *Bernard Stephani*, notaire apostolique, Jean XXII confia à *Raymond Stephani* la mission importante d'aller chercher en Italie l'antipape et de le conduire, sain et sauf, à Avignon (2). Il partit pour Pise, le 14 juillet, ayant plein pouvoir, des lettres de recommandation, et une provision de cent florins d'or (3). Il resta quelques jours en Toscane et repartit, le 3 août, avec Pierre de Corbières sur une galère escortée de plusieurs bâtiments remplis de gens d'armes. Il débarqua à Marseille, traversa la Provence ayant mille difficultés pour protéger l'antipape contre les huées et la fureur des populations. Il arriva à Avignon le 23 (4) et assista le 25 à sa confession qui eut lieu publiquement en présence de Jean XXII, des cardinaux, prélats, princes et nobles. Les Quercynois Guillaume Doucin, évêque de Lucques, *Bernard Stephani*, évêque de Riez et bien d'autres assistèrent à la cérémonie (5). Enfin le 6 septembre l'antipape, dans le consistoire privé, signa l'acte d'abjuration (rédigé par le nonce Raymond Stephani et Guillaume de Peyrilles), en présence de l'archevêque d'Arles, de *Bernard* et *Raymond Stephani* (6).

(1) *Dictionnaire* de Moréri, t. IV, pp. 280 et 672; t. V, p. 227. — *Vitæ paparum Avenionensium* de Baluze, t. I, pp. 142 à 152.

(2) Arch. Vat., Jean XXII, *Introitus et Exitus*, reg. 29, f^o 64.

(3) *Ibid.*, Vat. 115, ep. 1020, 1021, 1022, 1025, 1040, 1046 et 1048.

(4) *Ibid.*, *Introitus et Exitus*, reg. 108, f^o 82. — Baluze, *Vie des papes d'Avignon*, t. I, pp. 142 à 152.

(5) *Vie des papes d'Avignon*, par Baluze, t. I, pp. 142 à 146. — Arch. du Vat., Jean XXII, *Armar.* XXXIV, t. II, f^o 44.

(6) Actum et datum Avinione anno (MCCCXXX) die (VI) mense (septembris) loco (in consistorio privato) quibus supra, presentibus : venerabilibus patribus dominis Gasberto Arelaten. archiepiscopo et *Bernardo Stephani*, electo Regen. ac nobis Guillermo de Petrillia et *Raymundo Stephani* camere domini Pape clericis auctoritate apostolica publicis notariis ad hec vocatis quibus mandatum fuit ut idem conficeremus unum vel plura instrumenta..... (Arch. Vat., Jean XXII, *Armar.* XXXIV, t. II, f^o 44).

Jean XXII voulait à tout prix faire cesser le schisme ; il fallait, en dépit des dangers et des difficultés de toutes sortes, amener Pierre de Corbières, *soumis, sain et sauf* à Avignon. La tâche était donc délicate, périlleuse ; elle fut accomplie avec succès. Raymond Stephani fut-il victime de son dévouement ? ou des fièvres morbides ? on l'ignore ; toujours est-il qu'il tomba malade quelques jours après l'abjuration, obtint le 22 septembre l'autorisation de tester, l'indult de l'absolution « in articulo mortis » et mourut à la fin du mois avant d'avoir reçu la récompense méritée (1). On peut entrevoir quelle aurait été cette récompense s'il eût vécu. *Bernard Stephani*, nommé évêque de Riez le 29 mai 1329, avait demandé plusieurs délais soit par manque de vocation ou par crainte des responsabilités (2). C'est lui qui avait sollicité pour Raymond la faveur et l'honneur d'aller chercher l'antipape dans l'espoir, sans doute, que l'évêché de Riez lui serait réservé s'il réussissait ; ce fut assurément un des motifs de ses ajournements successifs. Ce qui semble le justifier c'est que Bernard (qui avait résolu de renoncer à l'épiscopat) donna sa démission le 29 septembre 1330, trois ou quatre jours après la mort de Raymond (3).

Raymond Stephani, seigneur de Gigouzac et son fils Pierre. — *Raymond Stephani* était damoiseau du pape et remplissait à la curie diverses fonctions (tels les gardes-nobles d'aujourd'hui) (4). Familier de Jean XXII et de Clément VI, il jouissait du crédit que la situation de son frère, le protonotaire, et celle de ses nombreux parents rendaient enviable. Les suppliques malheureusement disparues de Jean XXII nous auraient mieux renseignés sur son rôle et son influence. Son fils *Pierre* fut aussi damoi-

(1) Archives Vatic., Jean XXII, Avig., 37, f° 233. — Vat. 116, epist. 937, f° 217 ; epist. 942, f° 217.

(2) *Ibid.*, *Comm.*, vol. 96, ep. 3536.

(3) *Ibid.*, Vat., vol. 98, f° 68.

(4) *Ibid.*, Clément VI, *Introitus et Exitus*, v. 216, f° 232. — Cf. pp. 46, 57 et 58.

seau du pape sous Clément VI et Innocent VI et familier de chacun-d'eux. Il mit pendant 20 ans son dévouement au service du Saint-Siège et son crédit ne fut pas moindre que celui de son père.

Gulbert Stephani, *chevalier*, fut le socius d'Arnaud Duèse, vicomte de Caraman; c'est tout ce que les archives du Vatican nous enseignent (1). Son alliance très probable avec les Lapérarède et, partant, sa parenté avec les Duèse ne furent peut-être pas étrangères aux faveurs des Stephani de Valon à la cour de Jean XXII (2).

Bernard Stephani était frère de Raymond, seigneur de Gigouzac; il fit à Cahors d'excellentes études de droit canon et de littérature et acquit cette culture intellectuelle qui devait attirer sur lui l'attention de Jean XXII. Il sera à la curie une des personnalités marquantes des Stephani de Valon et leur bras droit. Il dut faire partie de la chambre apostolique dès l'avènement du pape quercynois car il était son familier dès 1320 (3) et avait déjà obtenu canonicat et prébende du Vigan (4). On lui donne, en mars 1320, l'église de Samatan au diocèse de Lombez dont il prit possession, non sans quelques difficultés (5), et en avril 1321 canonicat en l'église de Saintes (Charente-Inférieure) (6). Le 16 juin 1321 il échange Samatan pour la prévôté de l'Isle au diocèse de Cavaillon (7); enfin le 1^{er} mars 1322 il obtint de percevoir, sans résider, les revenus de ses bénéfices pour deux ans, à cause de ses occupations à la curie (8).

(1) Cf. note 3 de la page 42.

(2) Cf. note 1 de la page 45.

(3) *Dilecto filio Bernardo Stephani rectori parrochialis ecclesie Samatano..... familiari nostro.....* (Archives du Vat., Jean XXII, Vat. 70, ep. 643, f^o 305).

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.* — Vat. 70, ep. 738.

(6) *Ibid.*, Vat. 71, ep. 433, f^o 209.

(7) *Ibid.*, *Comm.*, vol. 73, n^o 845.

(8) *Ibid.*, Vat. 77, ep. 1093.

Il est à remarquer que les faveurs lui sont accordées « *motu proprio* », témoignage de bons et loyaux services; il en sera ainsi à l'avenir. Dans ses bulles le pape met en relief ses mérites, sa bonté, son dévouement, le charme de sa conversation (1); aussi le comble-t-il en lui conférant, en septembre 1323, canonicat et prébende à Cahors (2); en novembre, canonicat de l'Isle (3), et en 1324 l'archidiaconat de Cahors en échange du canonicat déjà obtenu (4). Absorbé de plus en plus par l'étude des belles-lettres et par les affaires pontificales, le pape lui renouvelle, pour cinq ans, l'autorisation de percevoir ses revenus sans résider, et de rester encore dans les ordres mineurs bien qu'il fût pourvu de bénéfices qui exigeraient un titulaire prêtre (5).

Son influence grandissait avec le nombre et l'importance de ses services; aussi sa maison se remplissait-elle d'amis, de compatriotes, de solliciteurs; c'était un coin vivant du Quercy. — Ses bons offices lui valurent bientôt de nouvelles grâces : canonicat et prébende en l'église de Bayeux (Calvados) en 1325 (6); canonicat de Mesangey (Chartres) en février 1327 (7); canonicat de Tolède (Espagne) en juin 1327 (8); canonicat d'Huesca (Espagne) en 1328 (9). Pendant ce temps Bernard gravissait les degrés de la hié-

(1) Hanc igitur ad personam tuam honestate morum predictam, placida conversatione decoram, aliarumque virtutum meritis insignitam..... (*Comm.* 74, n° 968). — Per laudabilium et multiplicium virtutum tuorum merita nobis utique familiari experientia non ignota nec non grata utiliaque et accepta obsequia que nobis et apostolice sedi fideliter et solerter impendisti..... (*Av.* 22, f° 217).

(2) Jean XXII, *Comm.* 74, n° 968.

(3) *Ibid.*, *Collectoriae*, vol. 379, f° 200.

(4) *Ibid.*, *Av.* 22, f. 217.

(5) *Ibid.*, *Vat.* 77, ep. 1093.

(6) *Arch. Vat.*, Jean XXII, *Vat.* 79, ep. 2417.

(7) *Ibid.*, *Vat.* 82, ep. 910.

(8) *Ibid.*, *Comm.*, vol. 86, n° 1905.

(9) *Ibid.*, *Vat.*, 86, ep. 1563.

rarchie et parvenait, dès 1327, aux fonctions de notaire apostolique, c'est-à-dire devenait le chef de la chancellerie, Tous les dignitaires de la cour pontificale avaient en général beaucoup de bénéfices pour tenir leur rang, subvenir aux charges d'un nombreux personnel, parer aux difficultés de la perception des revenus et aux pertes d'argent. Cela explique pourquoi Bernard Stephani obtenait tant de bénéfices.

Enfin le pape mit le comble à ses faveurs en le nommant évêque de Riez, le 29 mai 1329. On peut lire dans ses bulles le bel éloge qu'il fait de sa personne, de sa science, de ses mœurs, de ses conseils, de sa prudence, de ses vertus et qualités (1). Bernard n'était pas encore prêtre, aussi hésita-t-il longtemps à prendre les ordres; il demanda trois ajournements successifs (2); mais arrivé au dernier terme il renonça à son évêché, donna sa démission le 30 septembre 1330 (3) et resta à la tête de la chancellerie. En compensation le pape lui donnait, en juillet 1332, canonicat et prébende de Saint-Caprais d'Agen résignés par son parent Pierre Stephani (4); en avril 1333 canonicat et prévôté de Bonn, diocèse de Cologne (5); en mai 1334 canonicat de Coutances (Manche) (6); et, le

(1) *Dilecto filio Bernardo, electo Regensi, salutem.... demum ad te archidiaconum Figiacensem in ecclesia Caturcensi, notarium nostrum, quem litterarum scientia preeditum, vite ac morum honestate decorum, consilii maturitate dotatum, conversatione placidum, in spiritualibus providum, et in temporalibus circumspectum ac aliis multiplicium et grandium virtutum meritis laudabiliter redimitum per diutinam et familiarem et gratam experientiam novimus....* (Arch. Vat., Jean XXII, *Comm.*, vol. 91, n° 2028).

(2) Arch. Vat., Jean XXII, *Comm.* 96, n° 3536.

(3) *Ibid.*, Vat. 98, f° 68. — Cf. p. 78 les motifs présumés de sa démission.

(4) *Ibid.*, Vat. 102, ep. 1258.

(5) *Ibid.*, *Secret.*, vol. 117, n° 615.

(6) *Ibid.*, Avig. 42, f° 369. — *Comm.*, vol. 107, n° 232.

28 mai de la même année, l'archidiaconé d'Aunis (1), lui témoignant, par ces libéralités, tout le prix qu'il attachait à son dévouement. Enfin, à cause de ses occupations incessantes il obtenait la permission de jouir de tous ses bénéfices, sans résider, tant qu'il resterait à la curie et nommait des procureurs pour les gérer en France, en Allemagne, Aragon et Castille (2).

On ne connaît pas exactement le rôle de Bernard dans les affaires pontificales. Ses fonctions, son intimité avec Jean XXII, son influence, le mettaient en vue ; mais dès qu'il fut chargé, comme référendaire, de présenter les requêtes adressées au pape, sa situation prit plus d'importance (3). Aussi les souverains et personnages de marque sollicitaient-ils son appui, et son intervention dut se faire sentir dans bien des circonstances. On peut en juger d'après les lettres et suppliques du roi d'Angleterre.

Édouard II lui recommande son ambassadeur chargé d'obtenir du Saint-Siège des dispenses pour le mariage des seigneurs (1324) (4). — Édouard III lui adresse, en 1327, au même titre qu'aux neveux du pape, une requête en faveur de ses ambassadeurs qui devaient négocier des affaires délicates avec le souverain Pontife (5). — Il lui écrit personnellement, le charge d'intercéder et de remettre au pape ses lettres en faveur d'Henry de Clyff, clerc, au sujet de la prébende de Blébury que lui disputait Thomas de Cherleton (1328) (6). — Il appelle Bernard, son ami, et le supplie d'appuyer la nomination de Robert de Wyvill à l'évêché de Bath et de Well qui serait agréable à Sa

(1) *Ibid.*, Vat. 106, ep. 663.

(2) *Ibid.*, Avig. 42, f^o 308.

(3) consimiles litteræ diriguntur subscriptis videlicet : *domino Bernardo Stephani*, domini summi pontificis, *referendario*, amico.....
(Lettre du roi d'Angleterre du 12 juin 1329, Rymer, t. II, p. 766).

(4) Rymer, *Fœdera litteræ et acta publica*, t. II, p. 582.

(5) *Ibid.*, t. II, pp. 699 et 854.

(6) *Ibid.*, t. II, p. 752.

Majesté (1329) (1). — Le roi le conjure de porter remède à la situation du monastère de Coverham, diocèse d'York, dont les moines s'étaient dispersés à la suite d'incursions et de pillages (1330) (2). — Il lui demande son appui pour mener à bonne fin le procès de canonisation de Thomas, comte de Lancastre (1331) (3), etc.

Il en était ainsi dans bien des cas ; il n'est pas douteux, entr'autres, qu'il eût à s'occuper de l'affaire de Pierre de Corbières. C'est probablement à son instigation que Jean XXII chargea Raymond Stephani d'aller chercher l'antipape en Italie. Il assista à sa confession et fut témoin, dans le consistoire privé, de la signature de l'acte d'abjuration (1330) (4).

Nous arrivons à la fin du règne de Jean XXII. Ce pape célèbre mourut le 3 décembre 1334. Bernard eut l'insigne honneur d'assister à ses derniers moments et d'être l'un des témoins de ses dernières volontés (5). Après sa mort, les Quercynois, peu favorisés par son successeur, s'éloignèrent nombreux de la curie. Le notaire apostolique demanda, lui aussi, à s'absenter temporairement (6) ; mais à son retour il resta effacé jusqu'à l'avènement de Clément VI où il retrouva faveur et crédit.

Peu de temps après (1344) il fut chargé, conjointement avec Étienne, abbé de Beaulieu, d'une enquête au sujet d'un litige entre Raymond de Laval, archidiacre de Saint-Céré (frère du grand-camérier du pape, Gausbert de Laval,

(1) *Ibid.*, t. II, p. 766.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 780.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 814. — En échange de ses services, *Bernard* demanda au roi d'Angleterre des libéralités en faveur de son frère, *Raymond*, seigneur de Gigouzac (Archives du Public-Record-Office de Londres, *Vascon Rolls*, rouleaux 40 et 43. — Cf. pp. 47 et 48).

(4) *Ibid.*, *Armar.*, XXXIV, t. II, f° 44.

(5) Archives du Vatican, Jean XXII, *Miscellanea Cameralia*, *Collect.*, n° 380.

(6) Arch. du Vatican, Benoît XII, *Comm. et de Curia*, vol. 120, ep. 782.

archevêque d'Arles), et le doyen de Carennac, Pierre ; ce litige roulait sur le droit de visite ou procuration exigé par Raymond de Laval (1). — Derechef absorbé par les devoirs de sa charge, Bernard Stephani demande et obtient de faire visiter par délégué son archidiaconé d'Aunis (1343) et celui de Figeac en 1345 (2). On lui accorde l'indult de non-résidence pour quatre clercs à son service et l'autorisation de créer deux tabellions (3). En 1351 Clément VI lui renouvelle pareil indult pour huit clercs ou chapelains, ses familiers (4). En récompense de ses services le pape lui décerne le titre honorifique de camérier (5). Il obtient, d'autre part, pour ses parents et compatriotes diverses faveurs, et confère même comme archidiacre d'Aunis (sauf confirmation du Saint-Siège) l'archiprêtré d'Oléron à Bertrand Gasc (1347) et celui de Saint-Jean-d'Angély à Bertrand de Clermont (1348) (6). — Innocent VI, l'appréciant à son tour, lui prodigue ses libéralités : canonicat et prébende de Lérída (Espagne) en 1353 ; canonicat de Valence (Espagne) en 1355 (7). Il avait permuté auparavant la sacristie d'Huesca (Espagne)

(1) *Le Prieuré-Doyenné de Carennac*, par MM. l'abbé Albe et A. Viré (*Bulletin arch. de Brive*, t. XXXIV, p. 581). — Arch. du Vat., Clément VI, reg. Vat. 138, f° 175, n° 647.

(2) *Ibid.*, Clément VI, vol. 76, f° 34. — *Secret.*, vol. 139, ep. 1251.

(3) *Ibid.*, *Secret.*, vol. 139, ep. 1244 et 1256.

(4) *Ibid.*, vol. 211, ep. 714, f° 52.

(5) *Confirmatio ad perpetuam rei memoriam ordinationum et statutorum per Gasbertum archiepiscopum Narbon. et magistrum Bernardum Stephani, archidiaconum Figiacens. in ecclesia Caturcen. Pape camerarium et notarium.....* (Reg. aven. 91 [37 de Clément VI], fol. 256 à 299).

(6) Archives du Vatican, Clément VI, Vat. 181, ep. 47, f° 98. — *Suppl.* 14, f° 141. — *Proclam.* VI, vol. 37, f° 245 dans reg. de Clément VII.

(7) *Ibid.*, Innocent VI, *Suppl.* 24, f° 86. — Vat. 221, ep. 745, f° 416 ; Vat. 229, ep. 1098.

pour l'archiprêtré de Salviac (1). Il résigna, en 1354, l'archidiaconé de Figeac en faveur de son petit-neveu, Jean Stephani (2), et reçut en échange le canoniat de Cahors de feu Jean Beraldi (3). On le trouve encore parmi les exécuteurs testamentaires du cardinal Talleyrand de Périgord, le 25 octobre 1360 (4).

Après cette date le silence des archives prouve que Bernard arrive au terme de sa vie. Il mourut à Avignon, avant le 25 juin 1361 (5), très probablement de la peste qui sévissait alors avec intensité. Il était resté plus de 40 ans au service du Saint-Siège. Trois papes, mais surtout Jean XXII, l'avaient honoré de leur confiance. Son intelligence et ses connaissances l'eussent appelé à de hautes dignités, s'il ne se fût contenté de rester à la tête de la chancellerie. Néanmoins le rôle qu'il a joué était assez important pour être mis en relief. Il est regrettable de n'avoir pu retrouver son testament; on connaît seulement un legs de 300 florins d'or qu'il fit à la chambre apostolique en témoignage de reconnaissance. Ce fut Jean Stephani, son héritier, qui solda cette somme à la fin de 1361 (6).

(1) Clément VI, Vat. 178, ep. 472, f° 232.

(2) Innocent VI, vol. 227, n° 121.

(3) *Ibid.*, Par. 1, t. VI, f° 224.

(4) *Thesaurus anecdot.*, par dom Martène, t. I, coll. 1468 à 1477.

(5) Son canoniat de Cahors fut donné à Jean de Cavagnac, le 25 juin 1361 (Innocent VI, Av. 32, f° 115).

(6) *Universis presentes litteras inspecturis Arnaldus (Aubert) archiepiscopus Auxitanus..... ad universitatis vestre noticiam..... quod cum bone memorie dominus Bernardus Stephani, condam domini pape et sedis apostolice notarius, in suo ultimo testamento legasset domino pape et sue camere ducentos florenos auri solvendos eidem camere de bonis dicti condam Bernardi..... et noster summus pontifex ex certis causis ipsum moventibus ante obitum dicti Bernardi reservasset omnia bona mobilia que dominus Bernardus haberet ubicumque tempore mortis sue hinc est quod venerabilis pater dominus Johannes Stephani, domini pape et sedis apostolice notarius, nepos, heres et executor bonorum et testamenti domini condam Ber-*

Jean Stephani, fils de Pierre, seigneur de Gigouzac, fut élevé à la cour d'Avignon sous la direction de son père et la tutelle de son grand-oncle, le protonotaire. Comblé de faveurs il gravit rapidement les degrés de la hiérarchie, devint évêque de Toulon en 1368 et resta à la curie jusqu'en 1378, époque où le Sacré-Collège revint à Rome.

Nous donnerons, dans un chapitre spécial, son cursus honorum, les principaux faits de son épiscopat et sa gestion comme seigneur de Gigouzac.

Arnaud Stephani était fils de Guibert, le socius d'Arnaud Duèse; grâce à cette protection, il fera vite son chemin. A peine âgé de dix ans il obtint, par l'intermédiaire du cardinal Arnaud de Via, canoniat et prébende de Barjols (Fréjus) le 8 mars 1330 (1), et l'église de Saint-Loup au diocèse de Toulouse, le 13 janvier 1332 (2). En attendant sa majorité il jouissait par procureur de ses revenus. Il reçut en 1348 canoniat en l'église d'Albi et canoniat à Barcelone (3). On lui confère, en 1354, le doyenné de Saint-Félix de Caraman (Toulouse), l'église Saint-Pierre de Gensac (Haute-Garonne) et le canoniat de Béziers que possédait son protecteur, le cardinal Jean de Caraman (4). En 1355 celui-ci demande en sa faveur un bénéfice de cent

nardi de dicto legato ducentorum florenorum auri integre satisfecit et pro omnibus aliis bonis dicti Bernardi, debitis et creditis tam in curia Romana quam extra..... composuit nobiscum nomine dicte camere ad centum florenos auri de quibus integre satisfecit..... datum Avinionis die..... mensis..... anno domini M^oIII^oLXI, indictione XIII, pontificatus Innocentii pape, anno nono (Arch. Vat., Innocent VI, reg. *Solut.* 31, fol. 241-242. — La formule « *bone memorie* » dominus Bernardus Stephani..... est à remarquer; on ne l'employait guère que pour les évêques.

(1) Arch. du Vat., Jean XXII, Vat. 93, ep. 708.

(2) *Ibid.*, Vat. 103, ep. 143. — Dans cette bulle il est dit « de nobili genere », et l'un des exécuteurs est l'évêque de Mirepoix, Pierre de Lapérarède, parent des Duèse.

(3) Clément VI, vol. 186, ep. 363.

(4) Innocent VI, 227, f^o 78.

livres tournois à Auch où il avait déjà canonicat (1). On lui donnait encore, grâce à l'entremise du cardinal, l'église de Cazals au diocèse de Cahors, en 1358 (2). Malheureusement on le perd de vue à partir de 1360 et tout porte à croire qu'il ne devait plus vivre en 1361 ayant dû succomber, comme tant d'autres, aux atteintes de la peste (3). Cette fin prématurée vint arrêter l'essor d'une carrière avant qu'elle ait eu son couronnement. — La protection inlassable des Duèse à son égard témoigne aussi qu'il devait exister une parenté entre les deux familles (4).

BRANCHE DE LAVERGNE

Hugues de Valon se fit moine augustin ; il était chanoine d'Escaumels au diocèse de Saint-Flour, quand il fut nommé prieur de Valbenoit (paroisse de Rochepeyroux) en Limousin, vers 1320 (5). Ce monastère était gouverné par les moines d'Escaumels, qui dépendait de la Couronne. Hugues fut chargé, comme procureur de l'évêque de Cahors, de renouveler les coutumes de Goujounac en 1327 (6). Jean XXII, en récompense de ses mérites, lui accorda, le 16 mars 1329 (n. s.), une grâce expectative, la première vacante, à la collation de l'abbé de la Cou-

(1) *Ibid.*, *Suppl.* 26, f° 103. — Dans cette bulle on voit qu'il est fils de *Guibert Stephani*, chevalier, jadis « socius » d'Arnaud Duèse, vicomte de Caraman, père du cardinal. — Cf. note 3 de la page 42.

(2) Innocent VI, *Suppl.* 29, f° 14 ; — Avig. 18, f° 334 d'Urbain V.

(3) En 1361, 17,000 personnes moururent de la peste à Avignon (*Hist. du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 173).

(4) Cf. note 1 de la page 45.

(5) *Géographie historique de la Corrèze*, par J.-B. Champeval, p. 391. — *Dictionnaire des paroisses du Diocèse de Tulle*, par l'abbé Poulbrière, t. II, p. 504.

(6) Archives de la famille de Valon ; ces coutumes furent renouvelées le 14 mars 1327 (n. s.) par Bertrand de Cardalhac, évêque de Cahors.

ronne (1). Après cette date nous ne trouvons plus trace de son cursus honorum.

Hugues de Valon, seigneur de Lavergne, neveu du précédent, servit d'intermédiaire entre la chambre apostolique, la veuve et les filles de Guérin de Castelnau au sujet d'un legs de Pierre de Castelnau, évêque de Rodez. Comme la liquidation de ce legs traînait en longueur, la veuve et les filles s'adressèrent à Clément VI qui ordonna à son collecteur de les payer sans retard. Une partie de la somme fut versée à Rodez, les 23 et 27 février 1344 (n. s.), entre les mains d'Hugues de Valon, damoiseau, leur procureur (2).

BRANCHE DE MARTEL (3)

Pierre Stephani était proche parent de Bernard, le protonotaire, comme l'attestent ses procurations et les bénéfices qu'il résigne en sa faveur. Il avait fait à Cahors de bonnes études et acquis le grade de docteur en droit canon. Il entra dans l'ordre de Saint-Augustin. Nous n'avons pu savoir s'il se trouvait à la curie avant l'arrivée de Jean XXII; toujours est-il qu'il y vint de bonne heure puisqu'on lui confiait des missions dès le commencement de 1320. Il était prêchantre de Saint-Sernin de Toulouse quand il assista à l'acte de vente des biens des Templiers de Cahors (1320) (4). A cette date Jean XXII l'envoya en Sicile « pro certis et variis negotiis » (5) et lui donna

(1) Archives du Vatican, Jean XXII, *Comm.*, vol. 90, n° 1885, fol. 325-326.

(2) Item die xxiiii mensis februarii anno MCCCXLIII (1344, n. s.). Apud Ruthenam tradidit (le collecteur) *Hugoni de Valon*, domicello loci de Lavernha, procuratori predictarum nobilium dominarum Barrane, Galharde et Alazie, xx d. ad scutum, quolibet pro xvi sol. viii d. tur..... (Arch. Vat., Clément VI, reg. *Collector*. 73, f° 50).

(3) Cf. le Tableau III, au chapitre IX.

(4) *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 4^e partie, p. 171.

(5) Arch. du Vat., Jean XXII, *Introitus et Exitus*, vol. 40, f° 118; — dans la bulle on voit qu'une provision de 100 florins d'or (1,200 francs de nos jours) lui fut donnée pour les frais de voyage ou de séjour.

comme récompense le titre honorifique de chapelain du pape, le 23 janvier 1321 (1). En mars de la même année il obtenait un sauf-conduit et des lettres de recommandation pour retourner en Sicile comme nonce collecteur (2).

Il quitta bientôt la précenterie de Saint-Sernin pour prendre, en 1324, le prieuré de Saverdun (Ariège) (3) et reçut, peu de temps après, canonicat et prébende en l'église de Saint-Martin de Tours (4). Pierre s'adonnait avec ardeur à l'étude des belles-lettres; pour se perfectionner il obtenait de percevoir, pendant trois ans, les fruits de sa prébende sans résider (1326) (5). Pendant ce temps il redoublait de zèle vis-à-vis du Saint-Siège et le pape lui marquait sa satisfaction en lui conférant, en 1326, les églises de Saint-Phébade d'Agen et de Saint-Étienne de Fleix au diocèse de Carcassonne (6), et en 1327 canonicat de Saint-Caprais d'Agen (7). — En dehors des missions Pierre remplissait à la curie les fonctions de secrétaire, c'est lui qui a signé la lettre de Jean XXII aux consuls de Cahors leur ordonnant de restituer aux Chartreux la place contiguë à leur maison (1328) (8). Il résigna quelque temps après son canonicat de Saint-Caprais en faveur de Bernard Stephani, notaire apostolique, et obtint en échange le prieuré d'Osville au diocèse de Toulouse (1330) (9).

A partir de ce moment l'âge et les fatigues l'obligent à résigner ses bénéfices. Il laisse à Vital de Vassal, en 1331,

(1) Arch. du Vat., Jean XXII, Vat. 71, ep. 472, f° 222.

(2) *Ibid.*, Avig. 14, f° 501. — Pendant son séjour sa dépense quotidienne fut fixée à deux florins d'or (25 francs).

(3) Arch. du Vat., Jean XXII, Vat. 76, ep. 922, f° 305.

(4) *Ibid.*, Vat. 77, ep. 1347, f° 188.

(5) *Ibid.*, Avig. 24, f° 622.

(6) *Ibid.*, Vat. 83, ep. 1000, f° 1; — Avig. 30, f° 12.

(7) *Ibid.*, Avig. 30, f° 12; — Vat. 86, ep. 1095, f° 34.

(8) *Les Templiers de Cahors*, par Esquieu (*Bulletin des Études du Lot*, t. XXIV, 1899, pp. 51-52).

(9) Arch. du Vat., Jean XXII, Vat. 93, ep. 887.

l'église de Fleix (1) et en 1332 le canonikat de Saint-Martin de Tours (2); à Guillaume de Belcastel, l'église Saint-Phébadie d'Agen (3), puis il nomme procureurs : Bernard Stephani, le protonotaire, et Bertrand de Clermont pour céder ses autres charges ou en recevoir en échange (4). Pierre cependant ne se dépouillait pas complètement; on voit dans une enquête dont il fut chargé, le 16 mai 1332, qu'il possédait encore le prieuré d'Osville. Dans cette enquête il devait entendre l'archevêque de Toulouse et le recteur de Layrac au sujet du préjudice causé aux Clarisses de Toulouse (5). Après la mort de Jean XXII, il dut quitter la curie comme beaucoup de ses compatriotes, pour ne plus y revenir.

Pons Stephani, neveu du précédent et doué comme lui, remplissait à la chambre apostolique, tour à tour, les rôles de secrétaire ou de négociateur. Ses actes nous échappent avant 1332; mais à cette date on le trouve nonce en Italie (6). Il fut pourvu, le 13 septembre 1332, d'un canonikat en l'église de Béziers et partit, le 27, pour la Toscane après avoir reçu, pour provision de voyage, 40 florins d'or dont il donna quittance en présence de Guillaume de Peyrilles et Guillaume de Bos, ses compatriotes. Il avait mandat de recouvrer les legs pieux faits au Saint Siège ainsi que les sommes dues à la chambre apostolique par l'église et l'évêque de Florence (7).

(1) *Ibid.*, Vat. 97, ep. 236; — *Raymond Stephani*, seigneur de Gigouzac, avait épousé Bertrande de Vassal.

(2) *Ibid.*, Vat. 102, ep. 1371.

(3) *Ibid.*, Avig. 40, f° 539. — *Bernard Stephani*, seigneur de la Raymondie (Martel), avait épousé N... de Belcastel. — Saint Phébadie, évêque d'Agen, était nommé par les habitants du pays : saint Fiari; il vivait au IV^e siècle (*Moréri*, t. V, p. 160).

(4) *Ibid.*, Avig. 42, f° 293.

(5) *Bullar. Franciscan.* du P. Eubel, t. V, n° 979.

(6) Arch. du Vat., Clément VI, reg. Av. 73, f° 438.

(7) *Ibid.*, Jean XXII, Vat. 104, ep. 27, f° 47; — *Introitus et Exitus*, 120, f° 72; — Vat. 117, ep. 209 et 212.

De 1332 à 1335 il reste constamment en Italie pour le règlement de multiples affaires. Il devait, entr'autres, obtenir de certains prélats et ecclésiastiques des provinces de Gênes et de Toscane, le remboursement des revenus indûment détenus par eux (1); de faire rentrer dans le trésor pontifical les sommes dérobées au Saint-Siège par des citoyens de Lucques réconciliés avec l'Église (2); de prendre possession des biens confisqués pour crime d'hérésie en Toscane et dans la province de Pérouse (3); de faire restituer enfin aux églises les biens usurpés par l'antipape Pierre de Corbières, Louis de Bavière, Castruccio et leurs partisans (4). On peut juger par ces détails de l'importance de sa tâche.

Après la mort de Jean XXII, il continua de travailler à la curie et Benoît XII lui témoigna la même confiance que son prédécesseur. Il revint en Toscane en 1336 (5). A son retour il fit changer le titre de prêchantre en celui de chantre de la ville d'Auxerre (il avait reçu jadis cette dignité de Jean XXII ainsi qu'un canoniat dans la même église) (6). Et comme tout son temps était absorbé par les affaires du Saint-Siège, il obtint de prélever les revenus de ses bénéfices sans résider (7). — A partir de 1337 on ne trouve plus rien sur ce personnage très probablement décédé avant l'avènement de Clément VI.

(1) *Ibid.*, Vat. 117, ep. 125, f^o 23; ep. 1442, f^o 277.

(2) *Ibid.*, Vat. 117, ep. 242, f^o 41; ep. 243, f^o 42.

(3) *Ibid.*, Vat. 117, ep. 244, f^o 42.

(4) *Ibid.*, Vat. 117, ep. 245, f^o 42.

(5) *Ibid.*, Benoît XII, *Comm. et de Curia*, vol. 122, ep. 634.

(6) *Ibid.*, *Comm. et de Curia*, vol. 121, ep. 408.

(7) *Dilecto Pontio Stephani*, protectori ecclesie Autisiodoren., salutem..... ex tue..... ut petitiones tuas..... admittamus..... Quis itaque supplicationibus..... ut nostris et ecclesie Romane circa prosecutionem et expeditionem negotiorum ecclesiam ipsam et cameram nostram tangentium tibi per nos vel eandem cameram in certis provinciis et diocesis commissorum insistens obsequiis..... (Arch. Vat. Benoît XII, reg. 121, ep. 313).

BRANCHE DE THÉGRA (1)

Aymeric de Valon était chanoine de la cathédrale de Cahors en 1289 (2) et de Révello, dans l'Italie Inférieure, avant 1304. Sa parenté avec Guillaume de Goudou, vice-chancelier du roi de Naples, lui valut d'être choisi par Benoît XI pour porter, en 1304, à son évêque Jean d'Alègres, le pallium que celui-ci devait remettre à G. de Goudou, archevêque de Salerne (3). Ce choix témoigne de la présence d'Aymeric à la cour pontificale. Il dut venir à Avignon lorsque le Saint-Siège y fut transféré (1309); mais le silence des archives nous fait présumer qu'il avait cessé de vivre quand Jean XXII succéda à Clément V.

Guillaume de Valon, fils de Raymond seigneur de Thégra, suivit le courant qui entraînait ses proches et ses compatriotes vers la cité des papes et se rendit à Avignon après le couronnement de Jean XXII. Il est mentionné parmi les écuyers qui se trouvent à la cour pontificale, dès les premiers jours (1316), et qui reçoivent lit et vêtements d'hiver comme faisant partie de la maison du pape (4). Il y resta jusqu'à la fin, 1322, pour la défense du Saint-Siège menacé dans la personne du pape (5).

(1) Cf. Tableau III au chapitre IX.

(2) *Miscellanea de Baluse*, édition 1683, t. IV, p. 504.

(3) Arch. du Vat. Registre de Benoît XI publié par Ch. Grangeon dans la collection de l'École française de Rome, n° 982.

(4) *Sequuntur nomina scutiferorum qui sunt de raubis domini nostri et qui habuerunt vestes hyemales primo anno creationis predicti domini nostri (1316 1317)..... Guillelmus de Valon.....* (Arch. du Vat. Jean XXII, *Introitus et Exitus*, reg. 16, fol 25 et 78. — Il est encore porté sur les listes en 1320 (Collectorie, 448, f° 115).

(5) *Item Guillelmo de Valono, scutifero, pro quinque annis et quinque mensibus (1316-1322) ut supra quibus fuit III annis simul cum Andrea de Puteo defuncto, in hospitio Raymundi Armani et VI mensibus quibus in eodem ipse Guillelmus solus fuit in concordia cum hospite ibidem presente de IX sol. et 10 den. tur. pro mense, cujus ratio pro parte dicti Guillelmi duntaxat ascendit ad XI l.*

Quand tout danger eut disparu, il revint en Quercy. On voit qu'il assista, en 1323, au contrat de mariage d'Ermengarde de Vassinhac avec Gerald-Guillaume de Lavergne (1). Mais après cette date les archives du Vatican ne disent pas s'il retourna dans le comtat Venaissin.

Bernard de Valon, frère de Guillaume, le remplaça à la curie dès 1323. Jean XXII lui donna bientôt canonicat en l'église Saint-Hilaire de Poitiers avec expectative de prébende (2), et en 1326 il reçut, en récompense de ses services, la paroisse de Payriac au diocèse de Narbonne où il remplaçait Imbert du Puits, le neveu du pape ; Bernard Stephani, le protonotaire, fut l'un des exécuteurs de la bulle (3). Nous regrettons de ne pas connaître plus au long son cursus honorum.



Il est bon de joindre à cette liste les Stephani de Valon, prêtres ou religieux, qui pendant cette période restèrent en Quercy ou ailleurs.

Raymond de Valon (Thégra), moine à Marcihac en Quercy (1290), fut transféré à l'abbaye de Beaulieu en Limousin, vers 1300. Il devint coabbé en 1307 (4), puis abbé de ce monastère en 1326. Il reçut, l'année suivante,

xvi sol. tur. pro toto. Et pro 1 anno quo fuit in hospitio Rostagni de Turribus et xi aliis mensibus quibus fuit in hospitio mag. Deodati Petri..... (Arch. du Vatic. *Introitus et Exitus Camerae apostolicæ*, reg. 53, f° 5).

(1) Il fut caution avec son frère, *Pierre*, de la dot d'Ermengarde de Vassinhac (*Pairs de France*, par de Courcelles, t. IX, p. 12, art. *Vassinhac*).

(2) et (3) *Dilecto filio Bernardo de Valon rectori parochialis ecclesie de Peyriaco Narbon. dioc. salutem..... nos volentes tibi predicatorum meritorum tuorum obtentu gratiam facere specialem predictam parochialem ecclesiam et pertinentiis suis tibi conferimus..... seu quod dudum canonicatum ecclesie Sancti Ilari Pictavien. tibi contulimus prebendam.....* (Arch. Vat. Jean XXII, Av. 25, f° 135).

(4) *Histoire de Tulle*, par Baluze, 1717, pp. 605, 606.

l'hommage du seigneur de Cavagnac (1) et ne vivait plus en 1332.

Raymond Stephani (Martel) était clerc au monastère du Vigan en 1275, et chanoine en 1287; il devint ensuite recteur de l'église Saint Pierre de Gourdon (2). En 1309 il fut nommé procureur par le chapitre avec Bernard Stephani, chanoine, pour la refonte des statuts du Vigan ordonnée par l'évêque de Cahors (3). Il mourut avant 1320 et laissa son canonicat à Bernard Stephani, le proto-notaire.

Albria de Valon (Thégra) fut reçue « in donatam » au couvent de la Daurade à Cahors le 5 octobre 1326 (4), puis religieuse. Elle fut témoin de l'accord conclu entre le couvent et l'évêque de Cahors au sujet des revenus de l'église de Trespoux (1331) (5). Plus tard, son parent Guillaume de Cavagnac, chanoine du Puy-en-Velay, lui fit obtenir, en 1343, l'indulgence « in articulo mortis » (6). Elle figure encore dans une bulle de Clément VI relative à la réception d'une donatée, le 16 décembre 1348 (7).

Albria de Valon, nièce de la précédente, est mentionnée parmi les religieuses de l'Hôpital-Beaulieu qui élurent pour prieure, Aiglines de Thémines, le 29 novembre 1347 (8).

Mathieu Stephani (Martel) entra dans l'ordre de Saint-Dominique. On le trouve au couvent de Cahors en 1339 (9).

(1) Archives Nationales, R¹, 440.

(2) et (3) Bibliot. de la ville de Cahors, *Fonds Lacoste*, carton C, liasse 3.

(4) Arch. du Vat., Jean XXII, Av. 24, f^o 148.

(5) *Ibid.*, t. XXXVII, f^o 38.

(6) *Ibid.*, Clément VI, *Suppl.* 5, f^o 117. — Cf. au chapitre XI, l'article : *Famille de Cavagnac* et note.

(7) Bibl. Nat., Doat, vol. 123, pp. 72 à 78.

(8) *Vie de Sainte-Fleur*, par l'abbé Lacarrière, 1871, pp. 107, 108.

(9) Archives du Vatican, Benoît XII, Av. 53, f^o 251. — Vat. 127, ep. 754.

Il portait le nom de La Raymondie, ce qui prouve qu'il appartenait à la branche de Martel.

Arnaud Stephan (Martel), recteur de l'église de Lamnhac au diocèse de Saint-Flour, mourut en 1345 (1). Nous venons de voir qu'Hugues de Valon était chanoine d'Escaumels au même diocèse (2).

(1) Arch. du Vat., Clément VI, Av. 25, f° 275.

(2) Cf. pp. 87 et 88.

CHAPITRE VII

**JEAN STEPHANI, évêque de Toulon, seigneur
dominant de Gigousac**

**JEAN STEPHANI (Martel), PIERRE STEPHANI
de VALON (Gigousac), et GUÉRIN de VALON (Thégra)
coseigneurs de Gigousac**

(1369-1396)

1^o *Cursus honorum de Jean Stephani; sa venue à Gigousac en 1363.*
— 2^o *Il accompagne Urbain V à Rome; il est nommé évêque de Toulon (1368) pendant le séjour du Sacré-Collège à Montefiascone; ses premiers actes.* — 3^o *Il hommage, sous les plus expresses réserves, la seigneurie de Gigousac à l'évêque de Cahors; analyse de ce document.* — 4^o *Séjour de Jean à Avignon sous le pontificat de Grégoire XI; siège et prise de Gigousac; Jean Stephani revient à Toulon lors du transfert du Saint-Siège à Rome.* — 5^o *Réformes de l'évêque, difficultés avec la communauté; troubles et guerres en Provence et à Toulon; hostilité de la population contre Jean Stephani; celui-ci, dépouillé de ses biens, est exilé.* — 6^o *Il est nommé abbé de Marcillac, en Quercy; son voyage au pays natal; état lamentable de Gigousac.* — 7^o *Nouveaux troubles à Toulon; pacification; Jean Stephani retourne à Hyères puis à Toulon, son décès.*

§ I. — *Jean Stephani prenait la succession de Gigousac dans une heure critique, car il venait de perdre dans la lutte anglo-gasconne, à la fois, son père et son patrimoine. — Le Quercy ployait alors sous le joug britannique. Le Saint-Siège se préparait à quitter Avignon pour revenir à Rome. Le grand schisme, qui devait affliger la chrétienté, allait bientôt éclater. Les intrigues enfin suscitées par la*

succession de la reine de Sicile allaient causer de grandes guerres et calamités en Provence et dans le royaume de Naples. — Tels sont les événements qui vont se dérouler pendant la fin du xiv^e siècle et auxquels Jean Stephani se trouvera mêlé comme évêque de Toulon.

Né vers 1333, il vint de bonne heure à Avignon et embrassa la carrière religieuse. Grâce à la protection de son père, damoiseau du pape, et à celle de son grand-oncle, notaire apostolique, tous deux « personæ gratæ » à la cour, les faveurs du Saint-Siège ne lui feront pas défaut. Dès 1345 Clément VI, à l'exemple de Jean XXII, lui confère un canonicat du Vigan, créé spécialement pour lui (1), et, peu de temps après, canonicat de Saint-Martin de Tours (2). Il lui donne en 1347 le prieuré de Courbenac au diocèse de Cahors (3), et en 1348 par « motu proprio » canonicat, prévôté et prébende en l'église de Lérida (Espagne) (4). C'était l'année du décès de *Raymond Stephani*, damoiseau du pape, et c'est probablement pour honorer sa mémoire que le pontife gratifiait ainsi le petit-fils. Jean Stephani faisait de rapides progrès; il reçut en 1350 un indult de non-résidence pour s'adonner à l'étude des arts libéraux (5). Il obtenait en même temps canonicat de Zamora (Espagne) (6), puis en 1353 prébende dans l'église de Mondoneto suffragante de Braga (Portugal), ainsi que l'archidiaconé d'Azumara (Portugal) (7). Sur la résignation de Bernard Stephani, il fut également pourvu, le 6 juillet 1354, de l'archidiaconé de Figeac en l'église de Cahors avec tous les droits et privilèges dont son grand-oncle

(1) Arch. du Vat., Clément VI, Av. 23, f^o 240.

(2) *Ibid.*, *Comm.*, 173, ep. 293.

(3) *Ibid.*, Av. 95, f^o 519.

(4) *Ibid.*, *Suppl.* 30, f^o 37. — Reg. Aven. Clément VII, *Proclam.* VI, vol. 37, f^o 371.

(5) *Ibid.*, *Comm.*, 202, f^o 201.

(6) *Ibid.*, Vat. 203, f^o 170. — Av. 114, f^o 339.

(7) *Ibid.*, Innocent VI, Vat. 221, ep. 293.

avait joui (1). On lui prodiguait ainsi une foule de bénéfices bien qu'il n'eût pas encore accompli sa 21^{me} année.

Jean s'appliquait de son côté à mériter les faveurs pontificales. Il aborda avec ardeur l'étude du droit civil et des belles-lettres et, pour s'y consacrer, Innocent VI l'autorisa pendant trois ans à percevoir sans résider les fruits de ses bénéfices (1354) (2). Il continuait encore ses études en 1357 et obtenait nouvelle dispense de trois ans (3). Enfin le titre de docteur couronna ses efforts (4). A partir de 1360 ses connaissances et sa culture intellectuelle lui permettaient de franchir des étapes ; il était mûr et préparé pour de hautes dignités. Tout semblait lui sourire quand la mort inattendue de Bernard, le protonotaire, le désastre de Gigouzac en 1360, le départ de son père rappelé au pays par les guerres anglaises, changèrent la face des choses. Brusquement Jean Stephani se trouva seul à Avignon, dans cette cour naguère si fréquentée par les siens, et au moment où la peste, qui dépeuplait le comtat Venaissin,

(1) *Dilecto filio Johanni, nato dilecti filii nobilis viri Petri Stephani, domicelli, canonico ecclesie Caturcensis et archidiacono Figiacensi in eadem ecclesia salutem. Nobilitas generis..... cum itaque canonicatus et prebenda ecclesie Caturcensis ac archidiaconatus Figiacensis quos dilectus filius magister Bernardus Stephani, notarius noster, olim ipsius ecclesie canonicus et archidiaconus..... per liberam resignationem de dictis canonicatu, prebenda et archidiaconatu apud sedem apostolicam sponte factam..... Nos volentes tibi premissorum meritorum intuitu gratiam facere specialem, canonicatum et prebendam ac archidiaconatum predictos..... tibi conferimus..... non obstantibus..... seu quod in Ilerdensi, Zamorensi, Sancti Martini Thuronensis et de Vicano, Caturc. dioc. ecclesiis canonicatus et prebendas, nec non preposituram in eadem Ilerdensi ecclesia et ruralem ecclesiam de Carbonaco Cat. dioc. nosceris obtinere, sive quod pateris in etate defectu cum in vicesimo primo etatis tue anno duntaxat constitutus existas.....* (Arch. Vat., Innocent VI, Vat. 226, f^o 221. — Vat. 227, ep. 121).

(2) Arch. Vat., Innocent VI, Vat. 226, f^o 265.

(3) *Ibid.*, Av. 135, f^o 310. — Vat. 232, f^o 377.

(4) *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 4^e partie, p. 193.

causait tant de désarroi (1361) (1). En dépit du danger, Jean Stephani, devenu protonotaire au décès de son grand-oncle Bernard (2), resta à son poste et ne s'éloigna que lorsque le fléau eut disparu. En récompense le pape lui conférait l'archiprêtré de Salviac (1362) (3) et lui aurait donné d'autres marques de faveur s'il eût vécu. Mais Innocent VI mourut, le 12 septembre 1362, et Jean perdit en lui un protecteur. Sans se décourager il se consacra tout entier aux devoirs de sa charge et s'appliqua à mériter la confiance d'Urbain V. Il obtint en janvier 1363 la faculté de créer deux tabellions (4), échangea son canonicat de Lérída (Espagne) pour l'église de Fleix (Carcassonne) (5), reçut en décembre 1363 des lettres conservatoires pour son archidiaconé de Figeac et continua d'en percevoir les fruits sans résider (6).

Jean était l'héritier et l'exécuteur testamentaire de Bernard Stephani, l'ex-protonotaire, qui avait légué à la chambre apostolique 200 florins d'or et tout son mobilier. Il solda ce legs et transigea pour les meubles à raison de 100 florins d'or dont la chambre lui donna quittance fin 1361 (7). Mais il avait aussi à régler en Quercy des legs pieux et autres charges contenus dans le testament de son grand-oncle. Pour s'y rendre il demanda en juin 1362 et en janvier 1363 quelques privilèges : l'indult de l'autel portatif avec autorisation de célébrer ou faire célébrer la messe dans sa maison, même avant l'aurore, et dans les lieux frappés d'interdit, de réciter le bréviaire romain en tous les diocèses (8). Il partit ensuite pour Gigouzac où il prit possession de son héritage qui com-

(1) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 173.

(2) Arch. du Vat., Innocent VI, reg. *Solut.* 31, f° 241.

(3) *Ibid.*, Av. 148, f° 173.

(4) *Ibid.*, Urbain V, Av. 154, f° 421.

(5) *Ibid.*, Av. 151, f° 5.

(6) *Ibid.*, Av. 158, f° 153.

(7) *Ibid.*, Innocent VI, reg. *Solut.* 31, f° 241.

(8) *Ibid.*, Urbain V, Av. 154, f° 492.

prenait entr'autres un bien sis à Gourdon, dont il avait reçu la reconnaissance en 1362 (1). Quand il eut accompli les intentions de Bernard à l'égard de la chapellenie de Gigouzac, il reprit le chemin d'Avignon (1363), entra dans les bonnes grâces d'Urbain V et devint bientôt son familier.

§ II. — Nous touchons à un événement d'une portée considérable : le retour définitif du Saint-Siège à Rome. Les factions de la noblesse dans cette ville avaient forcé les papes, depuis Innocent IV (1244), à s'éloigner de Rome. Ils s'établirent à Avignon à partir de 1309 et y prirent racine à cause de l'hostilité des empereurs d'Allemagne, surtout du temps de Jean XXII. Ses successeurs construisirent le palais apostolique d'Avignon, chef-d'œuvre d'architecture civile, religieuse et militaire, l'un des plus grands et des plus célèbres édifices légués par le moyen âge ; et c'est là où l'exil de la papauté se serait prolongé sans l'intervention divine. — Urbain V avait succédé à Innocent VI, le 18 octobre 1362 ; dès l'année 1364 des envoyés de Rome vinrent le prier d'y rétablir le Saint-Siège. Il répondit que son désir le poussait vers la ville

(1) Noverint universi..... Arnaldus Vidal de Gordonio vendidisset Guillermo Lapeza procuratori vener. et discreti viri Petri de Mossaco de Gordonio grossatoris librorum nostri pape quamdam terram sitam in parrochia ecclesie de Gordonio in loco vocato a la Gabia..... hinc est quod discretus vir magister Stephanus de Mandessas notarius regius procurator *venerabilis et discreti viri domini Johannis Stephani protonotarii domini nostri pape domini pheudalis in parte dicte terre habens ad hoc plenam potestatem.....* recognovit recepisce decem denarios et medium argenti..... domino *Johanni* pertinentes pro vendis..... Acta fuerunt apud Gordonium die lune post festum cathedre beati Petri anno domini M^oCCC^o sexagesimo secundo, presentibus Geraldo de Mossaco, clerico et me Petro de Morlhaco clerico notario regio (Archives de la mairie de Gourdon, liasse II, 1, parchemin n^o 308). — Dans cet acte Jean n'est pas qualifié *seigneur de Gigouzac*, c'est la preuve que son père vivait encore.

Éternelle, mais que les obstacles étaient encore trop nombreux et qu'avec l'aide de Dieu tout s'arrangerait (1).

Le roi de France avait intérêt à garder dans son royaume la cour pontificale à cause du rayonnement dont le pays bénéficiait et de l'influence qu'il pouvait exercer sur le Sacré-Collège. Les cardinaux et prélats, en majorité français, ne voulaient pas de leur côté quitter patrie, famille, entourage. Telles étaient les difficultés. Néanmoins le pape, inébranlable dans sa résolution, parvint à vaincre les résistances et à préparer son départ pour l'Italie (2). *Jean Stephani*, en qualité de notaire apostolique, faisait partie du personnel qui devait l'accompagner. Nous verrons bientôt que son attachement au Saint-Siège lui valut des faveurs spéciales.

Le pape partit, le 30 avril 1367, suivi par presque tous les membres du Sacré-Collège. Il séjourna quelques jours à Marseille attendant que la flotte, envoyée pour le prendre, fut prête à lever l'ancre. Un mois plus tard il entra solennellement à Viterbe et, le 16 octobre, arrivait à Rome où il fut reçu en triomphe. La cour s'installa au Vatican et y passa l'hiver; mais aux premières chaleurs le pape, éprouvé par le climat de Rome, transporta la curie à Montefiascone (3). C'est là où *Jean Stephani*, en récompense de ses mérites, fut nommé évêque de Toulon le 27 septembre 1368 (4). Ses bulles montrent que le pontife le tenait en grande estime; elles louent sa science, ses mœurs, sa prudence et sagacité, ses dons et vertus (5). Cette nomination eut lieu l'année même du désastre de Gigouzac et du décès de son père.

(1) *Guillaume Sudres, cardinal limousin*, par René Fage (*Bulletin archéologique de Brive*, t. II, 1880, pp. 664 à 675). — Moréri, t. VI, p. 151.

(2) et (3) *Ibidem*.

(4) Arch. du Vat., Urbain V, t. XVII, n° 166, f° 164 (datum apud Montemflasconem, v kal. octobris anno sexto).

(5) Urbanus..... dilecto filio *Johanni* electo Tolonen..... sane ecclesia Tolonensi ex eo vacante..... demum ad te archidiaconum *Figiaci*

Les actes du prélat pendant son épiscopat de 26 ans, quoique conservés en petit nombre, sont assez importants pour laisser entrevoir son rôle politique, religieux et administratif. Nous regrettons néanmoins de laisser dans l'oubli des faits intéressants qui auraient éclairé davantage la part qu'il prit dans les événements de cette époque si troublée. Il rendit d'abord hommage au comte de Provence, le 25 juin 1369, comme évêque de Toulon et au nom de son église, pour tout ce qu'il possédait dans les comtés de Provence, de Forcalquier et dans la châtellenie de Soliers en la vicairie d'Hyères (1). Il fit hommage-lige et prêta serment de fidélité à Toulon, dans la grande salle du palais épiscopal, en présence de Louis de Trian, chevalier, du commandeur de Beaulieu et de Jacques de Fossis d'Hyères (2).

in ecclesia Caturcensi, notarium nostrum, in presbyteratus ordine constitutum, litterarum scientia peditum, vite ac morum honestate decorum, in spiritualibus providum et in temporalibus circumspectum, aliisque multiplicium virtutum donis, prout familiari experientia novimus insignitum, direximus aciem nostre mentis. Quibus..... eidem ecclesie auctoritate apostolica providemus, teque illi providimus in episcopum et pastorem (Arch. Vat., Urbain V, t. XVII, n° 166, f° 164).

(1) Le château de Soliers, situé au bord de la mer, était la résidence d'été des évêques de Toulon.

(2) *Recognitio et homagium reverendi in Christo patris domini Johannis, episcopi Tholonensis. Anno quo supra (1369), die vicesimo quinto junii, personaliter constitutus in presentia domini Senecalli reverendus in Christo pater et dominus Joannes episcopus Tholonensis qui recognovit se tenere sub dominio et segnoriam majori dicte domine nostre regine totam illam partem quam habet in castro de Soleriis, vicarie Arearum, et omnia que habet temporalia in predictis comitatibus Provincie et Forcalquerii nomine dicte sue ecclesie Tholonensis.....flexis genibus et junctis manibus, capite discooperto, fecit pro eis homagium ligium, interposito osculo, et prestitit fidelitatis juramentum..... Actum in civitate Tholoni, in camera paramenti domus episcopalis presentibus L. de Trians,*

L'année suivante, par une charte datée du 22 août 1370, il fit cesser des abus et réforma, par les soins de son vicaire-général, les salaires des greffiers et notaires en se basant sur les taux établis depuis 80 ans par ses prédécesseurs (1). Mais à peine était-il installé dans sa ville épiscopale qu'un événement vint le rappeler à Avignon. — Urbain V, qui ne devait pas terminer sa carrière à Rome, quitta cette ville, en été 1370, pour n'y plus revenir; il s'arrêta quelque temps à Montefiascone et s'embarqua pour la France le 5 septembre. Enfin, le 24, il faisait son entrée à Avignon et y mourut le 19 décembre. Dix jours après, le conclave s'étant réuni, portait son choix sur le Limousin Pierre Roger, neveu de Clément VI, qui prit le nom de Grégoire XI (2). Pendant les premières années de son pontificat, le pape resta à Avignon et bien des prélats revinrent dans cette ville. *Jean Stephani* fut du nombre; il continua ses bons offices auprès de la chambre apostolique et c'est là où nous le trouvons quand il rendit son hommage à l'évêque de Cahors, en décembre 1371 (3). — Les hommages de cette époque sont assez rares; il en existe néanmoins quelques-uns concernant Gigouzac, dont le plus important est celui de l'évêque de Toulon. Vu leur intérêt, il ne sera pas inutile de les analyser en détail.

§ III. — De 400 à l'an 1000 le Quercy n'appartenait pas à la Couronne; il était soumis à l'autorité d'un comte qui exerçait tous les pouvoirs. L'hérédité des fiefs n'existait pas. Au déclin du x^e siècle, l'Aquitaine fut réunie à la France en même temps que la féodalité prenait naissance,

milite, domino fratre Gaufrido de Mugilis, preceptore domus Belliloci, et Jacobo de Fossis, de Areis..... et me Lud. Ferrerii..... (Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, B, 566).

(1) Archives communales de Toulon, série GG, art. 7.

(2) *Guillaume Suzres, cardinal limousin*, par René Fage (*Bulletin archéol. de Brive*, t. II, 1880, pp. 674-675. — *Moréri*, t. VI, p. 151).

(3) Archives de la Préfecture du Lot, série G, liasse 1.

et aussitôt que les fiefs et la relation féodale furent établis, l'hérédité succéda à l'ancien régime. Dès lors l'hommage du vassal et l'investiture du suzerain devinrent la règle générale. Tous les fiefs du Quercy relevaient des comtes de Quercy qui n'étaient autres que les comtes de Toulouse, et ceux-ci hommageaient au roi.

Le clergé eut également sa part dans le système féodal. Le patrimoine que les évêques de Cahors avaient auparavant fut maintenu et s'accrut de nombreuses donations du x^e au xiii^e siècle. Leur temporel était donc très important à cette époque. Ils comptaient une foule de vassaux et rendaient hommage aux comtes de Toulouse. Mais ce qui augmenta leur puissance, ce fut l'aliénation du comté de Cahors faite en leur faveur (1088) par Guillaume IV, comte de Toulouse et de Quercy, sous réserves de quelques droits sur les tours de la ville (1). Les historiens du Languedoc, moins affirmatifs que G. Lacoste, prétendent que cette aliénation concernait seulement Cahors (2). Toujours est-il qu'à partir de ce moment le temporel des évêques fut considérable.

Le 20 juin 1211, l'évêque de Cahors fit aveu de son comté à Simon de Montfort qui assiégeait le comte de Toulouse dans sa capitale (3), et la même année il prêta serment au roi de France pour se soustraire à la sujétion de son suzerain direct (4). Depuis lors les évêques, autrefois les arrière-vassaux du roi, devinrent ses hommes-liges. A partir de 1250, le comté de Toulouse ayant été réuni à

(1) et (2) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. I, p. 436.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 155. — Bibl. Nat., *collect. Doat*, vol. 120, f^o 3.

(4) « L'évêque obtint du roi de France (octobre 1211) la faveur « d'être accepté pour son homme-lige et d'être ainsi déchargé de « tout devoir envers le comte de Toulouse (favorable aux hérétiques). Il ne faut pas oublier que les vassaux du comte de Toulouse, plusieurs fois excommunié, avaient été relevés du serment « de fidélité, que même ses biens avaient été donnés au comte de « Montfort » (*L'Hérésie albigeoise et l'Inquisition en Quercy*, par l'abbé Albe, p. 2 du tirage à part).

la Couronne, tous les fiefs du Quercy relevèrent directement du roi, devenu comte de Toulouse. Toutefois la puissance des évêques était telle que, se prévalant de leur comté, ils cherchèrent à exercer des droits suzerains au détriment de la prérogative royale ; mais leurs pouvoirs incertains, mal définis, firent naître des résistances de la part de quelques vassaux désireux d'échapper à la tutelle d'un si puissant voisin.

Ce préambule était nécessaire pour bien définir les situations.

Les hommages de la seigneurie de Gigouzac font défaut du x^e au xii^e siècle. Au xiii^e nous avons l'aveu de Guillaume de Guerre au comte Alphonse de Poitiers pour la baronnie de Mechmont (20 mai 1259) ; parmi les vassaux figurent *Raymond Stephani*, seigneur de Gigouzac, et Guillaume Bonafos pour des biens situés à Mechmont et à Peyrilles (1). Ce document ne mentionne pas Gigouzac. Parmi les hommages du Quercy reçus à cette date par Alphonse de Poitiers — et on les connaît tous, — celui des *Stephani* ne s'y trouve pas. Les évêques de Cahors, dispensés depuis 1211, ne lui ont pas rendu leur aveu et l'on ne possède pas, non plus, leurs hommages au roi de France. En sorte que l'on ne sait si Gigouzac dépendait des de Guerre, des évêques ou des comtes de Toulouse. Toutefois le silence des de Guerre, en 1259, au sujet de cette seigneurie, alors que le chef-lieu de leur baronnie, Mechmont, se trouvait à deux kilomètres de Gigouzac, semble bien démontrer que les évêques leur en disputaient la suzeraineté, tandis que les *Stephani*, profitant de ce litige, se déclaraient les vassaux des comtes de Toulouse.

Au xiv^e siècle nous possédons trois hommages de Gigouzac à l'évêque de Cahors [deux des Bonafos (1348-1395) et un des *Stephani* (1371)]. Par quelle cause, par quelle influence les prélats ont-ils fait pencher la balance en leur

(1) Cf. les pages 27 et 28, et l'hommage note 1 de la page 28.

faveur ? C'est ce que nous allons examiner. — En 1215 Simon de Montfort donna à l'évêque de Cahors, parmi les biens enlevés aux partisans du comte de Toulouse, le château de Pestillac avec toutes ses appartenances, et la terre des Bonafos moins la place de Cazals (1). — La place de Pestillac appartenait aux Pestillac, qui possédaient aussi la baronnie de Mechmont. Les Bonafos étaient une branche importante de cette famille (2); il n'est donc pas surprenant qu'ils aient eu des biens dans la baronnie de Mechmont. Quand la terre des Bonafos leur fut restituée, ils devinrent les vassaux des évêques de Cahors, et cela explique vraisemblablement les hommages des Bonafos (de Thédirac) en 1348 et 1395, pour ce qu'ils tenaient à Gigouzac. Il est probable aussi que les prétentions des évêques sur la suzeraineté de Gigouzac se sont manifestées dès le jour où la place de Pestillac fut rendue à cette famille. — En 1371, époque de l'aveu des Stephani, les Mechmont de Guerre, très affaiblis, avaient perdu comme barons tout ou partie de leur suprématie, la puissance des rois de France allait en déclinant, le Quercy enfin était passé sous la domination anglaise. Des trois grands seigneurs qui avaient ou pouvaient avoir des droits sur la suzeraineté de Gigouzac, il ne restait en situation que l'évêque de Cahors qui, fort de la faiblesse des autres, exigea l'hommage. Les Stephani préférèrent sans doute s'incliner que d'avoir recours au suzerain direct (le roi de France ou le roi d'Angleterre ?).

Il y a lieu maintenant de faire ressortir les différences notables que présentent les hommages des Bonafos et des Stephani.

En 1348 Jean Bonafos, mineur, reconnaît simplement ce qu'il possède dans la paroisse de Gigouzac « *quæ et quas habeo in parrochia de Gigozaco* », plus la moitié des dîmes à percevoir sur le territoire de Thédirac, enfin les dîmes

(1) et (2) Cf. pp. 35 et 36. — *L'Hérésie albigeoise et l'Inquisition en Quercy*, par l'abbé Albe, pp. 27 et 46 du tirage à part.

des terres, prairies et dépendances de sa métairie, le tout avec redevance envers l'évêque de « *quinque solidos Caturcenses* » de cens annuel et autant de « *a capito* » à chaque mutation de seigneur. — Dans cet aveu Jean Bonafos ne prend pas le titre de coseigneur de Gigouzac, preuve que les Bonafos ne possédaient dans cette seigneurie aucune part de justice, n'exerçaient aucune juridiction (1).

En 1395, Gaillard Bonafos reconnaît devoir le même cens et la même capitation de cinq sols pour ce qu'il tenait, comme ses prédécesseurs, de l'évêque de Cahors « *in feudum francum, omnes terras, census redditus et dominium in parrochia de Gigozaco* » et de plus pour la moitié des dîmes de Rampoux, une partie des dîmes de Thédillac et

(1) In nomine domini amen. Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo septimo (1347) et die tertia mensis januarii in hospitio reverendi patris Bertrandi episcopi Caturcensis vocato de Sancto Urcicino..... nobilis Johannes Bonafocii, domicellus, filius quondam Galiardi Bonafocii domicelli de Accientis, major quatuordecim et minor viginti quinque juravit contra infrascripta et aliqua de eisdem non contra facere..... et dixit coram dicto domino episcopo verba que sequuntur. Ego Johannes Bonafocii recognosco vobis patri venerabili domino B. episcopo pro vobis et vestris successoribus ac vestra ecclesia Caturcensi, quod predecessores mei tenuerunt ab antiquo et ego nunc teneo a vobis et a predecessoribus episcopis Caturcensibus que et quas habeo et teneo in parrochia de Gigozaco quecumque sint et quocumque nomine nuncupentur; item medietatem decimarum bladi et vini et leguminis et aliarum rerum decimabilium quas ego percipio et percipere consuevi in et super ecclesiam de Thédillaco..... item decimas pratorum meorum dicte borie, et pro predictis decimis ego vobis debeo solvere quinque solidos Caturcenses de anno censu et redditu et quinque solidos Caturcenses de a capito in mutatione cujuslibet domini..... et ibidem dictus Johannes fecit domino episcopo ac sua ecclesia homagium flexis genibus, complois manibus, supra tuncali capucio amoto atque consono fœderis osculo..... presentibus venerabilibus et discretis dominis Bernardo de Queiraco archipresbitero de Gordonio, Bernardo de Rupe priore de Sancta Affrica..... et ego P. Laboria (Arch. de la Préfecture du Lot, série G, liasse 1),

celles à percevoir sur sa métairie..... Dans ce dernier avec les termes sont plus explicites, plus larges ; mais quelque extension qu'on leur donne on ne peut y voir des droits constitutifs de la seigneurie (1).

L'hommage rendu le 9 décembre 1371 par *Jean Stephani de Valon* est tout différent quant aux termes et aux titres. Jean Stephani est dit *coseigneur de Gigouzac*, et il s'agit des possessions qu'il tient dans les paroisses de Gigouzac, Montamel, Peyrilles, Uzech, Mechmont, Molières et autres lieux circonvoisins « *cum mero et mixto imperio, TANQUAM BARO, et altum bassum imperium et dominium* » (2). Ici il

(1) In nomine domini amen. Anno millesimo trecentesimo nonagesimo quinto (1395) et die decima sexta mensis aprilis, personaliter constitutus nobilis Galiardus Bonafos coram domino Francisco, episcopo Caturcensi, dixit : ego Galiardus recognosco quod predecessores mei a predecessoribus vestris tenuerunt in feudum francum omnes terras census redditus et dominium que et quas habeo et teneo in parrochia de Gigozaco quecumque sint et qualiacumque ; item medietatem decimarum bladi vini et leguminis quas percipio in parrochia de Rampos ; item duos sextarios bladi super ecclesiam de Thediraco ; item decimas terrarum, vinearum et pratorum meorum borie mee et pro predictis debeo vobis de annuo censu quinque solidos Caturcenses et quinque solidos de a capito in mutatione domini, quem censum cum a capito trado et pro premissis teneor vobis facere homagium et prestare fidelitatis iuramentum, quod nunc vobis presto..... acta fuerunt hec in hospitio dicti domini episcopi testibus magistro Nicolao Amorosi nobilibus Guillelmo de..... Caturcensi..... et me Ugone Bes clerico, notario publico (Archives de la Préfecture du Lot, série G, liasse 1).

(2) In nomine domini amen. Notum..... quod anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo primo (1371) die nona mensis decembris apud Caturcum..... personaliter constituto, coram reverendo domino Begone episcopo Caturcensi, discreto viro Arnaldo Garini canonico ecclesie Caturcensis *procuratore reverendi patris domini Johannis Stephani episcopi Tolonensis condominique loci de Gigosaco..... Idem dictus procurator cum et sub protestationibus et retentionibus infrascriptis recognovit dicto domino episcopo Caturcensi dictum dominum Johannem Stephani tenere ab eodem domino episcopo et ejus ecclesia quid-*

est évidemment question de la seigneurie de Gigouzac proprement dite, dont toute la juridiction et le dominium appartenaient aux Stephani de Valon. En second lieu, l'hommage ne contient la fixation d'aucune redevance, d'aucun devoir et alors que les Bonafos rendent le leur à genoux, les mains jointes et tête nue, les Stephani ne prêtent qu'un simple serment entre les mains de l'évêque qui, n'ayant pu exhiber un ancien titre, ne pouvait exiger davantage. Les Bonafos font des protestations de dévouement envers le prélat. Les Stephani, par les réserves exprimées, témoignent au contraire qu'ils n'entendent accorder à l'évêque que ce qui est strictement dû et qu'ils ne remplissent cette formalité que contraints et forcés. Enfin dans l'hommage de 1371, on remarque une expression « *tanquam baro* » qui semble caractéristique. Elle

quid ipse dominus Johannes Stephani habet et tenet et sui predecessores habuerunt et tenuerunt vel alii pro eo in parrochiis de Gigosaco, de Monte-Amelio, de Petrilia, de Usechio, de Magnomonte et de Mole-riis et in aliis locis circumvicinis sive sint feuda vel retrofeuda vel alia cum mero et mixto imperio tanquam baro et altum et bassum imperium et dominium et alia in et per modum et formam quos predecessores sui in hac causa cum juribus et pertinentiis universis tenere consueverant ab antiquo ab eodem episcopo et episcopis..... et non ab (sic) nec alio modo imo protestatus fuit dictus procurator quod non vult nec intendit hujusmodi recognitionem facere nisi et in per modum per quem eandem facere tenebatur et erat abstrictus et prout predecessores ipsius domini Johannis in hac causa eam facere consueverant et tenebantur..... et si ad majores et ampliores recognitiones faciendas aliquialiter dictus J. Stephani tenetur et eandem faciendam casu quo sibi constaret de eadem..... quas protestationes dictus episcopus Caturc. concessit et ad eas liberaliter admisit et idem protestatus fuit quod per recognitionem predictam modo predicto factam non intendebat prejudiciare si amplius dictus dominus Johannes Stephani facere tenebatur et mox sub dictis protestationibus dictus procurator juramentum fidelitatis pro predictis in manum dicti domini constituentis cum juribus et pertinentiis suis prefato episcopo prestitit..... acta fuerunt..... testibus venerabilibus et discretis viris

peut, il est vrai, marquer la plus haute signification du mot « *miles* », *guerrier*, compatible avec la dignité épiscopale de celui qui rendait l'aveu. Mais dans l'espèce le « *tanquam baro* » est plutôt une protestation de l'évêque de Toulon affirmant qu'il exerçait la juridiction de Gigouzac, tenait le « *dominium* » à l'égal d'un baron, et, par tant, ne reconnaissait d'autre suzerain que le comte de Toulouse. S'il conteste à l'évêque de Cahors le principe de la suzeraineté, par contre il s'avoue son vassal pour des droits secondaires tels que dîmes ou devoirs mal définis compris dans le « *mixtum imperium* » non seulement à Gigouzac, mais encore à Montamel, Uzech, Molières, Peyrilles et Mechmont. Ce qui le confirme, c'est

Ramundo Fabri, Hugone de Berlaco rectore ecclesie de Samatre et Ramundo Benecti..... — Tenor vero dicte procuratonis sequitur. In nomine..... anno 1371 et die decima septima mensis octobris..... personaliter constitutus reverendus pater dominus *Johannes* episcopus Tolonensis condominusque loci de Gigozaco Caturcensis dioc. constituit et creavit suum verum et legitimum procuratorem dominum Arnaldum Garini canonicum Caturc..... *specialiter ad prestandum et faciendum pro eo homagium prout predecessores ipsius prestare et facere consueverunt reverendo patri domino episcopo Caturcensi de et pro omnibus bonis terris et locis et ratione ipsorum bonorum qui ipse dominus constituens tenet ex successione patria in feudum vel alias a dicto domino episcopo et ecclesia sua Caturc..... datum et actum Avinionis in domo habitationis dicti domini constituentis presentibus venerabilibus et discretis viris Bernardo de Rupe rectore ecclesie de Limona Cat. dioc. Bernardo Roserii perpetuo beneficiato in ecclesia Caturci et Thoma Erffodelli canonico Maconensi testibus et me Bartholomeo Calveti clerico Ruthenensis dioc. notario publico qui requisitus signavi..... excepto nobili viro domino Garino de Valon, milite..... homagium et..... Ego vero Johannes de Bornazello clericus Claromontensis dioc. publicus notarius predictis recognitioni feudorum designationi homagii factorum juramenti prestationibus et promissionibus una cum dictis testibus interfui et omnia recepi signoque meo signavi..... (Archives de la Préfecture du Lot, série G, liasse 1).*

que pour ces deux dernières paroisses, Guillaume de Guerre, d'après l'aveu de 1259, en avait la suzeraineté et la juridiction immédiate (1).

Il est certain que cet hommage de 1371 n'était qu'une satisfaction donnée à l'évêque; ce fut apparemment le premier aveu des Stephani, ce sera, en tout cas, le dernier. Dans la suite les Valon ne reconnaîtront pour suzerain que le roi et non autre (2), et leurs successeurs, dans leurs hommages, ne rappelleront pas l'aveu de 1371, mais seulement les aveux Bonafos de 1348 et 1395. Enfin lorsqu'aux xvii^e et xviii^e siècles des procès surgiront, toujours sur la même question, les parlements donneront gain de cause aux seigneurs de Gigouzac qui seront tenus d'hommager au roi pour la juridiction, et aux évêques pour les anciennes terres Bonafos (3).

Il existe une lacune dans la copie de l'acte de 1371, qui ne se trouvait pas dans l'original. Pour être complète la copie aurait dû mentionner les aveux des autres coseigneurs de Gigouzac. Mais il est facile de combler cette lacune grâce aux quelques mots qui suivent la subscription de l'acte de procure : « *excepto nobili viro domino Garino de Valon, milite..... homagium et.....* » (4). Ce texte ne s'expliquerait pas s'il n'était précédé de la formule suivante : « *in eundem modum fecerunt homagium alii condomini de Gigo-*

(1) Cf. cet aveu, note 1, p. 28. — Pour les biens qu'ils avaient à Mechmont et Peyrilles, les Stephani relevaient des de Guerre pour la juridiction et des évêques pour des droits secondaires, dîmes surtout.

(2) Dénombrement de Guy de Valon, seigneur de Gigouzac, en 1540. Cf. chap. XVI, § 1.

(3) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 195. — Arch. du Parlement de Toulouse, B, 387, f^o 376. — Cf. chap. XVII, § 5. — Arch. du Lot, série G, liasse 1.

(4) et in hanc formam publicam redegi signoque meo solito signavi requisitus in testimonium premissorum excepto nobili viro domino Garino de Valon, milite..... homagium et..... ego vero Johannes de Bornazello, clericus Claromotensis diocesis, notarius.....

zaco » (les autres coseigneurs de Gigouzac remplirent même devoir, à l'exception de *Guérin de Valon*, chevalier, qui avait rendu son hommage) en 1368, comme nous l'avons indiqué plus haut (1).

§ IV. — L'évêque de Toulon n'était pas venu en Quercy rendre en personne l'hommage de 1371 ; il l'avait fait par procureur. Cet acte nous apprend qu'il résidait alors à Avignon et s'occupait des affaires de la chambre apostolique (2). — Le pape Urbain V, décédé en décembre 1370, venait d'être remplacé par Grégoire XI, neveu de Clément VI. Celui-ci, comme son oncle, se montra l'ami des Stephani de Valon. Il existait d'ailleurs quelques liens de parenté entre les Roger et les Valon par les Cavagnac, parents communs aux deux familles (3), et par le mariage de Gilbert d'Aynac avec Hélène de Durfort, nièce de Guillaume-Roger de Beaufort, vicomte de Turenne, et de son frère le pape Grégoire XI. La famille d'Aynac, branche principale des Lavergne, avait avec les Valon une origine commune. Pour ces motifs et à cause de ses services, *Jean Stephani* resta à Avignon jusqu'au moment où le Pontife résolut de transférer le Saint-Siège à Rome.

Pendant cette période, que se passait-il à Gigouzac ? Nous avons vu que cette localité était tombée au pouvoir de l'ennemi en 1369 et que Pierre Stephani, père de l'évêque, avait trouvé la mort dans cette lutte désespérée. On ne sait combien de temps cette région resta sous la domination anglaise ; Catus, Saint-Denis et Uzech la subirent plus de dix ans, mais Gigouzac fut affranchi vers 1375, ayant été repris ou racheté pendant les préliminaires de la trêve conclue pour un an entre les rois de France et d'Angleterre (1375-1376). Cette trêve, mal observée, ne put

(1) Cf. p. 71.

(2) datum et actum Avinioni in domo habitationis dicti domini constituentis (Johannis Stephani) (Archives de la Préfecture du Lot, série G, liasse 1). — Cf. l'acte de procure, p. 110.

(3) Cf. p. 57.

d'ailleurs tenir jusqu'au bout. Dès le début de 1376, les hostilités éclatèrent sur plusieurs points en Quercy. *Guérin de Valon* défendait Gigouzac, c'était un rude capitaine qui avait affronté maints combats et soutenu plusieurs sièges. Les Anglais avaient pris sur lui le château de Thégria en 1360, derechef en 1369, une troisième fois en 1371 et de nouveau en 1373 (1). Libre alors de ses mouvements il se rendit à Gigouzac, dont il était le coseigneur, pour délivrer cette place, et c'est grâce à son intervention qu'elle put être recouvrée vers 1375. Il avait à ses côtés Bernard Stephani, fils de Jean, seigneur de la Raymondie (Martel).

En mai 1376 des bandes anglaises s'avancèrent sur Gigouzac et Mechmont, d'autres suivirent la vallée du Vert afin de s'emparer de Labastide. Elles avaient pour objectif la prise de Gourdon. Cette ville, menacée, s'enquit des positions et des forces de l'ennemi (2). Le 8 juin elle dépêcha un courrier à Gigouzac pour demander à *Guérin de Valon* des renseignements sur les mouvements des troupes qui étaient venues en grand nombre attaquer Gigouzac et Mechmont (3). La réponse ne dut pas être favorable puisque quatre jours après les consuls recommandèrent aux habitants de Frayssinet, Saint-Amaran et Saint-Germain de les prévenir dès que l'Anglais pénétrerait chez eux (4). Ils demandèrent en même temps de l'artillerie à Cahors, firent réparer les portes et les remparts et organisèrent des battues dans les environs (5).

(1) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, pp. 211, 220 et 221.

(2) Archives de la mairie de Gourdon, *registre consulaire*, CC 20.

(3) *Lo dimarc d'avan Saint-Barnabé, 1376* (les consuls parlent) *tramesem P. Sabatié a Gigosac a Monseigneur Gary de Valon per sabet noelas dels enamys que ero estat a qui en gran nombre per combatre a qui e lo loc de Manhmon.....* (Archives de la mairie de Gourdon, CC 20).

(4) et (5) Archives de la mairie de Gourdon, *registre consulaire*, CC 20.

Toutes ces précautions témoignent de la crainte qu'inspirait l'approche de l'ennemi. S'il en était ainsi pour Gourdon, que devait-il en être pour Gigouzac et Mechmont ! Ces deux places tentaient un effort suprême pour repousser l'assaut de forces supérieures. Mais l'issue de la lutte n'était pas douteuse ; malgré leur résistance ces deux localités succombèrent, comme l'attestent le registre consulaire de Gourdon et plus encore les archives du Vatican qui signalent la destruction de Mechmont dans l'intervalle 1375-1380 (1). Tel fut, sans doute, le sort de Gigouzac. Délivré, vers 1380, au prix d'une forte rançon, le bourg ne fut à l'abri qu'en payant chaque année une contribution aux Anglais.

Au moment où son château capitulait, *Jean Stephani* quittait Avignon pour rentrer dans sa ville épiscopale. — Grégoire XI, sollicité par sainte Brigitte de Suède et sainte Catherine de Sienne, partit d'Avignon en septembre 1376 et après un long et périlleux voyage arriva à Rome en janvier 1377 (2). Ainsi finit l'exil de la papauté qui avait duré 70 ans. — Il n'est pas probable que Jean Stephani ait accompagné le Sacré-Collège en Italie, il était donc revenu à Toulon fin 1376, ou au plus tard en mars 1378, après la mort de Grégoire XI.

C'était l'heure d'une crise pour la papauté. Le successeur de Grégoire XI, Urbain VI, élu contre les formes ordinaires (avril 1378) (3), gardait la tiare malgré les remontrances des cardinaux qui, s'étant assemblés de nou-

(1) Dans l'information faite par les délégués du pape de 1387 à 1395, au sujet de l'état lamentable du diocèse de Cahors, le neuvième témoin, Geraldus de Petrilha, cleric. dioc. Caturc. natif de Concorès, âgé de 30 ans, interrogé vers 1395, s'exprime ainsi : *Recordatur tamen a XX annis citra (1375-1380) a quo tempore ipse testis loquens habet memoriam..... vidit loca deserta et destructa videlicet : Manhmon, Freyssinet, Peyrilles.....* (*La Guerre de cent ans*, par le Père Denifle, t. II, p. 840).

(2) *Moréri*, t. III, p. 948.

(3) *Ibid.*, t. VI, p. 151.

veau à Fondi à l'instigation du roi de France et de la reine Jeanne, nommèrent le cardinal Robert de Genève (septembre 1378) qui prit le nom de Clément VII (1). Il y eut alors deux papes : Urbain VI, soutenu par l'Italie et l'Allemagne, siégeait à Rome et Clément VII, que suivaient la France et l'Espagne, à Avignon (2). Ce fut le commencement d'un schisme qui dura plus de 40 ans et affligea la chrétienté.

§ V. — C'était l'heure aussi d'une grande crise pour la Provence. Sur la fin de sa vie, Jeanne, reine de Sicile, de Naples et de Provence, n'ayant point d'enfants, voyait autour d'elle les intrigues des prétendants qui briguaient déjà sa succession et fomentaient la guerre civile dans ses états. *Jean Stephani* s'installait donc à Toulon à la veille de troubles et de bouleversements. — Lorsque la reine Jeanne eut adopté le duc d'Anjou (juin 1380), l'évêque de Toulon, à l'exemple du Saint-Siège, embrassa son parti pendant que les Toulonnais favorisaient Charles de Duras, déshérité par Jeanne. Telle fut la première cause de discorde. *Jean Stephani* fit naître de nouveaux conflits en introduisant des réformes dans l'administration ecclésiastique : il modifia la perception des dîmes ; ordonna que l'office divin fût suspendu dans toutes les églises et chapelles lorsqu'un clerc ou un officier de sa cour serait saisi par la justice séculière ; que les enfants, sous peine d'excommunication des parents, devraient être baptisés trois jours au plus après leur naissance ; que les mariages n'auraient plus lieu qu'à la grand'messe ; enfin que les habitants d'Hyères comparaitraient devant sa cour siégeant à Hyères au lieu de siéger à Toulon (3).

Ces ordonnances rendues à la fin de 1380 produisirent dans la ville une grande irritation. Les syndics firent des

(1) Moréri, t. II, p. 889.

(2) *Ibid.*

(3) *Histoire de Toulon*, par G. Lambert, 1887, t. II, pp. 82, 83.

remontrances à l'évêque en lui marquant les inconvénients et les dangers de ces nouveautés en contradiction avec les usages et coutumes et supplièrent le prélat de révoquer ses décrets. Jean céda en janvier 1381, mais se réserva le droit de tenir son siège où bon lui semblerait sur le territoire du diocèse de Toulon (1). Quelques mois après il transporta le siège à Hyères, où il établit sa cour de justice et fit le saint chrême le jeudi saint dans l'église de Saint-Paul (2). La communauté de Toulon ne lui pardonna pas cet acte. Les syndics firent auprès de lui de nouvelles et instantes démarches ; il resta inflexible. Un conseil général se réunit, le 31 juillet, et après délibération, une commission de six membres fut chargée d'obtenir la révocation des nouveaux décrets (3). L'évêque, qui était d'une nature ferme, décidée, combative, ne dut pas céder car l'hostilité s'envenima (4). Enfin dans la dispute du royaume de Naples, la majeure partie des habitants prit fait et cause pour le duc de Duras, protégé par Urbain VI, tandis que l'évêque resta fidèle au duc d'Anjou, soutenu par Clément VII ; c'est ce qui mit le comble à l'exaspération. Sur ces entrefaites la reine Jeanne mourut. Les guerres que sa succession va déclencher causeront d'effroyables calamités en Provence et à Toulon ; le pays connaîtra toutes les horreurs de la guerre civile, de la famine et de la peste (5).

Pour comprendre la situation et l'antagonisme des partis, il est bon de dire que la reine Jeanne, n'ayant pas d'enfants de son quatrième mari, avait adopté son parent préféré, Charles de Duras. Mais celui-ci, travaillé par le

(1) Extrait par le P. Isnard (annaliste de Toulon), d'une copie de l'acte original faite, le 4 juillet 1432, à la réquisition des syndics (ex arch. de m^e Jean d'Aups, notaire).

(2) *Histoire de Toulon*, par G. Lambert, t. II, pp. 84 à 87.

(3) *Ibid.* — Archives communales de Toulon, série GG : cultes, art. 1, mandements, visites épiscopales.

(4) et (5) *Ibid.* — *Moréri*, t. I, pp. 464 et 465.

roi de Hongrie et par Urbain VI (qui lui avait donné l'investiture du royaume de Naples en 1380), se révolta contre sa bienfaitrice. La reine Jeanne, outrée et sollicitée par Clément VII et la France, annula son testament et transféra son adoption (juin 1380, à Louis duc d'Anjou, fils du roi Jean (1). Charles de Duras lui déclara la guerre, marcha sur Naples et s'en empara en 1381. La reine Jeanne, prisonnière, mourut le 22 mai 1382. Le duc d'Anjou fut couronné roi de Naples et de Sicile, le 30 mai, à Avignon, par Clément VII et partit pour l'Italie afin de combattre Charles de Duras (2). Pendant ce temps la guerre civile éclatait en Provence et sévissait d'une manière intense à Toulon. Les partisans de Duras pourchassèrent, en foule, l'évêque et les quelques fidèles qui s'étaient déclarés pour le duc d'Anjou. Le sang coula dans les rues. *Jean Stephani*, assiégé dans son palais, dut fuir pour échapper à la mort et se réfugier à Hyères. Ses ennemis, non contents de l'avoir dépouillé de ses biens et revenus, ne lui laissèrent ni paix ni trêve qu'il n'eût quitté son diocèse. Les habitants furent excommuniés par Clément VII, ainsi que les membres du clergé, entraînés dans le parti de Charles de Duras, avec privation de leurs bénéfices (3).

§ VI. — *Jean Stephani* revint à Avignon où il résida jusqu'à la fin des troubles. Pour lui donner des revenus convenables à son rang, Clément VII, à la mort de Niel de la Garde, le nomma abbé commendataire de Marcihac en octobre 1383 (4). On voit dans ses bulles que la guerre civile désolait toujours Toulon et sa banlieue, et que Jean Stephani ne pouvait rentrer dans son palais à cause des dangers qui le menaçaient (5). — Le monastère de Mar-

(1) et (2) *Moréri*, t. IV, pp. 300, 697, 698; t. V, pp. 212-213. — *Hist. de Toulon*, par G. Lambert, t. II, pp. 88 à 91.

(3) *Hist. de Toulon*, par G. Lambert, t. II, pp. 107, 108.

(4) et (5) *Venerabili fratri Johanni, episcopo Tolonen. salutem....*
dudum si quidem quondam Nicello abbate monasterii de Marci-

cilhac, un des plus importants du Quercy, suivait la règle de Saint-Benoît, et quoique Jean ne fût pas moine, sa nomination n'était pas contraire aux lois canoniques; elle avait eu lieu en vertu de la réservation papale et son titre d'évêque lui donnait le droit d'exercer la juridiction spirituelle et temporelle à l'égal d'un abbé.

Cette nomination le fit venir en Quercy pour prendre possession de son monastère et s'occuper des affaires de Gigouzac. Cette seigneurie, plusieurs fois pillée et rançonnée (1360, 1369, 1376), essayait mais en vain de se relever; la contribution qu'elle donnait chaque année à l'Anglais, achevait de la ruiner. La misère était si grande que les habitants ne pouvaient payer aucune imposition. L'église de Gigouzac, taxée alors à 40 sous (la taxe avait été réduite de moitié dans le diocèse), ne put rien payer de 1370 à 1380, pas davantage de 1382 à 1393 et rien non plus à partir de 1393, quoique réunie à l'église d'Uzech⁽¹⁾. Néanmoins Gigouzac n'est pas cité comme ayant été aussi éprouvé que les lieux voisins tels que Mechmont, Montamel, Brouelles, qui restèrent longtemps déserts.

lhaco O. S. B..... cum itaque dictum monasterium vacaverit et vacare noscatur ad presens nos attendentes quod tu de presenti in civitate tua Tolonen. *propter guerrarum pericula que in illis partibus proth dolor vigent de presenti* residere non audes quodque cares redditibus opportunis ex quibus juxta status tui decentiam congrue valeas sustentari et propterea tibi de alicujus subventionis auxilio et prefato monasterio ne in spiritualibus et temporalibus detrimenta sustineat providere volentes monasterium sic vacans cum omnibus juribus et pertinentiis suis tibi per te quamdiu ecclesie Tolonen. prefueris..... auctoritate apostolica tenore presentium commendamus curam et administrationem ipsius monasterii ac bonorum et jurium ipsius tibi in spiritualibus et temporalibus plenarie committendo..... Datum apud castrum novum Avinion. dioc. VIII idus octobris anno sexto (Arch. du Vat., Clément VII, reg. Aven. 237, f^o 281).

(1) Arch. du Vat., Clément VII, reg. Collector. n^o 96, fol. 290 à 401; — n^o 91, f^o 254, 258, 291.

§ VII. — Quand il eut terminé sa tournée en Quercy, *Jean Stephani* reprit le chemin d'Avignon et, peu de temps après, voulut retourner à Toulon; sa tentative échoua. Une bulle de Clément VII nous apprend qu'en juillet 1385 ce ne sont plus les guerres, mais une coalition de rebelles à l'Église qui empêchaient le prélat de remplir ses fonctions dans sa ville épiscopale et même de résider à Hyères (1). Les désordres furent tels que le pape fut obligé de nommer un administrateur pour gérer l'évêché de Toulon pendant l'absence du titulaire. Jacques Faysenqui, de l'ordre des Frères Mineurs, docteur et professeur en théologie, aussi recommandable par ses vertus que par ses mérites, fut chargé de ce soin et de rendre compte à la fin du mandat (2).

Comme on le voit, l'ère des troubles était loin d'être terminée. Louis I^{er}, duc d'Anjou, après une campagne malheureuse contre Charles de Duras, se découragea, tomba malade et mourut, en septembre 1384, laissant pour lui succéder son fils Louis II, tout jeune, qu'il confia à la tutelle de sa mère, Marie de Bretagne. Cette princesse vertueuse conduisit son fils à Avignon et lui fit donner l'investiture du royaume de Naples en avril 1385 (3).

(1) *Ibid.*, reg. Vat. 296, f^o 145.

(2) Dilecto filio Jacobo Fayssenqui O. F. M. professori magistro in theologia administratori in spiritualibus et temporalibus ecclesie Tolonen. in civitate Tolonen. et loco de Areis Tolon. dioc. pro venerabili fratre nostro *Johanne*, episcopo Tolonen..... cum itaque *ven. fr. nost. Johannes*, episc. Tolon. propter nonnullos iniquitatis filios qui sibi absque sui culpa adversantur inique, non possit in civitate Tolon. et loco de Areis, Tolon. dioc., officii sui debitum exercere nos..... te administratorem ejusdem ecclesie in spiritualibus et temporalibus pro dicto episcopo deputamus..... volumus autem quod de gestis et administratis per te camerario sedis apostolice pro tempore existenti fidelem rationem et computum reddere tenearis..... dat. Avinion. VII kalendas augusti anno septimo (Clément VII, reg. Vat. 296, p. 145).

(3) *Moréri*, t. I, pp. 464, 465; — t. IV, pp. 300, 697, 698; — t. V, p. 213. — *Hist. de Toulon*, par G. Lambert, t. II, pp. 95 à 110.

— Charles de Duras, de son côté, se faisait nommer roi de Hongrie en décembre 1385 et cherchait à gagner la Provence à sa cause quand il mourut le 3 février 1386. Son fils, Ladislas, proclamé roi de Naples le 6 février, continua la politique de son père et voulut englober sous sa dépendance tous les états du royaume de Naples. Mais la princesse Marie sut par sa sagesse déjouer ces desseins, et son gouvernement fut si doux qu'elle ramena peu à peu les villes de Provence où flottait la bannière de Ladislas et soumit les peuples au sceptre de la maison d'Anjou (1). Elle contribua puissamment à l'apaisement des esprits, si bien qu'à partir de 1387, les troubles ayant cessé, la ville de Toulon fit sa soumission et passa un traité de paix avec la reine Marie, le 17 mars 1388, qui mit fin à la guerre (2). — *Jean Stephani* put alors revenir à Hyères (3) et recouvrer une partie de ses revenus. Il y résidait encore en avril 1391, comme l'atteste un document par lequel il donne à Pons de Rodorel, coseigneur de Freyssinet, l'investiture d'une maison, sise dans cette localité, et mouvante de la directe de Marcihac. Cette maison, qui appartenait naguère à B. Tricoudel, avait été saisie pour dette par Pons de Rodorel comme héritier de Bellegarde de Vassal, femme et héritière de Gérard de Vassal, héritière aussi d'Arnaud de Vassal, leur fils. L'acte fut passé à Hyères sur la terrasse du palais épiscopal (4).

(1) *Moréri*, t. I, pp. 464, 465; — t. IV, pp. 300, 697, 698; — t. V, p. 213. — *Hist. de Toulon*, par G. Lambert, t. II, p. 95 à 110.

(2) G. Lambert (*loc. cit.*), t. II, pp. 105 à 114.

(3) Hyères était la résidence préférée du prélat, à cause sans doute de la présence de sa sœur, *Marguerite Stephani*, abbesse du monastère de Saint-Pierre-la-Manarre, à Hyères.

(4) In nomine..... anno a Nativitate millesimo trecentesimo nonagesimo primo (1391) die decima mensis aprilis..... cum Bertrandus Tricaudelly habitator loci de Frayssineto Cat. dioc. teneretur Pontio Rodolelly, domicello, condomino de Frayssineto tanquam herede Bellegarde Vassalis uxoris et heredis Geraldii Vassalis conjugum quondam et Arnaldi Vassalis quondam dictorum conjugum filii.....

L'année suivante, la concorde enfin rétablie, la ville de Toulon ouvrit ses portes à son évêque qui put jouir désormais des fruits de sa mense. Et celui-ci, n'étant plus privé de ses revenus, fut remplacé comme abbé de Marcilhac par Gasbert N..... en octobre 1392 (1). A partir de ce moment rien ne vint troubler l'administration du prélat. Cependant le pays ne goûta pas longtemps des bienfaits de la paix. Toulon dut se préparer, derechef, à la lutte et se défendre contre les attaques de Raymond-Roger de Beaufort, célèbre dans l'histoire par ses démêlés avec Clément VII et la guerre acharnée qu'il fit au duc d'Anjou. De 1392 à 1395, la Provence et le diocèse de Toulon furent encore le théâtre de la désolation et de la famine. Pendant cette période, *Jean Stephani* put donner un libre cours au ministère de sa charité et compatir aux malheurs et aux souffrances de son peuple. Mais son état de santé, altéré par tant d'événements et de tristesses, déclina rapidement; il s'éteignit le 8 décembre 1394, selon le témoignage d'un martyrologe de Toulon d'après lequel son

sest. frumenti..... in quoddam mandamentum a curia regia..... senescalli Cat. et Petrag..... proclamati subastati..... et vendere hospitium dicti quondam Bertrandi sita in dicto loco..... et inde liberari sibi Pontio per dictam curiam..... pretio vigintiquinque denariorum auri..... quequidem hospitium dicuntur sub directo dominio et senhoria monasterii de Marcilhaco Cat. dioc. ad certum annualem fructum sive censum ac propter ea *reverendus pater dominus Johannes episcopus Tolonensis et administrator perpetuus dicti monasterii de Marcilhaco.....* laudavit..... salvo..... dominio et senhoria et censu..... Actum Areis (Hyères) Tolonensis dioc. in terracia domus episcopalis presentes : venerabiles viri Guillelmus de Fonte archipresbiter ecclesie Sancti Petri et Ludovicus Oyre vicarius perpetuus ecclesie Sancti Pauli dicti loci de Areis et me Anthonius Audiberti notarius (Arch. de la famille de Valon).

(1) Archives du Vatican, Clément VII, reg. Aven. 279, fragment d'un registre caméral dans un volume de bulles *Obligation*. du mois d'octobre 1392.

anniversaire se célébrait le vi des ides de décembre (1). Son testament, resté introuvable à notre grand regret, nous aurait fait connaître ses legs pieux à l'église de Gigouzac; on sait seulement qu'il donna à la cathédrale de Toulon des ornements blancs magnifiques ainsi qu'un calice pontifical (2).

Jean Stephani était le dernier représentant de la branche aînée des Stephani de Valon; il laissa son héritage, très appauvri, à *Raymond de Valon*, son proche parent et son successeur à Gigouzac.

(1) et (2) Die conceptionis Beate Marie celebratur anniversarium *reverendi in Christo patris domini Jo. Stephani* qui dedit huic ecclesie quedam indumenta alba pulchra et unum calicem pontificalem. Cujus anima in pace requiescat (Arch. du Vat., martyrologe de Toulon, à la marge supérieure du folio 178). — Son successeur, Pierre de Merville, fut nommé le 1^{er} février 1395 (Benolt XIII, Av., t. I, f^o 159).

CHAPITRE VIII

**RAYMOND et JEAN de VALON, seigneurs
dominants de Gigouzac**

**BERNARD STEPHANI de VALON (Thégra)
coseigneur de Gigouzac**

(1395-1408)

1^o *Filiation de la branche cadette de Gigouzac; mariage de Pierre Stephani avec Cécile de Valon de (Thégra), ses conséquences. — 2^o Raymond de Valon épouse Valérie Bonafos de Saint-Pierre; il devient héritier de Jean Stephani, évêque de Toulon; mariages : de son fils, Jean, avec Antonie de Miers, et de sa fille, Marguerite, avec Raymond de Saint-Gily; décès de Raymond de Valon victime des guerres anglaises. — 3^o Jean de Valon lui succède; les Anglais s'emparent du château de Gigouzac; Jean se réfugie à Miers chez son beau-père; échange des seigneuries de Gigouzac et de Thégra entre Bernard Stephani de Valon et Jean de Valon. — 4^o Analyse de ce document. — 5^o Vocations religieuses des Valon à la fin du XIV^{me} siècle.*

§ I. — Si à la mort de Raymond Stephani (1348), la seigneurie de Gigouzac atteignait à l'apogée, déjà en 1371, après les premières blessures des guerres anglaises, le déclin s'annonçait. Mais à la fin du xiv^e siècle, meurtrie par les désastres, sa situation sera ébranlée. Au moment où Raymond de Valon prenait la succession de l'évêque de Toulon, les temps étaient encore trop troublés pour espérer un peu de répit, si nécessaire au relèvement du patrimoine. Néanmoins, la trêve conclue en 1396 entre Charles VI et le roi d'Angleterre suspendit un instant les

TABLEAU II

Branche cadette de Gigouzae

N... STEPHANI coseigneur de Gigouzae, marié à N... de Furno.		
ETIENNE STEPHANI	GUILLAUME STEPHANI	N... STEPHANI marlée à Arnaud de Laroque.
	ARNAUD STEPHANI coseigneur de Gigouzae.	RAYMOND STEPHANI nonce du pape.
	PIERRE STEPHANI DE VALON coseigneur de Gigouzae, a épousé Cécile de Valon, fille de Guillaume (Thégra)	
	JEAN DE VALON moine augustin, prieur de Cahors.	RAYMOND DE VALON coseigneur de Gigouzae, coseigneur de Thégra, marié à Valérie Bonafos de Saint-Pierre. Il a été l'héritier de Jean Stephani, évêque de Toulon, seigneur de Gigouzae (branche aînée).
	MARGUERITE DE VALON marlée à Jean de St-Gilly, seigneur de Péchaurié.	JEAN DE VALON seigneur de Gigouzae et coseigneur de Thégra, marié avec Antonie de Miers. Il échange, en 1408, les possessions de Gigouzae pour celles de Thégra avec Bernard Stephani de Valon (Martel), et continue la branche des Valon de Thégra.

hostilités. — *Raymond de Valon* appartenait à la branche cadette des Stephani de Valon de Gigouzac. Un mot d'explication sera nécessaire pour montrer comment il se rattachait à la branche aînée, ses droits à la succession de l'évêque, Jean Stephani, et pour quel motif il s'appelait de Valon.

N... STEPHANI était fils, nous l'avons vu, de Raymond, marié avec N... de Verolh, vers 1265 (1). Il forma la branche cadette et demeura à Gigouzac dont il avait une part de seigneurie. De son mariage avec N... de Furno naquirent entre autres enfants :

1° **Arnaud**, qui lui succéda.

2° **Raymond**, nonce du pape ; il fut chargé par Jean XXII de ramener, en 1330, l'antipape de Corbières de Pise à Avignon (2).

3° **N... Stephani**, mariée à N... de Laroque de Montamel. Une bulle du Vatican nous apprend qu'elle était cousine-germaine de Bernard Stephani, le protonotaire (3).

4° **Étienne**, et 5° **Guillaume**, qui sont mentionnés en 1312 dans un procès au sujet de la succession de Guillaume de Furno (4).

ARNAUD STEPHANI figure, en 1312, dans le conflit entre Bernard de Petra Guillelmi, clerc, et les Stephani (de Furno). Bernard demandait à rentrer en possession des biens de Guillaume de Furno, dont il se disait l'héritier, malgré l'opposition des Stephani (5). C'est tout ce que nous savons sur Arnaud ; il paraît n'avoir eu qu'un fils : **Pierre**, qui suit.

(1) Cf. p. 30, et article sur les Verolh au chapitre XI.

(2) Cf. au chapitre VI, pp. 75 à 78, son cursus honorum.

(3) Supplicat S. V. devotus..... vester *Bernardus Stephani* quatenus Arnaldo de Rupe, clerico, *consanguinee sue germane* filio, specialem gratiam..... (Arch. Vat., Clément VI, *Suppl.*, 14, f° 38)

(4) et (5) Lite mota coram senescallo Petragoricensi inter magistrum Bernardum de Petra Guillelmi, clericum, ex una parte et

PIERRE STEPHANI DE VALON épousa, vers 1340, *Cécile de Valon*, fille et héritière de Guillaume de Valon, coseigneur de Thégria, qui s'était retiré à Montvalent à la suite de son mariage avec Hélis de la Noalha (1). Cécile fut aussi héritière de son oncle, Pierre de Valon, marié à N... de Roffilhac et domicilié aussi à Montvalent (2). Pierre Stephani prit dès lors le nom de *Stephani de Valon*. Par cette union il recueillait l'héritage d'une partie de la seigneurie de Thégria et les biens de Montvalent provenant de la succession d'Hélis de la Noalha. Pierre prit part au siège de Gigouzac en 1360; il rendit hommage, en 1362, au baron de Gramat pour tout ce qu'il avait dans sa baronnie, à cause des fiefs de Cécile de Valon (3), et en 1371 à l'évêque de Cahors pour tout ce qu'il tenait à Gigouzac (4). Il assista enfin à la prise de Gigouzac en 1376 et ne devait plus vivre en 1380. On ne sait si Cécile de Valon, qui était encore en vie en 1369, lui a survécu (5). Ils laissèrent entre autres enfants :

1° **Raymond de Valon**, leur successeur.

2° **Jean de Valon**, moine augustin à Figeac (1390-1400 (6)).

Arnaldum, Guillelmum, Stephanum et Raymundum Stephani (de Furno), fratres, ac Raymundum de Furno, nepotem dictorum fratrum, ex altera, super eo quod dictus magister Bernardus asserebat bajulum Montiscuci de mandato senescalli, ad manum nostram bona Guillelmi de Furno, tunc defuncti, posuisse tempore quo vivebat idem Guillelmus, que bona dictus magister asserebat se possidere..... ex donatione sibi facta per dictum Guillelmum..... (Extrait des *Olim* par Beugnot, t. IV, pp. 812, 813.

(1) Archives de la famille de Valon. — Cf. note 2, p. 52.

(2) *Ibid.* — Cf. note 1, p. 52.

(3) Renseignement fourni par Lacabane.

(4) Cf. note 1, pp. 72 et 111.

(5) quaquidem terra confrontata cum terra Bertrandi La Noalha, domicelli, et cum terra domine Secelle de Valon..... (Extrait d'une vente faite à Montvalent par Bernard Lafon à Géraud Laroque, 1369 [Archives du château de Montvalent]).

(6) Archives de la famille de Valon.

Il est à remarquer qu'à chaque mariage « *Valon-Stephani* » le nom « *de Valon* » est imposé. Les enfants de Bernard Stephani et de Guillemette de Valon, mariés, vers 1235, se sont appelés les uns *Stephani*, les autres *de Valon* pour sauvegarder les héritages de nom et de biens des deux maisons. Il n'en sera pas ainsi pour les fils de Pierre Stephani et de Cécile de Valon qui ne porteront que le nom *de Valon*. A cette époque la fusion des deux familles se réalisait de plus en plus sur le nom de Valon qui représentait un nom de terre. A la longue les noms de fiefs, plus en faveur, supplantaient les anciens noms patronymiques. C'est pour ce motif que le nom *de Valon* éclipsa le nom *Stephani* dans toutes les branches, à la suite de donations et de mariages.

§ II. — RAYMOND DE VALON se maria, vers 1380, à Valérie Bonafos de Saint-Pierre qui avait des biens à Gigouzac (1). Les Bonafos de Saint-Pierre [rameau des Bonafos de Thédillac (2), branche eux-mêmes des Bonafos de Pestillac (3)], devaient habiter Saint-Pierre (Montal), dans le Haut-Quercy où ils possédaient d'autres terres (4). Ils y entretenaient des relations de parenté avec les de Miers, Pène, Parlan, Merle, Lentillac, etc., et c'est probablement à la suite d'une alliance avec les de Miers qu'ils vinrent s'établir à Montal. — Vers le même temps Jean de Miers, fils d'Adhémar, épousa Marguerite Bonafos de Saint-Pierre et devint le beau-frère de Raymond de Valon. Adhémar de Miers, de son côté, hérita, sur la fin du xiv^e siècle, d'Adhémar et de Jean Bonafos de Saint-Pierre, apparemment père et oncle de Marguerite et de Valérie (5).

(1) Dans le contrat de mariage de Jean de Valon (1398), Valérie Bonafos est qualifiée : *coseigneuse de Gigouzac*. (Cf. note 2, p. 129.)

(2) Les Bonafos de Thédillac hommageaient à l'évêque de Cahors pour leurs possessions de Gigouzac. (Cf. note 1, p. 107.)

(3) Cf. pp. 35, 36 et 106.

(4) Cf. p. 36.

(5) Extrait du testament d'Adhémar de Miers (1409) [Archives

De là une intimité entre les de Miers et les Valon de Gigouzac que les circonstances vont rendre plus étroite.

Raymond de Valon résidait à Gigouzac où il s'occupait des affaires de la seigneurie en l'absence de l'évêque de Toulon. De 1386 à 1395, grâce à une contribution qu'il payait aux Anglais, il put éviter de nouveaux désastres et remettre quelques terres en culture. Néanmoins, malgré le traité du 28 juillet 1390 qui devait délivrer le Quercy (1), les courses des ennemis ne cessèrent de jeter la panique et d'obliger les seigneurs à rester constamment sur la défensive. C'est pendant ces heures de tribulation que l'évêque de Toulon, Jean Stephani, seigneur de Gigouzac, mourut en décembre 1394. Comme il était le dernier rejeton de la branche aînée, il laissa tout son avoir à *Raymond de Valon*, son proche parent (2), et le choisit parce qu'il était le représentant de la branche cadette. Nous ne connaissons pas le testament du prélat, toujours est-il qu'il n'obligea pas son héritier à reprendre le nom « *Stephani* », nom qui disparut ainsi de la branche de Gigouzac.

Avec l'héritage de l'évêque et la part qu'il avait lui-même, Raymond possédait presque toute la seigneurie de Gigouzac. La dernière portion appartenait à Bernard Stephani de Valon, seigneur de Thégra. Là, comme dans beaucoup de fiefs, l'indivision tendait à décroître et à disparaître. Les rapports entre les Valon de Thégra et ceux de Gigouzac étaient d'autant plus fréquents, à cette époque, qu'ils avaient des intérêts communs à défendre; ils se prêtaient un mutuel concours dès que l'une de ces deux seigneuries se trouvait menacée. — *Raymond de Valon*, par son mariage, s'était allié avec quelques familles du Haut-Quercy; bien des motifs l'attiraient donc de ce

de la famille de Valon]. — Transaction d'Adhémar de Miers au sujet du paiement d'une dette de Jean Bonafos de Saint-Pierre dont il était l'héritier (1404) [Archives de la famille de Valon].

(1) *Histoire du Languedoc*, nouv. édit., t. IX, pp. 954, 955.

(2) Cf. p. 122.

côté. Aussi resserra-t-il les liens de l'amitié avec les de Miers à tel point qu'une union fut projetée entre *Jean de Valon*, son fils, et *Anthonie de Miers*, fille d'*Adhémard*, et conclue avant que les futurs conjoints n'eussent atteint l'âge nubile. Le contrat fut passé au château de Miers, le 25 novembre 1398, par *Hélie d'Orlhac*, notaire de Gramat, en présence d'*Alzias d'Aigrefeuille*, baron de Gramat, *Guillaume de Merle*, *François de Lentilhac*, *Étienne de Plas* et *Géraud de Cornil*, damoiseaux, parents et amis (1). *Jean de Valon* avait alors dix ans et sa future environ neuf ans. Les parents d'*Anthonie* (*Adhémard* et *Aigline de Chaunac*) lui constituèrent en dot la somme de mille florins d'or (trente mille francs de nos jours) et les parents de *Jean* lui abandonnèrent, par donation entre-vifs, tout ce qu'ils avaient ou devaient avoir à *Gigouzac* et ailleurs, sauf l'usufruit leur vie durant. Les parties convinrent aussi que lorsque la future atteindrait l'âge de seize ans ou environ elle serait vêtue et parée, selon sa qualité, jusqu'à concurrence de soixante francs d'or (2).

(1) *Guillaume de Merle* avait épousé *Catherine Bonafos* (Bibliot. Nat., *Gaignières*, vol. 668, f° 205). — *François de Lentilhac* était fils de *Marguerite de Miers*, marié à *Dorde de Lentilhac* (Extrait d'un terrier concernant les possessions des *Cornil* et des *Miers* à *Thégra*). — *Étienne de Plas* avait marié sa fille *Raymonde* à *Bertrand de Valon*, seigneur de *Lavergne* (*Généalogie de la famille de Plas*). — *Géraud de Cornil* était parent aux *Valon* par les *Cavagnac* et par le mariage de *Galaubie de Valon*, seigneur de *Thégra*, avec *N..... de Cornil*, fille de *Géraud*.

(2) Apud castrum de Miers anno millesimo trecentesimo nonagesimo octavo et die vigesima quinta mensis novembris personaliter constitutis nobili *Adhemaro de Miers domino de Miers*, et nobili *Ayglina de Chaulnaco*, domicella, nobilis *Adhemari de Miers uxore*, pro se et *Antonia de Miers eorum filia legitima pro se et nobili Ramundo de Valon*, domicello et nobili *Valeria Bonafossa*, nobilis *Ramundi de Valon uxore*, condominis loci de *Gigosaco*, pro se et *Johanne de Valon eorum filio legitimo pro se..... dicti nobiles Adhemarus de Miers et Ayлина ejus uxor assignaverunt in dotem dictis*

Trois ans plus tard, 4 janvier 1401 (n. s.), Raymond mariait sa fille, *Marguerite*, à Raymond de Saint-Gily, de Péchaurié, fils de Jean (1), et paraît lui avoir donné en dot les possessions de Peyrilles, Vaillac, Beaumat et Saint-Amaran que l'on ne retrouve plus dans le patrimoine de Gigouzac (2). Elles furent vendues, en 1416, à Pons de Rodorel par Raymond de Saint-Gily, devenu veuf, qui vendit aussi tous ses droits sur les paroisses environnantes provenant des biens de sa seconde femme, Jeanne de Lastre, héritière de Jean de Vassal (3).

La pénurie des documents n'a pas laissé trace des événements survenus à Gigouzac pendant les dernières années de Raymond. On peut néanmoins les entrevoir par une clause du contrat de mariage de Jean de Valon qui marque les incertitudes et les préoccupations du moment. *Raymond se réserve le droit de vendre partie des biens donnés pour payer sa rançon s'il était fait prisonnier* (4). Cette charge, d'après les quatre cas, incombait aux censitaires de la seigneurie ; mais le pays était si pauvre que les

conjugibus futuris mille florenos auri..... et dictus *Raymundus de Valon* et dicta *Valeria* ejus uxor dederunt dictis conjugibus, donatione facta inter vivos, omnia sua bona que habent et habere possunt in loco de Gigozaco et alibi retentes usufructibus et alimentis ad vitam ipsorum constituentium..... (Archives de la famille de Valon). — Valérie Bonafos est qualifiée dans cet acte : *coseigneurse de Gigousac*, ce n'était dans la circonstance qu'un titre de courtoisie puisque les Bonafos n'exerçaient aucune juridiction à Gigouzac.

(1) Contrat passé par G. de Vignalibus, notaire (Généalogie de la famille de Saint Gily [Archives de Péchaurié]).

(2) Hommage de l'évêque de Toulon à l'évêque de Cahors en 1371 (Archives du Lot, série G, liasse 1).

(3) Extrait des archives de M. de Vassal à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne). — Généalogie de la famille de Saint-Gily.

(4) Item fuit compositum quod si contingebat dictum *Raymundum de Valon* esse captum seque esse prisonatum quod dictus *Raymundus* possit vendere de bonis suis donatis ad solvendum summam competituram..... (Archives de la famille de Valon).

habitants de Gigouzac ne pouvaient rien donner. Dans cette alternative, l'aliénation d'un coin de terre était le seul espoir de salut. Raymond ne fut pas pris à la guerre mais sa mort prématurée (nous savons d'après un acte qu'il n'existait plus en 1404) (1) témoigne qu'il a dû succomber, vers 1402 ou 1403 (2), dans une de ces luttes meurtrières où l'on payait de sa personne et parfois de sa vie, pour sauver son foyer ou les lambeaux du patrimoine. Il paraît n'avoir eu que deux enfants (cf. le tableau II, p. 124) : 1^o **Jean** et 2^o **Marguerite**, déjà nommés.

§ III. — JEAN DE VALON lui succéda à l'âge de seize ans, trop jeune assurément pour bien conduire la barque dans des circonstances difficiles et semées d'imprévus. En attendant sa majorité, Jean de Pène, son beau-frère, fut chargé de gérer son patrimoine (3). — Le jeune seigneur dut rester à Montal avec sa mère jusqu'au moment de son mariage, que le décès de son père rendait plus urgent; il fut célébré en octobre 1404, dès qu'Anthonie de Miers, sa future, eut atteint ses seize ans et, à la même date, Jean de Valon donna quittance à son beau-père de 200 écus d'or, montant du premier terme de la dot (4). Puis, désireux d'administrer seul la seigneurie, il déchargea Jean de Pène des comptes de curatelle (5). Quand tout

(1) *Raymond de Valon* mourut avant 1404 puisqu'à cette date son fils et héritier, *Jean*, est qualifié seigneur de Gigouzac et qu'il demande le règlement des comptes de curatelle (voir ci-dessous, note 5).

(2) En 1403 les Anglais, violant la trêve, voulurent se rendre maîtres de Cahors et des principales communes situées sur le Lot; ils s'emparèrent même de Cessac aux portes de la ville (G. Lacoste, t. III, p. 325). La répercussion de cette campagne se fit probablement sentir jusqu'à Gigouzac.

(3) Jean de Pène avait épousé Bertrande de Miers, sœur d'Anthonie (Archives de la famille de Valon).

(4) Extrait d'un terrier contenant les possessions et droits des Cornil et des de Miers à Thégra (Archives de Saint-Priest).

(5) Notum sit quod millesimo quadringentesimo quarto (1404) die vicesima nona mensis octobris..... personaliter constituti nobilis

fut réglé, le jeune couple partit pour Gigouzac et fit à travers le Quercy une chevauchée qui ne ressemblait guère à un voyage de noces (1). Il fallait éviter les lieux occupés par l'ennemi et surtout ses courses redoutables, La peur qu'inspiraient les Anglais et les pillards rendait la circulation périlleuse sur les grands chemins. Ils arrivèrent enfin au château paternel ; mais quelle tristesse à la vue des traces du vandalisme ! Le même spectacle affligeait le Haut-Quercy et presque toute la province. Néanmoins Jean, profitant d'un moment d'accalmie, se mit à l'œuvre pour se mettre en sûreté derrière ses murailles. Grâce aux archives du Vatican nous avons une idée de la situation du pays en 1405 quelques mois après la venue des jeunes époux. Gigouzac mentionné comme « *impotens beneficium* », de 1385 à 1395, c'est-à-dire incapable de payer les décimes pontificaux ou royaux et les procurations, le fut pareillement de 1395 à 1405, quoique uni à Uzech (2). Mais en 1405, il solde un florin restant de procuration et 40 sous du décime (3). C'est la preuve que la situation s'améliorait. Un peu de temps encore et tout allait s'arranger. Malheureusement le traité du 28 juillet 1390 restait inefficace et la paix semblait plus lointaine que jamais. Les Anglais jaloux de reprendre les positions

Johannes de Valon, dominus de Gigozaco, maior XVI annorum, minor tamen vigintiquinque qui juravit non venire contra acta in judicio coram domino judice maiore senescallie Caturcensi neque contra infrascripta..... et nobilis *Johannes de Pena* eius curator..... ambo in simul constituerunt procuratores suos..... ita quod unus ipsorum valeat mediari et finiri in omnibus et singulis causis et negotiis dicti minoris *Johannis de Valon* in restitutione in integrum..... Acta apud Figiacum, presentibus Guillermo Parra presbitero, Petro Toron habitatoribus Figiaco et me Gasparo Laserventia notario regio (Archives de la famille de Valon).

(1) Cf. note 1 de la page 133.

(2) Arch. du Vat., Reg. *Collector*. n° 90 (renseignement fourni par l'abbé Albe).

(3) *Ibid.*, n° 91, fol. 254, 258 et 291.

abandonnées, renouvelaient leurs attaques et semaient partout l'effroi. Aussi ne laissèrent-ils pas à Jean de Valon le temps de se fortifier ; ils l'attaquèrent à la fin de 1406 ou début de 1407 et s'emparèrent de la place après quelques jours de résistance (1). Le château et le bourg furent pillés, tout le pays mis à sac. La ruine et la misère devinrent, derechef, le partage de ces lieux attristés.

Jean, obligé de fuir, vint se réfugier à Miers chez son beau-père. A la même heure, on voyait le drapeau des ennemis flotter sur les remparts de Thégra (2). Les Valon, chassés de leurs demeures, cherchaient un abri à Rocamadour, Bétaille, Martel, là où ils avaient fondalité. Ils traversaient à ce moment une rude épreuve : ruine du patrimoine, souffrances, exil du foyer, perte même de la vie, rien ne leur était épargné. *Jean de Valon* resta plus de douze ans chez son beau-père, sans pouvoir rentrer dans son château (3). *Bernard Stephani de Valon*, pourchassé de

(1) Les nobles Aymar de Mier et Ayglina de Chaunac sa molher constituero certana dot ha Antonia de Mier lor filha una cum *Johanne de Valon* son marit. Fachas las nossas et *per alcun temps après per forssa de la guerra losd. marit et molher partiro del loc de Giguosac* hon lod. Johan era conaignor et vengero demorar a Mier en lostal et propres despens deld. Aymar et aysso per lespasi, tan viven led. Aymar que despuey ain Helias de Mier son heretier, de XII ans ou enviro.

Item duran lod. terme led. *Johan de Valon* escanget la part et portiou que avia eld. loc de Giguozac en la part que Mossieur Gari de Valon avia à Tegra (Extrait d'un terrier concernant les possessions et droits des seigneurs de Cornil et de Miers à Thégra [Arch. de la famille de Chaunac, château de Montbet par Domme (Dordogne)]. — L'acte d'échange du 13 mars 1408 (n. s.) ayant été passé quelque temps après la venue de *Jean de Valon* à Miers, il en résulte que la prise de Giguozac a eu lieu fin 1406 ou commencement 1407.

(2) Au moment de l'échange, Thégra était occupé par les Anglais, puisque d'après la note 1 ci-dessus *Jean de Valon* ne put prendre possession du château que longtemps après, vers 1417.

(3) Cf. ci-dessus note 1.

Thégra, n'était pas plus heureux. C'est au milieu de ces vicissitudes que se produisit un événement qui changea l'ordre des choses dans la maison de Valon. Les seigneurs de Gigouzac et de Thégra (Jean de Valon et Bernard Stephani) échangèrent leurs fiefs. Ces mutations étaient assez rares à cette époque à cause des obligations, conditions, traditions, qu'il fallait respecter et tenir. Il était plus aisé d'échanger une partie d'un héritage que tout un patrimoine. Quoi qu'il en soit, l'événement eut lieu à la suite de circonstances qu'il est bon de relater.

Par les relations de son père, par son mariage, *Jean de Valon* avait plus d'attaches dans le Haut-Quercy qu'à Gigouzac. Sa mère, Valérie Bonafos, revenue à Montal (lieu de sa naissance) depuis son veuvage, devait désirer le rapprochement de son fils, et son beau-père, Adhémard de Miers, était lui aussi partisan de l'échange afin de garder sa fille auprès de lui. — *Bernard Stephani de Valon*, seigneur de Thégra, s'était marié en Limousin ; mais les relations de son père et sa parenté avec les Vassal de Freyssinet l'attiraient plutôt à Gigouzac qu'à Thégra (1).

Jean de Valon, l'héritier de la branche de Gigouzac, possédait une part de la seigneurie de Thégra (celle de Guillaume et de Pierre de Valon de Montvalent). *Bernard Stephani de Valon*, l'héritier de Guérin de Valon, seigneur de Thégra, tenait deux parts à Gigouzac (celles des Valon de Thégra et des Stephani de Martel). L'échange projeté avait donc pour but de faire disparaître l'indivision qui existait depuis longtemps dans ces deux seigneuries. D'ailleurs, en cédant Thégra à Jean de Valon, Bernard Stephani, qui devait y continuer les nom et armes de Valon, ne manquait pas à ses engagements vis-à-vis de Guérin de Valon, son bienfaiteur, puisque Jean avait aussi charge de perpétuer les nom et armes de Valon.

Dans ces conditions, les pourparlers en vue de l'échange

(1) Cf. les paragraphes III et IV du chapitre IX.

aboutirent à la transaction ci après, qui fut signée le 13 mars 1408 (n. s.).

Au château de Miers, en présence d'Adhémar et d'Hélie de Miers (père et fils), d'Arnaud Ros, d'Arnaud de Gausbert, Pierre de Carennac et Jean Boychard, transaction fut passée entre *Jean de Valon* et *Bernard Stephani de Valon*, tous deux coseigneurs de *Gigouzac*, en vue de l'échange de leurs biens. Jean, n'ayant alors que 19 ans, jura d'observer intégralement les clauses du contrat. Par cette transaction, Bernard Stephani abandonna à Jean de Valon *le lieu de Thégra* avec les cens, rentes, lods, acaptes, fiefs allodiaux, hommages, maisons, terres cultes et incultes, prés, jardins, vignes, eaux et forêts, moulins, herbages, clameurs, justice, etc., qu'il avait au lieu de *Thégra*, et dans les paroisses de *Loubressac*, *Castelnau-de-Brenoux*, *Lavergne*, *Bio*, *Rocamadour*, *Auloyre*, *Saint-Médard*, *Saint-Jean-de-Lespinasse* et *Aynac* dans la baronnie de *Gramat*, et tel que Bernard et ses devanciers en avaient joui paisiblement.

En contre-échange, Jean de Valon céda à Bernard Stephani *le lieu de Gigouzac* avec les cens, rentes, lods et ventes, acaptes, fiefs allodiaux, etc., qu'il avait au lieu de *Gigouzac* et dans les paroisses de *Uzech*, *Montamel*, *Saint-Denis*, *Mechmont de Guerre*, et dans les mêmes conditions que lui et ses prédécesseurs en avaient joui. — Les parties se réservèrent réciproquement les empêchements et les charges qui grevaient les biens ci-dessus, et, en garantie, hypothéquèrent leurs biens (1).

(1) Noverint universi..... quod anno incarnationis millesimo quadringentesimo septimo (vieux style) et die tertia decima mensis martii..... apud locum de Mederio senescallie Caturcensis..... personaliter constitutis nobili *Bernardo Stephani de Valon condomino de Giguosaco* ex una parte et nobili *Johanne de Valon condomino etiam dicti loci* ab altera. Quiquidem nobilis *Johannes* juravit..... se esse major decem octo annis, minor tamen viginti quinque et se non venire facere agere contra omnia infrascripta ratione minoris etatis.....

§ IV. — Ce document donne lieu à quelques remarques qui ont leur importance.

Et d'abord l'ensemble des fiefs mentionnés représente le patrimoine des Stephani de Valon, accru ou modifié depuis deux siècles, dans les deux seigneuries principales. A *Thégra* ces biens comprenaient les possessions de Guillemette de Valon, l'héritière des Valon de La-

non vi nec dolo..... imoque consilio diligentique tractatu et deliberatione amicis suis sapientibus et discretis de et super omnibus et singulis in hoc presenti publico instrumento contentis..... predictæ partes permutaverunt se ad invicem et vicissim..... et perpetuo desamparaverunt bona et res infrascriptas videlicet : *Bernardus Stephani de Valon, locum de Tegrado* dicte senescallie nec non omnes et singulos census redditus vendas accapita laudamia..... retentiones pheuda allodia homagia expleta dona servitia hospicia domos terras et incultas prata ortos vineas pascua nemora aquas aqueducta molendina molinaria furnos decos cotagia baylivia clamores herbatgia et quecumque alia..... dominia et deveria et res quecumque dicto *Bernardo Stephani* pertinent. quoquomodo in loco predicto *de Tegrado* et parrochiis *de Lobersaco, de Castronovo de Bretenos, de Vernha, de Bia, de Rupe-Amatoris, de Autoyrie, de Sancto Medardy, de Sancto-Johanne de Lespinassa et de Aynaco* in baronia de Gramato prout dictus *Bernardus Stephani* et sui predecessores habet et habebant pacifice in locis predictis..... item omne jus et omnes actiones reales et personales meras et mixtas utiles, etc.; — predicto *Johanni de Valon* pro se et suis pro et cum loco predicto *de Giguosaco* nec non omnibus et singulis censibus, redditibus, vendis, accapitis, laudaminiis, pheudis, allodiis, hospiciis, servitiis, domibus, terris cultis et incultis, pratis, nemoribus, aquis, molendinis, molinariis, furnis, baylivia, columberiis, herbatgiis et quibuscumque aliis juribus, dominiis, deveriis et rebus quibuscumque sint a nobili *Johanni* pertinent quoquomodo in loco predicto *de Giguosaco* et parrochiis ac locis *de Usechio, de Monte-Amelhio, de Saneto-Daone et de Medio-Monte de Guerra* et honoribus et districtibus ac pertinentibus universis prout dictus nobilis *Johannes* et sui predecessores tenebant pacifice..... Item et cum omnibus juribus, et actionibus realibus et personalibus utilibus et directis meris et mixtis pretoriis, etc., salvis tamen et exceptis per dictos nobiles *Johannem de Valon et Bernardum Stephani de Valon* hobitibus et aliis homeribus quolibet

vergne (1); l'héritage des Gasc, c'est-à-dire la part de Thégra laissée par Raymond Gasc en 1281 (2); la part des Cornil à Thégra entrée chez les Valon à la suite d'une alliance au xiv^e siècle (3); enfin la fondalité et les droits au Pèlerinage de Rocamadour augmentés sous le pontificat de Jean XXII (4). — A *Gigouzac* le domaine seigneurial s'était développé à la suite d'achats ou d'alliances avec les familles de Mechmont, Petrilla, Laroque, Beraldi, Vassal, etc.

Les possessions contenues dans l'échange de 1408 et dans l'hommage de l'évêque de Toulon (1371) (5) sont les mêmes, sauf pour *Peyrilles* et *Molières*, qui ne figurent que dans l'hommage, et pour *Le Py* et *Saint-Denis*, qui ne se trouvent que dans l'échange. Ces différences peuvent s'expliquer de la façon suivante : les biens de *Peyrilles*, *Vaillac*, etc., ont dû être donnés en dot à Marguerite de Valon lors de son mariage (1401) avec Raymond de Saint-Gily (6), et ceux de *Molières* furent très probablement légués par l'évêque de Toulon au prieur de Molières-les-Francoulès. Les terres enfin du *Py* et *Saint-Denis*, entrées dans la maison de Gigouzac par le mariage de Pierre

anno debitis de et pro predictis scambiatibus.... Acta fuerunt hec anno, die loco, et regnante quibus supra, testibus nobili viro Adhemaro de Medorio, domino de Medorio, Helia de Medorio, Arnaldo Ros, Arnaldo de Guasbert, Petro de Carennac, Johanne Boychart et me Johanne de Burdaria, notario publico. (Arch. de la famille de Valon.)

(1) Cf. p. 22.

(2) Cf. p. 25.

(3) Dans un acte de réquisition signifié à Jean de Miers par Adhémard de Valon, en 1463, celui-ci lui mande que les possessions des Valon à Thégra leur venaient des Cornil (Archives de la famille de Valon). — Cf. note 1, p. 129.

(4) *Mémoire sur la famille de Valon*, par Jehanne et Ludovic de Valon. Brive, 1908, pp. 29 et 30.

(5) Cf. p. 108 et 109.

(6) Cf. p. 130.

Stephani avec N... Beraldi (1330), ne devaient pas dépendre de l'évêque de Cahors (1).

Les Valon avaient encore des biens et droits féodaux à Martel, Bétaille, Belcastel, etc., qui n'étaient pas compris dans l'échange ; ils appartenaient à *Bernard Stephani de Valon*, le nouveau seigneur de Gigouzac. Nous en parlerons plus longuement au chapitre suivant. — A partir de 1408, Bernard posséda seul toute la juridiction de Gigouzac. Tandis qu'à Thégra les de Miers et les Cava-gnac tenaient encore une part de cette seigneurie ; mais à la fin du xv^e siècle, à la suite de transactions et de mariages, la juridiction de Thégra restera tout entière aux Valon.

L'échange de 1408 ne parle pas de parenté entre Jean de Valon et Bernard Stephani. De savants généalogistes ont conclu, de ce silence, que ces deux seigneurs n'étaient pas parents. Ils n'ont pas remarqué qu'ils prennent tous les deux le titre de *coseigneur de Gigouzac*. Si Bernard s'est ainsi qualifié, quoique seigneur dominant de Thégra, c'est pour affirmer les liens du sang du côté paternel, témoigner du lieu d'origine et attester qu'il était issu, comme Jean, des Stephani de Gigouzac. D'ailleurs l'acte d'échange n'avait pas à mentionner la parenté déjà quelque peu éloignée. Le point de jonction remontait en effet au xiii^e siècle, à Bernard Stephani marié à Guillemette de Valon.

Enfin Bernard est nommé, dans l'acte d'échange : *B. Stephani*, *B de Valon*, ou *B. Stephani de Valon*. C'est l'indice que nous touchons à l'agonie du nom Stephani ; ce document fait entendre peut-être le dernier écho de ce nom.

(1) *Saint-Denis* ne figure pas dans l'hommage de Bernard de Durfort à l'évêque de Cahors en 1336 (Biblioth. Nationale, *Pièces originales*, 824. Commarque). — Il n'est pas non plus mentionné dans l'inventaire des hommages aux évêques (Archives du Lot, G 1). Il est seulement cité, à tort croyons-nous, dans l'hommage de Bertrand de Durfort au prélat (1368) [Lacoste, t, III, p. 196].

En tout cas, à la mort de Bernard (1414), il disparaîtra définitivement.

Au moment de l'échange, Thégra et Gigouzac se trouvaient au pouvoir de l'ennemi ; ces deux seigneuries seront prises et reprises d'autres fois, et en fait ne feront retour aux Valon qu'à la fin de la guerre de cent ans et dans un état lamentable.

§ V. — Nous terminerons ce chapitre en relatant les vocations religieuses à la fin du ^{xiv}^e siècle, qui se maintenaient en dépit des calamités des temps.

Jean Stephani, évêque de Toulon. — Son cursus honorum ayant été donné au chapitre VII, nous rappellerons ici cette figure pour mémoire.

Arnaud Stephani. — On le trouve parmi les religieux augustins de Figeac en 1400 (1).

Jean de Valon est mentionné dans plusieurs actes comme moine augustin de Figeac et professeur, de 1390 à 1394. Il devint prieur du couvent de Cahors en 1396, puis de Figeac en 1398. On le retrouve simple moine à Figeac, en 1400, en même temps qu'Arnaud Stephani (2).

Jean de Valon, moine, figure comme témoin, en 1400, dans un acte de quittance de Bellota de Guiscard, veuve de Raymond Gasc (3). Les Valon étaient parents des Gasc et des Guiscard, et c'est probablement à ce titre que Jean

(1) Extrait d'un acte de procuration du couvent des Augustins de Figeac, passé en 1400, par D. Meiani, notaire de Figeac (Archives de la famille de Valon).

(2) Registre notarié des archives de la Haute-Garonne, E, 1399, p. 104. — *Jean de Valon* en 1397, est nommé procureur du couvent des Augustins de Figeac au sujet d'un litige relatif à une donation faite par Galharde de Castelnau, veuve d'Amalvin de Luzech. — Il est mentionné dans des actes de procuration du couvent des Augustins de Figeac de 1396 et 1400, et dans un acte de vente de 1398 (Archives de la famille de Valon).

(3) Acte reçu par G. de Melsinh, notaire (Archives de la famille de Valon).

assiste à cet accord. Il pourrait être le même que le précédent.

Pierre Stephani de Valon, jeune clerc, étudiant en l'Université de Cahors, reçut, en 1394, promesse d'un canonicat dans cette ville, avec expectative de prébende, par l'intermédiaire de son parent, le cardinal Hugues de Saint-Martial, cousin du pape Clément VI (1). Il fut chanoine de Cahors avant 1411 (2), chanoine du Tescou (Montauban) en 1423, doyen de l'Isle-Jourdain (Toulouse) (3) et enfin évêque de Lectoure en 1425 (4). Il mourut l'année suivante (5). On donnera plus longuement son curriculum vitæ au chapitre X.

Guillaume Stephani de Valon, jeune clerc, étudiant en l'Université de Cahors, reçut, en 1394, comme son frère Pierre, promesse d'un canonicat à Cahors avec expectative de prébende (6).

Marguerite Stephani entra dans l'ordre de Cîteaux et devint abbesse du monastère de Saint-Pierre de la Manarre à Hyères, fin xiv^e siècle (7). Elle devait être sœur de Jean Stephani, évêque de Toulon, et c'est probablement lui qui la fit venir à Hyères (8) et qui ne fut pas étranger à sa nomination d'abbesse. Elle était supérieure quand la construction du nouveau couvent de la Manarre fut commen-

(1) Arch. du Vat., Benoît XIII, *Suppl.* 77, f^o 202.

(2) Acte d'hommage de Pons de Gourdon au chapitre de Cahors (Archives de M. de Vassal, à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne).

(3) Bibl. Nat., *Doat*, vol. 90, f^o 141.

(4) Arch. Vat., Martin V, livre 122, f^o 234.

(5) Eubel, *Hierarchia Catholica*, p. 311.

(6) Arch. Vat., Benoît XIII, *Suppl.* 77, f^o 202.

(7) Le *Gallia Christiana*, édition 1716, t. I, pp. 761 à 764, place à tort cette abbesse entre Saure de Glandèves et Louise de Brus-san. Elle doit être placée après Diane de Glandèves et avant Saure de Glandèves, c'est-à-dire que *Marguerite Stephani* a dû gouverner dans l'intervalle compris entre 1385 et 1405.

(8) Hyères était la résidence préférée du prélat,

cée ou poursuivie (1). L'ancienne abbaye se trouvait dans un endroit désert, exposée à tous les dangers; la nouvelle fut bâtie sur les hauteurs d'Hyères grâce à la générosité de Marie d'Anjou, sœur de la reine Jeanne (2). Ce couvent, un des plus riches de la contrée, était gouverné par des abbesses crossées et mitrées portant les plus grands noms de la Provence (3). *Marguerite Stephani* ne vivait plus en 1406, date où la communauté prit possession des nouveaux bâtiments (4).

LUDOVIC DE VALON.

(A suivre.)

(1) Diana de Glandevez sub cujus regimine an. 1382, 3 septembris, vi regiarum litterarum in urbem (Hyères) translata est abbatia propter metum Saracenorum (*Gallia Christiania*, 1716, t. I, pp. 761 à 763).

(2) *Jean Stephani*, évêque de Toulon, était un chaud partisan de Louis, duc d'Anjou, adopté par la reine Jeanne (juin 1380). C'est très probablement ce prince, devenu roi de Naples et de Sicile (30 mai 1382), qui, par reconnaissance, fit nommer *Marguerite Stephani* abbesse de la Manarre. Les abbés de Cîteaux nommaient alors les abbesses de ce couvent.

(3) *Les Rues d'Hyères*, par Jules Icard. Hyères, 1910, p. 134. — *Gallia Christiania*, pp. 761 à 764.

(4) *Ibid.* — En 1406, le couvent de la Manarre comprenait une vingtaine de religieuses.

NUMISMATIQUE

Monnaie Gauloise et Monnaie Romaine en or

ERRATA

M. André Froidefond m'a signalé quelques erreurs involontaires, commises dans ma note sur les susdites monnaies, publiée dans la dernière livraison du Bulletin, pages 630-632.

J'ai sans doute mal lu, l'écriture étant très menue, certains passages de la lettre descriptive de M. Froidefond. Voici ce qu'il m'écrivait à la date du 9 mai dernier :

« En parlant des mines d'où Philippe tirait ses trésors, j'ai dû ou cru citer celles des monts Pangée en THRACE et non en Thessalie, ce qui serait une énormité dont je ne crois pas être coupable.

L'acrotère, n'en déplaise à Rich (1), est l'ornement dont on décorait la proue des navires. Il a bien également la signification que vous indiquez, mais point en numismatique (2).

Enfin (et c'est là une *coquille* colossale dont je ne crois pas être coupable), M. Froidefond termine en me disant : « autre erreur que je relève au dernier moment : ai-je bien dit Marie-Antoinette d'Autriche au lieu de l'impératrice MARIE-THÉRÈSE ? si oui, je reste confondu de mon étourderie. »

Il s'agit des *thalaris* de Marie-Thérèse d'Autriche, actuellement encore imités dans l'Est Africain.

Je ne retrouve pas la lettre où se trouvait la description des susdites monnaies ; mais il est certain que cette erreur ne peut être imputée à M. Froidefond ; je présume qu'il s'agit d'une erreur typographique à laquelle je n'ai pas pris garde en examinant l'épreuve. J'aurais dû la soumettre à M. Froidefond, avant de la rendre à M. Roche.

PH. LALANDE.

(1) Dont j'avais consulté le dictionnaire pour avoir la signification de ce mot, qui doit alors désigner deux choses bien différentes.

(2) Ce qui donne raison à la note qui précède ; Anthony Rich, dans son *Dictionnaire des Antiquités romaines et grecques*, aurait dû indiquer les deux significations du mot : *Acrotère*.

Le Prieuré-Doyenné de Carennac

CHAPITRE VII

Le Seizième Siècle — Guerres de Religion

I

Le 24 avril 1507, *Jean de Gaulejac* (XXII), des Gaulejac d'Espanel, recteur de Saint-Germain d'Espanel, remplaçait comme doyen commendataire *Jean Dubrueil*, démissionnaire ou décédé, — la bulle ne précise pas (1). Ce doyen ne resta pas longtemps à la tête du couvent; on trouve, en juillet 1508, *Jean de Miers* (XXIII), prêtre, mentionné comme doyen dans des actes de reconnaissances féodales à *Jean de Castelnau-Bretenoux* (2).

Lui-même était remplacé, le 28 juin 1513, par *François de Châtillon*, aliàs de la Grève (XXIV), pourvu d'abord par l'abbé de Cluny, mais à qui d'autres personnages, peut-être les deux précédents, contestaient la validité de sa nomination. La bulle de ce 28 juin permettait à François d'avoir en même temps un autre bénéfice (3).

Le 24 juin 1516, François hommageait, pour Padirac et pour Carennac, au nouveau baron de Gramat, le Cadurcien *Jean d'Auriole*. L'acte eut lieu « dans la galerie du château qui regarde vers la Dordogne », *in decanatu, in galeria versus flumen Dordonix*, ce qui laisse comprendre que le château du doyen, avec sa galerie, existait déjà à peu près comme aujourd'hui. Le seigneur, assis sur un siège de bois, *cathedram fusteam*, entouré de jurisconsultes de Cahors,

(1) Arch. Vat. Reg. Vat. 965, fol. 167.

(2) Arch. Nat. Q¹, reg. 602^s, ff. 43 et suiv. — On y trouve que *Mazyroles*, au-delà de la Dordogne, est paroisse de Carennac.

(3) Arch. Vat. Reg. Vat. 991, fol. 246. — François était fils de *Jean de Châtillon*, baron de Bouville, seigneur d'Argenton, de la Grève, etc., et de *Jeanne de Rochechouart*. *Moréri* le dit doyen de *Cosnac* !

(Antoine de Peyrusse, avocat du roi ; Martin d'Aramboure ou d'Harembure, régent en l'Université ; Jean Delort, licencié en droit, qu'il avait fait venir pour étudier les actes nombreux passés entre les barons de Gramat et les doyens de Carennac, et notamment celui de 1469, par lequel remise était faite de la redevance pécuniaire), reçut le serment de reconnaissance et d'hommage du doyen agenouillé devant lui, qui lui remit une paire d'éperons dorés, pour le droit d'acapte (1).

Au mois de février suivant, le sacriste de Carennac faisait un arrangement avec le curé au sujet des oblations (2).

En 1529, François de Châtillon obtenait le prieuré de Souvigny (3), que lui cédait Antoine de Ferrières, et passait le doyenné de Carennac au frère d'Antoine, *Alain de Ferrières* (XXV), clerc du diocèse de Cahors, dont la famille résidait à Salignac ; celui-ci possédait en commende la petite abbaye de chanoines réguliers de Saint-Amand-de-Coly (diocèse de Sarlat) et la prévôté de Paunat (diocèse de Périgueux). Il garda le premier de ces bénéfices avec celui de Carennac (4).

Alain de Ferrières resta près de vingt-cinq ans doyen, partageant les soucis et les revenus (5) avec son frère Antoine qui lui servait de vicaire-général. En 1542, ce dernier se rendait à Cluny, au nom de son frère, afin de présenter au chapitre de l'ordre une requête pieuse : ils demandaient des

(1) Archives du Lot, F 241, ff. 87 et 111, et F. 242. — Les témoins sont le curé de Cavagnac ; celui de Carennac, Gilibert Sirot ; un protonotaire apostolique, messire Gilibert de Massaut. Le notaire est Pierre de Lafon, de Gramat.

(2) Archives du Lot, G 24 (voir chap. X).

(3) Au diocèse de Clermont ; aujourd'hui chef-lieu de canton de l'Allier.

(4) Arch. Vat. *Reg. Vat.* 1331, fol. 77. — Les Ferrières demeuraient, une branche au château de Sauvebœuf, l'autre au château de Salignac. L'abbaye de Saint-Amand passa, comme le doyenné, à Aymar de Ferrières.

(5) A la Bibliothèque Nationale (*Manuscrits français*, n° 22381) se trouve le terrier des rentes de Carennac pour l'année 1533.

reliques pour satisfaire à la dévotion des religieux et du peuple. La requête, appuyée par dom Bertrand de Salignac, leur parent, sous-camérier de l'abbaye de Cluny, fut bien accueillie du prieur claustral et des religieux, qui permirent à leur trésorier de donner « quelques parcelles des os des saints martyrs Laurent, Hippolyte, Christophe et Smaragde, des saints Innocents, de saint Omer confesseur, une petite partie du capuchon (*de floco et cucula*) de saint Mayeul, quelques chaînons du cilice de fer de saint Hugues » (1).

Le 30 juin 1554, *Aymar de Ferrières* (XXVI), chanoine de Condom, recevait ses bulles de doyen de Carennac, en remplacement d'Alain, sans doute son oncle, qui résignait en sa faveur (2). Il nous reste de lui un arrangement fait en 1556 avec ses religieux au sujet de leur pension. Pour les prêtres : 18 setiers de froment, 10 de seigle, 28 bastes de vin et 28 livres en argent ; pour les novices et les clercs du sacriste : 14 setiers de blé (froment et seigle par moitié), 14 bastes de vin et 3 livres argent. Le visiteur de 1618, Jean de Crems, vicaire-général de l'abbé de Cluny, cardinal de Lorraine, fera augmenter la pension des novices (3).

Certains auteurs assurent que l'évêque de Tulle, Louis de Ricard de Gourdon de Genouillac-Vaillac, qui fut nommé en consistoire le 15 juillet 1560, était doyen de Carennac. Cela n'est pas possible (4). En effet, le 11 octobre 1560, Aymar de

(1) Arch. du Lot, G 24, copie de 1763. — En 1543 le doyen était en procès avec Bernard et Pierre Brueilh, du village de Brueilh en la paroisse de Saint Constant ; c'étaient peut-être des parents de l'ancien doyen de ce nom (sentence d'Astorg Destanne, remplaçant Nicolas Cambefort, juge de la cour de Saint-Santin pour le baron Guion de Castelnau, le 11 février, et, le 11 septembre, sentence de Géraud de Saint-Mamet, seigneur du lieu, lieutenant-général pour le roi au bailliage d'Auvergne (Archives nationales, Q¹ 598).

(2) Arch. Vat. *Reg. Vat.* 1752, fol. 140. Il était autorisé à garder en même temps sa prébende de Condom ; puis il eut encore la petite abbaye de Saint-Amand, comme son oncle.

(3) D'après un arrêté obtenu en 1669 contre le doyen François de Salignac (Archives du Lot, F 402).

(4) Il put briguer le titre quand Alain se retira, mais Aymar de Ferrières dut l'emporter.

Ferrières passait une transaction avec Blaise de Quinhard, coseigneur d'Alvignac (1). Les preuves de noblesse de sa maison le mentionnent comme doyen à la date de 1571, ayant d'ailleurs aussi les titres de protonotaire apostolique et d'abbé de Saint-Amand-de-Coly (2). En 1565, pour payer les subsides accordés par le souverain Pontife au roi de France, il vendait une partie du temporel à Argentat. L'acquéreur fut le sieur Mathurin Longueval, marchand de Saint-Céré, qui revendit son acquisition à Jean Dulaurens de Puylagarde, qui se dit coseigneur d'Argentat (3).

II

En 1570, le doyen de Carennac, Aymar de Ferrières, présentait une requête aux députés des Trois-États du Quercy, pour obtenir, sur les tailles extraordinaires imposées aux lieux de Carennac, Manhagues, Miers et Padirac, le remboursement de 1,500 livres, dépensées de ses deniers pour les fortifications du château et pour y tenir des soldats qui empêchassent le passage de la Dordogne. Il envoyait à l'appui de sa requête une attestation par-devant le sénéchal du Quercy, François de Séguier, « que le doyen Aymar

(1) Arch. Nat. Q¹ 151², n° 53. — Les Quinhard étaient déjà à Alvignac depuis le 31 octobre 1500; en 1513, ils hommageaient pour leur part au vicomte de Turenne (Arch. Nat. R² 469). Les archives du Parlement de Toulouse (B¹, fol. 119) renferment, à la date du 31 janvier 1538, un arrêt, confirmant un autre arrêt du 23 avril 1534, pour un procès entre le doyen Alain de Ferrières et maître Antoine Quinhard, juge-mage de l'Armagnac, relatif à l'indivision de moitié de la juridiction d'Alvignac, le doyen restant seigneur juridictionnel. On a vu, plus haut, la transaction de 1560.

La même année 1560, Aymar recevait des reconnaissances dans Argentat (Bombal, *op. cit.*, p. 229).

(2) Arch. du Lot, F. 402. — Cf. *Bulletin de la Soc. archéolog. de Brive*, t. XII, p. 395. Ce titre de doyen de Carennac n'est pas donné à l'évêque de Tulle par M. Poulbrière (*Diction. cité*, III, p. 454).

(3) Communication de M. Eusèbe Bombal, d'Argentat, auteur de la monographie signalée plus haut.

de Ferrières a fortifié sa demeure et y occupe grand nombre d'ouvriers et y tient garnison de 40 à 50 hommes ». La requête est écrite de Martel, le 15 février 1570 (1).

Nous sommes de nouveau à une époque sinistre. Ce n'est plus cette fois contre les Anglais que l'on combat, c'est entre Français que se fait la guerre, guerre non moins acharnée et désastreuse, qui devait ruiner plus complètement encore notre pauvre Quercy, péniblement relevé des malheurs de la guerre de cent ans. Sans doute la partie septentrionale du Quercy ne fut pas éprouvée comme les autres régions de la province ; mais elle eut sa grosse part des troubles et eut durement à souffrir « des passages des gens de guerre ». Il fallut relever les fortifications devenues de nouveau nécessaires, mais si les murailles mettaient souvent à l'abri les vies des personnes, rien n'empêchait les troupes, amies d'ailleurs aussi bien qu'ennemies, de piller les maisons isolées et de ravager les récoltes (2). De là une misère atroce dont peut nous donner idée, malgré l'exagération probable des termes, cette charte du roi Charles IX, qui parle des habitants du Quercy, « travaillez et fouillez par infinies pilleries, ravages, saccagemens et bruslemens..... Pour lesquelles charges insupportables et stérilité grande..... *le tiers du peuple est mort de faim*, une autre partie contrainte à se retirer en Espagne pour vivre et fuir la famine, laissant les terres sans culture et les maisons inhabitées » (3).

Lacoste, d'après le manuscrit de Jeau Trémeilles, prêtre de Saint-Céré (4), raconte que la même année 1562, qui vit le désastre de Roc Amadour, pris et dévasté par Bessonies, aurait vu aussi le désastre du doyenné de Carennac, pillé

(1) Archives municipales, à la Bibliothèque de Cahors, charte n° 42, parchemin.

(2) Pour le récit des guerres de religion dans le Haut-Quercy et le Bas-Limousin, on trouvera des détails dans le livre de M. l'abbé Marche sur la *Vicomté de Turenne*.

(3) Archives nationales, K 98, n° 63.

(4) « Ensuite vouleron la gleysa collegiala de Carennac, las gleysas de Puybrun, de Bétaille, etc..... aquels ygounaux ravageavon tout. » (Abbé Paramelle, *Chronique de Saint-Céré*, Cahors, 1867, p. 27.)

par le même chef accompagné de Marchastel. On verra, dans le petit chapitre consacré à Manhagues, que l'église de ce village fut ruinée par ce chef huguenot. Cela semble bien confirmer l'observation de Trémèilles. Cependant la requête d'Aymar de Ferrières ne fait pas allusion à la prise du monastère, et il peut bien se faire que Trémèilles se soit trompé en appliquant à Carennac ce qui n'était peut-être vrai que de l'annexe. Il est possible que les fortifications relevées par le doyen aient préservé le couvent et le bourg, plus heureux que les lieux d'alentour, tels Miers, Montvalent, Pauliac, Puybrun, les Alix, Loubressac, Cazillac, Vayrac, etc., qu'une enquête faite après la paix de 1570 nous montre occupés par les huguenots (1). Vers cette date de 1562, la ville d'Argentat tombait au pouvoir des protestants et les religieux de Carennac qui se trouvaient là eurent toutes les peines du monde à s'enfuir au plus vite. En 1588 une nouvelle enquête, spéciale celle-ci aux possessions de Tulle, nous prouve combien la région de Carennac avait souffert (2). Enfin une plainte du doyen lui-même, datée de 1597, parle « des esglizes deppendans du doyenné qu'auroient esté ruy-nées les guerres passées », mais ne dit rien de particulier pour Carennac (3).

III

Aymar de Ferrières eut pour successeur, à une date imprécise, entre 1571 et 1574, son parent *François Arnault de Laborie* (XXVII), fils d'un conseiller au Parlement de Bordeaux, Louis Arnault, d'une famille périgourdine. C'était un homme de mérite, en faveur de qui son parent, François de Salignac, fait évêque de Sarlat en 1567, avait résigné son

(1) *Annuaire du Lot*, année 1896. — *Revue religieuse de Cahors*, année 1902 1903, pp. 122 et suiv., notamment p. 186 : *Les Protestants en Quercy au XVI^e siècle*.

(2) Lacoste, *Histoire du Quercy*, t. IV, p. 163.

(3) *Registre des décharges*, dans les archives de M. de Testas de Folmont.

archidiaconé de Saint-André de Bordeaux. Il eut aussi le prieuré de Lurey en même temps qu'un canonicat dans l'église d'Amiens, résigné par un de ses neveux qui avait quitté la cléricature pour le métier des armes (1).

François Arnault résigna bientôt en faveur d'un autre neveu, *Joseph Arnault de Laborie* (XXVII) (2), qui eut pour compétiteur un certain *Nicolas Juvin*. Celui-ci s'était fait pourvoir en cour de Rome. Le gouverneur de Quercy, Mgr de Castelnau-Brétenoux, seigneur de Clermont-Lodève, obtint en 1575, des deux contestants, la remise de leurs prétentions avec l'autorisation de conférer le doyenné à qui il voudrait (3).

Il en disposa en faveur de *Pons de Salignac* (XXIX), déjà religieux de Cluny et doyen de Brienne, visiteur de l'ordre dans les provinces de Gascogne et d'Espagne (4); nous ne savons rien sur son administration. Il fut remplacé bientôt par *Jehan de Piles* (XXX), lequel avait été procureur-fondé de Nicolas Juvin en 1575. Jean de Piles est indiqué comme doyen de Carennac et prieur de Saint-Céré dans des actes des archives de cette dernière ville, relatifs au choix du prédicateur pour l'église de Sainte-Spérie. On en trouvera quelques détails au chapitre X, consacré en partie à la temporalité des doyens. Jean de Piles n'était pas dans son doyenné au moment où on lui signifiait l'arrêt rendu contre lui, arrêt qui fut reçu en son nom par Jean de

(1) Moréri, *Dictionnaire d'Histoire*, 2^e supplément, I, p. 57. — François fut chancelier de l'Université de Bordeaux; il composa un livre : *Des Antiquités du Périgord*, et des ouvrages de controverse. Il fut souvent député du clergé du Périgord soit aux États provinciaux, soit aux États généraux. Il mourut en 1607. (Voir *Bulletin de la Société archéologique et historique du Périgord*, tome IX, pp. 162-188.

(2) Moréri. *Ibidem*.

(3) Bibliothèque municipale de Cahors, *Papiers Greil*, n^o 32. — Nicolas Juvin, représenté par son procureur-fondé, M^r Jehan des Piles, reçoit de Mgr de Clermont l'assurance d'obtenir, dans les environs de Paris, un bénéfice équivalant à 5,750 livres, sans doute le revenu global de Carennac.

(4) Notes de dom Valryière, dernier doyen de Carennac.

Grèzes, capitaine du fort. S'y trouvait-il l'année précédente, le jour où se présentèrent les troupes que le sire de Chouppes amenait au secours d'Henri de Navarre ? Le chef huguenot était au château de Turenne, lorsqu'il reçut l'avis de se hâter. Il partit avec cinq cents arquebusiers et cent cavaliers : le passage devant Carennac fut assez long, faute d'un nombre suffisant de barques (1). Il arriva cependant à Cahors fort à propos pour le roi ; « il y a toute apparence, dit Sully, que nous eussions tous succombé enfin, sans l'arrivée de Chouppes ». Ce passage des protestants à Carennac semble indiquer que la place n'était pas en état d'opposer de résistance.

Plus tard, nous voyons qu'elle est un centre de ralliement pour les troupes royales marchant contre les Ligueurs. Sur l'appel du gouverneur du Quercy, Pons de Lauzières-Thémines, les soldats du gouverneur du Limousin passèrent la Dordogne devant Carennac, où d'autres troupes les rallièrent (18 novembre 1591). Les Ligueurs furent repoussés au-delà de Thégra. Les royalistes laissèrent à Carennac une forte garnison pour défendre le passage de la rivière, montèrent sur le causse, campèrent une journée près du couvent des Maltaises de Fieux, et battirent successivement les troupes de la Ligue, aux Alix près de Rocamadour, et dans la combe de la Dame, sous Calès (2).

Tous ces mouvements ne se firent pas sans grands dommages. Royalistes et Ligueurs complétaient l'œuvre de ruine commencée par les protestants.

A Jeân de Piles succéda, vers la fin du siècle, messire *Pierre du Val* (XXXI), que nous connaissons par diverses suppliques adressées aux délégués des agents généraux du clergé de France, pour obtenir, soit la décharge d'une partie de ses taxes, soit l'autorisation de mettre en vente et d'aliéner une partie de son temporel, afin de payer les taxes diverses imposées pour le service du roi et le bien du pays.

(1) Lacoste, *Histoire du Quercy*, tome IV, p. 257.

(2) Lacoste, *Histoire du Quercy*, tome IV, p. 278.

Une première fois il demande à mettre en vente la justice du lieu d'Alvignac, dont le sieur de Quinhard a usurpé la moitié, ainsi que des rentes illégitimement occupées par le même seigneur. Les délégués le lui refusent (28 avril 1597), assurant qu'il pourra payer avec ses revenus. Il revient à la charge : Ce n'est pas seulement le seigneur d'Alvignac (co-seigneur), ce sont encore les seigneurs de Magnagues et Longueval, de Saint-Céré, qui détiennent ses rentes ; il y en a en tout pour 3,400 livres. Or il n'a pas encore pu payer les arrérages de ses impositions ; il est en retard de 1,000 écus ; il a dû payer, pour des réparations d'églises ravagées par les huguenots : 500 livres pour Argentat, 400 pour Miers, 300 pour Padirac, 350 pour Saint-Constant ; il se trouve taxé, pour la double aliénation du temporel de 1586 et 1588 (1), à 540 écus ; toutes ces sommes excèdent son revenu de plus de 1,000 écus. Cette fois sa supplique est entendue et en partie exaucée : on lui réduit de 240 à 180 écus la taxe de 1586 et on lui permet d'aliéner certaines rentes pour se libérer (19 sept. 1597). Mais le 15 octobre 1597, les intéressés protestent contre l'apposition des affiches et leur protestation empêche les surenchères. Le doyen obtient, le 4 mai 1598, de pouvoir remettre en vente les rentes insuffisamment vendues une première fois ; le 18 juin, noble Blaise de Quinhard, seigneur d'Alvinhac, et Mathurin Longueval, bourgeois de Saint-Céré, sont cités à comparoir : en la presant ville de Caors et maison episcopalle pour venir deffendre aux requisitions dudit Duval, concernant la revente quil demande lui estre faicte des biens qu'ils détiennent du doyenné ». Il n'est pas question des autres, Antoine de Lafargue, seigneur de Magnagues, et Jean de Savary, de Saint-Céré (sieur de Narbonnès), qui ont

(1) Les papes avaient à plusieurs reprises accordé sur le clergé de France des subsides aux rois. En 1586, Sixte-Quint avait même permis d'aliéner pour payer les subsides, l'argent manquant, certaines parties de temporel. Malgré cette facilité, la plupart des bénéficiers du diocèse étaient dans l'impossibilité de payer.

dù s'entendre avec le doyen (1). Et ce dut être aussi le cas pour Quinhard, ou bien força-t-il davantage le prix du temporel aliéné, car le 12 décembre 1600, Jehan de Quinhard, son fils, se disant écuyer, hommageait au vicomte de Turenne pour la moitié de la terre et seigneurie d'Alvignac, ainsi que pour le château contigu à l'église paroissiale, qu'il avait acquis du doyen de Carennac (2). Ce dut être aussi la même chose pour ce que le doyen avait à Padirac, au moins pour des rentes qui furent achetées par Pierre Duvilar, « plus offrant et dernier enchérisseur (3) ».

(1) *Livre des descharges*, manuscrit des archives de M. de Folmont, aux Albenquats, fol. 22, 32, 46, 88, 102 v. — Les actes de 1597 et 1598 sont signés Charron, vicaire-général.

(2) Arch. Nat., *Reg. Qⁱ* 146^e, fol. 132.

(3) *Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze* (Brive), tome XIII, p. 387,

CHAPITRE VIII

Le Dix-Septième Siècle

I

Pierre Duval fut remplacé, nous ne savons trop à quel moment (entre 1598 et 1606), par *Louis de Massaut de Clérans* (XXXII), allié des Salignac (1). En 1608, celui-ci faisait faire par le notaire Besse la reconnaissance des biens du doyenné, ce qui semble indiquer qu'il était depuis peu de temps à la tête du monastère. La même année, il présentait à l'investiture épiscopale un nouveau chapelain de Carennac (2). En 1611 il réclamait la plus-value des rentes de Padirac vendues en 1598 et la cédait à Jean Dunoyer, qui avait déjà acquis les droits de Duvilar. Nous le voyons, en 1614, affermer au même certains biens en la même paroisse (3).

Le 24 octobre 1615, une bulle de Paul V conférait le bénéfice de Carennac à *Louis de Salignac de La Mothe-Fénelon* (XXIII), fils de François de Salignac et de Marie de Boneval, en faveur de qui Louis de Clérans (4) avait résigné.

(1) Un arrêt du Parlement de Toulouse, du 20 janvier 1607, condamne Louis de Massaut, doyen de Carennac, à exécuter, en faveur des habitants de Saint-Céré, l'arrêt de 1581 concernant le prédicateur (Arch. de la Haute-Garonne, Parlement, B 249, fol. 218). Peut être était-il déjà doyen en 1605 : le doyen avait à cette date, pour procureur, frère Jehan du Solier, infirmier du couvent.

(2) Généalogie des Lamothe-Fénelon de Salignac. — Bibl. Nation., fonds Gaignières, vol. 22,252.

(3) Bibliothèque de la ville de Cahors, papiers Greil, n° 32. Le doyen restait encore seigneur de Padirac (Archives du Lot, G 24).

(4) Le 13 mai 1629, demoiselle Anne de Clérans et son mari Isaac du Vilar, sieur de Cantaloube, fondent un obit « de trois messes hautes tous les mercredis des IV Temps » dans la chapelle Saint-Roch, de Carennac, où ils auront leur sépulture, au capital de 240 livres (Archives du Lot, G 24). — Cette dame est sans doute la nièce du précédent doyen.

Le jeune commendataire n'avait que onzè ans, ce qui nécessitait la dispense d'âge, en plus de la dispense des ordres et de l'entrée en religion. Les revenus du doyenné devaient lui servir de bourse pour ses études, en y joignant ceux de

Fig. 26. — La grande salle du Doyenné, avec le portrait de François de Salignac.

l'archiprêtré de Payrac en Gourdonnais. Son passage à Carennac n'a pas laissé de traces. Il mourut, d'ailleurs, peu de temps après son ordination sacerdotale, le 29 novembre 1630, laissant tous ses bénéfices à son frère (1).

François de Salignac de La Mothe-Fénelon (XXXIV) fut

(1) Généalogie des Salignac de La Mothe-Fénelon,

un homme de valeur. Docteur de Sorbonne, il avait une réputation de science théologique assez reconnue pour que l'évêque de Cahors, Alain de Solminihac, le convoquât à la fameuse conférence qu'il tint en 1649 à Mercuès avec plusieurs évêques et autres grands personnages (1), et voulût lui donner la consécration épiscopale, lorsque l'évêque de Sarlat fut devenu son coadjuteur en 1659 et que le doyen de Carennac eut été nommé pour remplacer Mgr Nicolas de Sevin. D'après la *Gallia christiana*, le vénérable Alain aurait eu, pour l'assister dans cette cérémonie, l'archevêque de Paris et l'évêque de Saintes (2).

Les actes du doyen à Carennac sont d'importance assez secondaire. En 1645, il passait une transaction avec demoiselle Mathie du Bousquet, veuve de noble Antoine de Chabrignac, écuyer, sieur de Sabant, au sujet de quelques rentes. Nous le voyons, en 1650, recevoir diverses reconnaissances comme seigneur et prieur d'Argentat, ou, en 1655, affermer les revenus qu'il a sur ce bénéfice (3). C'est le 31 mars qu'il est nommé à l'évêché de Sarlat (4). Il n'oublie pas le monastère que le pape lui permet de conserver avec le petit évêché périgourdin; il fait, vers 1665-1666, d'importantes réparations à l'église : restauration entière du pavé par un ouvrier de Collonges, qui est payé moitié en argent, moitié en provisions de bouche (5); refonte d'une des cloches par R. P. Charpentier (6); en 1668, il conclut un

(1) Chastenet, *La Vie de M. Alain de Solminihac*. Cahors, 1663, p. 379. Ces personnages étaient les évêques d'Alet, de Pamiers, de Sarlat (Mgr de Sevin) et de Périgueux; les vicaires-généraux d'Alet, d'Alby, de Périgueux et de Cahors; le doyen de Carennac..... et le chancelier de l'Université de Toulouse, « tous personnages d'une sainteté et d'une doctrine éminentes ». Le procès-verbal imprimé de cette conférence se trouve dans plusieurs bibliothèques.

(2) *Gallia*, tome II, col. 1529. L'évêque de Sarlat ne fut pas ingrat : il s'occupa activement, avec son prédécesseur devenu évêque de Cahors, à préparer le procès de béatification d'Alain de Solminihac.

(3) Archives de M. Julien Valat, de La Forge, près Souillac.

(4) Bibliothèque Vaticane, *Fonds Barberini*, registres consistoriaux, vol. 2,924, fol. 157. — L'évêque Nicolas de Sevin gardait sur l'évêché de Sarlat, pour le temps de sa coadjutorie, une pension de 4,000 livres.

(5) Archives de M. Julien Valat.

(6) Inscription de cette cloche (voir la partie descriptive, par M. Viré).

arrangement avec les moines au sujet de leur pension : les revenus furent partagés en trois parties : la part du doyen, celle des religieux et les charges (1). En 1671, il se plaignait de n'être pas taxé, pour le décime, en proportion équitable : le conseil du Roi lui donna gain de cause en 1674 ; mais l'assemblée du clergé de 1675 le condamna à payer, pour le don gratuit, la somme à laquelle les religieux avaient été taxés (2) Il avait eu également quelques difficultés au sujet de son prieuré de Saint-Constant (1660, 1664, 1666) (3).

Pendant qu'il était doyen, les religieux firent un arrangement avec le curé au sujet des droits curiaux. Le curé leur contestait, non sans quelque raison, le titre qu'ils se donnaient de curés primitifs, car, bien que l'église de Saint-Sernin eût depuis longtemps disparu, c'était tout de même sur le territoire d'une paroisse déjà existante que le prieuré avait été fondé. Les arbitres furent MM. de Parizot et d'Auteserre, tous deux Quercynois, avocats et docteurs au Parlement de Toulouse (4). En 1650, M^e Jean Verdier, notaire royal, et sa femme Jeanne de Regaudie, fondaient un obit de trois messes basses par an en la chapelle Saint-Caprais, qui s'appela depuis, quelquefois, chapelle de la Regaudie ; ils faisaient, en 1655 et 1658, des réparations à cette chapelle. En 1665, un autre obit était fondé, en la chapelle Sainte-Catherine, par M^e Jean Taillefer, avocat et juge de Bétaille, en son nom propre et comme exécuteur des dernières volontés de son frère, M^e Pierre Taillefer, curé de Lamothe ; en 1672, c'était une fondation analogue en la chapelle de Saint-Roch, de la part de noble Jacques de Lestrade de Floirac, sieur de la Martinie, qui obtenait pour la sépulture de sa famille, « l'espace qui est depuis la chapelle Saint-Roch jusqu'au pilier vis-à-vis, et jusqu'au

(1) Archives de M. Julien Valat.

(2) Registres de l'assemblée du clergé (voir Bibliothèque Nationale, Ld^s, 279, p. 285.

(3) Archives Nationales, Q¹, 598 ; copie de 1789.

(4) Archives du Lot, G 24. — Pièces pour un procès du XVIII^e siècle sur le même sujet. Nous y reviendrons,

chœur ». Il fondait trois messes basses par an, au capital de 80 livres (1).

II

Malgré tout le mérite du doyen-évêque, ce n'est pas lui qui devait donner à Carennac l'illustration qui l'environne encore ; on plutôt c'est bien lui qui la donna, cette gloire, à notre petit monastère, mais indirectement en résignant son bénéfice en faveur de son neveu, celui qui devait être le grand *Fénelon* (XXXV) (2). Il faut dire que cette résignation n'était pas conforme aux résolutions prises dans la conférence de Mercuès de 1649, où nous avons vu le doyen aux côtés du vénérable Alain de Solminihac. Il y avait été dit que c'était un abus criant de perpétuer les bénéfices dans les familles et de les rendre héréditaires. Carennac devenait comme une sorte de fief des Salignac de La Mothe-Fénelon. Au moins l'évêque de Sarlat pouvait-il se rendre le témoignage, étant donné le mérite déjà bien reconnu de son neveu, qu'il ne résignait pas son bénéfice à un indigne, et nous pouvons croire qu'en conscience il jugeait comme le plus digne de lui succéder le pupille du pieux marquis de Fénelon et le jeune ami du grand Bossuet. Il s'était réservé, d'ailleurs, une pension sur les revenus du doyenné ; cette pension servit en partie à payer des réparations à la cathédrale de Sarlat (3).

Fénelon connaissait Carennac. Il avait dû y venir soit à la suite de son oncle, qui y conduisait volontiers les membres de sa famille, soit tout seul pour s'occuper des intérêts

(1) Archives du Lot, et papiers Julien Valat. — La fondation Taillefert était de 5 livres de rente pour une messe haute et deux messes basses par an.

(2) Il va sans dire que nous ne parlons ici que des relations de Fénelon avec Carennac.

(3) Quittances fournies, en 1683 et 1684, par le maître maçon Poudisse aux fermiers de Fénelon (communication de M. Labrunie, curé de Carennac),

du doyen. Le lieu était si agréable, la vue du haut de la galerie qui regarde la Dordogne si pittoresque, que le jeune homme devait, nous le croyons sans peine, en préférer le

Fig. 27. — Portrait de Fénelon.
(Collection de M. le marquis de Malleville.)

séjour à celui de Sarlat, quand il était dans le pays. Les habitants appréciaient son caractère aimable et voyaient en lui avec plaisir leur futur seigneur. C'est de Carennac que Fénelon écrivait, le 13 juillet 1674, à son oncle et tuteur, le

marquis, au sujet de la mort de son oncle maternel, le marquis de Saint-Abre (1).

Tout le monde a lu la lettre délicieuse qu'il écrivit à sa cousine, la marquise de Magnac-Laval (2), pour lui raconter son entrée comme doyen dans ce petit bourg où elle avait passé comme lui de bonnes heures avec leur oncle. On y voit, avec un peu d'étonnement, que le jeune prêtre, aux idées graves pourtant, qui aurait voulu partir pour les missions lointaines et verser son sang pour Jésus-Christ, « n'était pas plus fermé à la gaieté de la jeunesse qu'à ses enthousiasmes et à ses générosités. Ne croirait-on pas lire une lettre inspirée par M^{me} de Sévigné dans le récit suivant » (3) :

« Carenac, le 22 mai 1681,

« Oui, Madame, n'en doutez pas si je suis un homme destiné à des entrées magnifiques. Vous savez celle qu'on m'a faite à Bellac dans votre gouvernement (4); je vais vous raconter celle dont on m'a honoré en ce lieu. M. de Rouffillac (5), pour la noblesse; M. Bosc, curé, pour le clergé (6); M. Rigaudie, prieur des moines, pour le corps

(1) *Œuvres de Fénelon*, édition Didot, tome III, p. 442.

(2) La marquise de Laval était la fille d'Antoine de Salignac, marquis de Magnac-Laval, frère de l'évêque de Sarlat. Elle épousa en secondes noces, en 1693, son cousin-germain, Henri-Joseph de Salignac, dit le comte de Fénelon, frère de l'archevêque de Cambrai.

(3) Paul Janet, *Fénelon*. Paris, Hachette, 1892, p. 17.

(4) Pierre de Laval, premier mari de la marquise, « était lieutenant de roi en la province de Marche où Bellac était situé..... et chargé de commander dans la province en l'absence du gouverneur; en ce sens, cette province pouvait être appelée son gouvernement ». (Card. de Bausset, *Hist. de Fénelon*, tome I^{er}, p. 54, note 2. Paris, Lecoffre, 1850.

(5) M. de Lagrange-Rouffillac appartenait à la famille des Lagrange-Gourdon. Fénelon recommandait, quelques jours plus tard, son fils à la marquise : « C'est un joli garçon, et il (le père) craint avec raison pour lui l'oisiveté du village » (Lettre du 16 juin).

(6) Nous pensons qu'il faut lire Boié ou Boyé. On trouve ce nom de curé en 1684.

« monastique(1); et les fermiers de céans, pour le tiers-
« état, viennent jusqu'à Sarlat me rendre hommage. Je
« marche, accompagné majestueusement de tous ces dépu-
« tés. J'arrive au port de Carenac et j'aperçois le quai bondé
« de tout le peuple en foule. Deux bateaux, pleins de l'élite
« des bourgeois, s'avancent et en même temps je découvre
« que, par un stratagème galant, les troupes de ce lieu les
« plus aguerries s'étaient cachées dans un coin de la belle
« île que vous connaissez : de là, elles vinrent en bon ordre
« de bataille me saluer avec beaucoup de mousquetade.
« L'air est déjà tout obscurci par la fumée de tant de coups
« et l'on n'entend plus que le bruit affreux du salpêtre. Le
« fougueux coursier que je monte, animé d'une noble ar-
« deur, veut se jeter dans l'eau ; mais moi, plus modéré, je
« mets pied à terre. Au bruit de la mousquetade est ajouté
« celui des tambours. Je passe la belle rivière de Dordogne,
« presque toute couverte des bateaux qui accompagnent le
« mien. Au bord m'attendaient gravement tous les véné-
« rables moines en corps ; leur harangue est pleine d'éloges
« sublimes ; ma réponse a quelque chose de grand et de
« doux.

« Cette foule immense se fend pour m'ouvrir un chemin ;
« chacun a les yeux attentifs pour lire dans les miens
« quelle sera sa destinée. Je monte ainsi jusqu'au château,
« d'une marche lente et mesurée, afin de me prêter pour un
« peu plus de temps à la curiosité publique.

« Cependant mille voix confuses font retentir des accla-
« mations d'allégresse ; l'on entend partout ces paroles :
« Il sera les délices de ce peuple.

« Me voilà à la porte déjà arrivé et les consuls com-
« mencent leur harangue par la bouche de l'orateur royal.
« A ce nom, vous ne manquez pas de vous représenter ce
« que l'éloquence a de plus vif et de plus pompeux. Qui

(1) Pierre de Regaudie était prieur claustral depuis 1674 ; il devait l'être jusqu'en 1697 au moins. Un village de Carennac portait le nom de Regaudie. Nous avons vu, en 1650, la fondation Regaudie.

« pourrait dire quelles furent les grâces de son discours ?
« Il me compara au soleil ; bientôt je fus la lune ; tous les
« astres les plus radieux eurent ensuite l'honneur de me
« ressembler ; de là nous vinmes aux éléments et aux mé-
« téores, et nous finîmes heureusement par le commence-
« ment du monde. Alors le soleil était déjà couché et pour
« achever la comparaison de lui à moi, j'allai dans ma
« chambre pour me préparer à faire de même (1). »

Fénelon ne fit pas un très long séjour à Carennac, du moins cette fois. « Mon séjour, dit-il, y a été si paisible qu'il ne fournit aucune variété pour embellir l'histoire. » Il écrivait cela, le 16 juin suivant, d'Issigeac, où son oncle avait une maison de campagne. Cette lettre à sa cousine est également plaisante. Il était passé à Sarlat, en revenant de Carennac, et y avait entendu « les Cicérons de la ville » plaider de la façon la plus ridicule : il s'en amuse avec beaucoup de verve. Il ne dit qu'un mot d'un prédicateur de village, non moins burlesque, « il est juste de respecter la chaire plus que le barreau » (2). On aimerait trouver beaucoup de lettres semblables dans la correspondance de Fénelon, mais il avait en tête des choses plus graves.

Il aurait composé à Carennac son ode à l'abbé de Langeron. Mais surtout, d'après la tradition locale, il y aurait composé son *Télémaque*, pendant les rares loisirs que lui aurait laissés l'éducation du duc de Bourgogne. La « belle île », dont il parle dans sa lettre du 22 mai, est devenue pour tous l'*île de Calypso*, et l'on a même donné à une des tours du doyenné le nom de *tour de Télémaque*. Les documents ne nous permettent même pas de savoir si Fénelon est revenu souvent dans le gracieux village où on l'avait si bien reçu.

Nous voyons que M. de Rouffillac lui sert de procureur-fondé dans ses relations avec ses fermiers, les Teillac ou les

(1) *Œuvres de Fénelon*, édition Didot, t. III, p. 443.

(2) *Ibidem*, p. 444.

Lafaurie, par exemple en 1684 (1); que M^e Pierre Sahuc est également son procureur en 1686 pour faire hommage au vicomte de Turenne pour les possessions qui relèvent de lui dans la châtellenie de Saint-Céré. La procuration est datée du 15 août 1681, c'est-à-dire des premiers jours de son décanat (2). En 1687, il avait pour vicaire-général M^e Martial Moulin, chanoine de Sarlat, qui présentait en son nom, à l'investiture épiscopale, Pierre Dumas, de Chapou, en la paroisse de Tauriac, comme curé ou vicaire perpétuel de Carennac (3).

Deux lettres seulement de sa correspondance, trop courte, il est vrai, malgré les dernières publications, parlent de Carennac. C'est encore à M^{me} de Laval qu'il écrit. A plusieurs reprises, il lui fait connaître ses embarras financiers qui le gênaient beaucoup depuis déjà quelques années. Avait-il des dettes de famille qu'il s'était engagé à payer? Nous ne savons. On le croirait cependant d'après ce qu'il écrivait le 31 mars 1691 : « Vous pouvez juger que je fais de
« grands efforts pour m'acquitter, puisque j'ai payé, depuis
« un an et demi, plus de huit mille francs; le tout sans
« avoir reçu un sou de grâce au delà de mes appointe-
« ments, et *ne touchant presque plus rien de Carennac, qui*
« *est ruiné sans ressource*. Aussi ai-je fait dans ma dépense
« des retranchements bien nouveaux pour ma place; mais
« la justice est la première de toutes les bienséances (4)..... »

Il est probable que quelque grêle avait dû saccager les récoltes des tenanciers de Carennac.

Des amis firent connaître la gêne de l'illustre précepteur, qui reçut un nouveau bénéfice en commende : l'abbaye de Saint-Valéry; puis les saisons se montrèrent plus clémentes; cependant en écrivant, le 15 janvier 1694, à la marquise de Laval (5) de prendre sur Carennac ce qui pourrait lui être

(1) Communication de M. le curé de Carennac.

(2) Archives nationales, T 103, n° 48-49.

(3) Archives du Lot, G. 24.

(4) *Correspondance de Fénelon*, t. II, p. 24.

(5) Elle était déjà à ce moment comtesse de Fénelon, mais ce second mariage était encore secret.

utile, à elle, et à sa belle-sœur « notre sœur de la Filiolie », il parlait encore de sa gêne : « quoique mes besoins n'aient « jamais été aussi pressants qu'ils le sont. » Mais il ajoutait : « Je vous demande instamment, comme une marque « de vraie amitié, que vous preniez sur Carennac tout ce qui « pourra vous manquer à l'une et à l'autre. Je vous supplie « aussi de faire toucher sur mon revenu (1) au chevalier (son « frère Henri-Joseph) la somme qu'il vous dira, pour un « cheval que je lui dois..... Faites en sorte qu'on m'envoie « tout l'argent qu'on pourra après avoir néanmoins pourvu « aux aumônes pressées; car j'aimerois mieux, à la lettre, « vivre de pain sec que d'en laisser manquer jusqu'à l'extré- « mité aux pauvres de mon bénéfice. Au nom de Dieu, ayez « la bonté, ma très chère sœur, d'entrer là-dessus dans mes « sentiments et de me faire servir là-dessus comme je crois « que je dois vouloir qu'on me serve..... »

On nous a communiqué (2) précisément un acte du 24 septembre 1684, qui nous montre qu'il y avait à Carennac, au temps de Fénelon et sans doute sous ses prédécesseurs, une confrérie de la Charité. Cette confrérie était comme une sorte de bureau de bienfaisance avec des religieuses pour la distribution des secours et le soin des malades. Cette œuvre avait pour ressources non-seulement les aumônes du doyen, mais des revenus particuliers. Il est probable que les biens dont elle tirait ces revenus avaient dû appartenir, avant les guerres de religion, à quelque léproserie (3) ou à quelque petit hôpital, comme presque toutes les communautés en avaient, surtout dans les lieux où se trouvait un monastère. Mais de cet hôpital, ainsi d'ailleurs que de tous les petits hôpitaux de campagne dont les servants ne se rattachaient pas à quelque ordre religieux, il ne reste aucun souvenir

(1) Le doyenné de Carennac n'avait donc pas été « ruiné sans ressource ».

(2) Communication de M. Labrunie, curé de Carennac.

(3) Il y eut sûrement, au moyen âge, une léproserie, ainsi que le prouve le nom du tènement de la *Malaudie* signalé dans un acte de 1721 (Archives du Lot, B 1178).

à notre connaissance. Le 24 septembre 1684, « Jean Batut, agrimenseur de Carennac, agissant pour et au nom de damoiselle Jeanne de Longueval, supérieure de la frérie de la Charité établie au présent lieu pour les pauvres malades, a affermé à Jean Teillac, maître apothicaire de Carennac, une pièce de terre..... et une vigne » sur le chemin de Carennac à Mézels, pour cinq années, moyennant la somme de 44 livres par an, en présence de M. M^r Jean Boyé, docteur en théologie, prêtre et curé du présent lieu, et de Bernard Bascle, bourgeois (Creysac, notaire) (1).

Fénelon fut nommé à l'archevêché de Cambrai le 4 janvier 1695, et offrit aussitôt la démission de ses deux bénéfices.

Le doyenné de Carennac fut donné à son neveu (breton) *Gabriel de la Crote de Chanterac* (XXXVI), bien connu dans l'histoire de Fénelon sous le nom d'abbé de Chanterac et qui lui était si complètement dévoué. Nous ne savons pas au juste combien de temps il garda le bénéfice. Quand l'archevêque tomba en disgrâce, son autre neveu, l'abbé de Beaumont, qui était sous-précepteur du duc de Bourgogne, partagea le sort de son oncle et resta sans place et sans bénéfice. L'abbé de Chanterac offrit de se démettre, en sa faveur, du doyenné de Carennac. Fénelon, touché de cette attention, lui écrivait le 11 juillet 1698 : « Votre zèle pour
« m'aider à porter ma croix, me l'adoucit beaucoup, mon
« cher abbé ; mais le prieuré de Carenac est en bonnes
« mains. Je ne souhaite rien tant que votre conservation ;
« je voudrais que vous eussiez Cambrai au lieu de Ca-
« renac. » Il finit toutefois par accepter le sacrifice.

(1) Papiers de la famille Teillac, communiqués par M. le curé de Carennac. — Le marquis de Fénelon, dont on connaît le rôle dans la compagnie du Saint-Sacrement et dans la confrérie de la Passion, restauratrices de nombreuses œuvres de charité, n'avait peut-être pas été étranger à la fondation de la confrérie de Carennac.

CHAPITRE IX

Le Dix-Huitième Siècle

L'abbé de Chanterac était encore doyen en 1699, car il est noté (d'ailleurs sous les noms erronés de Chanterol et de Chanteval), dans les mémoires sur l'État de la France composés à cette date pour le duc de Bourgogne. Son cousin, *Léon de Beaumont* (XXXVII) était fils de Marie de Salignac, sœur de Fénelon, et d'Henri de Beaumont, sieur de Gibaud. Il introduisit dans son doyenné la réforme de la stricte observance. La *Gallia* dit que ce fut en 1717; mais déjà, depuis au moins le mois de mai 1715, il était remplacé à Carennac par son cousin François-Barthélemy de Salignac (1). Lui-même avait été nommé, en février 1716, à l'évêché de Saintes : il fut sacré le 3 juillet 1718, par l'archevêque de Bordeaux, dans la chapelle du noviciat des Jésuites (2).

Avec *François-Barthélemy de Salignac de La Mothe-Fénelon* (XXXVIII), le doyenné, qui en réalité était toujours resté dans la même famille depuis près de deux cents ans (directement ou aux mains de parents), revenait aux Fénelon pour tout ce dernier siècle. Sous ce doyen se posa la question de la réforme. Malheureusement nous ne connaissons pas grand'chose de la tentative opérée par M. de Beaumont. Nous savons seulement qu'elle ne fut pas acceptée par tous les religieux et qu'elle divisa le couvent en deux parties, ayant chacune son prieur. Dom Thomas Dufau était prieur des Pères de l'étroite observance; il semble n'avoir eu avec lui que deux religieux : dom Antoine Delcher, pitancier, et dom Fraisse, infirmier; dom Blaise Coulom

(1) Archives du Lot, B 1175. Acte du 4 mai 1715 comme doyen de Carennac et prieur de Saint-Céré; acte du 22 juin, comme prieur de Mézels.

(2) *Gallia Christiana*, tome II, col. 1088.

était prieur des autres. Les « réformés » obtinrent du doyen pour leur mense les fruits de l'église d'Argentat (1).

En 1732, dom Pierre Sol est seul prieur. En 1746, avec dom Jean Arondeau sous-prieur, il arrente les dîmes et revenus qui appartiennent à la mense monacale de Carennac dans le prieuré d'Argentat. La paix était faite. Mais nous ne pensons pas que ce fût au bénéfice de la stricte observance, ainsi qu'on le verra par quelques traits de la fin du chapitre XI. Dom Sol était, en 1743, visiteur de l'ordre de Cluny pour les provinces de Gascogne et d'Espagne.

L'année suivante, il y avait un nouveau doyen à Carennac. Nommé à l'évêché de Pamiers en 1735, François-Barthélemy avait gardé le doyenné jusqu'en 1744, et l'avait alors résigné en faveur de son neveu *Léon-François-Ferdinand de Salignac de La Mothe-Fénelon* (XXXIX), « clerc du diocèse de Paris ». Il reçut l'investiture non de l'abbé de Cluny, mais de Bertrand-René Du Guesclin, évêque de Cahors, en vertu de bulles de Benoît XIV (17 sept. 1744 (2). Celui-ci fut chanoine de Paris, grand-vicaire de l'évêque d'Évreux; en 1771, le roi le nommait à l'évêché de Lombes. Il fut sacré, le 29 décembre, en la chapelle du château de Versailles. Il devait mourir le 8 (ou peut-être le 29) novembre 1787, à Bagnères-de-Bigorre.

Il y eut, sous son décanat, d'assez grosses difficultés entre le curé et les religieux, au sujet des droits curiaux. Le procès nous a valu quelques-unes des pièces qui ont servi à cette histoire. Nous y reviendrons dans le chapitre consacré à la paroisse. De même il y eut un procès avec les habitants de Rignac qui demandaient, outre le vicaire qui venait d'Alvignac faire le service religieux, un prêtre *secondaire* (1771) (3).

(1) D'après des archives communiquées par M. Eusèbe Bombal, d'Argentat, dont nous avons déjà signalé la monographie. — Cf. Archives du Lot, G. 24.

(2) *Gallia*, tome XIII, col. 179. — Archives nationales, Q¹, 598. — L'acte de l'évêque de Cahors, renfermant les bulles, s'y trouve en pièce originale.

(3) Bibl. Cahors, *papiers Greil*.

Il eut aussi des difficultés au sujet de la collation du prieuré de Manzanes. Le 3 février 1724, son oncle avait conféré ce bénéfice à Étienne de Farges-Dumas ; mais le sieur Pierre de Gains, curé de Bugeat, le prévint en cour de Rome. Celui-ci resta prieur de Manzanes jusqu'à sa mort (1745). Son neveu Étienne, chanoine de Limoges, s'en fit délivrer des provisions le 1^{er} janvier 1746 ; mais il eut pour concurrents dom Bernard de la Boussière, bénédictin pourvu par l'évêque de Limoges qui avait le prieuré dans son diocèse, et dom Clément, prieur de Saint-Savin, à qui messire François de La Chèze, grand-vicaire du doyen, l'avait conféré aussitôt qu'il avait connu la vacance. Mais parce que ce prieuré n'était plus régulier, à cause de la collation faite en 1724, ce fut Étienne de Gains qui l'emporta, bien que le vicaire-général du doyen l'eût offert à son frère Pierre-André de La Chèze, recteur de Saint-Laurent de Cahors et official (1).

A la mort de l'évêque de Lombez, le monastère de Carennac fut supprimé, nous verrons (chap. XI) dans quelles

(1) Archives du Lot, G 24 ; Bibliothèque de Cahors, *papiers Greil*, n° 292 ; Poulbrière, *Dictionnaire des paroisses du Diocèse de Tulle*, tome III, p. 412. — Puisque notre travail paraît dans le *Bulletin de la Société archéologique de Brive*, on nous permettra de donner ici quelques détails inédits sur ce prieuré de Manzanes. Il en est question souvent dans le Cartulaire d'Uzerche sous le nom d'*Amanzanas*, et de même dans le Cartulaire de Cluny « *super domo de Amanzanas* » (Lettres de G., abbé de Figeac, à l'abbé de Cluny « *super hoc quod nobis vestra paternitas significavit de domo damanzanas* »). Il lui promet de la libérer de toutes ses dettes s'il veut la lui confier, mais il ne peut y envoyer un moine avant les moissons à cause de la pauvreté du lieu qui manque de blé ; il recevra très cordialement celui que Cluny enverrait. Il est d'accord avec le vicomte de Comborn, qui entretient cette maison « *de cujus elemosina domus est* ». — Cartulaire déjà cité, tome VI, p. 147, n° 4599, vers 1250. Cette forme *Amanzanas* laisserait croire qu'il faut peut-être voir le prieuré de Manzanes dans cette église d'*Alamancia*, que la bulle d'Alexandre III indique comme étant du diocèse de Cahors (voir chap. II). Nous donnons cette conjecture pour ce qu'elle vaut. En 1401, Pierre Guillot, prieur de Manzanes, assiste avec d'autres religieux à l'acte d'hommage du doyen au baron de Gramat ; en 1477, Jean Roger, prieur, est témoin dans l'arrangement entre ce doyen et les habitants de Carennac (Archives du Lot, F 241, fol. 81, et Bibliothèque de Cahors, *papiers Greil*, n° 31).

conditions ; mais le bénéfice de la mense décanale, qui donnait droit aux revenus et à la seigneurie du lieu, ainsi qu'aux revenus de plusieurs prieurés comme ceux de Sainte-Spérie et de Saint-Constant, resta encore enviable et fut encore conféré. Ce devait être d'ailleurs pour fort peu de temps, puisque nous touchons à l'époque révolutionnaire.

Le successeur de Léon-François de Salignac fut un religieux, originaire de Carennac où sa famille avait une place assez importante dans la bourgeoisie du lieu. Il s'appelait *Jean-Joseph de Valrivière* (XL) ; il était religieux profès de Cluny et prit le titre de doyen titulaire. Dès le 30 mai 1788 il afferma les revenus du doyenné. Il ne manqua pas de difficultés pour le peu de temps qu'il resta pourvu du bénéfice. Il dut d'abord payer, sans doute pour qu'on ne lui suscitât pas de concurrents du côté de la famille qui avait si longtemps possédé Carennac, une pension au chevalier de Fénelon (1). Puis des compétiteurs se présentèrent pour les prieurés dépendant de la mense décanale. Le monastère ayant été supprimé en droit, on prétendit que les prieurés qui formaient la mense du doyen étaient désormais indépendants de cette mesure et qu'on avait le droit de les brüquer. On les lui disputa.

Nous le savons en particulier pour le prieuré de Saint-Constant, sur lequel prétendait avoir droit messire Pierre Jalenques, docteur de Sorbonne, curé de Boisset, vicaire-général et official de l'évêque de Saint-Flour. Pour défendre

(1) La pension ne devait être d'abord que de 800 livres ; en 1789, elle est portée 2,000 livres sur les comptes de recettes et de dépenses de M. Valrivière. Comme le chevalier de Fénelon était héritier, sous bénéfice d'inventaires, de l'évêque de Lombez, ces difficultés nous valent le long procès-verbal de la visite du doyenné par des experts pour constater l'état des lieux et les réparations à faire (Archives du Lot, 1400, 28 avril 1789). On verrait, par la comparaison avec l'état actuel, que la disposition des locaux a peu varié.

(2) Messire François-Gabriel de Salignac de Lamothe-Lénélon, vicomte de Fénelon, mestre de camp d'infanterie, chevalier de Saint-Louis,

ses intérêts, le doyen réunit des documents qui nous ont servi pour notre étude. Il mourut avant la fin du procès. Ses héritiers le continuèrent jusqu'au-delà de la Révolution contre les héritiers de Pierre Jalenques (1).

Valrivière mort le 27 novembre 1789 (2), Carennac fut accordé par le roi à M. l'abbé de Pradt (XLI), député à l'Assemblée nationale, qui avait déjà d'autres bénéfices. Comme l'Assemblée avait porté un décret contre la pluralité des bénéfices, lorsque l'agent de l'abbé de Pradt se présenta pour prendre en son nom possession des revenus, la nouvelle municipalité de Carennac protesta. L'abbé n'insista pas et renonça purement et simplement au doyenné par une lettre qui fut insérée dans les registres municipaux (3). Tel

(1) Archives nationales, Q¹ 598, et notes communiquées par M. Tourreilles, avoué près le tribunal d'Aurillac. — Le 6 avril 1788, « messire Jean-Joseph Valrivière, doyen de Carennac et en cette qualité prieur de Saint-Constant, habitant en son château du doyenné de Carennac, donnait pouvoir aux sieurs Majonenc, père et fils, bourgeois, pour le représenter dans les assemblées municipales de Saint-Constant, comme pouvait le faire le prieur et seigneur ». Une lettre du 26 juin 1788 de son chargé d'affaires, assure qu'il est difficile de rien obtenir « dans les circonstances présentes où les cours de justice sont dans le trouble ». Une autre lettre du 4 juillet 1788 résume toute l'histoire de la dépendance de Saint-Constant vis-à-vis de Carennac. Le procès n'était pas encore terminé au 4 thermidor an XIII.

(2) Archives du Lot, L 329, fol. 23, pétition du fermier des revenus du doyenné aux membres du Directoire du département du Lot.

(3) A Paris, le 12 fév. 1790.

Messieurs, j'ai été prévenu que vous vous disposiez à dénoncer à l'Assemblée nationale ma nomination au doyenné de Carennac; mon respect et mon attachement pour ses décrets ne m'eussent jamais permis de l'accepter si je n'eusse été dans une erreur involontaire sur l'existence d'un de ses décrets concernant la pluralité des bénéfices. J'ignorais qu'il fût sanctionné et ne le croyais que public. J'ai eu lieu d'être assuré, depuis, que la sanction du Roi y avait été apposée; dès ce moment je suis incapable d'en ajouter un nouveau à ceux que je possédais déjà, et je vous informe que renonçant à tous droits et prétentions sur le doyenné de Carennac, j'ai donné ordre à la personne chargée de ma confiance de retirer tous actes faits en mon nom; et je suis convaincu que l'administration de ce bénéfice remis

fut le dernier doyen de notre liste ; bien qu'il n'ait guère eu que le titre, et même fort peu de temps, on ne pouvait pas omettre le nom de ce personnage important,

entre vos mains tournera à l'avantage public et à celui des pauvres. Je puis aussi vous assurer que l'on avait été induit en erreur sur la date de la mort de M. Valrivière. L'extrait mortuaire l'a détruit, et, les faits rétablis, il est juste que tout rentre dans l'ordre. J'ai l'honneur d'être, Messieurs.....

L'abbé de Prats, député à l'Assemblée nationale.

(Archives municipales de Carennac, registre des délibérations pendant la période révolutionnaire, p. 3.)

CHAPITRE X

Les revenus et les charges du Doyenné

Nous ne pouvons pas donner d'une manière absolue l'ensemble des charges et des revenus du doyenné de Carennac, même pour une seule époque. Voici quelques indications :

Un état de la liève de la rente de Carennac pour l'année 1533 fournit, à la suite des noms des tenanciers, ce résumé : « monte en bled la rente due à Monseigneur de Carennac, XIII^{xx}XVIII setiers III quarts (278 setiers $\frac{3}{4}$) ; plus froment du molin de Saresses (?) IV setiers ; seigle, LIX setiers $\frac{1}{4}$; bled moulduct, VIII setiers ; avoine de rante, IIII^{xx}X (90) setiers $\frac{2}{4}$; deniers numérables, L livres ; polalhes, compris les moytiés et les quarts, VI^{xx}VII (127) polalhes ; huyle de rante (huile de noix évidemment), III pintes et un $\frac{1}{4}$ » (1).

Vers l'année 1630, nous avons quelques précisions pour les différentes paroisses qui relevaient du doyen et des religieux, grâce à un état des communautés de la généralité de Guyenne (2) (l'on sait que la généralité de Montauban ne fut organisée qu'en 1635).

« Carennat est un prieuré de l'ordre de Saint-Benoît qui rapporte a communes années, charges faictes, *compris les rentes et dixmes de Sainct-Constantz en Auvergne, rentes et dixmes d'Argentat en Limozin, prieurés de Padirat, Miers, Alvinhat, dans la dite vicomté, et Regnat*, la somme de six mil livres, outre la pension de douze religieux, [qui est de] dix charges de bled, quinze charges de vin et quinze livres en argent.

(1) Biblioth. nation., mss. fr. 22381, fol. 36 v.

(2) *Ibidem*, mss. fr. 24056. — Il y a, pour la partie du diocèse de Cahors, qui est d'ailleurs très incomplète dans le manuscrit, une copie assez fautive pour l'orthographe des noms, aux archives de Cahors, fonds Lacabane, F 84.

« Le doyen en est seigneur et luy vault le dict lieu, Carennat particulièrement, deux mil livres, outre ung moulin qui luy vault quatre cens livres. Le dixme du bled s'y lève à l'unze, et du vin au quinze (1), et vault au doyen 160 charges de bled, moitié froment, moitié seigles, et 250 charges de vin, sur quoy il fait pension au curé qui est de sa nomination et est de l'évesché de Cahors; partant, monte le revenu dudict lieu 1760 charges de bled et 3750 charges de vin, et il y a es dictz deux paroisses de Carennat et *Mezels son annexe*, 150 feus. Il y a deux notaires. »

Mezels. — « Le sieur de Cavanhat en est seigneur — relève du roy — et luy vault 400 livres. Le dixme s'y lève à l'onze, et vault au doyen de Carennat comme prieur, dépendant de Cahors, dix charges de bled, tiers froment, tiers seigle, tiers avoynes et orges; et au curé, de la nomination dudit doyen, dix charges de mesme grain, et vingt charges de vin; et parce que le dict dixme est affermé avec celui de Carennat cy après, ne est y faict estat de la vailleure de la dicte paroisse, dans laquelle il y a trente feux. »

Mier. — « Le sieur de Saint Gery en est seigneur; relève de Gramat, et luy vault deux mil cinq cens livres de revenu. Le dixme s'y lève à l'onze et vault au doyen de Carennat, comme prieur dépendant de l'évesché de Cahors, six vingtz charges de bled, tiers seigle, tiers froment, et tiers avoynes et orges, et vingt charges de vin; et au vicaire quinze charges des mêmes espèces de grain et une charge de vin; partant le revenu desdictz lieux monte quatorze cens quatre vingtz cinq charges de bled et deux cens trente une charges de vin; et il y a six vingtz feux. Il y a deux notaires royaulx. »

Rheignat. — « Dépend de Gramat et est unie au revenu dicelluy; les dixme s'y lève à l'onze et vault au doyen de Carennat soixante charges de bled, avoïne et orges par tiers et huit charges de vin, et au curé dix charges de bled

(1) C'était à peu près la même règle par tout le diocèse : 11 et 15.

et froment par moictié et dix charges de vin ; partant tout le revenu dudict lieu monte sept cens soixante-dix charges de tout grain et cent quatre vingtz dixhuict charges de vin ; et il y a soixante feus. »

« L'hospital de Roquemadou jouist de rentes directz soixante livres. »

Saint-Céré ni Alvignac ne sont portés sur cet état, parce qu'ils font partie de la vicomté de Turenne, alors indépendante.

Padirat. — « Le doyen de Carennat en estoit seigneur, et a esté vendu à Jehan de Noyer, pour le temporel, et luy vault quatre cens livres. Le dixme s'y lève à l'onze et vault audict doyen de Carennat soixante dix charges de bled, tiers froment, tiers seigle, tiers orges et avoynes, outre dix charges de bled, froment et seigle et quarante charges de vin au curé, estant de la nomination de l'abbé de Carennat et de l'evesché de Cahors ; partant, le revenu dudict lieu monte huict cent quatre vingtz charges de bled et cent dix charges de vin (1), et il y a soixante dix feux. Le sieur de Nouailles y a des rentes, avec justices qui sont comprises au revenu de Mairignat (-Lentour). Le sieur de Réveillon y en a qui sont comprises au revenu de Lobressac, et le sieur de Saint-Géry y en a qui sont comprises au revenu dernier (Miers). »

Un pouillé alphabétique, écrit vers 1770 1775, porte le revenu global du doyenné à 10,000 livres ; cependant Valri-vière percevait en tout 13,400 livres. Sur cette somme Carennac seul (peut être y compris Mézels) était affermé, en 1788, 7,300 livres. Il paraît que Saint-Constant était affermé 1155 livres. Dans ces revenus tout n'était pas produit des dîmes : c'est ainsi que le four banal de Carennac était affermé 180 livres (2).

(1) Le chiffre n'est pas juste, à moins qu'il ne faille lire plus haut dix charges données au curé, au lieu de *quarante*.

(2) Papiers Julien Valat, de Laforge. — Voir, pour Saint-Constant, dans la *Revue de la Haute-Auvergne*, 1907, p. 396 : « La Haute-Auvergne à la fin de l'ancien régime. » — Pouillé alphabétique du diocèse de Cahors.

Que dire des charges ? La plus grosse fut longtemps la pension des religieux, payée en nature surtout (froment, seigle et vin) : le tiers des revenus ; après cette dépense venaient les *décimes*. On s'est figuré quelquefois que le clergé, dans l'ancien régime, ne payait pas l'impôt. Il ne payait pas en effet les mêmes impôts que les autres sujets, mais il en payait d'aussi importants, sinon davantage, ainsi qu'on l'a démontré (1), ainsi que j'ai pu m'en rendre compte personnellement en comparant avec les revenus des bénéfices les quittances fournies par les collecteurs des impôts que payait le clergé sous le nom de *décimes* ou de *dons gratuits*. On sait qu'à la fin de l'ancien régime, le clergé, accablé de dettes, soupirait après une répartition plus judicieuse des impositions et demandait le droit commun. Pour ce qui est de Carennac, nous trouvons que sur 13,400 livres qu'il avait de revenu global et brut, il payait pour les décimes, à Cahors, 1,922 livres, et à Saint-Flour (pour Saint-Constant) 124, ce qui faisait un total de 2,046 livres, sans parler de ses autres charges (2). Nous avons vu, en d'autres chapitres, que pour payer les décimes le doyen avait dû aliéner une partie de son temporel.

Ne comptons pas la pension de 2,000 livres qu'il devait payer au chevalier de Fénelon. Voyons seulement les autres charges régulières :

C'étaient, en troisième lieu, les pensions des curés et vicaires qui étaient à sa nomination. Ces pensions varièrent naturellement suivant la valeur de l'argent (3). Elles étaient en général, au XVIII^e siècle, de 500 livres pour les curés et de 200 pour les vicaires. A la fin du XVIII^e siècle, nous voyons le doyen Valrivière donner au curé et au vicaire de Carennac 1,090 livres pour tous les deux ; au curé de Mézels 700 livres ; au curé de Saint-Céré 700 livres également, mais de plus 24 setiers de froment, 24 setiers de blé et 84 bastes

(1) M. l'abbé Bourgain a fait sur ce sujet un travail très complet.

(2) En 1571, il aliénait pour cela des rentes, dans Saint-Céré, à noble Amalric de Farges, seigneur de Laboisie (Archives nationales, G 8, 1287, A n° 4, fol. 9 v.).

de vin. Chacun des quatre vicaires de Saint-Céré (1) reçoit 200 livres, mais l'un d'eux, celui qui est chargé du chant, reçoit en plus 18 bastes de vin, sans doute pour avoir de quoi rafraîchir le gosier de ses chantres. Les clercs de Saint-Céré avaient droit à 12 bastes de vin, à 4 setiers de froment et à 4 setiers de seigle; le sonneur, à 2 bastes de vin et à 2 setiers de seigle.

Et les aumônes ! Longtemps l'assistance publique fut tout entière à la charge de l'Église. Même quand les rois eurent fait une organisation laïque de la charité, organisation où d'ailleurs ils eurent l'Église pour principal soutien et les prêtres pour principaux donateurs, les religieux continuèrent à faire de larges aumônes. Non seulement le doyen de Carennac donnait pour les pauvres du lieu, mais encore pour ceux de tous les prieurés qui relevaient de lui. En 1789 il faisait distribuer cent quarante setiers de misture, sans préjudice de six quarts de blé à Pâques et d'autant à la Pentecôte; les pauvres de Saint-Céré recevaient en outre 40 livres en argent, et le syndic de l'Hôpital en recevait soixante. Si nous faisons l'histoire de Saint-Céré, nous pourrions relever, d'après les registres de cette ville, les dons extraordinaires faits à cet hôpital par les doyens.

Ce n'était pas tout; il y avait encore les travaux publics : tout ne se faisait pas par corvées gratuites, comme on le suppose : ainsi, en 1788, Valrivière contribuait d'une somme de 150 livres à la réparation de la côte de Gramat, d'une autre de 90 livres pour le câble du bac du petit port (2).

Et je n'ai pas parlé de l'entretien des bâtiments; la plus grosse part des dépenses revenait au doyen. L'on peut se rendre compte, par ce qui reste des merveilles du monastère, que le doyen ne s'y épargnait pas. En temps de guerre, pendant la guerre de Cent Ans, pendant les guerres de religion,

(1) Y compris celui de Saint-Paul de Vern.

(2) La plus grande partie des chiffres, pour ce qui concerne les dépenses et les recettes en 1788-1789, a été fournie par les papiers de M. Julien Valat, de La Forge (fermages, quittances, comptes).

n'était-ce pas encore le doyen qui payait son capitaine et ses gens d'armes ?

On le voit, tout n'était pas quitte dans la somme de ses revenus, sans compter que le plus clair des dits revenus consistant en grains de toutes sortes et en vin, le doyen ne touchait qu'en proportion de la valeur des récoltes et qu'il grêlait sur sa bourse quand il grêlait sur les champs de ses tenanciers.

Parmi les charges du doyen, comme prieur de Sainte-Spérie de Saint-Céré, je mets à part, à cause de leur intérêt spécial, quelques notes au sujet des prédicateurs des stations d'avent et de carême et des fêtes principales de l'année en l'église paroissiale. Le doyen devait, personnellement ou par son vicaire-général, choisir ces prédicateurs et les payer sur les revenus de son prieuré. Quelquefois, dans les temps troublés des guerres de religion ou dans ceux qui suivirent, alors que le séjour de Carennac n'était enchanteur qu'au point de vue du site, les commendataires ne se souciaient pas d'y résider ; ils avaient beaucoup de peine à toucher leurs revenus, et, par suite se désintéressaient assez facilement de certaines charges.

C'est ce que nous voyons à deux reprises au sujet du prédicateur de Saint-Céré. Ce Jehan de Piles, que nous avons vu succéder à François Arnault, fut condamné, par arrêt du Parlement de Toulouse (1), à envoyer un prédicateur ou à

(1)

EXTRAICT DES REGISTRES DE PARLEMENT

Entre les sindicz, manans et habitans de la ville de Saint Céré, supplyans et demandeurs en condempnation de la quatriesme partye des fruitz décimaux du prieuré de l'esglise Sainte Spérie, en la dite ville, pour la despense et salaire d'un prescheur et aultres fins contenues en leur requeste d'une part,

Et messire Jehan de Piles, seigneur et doyen de Carennac et prieur de la dite esglise de Sainte Spérie, deffendeur d'autre,

Veu les playdes du douziesme d'aoust mil cinq cens quatre vingtz, arrest donné par la court entre ledit sindic et Jehan Dufau, marchand de la dite ville, rentier dudit prieuré, du quatorziesme de febvrier mil cinq cens septante neuf, et autres productions dudit sindic, re-

payer sur ses fruits décimaux les honoraires et la nourriture de celui que les syndics de Saint-Céré auraient choisi à sa place (27 sept. 1581).

Le 26 novembre suivant, « Jean Cabanes, bourgeois de la ville de Sainte-Spérie, procureur de noble Bernard d'Aldy, notaire royal, procureur en la cour ordinaire de Saint-Céré, syndic de la ville et procureur de Sainte-Spérie pour les catholiques », venait signifier l'ordonnance du Parlement au seigneur-doyen de Carennac, après l'avoir déjà intimé le jour de la Toussaint à M^e Guillaume Molinier, syndic des vicaires de la paroisse de Sainte-Spérie. Mais le doyen n'est pas au pays. C'est noble messire Jehan de Grèzes qui commande au château en son nom, et tout ce qu'il peut dire, ces choses n'étant point de son ressort, c'est qu'il lui transmettra, autant que faire se pourra, la dite signification de l'arrêt de Toulouse (1).

Le capitaine ne put-il trouver de messenger assez prompt, ou le doyen fit-il la sourde oreille? Ce qui est sûr, c'est que nous avons un procès-verbal du 3 décembre suivant, par lequel le syndic Bernard d'Aldy fait constater qu'en ce jour, premier dimanche de l'avent, personne ne s'est présenté au

questes de forclusion a produyre inthymées au procureur dudit Pilles, ensemble le dire du procureur général du Roy,

Dict a esté que la chambre ordonnée seoir en vacations, ayant esguard a la requeste dudit syndic, enjoint audit de Pilles, prieur, envoyer et comettre ung prédicateur, personaige capable et ydoine, pour prescher et annoncer la parolle de Dieu aux parrochiens de la dite esglise de Sainte Spérie, chacune année au temps des adventz et caresme et festes solempnes de l'an, suyvant l'ancienne coustume, aultrement à faulte de ce faire, sera prins et saysi des fruitz dudit prieur jusques à la somme de cinquante escutz sol annuellement, pour la norriture et salaire de celui qui sera commis à la dite prédication;

Et a condempné et condempne ledit de Pilles aux despens de la dite instance, la tanxe réservée.

Prononcé à Toulouse, en la dite chambre, le vingtseptiesme jour du mois de septembre mil cinq cens quatre vingtz et ung.

DENOLET, ainsin signé.

(Arch. municipales de Saint-Céré, *Le Livre de la Boucle*, fol. lxxx.)

(1) *Livre de la Boucle*, déjà cité, fol. 81.

nom du doyen pour prêcher la station, et donc, que le doyen n'a pas obéi à l'arrêt. Parmi les personnes qui confirment cette constatation, il y a quinze prêtres (quatre vicaires (syndic Guillaume Molinier) et onze obituaires, parmi lesquels les recteurs de Glanes et de Saint-Laurent) et le maître d'école ou régent, M^e Pierre Bennet (1). Une supplique fut adressée à l'évêque de Cahors.

Nous ne connaissons pas la suite donnée à cette affaire, mais une affaire semblable, un peu plus tard (1605), amenait un nouveau procès entre les habitants de Saint-Céré et le doyen. Celui-ci était représenté par son vicaire-général, Jehan du Solier, religieux du monastère.

La nouvelle sentence du Parlement de Toulouse décidait que le doyen prieur ferait faire par expert une visite officielle de l'église pour la mettre en état convenable (28 novembre 1605 (2)).

(1) *Livre de la Boucle*, fol. 82. Liste des prêtres : « M. Jehan Ruols, Géraud Basseri, Géraud Chaussellon, Guillaume Molinier, prêtres et vicaires de la dite église; François de la Fargues recteur de Glanes, Jehan La Ribe recteur de Saint-Laurent, Melchior Fontanges, Jehan Vernh, Guillaume Mazet, Pierre Tauran, Jehan Poncyes, Jehan Cestavert, Pierre Tornié, Rigaud Destraux, Antoine Verdié, prêtres de la dite église.

(2) EXTRAIT DES REGISTRES DE LA COUR DE PARLEMENT

Sur le rapport fait par le commissaire a ce depputé de l'incidunt devant luy introduit entre les scindicqs, manans et habitans catholiques de la ville de S^t Céré en Quercy, supplians et demandeurs, aus fins contenues en leur requeste du vingt sixiesme avril dernier d'une part, et frère Jean du Solier, grand vicayre général du doyen de Carennac, deffendeur, d'autre,

Veu ledit incidunt, arrest du 27^e jour de septembre 1581, instrumens d'affermes et productions consignées et advertissemens desdites parties, joinct le dire et conclusions du procureur général du roy, dit a esté que la cour, pour le regard de la subvention requise pour la nourriture et entretenement des pauvres, a ordonné et ordonne que le suppliant se retirera à l'évesque diocésain. pour par luy y estre pourveu, et aiant fait droit sur les autres fins de la dite requeste, ordonne que le prieur du prieuré S^t Espérie et S^t Céré sera appelé pour, luy ouy, y estre pourveu, et cependant que ledit prieur pourvoira d'un prédicateur capable et ydoine pour prescher et annoncer la parolle de

En 1747, le doyen, Léon de Salignac de La Mothe-Fénelon, accordait à la communauté de Saint-Céré les honoraires qu'il devait payer aux prédicateurs, pour quatre ans, d'une seule fois, à condition que ces fonds seraient employés à la construction d'un clocher à l'église paroissiale. En 1767, il accordait les mêmes honoraires pour deux ans (soit deux cents livres), pour les employer à des réparations nécessaires (on fit réparer les vitraux) (1).

En 1786, nous trouvons une quittance de M. Debons, recteur de l'hôpital de Figeac, d'une somme de 100 livres, pour ses honoraires de l'avent prêché par lui à Saint-Céré (26 décembre, quittance donnée à M^e Canet, notaire, procureur du doyen, évêque de Lombes).

En 1789, le compte de M. Valrivière porte 150 livres pour le prédicateur du carême et 100 livres pour celui de l'avent (2).

Dieu aus parrochiens de la dite esglise, annuellement au temps de l'advent et du caresme et festes solempnes suivant l'ancienne coutume, autrement à faute de ce faire sera prins des fruitz et reveueus dudit prieuré la somme de deus cinquante livres annuellement pour la nourriture et salaire de celluy qui sera commis à la dite prédication, et néantmoins ordonne que, appelé ledit prieur, sera faict visite par expert de l'état de l'esglise et des réparations nécessaires pour la mettre en tel estat que le service divin y puisse estre faict dheuement et sans scandale; pour ce faict, la relation rapportée, estre ordonné ce qu'il appartiendra, despens réservés.

Prononcé à Toulouse, en Parlement, le 28^e novembre 1605.

CASTET, ainsi signé.

(Archives municipales de Saint-Céré, *Livre de la Boucle*, fol. 259.)

(1) Abbé Paramelle, *Chronique de Saint-Céré*. Cahors, 1867, pp. 75 et 77.

(2) Papiers Julien Valat.

CHAPITRE XI

Le Prieuré — Offices claustraux

Les religieux de Carennac ne furent jamais très nombreux, ainsi que l'on peut le conclure de l'état actuel des restes du monastère et du peu d'étendue du chœur. Nous savons qu'au ^{xvi}^e siècle ils n'étaient pas plus de douze. Au milieu du ^{xviii}^e, quand on fit la grande enquête sur les maisons religieuses pour savoir celles qu'on pouvait sans inconvénient supprimer, ils n'étaient que sept, dont cinq offices claustraux et deux mensionnaires; ils n'étaient plus que quatre au moment de la mort de l'évêque de Lombes.

Les revenus de la communauté, vers 1560 (pension fournie par le doyen, casuels divers, rentes d'Argentat et d'Alvignac) (1), étaient de 4,942 livres; ceux des offices claustraux (prieurés rattachés à ces offices) étaient de 1,564; cela faisait donc un total de 6,506 livres. Les charges (part de l'entretien du culte, portion congrue des curés et vicaires relevant de la communauté ou des offices claustraux, aumônes, obits) montaient à 2,672 livres, 19 sous, 6 deniers. Il restait donc aux religieux 3,833 ll., 6 d. (2).

Le prieuré d'Argentat, sur lequel se prélevait une partie de ces revenus, avait été rattaché à la mense monacale. Au moment de la réforme clunisienne, il fut consacré tout entier aux religieux réformés, et finalement resta à la communauté. On peut se faire une idée de sa valeur par ce fait, qu'en 1655 le doyen en affermais les dîmes, la justice et le pontonage sur la Dordogne pour la somme de 1,680 livres.

(1) En 1692, dom Jean Vauzanges, syndic et religieux du couvent et doyen de Carennac, de concert avec Jean-François de Lespès de Lhostelnau, seigneur baron de Roquecorn, Alvinhac, etc., faisait l'aveu et le dénombrement de la terre et seigneurie d'Alvignac, qu'ils possédaient par indivis (Arch. Nat., Q¹, 151^e, n° 53).

(2) Arch. Nat., S 7489.

En 1789, le curé d'Argentat était co-décimateur avec les religieux, par égale partie : il avait deux vicaires. C'étaient les religieux de Carennac qui présentaient le curé d'Argentat à la nomination de l'évêque de Limoges ; c'étaient eux qui désignaient le prédicateur pour prêcher dans cette ville les stations de l'avent et du carême, et c'était là encore une de leurs charges (1).

Dans tout monastère un peu important, il y avait au-dessous du supérieur, abbé, doyen ou prieur, un certain nombre de religieux revêtus de dignités inférieures ou chargés d'offices particuliers. A quelques unes de ces dignités ou de ces charges était joint parfois un bénéfice au prieuré rural.

La dignité la plus importante du monastère de Carennac, après celle de doyen, était celle de *prieur claustral*. Ce religieux était le véritable chef des moines, quand ce doyen, ce qui arrivait le plus souvent, possédant le bénéfice en commendé, ne résidait pas. Il fallait bien quelqu'un qui veillât à l'observation de la règle de Saint-Benoît, qui s'occupât des relations avec la maison mère de Cluny, qui veillât à la bonne formation des novices, d'autant que, surtout au temps de la splendeur de Carennac, il arrivait qu'on prenait parfois des religieux de cette maison pour leur confier des prieurés étrangers : tel Yves de Lespinasse, qui après avoir fait profession à Carennac entre les mains du prieur claustral de Cluny, Philippe Bergonh, venu en visite comme vicaire-général de l'abbé, fut nommé au prieuré de Nazareth, près de Turenne, qui dépendait de Souillac (2). Quand le nombre des religieux fut diminué, le prieur claustral de Carennac était en même temps pourvu d'un autre office. Nous n'avons retrouvé les noms (3) que de Jean de

(1) Monographie d'Argentat, avec notes communiquées par M. Eusèbe Bombal.

(2) *Arch. Vat.*, 1129, fol. 19 (mars 1512).

(3) Un bon nombre de ces noms et de ceux qui suivent nous ont été fournis par des pièces ou copies d'actes réunies pour un procès du XVIII^e siècle (Archives du Lot, G 24) ou par des actes concernant Ar-

Cordres (?), en 1409; Raymond d'Hébrard, en 1477; Pierre Graillon, en 1479; dom Georges Bleaud, en 1633; Jean du Lion, vers 1658 (1); dom Pierre Regaudie, dès 1672 au moins, celui que mentionne Fénelon dans la lettre que nous avons citée; dom Pierre Croisier, en 1699 et 1710; dom Castaing, vers 1716; dom Antoine Daydie de Riberac, en 1717 et 1725; il était, en 1713, visiteur de Cluny pour les monastères de la région; dom Blaise Colom, en 1726 et 1728; dom Pierre Sol, en 1731 et 1746; dom Antoine Teilhac, en 1789. Nous trouvons même quelquefois un sous-prieur claustral, sans doute à titre temporaire : tel dom Castaing, en 1714, et dom Jean Arondeau, vers 1746.

Le camérier, ou *chambrier*, était en quelque sorte l'économe ou le trésorier du couvent; c'était lui que regardait le soin du mobilier, du linge, l'ensemble de l'administration temporelle. Voici quelques noms, au hasard des lectures : vers 1322, Bertrand de Saint-Chamand, mort en revenant d'Avignon où était la cour pontificale, était remplacé par Pierre de Saint-Chamand, que nous avons vu doyen; en 1345, Hélié d'Hugues est remplacé par Pierre de Viers, Limousin d'importance, qui a mérité comme abbé de Lobbes, en 1348, une petite monographie du savant bénédictin belge, dom Ursmer Berlière (2); et, la même année, en décembre, nous trouvons la nomination de Pierre Laval, suivie, en 1349, de

gentat et que M. Eusèbe Bombal, dont nous avons déjà cité la monographie, a bien voulu nous citer. Les noms les plus anciens proviennent des archives du Vatican. On ne nous en voudra pas de supprimer ici les références beaucoup trop longues pour l'importance des renseignements.

(1) Conjecture basée seulement sur la découverte, à Carennac, d'un cachet qui porte son nom et ses armes. A cette date de 1658, Jean du Lion était religieux clunisien et prieur de Collonges au diocèse de Cahors (aujourd'hui Tarn-et-Garonne). — Au xvii^e siècle, les du Lion étaient seigneurs de Belcastel, non loin de Carennac. En 1655, Jean du Lion, baron de Belcastel, était administrateur des biens de dame Anne de Gontaud de Saint-Geniès, dame de Campagnac-lès-Quercy.

(2) Pierre de Viers, abbé de Lobbes (1348-1354), dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*, tome XXXIII, 1904, pp. 241-254.

celle de Hugues d'Hugues. En 1400 et 1409, Raymond de Pomaret est signalé dans divers actes passés dans le monastère; puis nous ne trouvons plus aucun nom jusqu'au xviii^e siècle : Georges Bleaud (1660); Pierre Regaudie, chambrier dès 1665, qui garda cet office en devenant (1672) prieur claustral; de 1722 à 1725, la charge est entre les mains de dom Jean Bourdet, prieur en même temps de Mazeyrolles et qui prêche à Argentat les carêmes de 1723 et 1724; un peu plus tard, de dom de Laramière qui possède aussi le prieuré de Manhagues (1729).

Le camérier avait au-dessous de lui, pour partager le soin du temporel, le cellérier et le pitancier, dont les noms indiquent assez les fonctions. Le *cellérier*, chargé des vignobles et de la cave, n'avait sans doute rien à faire d'important à Carennac, car nous n'avons trouvé aucun nom de cellérier. Le *pitancier* était celui qui faisait les distributions; nous avons retrouvé les noms de Géraud de Cassefort nommé à l'office de clavier de l'abbaye de Figeac en 1371; de François de Chamborand (après 1477); de dom Guillaume Dargues, en 1650; de dom Fraysse, en 1672 et 1694; d'Antoine Delcher, en 1725 et 1729.

Le *sacriste* était, dans tous les monastères, un personnage important. Il s'occupait de tout ce qui concerne le culte, de l'entretien de la sacristie (linge, ornements, vases sacrés, reliquaires), du chant, et par suite des petits clercs auxquels le plus souvent il faisait la classe, de l'acquit des fondations (messes et obits), de la charge des âmes, confiées d'ailleurs à un vicaire perpétuel ou curé, avec qui le sacriste avait de nombreuses relations, pas toujours aimables parce que pas toujours assez désintéressées. Signalons Guy Despeyrous, mort en 1351 et remplacé par Géraud de Bane, de Gagnac; Pierre de Bernard, vers 1400; en 1409, André Castelli, que nous retrouverons à propos d'un accord avec les paroissiens; Jean Mallet (1513); dom de Vassignac (1602); dom Géraud, puis dom Jean de Lassignac ou Lastignac (1650-1665-1706); dom Fraysse (1723-1725); dom Blaise Sol (1726); dom Bernard Brossart (1740 ?); dom de la Serre (1759). Presque tou-

jours le prieuré de Montlougue est uni à l'office claustral de sacriste.

Le *maître de l'Œuvre* (*operarius*). Ce religieux, dont on a souvent confondu la charge claustrale avec celle d'architecte, avait le soin de l'entretien, réparation ou agrandissement des bâtiments, de l'ornementation de l'église (sculptures, peintures et vitraux). Citons, parmi les « ouvriers de Carennac, Hugues d'Hugues, qui fut camérier en 1349; après lui Jacques de Galaup (ou Galan?), qui fut remplacé en 1353 par Pierre de Galaup : tous deux étaient moines de Mauriac; Raymond d'Hébrarl, qui fut, en 1477, prieur claustral; dom Guillaume Belete (1650); dom Georges Blaud (1660-1665); Louis Castelin, ou Cathalan (1688-1695); dom Jean Cassain, en 1715; dom Pierre Bazin, en 1721.

Enfin l'*infirmier* qui s'occupait des malades, soit dans le couvent (religieux ou employés divers), soit en dehors du couvent. Il s'occupait de l'hospitalité à donner aux pauvres étrangers de passage, malades ou non. A Carennac, nous trouvons, en 1349, Déodat de Faet; en 1352, Pierre d'Aymeric (de Gramat); en 1409, Bertrand de Cornil; en 1581, Jean du Solier; avant 1636 et en 1650, dom Georges Aussel; en 1676, dom Vauzanges; en 1695 et jusqu'en 1716 au moins, dom Fraysse, qui fut presque tout ce temps-là syndic ou procureur-fondé du monastère dans les différentes affaires des religieux; en 1743, dom Joachim de Laramière. Le prieuré de Maniagues était rattaché à cet office.

Il ne faut pas que ces titres toujours conservés nous fassent illusion. Les derniers religieux de Carennac ne furent pas les moines qu'il aurait fallu. Ils ne se laissèrent aller à aucun excès, mais ils se contentèrent d'être d'honnêtes bourgeois, alors qu'ils auraient dû s'efforcer d'être des saints (1). Leurs revenus étaient modestes sans doute, mais ils n'avaient pas de grands besoins. D'après un auteur, d'esprit assez étrange, mais qui est d'ordinaire très sûr pour

(1) Le curé Vernhes, en 1746 (il est vrai que son témoignage est un peu suspect parce qu'il était alors en procès avec les moines), dit qu'ils sont désagréables même pour les habitants.

tout ce qui ne touche pas à ses visions, les religieux de Carennac, à la fin du XVIII^e siècle, avaient une vie assez commode : ils mangeaient à table ronde, c'est à dire sans observer la règle du silence ; ils faisaient leur partie, et facilement obtenaient la permission d'aller aux eaux d'Alvignac (de Miers). En un mot ils mènent une vie très heureuse, dit Marmiesse, qui tenait ces détails d'un religieux de Carennac, l'abbé de la Serre, qu'une lettre de cachet avait fait, en 1760, nous ne savons pourquoi, enfermer au séminaire de Cahors (1). En 1746 il y avait à Carennac un religieux du nom de Mabire, qui n'était guère édifiant, mais on l'avait envoyé là en exil, comme punition. Nous savons, d'autre part, qu'au XVIII^e siècle, les rares novices qu'eut le doyenné firent leur noviciat dans le couvent clunisien de Fons (2).

Quand l'évêque de Lombez mourut, ils n'étaient, avons-nous dit, que quatre religieux : dom Michel Brun, né en 1719 ; dom Félix Fornier, né à Martel le 28 novembre 1716 ; dom Mathurin Jugie, né à Colonge en Limousin le 26 juin 1761 ; c'était le plus jeune des quatre ; enfin dom Antoine Teilhac. Celui-là était de Carennac, où il était né le 26 mars 1750. Sa famille était importante, ayant maison superbe, chapelle de son nom dans l'église, et une belle aisance, en grande partie acquise dans l'administration des domaines du doyenné, dont les Teilhac furent souvent fermiers en tout ou en partie. Le religieux avait fait ses études à l'Université de Toulouse, où il prit les grades de maître ès arts et de bachelier en théologie. Dès 1780 il était prieur claustral du monastère et visiteur de l'ordre de Cluny pour les maisons d'Aquitaine (3).

Le petit nombre des religieux, leur façon si peu sévère d'observer la règle de Cluny, expliquent fort bien qu'à la mort de l'évêque de Lombez on ait décidé la suppression du monastère, suppression d'ailleurs sans à coup, comme on

(1) Bibliothèque de Cahors, *Mémoires de Marmiesse*, t. I, pp. 4, 15.

(2) Bibliothèque de Cahors, manuscrit sur le prieuré de Fons.

(3) D'après pièces de famille et registres municipaux.

fit pour bien d'autres maisons. On laissait aux religieux la facilité de rester ou d'aller ailleurs jouir de leur pension; cette pension était d'ailleurs réduite à ce qu'elle aurait été si le monastère eût conservé le chiffre normal de ses religieux. Les autres revenus étaient attribués ou à d'autres monastères du même ordre plus florissants, ou, d'accord avec les autorités compétentes, à d'autres œuvres plus directement utiles (1).

La suppression du monastère de Carennac fut prononcée par arrêt du conseil du Roi et une bulle du pape enregistrée en Parlement. L'inventaire fut fait en 1788. Teilhac resta dans le monastère (il était d'ailleurs tout à fait chez lui) pour acquitter les diverses fondations et obits, empêcher la ruine matérielle de la maison par l'absolu abandon. L'on verra plus loin comment le traita la Révolution (chap. XIII, art. 2). Les autres religieux se retirèrent, chacun dans sa famille.

Les revenus ainsi devenus libres furent demandés par la ville de Saint-Céré. M. le maire Miramon, dans une lettre du 3 décembre 1787, faisait valoir les besoins de l'hospice et du collège et la pauvreté de la jolie cité des bords de la Bave : « Cette ville, quoique assez considérable, est presque sans ressources pour l'entretien d'un hôpital très peu doté, pour le soulagement des autres pauvres qui ne peuvent y être reçus et dont le nombre est effrayant, pour le soutien d'un petit collège établi depuis peu, mais très utile et nécessaire pour l'éducation des jeunes gens, qui deviendrait bien plus intéressant encore si l'on pouvait y appeler des frères de la Doctrine chrétienne, connus ici sous le nom d'ignorantins. Ce nouvel établissement serait déjà formé si nous avions eu des fonds suffisants pour cela (1). »

La Révolution était proche : on verra au chapitre XIII ce qu'elle fit du doyenné.

ED. ALBE.

(A suivre.)

(1) Lettre envoyée le 21 décembre par M. Blondel à M. de Trimoud, intendant, (Papiers de M. Julien Valat.)

GLANES BAS-LIMOUSINES

(Suite)

227. Universis... Constitutis Guillelmo Mainardi, domicello, filio quondam domini Stephani Mainardi, militis (1), ex parte una, et nobili viro Guillelmo de Cosnaco, domicello, socero suo; dictus Guillelmus Maynardi recognovit se recepisse, nomine dotis Almodiæ uxoris suæ, filiæ dicti Guillelmi de Cosnaco, quatuor centum libras; testibus nobili viro Aynardo de Guiscardio, domino castellano Turenne; die sabbati ante festum Annonciationis Beatæ Mariæ 1325.

228. Noverint universi... quod anno 1335, die sabbati post festum Beati Petri ad vincula; constitutis nobilibus viris dominis Guillelmo de Cosnaco et Hugone ejus filio, domicellis et nobili viro Bertrando Labranda (2), domicello, marito Aycelinæ de Cosnaco, dicti de Cosnaco et de la Branda faciunt inter se scambium.

229. Noverint universi... quod anno domini 1340, die 27 septembris, constituta egregia et potens domina domna Cecilia de Conveniis, comitissa Urgelli et Convenarum, vicecomitissaque Aggeris (3) et Turenne, pro se et pro aliis filiabus egregii viri domini Bernardi comitis Convenarum (4), vicecomitis Turenne, patris earum, coram nobili viro Guillelmo, domino de Cosnaco, domicello, exhibuit eidem nobili

(1) Des de Maynard, seigneurs de Clairfage (Sainte-Fortunade), Chaussejeux (Cressenssac, Lot), etc. — Des Guiscard, seigneurs de Cavaillac, Lot, près Chaufour.

(2) Des Labrande, seigneurs de Beynat, etc.

(3) D'Alger, dans Nadaud; est-ce Agert?? (Ariège). La Sardaigne a une ville d'Alghero, probablement hors de cause.

(4) Comminges, région de la Haute-Gascogne. Ce Payen, sénéchal, est appelé de Mailly au *Bulletin archéologique du Périgord*.

Guillelmo quasdam patentes litteras emanatas à nobili et potenti viro domino Pagano de Machino, milite, senescallo Petragoricensi... Requirens exequi et compleri quod in dictis litteris continetur... qui quidem Guillelmus, dominus de Cosnaco, perlectis dictis litteris tradidit et liberavit dictæ dominæ Cecilie dictum castrum de Turenna et totum vicecomitatum Turennae, et inde recedens, officiales constituit et receptores auctoritate regis Philippi per quem fuerat ibi constitutus.

230. Noverint universi... quod die tertia mensis madii, anno 1343, constitutis nobili domina Raymunda de Cosnaco, relicta Bernardi de Asnaco (1), domicelli defuncti et Bertrando ejus filio, parochiæ de Nonars, ex parte una — et nobili viro Hugone de Cosnaco, domicello, fratre dictæ dominæ, ex parte altera... quod de dote olim sibi constituta et dicto viro suo per nobilem virum dominum Guillelmum de Cosnaco, patrem suum ipsi acceperant... Acta sunt hæc in Molendino de Arnaco (2); presentibus religioso viro domno Guydone Malafaïda, præposito de Tudello (3)... Hugo de Boverio notarius.

231. Anno 1352, die dominica in festo Apparitionis Domini, constitutus nobilis dominus Petrus de Plas (4), domicellus, recognovit nobili viro domino Hugoni de Cosnaco, militi, socero suo, quod ipse Petrus habuit à dicto milite septuaginta florenos auri boni, causâ dotis cum Guyna uxore dicti Petri et filiæ dicti Hugonis; præsentibus Guillelmo Lestola, Joanne Mascali...

232. Noverint universi quod anno 1352, die 27 januarii, nobilis Joannes Maschale, domicellus, recognovit se recepisse a domino Hugone de Cosnaco, milite, ratione dotis Bertrandæ de Cosnaco, filiæ dicti militis, et uxoris dicti Joannis, quatuor viginti et decem florenos auri.

(1) Du Puy-d'Arnac.

(2) Moulin-d'Arnac (Nonars).

(3) Tudeil.

(4) Des Plas, de Curemonte. Leacole; Maschalx.

233. Contrat de mariage des susdits Jean de Maschale et Bertrande, de l'an 1352, die jovis post festum Sancti Gregorii. Acta fuerunt Turenne; presentibus nobilibus viris Guidone de Orniacho (1) milite, Hugone de Planis et Helia de Noaillis et Guydone Judicis, domicellis.. Bertrando de Fabas, notario.

234. In nomine Domini.. noverint universi quod anno Domini 1354, die mercurii post festum Nativitatis Beate Mariæ, personaliter constituti, frater Petrus Folcandii, prior monasterii de Cubis (2), diocesis Petragoricensis, ordinis Fontis Ebraldi, et domina Margarita de Bruzaco, priorissa; sorores : Maria Lacosta, Elis de Marcillaco, Alpays de Bornio, Margarita de Solerio, Florentia Folcaida, Raimunda de Perussa, Bernarda Foschieyra et Agnes Foschieyra, moniales dicti monasterii... attentis servitiis, elemosinis et bonis sibi impensis per nobiles conjuges dominum Hugonem de Cosnaco, militem, dominum ejusdem loci et dominam Guynam Fedidam uxorem suam et per Guillelmum de Cosnaco, domicellum, filium dicti domini Hugonis et Superanam Faididam uxorem suam, sororemque dictæ Guynæ... dederunt et contulerunt in recompensationem favorum predictorum, donatione pura et simplici, Raymundo, filio dictorum nobilis domini Hugonis et dominæ Guynæ, et Bertrando, filio dictorum Guilhelmi et Superanæ, scilicet : omnia et singula bona mobilia et immobilia et heritagium quæ dictus conventus habet et habere potest pro sororibus : Margarita Faidida, sorore quondam Petri Fayditi, amicta que quondam dictarum Guinæ et Superanæ et Helis Faydita quondam dicti Petri Fayditi et sorore quondam dictarum Guinæ et Superanæ olim monialibus dicti monasterii de Cubis... quæ sibi competunt ex concessione

(1) Orgnac (Noaillac).

(2) Cubas, chef-lieu de commune, Dordogne. Bruzac, près Thiviers; les autres fontevristes semblent toutes limousines. — Des Feydit de Tersac (Cressenssac, Lot). L'abbé Cochard a publié une *Notice sur sainte Alpaix, vierge, 1150-1221*, née à Triguères. Orléans, Séjourné, 1875.

Petri Feyditi quondam domicelli de Jutgals (1) fratris quondam dictæ Margaritæ et patris dictæ dominæ Helis... Bernardus Ranulphi, clericus Lemovicensis.

235. In nomine Domini... quod anno 1358, die vero (11^a) secunda septembris, nobiles et potentes viri domini Guido, dominus de Malamorte et Hugo, dominus de Cosnaco, milites Lemovicensis diocesis, constituti, recognoverunt quod dictus dominus Hugo de Cosnaco dedit 200 florenos auri, de summa quingentorum florenorum auri debitorum ratione venditionis hommagii olim debiti pro loco de Cosnaco dicto domino Guidoni de Malamorte, et promisit dictus Guido facere verificari per dominos Gilbertum, canonicum Turensem et Guillelmum, priorem de Clauso (2) Bituricensis diocesis ac Emericum de Malamorte, fratres suos... et recognovit dictus dominus Guido de Malamorte se mutuo accepisse à dicto domino Hugone de Cosnaco ducentos undecim florenos auri per manus domini Gerardi de Malamorte debitos eidem domino Hugoni per nobilem virum dominum de Gardia, militem, dominum de Dommario (3)... Actum Avenioni, in domo Reverendi patris domini Bertrandi, Episcopi Convenarum.

236. In nomine Domini.. Noverint universi... quod die tertia junii 1366, constitutis nobili Joanna de la Meschaucia (4) filia quondam Joannis Mascalli domicelli defuncti, ex parte una, et nobili viro domino Hugone de Cosnaco, milite, domino ejusdem loci, avio materno ipsius Joannæ, ex parte altera, et nobilibus viris domino Bertrando de Chavanhaco, milite, domino de Cozatgio, ac Bertrando de Chavanhaco, domicello, ex altera parte; dicta Joanna, de consensu predictorum Bertrandi et Bertrandi

(1) Jugeals.

(2) L'un des deux prieurés de Cluis (Indre), divisé en Cluis-Dessus et Cluis-Dessous.

(3) Daumar (Lagarde).

(4) La Meschaussée (Turenne). Chavagnac-le-Blanc (Dordogne). Couzage (Chateaux).

patris et filii, donavit, si contingat mori sine liberis, dicto domino de Cosnaco, medietatem dotis suæ et hereditatis, ratione cujusdam compositionis factæ per dictum dominum de Cosnaco, nomine ipsius Joannæ cum Raymundo de Ornhaco, domicello, herede dicti quondam Joannis Mascalli patris sui.

237. In nomine Domini.. universis notum sit.... quod comparentibus nobili Joanne de Cosnaco domino dicti loci, ex una parte, et nobili Bertranda de Cosnaco ejusdem Joannis sorore ex altera, dictus Joannes dominus de Cosnaco exposuit quod in tractatu matrimonii contrahendi inter nobilem Joannem Roberti (1) et dictam Bertrandam ejus sororem, pro omni successione quam dicta Bertranda habere potest in bonis dominæ Superanæ Feydida, amictæ suæ, seu in bonis liberorum defunctorum dictarum matris suæ, dictus dominus Joannes de Cosnaco assignavit eidem Bertrandæ mille denarios auri vocatos francos. Actum die 21. augusti 1377.

238. In nomine Domini.. anno 1392, die 27 aprilis, constitutus nobilis vir Guillelmus de Favariis, domicellus, dominus de Marcihaco et Sancti Aredii (2), lemovicensis diocesis, recognovit se recepisse à reverendo in Christo patre domino Petro, Dei gratia, episcopo Tutellensi, sexentos triginta duos denarios auri vocatos francos, ex causâ dotis nobilis Joannæ de Cosnaco, uxoris ipsius nobilis viri domini Guillelmi de Favars, neptis que præfati episcopi; presentibus nobilibus viris Joanne Feyditi, domino de Tersaco et Petro Feyditi aliâs de Tersaco ejus filio, Petro Lagorcia licentiatu in legibus.

239. In nomine... anno 1393, die secunda mai, apud locum Rupis-Amatoris, constitutis reverendo patre domino Petro de Cosnaco, miseratione divina Episcopo Tutellensi, diocesis Cadurcensis gubernatore ac legitimo administratore

(1) Des Robert de Saint-Jal et Ligneyrac.

(2) Marcillac-la-Croisille et Saint-Yrieix-le-Déjeulat.

nobilium Raymundi et Petri de Cosnaco fratrum impuberum nepotum suorum, heredemque universalem nobilis viri Joannis quondam de Cosnaco domicelli dominique de Cosnaco, dicto nomine, ex una parte et nobili viro Guillelmo de Favars, domicello, dominoque temporali Sancti Aredii, nunc habitatore de Treignhaco, diœcesis Lemovicensis, ex alia parte; cùm causa esset inter partes ratione dotis debitæ dicto nobili domino de Favars, dictus dominus Episcopus solvit trescentos viginti quatuor francos... presentibus nobili Guydone de La Porta, aliàs dicto Guyot, Joanne Espagnha, domicellis; Joanne de Bordoria, clerico (1) /.

240. In nomine Domini.. anno 1397, die 22 madii, constitutus nobilis vir Hugo Peligri, domicellus, dominus castri de Vicano (2), Cadurcensis diœcesis, confessus fuit se recepisse à nobili domino Raymundo de Cosnaco, domicello, domino castri de Cosnaco per manum reverendi in Christo patris domni Petri episcopi Tutellensis centum et quinquaginta quinque libras, ratione dotis olim sibi assignatæ per dominum Raymundum de Cosnaco unà cùm nobili Antonia de Cosnaco sorore dicti Raymundi et uxore dicti Hugonis; testibus nobilibus viris dominis Raymundo Maynardi, camerario Tutellæ, Guidone de Bosco presbitero, Petro Feyditi aliàs de Tersac et Joanne de Sancto Claro domicellis.

241. In nomine Domini.. anno 1397, die 18 madii, constitutus nobilis vir Joannes de Pompadorio, domicellus à domino patre suo emancipatus, recognovit se habuisse à nobili viro Raymundo de Cosnaco, per manus reverendi patris domni Petri Episcopi Tutellensis, ex causa dotis dicto Joanne de Pompadorio olim constitutæ unà cum Alaistz (3) de Cosnaco, sorore dicti Raymundi et neptæ dicti domini episcopi uxoreque dicti Joannis, videlicet...

(1) La Bourdoire (Eyren), ou plutôt vicieuse transcription de Bordaria. — Laporte (Lissac).

(2) Le Vigan (Lot); en amont de Saint-Clair. Des delbosc vers Carrennac.

(3) Avec un *l* superflu.

242. In nomine... noverint universi quod anno 1398, die 16. aprilis, constitutis venerabili viro domno Petro de Cosnaco, decretorum doctore, egregio et nobili viro Raymundo de Cosnaco, filio et herede defuncti nobilis Joannis de Cosnaco et nepote dicti domni doctoris, et sororis præfati nobilis Raymundi mille et quingentas libras.

243. Anno Domini 1400 (datte douteuse) nobilis Margarita de Cosnaco.... Philippi, condomini de Sancto (1) Amancio, diœcesis Tutellensis et domini de Mairchador... se recepissee sexaginta libras et quindecim solidos pro parte dotis constitutæ in contractu matrimonii sui, de quâ summâ nobilis Margarita fuit contenta et tenuit pro bene pacata per Petrum de Cosnaco, dominum de Cosnaco ejus fratrem. Testes sunt nobilis Bertrandus Philippi commorans in Sancto Amancio.. Joannes de Armanhaco, clericus.

244. In nomine.. noverint universi quod anno 1471, die tertia mensis februarii, nobilis vir Petrus de Cosnaco constituit suum procuratorem, videlicet nobilem Leonardum de Sancto Amancio, scutiferum, ad prestandum in judicio aut extra, hommagium et fidelitatis juramentum alto et potenti domino Guidoni de Pons (2), domino de Montfort, de Carlucio, de Plassaco et de Alhaco, ad causam reddituum quos ipse nobilis ccstituens habet in seneschallia et diocesis Cadurcensis.

245. Noverint universi.. quod anno Domini 1471, die 20 augusti, constitutis nobili viro Joanne Fayditi, ex una parte, et Petro Malapeyra, parochiæ de Cosnaco, ex altera; dictus nobilis Joannes Faiditi confessus est se recepissee centum solidos monetæ curentis, in quibus dictus Malapeyra tenebatur ex cessione per nobilem virum Eliam de Cosnaco, dominum de Cosnaco ex causa dotis promissæ

(1) Saint-Chamans près Argentat. Merchadour (Dampniat). Des de Philip de Saint-Viance.

(2) Pons en Saintonge. Montfort, en Sarladais viscontin, près Carlux (Dordogne), et Aillac. — Plassac (Charente-Inférieure).

dicto nobili de Tersaco, unâ cum nobili muliere Blanchia de Cosnaco, filia dicti quondam nobilis Eliæ de Cosnaco.

246. Noverint universi quod anno 1477, die sexta Julii, tractatum fuit matrimonium inter Joannem, de Viers (1) habitatorem... ex unâ, et nobilem Ludovicam de Cosnaco, filiam naturalem et bastardam nobilis Eliæ de Cosnaco, domini de Cosnaco.

247. In nomine Domini, noverint universi, quod anno 1498, die secunda februarii, nobilis vir Ludovicus Combarrelli (2), scutifer, dominus de Gibanellis, parochiæ Sancti Martialis de inter aquis, Tutellensis diœcesis, ut pater et legitimus administrator Franciscæ de Combarrello, filiæ suæ et quondam nobilis Margaritæ de Cosnaco, constituit suos procuratores.

248. Pardevant Louis Poitevin et Charles-François de Saint Vaast, notaires au Châtelet de Paris, fut présent en sa personne, messire Alexandre Laguesle, chevalier, marquis d'O. (3), conseiller du roi en ses conseils, maréchal de camp en ses armées, demeurant à Paris, rue et paroisse de Saint André des Ars, lequel étant malade... a fait son testament comme s'ensuit... donne et lègue 10 mille livres pour être employés aux frais de sa sépulture et en prières.... plus, désirant conserver le nom de la maison dont il est sorti, et pour l'amitié qu'il a portée au sieur de Lachaux, son frère, a donné et légué à demoiselle Marie de La Guesle, sa nièce, fille unique dudit feu s^r de Lachaux, tous et chacun ses biens meubles, acquets et immeubles et le quint de ses propres, à la charge qu'un de ses enfans mâles aptes à la génération portera le nom et armes pleines de Laguesle... et au cas que sa nièce meure sans enfens... il donne ces mêmes biens au premier enfant mâle qui sortira

(1) Viers (Lanteuil).

(2) J'en ai dressé une copieuse généalogie, p. 111. vol. I; comme pour les Cosnac, au vol. II.

(3) Commune de Mortrée ? (Orne).

du mariage de M^r le baron de Pennacors (1), et de dame Charlotte de Laguesle, sa femme, cousine du dit testateur, et à ses descendants, à la charge de porter le nom et armes plaines de Laguesle.... Item donne à ses domestiques... pour exécuter sa volonté, a nommé et eslu dame Margueritte de Béreau, sa belle-sœur, veuve dudit s^r de Lachaux et le s^r Dujour, avocat en parlement, auquel il donne aussi la terre et marquisat d'O., en payant ses deptes; fait à Paris, l'an 1625, le 10 avril....

249. Au nom de Dieu, Amen. Sachent tous.... que le 18 juillet de l'an 1648... constitué Guillaume Dumas.. ez droits et licentié en théologie de la sacré faculté de Paris, prieur de S^t Sulpice, comme procureur exprès de haute et puissante dame Jeanne de Durat, comtesse de Bussy-Lamet, veuve de haut et puissant seigneur messire Charles de Lamet, maréchal de camp ez armées du Roi, seigneur dudit lieu, assisté de dame Magdelène de Tolet, veuve de feu messire Jean-Paul de Laguesle, chevalier, sgr dudit lieu et de Cheriol et de messire Rigal de Veilhan, prieur de Vigean, et de messire Gabriel de Veilhan, chevalier, baron de Pennacors, et demoiselle Marie de Veilhan, fille unique dudit sgr de Pennacors et de dame Charlotte de Laguesle, son épouse; ladite haute et puissante dame Charlotte de Laguesle faisant tant pour elle que pour sa fille, conjointement avec ledit sieur procureur; d'une part — et messire François de Cosnac, chevalier, seigneur baron dudit lieu, Tresse (2), Lamarque... tant pour lui qu'au nom de messire Armand de Cosnac, chevalier, seigneur de Damniac, son fils aîné, et de feue haute et puissante dame Léonor de Taleran de Chalais, d'autre... Comme soit ainsi que mariage ait été traité entre ledit Armand de Cosnac et demoiselle Marie de Veilhan, le procureur susdit faisant pour la dite comtesse de Bussy, mère dudit seigneur de Pennacors, son fils aîné, a donné et donne toute la succession qui lui est due à cause

(1) Paroisse de Neuvic-d'Ussel.

(2) Corrigez en Creysse (Lot); la Marque, dans Argentat.

de ses conventions matrimoniales, douaire, et autre chose sans exception qu'elle peut demander sur les terres et biens de la maison de Pennacors.... de plus le susdit procureur, au nom dudit seigneur prieur de Vigean (1), a donné en contemplation du futur mariage audit seigneur de Pennacors son neveu tous les droits qu'il a..... se réservant seulement 8,000 ll. à disposer, si bon lui semble... et aussi ledit sieur procureur, au nom de ladite de Laguesle, a donné à la demoiselle future épouse, sa petite fille, tous et chacuns ses biens, à la réserve de la jouissance d'iceux, sa vie durant, en faveur dudit mariage, et aussi comme procureur dudit seigneur de Pennacors, a donné à ladite demoiselle sa fille unique tous ses biens réservé l'usufruit et ce qu'il donnera d'abord, se réservant 15,000 ll. à disposer, si bon luy semble... Item la dame de Pennacors, mère, a donné à ladite future épouse, sa fille, tous ses biens... et ledit seigneur de Cosnac donne à son fils tous ses biens présents et advenir, consistant en cent mil livres de deptes outre les fons de terres... se réservant 20,000 ll. pour tester et 20,000 ll. à chacun de ses autres enfans... à la charge que l'héritier provenant de ce mariage sera obligé de porter les noms de Cosnac, Pennacors et Laguesle. Fait en la ville de Tulle, en bas Limosin; présans M^e Jean Teyssier, sieur de Chaunac (2); Ignace de Fénis, sieur de La Prade, avocat en Parlement; Pouch, notaire royal de Tulle. — Ratifié à Tulle, le 22 juillet 1648, par messire Rigal de Veilhan, seigneur prieur de Vigean. — Ratifié à Paris, par les autres qui avoient donné procuration, le 23 septembre 1648, présans : haut et puissant messire François de Lamet, chevalier, comte de Bussy, gouverneur de Mézières; dame Claire Dessi... son épouse; haute et puissante dame Françoise de Lamet, veuve de feu messire Charles de Roncherolles (3), chevalier, baron de Pont-Saint-Pierre (4); messire Fulcran de Beranges, cheva-

(1) Près Mauriac (Cantal).

(2) Chaunac (Naves); La Prade (Corrèze),

(3) Eure.

(4) Eure.

lier, seigneur de Murat ; messire Jean d'Espinchal (1), chevalier, baron d'Estervert ; messire Louis de Rechignevoisin de Guron (2) ; abbé de Moreau ; messire Charles de Roncherolles, baron de Pont-Saint-Pierre (sic), tous parens des parties.

250. Sachent tous.... que l'an 1580, le 26 février, établis messire Jean de Durat, chevalier de l'ordre du roi, seigneur de Portes, du Chazau et de La Cellete, noble François de Durat, fils aîné du dit seigneur, et noble Jean de Durat, fils puîné dudit seigneur et frère dudit François, résidans au château des Portes, paroisse de Mainsat en Combraille (3) ; d'une part — et demoiselle François de Boutin, veuve de noble François de Lestrang, vivant seigneur de Montvert (4), demoiselle de Lampret (5), habitante de la ville de Bort, d'autre. —

Comme mariage eut été traité entre le dit noble Jean de Durat (6), fils au dit messire Jean de Durat, chevalier et la dite demoiselle de Boutin, de l'avis de noble M^r M^e Deorde de Boutin, conseiller au parlement de Paris, prévost de Brioude (7), et de M^r Maître Jean de Botin, curé de Saint Julien, oncle de la dite demoiselle François de Botin ; les parties ont convenu des articles suivans : la demoiselle s'est constituée tous et chascuns ses biens à elle appartenens, à cause des successions, tant de feu M^e Pierre Botin, vivant controolleur pour le Roy en son bas pays de Limousin, son oncle, que de son dit feu père... et ledit seigneur des Portes, père du susdit futur époux a nommé et nomme ledit noble Jean de Durat, son fils puîné, suivant la nomination à lui réservée par son contrat de mariage avec feue

(1) Commune du Puy-de-Dôme.

(2) Payré (Vienne).

(3) Creuse. — Chazeau (Petite-Marche, Allier).

(4) Commune de Magnat-Létrange (Creuse).

(5) Lampret (Champagnac, Cantal).

(6) Pionsat (Puy-de-Dôme).

(7) Brioude, en Auvergne (Haute-Loire).

demoiselle Claude de Lobartès (1), du 24 février 1544 à la terre et seigneurie des Portes, laquelle pourtant il cède à son aîné pour celle de Lascoux et ses dépendances. Milanges notaire royal; fait en la ville de Bort.

Nota : De ce mariage est issue Jeanne Durat, femme de Jacques de Veilhan.

251. A tous, nous garde du scel aux contratz au comté d'Auvergne, savoir faisons, que pardevant Jean Cothon, notaire royal résident en la ville de Vic, furent présens messire Jean de Laguesle, chevalier, seigneur du dit lieu de Laguesle, du Chariot et de Chadieu (2), gentilhomme ordinaire de la chambre du roi notre sire, et aussi gouverneur et capitaine de Mercuriol (3), demeurant audit château de Laguesle, paroisse dudit Vic-le-Comte, et dame Magdelène de Tollet, son épouse, et demoiselle Charlotte de Laguesle, leur fille unique, d'une part — et Gabriel de Veilhan seigneur et baron de Pennacors en Limosin et y demeurant, fils à feu messire Jacques de Veillan, seigneur baron dudit Pennacors et de dame Jeanne de Durat, à présent consorte de messire Charles de Lamet, baron de Bussy, ledit baron de Pennacors procédant de l'autorité de révérend père en Dieu messire Rigald de Veilhan, son curateur, prieur de Vigean, d'autre. —

A été accordé mariage entre les dits Gabriel de Veilhan et Charlotte de Laguesle, de l'avis du dit sieur curateur, d'Hercules de Veilhan, seigneur de Cambon (4), Jean de Veilhan, sieur de La Borie (5), oncles paternels du futur époux, Gilbert de Durat, sieur des Portes, oncle maternel, Sébastien de Rochedragon, escuyer, sieur de La Vilate (6), autre oncle du futur époux, Hugues de Fontanges, escuyer,

(1) Des de Lobartès, seigneurs de Vyers, paroisse de Corrèze. — Bort, sur la Dordogne.

(2) Commune d'Authezat (Puy-de-Dôme).

(3) Commune de Sallèdes (Puy-de-Dôme).

(4) Commune de Saint-Cernin-Cantalès (Cantal).

(5) Très probablement commune de Saint-Cernin Cantalès (Cantal).

(6) Saint-Maurice ? près Pionsat (Puy-de-Dôme).

sieur de... Gabriel et Jean de Durat, escuyer, sieur de La Salette et de Saint Myon, cousins, et de messire Gilbert de Chouvigny, seigneur baron de Blot (1), Alexandre de Boutier du Cheriote, escuyer, sieur de Montluisant (2) et de Goudèle, Amable de Boutier du Cheriote, sieur dos Cayres, François de Chalandrat, escuyer, sieur de Saint Yvoine (3) et de Chozelle. Les dits seigneur et dame de Laguesle constituent à la future épouse, leur fille, la somme de 25,000 ll. plus le château et terre de Laguesle... sous la réserve de l'usufruit, et 24,000 ll. pour tester, et si elle décède sans enfans, la dite terre de Laguesle appartiendra à messire Alexandre de Laguesle, marquis d'O. et à ses enfans de masle en masle, et à défaut de masles du dit s^r marquis, appartiendra aux enfans mâles de demoiselle Marie de Laguesle, fille unique de puissant seigneur messire Jean de Lagueslé, chevalier seigneur baron de Lachaux, Montgroz (4) et de Nesle, conseiller du Roy en ses conseils d'état et privé, gouverneur du château et Villenovette (5), à la charge du nom et armes de Laguesle... Fait au château de Laguesle (6), le 26 novembre 1621.

252. Sachent tous... que le 17 mars 1596, au château de Lascoux près Saint-Germain-le-Lièvre (7), bas-limozin... ont été personnellement constitués haut et puissant seigneur messire Gabriel de Veillaan, chevalier de l'ordre du roi, gentilhomme ordinaire de sa chambre, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances, seigneur de Penacors, et Jaques de Veilhan, escuyer, habitants au château de Penacors, paroisse de Neuvic, sénéchaussée du Bas-

(1) Blot (Puy-de-Dôme).

(2) Commune de Charmes (Allier).

(3) Commune du Puy-de-Dôme. Ces copies, très incorrectes, rendent ardues la plupart des identifications.

(4) Lachaux-Mongros (Sallèdes, Puy-de-Dôme).

(5) Il faut lire apparemment « château et ville de Nonette (Puy-de-Dôme).

(6) Commune de Chaméane? (Puy-de-Dôme).

(7) Commune de Meymac; Le Boucheron (Palisses).

limosin, diocèse de Limoges, d'une part — et dame Françoise de Boutin, dame des baronies de Marigny (1), Fours et Basson en Champagne, et de la seigneurie de Lascoux et le Bouscheron en Limosin, illec étant, dame de ses biens, faisant tant pour elle que au nom et comme mère et légitime administreresse de demoiselle Jeane de Durat, absente, fille unique d'elle et de feu haut et puissant seigneur messire Jean de Durat, chevalier de l'ordre du roi, seigneur baron des dictz lieux, procédant de l'avis et conseil de noble Gilbert de Duret, escuyer, sr du Chezaud (2), son beau-frère et oncle paternel de la dite d^{me} Jeanne de Durat, illec présent, et ayant en sus, l'avis de haut et puissant sgr messire Jean de Durat, chevalier de l'ordre du roi, seigneur des Portes, la Salette et Saint Myon, son père, et ayeul paternel d'icelle d^{me} Jeanne de Durat.

Les parties ont traité et accordé mariage entre icelui seigneur de Pennacors et la dite dame Françoise de Boutin, et aussi entre le dit noble Jaques de Veilhan, escuyer et demoiselle Jeanne de Durat, leurs enfans.... La dite dame de Marigny s'est constituée tous ses biens... et parce que par les articles du mariage d'entre icelui sieur de Pennacors et deffuncte dame Magdelène de Rouffiniac, en date du 16 février 1574, reçu par Garoin, notaire royal de Tersac en Périgort, le dit sr auroit donné à l'un de ses enfans males qui descendroit dudit mariage, la moitié de ses biens, et que par le testament de la dite feu dame Magdelène de Rouffiniac, du 23 juin 1595, reçu par Granier, notaire royal de la ville de Neuvic, icelle dame eut voulu que celui de ses enfans qui seroit nommé par ledit sr de Pennacors succédât en tous les biens que la dite de Rouffiniac, dame de Pennacors avoit au pays de droit écrit... ledit sgr de Pennacors a pour cela nommé le dit noble Jacques de Veilhan,

(1) Aube; Basson (Marcilly-le-Hayer, Aube).

(2) Paroisse de la Petite-Marche (Allier). Voyez ma page 63 du premier volume de mon *Dictionnaire généalogique*; la Celette (Creuse), près Boussac; Saint-Myon (Puy-de-Dôme).

escuyer, son fils, époux futur... outre ce lui a donné la maison et château de Pennacors, vol du chapon, meubles et armes, coudert, jardins et pradel.. et la dite dame de Margni a donné à sa fille, future épouse, tous les droits qui lui appartiennent ~~az~~ châtelainies et seigneuries de Lascoux et Boucheron. — Fait et passé le jour et an que dessus, présents noble Claude de Chavagnac, escuyer, sieur de la Liesve (1) et noble Annet des Assis, sieur du dit lieu; Dexpert, notaire royal.

253. Aujourd'hui 18 octobre 1643, nous Guillaume Bonel, notaire royal au comté d'Auvergne, résident en la ville de Vic-le-Comte, chef du dit comté, ayant été mandé au château de Laguesle, y étant arrivé, avons trouvé en icelui messire Jean de Laguesle, chevalier, seigneur baron du dit lieu, et du Chériot, malade dans son lit, lequel nous a déclaré vouloir faire son testament : ce qu'il a fait en cette sorte : veut être enterré en l'église de Saint Pierre de Vic-le-Comte et dans sa chapelle, se remettant de ses obsèques à dame Magdelène Tholet, son espouse, laquelle il déclare maîtresse de tous ses biens pour en jouir sa vie durant.... nomme d'abondant héritière, dame Charlotte de Laguesle, sa fille, femme du sr baron de Pennacors. — Fait le jour et an que dessus.....

254. Sachent tous qu'au château de Mauzac-le-Vieux, paroisse de Tersac, en Périgord, le 16 février 1574, personnellement constituée dame Marguerite de Vitel, demeurante audit lieu, veuve de feu messire Cristofle de Roffinhac, vivant chevalier, conseiller du roi, et second président en la cour de parlement de Bordeaux, seigneur du dit Mansat, de Labretz et du... tant en son nom que comme mère et tutrice de Jaques et Magdelène de Roffinhac ses fils et filles et du dit feu messire Cristofle, d'une part — et messire Gabriel de Veilhan, chevalier, seigneur de Pennacors, de Saint Cristofle et de Prades (2), gentilhomme de la chambre de M^r le

(1) Glaine-Montaignut ? (Puy-de-Dôme).

(2) Saint-Christophe (Cantal).

duc d'Alençon et enseigne de 50 hommes d'armes, sous la charge de M^r le comte de Ventadour, d'autre part. —

Comme ainsi soit que mariage eut été traité par paroles de futur entre le dit messire Gabriel de Veilhan et demoiselle Magdelène de Roffinhac.... dont s'en suivent les articles... lesquels ont été accordés par le révérend père en Dieu, messire Jean de Veilhan, conseiller et aumosnier ordinaire du Roy, abbé de... prévost de Vigean, oncle paternel du susdit messire Gabriel et la susdite dame, mère de la susdite Magdelène, sous le bon plaisir de messieurs de.. oncles maternels de la dite Magdelène de Fontanilles et de Langoyran (1), curateurs de la dite demoiselle. La dite dame présidente a constitué a constitué à sa fille la somme de vingt un mil livres et deux mil livres pour les accoutremens et dorures, et sera la dite somme employée au rachapt des biens vendus par le seigneur de Penacors.. et le seigneur de Pennacors a donné la moitié de tous ses biens à un des enfans mâles du dit mariage qui sera choisi... Fait et passé.. présens François de Lyneirac, escuyer, sieur du dit lieu, de Noalhes et de Bazanès (2), et Légier du Challar, homme d'armes de la compagnie de M^r le comte de Ventadour, du lieu d'Ussel en Limosin... Baudieu, notaire royal.

255. Actum in castro de Penacors, parrochiæ de Novovico, testatoris infrascripti, die quarta decembris 1528; constitutus nobilis et potens vir, dominus Franciscus de Veilhan, miles, dominus de Penacors et de Chastelnou (3), condominus Sancti Christophori, Lemovicensis et Claromontensis diœcesum, sanus mente, sed existens in ægro corpore, disposuit et ordinavit suum testamentum in eum qui sequitur modum et formam.. et 1^o vult sepeliri in ecclesia de Novovico ante majus altare et in bustis parentum suorum... fiant exequiæ ad ordinationem hæredis sui.. Item dedit et legavit nobili Rigaldo de Veilhan, ejus filio naturali et legitimo

(1) Commune de la Gironde.

(2) Commune de Saint-Fréjoux-le-Majeur.

(3) Commune de Riom-ès-Montagnes (Cantal).

primogenito, pro omni jure et deverio, portione sibi pertinenti in bonis suis, pro jure naturæ et legitima sibi debita, summam quingentarum librarum semel, et sic hæredem particularem fecit.. Item nobili Antonio de Veilhan, filio naturali et legitimo summam quingentarum librarum semel.. Item nobilibus Ludovico, Johanni et alteri Johanni de Veilhan, fratribus, filiis suis naturalibus et legitimis, cui-libet quingentas libras semel. Item voluit quod hæres suos teneat in scholis dictos filios suos donec fuerint in ætate competenti.. Item legavit domicellæ Franciscæ de Veilhan, filiæ suæ pro se uxorando summam duarum mille librarum.. Item legavit domicellæ dominæ Johannæ de Royère, dominæ de Penacors, uxori suæ quingentas libras, ultra contenta in contractu matrimonii. Item nobili viro Anthonio de Veilhan, fratri suo germano mille libras... Item dedit posthumis si fuerint.. Item dedit domino Joanni de Pennacors, filio suo naturali pro eleemosina, ultra titulum (1) sibi datum, decem libras semel. In omnibus aliis bonis suis hæredem universalem instituit dilectum fratrem suum nobilem virum Rigaldum de Veilhan, presbiterum, cui decedenti sine testamento, substituit Rigaldum filium suum primogenitum, et si Rigaldus decedat sine filiis legitimis, substituit Antonium filium suum, et Antonio alios filios... Item ordinavit quod debita sua et legata et quondam nobilium Guidonis, ac quondam domini Antonii de Veilhan ejus patris et avunculi, per hæredem suum solvantur... Executores carissimos et dilectos suos nobiles et potentes viros dominos.. de Royère, dominum del... Johannem de Hamy, dominum de Fontenilhiis (2), milites et Raymundum de Valens, scutiferum, dominum de Valens, ejus cognatos... presentibus nobili viro Johanni de Valens, domino de Bruchic.. Petro Cheypac, Francisco Laur, mercatoribus.

256. In nomine Domini, Amen. Noverint universi, quod

(1) Titre clérical, ici, bien plutôt qu'en attribuant à ce mot la seconde acception indiquée par Du Cange : bona, facultates quæ quovis titulo (quavis ratione) alicui competunt.

(2) Commune de Sainte-Eulalie ? (Cantal).

anno Domini 1392, die 22 mai... personaliter constituto reverendo in Christo patre domno Petro de Cosnaco, episcopo Tutellensi, avunculo et tutore testamentario et gubernatore Raymundi et Petri de Cosnaco, fratrum, liberorum et heredum nobilis viri Joannis de Cosnaco, domicelli, domini castri de Cosnaco, Lemovicensis diœcesis, pro se et suis, ex unâ parte et discreto viro Bernardo de Manso, filio magistri Gerardi de Manso, notarii castri de Archia, Lemovicensis diœcesis, pro se et suis, ex altera parte. Cum idem Bernardus peteret à dicto domno episcopo, tutore dictorum fratrum et heredum de Cosnaco ducentos et quinquaginta francos auri et centum solidos renduales olim sibi promissos et dados in dotem nomine et ex causa dotis per dictum Joannem de Cosnaco cum Margaritâ de Palissas, relicta nobilis viri domini Hugonis de Cosnaco, militis, domini de Cosnaco, patris dicti Joannis, et peteret sibi solvi et satisfieri de dicta dote sibi pertinente, post mortem dictæ Margaritæ, ex causâ successionis ceterorum liberorum relictorum post dictam mortem, nunc defunctorum. Fuit amicabiliter compositum inter partes, quod dictus episcopus solvat centum francos dicto Bernardo, et quod super est remittitur ei à prædicto Bernardo. Acta sunt hæc die et anno quibus supra, apud Rupem Amatoris, in aula minori dicti domni Episcopi; presentibus nobilibus viris : Stephano Maynardi, domicello, Joanne Fayditi, domino de Tersaco, domicello, consanguineis dictorum heredum et pluribus aliis et me Johanne de Bridoria, clerico, auctoritate regia notario publico.

Nota : Gabriel de Pennacors se maria avec Magdeleine de Roffinhac, fille du premier président de Bordeaux. De ce mariage vint Jacques de Veilhan, lequel Jacques se maria avec Jeanne de Duras (1) dont il eut un seul fils, Gabriel de Veilhans, père de Marie de Veilhans, mariée avec Armand de Cosnâc, et la dite de Duras étant veuve, épousa 2^e Charles de Lamet, chevalier; comte de Bussi.

(1) Entendez *Durat*.

Quartiers de Cosnac : 1° Marie-Angélique de Cosnac. 2° François, marquis de Cosnac, épousa Margueritte d'Esparbez de Lussan-d'Aubeterre. 4° Armand, marquis de Cosnac épousa Marie de Veillant. Louis d'Esparbez de Lussan d'Aubeterre, comte de la Serre, lieutenant-général des armées du roi et de la province de Guyenne, épousa Catherine de Tiercelin de Sauveuse. 8° François, seigneur de Cosnac épousa Léonor de Taleran de Chalais. Gabriel de Veillant, seigneur de Pennacors, épousa Charlotte de Laguesle. François d'Esparbez de Lussan, maréchal de France eppousa Hypolite Bouchard dame d'Aubeterre. Charles Tiercelin, seigneur de Sauveuse épousa Marie de Vienne. 16° Annet, seigneur de Cosnac, épousa Jeanne de Juyé; Daniel de Taleran, prince de Chalais épousa Jeanne de Monluc. Noble Veillant. Noble Laguesle. Jean-Paul d'Esparbez de Lussan, capitaine de la première compagnie des gardes du corps du roi, gouverneur de Blaye, épouse Catherine-Bernarde de Montagut. David Bouchard, vicomte d'Aubeterre (1), chevalier des ordres du roi épousa Andrée de Bourdeille. Charles Tiercelin épousa Marguerite de Dodanfort. Jean de Vienne intendant des finances épousa N.

Copie d'une feuille écrite de la main de dom Pradillon :
Familles issues de même souche :

Aymericus de Petrucia (2) et Helias frater ejus... Goscelinus de Nobiliaco, frater eorum. — Bénévent.

Giraudus de Auraria (3), dedit... quod concesserunt nepotes ejus Raymundus Beraudi, et Bernardus et Ugo fratres; presente magistro Humberto. — Ibidem.

Petrus Aimeric de Auraria dedit partem suam... Multa alia dederunt predicti de Auraria, tempore Geraudi prioris. — Ibidem.

(1) Chalais et Aubeterre (Charente). Saveuze, près Chef-Boutonne.

(2) Peyrusse, paroisse de Champroy, commune de Châtelus le-Marchès (Creuse). Noblat, commune de Saint-Léonard (Haute-Vienne). Source : les Cartulaires de Bénévent (Creuse) et Dalon (Dordogne).

(3) Laurière, commune (Haute-Vienne).

Ademarus de Ruffignac cum fratre Petro Vigerii 1190.
(Dalon) apud Exidolium.

Guido Bernardi et Helias Bernardi deu Fayet, fratres,
dant quod habebant in terris Mansi-Ubert juxta Cham-
baret 1194. — Ibidem.

Guido de Ayen, Stephanus, Helias Guillelmus Helie et
Maynardus fratres. — Ibidem.

Guido d'Ayen cum fratre Willelmo Helie et Willelmo
filio predicti Guillelmi 1181. — Ibidem.

P. de Riberia, filius Bonafos de Pompadors, Arbertus filius
ejusdem Bonafos 1181. — Ibidem.

Les armes de La Rivière sont les trois tours des Pompa-
dours avec un lambel. (Art. Glandiers.)

P. Brunus cum filio suo germano Capreolo dat..... Ber-
nardus Capreolus et Geraldus frater ejus idem concedunt;
Dea item cum filiis suis Geraldo et Bernardo capreoli idem
confirmant; apud Chaslutium; tempore Eustorgii episcopi.
— Dalone. [Châlus, Haute-Vienne.]

Geraudus de Duno, junior... dedit molendinos de Duno;
concedente Stephano de La Mota, fratre suo; presente,
magistro Umberto et Aldurio de Salaniaco. — Bénévent.
[Dun-le-Paiteau, Creuse; Salagnac, Creuse.]

Petrus Guydonis, frater Willelmi de Chanac, 1181. —
Dalon.

Raymundus de Sauzet dedit.. teste Rogerio d'Arena fratre
suo, et Stephano de Sauzet. — Bénévent. [Sauzet, village en
la commune de Bénévent, Creuse.]

Robertus de Murc, filius Asterii, tempore Henrici regis,
cujus filii Ademarus Roberti et Hugo et Arsendis uxor
Joannis de Chastras. — Userche. [Estivaux; voyez mon
numéro 983.]

Goscelinus de Argentomaco, filius Eblonis de Dompnio
solvit... — Bénévent. (Argenton, Indre.)

Simon prior Beneventi concordat cum Petro de Castel-

novo, filio Petri de Marchat pro terra dels Eissars. — Bénévent. [Marchat, commune de Saint-Aignan Vercillac, Creuse.] Corrigez en Eissarts.

Bernardus Raymundus et Raymundus frater ejus filii Raymundi de Duno. — Bénévent.

Engelelmus Mortemarensis frater Willelmi Chavini volens ire Jerusalem dedit. — Bénévent.

Laront Lastours. — Godefroy de Vigeois.

Changemens de terres. (Autre feuille de papier écrite de la main de Pradillon.)

Godef(redus) Voziensis 1028.

Guy de Lastours, surnommé le Noir, seigneur de Lastours, dont parle Godefroy dans sa chronique, bastit son château de Pompadour, fit consacrer l'église d'Arnac en 1028, et mourut peu après, laissant pour fille unique Aolars qui épousa Aymar de Laron (1), fils de Roger. De ce mariage vint Guy qui prit le nom et armes de Lastours ; ses descendants l'ont possédé jusqu'en 1356.

Le même Guy de Lastours étoit seigneur de Pompadour... et seigneur aussi d'Autefort.

Goulfier de Lastours, frère de Guy et de Gérard (de Lastours-Laron) eut la terre de Gimel en dot par son mariage avec Agnès, fille de Rannulphe, vicomte d'Aubusson.

Gerardus filius Bernardi de Bre (2), anno Domini 1082, dedit Sancto Petro medietatem vicariæ Voziensis. Hujus Gerardi Bernardi filius fuit Guydo de Bre qui genuit unicam filiam, Stephanam, uxorem Oliverii de Turribus et Guidonis Flamenc filii Helicæ.

Arbertus de Chavanaco (sic) jam monachus Userchiæ dedit terram de Bar (3).

(1) Laron, Saint-Julien le-Petit (Haute-Vienne).

(2) Bré, Coussac-Bonneval (Haute-Vienne).

(3) Mon Cartulaire dit constamment *Chavanno* ; voyez-y ma page 34 in fine.

Eblo vicecomes filio Archambaldi de Chambaputrida, vicecomes Combornii. Hic Ebolus de dit Guilhelmo secundo filio suo castrum de Torrenna.

Raymundus de Turena qui duxit Helis, filiam Bernardi de Castelnau acquisivit castrum de Brassac (1) de vicecomite Guillelmo; principatum castelli Salaniacensis de Raymondo comite Tolosano obtinuit.

Ebolus, filius Archambaldi, vicecomes Combornensis, habuit Ventedor.

Ante illos dies (circa annum 1167), castrum Brideriense (2) redditum fuit Bernardo et Fulconi vicecomitibus de Brossa (3).

Aymericus Brunus fundavit cornobium quod dicitur Altas-Valles (4) et tradidit fratribus de Corona; hujus rogatu comes R. (ut credo, Engolismensis, vel Pictaviensis) castrum quod vocabatur Trados, nomine mutato Montbrun voccitavit.

Aymericus de Malamorte, canonicus Lemovicensis, 1251, dominus castri inferioris de Curamonta. — Canonici Lemovicenses (5).

Nobles Jean et autre Jean Faulcon, frères, seigneurs de Saint-Hilaire-Lastours (6) vendent cette terre à pacte de rachat et leurs droits sur Las Tours à noble et puissant Jean, baron de Lastours, 1500; Rousseau, notaire.

Jordanus Faucon, domicellus, dominus de Sancto Ilario et de Turribus in parte, 1448. — Bonneval.

René, seigneur de Montégut, 1560. — Item (7).

(1) Brassac, commune de Montvalent (Lot); Castelnau-de Bretenoux (Lot); Salignac (Dordogne).

(2) Bridier, La Souterraine (Creuse).

(3) Commune de Chaillac (Indre).

(4) Dournazac (Haute-Vienne). La Couronne, près Angoulême. Montbrun (Dournazac).

(5) Liste des chanoines de la cathédrale.

(6) Haute-Vienne.

(7) Montaigut-le-Blanc (Creuse). Naillac, commune (Creuse).

Aymeric de Analiaco, miles, dominus de Monte acuto, 1322. — Item.

Géraud de Ventadour, seigneur de Donzenac, 1332. — Pompadour.

Bertrand de Latour, seigneur de La tour, en Auvergne, seigneur de Donzenac, de par sa femme, 1458. — Item.

François d'Aubusson, seigneur de la Mothe et Castelnouvel, 1516.

Jean de Breuil, seigneur de Chastanzeau, 1488 (1).

Antoine de Pompadour, seigneur de Bré, Fromental, du Ris, 1518 (2).

Antonius La Chapolia, domicellus, habitator Tutellæ, condominium de Malamorte, 1469.

François de Faye-La Porte, escuyer, sieur du dit lieu (parroisse des églises de Treignac), comme mari de Marie de La Porte, héritière de feu Annet de Laporte, escuyer, vivant s' dudit lieu, 1609. (Annet étoit du nom de Bonnet) (3).

Noble Antoine de Salvang, seigneur de Corsou, parroisse de Treignac, 1458.

Noble et puissant seigneur Antoine d'Aubusson, seigneur du Monteil et Pontarion, 1502 (4).

Amanieu, vicomte de Comborn, vend à noble et scientifique messire Antoine de Noailles, licentié ez loix, seigneur de Noailles, la châtellenie de Beaumont, à pacte de rachapt, 1506.

Nobilis et potens dominus Guido de Blanchefort, dominus de Sancto Clemente, 1441.

Eustache, vicomtesse de Comborn, dame de Sailhent et Saint-Germain-les-Vergnes (de bonis paternis), 1298.

(1) Chamberet.

(2) Fromental et le Ris-Chauveron (Haute-Vienne).

(3) Ces de Faye furent fieffés près Peyrat-le-Château (Hte-Vienne).

(4) Monteil-au-Vicomte et Pontarion (Creuse).

Guido, vicecomes, retinet quod Bernardus Blanchefort domicellus et ejus frater et hæredes teneant ab eo in feodum domum quam habitant in Sancto Clemente, 1285.

Aymericus de Dumo, dominus de Leychouzier, 1412 (1).

Louis Chauveron, seigneur du Ris et de Laurière, 1434.
Jean Chauveron, seigneur du Ris, Laurière, teste en 1421.

Pennotus de Lezis, domicellus, dominus de Lage, parochiæ de Baisaco, 1439 (2).

Antonius d'Eychizadours, dominus de Albapetra, domicellus, 1439 (3).

Marguerite Chauveron, dame du Ris, Laurière, héritière et fille de noble et puissant Louis Chauveron, espousa Jean, seigneur de Pompadour, par contrat du 23 juin 1453.

Gabriel de Gimel, seigneur du dit lieu, 1489.

François de Lasteyrie, seigneur de Flomont, 1489 (4).

Aimericus de Axia, miles, dominus in parte de Montebruno, 1270 (5).

Nobilis Assalitus, dominus de Blanchafort, 1303 (6).

Dominus Simon de Rupecavardi, dominus de Sancto Laurentio, miles, 1307 (7).

Bernardus de Combornio, miles, dominus de Bello-monte (8) et de Chamboliva, 1318.

J.-B. CHAMPEVAL.

(A suivre.)

-
- (1) L'Eyoisier, Bonnat (Haute-Vienne).
 - (2) Corrigez en Bersaco, Bersac (Haute-Vienne).
 - (3) Aubepeyre (Saint-Yrieix-la-Montagne, Creuse).
 - (4) Commune de Meyssac.
 - (5) Aix, ville (Hte-Vienne). — Montbrun, Dournazac (Hte-Vienne).
 - (6) Commune de Lagraultière.
 - (7) Saint-Laurent-sur-Gorre (Haute-Vienne).
 - (8) Beaumont, près Chamboulive.

342

et saint-Lernin-de-Larche

LES

Annales de Larche

EN BAS-LIMOUSIN

Jusqu'à la Révolution

PAR

Le Docteur Raoul LAFFON

Ancien interne des Hôpitaux de Toulouse

Lauréat (médaillon d'argent) de la Société d'Anatomie et de Physiologie
de Bordeaux

Membre correspondant (médaillon de bronze) de la Société de Médecine de Toulouse

Lauréat (médaillon d'argent) de la Société d'Hygiène de l'Enfance de Paris

Officier de l'Instruction publique

CHAPITRE PREMIER

*Origine de Larche. — Le château et la châtellenie de Larche;
leurs divers possesseurs.*

L'origine de Larche, qui est assurément fort ancienne, ne pouvait manquer d'exercer la sagacité des étymologistes, qui ont voulu trouver dans le nom même de cette localité une preuve de ses débuts, une marque de sa destination première.

Les uns, parmi lesquels on rencontre Gilibert de Merhiac (1), imaginent une forteresse, construite sur le rocher situé au confluent de la Vézère et de la Couze, qui le protégeaient des deux côtés, tandis que les autres se trouvaient entourés par des marécages difficilement abordables occupant toute la plaine. Sa situation auprès de la grande voie romaine de Tintignac à Vézone (2), son voisinage des ruines

(1) *Recherches historiques sur le tracé ancien et moderne de la route de Lyon à Bordeaux, in chroniqueur du Périgord et du Limousin*, 1854, p. 59 et suiv.

(2) Aujourd'hui Périgueux.

de la villa romaine de Laroche, commune de Saint-Cernin, lui paraissent autant de preuves de sa fondation par les Romains, qui y auraient tenu une garnison, estimée par lui à une cohorte ou une demi-cohorte (2 ou 300 hommes). Son imagination l'entraînant facilement, il suppose aussi que ces soldats, anémiés par les miasmes malsains de la plaine, se rendaient alors à Laroche pour s'y reposer, y prendre leurs bains accoutumés et s'y réunir dans un *sacrarium* « pour observer les aruspices, renouveler les serments, les vœux et les sacrifices annuels que les légions célébraient pour le salut des Césars et de l'empire romain » (1).

L'étymologie de Larche se trouverait dans le mot latin, *arx*, qui veut dire citadelle. Celle-ci aurait été construite par les Romains et, après le dessèchement des marais et l'assainissement des environs, commencés au *vi*^e siècle par saint Sour et ses disciples dans la plaine de Terrasson, quelques maisons se seraient construites autour de cette citadelle et leur agglomération progressive aurait formé la petite ville de Larche.

Limousin, ingénieur des ponts et chaussées, qui est resté longtemps dans la Corrèze et s'y est occupé de recherches archéologiques, admet aussi que Larche fut à l'origine une citadelle romaine et fait par conséquent dériver son nom du mot *arx* dans un travail qu'il a publié sur la voie romaine de Bordeaux à Lyon (2).

Cette étymologie, toute simple et toute naturelle qu'elle paraisse, n'a pas été acceptée cependant par tous les auteurs. Elle ne repose que sur une simple euphonie et l'on n'a pu fournir aucune preuve sur l'existence de cette forteresse. On n'en a jamais vu aucun vestige et l'on n'a trouvé à Larche ni monnaies, ni médailles, ni armes ou autres restes témoignant d'une ancienne occupation romaine. Il n'est, du reste, fait mention de Larche dans aucun titre

(1) *Substructions gallo-romaines à Laroche*, in *Bulletin de la Société scient., hist. et arch. de Brive*, 1884, t. VI, p. 587.

(2) *Mémoires de la Soc. imp. des Antiq. de France*, 1849, nouv. série, t. XIX, p. 394.

antérieur aux derniers siècles du moyen âge (1). Ce ne sont donc que de vagues conjectures qu'on peut faire à ce sujet.

D'autres, d'ailleurs, repoussent formellement cette facile étymologie du mot Larche et, se basant sur l'appellation même de cette localité au moyen âge, qui était alors désignée sous les noms d'*Arca* ou *Archa*, voire même *Archa sola* (2), ils prétendent que la présence d'un pont d'une seule arche à cet endroit a dû être l'origine de son nom actuel. M. Deloche (3) adopte cette opinion et parle d' « un pont d'une seule arche établi et en cet endroit sur la Corrèze pour le passage de l'ancienne voie » (4).

C'est aussi l'avis exprimé par M. l'abbé Poulbrière dans son *Dictionnaire historique et archéologique des paroisses du Diocèse de Tulle* (5).

Malheureusement pour ces auteurs, la chose nous paraît matériellement impossible. A moins de supposer la Vézère bien étroite à cette époque, on ne pourrait songer à y jeter un pont d'une seule arche et, d'ailleurs, où donc auraient été ses aboutissants, puisque les deux rives n'étaient que des marais infranchissables. Et puis, la voie romaine ne traversait pas la Vézère; elle s'en écartait, au contraire, en amont de Larche, pour éviter les marécages et se dirigeait vers les hauteurs qui dominent Lafeuillade, où l'on a retrouvé ses traces évidentes, au-dessus du village de Latreille (6).

Tout au plus pourrait-on supposer un pont sur la Couze; mais, à cette époque reculée, le niveau des terrains était certainement beaucoup plus bas qu'aujourd'hui et l'on n'au-

(1) Mss. Bibl. Nat., collection Gaignières.

(2) Mss. Bibl. Nat., collection Gaignières, t. CLXXXIII-CLXXXIV.

(3) *Étude sur la géographie historique de la Gaule et spécialement sur les divisions territoriales du Limousin au moyen âge*. Paris, 1861, note de la page 528.

(4) Il y a là un *lapsus* de M. Deloche. Ce n'est pas la Corrèze qui passe à Larche, mais la Vézère, après avoir reçu plus haut, vers Lau-meil, au-dessus de Saint-Pantaléon, les eaux de la Corrèze.

(5) *Semaine religieuse de Tulle*, n° 41, 1893, p. 650.

(6) G. de Merlhac, *loc. cit.*, et cité par Marvaud, in *Histoire du Bas-Limousin*, t. 1, p. 19, note.

rait pu y construire un pont qu'en les surélevant d'une façon considérable, comme on a fait après 1796 pour le passage de la route nationale actuelle, n° 89, de Lyon à Bordeaux. Il n'y avait alors qu'« un petit pont en bois, sur le ruisseau de Couze, qui a 22 pieds de long sur 16 de large » (1). La Couze est d'ailleurs un ruisseau peu important et il est fort probable qu'on se contentait alors de le traverser à gué.

De tout cela il ressort que l'origine de Larche est fort obscure et que l'étude étymologique ne fournit que des données peu sûres, assises sur des bases bien peu solides, qui ne résistent pas à la critique et qu'on ne saurait par conséquent admettre sans réserves.

On pourrait cependant hasarder une autre origine qui aurait des probabilités de se rapprocher de la vérité. Pourquoi, prenant le mot *archa* avec la désignation de bateau, pouvant, comme l'arche de Noé, contenir à la fois des hommes, des animaux, voire même des charriots, comme les bacs de nos jours, n'y verrions-nous pas l'étymologie réelle du nom de Larche ou plutôt de l'Arche, comme on l'écrivait autrefois avec raison. Et alors tout s'explique facilement et la localité actuelle, qui était l'endroit où se trouvait l'arche, servant à traverser la Vézère, aurait pris simplement par extension le nom du bateau lui-même.

Cette origine est plus vraisemblable que celle attribuée à la présence d'un pont; elle est moins héroïque que celle provenant de la domination d'une citadelle et flattera peut-être moins l'amour-propre des habitants de cette petite ville; mais elle a, croyons-nous, le mérite de réunir à son compte toutes les probabilités.

Quoi qu'il en soit de l'existence antérieure d'une citadelle romaine, il est au moins certain qu'un château existait à Larche et qu'il y fut édifié vers la fin du xii^e siècle par *Raymond II*, vicomte de Turenne. Il le fit même construire sur un emplacement qui ne lui appartenait pas, sur le

(1) Arch. départ. de la Corrèze, L, 578.

fameux rocher qui aurait supporté la citadelle romaine et se trouvait dans les dépendances de l'abbaye de Solignac. D'où protestation du légitime propriétaire, qui amena le vicomte à consentir la transaction suivante, dont voici la traduction donnée par René Fage, dans le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze* (1) :

« In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, Notum sit presentibus et futuris quod Ego vicecomes Turenne castrum de Larcha quod in terra et fundo Sancti Petri de Solomnac a primo lapide edificaveram G. abbati et monachis ecclesie Sollempniacensis reddidi, predictae ecclesie juris rigore exigente, predictus vero abbas illud mihi donavit ut Ego et mei successores castrum predictum ecclesie Sancti Petri Sollempniacensis auctoritate haberem in possessione, tali pacto ut Ego et successores mei predictum castrum ei reddam quotiescumque exegerit sine meo incommodo et successorum meorum. Pro quo facto Ego R. singulis annis dedi trigenta solidos redditus in festivitate omnium Sanctorum et unum bizantium de achaptamento decem solidos in predicto castello et decem solidos a Peyratfumada et decem solidos a Marimont et hominibus. Testibus G. de Terasso abbate et A. vicecomite lemovicensi et filiis suis Guidone et Ademaro et aliis quam pluribus. Ego siquidem cartam continentem hujus rei factum sigillo meo volui sigillare ut firmum et ratum firmiter in perpetuum teneatur; anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo nonagesimo (2). »

« Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, qu'il soit connu des présents et à venir que Moi, vicomte de Turenne, j'ai rendu le château de Larche, que j'avais élevé depuis la première pierre sur la terre et le fonds de Saint-Pierre de Solignac, à G. (Gaubert de Souillac, abbé de Solignac) abbé et aux moines de l'église de Solignac, me soumettant ainsi au droit de ladite église; mais le susdit abbé

(1) 7^e livraison, juillet 1879, p. 278.

(2) Archives de la Haute-Vienne, fonds de Solignac, A, 4593 et vidimus de 1304, délivré par le chantre et l'official de Limoges, A, 4595.

m'en a fait donation pour que Moi et mes successeurs, par l'autorité de ladite église de Saint-Pierre de Solignac, nous ayons ledit château en notre possession, à cette condition que Moi et mes successeurs nous rendrons ledit château dès qu'il l'exigera, quelque préjudice que cela nous cause. Pour ce fait, Moi, R. (Raymond, vicomte de Turenne) j'ai donné trente sols de rente annuelle payables à la fête de la Toussaint, et un besant d'acapte, dix sols sur ledit château, dix sols sur Peyrefumade et dix sols sur Marimont, et l'hommage. Témoins : G. (Gérald, abbé de Terrasson), de Terrasson, abbé, et A. (Adémar V) vicomte de Limoges et ses fils Gui et Adémar et beaucoup d'autres. Quant à moi, j'ai voulu sceller de mon sceau la charte contenant cette convention pour qu'elle tienne et vaille à perpétuité : l'an de l'incarnation de Notre-Seigneur, 1190. »

Dans cet acte, le vicomte dit bien qu'il a édifié le château de Larche depuis la première pierre « a primo lapide edificaveram » ; mais il ne fait allusion à aucune ruine, à aucun reste d'une citadelle antérieure, dont les fondations au moins auraient dû subsister encore et sur lesquelles il n'aurait pas manqué d'élever ses constructions. Il l'aurait certainement exprimé dans son écrit et, dans ce cas, ne se serait pas servi de cette expression « a primo lapide », dès la première pierre. Cette charte ne fait donc qu'augmenter encore le doute sur l'existence d'une forteresse romaine.

Remarquons en passant que Raymond II ne profita pas longtemps du château de Larche et qu'il partit la même année, en compagnie de Richard-Cœur-de-Lion, pour aller combattre les infidèles en Terre-Sainte et se faire tuer à Saint-Jean-d'Acre, en 1191. Quant à ses successeurs, ils n'eurent pas à subir la clause de la restitution que les abbés de Solignac n'invoquèrent jamais.

Les vicomtes ne négligeaient pas cependant le château de Larche et y venaient parfois faire quelque séjour. C'est ainsi qu'ayant eu quelque difficulté avec Raymond, abbé de Terrasson, *Raymond*, vicomte de Turenne, fit avec lui un traité qui fut conclu et signé à Larche en l'année 1224

et « jura que par la suite il n'empêcherait l'abbé en aucune chose que ce fût et que les moines, les bourgeois et les autres habitants de Terrasson seraient assurés en toute la terre de la vicomté » (1).

L'épouse de *Raymond IV*, vicomte de Turenne, *Élise*, fille de *Gui II*, comte d'Auvergne, quitta le château de Turenne après la mort de son mari, en 1243 et vint habiter celui de Larche, où elle resta jusqu'à sa mort et où elle fit son testament en faveur de sa fille unique, qui se nommait aussi *Élise* et avait épousé *Hélie Rudel*, seigneur de Bergerac, Blaye et Gensac (2).

Ce fut même la cause originelle du partage de la vicomté de Turenne, qui eut lieu quelques années plus tard, en 1251, et qui en démembra toute la châtellenie de Larche.

Hélie Rudel (3), en effet, fit valoir les droits de sa femme sur la vicomté de Turenne, dont s'était déjà mis en possession *Raymond V*, seigneur de Servières, frère de *Raymond IV*, voulant, disait-il, empêcher la maison de Turenne de tomber en quenouille. La contestation fut portée devant le roi de France, *Louis IX*, qui écarta les prétentions du seigneur périgourdin. Mais *Raymond V* ne jouit pas longtemps de sa vicomté et il mourut en 1245, laissant trois fils et cinq filles, qu'il avait eus de sa femme, *Allemande*, fille de *Pierre de Malemort*. Il fut inhumé à l'Hôpital-Saint-Jean.

Son fils, *Raymond VI* lui succéda; mais il eut bientôt à subir de nouvelles réclamations d'*Hélie Rudel*, qui n'était guère disposé à faire l'abandon des droits qu'il tenait d'*Élise* de Turenne. *Blanche de Castille* dut encore intervenir

(1) Bibl. Nat. Manuscrits Leydet dans le fonds Lespine, vol. 35, fol. 237-254.

(2) Justel, *Histoire de Turenne*.

(3) Ainsi nommé à cause de la dureté de son caractère. La *Chronique de Vigois* rapporte que ses violences envers sa mère, *Vasconie*, irritèrent tellement cette dernière que, sans égard pour son propre honneur, elle déclara devant le clergé qu'il n'était point son fils légitime. (Marvaud, *Hist. du Bas-Limousin*, p. 233.) Voir aussi le *Livre de Vie*, par M. Émile Labroue, p. 50 et suiv.

comme arbitre et, pour mettre fin à cette querelle familiale, elle attribua à Rudel une partie de la vicomté située en Périgord et la châtellenie de Larche, qui se trouva définitivement séparée des possessions de Turenne.

A sa mort, elle passa entre les mains de sa fille unique, *Marguerite de Bergerac*, dite aussi de Turenne, qui épousa *Renaud III*, sire de Pons et en eut trois enfants :

1° Hélie Rudel, sire de Pons, qui reçut les châtellenies de Bergerac, de Mont-Leydier et de Genssac ;

2° Geoffroy de Pons, qui eut les châtellenies de Castelmoron, de Montueur, de Ribérac, d'Espeluchat, de Montfort, d'Aillac, de Chaslus, de *Larche*, de Croixe, de Martel, de Cunhac et de Monts et toute la terre de Bayanèse, avec tous les droits, hommages, fiefs et arrière-fiefs, devoirs, revenus existant dans la vicomté de Turenne (1).

3° Agathe de Pons, femme de Raymond VI, vicomte de Turenne, qui fut dotée de 200 livres de rente annuelle de la monnaie courante de la vicomté.

Geoffroi de Pons, seigneur de Ribérac, était donc possesseur de la châtellenie de Larche à la fin du ^{xiii}e et au commencement du ^{xiv}e siècle, lorsqu'il fut condamné par arrêt du Parlement, en 1309, pour avoir donné asile et protection à des bannis, à Carlux. Ses biens furent mis sous sequestre et nous les trouvons, en 1313, affermés pour un an par Arnaud de Proboland, trésorier royal en la sénéchaussée du Périgord, à Adhémar Vigier, lieutenant dudit Geoffroi de Pons, pour la somme de mille petits tournois. Il s'agissait dans cette ferme des terres de Montfort, Aillac, Carlux, *Larche*, Terrasson, Jayac, Borrèze et Martel (2).

Un testament de ce même Geoffroi de Pons, fait en 1289, mentionnait aussi Larche et en réglait la destination en faveur d' « Isabelle de Rodez, sa femme, qui lui avait apporté 4,000 livres de petits tournois de dot. Elle est dé-

(1) Justel, *Preuves de l'histoire de la maison de Turenne*, p. 47, testament de Marguerite de Turenne du 7 février 1289.

(2) Arch. Nat. Papiers de Noailles, cart. 26, et Léon Dessalles, *Histoire du Périgord*, t. II, p. 123.

clarée usufruitière de tous ses biens, sans avoir aucun compte à rendre. Si elle ne s'entend pas avec Renaud IV de Pons, son héritier, elle aura en toute jouissance les châteaux de Montfort, *Larche* et Terrasson » (1).

Ce testament ne put recevoir son exécution, au moins dans la clause concernant *Renaud IV de Pons*; car celui-ci mourut en 1308, à l'âge de 38 ans (2), après avoir exercé de véritables actes de brigandage dans le Bergeracois, en particulier à Issigeac, où il porta le pillage et l'incendie (3). Marié en 1294, âgé de 24 ans, avec Isabeau de Levès, fille de Gui III, seigneur de Levès, il en eut deux enfants : une fille, Jeanne, qui épousa Archambaud IV, comte de Périgord et Hélie, qui lui succéda sous le nom d'*Hélie Rudel II*, dit aussi *Renaud de Pons* dans certains auteurs, à peine âgé de 11 ans. Il se maria six ans plus tard, en 1314, avec Mathe d'Albret, veuve d'Armand Raymond, vicomte de Tartas, qu'elle avait épousé à 12 ans, en 1310 et qui était donc âgée de 16 ans (4). Mais cette union ne fut pas heureuse. Leur divorce fut prononcé en 1333 et il mourut, la même année, âgée aussi de 38 ans, comme l'était son père.

Son fils, *Renaud de Pons V*, recueillit sa succession. On le trouve, en 1340, faisant partie de l'armée du duc de Normandie et, suivant une charte citée par Siméon Luce, il mourut en 1356 à la fameuse bataille de Poitiers, où le roi de France, Jean II, fut battu et pris par le prince Noir (5).

Renaud de Pons VI, son fils, hérita de ses domaines, se battit d'abord du côté des Anglais, avec lesquels il fit le siège de Limoges en 1370, passa ensuite avec les Français, à la cause desquels il resta fidèle jusqu'à sa mort survenue

(1) Arch. des Basses-Pyrénées, B M T, 27, n° 11, et L. Dessalles. *Hist. du Périgord*, t. II, p. 83.

(2) L. Dessalles, *Hist. du Périgord*, t. II, p. 115.

(3) Voir le *Livre de Vie : les seigneurs et les capitaines du Périgord blanc au XIV^e siècle*, page 54, par M. Émile Labroue, Bordeaux, 1891, Gounouilhou, éditeur.

(4) L. Dessalles, *Hist. du Périgord*, t. II, pp. 115 et 174.

(5) Émile Labroue, *Le Livre de Vie*, p. 63.

en 1425. Marié avec Marguerite de Périgord, fille de Gaillard de Durfort, seigneur de Duras, et d'Éléonore de Périgord, il en avait eu deux fils : Renaud, qui partit avec Jean sans Peur pour la croisade contre les Turcs et fut tué en 1396 à la bataille de Nicopolis, et *Jacques de Pons*, qui fut le dernier représentant de cette famille. Il avait épousé Isabelle de Foix, devenant ainsi le petit neveu de la femme de Charles V (1), ce qui n'empêcha pas le roi de France de s'emparer de toutes ses possessions, à la suite d'un arrêt du Parlement de Paris, rendu en 1449, à l'instigation des Coëtiivy, nobles puissants de Bretagne, dont l'un était amiral et l'autre seigneur de Taillebourg, et le déclarant coupable de lèse-majesté et banni du royaume, avec confiscation de tous ses biens.

Il y avait d'ailleurs plusieurs années que *Jacques de Pons* « était très mal dans ses affaires ; Jehan, comte de Pierregort, voyant la nécessité où led. Jacques était, trouva façon et moyen de acquérir et achepter dudit Jacques de Pons la terre et seigneurie de Terrasson, avec toutes ses appartenances, fiefs et hommages d'icelle terre » (2), et c'est par acte consenti le 8 juin 1442 qu'il céda à *Jean de Bretagne*, comte de Périgord et vicomte de Limoges, la châtellenie de *Larche* et Terrasson moyennant 1,500 royaux d'or chacun du poids de trois deniers du coin du roi (3), et « des deniers de laquelle il se mit sus lui et ses gens, en bien grand nombre, et, ce fait, s'en alla avec ses dictes gens au pays de Pierregort, où il demeurera en la compagnie dudit comte de Pierregort, pour la garde et deffense dudit pays et illec (là) par son aide et moyen furent prises, recouvertes et réduites en l'obéissance de nostre dict feu seigneur et père plusieurs places et grosses forteresses jusques au

(1) Émile Labroue, *Le Livre de Vie*, p. 65.

(2) Arch. des Basses-Pyrénées, 2^e inv. P et L, liv. 82, n^o 17. — La seigneurie de Terrasson était unie à la châtellenie de Larche.

(3) Clément-Simon, *La Vicomté de Limoges*, p. 126.

nombre de vingt et plus qui étaient détenues et occupées par les Anglais » (1).

A cette époque, la châtellenie de Larche comprenait les paroisses suivantes, d'après un état dressé en 1365, avec l'indication des nombres de feux qu'elles renfermaient (2) : « Proche de Terrasson (Terrasson) cl feux ; — de Villa Dei sibi annexe (Lavilledieu) xv f. — de Pazayaco (Pazazac) xvii f. de Ladornaco (Ladornac) xxxix feux (3). »

Les vassaux de la seigneurie de Larche étaient assujettis au droit de guet ou de garde du château et payaient de ce chef cinq sols par feu, en même temps qu'ils étaient tail-
lables aux quatre cas, c'est-à-dire qu'ils devaient une redevance au seigneur lorsqu'il était promu chevalier, qu'il mariait une de ses filles, pour sa rançon s'il était fait prisonnier et pour faire un voyage en terre sainte.

Le droit de guet a continué d'exister jusqu'à la Révolution, mais un peu réduit, et nous trouvons dans les registres de la juridiction de Larche, en 1772, une instance introduite par le duc de Noailles contre François Leymarie et autres, concernant les arrérages de vingt-neuf ans de droit de guet, dus à raison de trois sols par feu (4).

Mais, revenons aux anciens possesseurs de Larche. *Jean de Bretagne* avait encore cette terre en 1450, et *Guinot de Feletz* lui rendait hommage pour ce qu'il possédait dans ladite châtellenie de Larche et de Terrasson (5).

Ce n'est que plus tard qu'on reconnut l'injustice de la sévère condamnation de *Jacques de Pons* et qu'il fut réintégré dans ses biens, à l'occasion du mariage de son fils *Gui*, le 3 novembre 1461. *Louis XI* réparait le mal que lui avait fait *Charles VII* et, dans les lettres de restitution qu'il accorda à ce sujet, il est dit qu'on rachètera les terres de *Montfort*, *Carlus*, *Larche*, *Terrasson*, etc.

(1) Arch. des Basses-Pyrénées, 2^e inv. prép. P et L, l. 82, n° 17.

(2) Bibl. Nat., Mss. Périg. v. 88, f. 92.

(3) Bibl. Nat. Mss. Périg. v. 88, f. 92.

(4) Arch. dép. de la Corrèze, B, 1461.

(5) Arch. des Basses-Pyrénées, E, 646.

Cette décision fut-elle mise à exécution en ce qui concerne la châtellenie de Larche et Terrasson ? C'est bien peu probable ; car, dès 1446, *Jean de Bretagne*, obéré lui-même, avait dû contracter un emprunt à Jean de Carbonnières, seigneur de Jayac, et lui avait donné en gage la châtellenie de Larche, en même temps que, par lettres du 24 septembre 1447, il lui donnait aussi pouvoir « de bailler et arrenter » les domaines lui appartenant dans les seigneuries de Larche et Terrasson (1).

On retrouve ce Jean de Carbonnières capitaine du château de Larche, cinq ans plus tard, dans un acte d'hommage qu'il rend, le 6 janvier 1453, à la veuve de Jean de Bretagne, Marguerite de Chauvigny, comtesse de Penthievre et de Périgord et vicomtesse de Limoges, en lui remettant la clef dudit château « sans sur ce faire difficulté et contradiction » (2).

Alain d'Albret, comte de Périgord et vicomte de Limoges, devint possesseur des seigneuries de Larche et Terrasson et en effectua la vente à Antoine de Salignac, baron dudit lieu, par acte daté de Montpaon le 28 septembre 1483 (3). Mais un procès s'engagea à ce sujet avec le comte de Penthievre, qui obtint l'annulation de la vente et la restitution de la moitié des seigneuries en cause, et c'est à cette époque, vers 1502, que fut rédigé le mémoire du seigneur Alain d'Albret contre Charlotte de Bretagne, épouse d'Antoine de Villequier, seigneur de Montrésor, qui réclamait sa portion dans le comté du Périgord.

Dans ce long travail sur l'état, la population et l'étendue des terres de la maison d'Albret en Périgord, on y trouve les renseignements suivants, qui nous intéressent tout particulièrement : « le château de l'arche est vieux et ancien et il n'y reste plus guère qu'une tour toute découverte (4). »

(1) Arch. dép. de la Corrèze, E, 262.

(2) Arch. des Basses-Pyrénées, E, 734.

(3) Arch. des Basses-Pyrénées, E, 734.

(4) Bibl. Nat. Mss. Leydet, f. Lespine, n° 55 f° 388. — Arch. des Basses-Pyrénées, E, 663.

Néanmoins, Larche y est classée parmi les meilleures terres de la vicomté de Limoges, dont la veuve de Jean de Bretagne « tant qu'elle véquit fut doerière et dame ».

Cependant, Bertrand de Salignac, chevalier, se disant seigneur de Larche et Terrasson, demanda pour l'exécution du jugement susdit en faveur du comte de Penthievre, un sursis qui lui fut accordé par une lettre de François I^{er} du 9 juin 1518; mais celui-ci fut maintenu et les seigneuries de Larche et Terrasson restèrent partagées entre Alain d'Albret et le comte de Penthievre, René de Bretagne, qui s'empressa de vendre sa part pour 16,000 livres à Amanieu, cardinal d'Albret, par acte signé à Boussac le 25 août 1519 (1).

Alain d'Albret n'eut pas encore la paisible jouissance de la moitié desdites seigneuries qui lui était échue; car il y eut, le 15 septembre 1521, appointment entre Alain d'Albret, agissant comme comte de Périgord, tant en son nom qu'au nom de son fils, roi de Navarre, et Anne de Pons (dame de Ribérac), veuve d'Odet d'Aydit (seigneur de Larche), tant en son nom qu'au nom de ses enfants, par lequel Alain cède à ladite dame, avec certaines clauses, les terres de Rousille et de Saint-Maime, pour mettre fin au procès qu'ils avaient au sujet des châtellenies de Larche et de Terrasson, dont le comte reprit possession peu de temps après (2).

L'année suivante, par une commission donnée à Pau le 13 décembre 1522 (3), *Henri II, roi de Navarre* et comte de Périgord, délégua l'abbé commendataire de Terrasson, Bertrand de Lafaye (4), de la noble famille des Lafaye, seigneurs d'Auriac, qui était aussi protonotaire du Saint-Siège, pour recevoir les hommages et donner l'investiture en son

(1) Arch. des Basses-Pyrénées, E, 734.

(2) Arch. des Basses-Pyrénées, P L, 82, n^{os} 20 et 86, n^o 2. E, 734.

(3) Bibl. Nat. Mss. Leydet, fonds Lespine, vol. 9, f^o 22.

(4) Il fut abbé du 14 mars 1520 jusqu'en 1541. Il se démit en faveur de son neveu, Pierre de Lafaye, sous réserve d'une pension. (Bibl. Nat. Mss. Leydet, vol. 35, f^o 258 et 242.)

nom sur ses domaines et en particulier dans les châtellemies de Larche et Terrasson.

En 1523, il donna sa procuration à un autre Lafaye, parent de l'abbé et son maître d'hôtel, pour acheter au seigneur de Penthievre et moyennant 16,000 livres, sa moitié des terres de Larche et Terrasson (1).

En 1541, François de Rouffignac, seigneur de Cousages, acheta la moitié de la châtellemie de Larche, très probablement la partie comprise dans les paroisses de Chavagnac et de Grèzes, ainsi qu'il résulte du document suivant, en date du 15 octobre 1779. C'est une déclaration faite pardevant Jean-Baptiste Lamaze, notaire à Larche, par le s^r Lafeuille, procureur d'office de Cousages, qui affirme « que le seze mars mil sept cent soixante treze le seigneur de Lissac écrivit au seigneur de Cousages pour le prier de luy confier et preter la transaction passée en mil cinq cent dix sept entre les seigneurs de Cousages et de Lissac pour les limites de leurs terres ensemble le *contrat d'acquisition que fit Pierre (2) de Rouffignac en mil cinq cent quarante un de la moitié de la châtellemie de Larche de M. le Duc d'Albret*, que led. seigneur de Cousages après avoir lu cette lettre il la remit aud. s^r comparant qui était lors à Cousages et luy dit de preter aud. seigneur de Lissac les actes ou titres qu'il demandait, que tout de suite il fut aux archives dud. seigneur de Cousages, qu'il y trouva les actes cy dessus referés dans la cote quatre cent six et qu'il les envoya aud. seigneur de Lissac » (3).

(1) Arch. des Basses-Pyrénées, 3^e inv. P L, I n° 21 et L. Dessalles, *Hist. du Périgord*, t. III, p. 104.

(2) C'est par erreur du notaire que se trouve ici le prénom de Pierre. Il s'agit évidemment de François de Rouffignac, d'ailleurs cité dans l'acte suivant, qui, en 1541, rendit hommage au roi comme comte de Périgord et vicomte de Limoges (arch. de la Haute-Vienne, n° 1791, arch. des Basses-Pyrénées), pour Chavagnac et ce qu'il tenait en les châtellemies de Larche et Terrasson. Marié à Gabrielle Lauzières-Thémines, il en eut Madeleine, qui épousa Jean de Sénectère vers 1560 et lui apporta Chavagnac et Couzages.

(3) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

Le seigneur de Lissac garda ces titres pendant plus de cinq mois, et leur remise au seigneur de Cousages donna lieu à l'acte de décharge suivant, qui nous fournit certaines précisions supplémentaires sur l'acte de vente de cette moitié de la châtellenie de Larche :

« Pardevant le no^r royal des sénéchaussées de Brive et Sarlat soussigné présens les témoins bas nommés au château de Lissac sis au bourg et parr. de Lissac en Limousin l'an mil sept cent quatre vingt et le vingtième mars après midy Régnant Louis furent présens M^e Henry Marchant avocat en parlement et juge de Cousages habitant de la ville de Larche, M^e Jean Albiac avocat en parlement et juge du marquisat de S^t Chamans habitant du bourg de forges, lesquels faisant pour et au nom de haut et puissant seigneur Messire Henry françois de Larochefoucaut Couzages seigneur Comte de Couzages Lieutenant général des armées navales auquel ils se portent fort de faire ratifier et entretenir ces présentes ont déclaré avoir tout présentement reçu de haut et puissant Seigneur M^e Joseph de Laporte chevalier Seigneur de Lissac et autres lieux, chevalier de l'ordre royal et militaire de S^t Louis, ancien Lieutenant de Roy au gouvernement de Sarre Louis, habitant en sond. château de Lissac ici présent et acceptant savoir est une coppie en parchemin d'un contrat de vente consenty par le procureur du Roy et Reine de Navare faisant pour led. seigneur et dame Roy et Reine de Navare en faveur de françois de Roufignac ecuyer seigneur de Couzages savoir de la moitié par indivis de la chatelenie de Larche et des membres d'icelle en date du treize octobre mil cinq cent quarante un passé devant Rouzier le jeune no^r et praticien de Limoges, signé avec paraphe, cotté numero 348..... (ici est la description très-minutieuse du parchemin contenant la transaction ci-dessus indiquée)..... led. seigneur de Lissac les ayant reçus dans le même état qu'il les rend auxd. s^r Marchant et Albiac, pour être par eux transférés dans les archives de Couzages, et desquels actes led. seigneur de Lissac demeure vablement déchargé, attendu que ce sont

les mêmes titres qui luy avaient été fournis par le s^r Lafeuille procureur d'office de Couzages, suivant sa déclaration du 15^e 8^{bre} dernier reçue par le no^r soussigné. Et led. s^r Albiac a déclaré que lesd. titres sont dans le même état qu'il les a vus, cottés et étiquetés auxd. archives de Couzages, dont et du tout il nous a été requis acte que nous avons concédé en présence de Jacques Puimège m^r cordonnier et de Jean Sarmadiras travailleur habitans dud. bourg de Lissac qui ont signé avec lesd. parties et nous (1). »

En 1556, les revenus de la châtellenie de Larche et Terrasson étaient accensés « à M^r François Pouch, no^r dud. lieu de Larche sous la caution de M^r Jean Vallière no^r et Jean Olier dit lou Bastard habitans dud. lieu pour la somme chacun an de trois cent dix livres tournois pour le principal et sept livres dix sols pour les charges ordinaires », lisons-nous dans l' « Estat au vray du revenu des comté de Périgord et vicomté de Limosin en la charge de M^r Michel Aymerie trésorier pour les Roy et Reine de Navarre en leur d. comté et vicomté pour un Trienne commençant le jour Saint-Jean-Batiste 1556 et finissant à semblable jour 1559, les instrumens desd. affermes reçus par M^r François Plazenet no^r à Montpaon » (2).

En 1576, le roi de Navarre aliéna pour 6,000 livres tournois ce qui lui restait des châtellenies et seigneuries de Larche, Terrasson et Nadaillac au seigneur *Henry de Noailles*, en se réservant cependant la faculté de rentrer en leur possession en remboursant ladite somme de 6,000 livres. C'est ce qui eut lieu cinq ans plus tard, le 30 juin 1581.

Voici d'ailleurs la copie de l'acte où furent consignées ces diverses conventions (3). Signalé déjà, il n'a encore été publié dans aucun travail à ma connaissance :

« Scaichent tous présens et advenir comme le quatriesme
jour d'aoust mil cinq cent soixante seze. Entre très hault et

(1) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(2) Arch. dép. de la Corrèze, E, 141.

(3) Arch. des Basses-Pyrénées, E, 734.

très excellent prince Henry roy de Navarre assisté de son conseil d'une part. Et dame Jehanne de Gontault (1) douairière de Noailles dame de Lantour et l'une des dames dhonneur de la Reyne mère du Roy (2) faisant pour et au nom de Messire Henry de Noailles son fils seigneur dudit lieu baron de Chambres, Carbonnières et du Lériz gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy d'autre heust esté fait accord par lequel le dict seigneur Roy preint et receust de la dicte dame de Noailles la somme de six mil livres tornois. Moyennant laquelle sa magesté quitta au dict seigneur de Noailles ses droictz, non et actions à elle appartenant en et sur les chastellainies et seigneuries de Larche et Terrasson et Nadalhac, justice fondalité directité domaynes homages et aultres droictz qu'il avaiet en icelles et ce seraict desparty du procès pour rayson de ce pendant au grand conseil du Roy et consanty que ledict seigneur de Noailles fust maintenu en la possession et jouyssance des dictz droictz et de ceux qui en deppandaient. A la charge toutes foy que s'il plaisait au dict seigneur Roy de Navarre faire poursuyte du dict procès en instance dans l'espace de six ans, lors en suyvant faire le pourroit en remboursant préalablement le dict seigneur de Noailles de la dite somme de six mil livres en quoi faisant sa dite Magesté rantrerait en la mesme possession droictz jouissance des dites seigneuries de Larche, Terrasson et Nadalhac qu'il avaiet et estoict lors et au temps du dict contrat d'accort fait et passé à Villeneuve d'Agenois le dict jour et an sus dict reçu par Brousset et Bareilles notaires royaux de la dite ville lequel accord du

(1) Fille de Raymond de Gontaut, seigneur de Cabrezès, et de Françoise de Bonafos, dame de Lantour; mariée le 30 mai 1540 à Antoine de Noailles, né en 1504, fils de Louis de Noailles, seigneur de Montclar et de Chambres et de Catherine de Pierre-Buffière, gouverneur de Bordeaux et Lieutenant du roi en Guyenne; ambassadeur à Londres de 1552 à 1556; gouverneur des enfants de France en 1556; gouverneur et maire de Bordeaux en 1561; mort en 1561.

(2) Marguerite de Valois; elle l'avait été aussi de la reine de France, Elisabeth d'Autriche.

consamment des dictes parties aurait esté esmologué et icelles parties condampnées de l'antretenir selon la fourme et teneur par arrest du dict grand conseil du premier jour de feuvrier mil cinq cens soixante dix sept. Pour ce est il que 'aujourd'hui dernier jour du mois de juing lan mil cinq cens quatre vingtz et ung environ l'heur de cinq heures après midy au chateau de Larche au bas pays de Lymosin Régnant très chrestien prince Henry par la grace de Dieu roy de France et de Polloigne par devant nouz Jehan Valière notaire royal et François Lymoges notaire soubz le sel du compte de Perigort et visconté de Lymoges soubz signés présents les tesmoingt bas nommés ont été personnellement establies honorables et discrètes personnes Jehan de la Forcade sieur de la Fite conseiller du dict seigneur Roy de Navarre et trésaurier général de sa maison et finances et Bernard Lecharon aussi conseiller et mestre des requestes ordinaire du dit seigneur Roy de Navarre Garde de ses seaulx et juge dappeaulx en ces dicts compté et vicecompté Lesquelz au non et comme procureur du dict seigneur Roy de Navarre espécialement fondés par lettres et procuration cy bas incérées ont randu et restitué au dict seigneur de Noailles present stipulant et acceptant ladite somme de six mil livres tornois revenant à deux mil escuz soleil laquelle du dict seigneur de Noailles en présence de noz notaires et tesmoins a prinse et receue par les mains de M^e Jacques Deschamps trésaurier général du dict seigneur Roy de Navarre en ces dits compté et viceconté et icelles bien comptés et nombrés en douze cens douze escuz soleil quatre vingt quinze escuz de flandre ving henris soixante douze escuz et un tiers realls simples quarante carne testons cent trente deux escuz et cart de cart d'escuz d'argent cent trente huit escuz de demys franz soixante escuz ung tiers de franz deulx cent soixante escuz d'espaigne ditz pistouletz et le reste en mesmes monoye jusquez à l'entière somme des dits de deux mil escuz et ce des deniers provenuz comme ils ont dict de la vante par les dictz de la Fourcade et charon au dict non faiste au seigneur de S^t Mathieu le vingt huitiesme dez pre-

sens mois et an des parroisses de S^t Pardoux la Rivière et S^t Martial de Valette deppandans de la baronnys de Nontron en la sèneschaucée de Perigort et visconté du dict Lymoges de laquelle somme de deux mil escuz sol. le dict Seigneur de Noailles cest tenu pour comptant bien payé et remboursé et en acquicte et quicte le dit seigneur Roy de Navarre ces dits procureurs trésauriers et tous autres et moyennant icelle les dicts contract daccort et arrest desmologation diceluy du vouloir et consantement du dit seigneur de Noailles sont et demeurent resoluz et comme pour non faitz et advenuz et le dit seigneur Roy remys en ces premiers droictz noms raysons et actions à luy appartenantz es dites chastellanies et seigneuryes de Larche, Terrasson et Nadalhac leurs appandances et deppandances pour faire poursuyte du dit procès et jouyr d'icelle chastellenie terres et seigneuryes faire prendre et parcevoir tous les fruictz proffictz revenus et esmolumens par ces recepveurs ou fermiers doresnavant et a compter du jour et dacte du present instrument tout ainsi qu'il faisoict et pouvoict faire auparavant ledit accort du dict quatriesme aoust mil cinq cent soixante seize duquel tant les dits procureurs au dict nom que le dit seigneur de Noailles se sont desparties et a icelluy renoncé et renoncent par la teneur de ce dit présent instrument et le tout sans préjudice des droictz par les dites parties respectivement prétenduz et de ce pouvoir pour la poursuyte diceulx au dit grand conseil et autrement comme ilz verront estre affaire et en mesme estat que les dites parties estoient auparavant le susdit contract d'accort. Et pour l'entraînement de tous ceux dessus les dites parties respectivement se sont obligées les ungs aulx autres eulx et leurs biens quelconques meubles immeubles présens et advenir et ont voullé estre compellées par toutes les courtz du présent royaume de France l'une ne cessant pour l'autre et ont renoncé à toutes renonciation de droict escript et non escript canon civil général et espécial par lesquelles eulx ou l'ung deulx pourrait venir ou faire venir contre la teneur de ces dites présentes. Et ainsi sont promis et jurés de tenir de poinct en poinct au serment

qu'ils ont fait sur les saints ditz evangilles Notre Seigneur, le livre de leurs mains dextres touché, ne venir jamés au contrère des choses susdites. De quoy lesdites parties respectivement nous ont requis et demandés à noz notaires soubz signés leur estre fait ce présent instrument ung ou plusieurs ce que leur ayant concédé faire en présence de mestre Estienne Daultrement juge en ladite chastellanie et Joseph de Betz procureur d'office dicelle et Pierre Laval marchant de Lyon tesmoingt cognuz et de ce requis et appellés lesquels contractants et tesmoigtz ce sont signés à l'original au fons de la procuration sy dessoubz insérée », qu'il est inutile de reproduire ici; car, elle ne nous apprend rien d'intéressant, si ce n'est les raisons qui faisaient agir le Roi de Navarre en cette circonstance : « Estant très nécessaire, dit-il, que nous vandons d'ung costé aulcunes parroisses membres et portions de nostre dict domayne pour subvenir à l'acquit de noz deptes et déppanse ordinaires de nostre mayson, d'autre cousté nous soyons soubz cieus de rechapiter et retirer ce que nous pourons de nostre domayne cy devant aliéné à vil prix..... et par exprès la moytié de nostre terre et seigneurie de Larche et enclave de Terrasson que tient la dame du seigneur de Noalles pour le pris de six mil livres tornois (1). »

Que se passa-t-il à la suite de ce rachat entre Henry de Noailles et Henry de Navarre? Dans quelles circonstances y eut-il rétrocession des susdites châtellemies? Aucun document n'est encore venu éclairer ce point obscur de notre histoire locale.

Mais, en cette même année 1581, la châtellemie d'Ayen fut aussi achetée à Henry de Navarre par le frère d'Antoine de Noailles, François, évêque d'Acqs, aujourd'hui Dax, qui fut aussi ambassadeur de France à Venise, à Londres, à Rome et à Constantinople. Né le 2 juillet 1519, il mourut le 19 décembre 1585 et son neveu, Henri de Noailles, déjà nommé, hérita de la terre d'Ayen qu'il fit ériger en comté

(1) Arch. des Basses-Pyrénées, E, 734.

en sa faveur par lettres patentes données à Paris, au mois de mars 1594 (1), en y annexant les châtellemies de *Larche*, *Terrasson* et *Mansac*. Le roi lui accordait en outre le droit d'y « faire tous notaires » et « d'ériger siège sénéchal et d'appeaux ». Ce fut là l'origine du siège d'appeaux de Saint-Robert, qui fut supprimé en 1787 et transporté à *Larche*.

Henri de Noailles (5 juillet 1554-13 mai 1623) fut donc le premier de cette famille qui porta le titre de seigneur de *Larche* et de comte d'*Ayen*, en même temps que ceux de baron de *Chambres*, *Montclar*, *Carbonnières* et *Malemort* et seigneur de *Brive* en partie. Il était le fils d'*Antoine de Noailles* et de *Jeanne de Gontaut* et le filleul de la reine d'Angleterre, *Marie Tudor*. Gentilhomme de la chambre, le 3 juin 1583; capitaine de cinquante hommes d'armes, le 18 juin 1585; conseiller d'État, le 9 avril 1597; lieutenant général en haut pays d'Auvergne, le 28 avril 1601; chevalier de l'ordre en 1604; marié le 22 juin 1578 à *Jeanne-Germaine d'Espagnac*, fille de *Jacques-Mathieu d'Espagnac*, seigneur de *Panassac* et de *Catherine de Narbonne*.

François de Noailles (10 juin 1584-1645), fils du précédent, lui succéda avec les titres de seigneur de *Noailles*, comte d'*Ayen*, baron de *Chambres*, *Montclar*, *Noailhac* et *Malemort*, seigneur de *Carbonnières*, *Merle*, *Marmiesse*, *Lentour*, *Larche* et en partie de *Brive* (2); marié le 9 septembre 1601 à *Rose de Roquelaure*, fille d'*Antoine de Roquelaure*, maréchal de France et de *Catherine d'Ornezan*.

Son successeur fut *Anne de Noailles*, pair de France, marquis de *Montclar* et de *Mouchy*, baron de *Malemort*, de *Chambres* et de *Carbonnières*, seigneur de *Brive* en partie et premier capitaine des gardes du corps de Louis XIV. C'est en sa faveur que la seigneurie de *Noailles* fut érigée en duché-pairie, en 1663, comprenant les quatre châtellemies

(1) Arch. dép. de la Corrèze, E, 138.

(2) Guidon des gendarmes du roi; lieutenant du haut et bas pays d'Auvergne, le 22 février 1614; gouverneur du Rouergue, le 8 mars 1619; chevalier de l'ordre, le 14 mai 1633; ambassadeur à Rome en 1634; gouverneur de l'Auvergne en 1642 et ensuite du Roussillon.

d'Ayen, de *Larche*, de Mansac et de Terrasson, et vingt-quatre paroisses, dont quelques-unes sont situées en Périgord.

Les revenus du duché étaient alors de 10,000 livres. Quant à la seigneurie de *Larche*, par contrat reçu Larfeuilh, notaire tabellion royal à Ayen, le dernier du mois de décembre 1664 et consenti par « Jean Dalmay avocat en la cour juge ord^{re} du p^{re} comté, habitant du bas Ayen, faisant pour et au nom du haut et puissant seigneur messire Anne de Noailles pair de France, etc..... pour troys années advénir complettes et revollues quy ont commencé à courir du jour de la S^t Jean Baptiste dernier passé et finiront à mesme et samblable jour à la fin dudit tamps qui contera 1667 à Reymond Noyret marchant banquier de la ville de Brive et à Jehan Lavech bourgeois du lieu de Terrasson presans et acceptans, scavoir est tous les cens, rantes lotz vantes et autres droitz seigneuriaux aud. seigneur lui appartenant dans sa seigneurie de *Larche* avecq pouvoir d'investir péage terrage four abanq et la dicte afferme aussy comprins les prés vignes et dismes avec les rentes bailhés aud. seig^r par Minatte, ladite afferme faicte par led. s^r audit sieurs Noyret et Lavech moyenant la somme de dix sept centz livres par an, payable annuellement et moyenant led. payement faict led. s^r Dalmay aud. nom a promis de faire jouir lesd. fermiers » (1).

A la fin de ce bail, il y eut une augmentation du prix et un changement de fermiers. La châtellenie de *Larche* fut dès lors affermée 2,000 livres, suivant le contrat, reçu aussi Larfeuilh, en la maison de Pierre Lavech bourgeois et marchand à Terrasson, le 18 février 1669 et consenti par le même Jean Dalmay, ayant des affaires du duc Anne de Noailles, pour trois ans à partir de S^t Jean 1668 jusqu'à semblable jour 1671, à « François Denoix sieur de Pauliac, habitant du lieu de Pauliac paroisse de Perpezac-le-blanc en limousin ». Ces 2,000 livres étaient payables par moitié à la

(1) Arch. de la Corrèze, E, 145.

S^t Jean et à la Noël « et moyenant ce led. s^r Dalmay aud. nom a promis et s'est obligé de faire jouir led. s^r Pauliac desd. revenus et luy fournir de liève et titres pour la recherche desd. droitz et revenus comme aussy de luy fournir six charretées de bois pour son chauffage annuellement pendant qu'il fera la recepte desd. revenus de mesme de luy fournir chambre et grenier pour faire lad. recepte. Sera tenu led. sieur Pauliac de payer annuellement aux officiers dud. seigneur de la juridiction de Larche leurs gages et en rapporter quittance aud. s^r Dalmay aud. nom à la fin dud. temps ensemble une copie de la liève et payement qu'il aura reçu endosser article par article pour estre mise dans le trézord dud. seigneur » (1).

Anne de Noailles, marié avec Anne-Louise Boyer, mourut le 15 février 1678 et fut remplacé par son fils, *Anne-Jules de Noailles* (4 février 1650-1708), duc et pair de France (2), baron de Malemort, seigneur de *Larche*, Noailles et seigneur de Brive.

Marié le 15 août 1671 à Marie-Françoise de Bournonville, fille d'Ambroise, duc de Bournonville et de Lucrece-Françoise de la Vieuville.

En 1695, il fit donation de la terre et duché de Noailles, composé des châtellenies d'Ayen, *Larche*, Mansac et Terrasson, et autres possessions (3) à son fils aîné, *Adrien-Maurice de Noailles* (29 septembre 1678-1766). Duc et pair de France (4).

(1) Arch. dép. de la Corrèze, E, 1124.

(2) Premier capitaine des gardes du corps du roi en 1661; aide-de-camp du roi en 1670; gouverneur du Roussillon et commandant des troupes de la maison du roi en Flandre en 1680; lieutenant général en 1682; chevalier de l'ordre le 31 décembre 1688; commandant en chef l'armée du Roussillon et de la Catalogne de 1689 à 1696, il prit et détruisit Campredon, s'empara de Roses et gagna la bataille du Ter en 1694; maréchal de France le 27 mars 1693; vice-roi de la Catalogne en 1694; comte d'Ayen.

(3) Arch. dép. de la Corrèze, F F, 19.

(4) Celui-ci se distingua dans la guerre de la succession d'Espagne, prit en 1710 la place forte de Girone en plein hiver et fut fait grand

Marié à Françoise-Charlotte-Amable d'Aubigné, fille de Charles, comte d'Aubigné, il en eut deux fils, Louis, duc d'Ayen et Philippe, duc de Mouchy, qui furent tous deux maréchaux de France.

Louis de Noailles (21 avril 1713-22 août 1793), duc d'Ayen, marquis de Maintenon, seigneur baron de Brive, Malemort, Saint-Céré et Martel, de Montclar, Chambres, Penières, Servièrès, *vicomte de Larche* (1).

Marié le 25 février 1737 à Catherine-Françoise-Charlotte de Cossé-Brissac, fille de Charles-Timoléon-Louis de Cossé, duc de Brissac et de Catherine Pécoil.

Ne pouvant s'occuper de la surveillance de ses grandes possessions territoriales en Bas-Limousin, Louis de Noailles, par lettres datées de Paris le 1^{er} avril 1757 et enregistrées à la juridiction de Larche le 17 août suivant, nomma Jean Réniac du Fayet capitaine de ses châteaux en comté, vicomté et châtellenies d'Ayen, *Larche*, Terrasson, Nadaillac et Mansac et conservateur de ses domaines, forêts, chasses, garennes et rivières (2).

En 1764, la châtellenie de Larche fut cédée à bail à Jean Chabannes, sieur de Labrauge, bourgeois et marchand, habitant du Champ Dalou, paroisse de Lafeuillade, pour cinq années. Celui-ci prit des sous-fermiers pour différents lots

d'Espagne de 1^{re} classe par Philippe V ; gouverneur du Roussillon ; président du conseil des finances sous la régence en 1718 ; gagna le bâton de maréchal de France au siège de Philipsbourg en 1733 ; fit évacuer Worms par les Allemands en 1734 ; mais il avait été battu en 1743 à Dettingen et abandonna le service. Ambassadeur en Espagne en 1745 ; ministre d'État en 1747. Ses mémoires ont été publiés en 1777 par l'abbé Millot.

(1) Terrasson et Nadaillac, comte de Nogent, seigneur du duché d'Épernon ; capitaine-lieutenant de la cavalerie de la première compagnie des gardes du corps ; gouverneur du château et capitaine des chasses de Saint-Germain-en-Laye ; brigadier des armées du roi le 15 mars 1740 ; maréchal de camp en juin 1743 ; lieutenant général en décembre 1748 ; chevalier de l'ordre le 2 février 1740 ; maréchal de France le 30 mars 1775.

(2) Arch. dép. de la Corrèze, B, 1410.

et l'état de ces « sous-fermes du bail de 1764 jusques et compris 1769 » nous fait connaître qu'elles s'élevaient au chiffre de 2,488 livres (1).

Voici, en outre, pour la châtellenie de Larche, quels étaient les droits perçus à cette époque par le seigneur pour les ventes et les échanges et que l'on trouve indiqués dans l'« État général des divers droits auxquels donnent ouverture les ventes ou échanges qui se font dans les mouvances de Monseigneur le Maréchal Duc de Noailles en ses terres du Limousin, du Quercy, du Périgord et de l'Auvergne » (2).

Baronnie ou châtellenie de *Larche*, pour la partie sise en Limousin, sénéchaussée de Brive, ressort du parlement de Bordeaux :

Noms des paroisses qui en dépendent en tout ou en partie.	}	Larche, Saint-Cernin-de-Larche, Saint-Pantaléon, Ferrières.
---	---	---

Quotité des lods dus tant sur les fiefs que sur les rotures, soit en ventes soit en échanges.	}	Le douzième du prix, c'est-à-dire un sol huit deniers pour livre.
---	---	---

Remises ordinaires aux acquéreurs qui se présentent dans les trois mois.	}	Remise d'un quart, c'est-à-dire réduction à un sol trois deniers pour livre.
--	---	--

Pour la partie située dans le Périgord, sénéchaussée de Sarlat :

Noms des paroisses qui en dépendent en tout ou en partie.	}	Lafeuillade, Pazayac, Grèzes, Terrasson, Condat, Ladornac, Nadaillac.
---	---	---

Quotité des lods dus tant sur les fiefs que sur les rotures, soit en ventes soit en échanges.	}	Le dixième du prix, c'est-à-dire deux sols pour livre.
---	---	--

(1) Arch. dép. de la Corrèze, E, 141.

(2) Arch. dép. de la Corrèze, E, 141.

Remises ordinaires aux acquéreurs qui se présentent dans les trois mois.	}	Remise d'un quart, c'est-à-dire réduction à un sol 6 deniers pour livre.
---	---	--

Louis de Noailles fut le dernier possesseur de la châtellenie de Larche. La Révolution vit disparaître tous les fiefs seigneuriaux ; les comtés, les duchés et les châtellenies cessèrent d'exister et rentrèrent dans le cadre de la grande division administrative créée par la loi du 15 janvier 1790. La châtellenie de Larche cessa d'avoir une existence propre ; les paroisses qui la composaient recouvrèrent leur autonomie sous le nom de communes ; la plupart furent incorporées dans le département de la Dordogne et Larche devint un chef-lieu de canton de la Corrèze.

Quant au château de Larche, nous avons vu qu'il était déjà bien délabré au xv^e siècle. Ses possesseurs ne s'en préoccupèrent guère et le laissèrent dans un complet abandon. Cependant Guillaume de Bretagne et sa fille Françoise y avaient fait quelques réparations pour établir trois chambres habitables, une salle, une cuisine et une bouteillerie. Le tout avait coûté de 1,000 à 1,200 francs. Enfin, au commencement du xvi^e siècle, le sieur de Salignac fit reconstruire le château (1).

Au xvii^e siècle, on y voit installé un « concierge », Pierre Deviers, mentionné comme témoin dans un enterrement, le 31 août 1673 (2), et un ancien notaire, Guillaume Bousquet, dit Lacouse, qui était aussi « procureur de la p^{re} juridiction et concierge du château du p^{re} lieu, âgé de 70 ans », y est décédé le 10 février 1711 (3). Ses gages de concierge étaient fixés à douze livres par an.

Un état des fonds de la paroisse de Larche et Boissière, du 25 avril 1749, en donne la description suivante : « un vieux château maintenant en ruines, composé de huit

(1) Clément-Simon, *La Vicomté de Limoges*, p. 126.

(2) Archives municipales de Larche.

(3) Archives municipales de Larche.

chambres, cour, avant-cour, tour, jardin, cave et écurie, confrontant à la rue de toutes parts, appartenant au seigneur duc d'Ayen, demeurant à Paris, occupé par Jean Hirlande, gratis, contenant quarante sept perches » (1).

Cet occupant était un maître d'école qui, en outre de son habitation, se servait d'une des pièces pour y réunir ses élèves.

Le château était aussi le siège de la justice de la châtellenie, où « le juge civil, criminel et gruyer » rendait ses arrêts et faisait exécuter ses sentences; car il y existait aussi une ou plusieurs prisons, puisqu'il y avait un « geôlier », Jean Labrousse, que l'on trouve mentionné comme témoin, le 25 juillet 1776, dans une procuration reçue Lamaze, notaire à Larche (2). D'ailleurs, une lettre de la municipalité de Larche, du 17 septembre 1790, nous fixe bien à ce sujet, ainsi que sur le régime des détenus et indique « qu'il y a des prisons dans la tour du château de Larche et que nous en avons pratiqué un autre dans l'intérieur dud. château où il manque quelque réparation que nous allons faire; on donne aux prisonniers le pain qu'ils peuvent manger. Nous n'en avons aucun actuellement » (3).

Cette prison servit encore pendant la Révolution et la Société populaire de Larche, s'érigeant en juge de la conduite des citoyens, condamna dans sa séance du 25 brumaire an II (16 décembre 1793), le n^e Bernard Faure pour avoir tenu des propos inciviques et, comme il était vieux et infirme, « l'assemblée a délibéré que led. Faure se rendrait dans le ci-devant château pour y demeurer en prison l'espace de vingt quatre heures ».

Enfin, il y avait encore dans le château quelques engins, destinés autrefois à sa défense, entre autres « deux canons ou couleuvrines qui ne peuvent servir dans l'état où elles

(1) La perche était une mesure de superficie valant de 18 à 20 pieds, selon les localités. Cent perches carrées valaient un arpent.

(2) Étude Beaudenon de Lamaze, à Larche.

(3) Arch. dép. de la Corrèze, L, 582.

sont » et que la Société populaire de Larche, dans sa séance du 20 brumaire an II (11 novembre 1793) décida de porter au district avec les cloches superflues « pour les convertir en canons et les employer contre les ennemis de la République ».

C'est dans le château de Larche, « en l'auditoire de la présente ville », que se réunirent, le 8 mars 1789, les habitants de la paroisse pour dresser le cahier de leurs plaintes et doléances et choisir les délégués qui devaient le porter à l'assemblée de la sénéchaussée de Brive.

C'est aussi « dans une des salles du ci-devant château de cette ville » qu'avaient lieu les séances de la Société populaire du canton de Larche et paroisses circonvoisines, qui y tint sa première réunion le 9 juin 1793. Mais, s'y trouvant trop à l'étroit, « un membre a fait la motion de faire démolir le mur de séparation dans la sale de nos séances afin de l'agrandir et la rendre plus commode. Cette proposition a été adoptée avec cet amendement que l'agent de la maison de Noailles, à qui appartient la salle, serait prévenu avant la démolition et que la Société fairait reconstruire à ses frais le dit mur si, dans les temps, le propriétaire l'exigeait ». (Séance du dernier jour de la troisième décade du premier mois de l'an second de la République, 30 vendémiaire an II (22 octobre 1793).

On avait encore le respect de la propriété, même de celle du seigneur châtelain et l'on prenait des formes avec lui. Il est d'ailleurs probable qu'à cette époque le château de Larche ne retenait guère son attention et que son agent ne jugea pas utile de présenter d'observations. En tous cas, dans la séance du 20 brumaire an II (11 novembre 1793), « l'assemblée s'est occupée de l'exécution de l'arrêté qu'elle a ci-devant pris pour la démolition du mur qui fait obstacle pour l'agrandissement du local de la chambre où se tiennent les séances ».

« Cette démolition a été donnée sur-le-champ au bail à rabais à Jean Manière, de Larche, pour la somme de dix-huit livres, à la charge par lui de refaire le pavé qui man-

que, et il s'est obligé de faire lad. démolition dans le courant de la semaine. »

Cette réparation ne satisfait pas sans doute la Société ; car, nous la trouvons un mois plus tard, le 25 frimaire an II (16 décembre 1793) tenant ses séances dans le Temple de la Raison et décidant d'y placer des bancs, car « tout le monde était obligé de se tenir sur ses pieds, ce qui était fort incommode et occasionnait de la confusion et du désordre dans l'assemblée ».

Le château devenait donc inutile pour la Société et ne représentait plus qu'un reste « de ces anciennes bastilles qui servaient d'azile aux ci-devant seigneurs et qui insultaient à la chaumière du pauvre et avaient été souvent pour lui un sujet d'oppression ». En outre, la Société tenait particulièrement à montrer qu'elle « était véritablement montagnarde et à la hauteur des circonstances » ; aussi, décida-t-elle à l'unanimité, dans sa séance du 30 frimaire an II (21 décembre 1793), « que le ci-devant château de la présente commune subit le sort de tous les autres et que le président (1) de la Société en fit tomber la première pierre ».

La sentence fut exécutée sans retard et le vieux château de Larche tomba sous la pioche des démolisseurs, après une existence de six siècles (1190-1793). Les matériaux en furent vendus ; la plupart des bois et des ferrements furent volés. Le pillage fut si scandaleux que la Société populaire dut intervenir « pour faire cesser un pareil brigandage » et promit une somme de cinquante livres à celui qui indiquera un ou plusieurs des délinquants qui se portés à faire les susdites espoliations » (séance du 24 germinal an II, 13 avril 1794).

Les pierres, propres à la construction, furent livrées à divers citoyens qui en firent la demande et la municipalité fut « invitée à faire déblayée dans le plus court délai, les

(1) Jean-Baptiste Denoix, ancien chirurgien, venait d'être élu président au début de cette même séance. Ce fut donc lui qui donna le signal de la destruction.

décombres provenant de la démolition du château » (séance du 10 fructidor an II, 27 août 1794).

Comme on le voit, celui-ci ne survécut guère à la châtellenie et disparut pour ainsi dire en même temps que l'apanage dont il était le centre et auquel il avait fourni son nom.

(A suivre.)

CATALOGUE
DE LA
COLLECTION G. MICHAUD

Par LOUIS GERMAIN

GASTÉROPODES PULMONÉS

FAMILLE DES *HELICIDÆ*

(Suite)

259. *Helix ammonis* Chemnitz?
Alexandrie, — C. Baudon (4 éch.)

259. *HELIX (XEROPHILA)* sp. ind.
Probablement un *Helix* voisin de
l'Helix (Xerophila) vestalis Parreys.

260. *Helix stiparum* Rossm (ex *).
Oran. — * C. Joly. 8 (2)

260. *HELIX (XEROPHILA) STIPARUM*
Rossmassler.

261. *Helix sphœrita* Hartmann.
A/ Oran (Algérie). (2 éch.)
B/ Oran. — * C. Caillaud (2 éch.)

261. *HELIX (XEROPHILA) SPHÆRITA*
Hartmann.

262. *Helix Kabilliana* Bourguignat
(ex *)
A/ Blidah (Algérie). — * C. Joly (3 éch.)
A/ Blidah. — * C. de l'Hotellerie (5 éch.)

262. *HELIX (XEROPHILA) KABYLIANA*
Bourguignat.

263. *Helix terverii* Mich.
A/ Toulon. — C. Rambur (1 éch.)
B/ Gouforan. — C. Fre Pacôme (1 éc.)

263. *HELIX (XEROPHILA) TERVERI*
Michaud.

Cotypes.

264. *Helix cespitum* Drap.
Lam. 68. Ross. fig. 16.
A/ Algérie. — C. Lacroix (2 éch.)
B/ Espagne (1 éch.)
c/ (sans désignation) (1 éch.)
D/... — C. Ferussac (4 éch.)

264. *HELIX (XEROPHILA) CESPITUM*
Draparnaud.
Espèce très répandue dans les régions
méditerranéennes occidentales.
= *Helix carnina* Cheir.

265. *Helix arenosa* Ziegler.
Rome. — C. Fr. Euthime (3 éch.)

265. *HELIX (XEROPHILA) ARENOSA*
Zeigler.

266. *Helix arenarum* ? Bourgt.
A/ Marseille (2)
B/ Algérie (3)

266. *HELIX (XEROPHILA) ARENARUM*
Bourguignat.

267. *Helix oranensis* Morelet.
A/ Algérie. — C. Lhotellerie (2 éch.)
B/ Oran. — C. Joly (7 éch.)

267. *HELIX (XEROPHILA) ORANENSIS*
Morelet.

268. *Helix neglecta* Drap.
Drap. pl. 6, f. 12-13.
Rossm fig. 355. Lam. 63.
Montpellier (2 éch.)

268. *HELIX (XEROPHILA) NEGLECTA*
Draparnaud.

269. *Helix ericetorum* Müller.
Drap. pl. 6, f. 16-17.
A/ Crimée. — C. Maillard (1 éch.)
B/ Périgord. — C. Ch. des Moulins
(2 éch.)
c/ (sans désignation) (5 éch.)

269. *HELIX (XEROPHILA) ERICETORUM*
Müller.

Espèce très répandue en France et
dans l'Europe centrale, où elle vit
sur les sols calcaires. Elle présente
de nombreuses variétés de forme
et de coloration. Les *Helix tro-*
chlearis Andraz, *Helix Küsteri* Held
et *Helix dubia* Hartmann, sont syno-
nymes.

270. *Helix obvia* Hartmann.

Helix protea Ziegler.

A/ Bologne, vallée de Reno. — C. Baudon (1)

B/ Cephalonie. — C. Jenisson (2)

270. *HELIX (XEROPHILA) OBVIA* Hartmann.

Cette espèce représente, dans l'Europe centrale et occidentale, l'*Helix ericetorum* Müller.

L'*Helix protea* Zeigler, n'est pas synonyme de cette espèce.

271. *Helix candicans* ?

Baalbeck (Syrie). — C. Baudon (2 éch.).

271. *HELIX (XEROPHILA) OBVIA* Menke ?

De nombreuses espèces ont été confondues sous le nom d'*Helix candidans*.

272. *Helix candida* Villa.

Thessalie. — C. Baudon (1 éch.).

272. *HELIX (XEROPHILA) CANDIDA* Porro.

273. *Helix instabilis* Ziegler.

Rossm, fig. 519.
Montpellier (2 éch.)

273. *HELIX (XEROPHILA) INSTABILIS* Zeigler.

(= *Helix nubila* de Charpentier).

274. *Helix fasciola* Drap.

Drap. pl. 6, f. 22-24, Lam. 122.
Saint-Denis (Seine). — C. Mabille (2 éch.)

274. *HELIX (XEROPHILA) sp. ind.*

Non *Helix fasciola* Draparnaud, espèce de Chine appartenant au sous-genre *Cathaica*.

275. *Helix fasciolata* Poiret.

Toscane. Sienne. — C. Baudon (3 éch.).

275. *HELIX (XEROPHILA) FASCIOLATA* Poiret.

276. *Helix nubigena* de Saulcy.

Col de Tourmalet (Hautes-Pyrénées).
C. Morlet (1 éch.)

276. *HELIX (XEROPHILA) NUBIGENA* de Charpentier (*non* Lowe).

277. *Helix carascalensis* Fér.

Lam. n° 220.
A/ Col de Tourmalet. — C. Morlet (2 éch.)
B/ Cirque de Gavarnie (2 éch.)

277. *HELIX (XEROPHILA) CARASCALENSIS* de Férussac.

278. *Helix cisalpina* Crist et Jan.

Naples. — C. Caillaud (1 éch.)

278. *HELIX (XEROPHILA) CISALPINA* de Cristofori et Jan.

278. *Helix intersecta* Poiret. Mich.

Helix striata Rossm. Lam. 70.
A/ — C. Baudon (5 éch.)
B/ Ocgem (Haute-Garonne) (2 éch.)

279. *HELIX (XEROPHILA) INTERSECTA* Poiret.

280. *Helix striata* Drap.

Drap. pl. 6, f. 18-21. Lam. 103.
A/ Provence (5 éch.)
B/ Provence. — C. Cogordan (5 éch.)
C/ Bordeaux. — C. Grateloup (2 éch.)

280. *HELIX (XEROPHILA) STRIATA* Draparnaud.

281. *Helix paladilhi* Bourg.

Helix rugosiuscula Mich.

A/ Montpellier. — C. Paladilhe (1 éch.)

B/ Hérault. — C. Paladilhe (2 éch.)

281. HELIX (XEROPHILA) PALADILHEI
Bourguignat.

282. *Helix candidula* Studer.

A/ Ross. fig. 350 (5 éch.)

B/ *Helix striata* var. Lam. 103.
Lyon (3 éch.)

282. HELIX (XEROPHILA) CANDIDULA
Studer.

283. *Helix locheana* Bourgt ex *.
Alger. — * C. Joly (2 éch.)

283. HELIX (XEROPHILA) LOCHEANA
Bourguignat.

284. *Helix apicina* Lam.

Lam. 102., Mich. pl. 15, fig. 9-10.

Alger. — C. Joly 18 (8 éch.)

284. HELIX (XEROPHILA) APICINA de
Lamarck.

285. *Helix conspurcata* Drap.

Drap. pl. 7, f. 23. Rossm. fig. 351.

Lam. n° 101.

Helix psara Bourgt (ex *)

A/ VAR. Alger. — C. Joly (5 éch.)

B/ Narbonne (3 éch.)

285. HELIX CONSPURCATA Draparnaud
C'est l'*Helix radiolata* Jan.

286. *Helix psara*.

Helix conspurcata?

Algérie. — C. de l'Hôtellerie (6 éch.)

286. HELIX (XEROPHILA) PSARA Bour-
guignat.

Variété de l'*Helix conspurcata* Dra-
parnaud.

287. *Helix durieui* Mq. Tand.

La Calle (Algérie). — C. Verreau (1 éch.)

287. HELIX (XEROPHILA) DURIEUI
Moquin-Tandon.

287 a. *Helix affinis* ? Durieui ?

Helix ptichodia ? Bourgt.

(Algérie). — C. Elie Michaud (3 éch.)

287 a. HELIX (XEROPHILA) DURIEUI
Moquin-Tandon.

Sous-genre **MONILEARIA** Mousson
1872.

Espèces confinées aux îles Canaries.
Le type du sous-genre est l'*Helix*
phalerata Webb et Berthelot.

288. *Helix rozeti* Webb (non Mich.)

A/ 1° Ténériffe. — 2° Îles Canaries
(2 éch.)

B/ VAR. Cap Vert (1 éch.)

288. HELIX (MONILEARIA) PHALERATA
Webb et Berthelot.

L'*Helix Roseti* Webb (non *Helix Roseti*
Pfeiffer) est synonyme de cette
espèce.

289. *Helix tumulorum* Webb.

Canaries. — C. Terver (1 éch.)

289. HELIX (MONILEARIA) TUMULORUM
Webb et Berthelot.

C'est peut-être l'*Helix atomata* Menke.

Sous-genre **JACOSTA** Gray, 1821.

Ce sous-genre, réédité par A. LOCARD
sous le nom de *Tropidocochlis*,
renferme des espèces répandues
dans l'Europe méridionale et, pres-
que uniquement, dans les contrées
littorales. Le type est l'*Helix expla-*
nata Müller.

290. *Helix amanda* Morelet (ex *)
Algérie. — * C. de L'Hôtellerie (2 éch.)

290. *HELIX (JACOSTA) AMANDA*
Rossmassler.
C'est l'*Helix limbata* Philippi (non
Draparnaud).

291. *Helix argonautula* Webb. Bert.
A/ Cap Vert (2 éch.)
B/ VARIÉTÉ. — Cap Vert (1 éch.)

291. *HELIX (JACOSTA) ARGONAUTULA*
Webb et Berthelot.

292. *Helix depressula* Morelet (fide *)
Oran. — * C. Joly 21 (2 éch.)

292. *HELIX (JACOSTA) DEPRESSULA*
Parreyss.

292 a. *Helix depressula* Parreyss.
Algérie. — C. de L'Hôtellerie n° 10
(2 éch.)

292 a. *HELIX (JACOSTA) DEPRESSULA*
Parreyss.

293. *Helix explanata* Müller.
Helix albella Drap. pl. 6, fig. 25-27.
Caracolla albella Lam. 17.
A/ Algérie. — C. Joly (2 éch.)
B/ Algérie. — C. de L'Hôtellerie (3 éch.)
C/ Palavas, près la plage (Hérault). —
C. Paladilhe (3 éch.)

293. *HELIX (JACOSTA) EXPLANATA*
Müller.

293 a. *Helix albella* Lin.
Helix explanata Müller.
H. Aballa Drap. pl. 6, fig. 25-27.
H. Carecolla Lam. 17.
France méridionale (5 éch.)

293 a. *HELIX (JACOSTA) EXPLANATA*
Müller.

L'*Helix albella* Linné, est probable-
ment cette espèce; cependant cette
synonymie reste douteuse.

293 b. *Helix albella* Drap.
Lam. 17. — H. Depressula Parreyss.
Algérie. — C. de L'Hôtellerie 10 (2 éch.)

293 b. *HELIX (JACOSTA) EXPLANATA*
Müller.

Voir la remarque au n° 293.
L'*Helix albella* Draparnaud (non
Linné) est synonyme de cette
espèce.

294. *Helix filimargo* Ziegler.
Rossm. fig. 378.
Crimée. — C. Genisson (2 éch.)

294. *HELIX (JACOSTA) FILIMARGO*
Zeigler.

295. *Helix henoniana* Bourgt.
Kabylie. — C. Joly 16 (2 éch.)

295. *HELIX (JACOSTA) HENONIANA*
Bourguignat.

296. *Helix serrula* Fér.
Alger. — C. Férussac (1 éch.)

296. *HELIX (JACOSTA) SETUBALENSIS*
Pfeiffer.

L'*Helix serrula* Morelet, est synonyme
de cette espèce.

297. *Helix rozeti* Mich.
Oran (Algérie). — C. Joly (3 éch.)

297. *HELIX (JACOSTA) ROZETI* Michaud.
Cotypes.

Sous-genre *OBELUS* Hartmann
Type : *Helix Despreauxi* d'Orbigny.

Les *Obelus* ont une distribution géo-
graphique singulière; on ne les
rencontre, en effet, qu'aux îles Can-
aries et sur les côtes de la Syrie-
Palestine. Ce phénomène de dis-
continuité est très remarquable, les
espèces canariennes et syriennes
constituant un groupe très naturel
et très homogène.

(A suivre).

Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze

Procès-verbal de la séance du 5 mars 1913

Le mercredi 5 mars 1913, à 3 heures de l'après-midi, les membres de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, se sont réunis, dans une salle de l'Hôtel-de-Ville, sous la présidence de M. Ph. Lalande.

Après lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance, M. le Président fait part du décès de M. Jean de Saint-Germain, qui avait déjà donné au *Bulletin* de très intéressants travaux, et se proposait de se consacrer prochainement plus entièrement encore à l'histoire du Limousin. La Société exprime ses bien vifs regrets et décide qu'une notice nécrologique, accompagnée d'un portrait, sera consacrée dans le *Bulletin* à notre distingué et regretté collègue.

Quatre nouveaux membres sont présentés et admis :

M^{me} Louis de Saint-Germain, présentée par MM. Ph. Lalande et de Valon.

M^{me} Lespérut, présentée par MM. de Valon et Lalande.

M. Noël Cadet, présenté par MM. de Nussac et de Valon.

M. Vigner, avoué à Brive, présenté par MM. Julien Lalande et de Valon.

De respectueux remerciements sont adressés à M^{me} de Saint-Germain et à M^{me} Lespérut, qui ont bien voulu donner à la Société une précieuse marque de sympathie en acceptant de remplacer, l'une son fils, M. J. de Saint-Germain, l'autre son mari, M. Lespérut, nos regrettés collègues.

En l'absence de M. Gourdal, excusé, M. Ph. Lalande présente les comptes de l'exercice 1912. Les comptes sont approuvés et d'unanimes félicitations sont adressées à M. Gourdal pour son excellente gestion.

M. Julien Lalande, bibliothécaire, demande un crédit de 14 francs pour achever la reliure de la collection du *Bulletin*. — Accordé.

M. Julien Lalande offre ensuite à la Société divers documents manuscrits dont plusieurs concernant l'hôpital de Brive, spécialement un *Inventaire des titres et du mobilier de l'hôpital* (1625 à 1627) et, de la part de M. Chauveron, le *Testament de Jean de Losse, seigneur de Thonac en Périgord* (1580). En le remerciant de ces précieux documents, la

Société émet le vœu que M. Julien Lalande veuille bien entreprendre pour le *Bulletin* une étude qui serait des plus intéressantes, sur l'histoire de l'hôpital de Brive.

M. l'abbé Amédée Bouyssonie, le savant préhistorien, vice-président de la Société, annonce qu'il offrira prochainement au musée un moulage du crâne de Lachapelle-aux-Saints. A la demande générale, M. Bouyssonie veut bien consentir à présenter lui-même son heureuse trouvaille aux membres de la Société en une conférence explicative qui aura lieu au Musée à une date qui sera fixée ultérieurement. M. Bouyssonie donne aussi d'intéressants détails sur un crâne proto-chelléen, récemment découvert dans le comté de Sussex en Angleterre. Il ajoute à ce sujet qu'il se propose de faire une étude comparative entre l'outillage de la station de Chez-Pourré et celui de Lachapelle-aux-Saints. Son travail sur la préhistoire dans la Corrèze est achevé pour la période paléolithique. La Société l'engage à donner cette partie au *Bulletin*, en attendant la suite.

M. de Chauveron demande si, comme cela se fait ailleurs, la Société ne pourrait pas organiser des promenades archéologiques, à la belle saison. Cette proposition, jugée fort intéressante, sera examinée plus à fond à la prochaine séance. M. de Chauveron met ensuite à la disposition de la Société un certain nombre de documents concernant le général Jouffre, adopté par les Comnène. Par sa compétence spéciale, M. le colonel Vermeil de Conchard semble tout désigné pour prendre connaissance de ces documents et tenter un essai biographique. M. le colonel de Conchard a retrouvé une pièce curieuse concernant un membre de sa famille, le célèbre Cabanis. Il s'agit du serment *en vers* prononcé par l'illustre limousin pour sa réception au doctorat en médecine. M. de Conchard voudra bien en donner communication à la prochaine séance.

M. de Valon propose l'insertion au *Bulletin* des manuscrits suivants :

De M. Champeval, suite d'analyses d'actes concernant le Limousin, d'après dom Pradillon.

De M. l'abbé M. Eschamel, un travail sur les vicomtes de Turenne.

De MM. de Nussac et Joseph Durieux, une étude importante sur les combattants limousins de la guerre américaine (1778-1783).

Ouvrages offerts à la bibliothèque de la Société :

Camille Jouhanneaud : Le poète académicien Beaupoil de Saint-Aulaire.

D^r Gobillot : Deux gentilshommes corréziens. Les frères de Lépinay.

A. Viré : Sur l'impérial (Luzech. Lot).

Abbé M. Eschamel : Histoire de la paroisse de Voutézac.

Em. Rivière : Nettoiement des rues de Paris et de ses faubourgs au xvi^e siècle.

D^r Coelho : Notre-Dame de Rocamadour.

Chanoine Albe : Les confrères de la Passion.

Lavialle : Déboisement et reboisement dans la Corrèze de 1800 à nos jours.

Enfin le n^o de janvier 1913 de la revue *Insecta* qui contient un portrait du célèbre naturaliste Latreille et un fort bel éloge du savant ouvrage que lui a consacré notre collègue M. Louis de Nussac. Le portrait est remis à M. Gaspéri pour être joint à la riche documentation réunie au Musée Ernest Rupin sur le « prince de l'entomologie. »

La Société adresse tous ses remerciements aux auteurs et donateurs.

Composition du *Bulletin* (4^e livraison 1912) :

1^o *Le Prieuré Doyenné de Carennac* (suite) par M. A. Viré pour la partie préhistorique et archéologique et par M. l'Abbé Albe pour la partie historique.

2^o De M. Forot : *suite et fin de son travail sur les Sculpteurs Limousins.*

3^o De M. le Colonel Vermeil de Conchard : *Étude sur le général Martial Vachot (1763-1813).*

4^o De M. le comte Martial de Lamase : *le Testament de l'Abbé de Boisse, Abbé de Vigeois, 14 juillet 1752, accompagné d'une analyse.*

5^o De M. André Froidefond : *Description de Monnaies gauloise et du Bas-Empire.*

6^o De M. L. de Valon : *Essai historique et généalogique sur la famille de Valon.*

7^o De MM. Louis Germain et de Nussac : *suite du Catalogue de la Collection Gaspard Michaud.*

8^o Procès-verbal de la dernière séance.

Le Secrétaire général,

Ed. GAILLOT.

L.M.S

Annales de Larche

EN BAS-LIMOUSIN

Jusqu'à la Révolution

CHAPITRE DEUXIÈME

La Juridiction de Larche. — Juges.

L'ensemble des territoires, qui formaient la châtellenie de Larche, Terrasson et Nadaillac, constituait aussi l'étendue de sa juridiction, dont Larche était le centre justicier, avec le château pour siège de son tribunal et de sa prison.

En 1769, le duc *Louis de Noailles*, aussi propriétaire de la seigneurie de Bouch, de la baronnie de Salignac et de la châtellenie de Saint-Geniès, obtint du roi de France l'autorisation d'opérer un remaniement dans ces diverses juridictions et la seigneurie de Bouch fut réunie à la juridiction de Larche, tandis que la châtellenie de Saint-Geniès relevait désormais de la juridiction de Salignac. Voici, d'ailleurs, les lettres patentes accordées à cet effet et qui régularisent ces changements (1) :

« Louis par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre à tous présent et avenir salut notre très-cher et très-aimé cousin Louis duc de Noailles Pair de France commandeur de mes ordres lieutenant général de nos armées, capitaine de la première compagnie des gardes de notre corps, gouverneur et lieutenant général pour nous en notre province de Roussillon, capitaine des chasses et gouverneur des villes et château de St-Germain en Laye, nous a fait représenter qu'il est propriétaire des châtellenies de Larche et Terrasson et de la terre et seigneurie de Bouch ensemble de la baronnie de Salignac et de la châtellenie de St-Geniès toutes situées dans la sénéchaussée de Sarlat ressort de notre cour de

(1) Arch. dép. de la Corrèze, B, 1422.

de parlement de Bordeaux et faisant partie du duché pairie de Noailles, auxquelles terres et seigneuries appartiennent tous droits de haute moyenne et basse justice, que celles de Larche et Terrasson contigus à celle de Bouch ont de temps immémorial été exercées conjointement et avec la plus grande exactitude en la ville de Larche qui en est le centre par un juge son lieutenant un proc^r d'office, un greffier et un nombre suffisant de procureurs postulans, d'huissiers et de sergents ; mais qu'il n'en avait pas été de même pour la justice de Bouch où il n'avait pas été possible de trouver des officiers qui voulussent résider à cause de son peu d'étendue et du petit nombre des habitans, qu'un pareil inconvénient subsistait à l'égard de la haute moyenne et basse justice de la châtellenie de St-Geniès, limitrophe de celle de Salagnac dont elle aurait été distraite depuis environ trois siècles, ce qui fait désirer à notre dit cousin pour l'avantage des habitans desd. terres et seigneuries que lad. justice put être réunie à celle de Larche et la justice de St-Geniès à celle de Salagnac, bourg considérable où il se tient un marché chaque semaine, une foire tous les mois, et où réside un nombre suffisant d'officiers pour exercer cette justice avec assiduité mais les réunions ne pouvant s'effectuer sans notre autorité il nous a très humblement fait supplier de luy accorder nos lettres sur ce nécessaire à ces causes et autres de nous mouvant de notre grace spéciale, pleine puissance et autorité royale nous avons joint uni et incorporé et par ces présentes signées de notre main joignons unissons et incorporons à la haute moyenne et basse justice des chatellenies de Larche et Terrasson celle de la terre et seigneurie de Bouch pour ne composer à l'avenir qu'une seule et même justice, avons pareillement joint uni et incorporé, joignons unissons et incorporons à haute moyenne et basse justice de la baronnie de Salagnac, celle de la chatellenie de St-Geniès pour ne composer à l'avenir qu'une seule justice ; lesquelles justices ainsi réunies seront exercées scavoir celle de Larche, Terrasson et Bouch en lad. ville de Larche et celle de Salagnac et St-Geniès aud. bourg de Salagnac par les officiers qui ont

été ou seront préposés par notre cousin le duc de Noailles, ses héritiers successeurs ou aiant cause, propriétaires desd. terres conjointement lesquels officiers intituleront à l'avenir chacun à leur égard leurs sentences et jugement au nom desd. justice sans néanmoins aucun changement de ressort et que pour raison desd. unions les habitans desd. terres et seigneuries soient tenus à autres et plus grands droits que ceux par eux cy devant païés et que ces présentes puissent préjudicier à nos droits et ceux d'autrui ny déroger aux us et coutumes des lieux.

» Si donnons en mandement à nos aimés et féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement de Bordeaux que ces présentes ils fassent registrer et de leur contenu jouir et user notre d. cousin ses hoirs successeurs et aiant causes pleinement paisiblement et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens et nonobstant toutes choses à ce contraire et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous avons fait mettre notre sceau à ces présentes, donné à Compiègne au mois de juillet l'an de grace mil sept cent soixante neuf et de notre règne le cinquante quatrième. Signé Louis et plus bas par le Roy Bertin. Enregistré à Larche, le 10 janvier 1770, à l'audience de M^e Jacques Lanoix ancien postulant en la p^{nte} jurisd^{on} en l'absence de M^e Perny procureur fiscal des chatellenies de Larche et Terrasson. »

Les jugemens rendus à Larche, en première instance, étaient susceptibles d'appel auprès du tribunal d'appeaux de Saint-Robert; mais celui ci fut supprimé en 1787 et transféré à Larche. Le « registre pour servir au greffe des appeaux des juridictions et chatellenies de Larche, Terrasson, Mansac et comté d'Ayen, séant en la ville de Larche » fut commencé le 4 décembre 1787 et le dernier acte de cette juridiction d'appeaux de Larche est une présentation de procureur pour Jean Goujon, datée du 23 octobre 1790 (1). Henry Marchant, que nous retrouverons parmi les lieutenants de la juridiction

(1) Arch. dép. de la Corrèze, B, 1448, petit in-folio de 45 feuillets.

ordinaire de Larche, fut l'unique titulaire de ce tribunal d'appaux de Larche.

Remarquons que son fils, Pierre-René Marchant, était en même temps juge ordinaire de Larche ; de telle sorte que les jugements du fils étaient soumis en appel à l'appréciation du père, situation assez anormale qu'allait bientôt faire disparaître la Révolution, à laquelle ne manquèrent pas d'ailleurs de se rallier ces deux fonctionnaires ducaux.

La juridiction de Larche fut alors supprimée, ainsi que son tribunal d'appaux (1) et les scellés furent apposés sur tous les papiers du greffe jusqu'au 15 brumaire an 2 (5 novembre 1793). Ils furent alors levés par la municipalité de Larche, qui fit transporter tous les documents au tribunal de Brive, après avoir dressé à ce sujet le procès-verbal suivant (2) :

« Aujourd'hui quinzième jour du mois de brumaire l'an second de la république française (5 novembre 1793) nous maire et officiers municipaux de la commune de Larche nous sommes transportés dans l'une des sales du ci-devant chateau de Larche ou avait été placé le depot des minutes du gref du cidevant ordinaire de Larche ou étant avons trouvé un bufet à deux portes et deux tiroirs ferment à clef et sur lequel avait été apposé le scellet avec une bande de papier qui couvrait le trou de la serrure au bouct de lad. bande était apposé le cachet de la présente municipalité que nous avons trouvé sain et entier ayant levé led. scellet nous avons ouvert led. bufet et avons trouvé que le rayon le plus bas dicelui était plein de papier qui nous ont paru des minutes dud. gref en grande partie écrite par feu Jean Maury lors greffier et le tout antérieur à mil sept cent soixante dix sept, ces

(1) Toutes les justices seigneuriales furent supprimées par l'article 4 du décret de l'Assemblée nationale du 11 août 1789 ; mais les officiers de ces justices devaient continuer leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à l'établissement d'un nouvel ordre judiciaire.

(2) Arch. dép. de la Corrèze, B, 2149.

papiers étaient placés sans aucun ordre et tous mêlés les uns avec les autres avec beaucoup de confusion.

» Le second rayon contenant les minutes et registres dud. cidevant gref depuis et compris mil sept cent soixante dix sept jusques et compris mil sept cent quatre vingt dix étant liacés année par année et suivis par ordre de date de même que les registres des audiences pendant tout ledit espace de temps ce qui nous a paru en règle.

» Nous avons trouvé deplus dans lad. armoire un petit registre contenant divers appointements des appeaux de St Robert séant lors à Larche tous lesquels papiers qui se sont trouvés dans lad. armoire nous avons pris et mis dans deux sacs pour être par nous portés sans délai au gref du tribunal du district de Brive pour nous conformer à la loi du 6 mars 1791 et à l'invitation à nous faite par le directoire du district de Brive le sept du présent mois (28 octobre 1793).

» De tout quoi avons fait et dressé le présent procès-verbal led. jour, mois et an le requérant le citoyen Pierre Barutel officier municipal faisant les fonctions de procureur de la commune. » Suivent les signatures de Barutel, Bouret, Duteil, Pécon Laforest, maire, et Lamaze secrétaire d'office.

Mais revenons à la juridiction de Larche et constatons que tous les officiers de justice étaient nommés par le seigneur possesseur de la châtellenie. Ils prêtaient serment entre ses mains ou celles de son délégué et étaient révocables selon sa volonté ou son caprice. Nous n'avons cependant trouvé aucune mesure de ce genre prise à leur égard, ce qui tendrait à prouver qu'ils remplissaient leurs fonctions avec sagesse, et, en tous cas, avec dévouement à leurs seigneurs et à leur satisfaction.

L'autorité et les pouvoirs des juges de Larche étaient loin d'être négligeables, puisqu'ils pouvaient prononcer la peine capitale (1). Emprasons-nous d'ajouter, à l'honneur de leurs

(1) Une ordonnance royale du mois de mai 1788, réorganisant la justice dans le royaume, interdit toute procédure criminelle aux juges seigneuriaux. Ils n'eurent plus que le droit d'informer et de décréter contre les auteurs de crimes ou délits, signalés par la clameur publique.

justiciables, qu'ils n'eurent guère à appliquer une pareille condamnation, dont nous ne trouvons qu'un exemple dans la longue série des registres de la juridiction. Il s'agit d'un cas d'infanticide, dont s'était rendue coupable Jeanne Mas, âgée de 20 ans, née et habitant à Peyrefumade, paroisse de Saint-Cernin-de-Larche.

S'étant laissée séduire par Jean Treyssac, dit Jeannet, originaire du village de Loubignac, paroisse de Cublac, et valet du seigneur de Peyrefumade, Izaac de Carbonnières, elle mit au monde un garçon « le vendredi de la semaine avant celle qui précédait immédiatement les fêtes de Noël et l'après-midi », en 1740. Elle avait tellement bien résisté aux douleurs de l'enfantement que, bien qu'elle se trouva couchée dans son lit dans la maison de ses parents, ceux-ci, occupés dans leur grenier, n'entendirent aucun cri et ne se doutèrent de rien. Elle fit disparaître son nouveau-né en le jetant dans le lac, auprès du village, où il ne fut découvert que le 21 janvier suivant, 1741, et « cet enfant s'est trouvé avoir la tête écrasée et le col noir et enflé comme s'il avait été étouffé. »

Aussitôt le Procureur d'office, Étienne Ségeral, requit le chirurgien Antoine Cabanis, de Larche, pour « que les filles des villages de Rignac et Peyrefumade soient visitées » par lui, le 24 janvier, et ce fut à la suite de ses constatations que, ce même jour, fut rendu contre Jeanne Mas un décret de prise de corps, qui fut exécuté par Jean Raynaud, sergent.

Le 28 janvier, eut lieu un nouvel interrogatoire de l'accusée, à la suite duquel fut rendu un autre décret de prise de corps contre Jean Treyssac, considéré comme complice, et une perquisition fut faite dans la maison de M. de Carbonnières; mais son valet avait pris la fuite et il ne put être retrouvé.

Après une instruction, dans laquelle figurent les dépositions de 28 témoins, eut enfin lieu, le 16 mars 1741, la comparution devant le juge de Larche, François Pomarel, de « Jeanne Mas accusée prisonnière en nos dites prisons, qui

a été amenée par le geolier desd. prisons, laquelle accusée, étant assise sur la sellette, a fait serment de dire et répondre vérité sur les faits dont elle sera par nous interrogée. » Mais auparavant, M^e Pierre Conchard et M^e François Salviac, avocats au Parlement, demeurant à Brive, s'étaient réunis avec le juge dans la chambre du concierge des prisons.

A cette même audience, le Procureur d'office « conclut à ce que lad. Mas soit déclarée atteinte et convaincue du crime dont elle est accusée pour réparation duquel elle sera condamnée à faire amande honorable en chemise la corde au col avec un sierge à la main devant la porte de l'église de la présente ville où elle sera conduite par l'exécuteur de la haute justice et de là conduite à la place publique pour y être pendue et étranglée jusques à ce que mort naturelle s'ensuive à une potence qui y sera à ces fins dressée, qu'elle soit en outre condamnée en cent livres d'amande et aux dépens et quand aud. Jean Treyssac attendu ce qu'il résulte des actes de la procédure, led. procureur d'office conclut à ce que la contumace soit déclarée suffisamment instruite contre luy. ce faisant qu'il soit condamné comme complice dud. crime à être pendu et étranglé à une potence qui sera dressée pour cet effet dans la place publique jusques à ce que mort naturelle s'ensuive et à ce qu'il soit condamné aux dépens de la contumace et en cinquante livres d'amande. fait et conclu en définitive. » (1)

Ces conclusions sévères furent acceptées de tous points par le juge et Jeanne Mas fut condamnée à mort et exécutée à Larche, quinze jours après, le 31 mars. Son complice resta toujours introuvable.

Les frais de la procédure et de son exécution s'élèvent à la somme de 380 livres, qui sont portés en dépense dans le sixième chapitre du « Compte que rend à Monseigneur le Duc d'Ayen François Pomarel avocat au parlement et juge de Larche des revenus dont il a fait la recette pour les six

(1) Arch. départ. de la Corrèze, B, 1465.

derniers mois 1739, années 1740-1741-1742 et six 1^{ers} mois 1743. » (1)

Nous allons à présent passer successivement en revue les divers officiers de la juridiction de Larche dans l'ordre décroissant de l'importance de leurs charges et de leur autorité.

1^o Juges

Il n'était pas nécessaire que les juges seigneuriaux fussent gradués en droit; cependant ceux de Larche avaient tous leur titre de licencié et possédaient par conséquent les capacités nécessaires à leurs fonctions. On peut même dire que la juridiction était favorisée à cet égard.

Le plus ancien que j'ai pu découvrir est « M^r Delestang, juge lad. terre pour les seig^r et dame », qui se trouve mentionné avec « ses gages » s'élevant à six livres tournois, (2) dans l'« Estat au vray du revenu des comtès de Périgord et vicomté de Limosin en la charge de M^e Michel Aymeric trésorier pour les Roy et Reine de Navarre en leur d. comté et vicomté pour un trienne commençant le jour saint Jean Batiste 1556 et finissant à semblable jour 1559, les instrumens desd. affermes reçus par M^e François Plazenet not^e » à Montpaon. (3)

Estienne Dautrement, « licencié ez droitz juge ordinaire des terres et chastellanie de Larche et Terrasson », lui succéda. C'est lui qui établit sous forme de jugement le règlement suivant concernant les poids et mesures de la juridiction de Larche, le 12 décembre 1578 :

« Entre les procureurs d'office de la presant jurisdiction adjourans comparans par M^e Joseup de Bech en parsonne

(1) Archives Pomarel, de Pazayac.

(2) D'après le vicomte G. d'Avenel (*Histoire économique de la propriété*) la livre tournois valait à cette époque, 3 fr. 34, ce qui mettrait les gages du juge à 20 francs.

(3) Arch. dép. de la Corrèze, E, 141.

d'une part contre Guillaume Marty et Jehan [.....] scindicz de Larche et Boyssières, Thony Symonet et Petit Valiere scindicz de S^t-Pantalhéon, François Guynie et..... scindicz de Grèzes, Thony Pomarel et... scindicz de la p^{se} de Pazaiac, les scindicz des p^{ses} de La Dournac, Ferrières et la Basse Rebière (?) adjournés p. Roffiniac, Pomarel, Golfier et La Paleyrie sg^{ens} ordinaires de la p^{nt} jurison ensamble avoir fait adjourner maistre Anthoine Monteulh, Pierre La Salvetat dict Sartre, Pierre Salvetat dict Pougade d'autre part; François Bousquetz, Heliot de Boulín, Geraud Males dit Bousquet, Bernard Grèze, Peyrichou Savy, Jehan Las Cepas, P^{re} Cramech, Matio Valiere, Anthoine Marchant, Eymar Macary, Thene La Coste, Pierre Pouzet, P^{re} Boyer cordonier et autres habitans desd. parroisses requérant led. de Betz, atesta^{on} faite à ce préalable des jours, lieu et heure avec que les assistants deffaut c^{tre} les non c. parants et néantmoins qu'ilz soyent appellez p. not. greffier tous non par non ponr ce fait requérir apres ce qu'il apartiendra ce que a este fait par n^{re} greffier en illec ont c. pareu les ditz tous sus nommés en leurs parsonnes et ce fait led. de Betz a dit que ayant, monsieur de Noailles y p^{nt} e. me seign^r justicier hault moyen et bas de la presant chastellanie de Larche et Terrasson, entendu cy dire plusieurs plaintes et doleances p. des peysans des larcins q. se commectent journellement en la presant jurisd^{on} soubz pretexte de plusieurs et diverses faulces mesures qu'on y tient pour a quoy obvier et intanter ung beau et bon merche en ce p^{nt} lieu de Larche et pour le bon public repos et profit desd. peysans led. seign^r a bien voullé faire assanbler tous les scindicz, manans et habitans de la presant chastellanie a ses presans jour, lieu et heure de mydy pour voir, tanter reduire et regler les mesures dont pour ce faire led. de Betz a requis, avant passer outre qu'il soit enjoingt et fait c. mand^{nt} à tous les manans et habitans de la presant jurisd^{on} y pr^{nt} que inc. tinant et sans delay ilz ayent à exhiber toutes les mesures tant de bled que de vin, poix et aulnaiges qu'ilz auront à peine cent escus applicables aud. sieur pour ce fait après procéder au reglement desd.

measures c. me il apartiendra par raison, sur quoy a este fait command^t aulx susd. scindicz et autres habitans de la p^{nt} jurisd^{on} exhiber p^{nt} toutes les mesures de bled, vin, aulnaige et poix pour le tout estre reigle a la vraye mesure de Larche a peine cent escus suivant lequel appointment a este illec par les susd. scindicz et habitans exhibé et montré plusieurs quarthons, gerles, pintes et aulnes sur lesquelles mesures presantées et exhibées par lesd. habitans de la p^{nt} jurisd^{on} led. de Betz a requis estre fait attest^{on} avec que les assistans sy lesd. mesures, poix et aulnaiges sont les mesures, poix et aulnaiges antiennes et acoustumées tenir en la p^{nt} chastellanie et sil en y a poinct dautres et quilz se ayent accorder dicelles et sy lon a poinct acoustume secouer le quarthon et combien de quarthons tant de bled sarazin seigle gro bled milhet que avoine on met à la charge et c^{bien} de picoutins ou quarthon et aussy c^{bien} de gerles de vin à la charge et c^{bien} de pintes à la gerle, pour ce fait après requérir ce qu'il apartiendra, suivant laquelle requizition lesd. scindicz et habitans sus nommés p^{nt} ont ateste lesd. quarthon, gerle, pinte par eulx exhibés estre la vraye et antienne mesure de Larche et acoustumée et que le quarthon a acoustume estre secoué de froment seigle et autres bleds excepte lavoyne et qu'on en met de tous bleds en la charge dix quarthons et de lavoyne seize qu^{ons} et pour faire le quarthon six picoutins, et quand au vin on a acoustume mettre six gerles a la charge et neuf pintes a la gerle desquelles tant led. seigr q. lesd. habitans se sont accordés dung quarthon exhibé par Anthoine Olier et d'une gerle exhibée par led. Bousquet et dune pinte exhibée par Pierre Valiere constantants tous les susd. seign^r et habitans que le reglement soit faict sur lesd. mesures exhibées p. lesd. Olier, Bousquet, Valiere led. de Betz a accepte le dire, deppoz^{ion}, declaration des susd. et neantmoins a dit q. pour ce q. ce pourrait faire beaucoup de tromperies soubz p^{teste} de la mesure secouée q. n'avait acoustume faire en la p^{nt} jurisd^{on} et pourrait grendement prejudicier au merche du p^{nt} lieu et mesmes aulx estrangiers qui nentendent poinct lesd. mesures a requis

tant pour et au n. dud. sieur que les habitans de la presant jurisd^{on} que lad. mesure secouée soit reduite presantement a mesure sans secouer, sans en icelle d'ajouster ny diminuer et ce en prec^e dud. sieur, scindicz et habitans de ladicte p^{nt} chastellanie du vouloir et consantement diceulx et icelle reduite que les armes dud. sieur y soyent mizes et appozées ensamble aux mesures du vin et aulnaiges et que inibition et deffance soit faite doresenavant à tous les manans et habitans de lad. presant jurisd^{on} de detenir et faire autres mesures et aulnaige q. celle q. sera presantement arresté et marqué en pr^{ce} des susd. a peine de faulx et de cent escus damande applicable moitié aud. sieur et moitié au denonciateur et autre telle que n^{re} dixcretion advizera et neantmointz afin que lad. mesure de bled demeure estable, permanente et perpetuelle a requis estre mise en pierre en la place de la presant jurisd^{on} et pour le regard de l'aulnaige que sera dite et declare aulne de Paris en en suivant la volonté du roy a estre ordonne suivant la requizition dud. sieur et c. santement desd. scindicz et des habitans que lad. mesure de bled secoué sera reduite a mesure sans secouer et sans ajouster ny diminuer à lad. mesure antienne ce q. illec a este fait en n^{re} p^{nce} et des susd. de laquelle mesure tant lesd. sieur, scindicz et autres habitans sen sont accordes et de fait en a este marque et regle a lad. mesure et cachete des armes dud. sieur ung quarthon de P^{re} Valiere, ung autre de M^e Anthoyne Monteilh, ung autre de M^e Jehan Pomarel, ung autre de Jehan Belregard hoste de Pazaiac, ung autre de la femme de Mandon Pomarel de Pazaiac ensamble la gerle dud. Bousquet et une pinte dud. Valiere et avons fait et faisons innibition et deffance a tous les manans et habitans de la presant chastellanie de faire et tenir doresenavant autre mesure que celle que a este arrestée, reduite et marquee tant de bled que de vin ensamble l'aulnaige de Paris a peine cent escus damande applicable moitié au seig^r et l'autre moitié au denonciateur et que lad. mesure de bled sera mise en pierre en la place publique dud. lieu pour demeurer estable et arrestée et quon ny puisse ajouster ny diminuer.

Fait à Larche en jugement par devant nous Estienne Dautrement lic^e ez droitz juge ordinaire des terres et chastellanie de Larche et Terrasson et le douziesme jour du moys de decembre lan mil cinq cent soixante dix huit. » (1)

Cet Estienne Dautrement est aussi mentionné en la même qualité de « juge en ladite chastellaniche » comme témoin dans l'acte de rachat des seigneuries de Larche, Terrasson et Nadaillac, passé au château de Larche le 30 juin 1581, (2) et dans un acte de subrogation, fait aussi à Larche, le 31 décembre 1583. (3) Il devait être le père du notaire Jehan de Dautrement, habitant le village du même nom, ainsi qu'il résulte de divers actes reçus par lui le 10 janvier 1573 et en 1596 et 1599. (4)

Anthoine Duclaux « bachelier en droit juge de la ville chastellenie de Larche Terrasson et Nadailhac sçavoir faisons à tous qu'il appartiendra comme ce jourdhuy quatorziesme aoust mil six cent vingt et huit », tel est le début d'un jugement qu'il rend à Larche. On le trouve encore cité, le 25 avril 1630, dans un acte de vente, reçu Dolier, d'une vigne aux appartenances de la Jarousse, consenti par François Treillard, laboureur, et sa femme, Marguerite Valière à Pierre de Gouzon, m^e chirurgien à Larche. (5)

Jehan Barbier est d'abord indiqué, le 8 août 1633, comme « lieutenant du comté d'Ayen » dans une quittance de 250 livres, donnée par devant lui et le notaire Jehan Dupuy, au château de Larche, par Messire François de Noailles, seigneur comte d'Ayen, comme procureur et ayant charge de M^{re} Gabriel de Noailles, à Malepeyre, et à Pierre Gouzon, fermiers de la châtellenie de Larche. (6) Mais on le trouve

(1) *Bulletin de la Soc. scient., hist. et arch. de Brice*, t. 26., 1994, p. 659 et suiv.

(2) Arch. des Basses-Pyrénées, E, 734.

(3) Arch. Marchant, de Bernou.

(4) *Annales de Saint-Cernin-de-Larche*, par le D^r R. Laffon, p. 149.

(5) Arch. Marchant, de Bernou.

(6) Arch. Marchant, de Bernou.

« bachelier en droit juge ordinaire des terres et chatellenies de Larche, Terrasson et Nadaillac », présidant à une reconnaissance des tènements de Vinevialle et de la Barbotte, le 30 octobre 1641, et faisant exécuter, le 12 décembre suivant, le vidimus d'un acte fait à Larche le 2 novembre 1591. (1)

C'est lui qui procéda à l' « Inventaire des meubles et effets délaissés par M^r Jean Jacques du Pouch, docteur en médecine, habitant du lieu de Larche, led. inventaire fait par M^e Jehan Barbier, bachelier en droit et juge de Larche, commencé le premier du mois d'avril de l'année 1643 et fini le 23 du mois de septembre de la même année. » (2)

Il ne mettait pas trop de hâte à faire ce travail, qui dura près de six mois et que l'on trouve parfois interrompu par cette mention : « et ce fait à cause de l'heure tarde nous sommes retiré en la maison de M^r Jean Duron procureur d'office où nous avons continué à faire notre despense et remis la continuation du susdit inventaire. » Il habitait, en effet, assez loin de Larche, à Saint Robert et ne pouvait donc rentrer chez lui après avoir inventorié toute la journée. Aussi voyons-nous s'élever les « dépenses faites en la maison de Duron à 71 livres dues à Jehanne Boyssarie femme aud. Duron » et la « faction dud. inventaire, 10 journées et plusieurs autres vacations du juge, 50 livres », qui furent payées sans retard sur la succession, dès le lendemain de la clôture de l'inventaire, le 24 septembre 1643.

Jehan Barbier était encore juge, l'année suivante, et il rendit une ordonnance, le 11 mai 1644, dans un différend soulevé par le prieur Degoalard contre Jacques Marchant du Pouch au sujet de la sépulture d'un parent de ce dernier, qui appartenait à la religion réformée (3).

D'abord marié avec Marie Depeyroux, dont il eut trois garçons et deux filles, Jehan Barbier épousa en secondes noces Catherine de Nicollas, fille de Jean Nicollas, maître

(1) Arch. Marchant, de Bernou.

(2) Arch. Marchant, de Bernou.

(3) Arch. Marchant, de Bernou.

apothicaire et de Catherine de Bru, après contrat reçu Larefeuill, le 3 août 1662, « au lieu du hault Ayen bas limousin maison de M^e Jean Nicollas, après midy ». Il était alors lieutenant du comté d'Ayen et habitait toujours le bourg de Saint-Robert (1).

Philippe Dubernard, sieur de Legadou, qui lui succéda, était fils de Raymond Dubernard, conseiller du roy et son lieutenant particulier en l'Élection de Sarlat et de Catherine de Fénis. Il se maria à Lafeuillade, le 28 novembre 1654, avec Marie de Balioth, fille de François de Balioth écuyer, sieur de Monluc et de Marguerite du Verdier, habitant le village de Latreille (2).

Entre temps, on le trouve mentionné dans divers actes de baptême de la paroisse de Lafeuillade, en qualité de parrain d'Hélias Savy, le 3 janvier 1655, de Philippe Ranoux, le 9 juin 1644, de Philippe Chanabier, le 2 avril 1656 et de Philippe Dolier, le 17 août 1664.

Il y a aussi des pièces de procédure et actes de comparution devant l'ordinaire de Larche, du 11 avril 1663, faites à Larche « pardevant Philippe Dubernard sieur de Legadou juge ord^{re} èz terres et chastellenies de Larche Terrasson et Nadailhat » (3). »

Enfin le document suivant nous fait connaître ce juge comme un assez mauvais payeur ; il est adressé à Monsieur le sénéchal et juge d'appeaux du Comté d'Ayen ou à son lieutenant :

« Supplie humblement Jacques Marchant du Pouch sieur de la Vivie disant que dès le neufviesme de juin dernier mil six cens soixante et un Philippe Dubernard sieur de

(1) Arch. dép. de la Corrèze, E, 1123.

(2) De cette union naquit au moins une fille, Marguerite, qui épousa, le 14 mai 1673, « noble Jean de S^t Supéri escuier s^r de Lafarge veuf et fils à feu noble Jehan de S^t Supéri escuyer s^r de la rompelerie et de damoizelle Jehanne de roy, habitant de la par^{roisse} de Terrasson » (Arch. municipales de Lafeuillade (Dordogne)).

(3) Arch. Marchant, de Bernou.

Legadou juge ord^{re} des terres chastellenies de Larche Terrasson et Nadalhiac aurait consanty une promesse de la somme de soixante et dix livres en faveur dudict sieur suppliant laquelle somme debvait se payer au jour de la nouel dernier a quoy n'ayant satisfait quelle interpellation qu'il luy en aye faict et désirant ledict suppliant actionner en justice ledict sieur juge aux fins de son payement ce qu'il ne peult Icelluy estant juge en la jurisdiction de son domicile ledict sieur lieutenant estant père du suppliant et les curiaux d'icelle ne pouvant ordonner contre leur juge et d'autant que les appellations de ladicte jurisd^{tion} dud^t Larche resortissent par appel pardevant vous monsieur le senal le suppliant y désirerait faire appeller led^t sieur Leguadou aux fins de l'aduration et condempnation d'icelle promesse. Ce considéré il vous plaira de vos grâces permettre au suppliant de fr^e appeller devant vous ledict s^r Leguadou aux fins de l'aduration et condempnation de ladicte somme avecq despans domaiges interests et y faire bien (1). »

Philippe Dubéarnard était aussi débiteur de la duchesse de Noailles et nous trouvons, à la date du 7 décembre 1679, une donation faite à l'hôpital de Brive par dame Louise de Boyer, duchesse de Noailles, veuve douairière d'Anne de Noailles, duc et pair de France, de la somme de 350 livres à elle due par les héritiers de Philippe du Bernard, sieur de Legadou, juge de Larche, « pour être lad. somme employée pour bâtir un refuge à Brive pour les filles de mauvaise vie » (2).

Michel Pomarel, « sieur de Chantegril, lissentié ez loix juge ordinaire des terres chastellenies de Larche, Terrasson et Nadailhac duché de Noailles », commence la série des membres de cette famille qui vont occuper ce siège de juge durant un siècle entier, sans interruption.

(1) Arch. Marchant, de Bernou.

(2) Arch. de l'hôpital de Brive, série E, 3, registre in-fol. 39 v^o.

Né à Pazayac, le 28 octobre 1627, il était « fils de M^r Jehan Pomarel no^r royal et de Marie Manière du p^{nt} lieu » (1).

Le 27 février 1656, « au lieu de Cramiers, parr. de S^t Pantaléon et maison de noble Henri de Salvel, écuyer s^r de Bartol », fut passé par Jean Duron, no^r royal à Larche, son contrat de mariage avec d^{lle} Marguerite de Salvel, fille du s^r de Salvel et de damoysselle Françoise de Dautrement. Le père de Michel Pomarel était décédé à ce moment; aussi se fit il assister de son oncle Izaac Pomarel, maître apothicaire à Hautefort (2). Par ce mariage, il devenait donc l'allié de la famille des Dautrement, circonstance qui ne pouvait que favoriser sa nomination au poste de juge de la châtellenie de Larche.

Contrairement à ce qui se passe de nos jours, les familles nombreuses étaient de règle à cette époque. Aussi voyons-nous naitre neuf enfants de cette union de Michel Pomarel avec Marguerite de Salvel (3).

Le 24 février 1687, il procède à Larche « à l'audition personnelle de Martin Saige bourgeois prisonier detenu dans les prisons de p^{nt} chasteau lequel nous avons fait conduire dans une chambre d'icelluy par le concierge ». (4) Il s'agissait d'une affaire de coups et blessures.

Il mourut le 26 septembre 1690. (5)

Henry Pomarel, sieur de Chantegril, avocat en la cour, fils aîné du précédent, lui succéda comme juge de Larche.

Né à Pazayac, le 11 novembre 1656, (6) il se maria à 33 ans,

(1) Arch. municipales de Pazazac (Dordogne).

(2) Arch. Pomarel, de Pazayac.

(3) 1^o Henry, baptisé le 29 novembre 1656; — 2^o Jean, né le 24 décembre 1658 et baptisé le 26; — 3^o Joséphine, née le 20 avril 1661; — 4^o Jehanne, née le 24 août 1662 et baptisée le 10 septembre; — 5^o Anne, baptisée le 7 octobre 1663; — 6^o Autre Anne, baptisée le 10 novembre 1664; — 7^o Jehan, né en juillet 1667; — 8^o Autre Anne, baptisée le 17 avril 1670; — 9^o Françoise, baptisée le 27 mars 1677 (Arch. municipales de Pazayac).

(4) Arch. Pomarel, de Pazayac.

(5) Arch. municipales de Pazayac.

(6) Arch. municipales de Pazayac.

le 25 juillet 1689, à Pazayac, avec demoiselle Guillemette Damelin, de Brive, fille de François Damelin, sieur de la Saretie, et en eut quatre enfants (1) :

On trouve Henry Pomarel mentionné, le 31 mars 1711, comme témoin dans un contrat de vente, reçu Maury notaire à Larche et dans une transaction du même jour (2). Je n'ai pu découvrir la date exacte de sa mort (3).

François Pomarel, avocat à la cour, son fils aîné, l'avait déjà remplacé dans ses fonctions de juge, le 29 mars 1713 ; car, à cette époque, il est qualifié « juge de la chastellenie de Larche » dans une baillette reçue Maury, et dans laquelle il sert de témoin (4).

Né le 28 novembre 1690, il n'avait guère que 22 ans lorsqu'il entra en fonctions.

Marié à Jeanne Puyjalon, fille de Guillaume Puyjalon, avocat en la Cour, et de Marie de Labadie de Besse, habitants du bourg de Gluges, en Quercy, il en eut douze enfants (5).

Le 21 décembre 1716, il fut pourvu de la charge de syndic fabricant de l'église de Pazayac « pour administrer et rece-

(1) 1° François, né le 28 novembre 1690 ; — 2° Toinette, née le 12 février 1692 et baptisée le 17 du même mois ; — 3° Anne, née le 27 juin 1693 et baptisée le 29 ; — 4° Françoise, baptisée le 2 décembre 1699 (Arch. municipales de Pazayac).

(2) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(3) Sa fille Toinette se maria, le 25 août 1718, avec Hélié Maury, greffier de la juridiction de Larche (Archives municipales de Pazayac), et Françoise épousa Jean Sage, clerc à Jaf de Grèzes, ainsi qu'il résulte d'une quittance finale de 250 livres, que celui-ci donne à son beau-frère, François, juge de Larche, pardevant M^e Maury, notaire à Larche (Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche).

(4) Étude Baudenom de Lamaze, à Larche.

(5) 1° Guillaume, né le 24 septembre 1716 ; — 2° Martin, baptisé le 10 mars 1719 ; — 3° Jean-François, baptisé le 3 mai 1721 ; — 4° Pierre, baptisé le 31 mai 1722 ; — 5° Zacharie, né le 17 octobre 1724 ; — 6° Jean, né le 7 mars 1726 ; — 7° François, né le 8 mars 1727 ; — 8° Jacques, né le 13 avril 1730 ; — 9° autre Guillaume, né le 15 juin 1732 ; — 10° autre Martin, né le 26 septembre 1733 ; — 11° Toinette, née le 15 mars 1736 ; — François-Louis, né le 25 janvier 1739 (Arch. mun. de Pazayac).

voir les aumosnes qui ont esté cy devant données ou qui pourront l'estre à l'advenir à lad. esglise et faire faire les réparations nécessaires à la maison de Dieu attendu que l'antien sindicq est incomodé et qu'il ne se soussie plus de gérer aux affaires de lad. esglise », et sa nomination fut constatée par acte de M^e Maury, notaire à Larche (1).

Le 3 avril 1722, atteint sans doute d'un mal subit ou victime de quelque accident, il fit son testament au village du Fraysse, paroisse de Pazayac, « où il se trouvait dans un lit de la maison de François Lacoste, praticien » (2).

Mais son retour à la santé va lui permettre de continuer longtemps encore ses fonctions de juge et sa famille ne cessera de s'accroître. Il n'en veille pas moins à l'éducation et à l'instruction de ses nombreux enfants et ne recule devant aucun sacrifice pour pourvoir à leur établissement.

L'aîné, Guillaume, qui était appelé à lui succéder dans ses fonctions judiciaires, est dirigé vers l'étude des lois (3).

Selon l'usage de l'époque, presque tous les cadets embrassent l'état ecclésiastique. Dans ce but il constitue diverses pensions à Martin, Pierre et autre Martin Pomarel (4).

(1) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(2) Par ce testament, reçu Maury, par lequel il demande à être enseveli dans l'église de Pazayac et tombeaux de ses prédécesseurs, « veut et entend led. testateur que ses héritières soient tenus après son décès d'aumoner aux pauvres les plus nécessiteux qu'elles jugeront la somme de trante livres, pour la réparation des torts qu'il pourrait avoir fait en sa vie dont il ne peut sçavoir les personnes, de plus dix livres à chasque église des paroisses de la pnte jurisdiction dont les curés fourniront quittance s'en remettant à ses dites héritières » universelles, qui étaient sa femme et sa nièce « de faire dire des messes telles qu'elles jugeront à propos » (Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche).

(3) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(4) Le 4 mars 1741, par acte reçu Maury, François Pomarel, avocat et juge de Larche, et Jeanne de Puyjalon, son épouse, « voulant favoriser le dessein de Martin Pomarel, clerc tonsuré et m^e es-ars leur fils, de parvenir à l'ordre de prêtrise étant actuellement au séminaire de Sarlat », lui constituent « une pension viagère et annuelle de la

Trois autres de leurs fils; Jean-François, Zacharie et François, avaient aussi embrassé l'état religieux.

Du reste, le testament de Jeanne Puyjalon, reçu par Maury, au bourg de Pazayac le 19 novembre 1771 (1), nous indique bien ce que sont devenus tous ces enfants et la situation qu'ils occupaient à ce moment (2).

En même temps qu'il était juge de Larche, François Pomarel remplissait aussi les fonctions de comptable général du duc de Noailles et d'Ayen pour ses vastes possessions des deux duchés de Noailles et d'Ayen et de leurs dépendances, ainsi que l'atteste un compte très détaillé et des plus intéressants « des revenus dont il a fait la recette pour

somme de quatre vingt livres pour luy tenir lieu de titre clérical » (Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche).

Le 28 avril 1742, « voulant favoriser le dessein de Pierre Pomarel leur fils de s'agréger à la congrégation de la mission, étant depuis près de vingt mois au séminaire interne de messieurs de lad. congrégation en la ville de Gaors », ils lui constituent une pension d'égale somme (Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche).

Le 27 novembre 1756, ils en accordent encore une autre de cent livres « désirant favoriser et seconder les intentions de Martin Pomarel leur fils plus jeune tonsuré, étant actuellement au séminaire de Sarlat d'être promu aux ordres sacrés » (Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche).

(1) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

(2) Guillaume était juge de Larche; — Martin prieur de Brenac (situé sur la rive gauche de la Vézère, Saint-Georges et Brenac, paroisse de la châtellenie de Montignac, incorporée plus tard à celle de cette ville) et Montignac; — Jean-François, religieux de l'ordre de Saint-Augustin de Chancelade, était curé de Lacassagne; — Pierre, prêtre de la congrégation de la mission; — Zacharie, prévôt de Ladornac, curé de Lafeuillade (il était vicaire de Nadaillac, lorsqu'il fut nommé curé de Lafeuillade, à la mort du desservant de cette paroisse, Jean Gauthier, docteur en théologie, décédé au village de Goyne, le 7 avril 1752, à l'âge de 85 ans et enseveli dans le sanctuaire de l'église (Archives municipales de Lafeuillade); — François, chanoine de Noailles, curé de Pazayac (la résignation de cette cure lui en fut faite, le 17 mars 1753, par Reymond Delfau, curé, et il en prit possession le 7 juin suivant. Il mourut à 65 ans, le 9 avril 1791 (Arch. mun. de Pazayac); — Jacques, notaire à Peyrefumade, paroisse de Saint-Cernin; — autre Mar-

les six derniers mois 1739, années 1740-1741-1742 et six premiers mois 1743 » (1). Il reçut pour cette gestion les appointements de 1,500 livres, qui sont portées au septième chapitre des dépenses.

En 1749, il se démit de ses fonctions de juge en faveur de Guillaume, son fils aîné, et nous ne le retrouvons plus mentionné qu'en 1770, dans une adjudication qui eut lieu à Pazayac, le 26 août, « en la maison de M. François Pomarel, avocat en parlement, commissaire des chemins sur la route de Brive à Bordeaux et ayant chage de pourvoir à la construction d'un pont sur le ruisseau de Guinassou, suivant le devis qui en a été fait par Monsieur Gaillon l'un des sous-ingénieurs du roy en la généralité de Bordeaux » (2).

François Pomarel est décédé, le 16 novembre 1771, à l'âge de 81 ans, au bourg de Pazayac et il fut inhumé dans l'église, dans les tombeaux de sa famille. Sa femme ne lui survécut pas longtemps; elle mourut le 1^{er} avril 1772, à l'âge de 75 ans et fut « inhumée le 3 dans l'église avec les cérémonies ordinaires » (3).

Guillaume Pomarel, fils du précédent, né à Pazayac le

tin, curé de Saint-Léon, près Issigeac (il devint curé de Chavagnac par suite de l'acte de résignation en sa faveur par M^r Guillaume Molinier, docteur en théologie, curé de Chavagnac, reçu à Ladornac, en la maison curiale par Lamaze, notaire royal apostolique, le 14 août 1772, sous la réserve du tiers du revenu en espèces. Il en prit possession le 3 novembre suivant, par suite des provisions du pape Clément XIV, visées par Mgr Henry-Jacques de Montesquiou, évêque, baron et seigneur de Sarlat (Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche); — Jean-Guillaume (2^e de nom) et François-Louis étaient décédés en bas-âge et Toinette, l'unique fille, mariée à Pierre Grangier, bourgeois de Montignac, mourut à Pazayac, le 6 décembre 1768, âgée de 33 ans, laissant un enfant appelé Jean (Arch. mun. de Pazayac).

(1) Arch. Pomarel, de Pazayac.

(2) Ce travail fut adjugé à Bernard Leymarie, maçon à Talasche, paroisse de Saint-Cernin, pour 350 livres, avec l'engagement de le livrer dans deux mois, acte reçu Lamaze, notaire à Larche (Étude Beaudenom de Lamaze).

(3) Arch. mun. de Pazayac.

24 septembre 1716, était bachelier en droit en décembre 1743 (actes de vente et quittance, reçus Maury) (1).

En 1749, âgé de 33 ans, il prit la succession de son père en vertu des provisions suivantes : « Louis de Noailles, duc d'Ayen, marquis de Maintenon, Chambres, Peignéres, Merle, Servièrès, Martel, Saint-Céré, vicomte de Larche, Terrasson et autres lieux, chevalier des ordres du Roy, Lieutenant général de ses armées, premier capitaine des gardes du corps de sa majesté, gouverneur du Roussillon et de Saint Germain en survivance de Monseigneur le mareschal de Noailles notre père, étant bien informé des bonnes vie et mœurs de M^e Guillaume Pomarel avocat en parlement et de sa capacité et expérience dans l'administration de la justice, nous lui avons donné et octroyé comme par les présentes luy donnons et octroyons l'office de juge civil, criminel, de police et grurie des chatellenies et vicomté de Larche, Terrasson et Nadaillac pour le tenir et exercer tant qu'il nous plaira, aux droits, honneurs, prééminences, fonctions, profits et émolumens appartenants aud. office, à ces causes mandons à nos autres officiers en lad. vicomté de l'y recevoir et installer et à nos vassaux sujets et justiciables de le reconnaître, luy obéir et entendre es choses concernant led. office. En témoin de quoy nous avons signé les présentes de notre main, à icelles fait apposer le sceau de nos armes et contresigner par notre secrétaire ordinaire fait à Saint Germain le seizième jour de may mil sept cens quarante et neuf. Signé le duc d'Ayen et plus bas par Monseigneur, Lasservy (2). »

Il prêta « le serment requis pardevant M. le Sénéchal du duché de Noailles séant à S^t Robert » le 8 juillet suivant et fut reçu et installé dans ses fonctions le 22 juillet, « en la ville de Larche et chambre du greffe pardevant Pierre Barutel lieutenant de la jurisd^{on} de Larche, assisté de M^e Jean Irlande, procureur » (3).

(1) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(2) Arch. dép. de la Corrèze, L, 1408.

(3) Arch. dép. de la Corrèze, L, 1408.

En 1750, Guillaume Pomarel, expert pour le duc de Noailles, de concert avec Pierre Lacoste, juge de Lissac, expert pour Antoine et Joseph de Laporte coseigneurs de Lissac, rédige un assez long rapport très détaillé sur les limites des deux seigneuries de Lissac et de Larche (1).

Comme conséquence de ce travail, il fut procédé, le 13 avril 1757, à un « piquetement » de justice entre les deux terres; mais le seigneur de Lissac prétendit qu'il y avait eu quelques erreurs commises par les experts. Bien que le duc de Noailles ne le reconnût point, il « voulut bien néanmoins consentir à une nouvelle vérification, uniquement par considération personnelle pour ledit seig^r de Lissac et luy donner de plus en plus des preuves de ses sentiments distingués en sa faveur et pour ne pas laisser aucune incertitude audit seigneur de Lissac sur la justice des opérations dont il s'agit ». Une nouvelle transaction eut lieu, le 20 juillet 1782, pardevant M^e Lamaze, notaire à Larche, et le seigneur de Lissac renonça à tous ses droits de justice sur un tènement entre Peyrefumade et Fournet et dans la plaine de Saint-Cernin en faveur du duc de Noailles, qui, de son côté, délaissa au seigneur de Lissac tous les droits qu'il avait sur une partie du village du Soulié et dépendances, dans la paroisse de Chasteaux (2).

Guillaume Pomarel avait épousé demoiselle Philippe Boudy, fille de Jean Boudy, sieur d'Alogne, et de Marie d'Algay, du village d'Alogne, paroisse de Perpezac-le-Blanc, dont il eut neuf enfants (3) :

(1) Arch. dép. de la Corrèze, B, 1451.

(2) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(3) 1^{er} François, baptisé à Perpezac-le-Blanc le 22 juin 1747, né à Alogne le 21. « Parrain François Pomarel, avocat en parlement et juge de Larche, grand-père, et marraine demoiselle Marie d'Algay, grand-mère, et a porté pour elle Catherine Boudy demoiselle de Salaignac, tante aud. baptisé » (Arch. mun. de Perpezac-le-Blanc); cet enfant est dit Pierre-François, âgé de 21 ans, licencié en droit, dans l'acte de son décès survenu à Pazayac, le 2 décembre 1768 (Arch. mun. de Pazayac); — 2^e Antoine, né à Alogne, le 4 mars 1749, baptisé le 6 à Perpezac, eut pour « parrain Antoine Boudy, s^r de Salaignat, grand-

Guillaume Pomarel est décédé à Pazayac le 13 avril 1784,

père à la mère et pour marraine Jeanne de Puyjalon d^{lle} de Pomarel grande mère de Pazayat a porté sur les fons Marie d'Algay d^{lle} d'Aloigne grand'mère du baptisé » (Arch. mun. de Perpezac-le-Blanc); mentionné comme novice à Chancelade dans une donation du 22 janvier 1768 (Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche), nous le trouvons qualifié chanoine dudit Chancelade et curé de Lacassagne dans un baptême du 5 janvier 1785 (Arch. municipales de Pazayac); — 3^e François-Louis, mort étudiant en humanité, âgé de 16 ans, le 6 septembre 1769 (Arch. mun. de Pazayac); — 4^e Catherine, qui se maria, le 25 janvier 1774, avec Pierre Jaubert, bourgeois, fils de Dominique Jaubert, s^r de Lahorderie, et de Marie Montet, habitant Boissières, paroisse de Saint-Cernin (Archives municipales de Pazayac); le contrat fut reçu le même jour à Pazayac par Maury, notaire aux duchés de Noailles et d'Ayen, et Lamaze, notaire royal (Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche); elle est décédée à Boissières, commune de Larche, à l'âge de 70 ans, le 23 octobre 1820 (Arch. mun. de Larche); — 5^e Marie, mariée à 22 ans, le 28 février 1776, avec Antoine Delbos, bourgeois, fils de Léonard Delbos et de feue Marguerite Chayrac, habitant à Laforêt, paroisse de Nadaillac (Archives municipales de Pazayac); se trouvant à Pazayac, chez son père, « atteinte de maladie dans sa maison », le 19 mars 1784, celui-ci lui donna son consentement pour qu'elle puisse disposer de ses biens (Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche); — 6^e autre Catherine; — 7^e François-Philippe, né le 6 mars 1761, à Alogne, baptisé à Perpezac le lendemain; « a été parrain messire François Pomarel docteur en théologie curé de Pazayac diocèse de Sarlat, marraine Catherine Pomarel sœur du baptisé » (Arch. mun. de Perpezac-le-Blanc); marié, le 29 janvier 1782, avec demoiselle Philippe Algay, fille de Jean-Baptiste Algay, juge du comté d'Ayen, conseiller avocat honoraire du Roy au présidial de Brive, demeurant au Chalard, paroisse d'Yssandon, et de feue Françoise de Clédat. Son contrat de mariage fut passé le même jour par Lamaze, notaire à Larche, et ses témoins furent M^e Bertrand Duroy de Chaumareix, écuyer, ancien officier de cavalerie, seigneur de Chaumareix, La Vidalie, les Fourchies, Saint-Cyprien et autres lieux, habitant La Vidalie, paroisse de Saint-Cyprien, et Antoine Lavech sieur Duclaux, M^e en chirurgie à Pradelas, paroisse de Pazayac (Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche); — 8^e Marie-Jeanne, née le 8 décembre 1763 (Arch. mun. de Pazayac); — 9^e Martin, née le 30 janvier 1765, « baptisé à la maison étant en danger de mort » (Arch. mun. de Pazayac), fit son testament à Pazayac le 7 mai 1780 (Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche).

dans sa soixante-neuvième année (1). Sa femme était morte avant 1774.

Pierre-René Marchant, son successeur, fils d'Henry Marchant, avocat en parlement, et de Marie-Rose Poitevin, naquit à Bordeaux le 7 juin 1747 (2).

Reçu avocat en parlement, il revint se fixer chez son père, qui était lieutenant de la juridiction de Larche et juge de celle de Cousages, et se maria, le 9 février 1773, avec Marguerite Marchant de Lavivie, fille de Jean Marchant de Pouch, s^r de Lavivie, écuyer, et de défunte Marie de Gouzon (3), après contrat reçu à Larche, le 27 janvier précédent, par les notaires Maury et Lamaze (4).

Il en eut treize enfants (5).

(1) Arch. mun. de Pazayac.

(2) Arch. de la ville de Bordeaux, Registres paroissiaux, série GG ; paroisse Saint-André, Registre 89, art. 482.

(3) Arch. mun. de Larche.

(4) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

(5) 1^o Marguerite, baptisée le 23 novembre 1773, mariée le 8 mai 1792 avec François Pomarel, de Peyrefumade (Archives mun. de Larche); — 2^o Louise, née le 27 février 1775; — 3^o autre Louise, née le 18 mai 1776, mariée le 20 juin 1791, avec dispense du 4^e degré de consanguinité, avec Jean-Baptiste Bosredon, M^e chirurgien au Suey, paroisse de Mansac (Arch. mun. de Larche), où elle est décédée le 16 décembre 1819 (Arch. mun. de Mansac); — 4^o Pierre, baptisé le 10 avril 1777; — 5^o Marguerite-Julienne, baptisée le 14 avril 1778, mariée le 17 brumaire an VI (7 novembre 1797) avec Jacques Boissérie, de Lacasagne (Arch. mun. de Larche); — 6^o Catherine-Josèphe, née le 12 juin 1779 (Arch. mun. de Larche), mise en nourrice au Clauzel, paroisse de Lissac, où elle est morte, le 18 août suivant (Arch. mun. de Lissac); — 7^o Jeanne-Marguerite, baptisée le 17 novembre 1780; — 8^o Anne, baptisée le 13 février 1782, morte le 24 germinal an II (13 avril 1794) (Arch. mun. de Larche); — 9^o Jean, baptisé le 9 avril 1783 (Arch. mun. de Larche); — 10^o Jean-Joseph, baptisé le 6 octobre 1784, mort le 9 août 1788 (Arch. mun. de Larche); — 11^o Jeanne-Rose, née le 2 février 1786; — 12^o Marguerite dite Félicie, baptisée le 31 décembre 1789, mariée le 28 février 1811, avec Pierre Dujary de la Baronie, aux Mottes de Chavagnac, décédée le 7 juillet 1851 (Arch. mun. de Larche); — 13^o Jean-Baptiste, baptisé le 27 octobre 1791, mort le 24 germinal an II (13 avril 1794) (Arch. mun. de Larche).

Nous trouvons Pierre-René Marchant mentionné d'abord sur les registres de la juridiction de Larche dans un acte de comparition du 4 août 1779, à la suite de sa désignation comme père spirituel des Cordeliers de Brive. Le juge de Larche était invité à procéder à son installation par la lettre suivante : « En conformité de la confirmation des privilèges à nous octroyés par le Roy Louis seize je gardien du couvent des f. f. Mineurs conventuels de la ville de Brive en bas-limousin vous expose, selon les termes de l'édit de sa majesté, que nous avons accordé des lettres patentes à M^r Pierre René Marchant avocat en parlement habitant de la ville de Larche pour être notre père spirituel dans la paroisse de Larche juridiction de la terre de Noailles et vous prions de le protéger, afin qu'en cette qualite, il jouisse sans trouble des privilèges accordés à telles personnes. en foi de quoi avons apposé les sceau de notre couvent et signé de notre main. à Brive le vingt-neuf du mois de juillet mil sept cent soixante dix neuf. signé f. J. B. Aleyrac gardien (1). »

Quelques années plus tard, son père, Henry Marchant, ayant été nommé juge au tribunal d'appaux de Saint-Robert, il fut appelé à le remplacer en qualité de lieutenant de la juridiction de Larche, par suite des provisions datées de Paris, le 12 mai 1783 et signées par le duc Louis de Noailles, pair et maréchal de France. Il fut installé dans cette charge, le 8 juillet suivant, par M^e Jehan Barbier de la Farge, lieutenant principal des appeaux de Saint-Robert, pardevant lequel il comparut (2).

Un an après, par de nouvelles provisions datées aussi de Paris, le 8 mai 1784, il lui fut octroyé « l'état et office de juge de la chatellenie de Larche, vacant par le décès de M^e Pomarel avocat pour par led. s^r Marchant de Bourrieux tenir et exercer led. office tant qu'il nous plaira avec honneurs, prérogatives, prééminences droits profits émoluments

(1) Arch. dép. de la Corrèze, B, 1454.

(2) Arch. dép. de la Corrèze, E, 354, supplément,

appartenant audit office ». Reçu le 15 juin suivant par son père, le juge d'appaux de Saint-Robert, il fut installé à l'audience du lendemain, 16 juin, sur la réquisition du procureur d'office, Jacques Pomarel, par Bernard Lafon ancien postulant au siège de Larche faisant les fonctions de juge à cause du décès de M. Pomarel (1).

De cet état de choses résultait donc une situation assez anormale, qui dut parfois être une cause d'embarras, voire même de suspicion pour les justiciables. Car, s'ils voulaient faire appel d'une sentence prononcée par le juge de Larche, ils se trouvaient en face du père de celui-ci qui ne pouvait qu'hésiter à rectifier les premiers jugements. Mais il n'y avait pas à protester, car tel était le bon plaisir du prince ou plutôt du duc et ses vassaux n'avaient d'autres droits que celui de la soumission.

Le 11 septembre 1785, les habitants de Larche furent « convoqués au son de la cloche aux formes ordinaires à l'effet de nommer un syndic fabricant » et s'assemblèrent « devant la principale porte de l'église paroissiale à l'issue de vêpres » et, pardevant M^e Lamaze, notaire royal des sénéchaussées de Brive et Sarlat, Pierre-René Marchant, avocat en parlement et juge de Larche, fut désigné « d'une voye unanime » pour remplir lesdites fonctions de syndic fabricant (2).

Ces mêmes habitants de la ville et communauté de Larche se réunissent, le 8 mars 1789, pour rédiger le cahier de leurs plaintes et doléances « en l'auditoire de la présente ville, pardevant M^e Pierre René Marchant s^r de Bourieux, avocat en parlement, juge civil, criminel et gruyer des terres et chatellenies de Larche, Terrasson, Nadaillac et de la seigneurie de Bouch, au duché de Noailles », qui préside leur assemblée et qui fut un des délégués choisis pour le porter à la réunion de la sénéchaussée de Brive, le 11 du même mois.

(1) Arch. départ. de la Corrèze, E, 359. B, 1439.

(2) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

Maire de Larche, il fut nommé électeur de cette commune par 81 voix sur 94 votants, le 9 mai 1790, pour désigner les autorités administratives du département de la Corrèze, nouvellement formé (1); il fut proclamé lui-même, le 24 juillet, un des sept administrateurs du district de Brive (2).

Pierre-René Marchant se rallia avec ardeur aux idées nouvelles, aussi conserva-t-il sa situation de juge de Larche lors de l'institution des juges de paix par la loi des 16-24 août 1790.

Il ne tarda pas à afficher les opinions révolutionnaires les plus avancées. Le 9 juin 1793, il provoqua une réunion des patriotes du canton de Larche dans une des salles du ci-devant château et y prononça un discours patriotique pour les engager à former une société populaire qui « rendra vains tous les efforts des liberticides » et qui fournira les moyens d'éclairer le peuple, de « le fortifier dans les vrais principes de la liberté et le mettre au niveau de la Révolution ». Sa proposition fut acceptée sur-le-champ et la déclaration de constitution de ladite société fut faite aussitôt sur les registres de la municipalité, en même temps qu'il fut chargé, avec le citoyen Thouzi, d'en rédiger le règlement. Il lui donna le titre de « Société des Amis de l'Égalité et Liberté et des Amis de la République une et indivisible du canton de Larche », et il en fut le premier président.

Le 13 octobre 1793, un comité de surveillance fut aussi établi à Larche et Pierre-René Marchant fut désigné pour en faire partie; cependant son nom ne figure dans aucun des procès-verbaux de ce comité comme signataire. Il n'en est fait mention que dans la séance du 8 thermidor (26 juillet 1794), à laquelle il se présente pour se disculper « des pro-

(1) Arch. dép. de la Corrèze, L, 573.

(2) Les autres administrateurs étaient : Pierre Raymond Lafon, avocat à Beaulieu; Pierre Monteil, notaire à Dagnac; Jean-François Laguarigue, avocat à Turenne; Jean-Louis Lacoste, avocat à Queyssac; Jean-Baptiste Crauffon, avocat à Beynat; Léonard Berthy, avocat à Yssandon (Victor Forot, *L'Année de la Peur à Tulle*).

pos tendant à ternir sa conduite révolutionnaire », et de l'accusation d'avoir excité un citoyen à couper l'arbre de la Liberté, qu'il dit avoir fourni en même temps qu' « un dinde pour en célébrer la plantation ». Il se consacra surtout à la société populaire dont il fut l'âme et l'inspirateur.

A la séance du 4 frimaire an II (25 novembre 1793), il propose d'inviter les conseils généraux des communes à porter au directoire du district toute l'argenterie des églises, tous « ces vases qui n'étaient que des instruments de fanatisme et de superstition entre les mains des prêtres » et d'engager les citoyens, vrais sans-culottes, à déposer aussi « tout ce qu'ils peuvent avoir d'or et d'argent et autres matières propres à être converties en monnaie et qu'ils changeront contre des assignats ». Quant à lui, il offre une paire de boucles d'argent et les deux tiers de son traitement de juge de paix pendant toute la durée de la guerre; de 900 livres, il se réduira à 300. Mais cette générosité n'eut pas tout son effet, car nous le voyons à la séance du 30 floréal an II (19 mai 1794) venir déclarer « qu'un décret de la Convention postérieur à son offre, ayant défendu aux fonctionnaires publics de renoncer à leurs traitements, sauf à eux à en faire pour l'utilité publique telle application qu'ils aviseraient, il déclarait vouloir destiner la somme de cinq cents livres, faisant partie de l'offre volontaire par lui faite, pour procurer l'établissement à Brive de la Manufacture d'armes projetée, que son vœu se trouvait parfaitement rempli puisque les armes qui seraient fabriquées devaient être employées à exterminer les tyrans et leurs satellites contre lesquels le peuple français défend sa liberté ».

Le 25 pluviôse an II (13 février 1794), il fait la remise de ses lettres d'homme de loi pour être brûlées au pied de l'arbre de la Liberté à la première décade. Aussi, devant un pareil désintéressement, la Société populaire, dans sa séance du 15 floréal an II (4 mai 1794), approuve son certificat de civisme et celui de son père, Henry Marchant. Elle avait déjà visé, le 25 frimaire an II (16 décembre 1793), celui de sa femme, Marguerite Lavivie.

Ce fut Pierre-René Marchant, qui, en sa qualité de juge de paix, officier de police du canton de Larche, constata à la Géronie, commune de Cublac, « le deuxième jour de la seconde décade du 2^e mois de l'an deuxième de la République française une et indivisible » (2 novembre 1793), le suicide de l'infortuné girondin, le conventionnel Bernard-François Lidon et délivra le permis d'inhumer (1).

Président de l'administration municipale du canton de Larche en l'an V (2), il fut nommé électeur et réélu juge de paix par 200 voix sur 203 votants, le 5 germinal an VI (25 mars 1798) (3).

Notons que le 7 floréal an VI (26 avril 1798), les assesseurs du tribunal de paix de Larche accordent à Pierre-René Marchant un congé d'un mois pour aller à Bordeaux au sujet d'arrangements de famille et que le 5 thermidor suivant (23 juillet 1798), ils lui donnent un nouveau congé de 20 jours, à partir du 10 courant, parce que « l'état de sa santé le met dans la nécessité de se rendre au lieu d'Alvignac département du Lot pour y prendre les eaux minérales de Miers » (4).

Par arrêté du Premier Consul, en date du 12 germinal an VIII (1^{er} juin 1800), il fut nommé membre du conseil du troisième arrondissement de la Corrèze (Brive), dont il sortit à la suite du tirage au sort auquel il fut procédé le 17 septembre 1806 et eut pour successeur Mathou, par décret du 3 mai 1807.

Entre temps, il avait été choisi comme président de l'assemblée du canton de Larche par lettre du Premier Consul, donnée à Paris le 15 pluviôse an XII (5 février 1804) et avait, en cette qualité, prêté le serment suivant pardevant Jean-Baptiste Denoix, maire de Larche et suppléant du

(1) *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de Brive*, t. XXIV, 4^e livr., p. 569 et suiv., 1902.

(2) Arch. dép. de la Corrèze, L, 574. Registre de la municipalité de Larche.

(3) Arch. dép. de la Corrèze, C, 573.

(4) Arch. du greffe de Larche. Registre, page 286.

juge de paix : « Je jure de maintenir les loix et les règlements, de me conformer aux instructions qui me seront données pour leur exécution, de maintenir l'ordre dans l'assemblée que je présiderai, de ne permettre qu'elle s'occupe d'aucun autre objet que ceux prescrits par la lettre de convocation, de ne tolérer aucune coalition tendant à capter ou égarer les suffrages des citoyens et de ne rien faire par haine ou par faveur, de dissoudre l'assemblée aux époques indiquées pour sa clôture, enfin d'exercer mes fonctions avec zèle, exactitude, fermeté et impartialité » (1).

La loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) avait institué auprès des Préfets un conseil général, dont la nomination était réservée au gouvernement et dont les membres étaient renouvelables tous les trois ans. Par décret impérial du 19 juin 1806, Pierre-René Marchant, toujours juge de paix, fut nommé membre de cette assemblée en remplacement du sieur de Lubersac, démissionnaire et il y resta jusqu'en 1812. « Sorti par le sort », il y fut remplacé par Roche Gaubert, avocat, par décret du 20 septembre de la même année.

Il ne survécut pas longtemps à sa sortie du conseil général et mourut le 1^{er} juin 1813, à l'âge de 66 ans. Sa femme n'est décédée que le 19 septembre 1838, âgée de 89 ans (2).

Pierre-René Marchant fut donc le dernier juge de la châtellenie de Larche et, grâce à sa souplesse et à ses évolutions politiques des plus opportunes, le premier juge de paix du canton de Larche, le premier maire, le premier conseiller d'arrondissement et le premier conseiller général.

D^r RAOUL LAFFON.

(A suivre.)

(1) Arch. du greffe de Larche, Registre, page 292.

(2) Arch. mun. de Larche.

LE SERMENT DE CABANIS

Pierre-Jean-Georges Cabanis, célèbre médecin, écrivain et philosophe, membre de l'Institut, sénateur et comte de l'Empire, fils de Pierre-Jean-Baptiste Cabanis, avocat en parlement et agronome distingué, et de Marie-Hélène Scarolle de Souleyrac, naquit le 5 juin 1757 à Cosnac près Brive; il épousa l'an 4 de la République Charlotte de Grouchy, sœur de Sophie, veuve du marquis de Condorcet, et du Général (marquis de) Grouchy, depuis comte de l'Empire et maréchal de France, et mourut d'une attaque d'apoplexie le 5 mai 1808 au château de Rueil, près Meulan (Seine-et-Oise), et non à Rueil, près Paris, comme l'ont écrit ses biographes : ses restes furent transportés en grande pompe au Panthéon.

Après s'être d'abord destiné aux lettres, il étudia la médecine et fut reçu docteur en septembre 1783. « Par une singularité qui était comme le dernier mais impérieux témoignage de ses inclinations poétiques, dit M. Mignet dans son éloge de Cabanis prononcé à l'Institut le 15 juin 1850, il prêta son serment en vers. Ce fut l'adieu qu'il fit à la poésie sur le seuil d'un hôpital. Dans ce serment, en face de Dieu qu'il invoquait, près de l'asile des douleurs qu'il faisait vœu de soulager, devant les savants hommes au milieu desquels il venait prendre place, il exprima en beaux vers de magnifiques sentiments

qui devinrent à la fois les engagements de son esprit et les règles de sa conduite ».

Ces vers ont été retrouvés dans des papiers de famille par un arrière petit-cousin de Cabanis, le colonel breveté d'Etat-Major Vermeil de Conchard.

Les voici tels qu'ils ont été écrits, vraisemblablement de la main même de Cabanis :

SERMENT D'UN MÉDECIN

PRONONCÉ LE JOUR DE SA RÉCEPTION DANS DES ÉCOLES,
EN FACE D'UNE ÉGLISE, PRÈS D'UN HÔPITAL (1)

*Grand Dieu dont la bonté surpasse la puissance,
toi qui cherches l'amour et la reconnaissance,
qui, répandant partout la vie et les bienfaits,
compose ta grandeur des heureux que tu fais,
et qui, du haut des cieux, sollicitant l'hommage
des cœurs tendres et bons, ta plus vivante image,
d'un regard paternel dois voir tous les travaux
d'un art consolateur qui soulage les maux :
c'est devant ce lieu saint rempli de ta présence,
asile où les remords retrouvent l'espérance,
c'est près de cet hospice offert à la douleur,
temple plus saint encore et plus cher à mon cœur,
où nos yeux attendris vont avec complaisance
voir à côté des maux dont l'homme est accablé
à combien de vertus l'homme fut appelé ;*

(1) D'après des recherches faites à Paris, ces vers auraient été déjà publiés en 1846 par le docteur Baratte, dans « l'Essai de littérature médicale ».

*c'est devant ce sénat de savants dont la vie
l'ennoblit des travaux où leur choix m'associe
que je jure (Dieu bon tourne vers moi les yeux,
écoute mes serments, écris-les dans les cieux !)
je jure qu'à mon art obstinément livrée
ma vie aux passions n'offrira nulle entrée ;
qu'il remplira mes jours, que, pour l'approfondir,
l'embrasser tout entier, peut-être l'agrandir,
mon âme à cet objet sans repos attachée,
poursuivant sans repos la vérité cachée,
formera, nourrira par des efforts constants
la lente expérience et ses trésors savants ;
je jure que jamais l'intérêt ni l'envie
par leurs lâches conseils ne souilleront ma vie ;
que partout mes respects chercheront les talents,
que ma tendre pitié, que mes soins consolants
appartiendront surtout au malheur solitaire
et du pauvre d'abord trouveront la chaumière ;
que mes jours, dont mon cœur lui réserve l'emploi,
pour conserver les siens ne seront rien pour moi ;
qu'il me deviendra cher autant que respectable ;
qu'enfin le citoyen, dont la vie équitable
paye un tribut utile à la société,
que le sage éloquent dont la voix tutélaire
combat pour la vertu, qui la charme, l'éclaire,
et contre les flatteurs qui trahissent les rois,
le front calme, l'œil fixe, ose plaider nos droits ;
que tous ceux dont le bras digne d'une patrie
s'arme pour rajeunir la liberté flétrie ;
que surtout la vertu, dont les pudiques mains
se cachent aux regards en servant les humains,
ranimeront toujours mes efforts et mon zèle :*

*mais que le corrupteur, dont l'adresse cruelle
enhardit des tyrans la sombre autorité
et qui met sous leurs pieds la sainte humanité;
que l'avare instrument de leurs projets iniques,
que du faible et des lois les fléaux tyranniques
qui, pour les opprimer, vont ramper dans les cours,
ne trouveront en moi ni pitié ni secours.*

*Libre de vains égards ou d'un orgueil coupable,
je jure que ma voix de détours incapable
montrera sans faiblesse ainsi qu'avec candeur
et l'erreur étrangère et surtout mon erreur.*

*Je jure encore, fidèle à mon saint ministère,
je jure, au nom des mœurs, que mon respect austère
ne laissera jamais mes desirs ni mon cœur
s'égarer hors des lois que chérit la pudeur.*

*Et lorsqu'un jour enfin l'âge et l'expérience
qui, cultivant les sens, mûrissent la science,
m'auront ouvert de l'art les sentiers ténébreux;
quand de cet art divin le jeune homme amoureux
cherchera près de moi quelque clarté nouvelle
et viendra recueillir ma dernière étincelle,
je jure aussi, grand Dieu, je jure devant toi
que je ferai pour lui ce qu'est Dubreuil pour moi
et qu'en tout d'un tel maître imitateur fidèle
j'approcherai du moins de mon digne modèle.*

*Oh ! si mon cœur jamais, dans de honteux momens,
abjurait sans pudeur ses vertueux sermens,
attache à tous mes pas les remords et le blâme,
Dieu vengeur qui m'entends ; qu'en me fermant son âme
la sévère amitié me laisse en un désert.*

*Dans ce cœur, maintenant aux goûts simples ouvert,
flétris les vrais desirs, étouffe la nature ;*

*qu'il ne trouve partout qu'intérêt, imposture,
et que, plein de l'effroi d'un obscur avenir,
je meure sans laisser aucun doux souvenir.
Mais si de la vertu, dont l'image m'enflamme,
la sévère beauté parle toute à mon âme ;
si, malgré tant de maux dont les assauts constans
ont flétri mes beaux jours et glacé mon printemps,
à mes devoirs livré moi-même je m'oublie
pour ne songer qu'aux maux qu'un autre me confie ;
si toujours mes sermens sont présens à mon cœur,
Dieu juste, sur mes jours répends quelque douceur,
veille sur les amis qui consolent ma vie,
nourris les sentimens dont tu l'as embellie.
Chéri du malheureux, du puissant révéré,
que mon nom soit plutôt béni que célébré ;
que les devoirs pieux dont je fais mon étude,
des bienfaisants travaux que l'heureuse habitude
à tes yeux indulgens dérobent mes erreurs ;
vers les jours éternels qu'entraîné sans terreur
dans l'espoir de mourir je trouve encor des charmes
et que ma tombe au moins reçoive quelques larmes.*

par M. CABANIS, de Brive
Docteur en médecine.

Copie certifiée conforme
Colonel VERMEIL DE CONCHARD.

TABLEAU III

Branche de Martel

ARNAUD STEPHANI coseigneur de Gigouzac, seigneur de la Raymondie.		
RAYMOND STEPHANI chan. du Vigan, recteur de Gourdon.	BERNARD STEPHANI coseigneur de Gigouzac, seign. de la Raymondie, marlé à N.. de Belcastel.	PIERRE STEPHANI nonce du pape.
ARNAUD STEPHANI chan. de Barjols (Fréjus).	PIERRE STEPHANI coseigneur de Gigouzac et seigneur de la Raymondie.	POUS STEPHANI nonce du pape.
NELIS STEPHANI	JEAN STEPHANI	MATHIEU STEPHANI dominicain.
ARNAUD STEPHANI moine augustin à Figeac.	BERNARD STEPHANI DE VALON coseigneur de	MARGUERITE STEPHANI marlée à Guil- laume Médici.

Branche de Thégra

PIERRE DE VALON coseigneur de Gigouzac, coseigneur de Thégra. marlé à N.. de Cavagnac.		
AYMERIC DE VALON chanoin de Ca- horceide Revello (Italie).	RAYMOND DE VALON coseigneur de Gigouzac et de Thégra	AYME DE VALON marlé à Bernard de Va- lon, coseigneur de Lavergne.
BERNARD DE VALON chanoin de Saint-Hilaire de Poitiers.	PIERRE DE VALON coseigneur de Thégra, épouse N.. de Rouilhac de Montvalent.	GALAHIE DE VALON coseigneur de Gigouzac et de Thégra, marlé à N.. de Cornil.
GUILLAUME DE VALON coseigneur de Thégra, marlé à Héris de la Noalha de Montvalent.	CÉCILE DE VALON marlée à Pierre Stephani de Valon (Gigouzac).	ALBRIA DE VALON religieuse de l'Hôpital- Beaulien
ALBRIA DE VALON religieuse de l'Hôpital- Beaulien	GUÉMIN DE VALON coseigneur de Gigouzac et de Thégra, a dû épouser Hélis Stephani, sille de Pierre (Martel). Il a fait héritier Bernard Stephani de Valon (Martel.)	JEAN DE VALON recteur de Cahus en Quercy.

Branche du Boucheron et de Champlers

Gigouzac avec Jean de Valon.		
GUILLAUME DE VALON coseigneur de Gigouzac, épouse Anthoine de Madie + sans enfants.	GUICHARD DE VALON seigneur de Gigouzac.	GUÉMIN DE VALON seigneur du Boucheron et de Champlers, seigneur de la Raymondie, marlé à Philippe Mourin. Il devint seigneur de Gigouzac à partir de 1440.
N.. DE VALON marlée à N.. de Blanchefort.	GUICHARD DE VALON seigneur de Gigouzac.	GUÉMIN DE VALON seigneur du Boucheron et de Champlers, seigneur de la Raymondie, marlé à Philippe Mourin. Il devint seigneur de Gigouzac à partir de 1440.

...et la suite de cette branche au

Essai Historique et Généalogique
SUR LA
FAMILLE DE VALON

CHAPITRE IX

Bernard Stephani de Valon, seigneur de Gigousac

(1408-1414)

1^o *Filiation des Stephani, seigneurs de la Raymondie. — 2^o Conflit entre les consuls de Martel et Pierre Stephani au sujet de la Raymondie; combats meurtriers aux environs de Martel, Pierre Stephani succombe en défendant la ville. — 3^o Jean Stephani, son successeur, rend hommage au vicomte de Turenne et à l'évêque de Tulle; son mariage avec N... de Belcastel; épisode des guerres anglaises. — 4^o Bernard Stephani lui succède; son mariage avec Florence de Neuvic de Champiers, ses conséquences; il devient héritier de Guérin de Valon, seigneur de Thégra, et prend le nom de Valon; il marie son fils, Guérin, avec Philippie Mourini; héritages du Champiers et du Boucheron. — 5^o Bernard de Valon échange Thégra pour Gigousac (1408); état lamentable de ces deux seigneuries. — 6^o Mariages de sa fille, N... de Valon, avec N... de Blanchefort et de son fils, Guillaume de Valon, avec Anthonie de Madic. Bernard peut rentrer à Gigousac; il est assiégé par les Anglais et meurt avec son fils Guillaume en défendant son château.*

§ 1. — *Bernard Stephani, le nouveau seigneur de Gigousac, appartenait à la branche des Stephani de Martel dont nous allons donner la filiation. Nous signalerons en même temps les faits historiques qui se sont passés à la Raymondie ainsi que les actes de ses seigneurs pendant le xiv^e siècle. Cela nous oblige à revenir en arrière.*

ARNAUD STEPHANI, fils de Bernard et de Guillemette de Valon, avait eu pour sa part dans la succession de ses

père et mère le fief de la Raymondie, sis à Martel (1), la coseigneurie de Thégra et certains droits à Gigouzac (2). Il passa en 1282, conjointement avec son frère, *Guillaume de Valon*, clerc, et Rigal de Cavagnac, tous coseigneurs de Thégra, une transaction avec l'archiprêtre de ce lieu pour déterminer les droits respectifs de chacun sur cette seigneurie (3); et en 1285, avec les mêmes, une transaction importante avec Géral de Cornil, seigneur dominant de Thégra, au sujet de la justice et des fourches patibulaires de Thégra (4). Vers la fin du XIII^e siècle il échangea avec son neveu, *Raymond de Valon*, sa part de Thégra pour la coseigneurie de Bétaille où il fit sa résidence (5). Son château et le quartier environnant prirent dès lors le nom d'Estève (6). Arnaud mourut, vers 1300, laissant de sa femme dont on ignore le nom (Cf. Tableau III, p. 142) :

1° **Bernard**, son successeur.

2° **Raymond**, chanoine du Vigan en 1287 et recteur de l'église Saint-Pierre de Gourdon en 1309 (7).

3° **Pierre**, chapelain du pape, nonce en Sicile (8).

BERNARD STEPHANI, seigneur de la Raymondie, résidait à Bétaille comme son père. Il se maria, vers 1290, avec

(1) Hôtel-de-Ville actuel de Martel.

(2) Cf. ci-dessus pp. 9, 10, 19, 20, 21, 27 et 31.

(3) Bibl. Nat., Fonds Chérin, preuves de Cour, dossier de Valon; — Sentence arbitrale rendue par le juge-mage du sénéchal de Périgord et Quercy au sujet du différend entre les coseigneurs de Thégra et l'archiprêtre, 28 novembre 1282 (Archives de la famille de Valon).

(4) Bibl. Nat., Fonds Chérin, dossier de Valon; — Archives de la famille de Valon.

(5) Cf. p. 30.

(6) Le barry d'Estève est mentionné parmi les quartiers de Bétaille au XVIII^e siècle (*État des fiefs du Haut-Quercy*, par Jean-Baptiste Champeval, p. 165).

(7) Archives de la mairie de Gourdon, FF 9; — Bibl. de la ville de Cahors, *Fonds Lacoste*, carton C, liasse 3.

(8) Cf. au chapitre VI, pp. 88, 89 et 90, l'article qui le concerne.

N... de Belcastel qui apporta en dot partie de cette seigneurie hommagée par ses successeurs à l'évêque de Tulle (1), ainsi que les droits que cette famille possédait sur la Raymondie par indivis avec les Stephani. De telle sorte que Bernard, par ce mariage, devenait seul seigneur de la Raymondie. Cette union explique aussi pourquoi Guillaume et Raymond de Belcastel assistent comme témoins à la transaction de 1316 entre les Valon de Thégra et l'archiprêtre de ce lieu et pour quel motif Guillaume de Belcastel (neveu probable du précédent) reçut, en 1332, le prieuré de Saint-Phébade d'Agen résigné en sa faveur par le nonce Pierre Stephani (2). — Pendant le début du xiv^e siècle le castrum de la Raymondie ne fut le théâtre d'aucun fait saillant; on jetait dans ses prisons les malfaiteurs et les assassins dont la garde et la dépense incombaient aux consuls de Martel (3). Nous sommes d'ailleurs peu documentés sur les événements qui ont eu lieu du temps de Bernard Stephani. Un acte nous dévoile seulement qu'il ne vivait plus en 1329 et qu'il avait laissé à ses héritiers le grand « *hostel neuf* » de la Raymondie sur la place publique de Martel ainsi qu'une maison contiguë à celle des Fabri où mourut, en 1183, Henri au court mantel (4). De son mariage avec N... de Belcastel naquirent (Cf. Tableau III, p. 142) :

1^o **Pierre** qui suit.

2^o **Pons**, nonce du pape en Italie (5).

(1) Archives Nationales, registre d'hommages des xiv^e et xv^e siècles, Q¹, 146¹.

(2) Archives du Vatican, Jean XXII, Av. 48, f^o 539.

(3) Archives du Lot, registre CC 2, recettes et dépenses de la commune de Martel.

(4) En 1329 la maison consulaire de Martel confrontait avec « l'hostel neuf des heretiers de feu *Bernard Reymondie* et autre maison desd. heretiers » (*Répertoire des titres de la maison consulaire de Martel*, pp. 65-66, des archives de M. Maturié, avocat, à Martel).

(5) Cf. son cursus honorum au chapitre VI, pp. 90 et 91.

3° **Arnaud**, recteur de Lamhac (diocèse de Saint-Flour), décédé en 1345 (1).

PIERRE STEPHANI partageait sa résidence entre Bétaille et Martel. Il jouissait d'une belle fortune puisqu'au dire des consuls de Martel il était le plus riche de la ville (2). Dans les actes il est qualifié : seigneur de la Raymondie et de Gigouzac (3). C'est lui qui a dû terminer les constructions du vaste hôtel de la Raymondie et exécuter notamment les belles fenêtres polylobées de la grande salle, l'exhaussement de la tour protégeant la porte d'entrée et l'ornementation de la salle voûtée dont on voit les ruines à l'intérieur de cette tour (4). On y remarque encore deux médaillons, sur trois, appendus aux clés de voûte (5). Ce sont les portraits d'un seigneur de la Raymondie et d'une dame ; assurément ceux de Pierre Stephani et de sa femme (6). — En 1335 Bernard de Comminges, vicomte de Turenne, laissait à son décès un fils jeune qu'il confiait à la tutelle de sa mère. Celui-ci vécut peu de temps ; à sa mort (1339) la vicomté de Turenne passa entre les mains de sa sœur, Cécile, mariée à Jacques d'Aragon, comte

(1) Arch. du Vat., Clément VI, Av. 25, f° 275.

(2) Arch. du Lot, *Fonds de Martel*, registre consulaire BB 5 [Cf. à la date de février 1350 (n. s.)].

(3) *Ibid.* — Arch. Nat. Q¹, 146¹.

(4) La partie supérieure de cette tour est caractéristique du XIV^e siècle. Le castrum de la Raymondie (construction des XIII^e et XIV^e siècles) existe encore à peu près tel qu'il était autrefois. C'est l'Hôtel-de-Ville actuel de Martel.

(5) L'architecture ogivale de la voûte et les sculptures dénotent la première moitié du XIV^e siècle. Il en est de même pour les fenêtres polylobées. La ressemblance de sculpture de ces deux morceaux d'architecture est frappante.

(6) A moins que *Pierre Stephani* n'y ait fait sculpter les portraits de ses parents : *Bernard Stephani* et *N... de Belcastel*. — Il est regrettable que le troisième médaillon manque ; on y aurait vu, sans doute, les armes primitives des *Stephani* que nous n'avons pu encore découvrir.

d'Urgel⁽¹⁾. Elle se rendit à Martel, le 3 octobre 1340, et reçut dans l'hôtel de la Raymondie le serment des consuls en jurant de son côté de les protéger⁽²⁾. C'est là que *Pierre Stephani* lui rendit hommage pour tout ce qu'il avait à Martel, Bétaille et dans toute la vicomté ; il renouvela cette formalité, en 1351, lorsque Guillaume Roger, comte de Beaufort, qui avait épousé Éléonore, sœur de Cécile de Comminges, devint acquéreur de la vicomté. — Pierre Stephani fit aussi, en juin 1345, l'aveu de ses possessions de Belcastel à l'évêque de Tulle, Bertrand de Lastours, et en juin 1347 à son successeur, Pierre d'Aigrefeuille ; ce fut à Rocamadour qu'il remplit ce devoir par l'entremise de son procureur et parent Hélié de Guillaume⁽³⁾.

§ II. — Les hommages de Pierre Stephani aux vicomtes de Turenne comprenaient entr'autres la *Raymondie* sis à Martel. Nous avons vu que c'était un castrum bâti au centre de la ville qui par sa masse, ses moyens de défense constituait une forteresse de premier ordre. Il était donc appelé à jouer un rôle important pendant les guerres anglaises. Pierre Stephani en était le seigneur sous la suzeraineté des vicomtes de Turenne (Cécile de Comminges et Renaud sire de Pons). — Dès le début de la guerre de cent ans, la Raymondie fut l'objet d'un incident

(1) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 83.

(2) *Répertoire des titres de la maison consulaire de Martel*, p. 72 (Archives de M. Maturié, avocat à Martel).

(3) Hélié de Guillaume (de Gigouzac) est témoin avec *Guillaume de Valon* (Thégra), de l'hommage rendu à Rocamadour à l'évêque de Tulle par Bertrand de Roffilhac (juin 1345) [*Histoire de Tulle*, par Baluze, p. 199, col. 711-712]. La présence à Rocamadour du procureur et parent de *Pierre Stephani*, à la date où tous les seigneurs rendaient leur aveu au prélat, témoigne de l'hommage de Pierre Stephani. — Hélié de Guillaume y était encore le 24 juin 1347 (que hom ane a Rocamador parlar an messire Helias Willelmi per la assessa de la terra de la Ramondia..... 1347 vendredi après Saint-Laufari) [Archives du Lot, registre consulaire de Martel, BB 5].

entre les consuls et les coseigneurs de Martel. Pendant cette période le Haut-Quercy n'avait pas été plus épargné que la région de Gigouzac. Dès 1345 les envahisseurs s'étaient emparés de Domme, citadelle dominant la vallée de la Dordogne, et la même année du château-fort de Belcastel (1). L'approche de l'ennemi, leurs progrès rapides émurent les habitants de Martel. Les consuls se réunirent pour conjurer le péril. Ils avaient reçu, des vicomtes de Turenne, des pouvoirs très étendus. La police, la défense de la ville leur incombaient comme aussi la mise en état des remparts et tout ce qui pouvait servir à la sécurité du bourg (2). Ils décrétèrent la levée d'un impôt, la réparation du mur d'enceinte, la construction de nouveaux ouvrages. Ils ordonnèrent la fermeture des portes et fenêtres sur les remparts (décembre 1345) (3), l'établissement de guettes crénelées sur les portes et vieux murs (1346) (4); ils prièrent la vicomtesse de Turenne de fortifier

(1) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, pp. 107-108.

(2) En 1219 Raymond IV, vicomte de Turenne, confirma le droit du consulat des habitants de Martel dont ils étaient en possession « *longe retroactis temporibus* ». — En 1235 Raymond V confirma le même consulat et accorda aux habitants de grands droits; il déclara que les consuls « *gubernabunt in omnibus et per omnia tam in justiciis quam in reaedificandis muris et in omnibus aliis quibuscumque necessariis ita quod semper remaneat sub dominio dicti domini libera.....* » — En 1247 même confirmation de la part de Raymond VI. — En 1301 Geoffroi de Pons, coseigneur de Turenne, dans la reconnaissance des mêmes droits fait connaître la distinction de cette ville sur les autres communautés de la vicomté « *nos autem volentes predictam villam de Martello tanquam nobiliorem comitatus Turenne favere diligere et in omnibus honorare* »..... (Arch. de la mairie de Martel).

(3) 24 décembre 1345, ordona fo que totas las portas de los intrados dels murs nuos de Martel se claro..... e totas las portas dels murs vielhs....; — plus loin on dit que ceux qui ont des portes, fenêtres et sorties quelconques sur les murs vieux les fermeront à leurs dépens (Archives de la Préfecture du Lot, BB 5, registre consulaire de Martel).

(4) 15 décembre 1346, on établira des « *gaichals* » pour la défense

Montvalent (1347) (1); enfin, les Anglais arrivant aux portes de Creysse (janvier 1348, n. s.) (2), ils commencèrent les travaux de défense de la *Raymondie*. C'est alors que survint, par défaut d'union, un de ces conflits si fréquents à cette époque et si désastreux par ses conséquences. La communauté et les seigneurs de Martel étaient animés du même patriotisme, du même esprit de sacrifice en face de l'ennemi, mais ils n'étaient pas d'accord sur les voies et moyens. Les consuls prétendaient qu'en vertu de leurs privilèges ils avaient le droit de fortifier la *Raymondie*, le donjon de la ville, leur dernier refuge et suprême espérance. *Pierre Stephani* en qualité de seigneur et les vicomtes comme suzerains, s'y opposaient pour sauvegarder leurs droits et prérogatives, cette forteresse n'étant pas, disaient-ils, du ressort des consuls. Malgré leur défense, la communauté qui avait reçu du roi l'autorisation de fortifier la ville, ordonna, le 1^{er} octobre 1349, la confection des hourds de la *Raymondie* et son approvisionnement (3). — Nouvelle opposition des seigneurs. — Les consuls entrèrent alors en négociation avec *Pierre Stephani* et les vicomtes et leur proposèrent, en décembre 1349, de tran-

de distance en distance sur les remparts, notamment un « *gachial* » de III crinels sobre la porta del barri da Croicha (BB 5, même registre).

(1) 15 décembre 1347, on envoie à Madona de Torena parlar sobre aicho que la vila demanda ajuda a gardar Monvalen els autres locs per deffensa dels enamis. (BB 5, même registre).

(2) 6 janvier 1348 (n. s.), on décide d'envoyer Guy de Caors et P. Marti à Croicha (Creysse) per aver parlamen en los gentials homes de so que lo procureira da Croicha a mandat que la vila lhi trameta x homes d'armas per resistir als enamis losquals saprotcho, dal loc da Belcastel que es pres par los Angles, de Saint-Sozi et de Croicha (BB 5).

(3) En 1349, autorisation du seigneur Jean, fils et lieutenant du roi de France en Guyenne, aux consuls et aux habitants de Martel de fortifier leur ville (Extrait d'un inventaire des archives de Martel

cher le différend par l'arbitrage⁽¹⁾. Les seigneurs refusèrent et empêchèrent tous travaux malgré l'autorisation de passer outre donnée par l'archevêque d'Auch, lieutenant du roi⁽²⁾. Le procès se poursuivit⁽³⁾; on fit appel à la cour du roi. Dans ce but les consuls adressèrent au monarque la lettre ci-après, datée du 2 février 1350 (n. s.):

[Bibl. du Musée de Brive)]; — Lundi après la Saint-Michel d'hiver (1349), fo ordonat que hom aparelhe e garnisca *lo hostel de la Romondia* al melh que hom poyra que tota manieyra de gens et paucs et grans se puesco reculhir e si puesco hom deffendre dals enamis del nostre senhor lo rey a gardar la honor el proffieg del dich senhor e en après que la bonagen de Martel si puescon reculhir et deffendre..... (Archives du Lot, Fonds de Martel, même registre BB 5). — La communauté avait emprunté 300 setiers de froment à Simon de Godor, de Gourdon (15 mai 1349) [BB 5].

(1) Lo 11^e jorn del mes de décembre 1349, ordonat fo e de voluntat de totz dessus que de las causas que en *P. Stephani*, en Helias de Paulhin coma percurayre de Moss. de Pons demando a la vila *del fags del hostel de la Romondia* quar lha hom debatut los abuans (hours), esserrat los obradors (ouvrages défensifs) del dich hostel que se meta en tractamen si la vila lhey deu esser teguda, o no; que la vila aga 1111 bos homes per la sia partida, dos laïcs et dos clerics, et que en *P. Stephani* per sa partida lhi meta autres 1111, dos laïcs et dos clerics, e que dos de cascuna partida, un laïc et un clerc, aquelhs que mielhs poyran vacar al negoci, puesco et dego cognoych e des-sider e determinar del fagz, aussides las rassos des cascunas partidas (BB 5, Fonds de Martel, même registre).

(2) Le vendredi après Sainte-Lucie 1349, on donne à Harman, gendre G. Frégier, 1 escut d'or per una lettra que empetret da Mons. l'archevesque d'Augz, loctenen del rey, que hom pogues garnir et aparelhar *la mayo de la Romondia*, aychi come se conte en las dichas letras (BB 5, même registre).

(3) Dépense per 111^{as} jornadas de m^e R. d Alvinhac que fo am nos en la playgaria den *P. Stephani*, per so salari xxxvii s. (fin 1349) [Registre consulaire de Martel, dépenses, CC 3. Archives de la Préfecture du Lot]; — Le vendredi après la Saint-André 1349, on envoie m^e W. Agulhé à Caortz per los negocis que la vila a affar am *P. Stephani* e am los senhors, e per aver coselh am mons. Amalvin de Claraygas (Fonds de Martel, BB 5).

La communauté pour lutter contre les ennemis de Sa Majesté avait commencé les hourds et la mise en état de défense de la Raymondie qui appartient à PIERRE STEPHANI, l'homme le plus riche de Martel. Celui-ci et les seigneurs de la ville se sont opposés à nos projets nous lançant dans de grands procès et d'énormes dépenses. Dans cette alternative ils supplient le roi de vouloir bien y porter remède et leur venir en aide (1).

En mai 1350, l'affaire n'étant pas réglée, les consuls décidèrent que toutes les ordonnances au sujet de la Raymondie seraient exécutées de point en point et la décision portée à la connaissance de *Pierre Stephani* et des seigneurs de la ville (2). Le procès durait encore en

(1) Le 2 février 1350 (n. s.), ordona fo que hom fassa a G. Frégier una letra sagelada du grand sagel de savis laqual porte à Paris a nostre senhor lo rey del fags del hostal *de P. Stephani, de la Ramondia*, laqual letra fo ordonat que se copies en aquest libre, ense se la copia de la letra :

2 février 1350, Serenissime Princeps cum nos de voluntate nostri consilii, presente baiulo vestro de Martello, pro honore vestro et pro resistendo inimicis et rebellibus vestris *quoddam hospitium quod est P. Stephani, dicioris hominis de Martello*, fortificare et abuanare incepicemus; *dictus P. Stephani* et procurator condominorum de Martello, coram condominis dicti loci de Martello seu coram locatentibus nos et dictum baiulum vestrum occasione dicti hospicii in magnis processibus nos insolvi fecerunt in quibus magnos sumptus habemus sustinere prout dictus baiulus vester later presencium quem vobis tradimus esse fidelem lacius explicabit; quatenus supplicamus vestre regie..... magestati ut super predictis nobis et predicto baiulo vestro de oportuno remedio dignemini providere..... (Arch. du Lot, Fonds de Martel, BB 5, registre consulaire; — renseignement fourni par l'abbé Albe).

(2) Le mardi après la Sainte-Croix 1350, fo ordonat que la ordonansa facha per nostres prédécessors de *la mayo de la Raymundia* se tenha es garda per la manieyra que es estat ordonat e escript e que hom ane parlar daquel fags an moss. Hel. Willelmi procurayre d'en *P. Stephani* loqual dich hom que es en la vila (Arch. du Lot, BB 5, même registre).

1352-1353 (1). Faute de documents nous n'avons pu le suivre jusqu'au bout, ni savoir quand et comment il s'était terminé, très probablement par une transaction.

Les Anglais, profitant de ces divisions, s'approchaient de Martel et menaçaient la ville. Par bonheur, Guillaume-Roger de Beaufort devint acquéreur de la vicomté, le 26 avril 1350, et grâce à son énergie l'ennemi battait bientôt en retraite. Martel ne fut plus inquiété jusqu'en 1358 et la partie de la vicomté enclavée dans le Quercy put jouir d'une paix relative (2). Sur ces entrefaites il fut convenu entre *Pierre Stephani* et les consuls que, tant que la guerre durerait, les hôtelleries de la Raymondie seraient supprimées et remplacées par de petits logements pour recevoir les gens de la ville (3). Sage mesure car à la fin de la trêve, conclue entre les rois de France et d'Angleterre (1356-1358), les hostilités recommencèrent avec un acharnement sans pareil. Les archives de Martel gardent le souvenir des attaques violentes, des combats meurtriers qui se livrèrent pendant trois ans et de la résistance héroïque des habitants. Les envahisseurs prirent l'offensive avec une telle promptitude qu'ils s'emparèrent du repaire de la Vassaudie aux portes même de Martel (1358) (4). Les consuls, effrayés, firent appel à des con-

(1) 1352-1353..... A P. de Sanh Sirieys per aver un mandamen de Caortzs per lo fags de la Ramondia..... (Arch. du Lot, Fonds de Martel, CC 3, registre des dépenses).

(2) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 156.

(3) Lo dijós après la Sancta Maria d'aoust 1352, fo ordonat que la vila prenda et retenha *lostal de la Ramondia* per lo pretz qu'y dona auquel que lo te e que daychi avant, mentre durora aquest temps de guerra, hom noi tenha ponh dostalaria e que la porta davan sian emmurada enuobra hom outra, per los perills quessen poyrian enseyre et que lostal se logue parcellas a los gens de la vila per metre lor et los bes (Arch. du Lot, Fonds de Martel, BB 5, registre consulaire).

(4) Il est question de Dona Catherina menoreta, sor de Mons. de Pons que mort es, laqual na poder sos aquetz, Angles que han (elle

cours étrangers(1). Barasc de Castelnau, seigneur de Thémines, arriva un des premiers(2). Il manda aussitôt à ses vassaux de venir le rejoindre(3). *Gilbert d'Aynac* et son parent *Hugues de Valon*, furent du nombre des seigneurs qui vinrent, en 1359, et restèrent jusqu'à ce que la Vassaudie fut délivrée(4). La lutte avait été longue et très vive. Les Anglais repoussés ne se tinrent pas pour battus; ils reprirent l'offensive l'année suivante et firent tous leurs efforts pour cerner Martel et s'en emparer(5). Les consuls demandèrent derechef aide et secours. Barasc de Thémines, les seigneurs d'Aynac, de Lavergne et bien d'autres revinrent en toute hâte. La ville supporta la dépense des hommes et des chevaux(6). *Gilbert d'Aynac* et *Hugues de Valon* furent logés très probablement dans l'hôtel de la Raymondie chez leur parent *Pierre Stephani* qui, depuis la prise de Betaille, prêtait lui aussi son concours à la

demande que s'en ano e laycho la boria de mons. W. Vassal laqual ffo jer preza per los Angles), vers juin 1358 (Archives de la Préfecture du Lot, BB 5, registre consulaire des délibérations de Martel).

(1) et (2) Item que despendar per valeïs a tramètre lettras à Rocamador, Carennac, à Theminas, à Torena et à Cazilhac, et en grand re d'autras partz que nos venguesso adonar soccors e aide per gitar los Angles de la Boria (de la Vassaudie) 35 s. 7 d. (fin 1358). — Item que paguem al digs Aymar per 1 sestier de civada a los cavalgadueros den Baras de Themines effo lo premier cer que vent en esta vila (fin 1358)... (Archives de la Préfecture du Lot, CC 3, registre des dépenses de Martel).

(3) Dépense pour transmettre trois lettres que Baras de Thémines envoya a sos validors (vassaux) que nos venguesson donar soccors (fin 1358), (Archives du Lot, CC 3).

(4) *Gilbert d'Aynac* était marié à Hélène de Durfort, nièce de Roger de Beaufort, vicomte de Turenne, il appartenait à la famille de *Lavergne*, qui avait avec celle des *Valon* une origine commune.

(5) On annonce l'approche des Anglais (fin 1360) (Archives du Lot, CC 3, registre des dépenses).

(6) *Barasc de Thémines* et le seigneur *d'Aynac* viennent à Martel, pouillailles pour leur dîner; — Dépenses pour Baras de Thémines, le seigneur *d'Aynac*, le seigneur de Floirac, etc., 57 ll. 9 s. 7 d. pour

ville (1). — En dépit de leurs attaques les ennemis, n'ayant pu vaincre les résistances, durent reculer pour la seconde fois. Il y eut beaucoup de pertes de part et d'autre. *Pierre Stephani*, victime de son dévouement, trouva la mort dans l'un des derniers combats de 1361 (2). Il laissait de sa femme, dont on ignore le nom (Cf. Tableau III, p. 142) :

1° **Jean**, son héritier universel ;

2° **Mathieu**, dominicain, que l'on trouve au couvent de Cahors en 1339 (3) ;

3° **Hélis**, mariée très probablement à Guérin de Valon, seigneur de Thégra. Elle demanda, en 1351, l'église de Condat pour Étienne la Martelha, prêtre de la vicomté de Turenne (4).

§ III. — **JEAN STEPHANI** est nommé dans deux hommages relatifs à la succession paternelle. Il devait remplir cette formalité dans le délai d'un an à dater du décès de Pierre Stephani. Le premier concernait les possessions de Belcastel qui relevaient des évêques de Tulle comme seigneurs directs de Rocamadour (5). La vacance de l'évêché

pain, vin, viande, poisson, fromage, huile, sel, vinaigre, épices, et pour l'avoine et le foin pour les chevaux, 11 ll. 4 s. 3 d. (commencement 1361). — Item paguem à la Martinauda per los despens que fletz *Huc de Valon* qui ssay vent (a Martel) per soque la vila deu an Baras de Theminas 16 s. (fin 1361) (Archives du Lot, CC 3; notes obligeamment communiquées par l'abbé Albe).

(1) Août 1357, que hom fassa prest général per gitar los Angles de Betalha de la soma de III^e flor. (Arch. de la Préfecture du Lot, BB 7, Fonds de Martel).

(2) *Jean Stephani*, son fils et héritier, rendit hommage pour la Raymondie le 9 juillet 1362 (Arch. Nat. carton Q¹, 146¹).

(3) Arch. du Vat., Benoît XII, Av. 53, f^o 251; — Vat. 127, ep. 754. Il est nommé dans cet acte : *Matheus la Raimundia*.

(4) Arch. du Vat., Clément VI, *Suppl.* 21, f^o 103 [dans cette supplique on l'appelle Hélis de la Raymondie (*Helis de Raymundia*)].

(5) La baronnie de Belcastel appartenait à la famille de Gourdon si puissante au moyen âge. En 1234, Pons de Gourdon se dépouilla

de Tulle produite par la mort d'Archambaud, en novembre 1360, fut comblée, le 25 octobre 1361, par la nomination de Laurent d'Albiars⁽¹⁾. Ce prélat résidait à Avignon. *Jean Stephani* devait donc à double titre l'hommage en question, par mutations de vassal et de suzerain. Il aurait pu, dans la circonstance, avoir recours à son parent, *Jean Stephani*, le protonotaire ; mais comme il y avait des difficultés, il préféra se rendre à Avignon et, le 23 avril 1362, il offrit de faire à l'évêque de Tulle l'aveu de ses possessions de Belcastel de la même façon que ses prédécesseurs et non autrement⁽²⁾.

en faveur de Notre-Dame de Rocamadour, de tous les droits qu'il avait (propriété, domaine et hommages) à *Belcastel*, *Loupiac* et *Meyraguet* et ordonna à ses féaux (Bérenger de Cardaillac, Bertrand et Imbert de Belcastel. B. de Casnac, etc.), de reconnaître désormais les abbés de Tulle pour leur seigneur suzerain (*Histoire de Notre-Dame de Rocamadour*, par l'abbé Caillau, p. 93). — La part de Belcastel hommagé par *Jean Stephani*, comprenait les portions apportées en dot par N... de Belcastel, mariée à Bernard Stephani vers 1290, et par N... de Belcastel, mariée à Jean Stephani vers 1350.

(1) *Titres et documents sur le Quercy et le Limousin*, par M. l'abbé Albe (*Bull. de la Soc. archéol. de Brive*, t. XXVIII, p. 229, 1906).

(2) In nomine..... quod anno millesimo trecentesimo sexagesimo secundo, die vigesima tertia mensis aprilis (1362)..... in presentia Johannis Carbonerii clerici Bituricensis diocesis et mei Roberti Mabiri Rothomagensis diocesis notariorum publicorum et testium infrascriptorum..... *Johannes Stephani*, dominus de Gigozaco, Caturc. dioc. obtulit et presentavit se paratum prestare et dare prout prestitit et dedit reverendo in Christo patri domino Laurantio..... episcopo Tutellensi juramentum fidelitatis quod intendebat prestare et dare in forma dari consueta et prestari consueta per predecessores ipsius Johannis dominis episcopis qui fuerunt pro tempore in ecclesia Tutellensi pro terris, possessionibus, locis et bonis quos et quæ obtinet in loco de Bellocastro et pertinentiis ejusdem dicte diocesis..... acta fuerunt hec Avinione anno et die ut supra in palatio apostolico in camera quam tenebat dominus idem episcopus presentibus, etc..... et ego Robertus Mabiri..... (Bibl. Nat., *Fonds Baluze*, latin, vol. 259, p. 16). — Il est regrettable que les noms des témoins manquent, car *Jean Stephani*, le notaire apostolique, devait s'y trouver.

Jean Stephani ne fit pas long séjour dans la cité des papes, ayant à remplir semblable devoir vis-à-vis de Guillaume-Roger de Beaufort, vicomte de Turenne. Il lui rendit hommage, le 9 juillet 1362, pour tout ce qu'il avait à Martel, Bétaille, et dans toute la vicomté en présence de Bertrand de Cavagnac et d'Hugues de Cosnac, chevaliers (1). La Raymondie n'y est pas mentionné étant compris dans le terme générique de Martel; mais on en parle dans des hommages postérieurs (2).

Quelques généalogistes ont confondu ce Jean Stephani, fils de Pierre (de Martel), avec Jean Stephani, évêque de Toulon, fils aussi d'autre Pierre (de Gigouzac), et n'ont vu qu'une branche là où en réalité il y en a deux. Si les mêmes prénoms peuvent prêter à confusion, par contre les deux hommages que nous venons de citer ne permettent pas de s'y méprendre. Dans celui de juillet 1362, relatif à la Raymondie, l'expression « *nobilis vir* » est caractéristique, elle désigne un laïque et non un ecclésiastique et Jean Stephani le rend en personne. Tandis que Jean Stephani, le futur évêque de Toulon, absent du Quercy

(1) In nomine domini..... anno millesimo sexagesimo secundo (1362), ix die mensis julii..... personaliter constitutis egregio ac nobili viro domino Guillelmo de Belloforti vicecomite Turenne ex una parte et nobili viro domino Johanne Stephani domino de Gigosaco, Caturc. dioc. filio et herede nobilis viri Petri Stephani condam..... ex altera, dictus dominus Johannes recognovit et confessus fuit dicto domino vicecomiti, ibidem presenti, se tenere..... in feudum francum nobile et liberum..... cum juramento fidelitatis omnia bona et res immobiles quod dictus Johannes habet et possidet et prout predecessores sui tenerunt habuerunt et possiderunt in dicto vicecomitatu et in loco de Martello..... presentibus nobilibus viris Bertrando de Cava nhaco, Hugone de Cosnaco milite et me Stephano Moreti, clerico de Caslucio, notario (Arch. Nat., registre Q¹ 146¹ concernant les hommages de Turenne, XIV^e et XV^e siècles).

(2) La Raymondie est nommé dans les hommages de 1415, 1420 et 1458 (Cf. § I du chapitre X et § V du chapitre XIII).

en 1362 (1), donne en juillet 1362, par procureur, l'investiture d'un bien à Gourdon (2). Dans l'aveu de Belcastel, reçu à Avignon, l'absence de formule caractérise encore un laïque (3); tandis que pour Jean, le protonotaire, on aurait employé sûrement l'expression : « *venerabilis vir* » (4). Enfin nous avons déjà vu que *Pierre Stephani* (de Gigouzac), exécuteur testamentaire de Simon de Godor, écrivit en 1348 aux consuls de Martel pour qu'ils réglassent à l'amiable avec *Pierre Stephani* (de Martel) le conflit au sujet de la Raymondie (5). Tout cela démontre d'une façon péremptoire qu'il existait à cette époque deux Jean, fils de Pierre, tout à fait distincts et appartenant à des branches différentes.

Jean Stephani avait épousé, vers 1350, N... de Belcastel, dont les trois sœurs s'étaient mariées, l'une avec Jean de Vassal, fils de Guillaume le chevalier jurisconsulte (6); l'autre, Blanche, avec N... de Rassiols (7), et la troisième, Fine de Lentilhac, avec Guillaume de Vassal, le juris-

(1) A cause de ses fonctions comme notaire apostolique, et par devoir ne pouvant abandonner son poste tant que la peste sévissait à Avignon (*Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 173; — Cf. pp. 98-99).

(2) Cf. p. 100, note 1.

(3) Les notaires d'Avignon n'avaient pas à ménager, comme ceux du Quercy, les susceptibilités des seigneurs. Pour eux, l'essentiel ne consistait pas à mettre les formules de flatterie mais seulement le titre du fief (dominus de Gigozaco) qui qualifiait suffisamment la personne.

(4) Dans le règlement de la succession de son grand-oncle *Bernard Stephani*, l'ex-notaire apostolique (1361), *Jean Stephani* est qualifié « *venerabilis pater* » (Arch. du Vat., Innocent VI, reg. Solut. 31, fol. 241-242).

(5) Cf. cette lettre à la page 67, note 2.

(6) *Hist. du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 201.

(7) Bibl. Nat., collect. Lespine, vol. 172, f^o 177. — *Hist. des Pairs de France*, par de Courcelles, t. V, art. *Vassal*, pp. 29 à 32.

consulte (1). Cette dernière se trouvait demi-sœur des précédentes parce que sa mère, mariée en premières noces avec N... de Belcastel, avait épousé en secondes noces N... de Lentilhac (2). De ces quatre unions naquirent les cousins-germains : Hélié de Vassal, fils de Jean; *Gamude de Vassal*, fille de Guillaume (3); Gisbert de Rassiols, fils de N...; et *Bernard Stephani*, fils de Jean (4). Hélié de Vassal mourut sans postérité, laissant sa succession à Guy de Peyronnencq, et partie à Gamude de Vassal (5), sa tante. Gamude, décédée également sans enfants, fit héritier pour la majeure part *Bernard Stephani* et pour le reste Gisbert de Rassiols (6). — Le tableau généalogique de la page 253

(1) *Ibid.* — Guillaume de Vassal s'était marié deux fois : 1^o avec Adélaïde de Lestrade d'où un fils, *Jean*, et 2^o avec Fine de Lentilhac d'où une fille, *Gamude*.

(2) *Histoire des Pairs de France*, par de Courcelles, t. V, pp. 29 à 32; — Bibl. Nat., *Fonds Lespine*, vol. 172, f^o 177.

(3) Gamude était tante d'Hélié de Vassal par son père et sa cousine-germaine par sa mère (Helias Vassal era mon beth d'avas son payre et mon cosi germa d'avas sa mayre); — Gisbertus de Rassiols dixit..... quod predicta eius mater erat soror germana matris dicti quondam Helie Vassalis..... [Extraits d'un factum relatif au procès de Gamude de Vassal avec Guy de Peyronnencq.] (Archives de M. de Vassal à Saint-Antonin, Tarn-et-Garonne.)

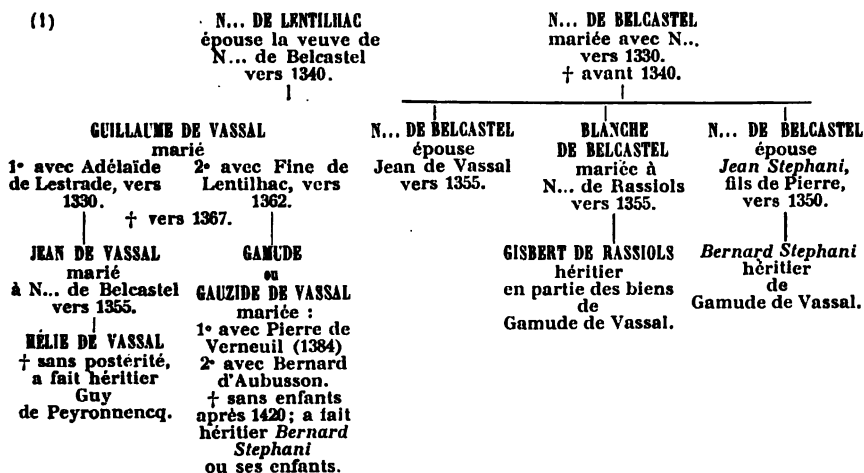
(4) La présence de Gisbert de Rassiols, comme témoin, au contrat de mariage de Guérin de Champiers (1400) et à celui de Guillaume de Valon (1410), tous deux fils de *Bernard Stephani*, confirme sa parenté avec les *Stephani de Valon* par les Belcastel (Archives de la famille de Valon); — Cf. le paragraphe VI du présent chapitre et le paragraphe II du chapitre XII.

(5) *Histoire des Pairs de France*, par de Courcelles, t. V, pp. 29 à 32; — Bibl. Nat., *Fonds Lespine*, vol. 172, f^o 177. — C'est à la suite d'un procès et en faisant valoir un codicille de son père de 1367, que Gamude put rentrer en possession d'une partie de l'héritage de Guillaume (Archives de M. de Vassal, à Saint-Antonin, procès entre Gamude, Gisbert de Rassiols et Guy de Peyronnencq).

(6) Archives de la famille de Valon. — On voit dans un manuscrit de Saint-Antonin que Gamude de Vassal avait donné certains biens à Gisbert de Rassiols et après lui à son fils, Michel, etc.....

achèvera de dissiper toute obscurité (1). — L'union de *Jean Stephani* avec N... de Belcastel avait donc de l'importance puisqu'il en résultera pour les Valon un accroissement de fortune par les héritages Belcastel et Vassal (2). Les hommages des Stephani pour les possessions de Belcastel provenaient de leurs alliances avec les Belcastel.

La violence de la guerre dans la région de Martel, de 1358 à 1362, empêcha les Stephani de la Raymondie de s'unir à ceux de Gigouzac pour défendre le château paternel, pris en 1360. Plus tard *Jean Stephani*, venu au secours de Pierre Stephani (de Gigouzac), assiégé dans ce même château, fut obligé d'abandonner la place que les Anglais firent capituler derechef en 1368-1369 (3). Il rendit ensuite hommage à l'évêque de Cahors, pour ses possessions de Gigouzac, à la même date (décembre 1371) et dans les mêmes conditions que l'évêque de Toulon, Jean Stephani. Cette formalité avait été différée jusqu'au mo-



(2) Cf. le paragraphe V du chapitre X.

(3) Cf. pp. 70 et 71.

ment de l'entrée de Bégon de Castelnau dans sa ville épiscopale (1).

A partir de cette époque *Jean* ne s'absenta guère du Haut-Quercy menacé par les compagnies anglaises. La vicomté de Turenne n'était déjà plus à l'abri de leurs déprédations. On commit même la faute de ne pas fortifier des points stratégiques importants. Aussi les agresseurs ayant eu connaissance de la faiblesse de Montvalent, mirent le siège devant cette ville et s'en emparèrent, en 1373, avant qu'on ait eu le temps de réparer les remparts (2). L'ennemi s'y retrancha et garda longtemps cette citadelle qui défendait le gué de la Dordogne et barrait la route du Causse. Le capitaine anglais, Bernard Doat, qui commandait la place, ne cessait, par ses sorties, de jeter l'alarme dans les pays environnants (3). En 1375 il somma les consuls de Martel de lui remettre les clés de la ville. On délibéra et, pour éviter des représailles, il fut décidé que le capitaine viendrait avec dix hommes afin de transiger. On le reçut dans l'hôtel de la Raymondie où un repas lui fut offert (4). On traita ensuite et on promit de lui donner tous les six mois trente charges de froment, autant de vin vieux, 60 livres d'argent, 30 livres de cire, 10 mains de papier et 20 sols pour chaque consul de Montvalent. Cet accord fut exécuté de 1375 à 1379, date où Nicolas de Guiscard, seigneur de Cavagnac, sur les instances des consuls de Martel, qui lui fournirent hommes et argent, chassa les Anglais de cette forteresse qu'ils reprirent d'ailleurs peu de temps après (5). Nous n'avons

(1) Cf. p. 71.

(2) et (3) *Titres et documents sur le Limousin et le Quercy*, par l'abbé Albe (*Bulletin arch. de Brive*, t. XXVII, 1905, p. 353); — *Désolation des églises de France*, par Denifle, t. II, p. 822.

(4) Dans ce repas on servit un saumon (valant 2 sols) et une barrique de vin vieux (du prix de 40 sols) [Extrait d'un inventaire des archives de Martel].

(5) Extrait d'un inventaire des Archives de Martel (Bibliothèque

pu savoir si *Jean Stephani* avait pris part à ces événements. Il avait assisté en Limousin au mariage de son fils, Bernard, avec Florence de Neuviç de Champiers, vers 1377, peu de temps après la prise de Gigouzac (1376) que Bernard avait défendu avec son oncle, Guérin de Valon (1). Mais après 1380 on perd sa trace, c'est l'indice que Jean Stephani arrive au terme de ses jours. Il eut de son mariage avec N... de Belcastel (Cf. Tableau III, p. 142) :

1° **Bernard**, son successeur.

2° **Marguerite**, mariée à Guillaume Médici (de Martel), qui était veuve avant 1389; à cette date sa fille, Jeanne, épousa Gaubert Fabry (de Martel) (2).

3° **Arnaud**, religieux Augustin au couvent de Figeac en 1400 (3).

§ IV. — BERNARD STEPHANI assistera à une des époques les plus troublées de la fin du moyen âge; il verra même les débuts de la grande désolation. L'accroissement du patrimoine par les héritages du Champiers et du Boucheron, l'échange des possessions de Thégra pour celles de Gigouzac, les désastres des guerres dans ces deux seigneuries, les luttes de Bernard et sa mort en défendant son château de Gigouzac seront les faits les plus saillants

du Musée de Brive); — *Titres et documents sur le Limousin et le Quercy* (*Bulletin arch. de Brive*, t. XXVII, 1995, p. 353).

(1) Cf. p. 113.

(2) Marguerite donne à sa fille, en 1389, conjointement avec noble Garin Médici, son beau-frère, diverses rentes à Martel représentant 100 florins d'or, en déduction de sa dot (Extrait d'un terrier des reconnaissances des Fabry, archives de M. Dupuy de Boutières à Martel). On voit dans cette donation que Marguerite s'appelait *de la Raymondie* et qu'elle avait un fils, *Jean*, dont le prénom doit rappeler celui de son grand-père, *Jean Stephani*, son parrain sans doute.

(3) Il figure parmi les religieux de ce couvent qui nomment, le 18 juin 1400, leurs procureurs, entr'autres frère *Jean de Valon* (Archives de la famille de Valon).

de son histoire. Il passa sa jeunesse à Bétaille et Martel, résidence des siens, et quelque peu à Thègra auprès de son oncle Guérin de Valon. Pendant que son père soutenait le siège de Gigouzac (1368-1369), il faisait ses premières armes dans les combats qui marquèrent la chute de Thègra en 1369 (1). Il continua à guerroyer à côté de Guérin de Valon et le suivit en 1376 pour disputer Gigouzac aux Étrangers (2). L'année suivante il contracta une alliance avec une famille du Limousin, contrairement à la tradition des Stephani et des Valon qui s'étaient mariés jusqu'alors en Quercy. Cet écart fut le résultat d'un concours de circonstances. Les rapports entre le Bas-Limousin et le Haut-Quercy étaient fréquents à cause de la vicomté de Turenne qui comptait beaucoup de seigneuries dans ces deux régions. Le prieuré de Lavergne-Valon, dépendance de la Chaise-Dieu, relevait du monastère de Védrennes, en Limousin, et ses prieurs appartenaient à des familles Limousines (3). Hugues de Valon (de Lavergne) avait, peut-être, épousé en secondes noces Jeanne d'Ussel, issue d'une maison possessionnée à Ussel et à Neuvic (4). Enfin, pendant le séjour des papes à Avignon des relations s'étaient établies entre les Champiers et les Stephani, les uns et les autres familiers et quelque peu apparentés avec Clément VI et Grégoire XI (5). Telles sont les circonstances qui ont favorisé le projet de mariage de *Bernard Stephani*. Il épousa, vers 1377, Florence de Neuvic de Champiers, fille de Guillaume seigneur de Champiers, et partant il s'alliait aux Rochefort (Saint-Martial et Saint-Angel), aux

(1) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 211.

(2) Cf. p. 113.

(3) *Pouillé de Nadaud*, publié par M. Clément-Simon (*Bull. arch. de Brive*, t. XIV, 1892, p. 299); — Vente consentie par le prieur de Lavergne à Jean de Vabres, seigneur de Valon et de Lavergne, en 1670 (Archives de la famille de Valon).

(4) *Dictionnaire de la Chesnaye-des-Bois*, t. II, article *Boucheron*; — Bibl. Nat., *dossiers bleus*, vol. 656, fr. 30201, doss. 17402.

(5) Cf. pp. 57 et 112, et le paragraphe I du chapitre XII.

d'Ussel, de Gimel, d'Escorailles, etc. (1). Cette union aura pour conséquence : la formation de deux branches, l'une en Quercy l'autre en Limousin ; l'apport de deux seigneuries nouvelles, le Champiers et le Boucheron ; une modification dans le choix des alliances qui, pendant un siècle, aura lieu en Limousin au détriment de Gigouzac et ce sera une des causes de son appauvrissement.

Après le décès de son père, *Bernard* demeura à Bétaille. Le Haut-Quercy fut d'ailleurs relativement tranquille jusqu'en 1390, bien que le capitaine anglais, Bernard Doat, occupât toujours Montvalent. Il en était autrement dans le Bas-Limousin, le comté de Ventadour en particulier fut le théâtre de la désolation. Durant cette période, les bandes de Geoffroy-Tête-Noire ravagèrent le pays, pillèrent les châteaux (2). Les seigneuries du Champiers et du Boucheron subirent le sort commun et c'est peut-être dans cette lutte que Rigon (ou Renaud) de Champiers, frère de Guillaume (beau-père de Bernard Stephani), paya de sa vie sa fidélité à son pays.

Sur ces entrefaites *Guérin de Valon*, seigneur de Thégra, dont nous avons eu maintes fois l'occasion de parler comme coseigneur de Gigouzac, vint à mourir sans laisser d'enfants, instituant pour héritier universel son neveu, *Bernard Stephani*, à charge de continuer à Thégra les nom et armes de Valon (3). Cet héritage mettait celui-ci

(1) Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon ; cf. le paragraphe II du chapitre XII.

(2) *La Sénéchaussée de Ventadour*, par A. Laveix (*Bull. arch. de Brive*, t. III, 1881, pp. 231 à 239).

(3) *Guérin de Valon* a dû mourir après 1385 puisqu'il a été le parain de Guérin (né en 1379), *filz de Bernard Stephani de Valon* (archives de la famille de Valon) ; — en outre, dans une enquête faite à Cahors en 1402 sur la demande des consuls de Gramat. l'un des témoins, âgé de 40 ans, énumérant les limites de la juridiction de Gramat, parle des *fourches patibulaires de Guérin de Valon, seigneur de Thégra*, situées sur les dites limites (Archives du château de Montvalent).

en possession de la seigneurie de Thégra avec biens et droits à *Rocamadour, Bretenoux, Loubressac, Lavergne, Autoyre, Aynac*, etc. (1). Il prit dès lors le nom de *Stephani de Valon*. Nous avons donné au chapitre précédent les motifs qui ont fait perdre le nom « *Stephani* » dans la branche de Gigouzac (2). Il disparaîtra pour les mêmes raisons dans la branche de Martel. *Bernard* le portera de moins en moins, et après 1414 on ne trouvera plus en Quercy que le nom *de Valon* (3). A Bétaille même le château et le quartier d'Estève prendront aussi le nom de Valon (4).

Le château de Thégra, resté longtemps au pouvoir de l'ennemi, dut être racheté en 1379 par le comte d'Armagnac, en même temps que plusieurs forteresses du Haut-Quercy, car il ne figure pas parmi les places possédées par les Anglais en 1387 (5). *Bernard de Valon* s'y installa après le décès de son bienfaiteur; mais ne pouvant y rester en sûreté à cause des troubles et de la misère qui régnaient dans la région (6), il venait résider parfois à Rocamadour, Bétaille ou Martel. Ses intérêts et ses relations avec les familles alliées l'attiraient aussi en Limousin. Il y séjourna davantage après le décès de Rigon de Champiers, mort sans postérité, et surtout après le décès de son beau-père, Guillaume de Neuvic, qui avait fait héritier son petit-fils, Guérin de Valon. Il s'y trouvait sûrement

(1) Cf. p. 135, l'acte d'échange des seigneuries de Thégra et de Gigouzac du 13 mars 1408 (n. s.).

(2) et (3) Cf. p. 127; — acte d'échange de 1408, p. 135; — Archives du Vatican, Benoît XIII, *Suppl.* 77, f° 202.

(4) Dans une nommée des d'Ambert au xvii^e siècle, on voit qu'il y avait à Bétaille le barry *de Valon* ou d'*Estève* (Arch. Nat. Q', 151^r, f° 42); — en 1452 Guinot d'Ambert épousa, à Bétaille, Suze de Blanchefort qui lui apporta en dot le *château de Valon* sis à Bétaille (Généalogie des d'Ambert).

(5) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 289.

(6) Enquête faite à Cahors par le sénéchal du Quercy, en 1402, sur la demande des consuls de Gramat qui sollicitaient du roi aide et protection (Archives du château de Montvalent).

en 1398 parce qu'on ne rencontre pas son nom parmi les témoins du contrat de mariage de Jean de Valon (de Gigouzac) avec Anthonie de Miers (1) et qu'il s'occupait de négocier à cette époque le mariage de son fils, Guérin, avec Philippie Mourini, fille de feu Guillaume du pays de la Marche. Le contrat eut lieu le 24 février 1400 (n. s.), et à cette occasion Guérin de Valon reçut de Maragde d'Ussel la donation de la terre du Boucheron et, de ses parents, la terre d'Alancha en Auvergne. Il tenait déjà de son grand-père maternel la seigneurie de Champiers (2).

§ V. — *Bernard* revint ensuite en Quercy. Le pays, depuis la trêve de 1396, paraissait plus calme, et les colons chassés du Bas-Limousin affluaient à Gramat et ses environs. Une ère de paix semblait naître; les hommages que reçut, en 1401, le seigneur de Gramat, Alzias d'Aigrefeuille, en témoignent (3). Le seigneur de Thégria dut faire, à cette date, l'aveu de ses possessions de Lavergne, Gramat, Mayrignac, que son bienfaiteur, Guérin de Valon, avait hommages, en 1363, à Bertrand de Ter ride (4). Malheureusement la trêve ne fut pas de longue durée, les courses des ennemis se renouvelèrent, Thégria fut repris et ruiné, avant 1407, ainsi que toute la région (5).

Nous arrivons à l'échange du 13 mars 1408 (n. s.) qui mit *Bernard* à la tête de la seigneurie de Gigouzac et *Jean de Valon* à la tête de Thégria. Nous en avons donné tous

(1) Cf. p. 129.

(2) Cf. le paragraphe II du chapitre XII.

(3) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 322.

(4) *Hist. du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 128; — Archives de la famille de Valon.

(5) Dans un factum d'un procès entre les Valon et les de Miers au sujet de la juridiction de Thégria, on voit qu'au moment de l'échange, 13 mars 1408 (n. s.) [cf. p. 135], *Jean de Valon* ne put pas prendre possession de Thégria, occupé alors par les Anglais, et qu'il resta 12 ans chez son beau-père sans pouvoir y revenir (Archives de la famille de Valon; — cf. note I, p. 133).

les détails au chapitre précédent. Nous ajouterons seulement qu'au moment de l'échange la situation de Thégra était aussi navrante que celle de Gigouzac. Pour en avoir un aperçu, il suffira de faire connaître l'état lamentable de la baronnie de Gramat à cette époque.

Au décès de Guérin de Castelnau, seigneur de Gramat, Bertrand de Terride, son héritier, prit une succession grevée de dettes, disputée par la dame de Luzech, sa belle-sœur, et appauvrie par les guerres. Aussi se hâta-t-il de la donner en dot à sa fille, Anne, lors de son mariage avec Jean d'Aigrefeuille, fils d'Adhémard, qui appartenait à une des familles les plus illustres du Limousin. Cette succession fut l'objet d'une foule de contestations, qui favorisèrent la prise de Gramat par les Anglais en 1369; elles duraient encore à la mort de Jean (1373) et ce décès ne fit qu'augmenter le désarroi. Jean laissait un enfant en tutelle et malgré les recommandations de Grégoire XI (1373), les chefs des grandes compagnies, loin d'épargner Gramat, s'en emparèrent de nouveau en jetant partout l'épouvante (1). Thégra, de son côté, était tombé en leur pouvoir en 1360, une seconde fois en 1369; délivré l'année suivante, il succombait en 1371, derechef en 1373 pour rester entre leurs mains jusqu'en 1379 (2). On voit par là combien était grande la perturbation dans cette partie du Quercy. Pendant les quinze années qui suivirent, le pays souvent menacé, harcelé par les pillards, ne retrouvait ni la prospérité ni la paix. Cependant la trêve de 1396 rétablissait un moment la confiance; mais

(1) *Titres et documents sur le Limousin et le Quercy*, par l'abbé Albe (*Bull. arch. de Brive*, t. XXVII, 1905, pp. 367 à 376); — *Hist. de Rocamadour*, par E. Rupin, 1904, p. 140.

(2) *Hist. du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, pp. 211, 220, 221; — La plupart des villes du Haut-Quercy, occupées par les Anglais en 1379, furent rachetées par le comte d'Armagnac (G. Lacoste, t. III, p. 265). — *Histoire de la Guerre de cent ans*, par le père H. Denifle, t. II, p. 627.

bientôt Gramat, assailli par les hordes étrangères, retombait encore sous leur domination (1) ; il en fut de même de Thégra (2). On trouve dans une enquête faite à Cahors, en 1402, sur la prière des consuls de Gramat qui demandaient au roi aide et protection, le tableau des souffrances de la baronnie. Tous les témoins s'accordent à dire que le lieu de Gramat, autrefois riche et prospère, avait été ravagé par de longues guerres et réduit à la plus extrême misère (3).

Nous avons vu plus haut quel était l'état de détresse de Gigouzac à pareille heure (4). Douloureuse époque où les épreuves et les souffrances furent le partage de nos aïeux. Malgré les guerres, les dangers, l'insécurité, il fallait s'occuper quand même des détails de l'existence et de la vie sociale. Mais que de peines et d'efforts pour sauvegarder le patrimoine et éviter les naufrages. *Bernard de Valon* passait sa vie au milieu d'agitations et de difficultés conti-

(1) Gramat, ville autrefois florissante, était réduite à 7 habitants ; toutes les maisons y formaient un tas de décombres ; on n'y eut pas trouvé un bâton de quoi lier une botte de foin « *et haec desolatio jam 70 annis duraverat* » (d'après un manuscrit de R. de Fouilhac qui relate ces choses en 1440 ; Bibl. de la ville de Cahors, Fonds Fouilhac) ; — *Hist. du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 402 ; — *Rocamadour*, par E. Rupin, pp. 144-145 ; — Pendant ce temps-là, Gramat passa par des alternatives de secousses, convulsions et détentes (*La Guerre de cent ans en Quercy*, par le père H. Denifle, t. I, p. 275).

(2) Cf. la note 5 de la page 165.

(3) Pierre Ferrerii, l'un des témoins raconte : *predictus locus de Gramato pro majori parte propter guerras in istis partibus diu est viguisse per inimicos regios quasi ad nihilum reductus.....* — Dans d'autres dépositions on voit : *quod dictus locus de Gramato licet antiquitus esset abundans in bonis et in divitiis et esset multitudo gentium copiosa, nunc Deo permittente, causantibus guerris diu in ipsis partibus vigentibus, pro majori parte et quasi ad nihilum est reductus.....* (Archives du château de Montvalent (Lot).

(4) Cf. pp. 132 et 133.

nelles, faisant le va-et-vient entre le Quercy et le Limousin pour défendre ses intérêts, relever les ruines, luttant sans cesse pour son drapeau et son pays.

§ VI. — Après l'échange de 1408, il maria sa fille *N... de Valon* avec *N... de Blanchefort* et lui donna en dot les possessions de Bétaille avec le château de Valon et diverses rentes au sujet desquelles son fils, Guérin de Valon, plaidait peut-être, en 1441, avec Guy de Blanchefort (1). On mettait alors des années, parfois jusqu'à trois générations, pour liquider les dots, tant les fortunes étaient ébranlées (2). La famille de Blanchefort transmet à son tour Bétaille aux d'Ambert (1452); et ceux ci gardèrent longtemps cette seigneurie (3).

On retrouve *Bernard* au château de Madic, en Limousin, où il passa, le 17 avril 1410, le contrat de mariage de son fils, *Guillaume*, avec *Anthonie de Madic*, fille de Géraud et de *Bertrande de Foucaud* (4). Ses parents lui constituèrent en dot la somme de neuf cents écus d'or (30,000 francs de nos jours) payables à différents termes, un lit d'une valeur de vingt francs d'or ainsi que plusieurs robes et manteaux (5). Son futur époux lui donna, pour sa corbeille,

(1) *Nobiliaire de Nadaud*, t. I, p. 189, article *Blanchefort*.

(2) *Antoine de Valon*, seigneur de Thégra, réglait encore en 1485, avec les de Miers, les comptes relatifs à la dot constituée à *Anthonie de Miers* lors de son contrat de mariage avec *Jean de Valon*, 1398 (Archives de la famille de Valon).

(3) *Bernard de Blanchefort*, fils de *N... de Valon*, n'aurait eu qu'une fille, *Suzanne*, qui épousa le 5 juin 1452 *Guinot d'Ambert*. Celui-ci et ses descendants portèrent quelque temps le nom de Valon. Le château de Valon resta dans cette famille jusqu'à la fin du XVIII^e siècle (Généalogie des d'Ambert).

(4) *Guillaume de Valon* n'avait pas encore 25 ans puisqu'il fut émancipé par son père à l'occasion de son mariage (Archives de la famille de Valon).

(5) unum lectum de uno camero tenso, sive tentudo ad valorem viginti francorum auri et induere dictam filiam de una opalanda de fino lanno foliata de variis vel de griso et de una roba

joyaux et parures jusqu'à concurrence de cent francs d'or (1). L'acte fut signé par G. Laroche, notaire, en présence des chevaliers Jean de Rochefort, seigneur de Saint-Angel, Louis d'Escorailles, Pierre de la Chassagne, Robert de Chabannes et Gisbert de Rassiols (2).

On ne sait pas au juste à quelle date *Bernard de Valon* put rentrer à Gigouzac; mais on peut la déterminer d'une manière assez précise. Le château, on s'en souvient, pris en 1406, était resté, depuis, entre les mains des Étrangers (3). Pendant ce temps le comte d'Armagnac avait obtenu un traité en vertu duquel les places fortes et châteaux, occupés par les Anglais, seraient abandonnés moyennant rançon. De 1408 à 1410 plusieurs villes et forteresses furent délivrées (4). Il en fut ainsi de Gigouzac. *Bernard* en prit possession et se hâta de le fortifier pour maintenir en respect les compagnies du Périgord dont les chevauchées semaient l'effroi jusqu'aux portes de Cahors. Cette ville, pour s'en débarrasser, transigea avec leurs chefs (1409). De son côté le sénéchal, Amaury de Séverac, renforça en 1410 la garnison de Catus (5). Grâce à ces mesures l'ennemi resta quelque temps tranquille. Malheureusement la querelle des Armagnac et des Bourguignons vint jeter la désunion parmi les Français (6). Les bandes périgourdines en profitèrent pour surprendre les villes et

bonni lanni quo sit et esse debeat ad honorem dicti militis et dicte ejus filie..... (Archives de la famille de Chabannes).

(1) Et dictus *Guillelmus de Valon* debet et tenetur dictam Anthoniā munire et ornare sive juivellare de juellis adque ad summam seu valorem centum francorum auri..... (Archives de la famille de Chabannes).

(2) L'original se trouve dans les archives de la famille de Chabannes. Lacabane en a relevé un extrait qu'il nous a obligeamment communiqué.

(3) Cf. p. 133.

(4) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, pp. 336 à 338.

(5) *Ibid.*, pp. 340 à 341.

(6) *Ibid.*, pp. 341 à 352.

les citadelles en faisant payer chèrement la moindre résistance. Elles s'emparèrent de Marminhac en 1413, de Péchaurié en 1414. Catus fut pris en 1415 (1), pendant que d'autres compagnies pénétrant dans la vallée de Concorès, franchissaient le plateau et mettaient le siège devant Gigouzac. *Bernard de Valon* se défendit courageusement avec ses trois fils, *Guischard*, *Pierre* et *Guillaume*; mais, impuissant, il succomba comme tant d'autres privés de secours. La perte de Gigouzac, la ruine du patrimoine, la mort de Bernard et de son fils Guillaume, tels furent les résultats du désastre (2). La période la plus sombre commença dès lors pour le Quercy; c'était l'époque de la grande pitié (3).

Bernard, à son décès, laissait les possessions du Quercy à *Guischard* et *Pierre de Valon* et celles du Limousin à

(1) *Histoire du Quercy*. par G. Lacoste, t. III, pp. 355 à 359.

(2) On voit dans le testament de Géraud de Madic, du 20 juin 1414, qu'Antoinette de Madic, sa fille, était alors veuve de *Guillaume de Valon* (*Nobiliaire d'Auvergne*, par Bouillet, t. IV). — Le 20 mars 1415 (n. s.) *Pierre et Guischard de Valon*, seigneurs de Gigouzac, fils de Bernard, rendent hommage au vicomte de Turenne pour la Raymondie (Arch. Nat., registre Q¹, 146¹). Ceci témoigne que *Bernard* était mort en 1414 puisqu'on avait un délai d'un an pour rendre l'hommage.

(3) Item dicunt quod circumcirca senescalliam sunt plures garnisiones inimicorum dicti domini nostri regis et patriae quotidie patriam discurrentes et depredantes homines et mulieres cupientes et captivantes ac interficientes..... Item dicunt quod gentes ipsius patriæ, cujuscumque status et conditionis existunt, seu major pars ipsarum ad tantam paupertatem devenerunt et irreparabilem egestatem pro premissis, quod nisi Deus celeriter provideat, habebunt dictam civitatem ac castra predictae patriae Caturcini penitus desolatam relinquere in magnum detrimentum dicti domini nostri regis et totii regni sui, cum sit periculorum quia per inimicos dicti n. d. regis predictae civitates et loca predicta occupentur (Bibl. de la ville de Cahors, *Livre nouveau*, pp. 166 à 169).

Guérin de Champiers (1). De son mariage avec Florence de Champiers il eut cinq enfants (Cf. Tableau III, p. 142).

1° **Guérin de Champiers**, l'auteur de la branche des Valon du Limousin.

2° **Guischard de Valon**, héritier des possessions du Quercy, qui continuera la branche des Valon de Gigouzac.

3° **Pierre**, destiné à la cléricature, fit ses études à l'Université de Cahors où on le trouve jeune clerc en 1394 (2). Il devint juge-mage et lieutenant du sénéchal; fut chanoine de Cahors, du Tescou (Montauban), doyen de l'Isle-Jourdain (Toulouse) et évêque de Lectoure en 1425 (3).

4° **Guillaume** fut d'abord d'église; il figure parmi les étudiants de l'Université de Cahors en 1394 (4); mais sa vocation n'étant pas solide, il abandonna la prêtrise pour la carrière des armes; il se maria en 1410 avec Anthonie de Madic et mourut sans postérité en 1414 (5).

5° **N... de Valon**, mariée à N... de Blanchefort dont le fils aîné, Bernard, a dû avoir pour parrain Bernard de Valon, son aïeul (6).

(1) *Bernard* dut mourir *intestat*, puisque *Guischard* et *Pierre de Valon* rendirent hommage, tous deux, pour la Raymondie en qualité de seigneurs de Gigouzac.

(2) Arch. du Vat., Benoît XIII, *Suppl.* 77, f° 202.

(3) Cf. son cursus honorum au chapitre X.

(4) Arch. du Vat., Benoît XIII, *Suppl.* 77, f° 202.

(5) Cf. pp. 168, 169 et 170.

(6) Jean de Blanchefort, clerc du diocèse de Cahors, qui parait être le frère de Bernard, assiste comme témoin à la donation de Marguerite de Saint-Hippolyte en faveur de *Jacques de Valon*, son gendre, 1453 (presentibus nobilibus viris Agneto de Champiers, milite, Joanne de Blanchafort, clerico Caturcensis diocesis, et dilecto in Christo domino Antonio de Beyneta, presbytero, parrochie de Ambrugeaco, Lemovicensis diocesis...) [archives de Saint-Priest]. Ce qui témoigne que *Jacques de Valon* était proche parent de Jean de Blanchefort.

CHAPITRE X

GUISCHARD et GUILLAUME de VALON seigneurs de Gigouzac

(1414-1440)

1° *Guischard et Pierre de Valon séjournent à Cahors ; ils hommagent la Raymondie au vicomte de Turenne. — 2° Pierre de Valon est député des états du Quercy pour demander au roi un prompt secours. — 3° Il reçoit en qualité de lieutenant du sénéchal le pardon de Jean-Roger de Comminges ; le Dauphin le récompense de ses services. — 4° Il est chanoine de Cahors, doyen de l'Isle-Jourdain, chanoine du Tescou, chancelier du comte d'Armagnac et enfin évêque de Lectoure ; son décès. — 5° Guischard de Valon prend possession de l'héritage de Gamude de Vassal ; il lutte et succombe pour la défense du pays. — 6° Guillaume de Valon, son fils, lui succède ; il meurt avant 1440, victime des guerres anglaises. Après lui Guérin de Champiers devient seigneur de Gigouzac et de la Raymondie.*

§ I. — *Guischard et Pierre de Valon, chassés de Gigouzac, s'établirent à Cahors (1) et y séjournèrent longtemps. La succession de Bernard de Valon, décédé *ab intestat*, se partagea suivant les usages de l'époque : Guérin, héritier du Champiers et du Boucheron, resta en Limousin ; Guischard et Pierre gardèrent les possessions du Quercy (Gigouzac, Belcastel, la Raymondie, etc.). Parmi ces trois seigneuries, Gigouzac, occupé par l'ennemi, ne rapportait aucun revenu. Les deux autres, très appauvries et pouvant être*

(1) Ils y étaient le 20 mars 1415 (n. s.), puisqu'à cette date ils passent un acte de procuration à Cahors pour l'hommage du fief de la Raymondie.

prises d'un moment à l'autre, ne suffisaient plus pour faire face aux nécessités de la vie. De son côté Pierre de Valon, comme chanoine, ne retirait que fort peu de ressources de ses bénéfices (1). La situation était donc critique. Pierre résidait à Cahors depuis qu'il était chanoine de la cathédrale et à cause de ses fonctions auprès du sénéchal (2). Son frère, Guischard, ne le quitta plus après la prise de Gigouzac et partagea ses luttes, ses espérances et ses soucis.

Nous retrouvons les deux frères dans un hommage au sujet de la Raymondie. Les aveux sont toujours une mine précieuse de renseignements au point de vue des fiefs et de la filiation. Nous en possédons trois rendus au vicomte de Turenne dans la première moitié du x^v^e siècle. Pour le premier, *Pierre et Guischard de Valon*, seigneurs de Gigouzac, envoyèrent leur procuration, datée du 20 mars 1415 (n. s.) pour faire hommage des biens qu'ils avaient dans la vicomté à Jean le Maingre, successeur de Raymond de Beaufort (3). Les deux autres ne sont pas datés, mais grâce aux noms des notaires et aux mutations des suzerains on peut les identifier avec assez de certitude. — Raymond-Roger de Beaufort, vicomte de Turenne, avait

(1) En 1405, *Pierre de Valon* ne pouvait pas payer les 21 sous de sa taxe pour ses bénéfices (Arch. du Vatican, *Collector*. 91, f^o 291); il en fut souvent ainsi jusqu'en 1414 et au-delà. On voit dans un registre consulaire de Cahors (*Livre nouveau*, p. 166) la grande misère qui régnait, en 1414, aux environs de cette ville.

(2) *Pierre de Valon* devint bientôt *juge-mage*; mais nous n'avons pu savoir à quelle date il fut investi de ces fonctions, très probablement avant 1416. Il y avait quatre juges-mages en Quercy.

(3) *Valon de Gigosac à Martel*. Procuration a fere hommaiges de *Pierre et Guischard de Valon*, seigneurs de Gigozac, a messire Jehan le Mengre, vicomte de Turenne, daté de l'an mil CCCCXIII, signé B. Pandini (Arch. Nat., registre Qⁱ 146ⁱ). — Le même hommage est reproduit au carton T, 193, 71 des mêmes archives, avec la date du 20 mars 1414 (a. s.); *Pierre et Guischard* y sont dits frères. — B. Pandini était un notaire de Cahors.

succédé à son père, Guillaume, en 1394; il n'eut qu'une fille, Antoinette, mariée à Jean le Maingre dit Boucicaut. Après le décès de Raymond (1413), elle devint vicomtesse et mourut, en 1416, faisant héritier son mari. Mais celui-ci, fait prisonnier à la bataille d'Azincourt, passa de vie à trépas en Angleterre (1421) sans laisser de postérité. Après la mort d'Antoinette, Éléonore, sœur de Raymond de Beaufort, s'empara de la vicomté dont elle fit hommage au roi Charles VI, en juillet 1417, et par testament (1420) laissa cet héritage à Amanieu de Beaufort en lui substituant son frère, Pierre. Amanieu étant décédé la même année, Pierre prit possession de la vicomté et la garda jusqu'en 1444, date de sa mort (1).

L'hommage de *Pierre et Guischard de Valon*, du 20 mars 1415 (n. s.), correspond à la prise de possession de Jean le Maingre (13 mars 1414, n. s.) [2]. Les deux autres, non datés, ont dû être faits, l'un, en 1421, par *Guischard de Valon* à Pierre de Beaufort, et l'autre, en 1445, par *Guérin de Champiers* à Anne de la Tour, son successeur, puisque c'est un seigneur de Boucheron qui l'a rendu (3). Ces deux derniers hommages sont ainsi conçus : Hommages rendus par les *seigneurs du Boucheron* à messires les vicomtes de Turenne, de la maison noble de la Raymondie de Martel, et d'autres biens qu'ils tiennent en la dite vicomté. Signé : Moreti, Martini et de Canah (4).

(1) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, pp. 354 et 360. — *Moréri*, t. II, p. 228, et t. V, p. 561.

(2) *Histoire des Papes d'Avignon*, par Baluze, t. I, p. 966 (.....patet J. Le Maingre et Ant. de Turenna, ejus uxorem, constituisse anno MCCCCXIII die XII martii procuratorem, Aymericum Belmundi scutiferum Petragoricensis dioc., ad recipiendum pro ipsis realem et corporalem possessionem castrorum et villarum de Turenna, de Monte Sereno, de Monte Valenti, de Briva, de Martello, de Bello loco).....

(3) *Guérin de Champiers*, seigneur du Boucheron, hérita des possessions des Valon, en Quercy, vers 1440 (cf. le paragraphe VI du présent chapitre).

(4) En trois instruments de hommaige escripts et parchemin faits les *seigneurs du Bouscheyron* a messires les vicomtes de Turenne, de

§ II. — Au lendemain de la défaite d'Azincourt (octobre 1415), les Anglais, fiers de leur triomphe, se livrèrent à toutes sortes d'excès et pendant 25 ans couvrirent notre malheureux pays de ruines et de sang. La nouvelle de ce désastre causa à Cahors et partout une vive émotion et de grandes craintes. Les états du Quercy s'assemblèrent à Figeac, en 1416; ils ordonnèrent la formation d'une compagnie de gens d'armes et la levée d'un impôt pour subvenir aux nécessités les plus urgentes. Ils députèrent ensuite *Pierre de Valon* vers le roi, le duc de Berry et le Connétable pour les mettre au courant de l'état misérable du pays et leur demander un prompt secours. Les Anglais, en effet, se préparaient à cerner Cahors, et comme les habitants n'étaient pas en mesure de se défendre, *Pierre de Valon* devait prier le roi d'y pourvoir (1). A la suite de cette démarche Jean d'Armagnac (fils du Connétable), capitaine général en Languedoc et en Guyenne, fut envoyé à Cahors; il visita les fortifications et donna des ordres au nom du roi. Après quoi les consuls réparèrent les abords du pont-neuf, du pont Valentré, et mirent la place à l'abri de toute surprise (2).

la maison noble de la Raymondie de Martel, et d'autres biens qu'ils tiennent en la dite vicomté de Turenne. Signé : Moréti, Martini et de Canah et liés ensemble (Arch. Nat. Q', 146'). — Le premier hommage, signé Moréti, est celui de 1362 (cf. p. 156, note 1). — Le deuxième hommage, signé Martini, doit avoir trait à celui de 1421. [La Chesnay-des-Bois, dans son *dictionnaire*, signale à l'article de *Valon*, un hommage fait au vicomte de Turenne, en 1420, par les héritiers de *Bernard de Valon*, pour la Raymondie et Saint-Céré; — un *mémoire sur la maison de Valon* mentionne le même hommage en 1419 (Bibl. Nat. dossiers bleus, vol. 656, dos. 17,402)]. — Le troisième hommage, signé de Canah, doit être celui rendu, vers 1445, par *Guérin de Champiers*, héritier de la Raymondie et Gigouzac depuis 1440 environ.

(1) et (2) *Notes sur les États du Quercy*, publiées par G. Baudel (*Annuaire du Lot*, 1880, p. 20); — *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 359; — *Chroniques du Quercy*, par l'abbé de Fouilhac, p. 569 (Bibl. de la ville de Cahors).

§ III. — *Pierre de Valon* méritait bien d'être choisi pour une telle mission. Il avait fait d'excellentes études à l'Université de Cahors et obtenu le grade de licencié en droit canon. Il reçut, en 1394, étant jeune étudiant, la promesse d'un canonicat à Cahors dont il fut titulaire avant 1405 (1). A cette date il devait être sous-diacre, condition imposée à tout chanoine pour participer à l'élection des évêques (2). Il se lança en même temps dans la carrière administrative et judiciaire et, quoique jeune, devint bientôt juge-mage du Quercy, suppléant le sénéchal dans bien des circonstances. Il remplissait ces fonctions en même temps que Pierre Gallard de Brassac, Jean de la Roche-d'Agout et Charles de Bourbon (3). Pierre de Valon, en 1416, était âgé de 35 ans, et s'il fut élu député par les États du Quercy, c'est à cause de son savoir et de ses qualités intellectuelles. — Nous sommes peu au courant de son rôle comme juge-mage, n'ayant qu'un seul acte où il intervient comme lieutenant du sénéchal, mais il vaut la peine d'en donner un aperçu.

Malgré ses revers le Quercy restait fidèle au dauphin, quoique son parti fût le plus faible, attirant par cet attachement sans bornes les colères et les rigueurs de l'ennemi. La France traversait alors une crise pénible. La reine et le duc de Bourgogne, faisant cause commune avec l'Anglais, soulevaient contre le roi et le dauphin la majeure partie du peuple; le Languedoc suivait le mouvement. Le roi, lui-même, dans ses moments de maladie, se déclarait contre son fils (4). En cette occurrence, le dauphin fit un voyage en Languedoc pour ramener à lui ses partisans rebelles. Il jeta l'oubli sur les défections et accorda le pardon général. « Le 10 mars 1420 (n. s.) il

(1) Archives du Vatican, Benoît XIII, *Collect.* 91, f° 291; — Benoît XIII, *Suppl.* 77, f° 202.

(2) *Quatre cents ans de concordat*, par A. Baudrillard, 1905, p. 24.

(3) *Généalogie de la maison de Gallard de Brassac*, t. IV, p. 1012.

(4) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, pp. 364 à 367.

« octroya entr'autres des lettres de grâce à Jean de Comminges, vicomte de Bruniquel, qui avait porté les armes dans les rangs anglais et, le 16 mars, par lettres données à Carcassonne, il ordonnait que ledit Jean, prisonnier de guerre, transféré depuis en son château de Bruniquel et dont les terres étaient mises sous la main du roi, serait rendu à la liberté, et les panonceaux aux armes royales, posés sur ses biens en signe de commise, seraient enlevés. Enfin sur sa promesse, faite entre les mains de l'archevêque de Bourges, il l'admettait à pardon et à prêter serment de fidélité au roi de France (1). »

Ce fut *Pierre de Valon*, lieutenant du sénéchal, qui fut chargé de recevoir son pardon. La cérémonie eut lieu, le 24 juin 1420, devant la porte basse du bourg de Bruniquel, en présence d'Arnaud-Roger de Comminges, des consuls et des principaux notables de l'endroit. Là, Jean et Antoine-Roger de Comminges, la tête nue, présentèrent humblement à Pierre de Valon les lettres de grâce de Sa Majesté, firent amende honorable et le supplièrent de les réintégrer dans leurs droits et prérogatives. Ils prêtèrent ensuite serment de fidélité au roi, lui jurant obéissance et complète soumission. Après quoi le lieutenant du sénéchal prononça le pardon au nom du roi et leur rendit les clés du château avec tous les revenus qui en dépendaient. Enfin acte fut dressé en présence de *Guischard de Valon*, damoiseau, des prêtres et des notables de Bruniquel (2).

(1) *Quelques pages de l'histoire de Bruniquel*, par M. Dumas de Rauly (*Bulletin de l'Académie de Montauban*, 1893).

(2) Noverint universi..... quod apud locum de Bruniquello, senescallie Caturcensis, anno ab incarnatione Domini millesimo quadringentesimo et vicesima die vero vicesima quarta mensis junii (24 juin 1420)..... constituti Johannes Rogerii de Convenis vicecomes Bruniquelli in tribus partibus et Antonius Rogerii de Convenis ejusdem Bruniquelli..... suis capitiis a capite depositis ante portam

L'étoile de la France pâlisait de plus en plus. Pour comble de malheur le roi, dans un moment de folie, donna sa fille en mariage au roi d'Angleterre et institua ce dernier l'héritier légitime de la Couronne. Le dauphin, à cette nouvelle, quitta le Languedoc et revint en France défendre ses droits. Dans son voyage il passa à Toulouse et s'arrêta à Montauban en décembre 1420 (1). Pendant son séjour il accorda des privilèges, reçut ses fidèles partisans, entr'autres *Pierre de Valon*, en qualité de lieutenant du sénéchal, et lui donna, en récompense de ses services, 200 livres tournois environ 6,000 francs de nos jours (2).

§ IV. — L'année suivante (1421), Raymond de Salagnac succéda, comme sénéchal du Quercy, à Amaury de Séverac (3). Ce changement modifia-t-il la situation de *Pierre de Valon*? On l'ignore; toujours est-il qu'il paraît s'être éloigné

inferiorem dicti loci exhibuerunt..... honorabili et circumspecto viro domino Petro de Valon, licenciato in decretis, iudice majore ac locum tenente nobilis et magnifici viri nobilis senescali Caturcensis, ibidem assistenti una cum nobili et potente viro Arnaldo Rogerii de Convenis milite, vicecomite in quarta parte dicti loci de Bruniquello nec non..... notabilibus personis et viris probis dicti loci ad hoc per dictum dominum judicem et locum tenentem inhibi convocatis quasdam litteras scriptas a serenissimo principe domino nostro domino Dalphino Viennensi regnum Francie regenti emanatas et sigillatas dictoque domino senescallo Caturcensi, seu ejus locum tenenti, directas quarum tenor sequitur..... patentes et requirentes prefati nobiles Johannes et Antonius Rogerii de Convenis, fratres, dictum dominum judicem et locum tenentem dicti domini senescali quatenus contenta in eisdem litteris exsequeretur..... quiquidem dominus iudex et locum tenens, dictis litteris inspectis, obtulit eas se paratum executione debite demandare..... Acta fuerunt hæc..... in presentia et testimonio nobilis *Guischardi de Valon*, domicelli, domini Arnaldi de Feudo, presbiteri..... (Archives de la mairie de Bruniquel, AA, 8).

(1) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, pp. 366-367.

(2) *Dictionnaire de La Chesnaye-des-Bois*, article *de Valon*.

(3) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 369.

de Cahors à partir de ce moment et avoir abandonné la carrière judiciaire pour se consacrer à la prêtrise. On ne connaît pas, non plus, exactement le nombre de ses bénéfices, on sait seulement qu'il était chanoine de Cahors (1405-1411) (1); doyen de l'Isle-Jourdain (Toulouse) en 1423 et, la même année, chanoine du Tescou (Montauban). Il assista, le 3 août 1423, à la transaction d'union et de paix entre le chapitre de l'église collégiale de Saint-Étienne du Tescou et le chapitre de la cathédrale de Montauban (2). Mais ses occupations le retenaient davantage à l'Isle-Jourdain, siège du comté d'Armagnac, où il se fit apprécier de Jean d'Armagnac, et devint bientôt son familier, son cher et fidèle conseiller. Il gagna si bien sa confiance qu'à la mort de Bernard de Gorfeuil, il fut nommé chancelier du comté d'Armagnac, le 18 juin 1425 (3). Il était

(1) Arch. du Vat., Benoît XIII, reg. *Collect.* 91, f° 291; — Il figure parmi les chanoines du chapitre qui reçoivent, le 22 juin 1411, l'hommage de Pons de Gourdon, seigneur de Lavercantière (Archives de M. de Vassal à Saint-Antonin, Tarn-et-Garonne).

(2) Nos Aymericus Laudegaria, baiulus anni presentis venerabilis capituli ecclesie collegiate Sancti Stephani de Tescone extra muros Montis Albani; Hugo Ranci, baccalarius in legibus, rector Sancti Jacobi Montis Albani; Bartholomeus Piconis, licentiatius in decretis, rector de Montegia; *Petrus de Valon, licenciatus in decretis, decanus Insulae Jordani*; Raymundus Ricardi, licentiatius in legibus, canonicus Caturcensis, canonici in prælibata ecclesia Sancti Stephani in Tescone ad sonum campanæ congregati..... ad habendum vinculum unionis et pacis indissolubile una cum reverendo patre domino priore majore ecclesie cathedralis Montis Albanis (Bibl. Nat., Fonds Doat, vol. 90, f° 141).

(3) Johannes Dei gratia comes Armagnaci et..... universis et singulis inspecturis salutem. Mentis nostræ, qui indigne, quo ad honorem nostrum et ad utilitatem subditorum nostrorum concernunt nos inducunt, curis et sollicitamur assiduis ut subditis nostris predictis bono regimine providere valeamus et mediante justitia feliciter prosperentur. Sane de legalitate, probitate, nobilitate, scientia ac morum honestate ac aliis virtutum donis quibus *dilectus et fidelis consiliarius noster dominus Petrus de Valon* decanus ecclesie collegiate Sancti

d'ailleurs tout désigné pour ce poste de choix par son expérience des affaires, ses connaissances, ses mérites. Il avait dans ses attributions l'apposition des sceaux pour authentifier les actes (diplômes, chartes, lettres-patentes, etc.) et tout ce qui concernait la justice ; il s'occupait aussi de l'administration, faisait partie des conseils du comte, etc. Le chancelier, dit M. Samaran, l'historien des comtes d'Armagnac, comptait parmi les collaborateurs les plus importants du comté (1). Aussi la notoriété de *Pierre* ne fit-elle que grandir, et peu de temps après, au décès de Gérard, évêque de Lectoure (31 juillet 1425), il fut choisi par le chapitre pour lui succéder (2). Il garda néanmoins les fonctions de chancelier jusqu'à sa confirmation et même jusqu'à sa mort (3). Mais l'élection du chapitre n'était pas valable à cause de la réserve du Souverain-Pontife mise sur l'évêché de Lectoure depuis le décès du dernier titulaire. Ni le chapitre, ni *Pierre de Valon* n'avaient eu connaissance de ce rescrit. Cet incident nous amène à parler de la nomination des évêques à cette époque si troublée.

Le concile de Constance, réuni en 1418, en élevant le pape Martin V sur la chaire de saint Pierre, venait heureusement de terminer le grand schisme qui, depuis quarante ans, partageait et affligeait l'occident chrétien. Ce pontife, doué de grandes vertus et qualités, passa avec

Martini ville nostre Insule Jordani est insignitus plenarie; confidentes eundem dominum *Petrum de Valon*, cancellarium nostrum in omnibus et singulis terris et dominationibus nostris fecimus et instituimus et de officio cancellario nostro ad presens vacante per obitum domini Bernardi de Garfolis, ultimo detentore, providemus facimus et instituimus..... (Archives du Tarn-et-Garonne, A 44).

(1) *La Maison d'Armagnac au XV^e siècle*, par Charles Samaran. Paris, 1908, p. 31.

(2) Archives du Vatican, Martin V, ann. 9, livre 122, f^o 234.

(3) *La Maison d'Armagnac*, par Ch. Samaran, p. 31, note 1.

les cinq grandes puissances cinq concordats valables pour cinq ans à partir de juillet 1418. En vertu de ces accords, le nombre des cardinaux fut déterminé, les réserves pontificales diminuées, les élections maintenues, les annates réduites, les appels en cour de Rome limités. Malgré ces concessions, la France, peu satisfaite, promulgua à Bourges (1438) la pragmatique sanction qui fut combattue par les papes jusqu'à son abolition (1).

Avant 1418 et de toute ancienneté, les nominations épiscopales comportaient deux actes : l'élection et l'institution par un supérieur. Au début, le clergé et le peuple participaient à l'élection ; plus tard (xii^e siècle) le chapitre seul avait droit de nommer. Pour être admis à exercer son droit d'électeur, tout chanoine devait être au moins sous-diacre, et pour être éligible il fallait être clerc, né de légitime mariage, âgé de 30 ans au moins, engagé dans les ordres sacrés depuis six mois au moins, docteur ou licencié en théologie ou en droit canonique. L'élection se faisait en légitime assemblée capitulaire, tous les électeurs y étant convoqués, et elle était acquise à la majorité absolue des suffrages. Enfin si l'élu acceptait, il devait solliciter la confirmation par le supérieur, à savoir : le métropolitain, le primat ou le pape (2).

A partir du xiv^e siècle, l'intervention du Souverain-Pontife dans les élections épiscopales devint de plus en plus fréquente, grâce au droit de réserve en vertu duquel il s'attribuait à lui-même le droit de nommer à beaucoup de bénéfices (3). A la longue, le pouvoir laïque s'en émut et le Saint-Siège fut obligé, à la suite de réclamations, de renoncer à la plupart de ses réserves (4). Il en fut ainsi décidé dans les concordats de 1418 qui stipulaient les clauses suivantes : *diminution des réserves pontificales*,

(1) *Quatre cents ans de concordat*, publié par A. Baudrillard, pp. 44 et 45 (1905).

(2) *Ibid.*, pp. 24 et 25.

(3) et (4) *Ibid.*, p. 26.

maintien des élections épiscopales..... Tel était le *modus vivendi* en 1425, au moment de l'élection de *Pierre de Valon*. Le chapitre de Lectoure, en le nommant, n'avait pas commis d'autre irrégularité que celle d'ignorer la réserve papale mise récemment sur cet évêché, et d'autre part le pape était dans son droit puisque le concordat n'avait pas supprimé, mais réduit seulement les réserves.

Pierre avait accepté le poste de Lectoure (1); dès qu'il eut appris cet état de choses il s'empessa de soumettre son cas et sa cause au Souverain-Pontife, s'en rapportant à sa décision. Il remplissait d'ailleurs toutes les conditions requises pour être élu, étant sous-diacre, âgé de plus de 40 ans, licencié en droit canon et né de légitime mariage. Le pape accueillit favorablement sa démarche, et sachant qu'il était désiré (2), confirma le choix du chapitre, le 21 décembre 1425. On voit, dans ses bulles, l'éloge qu'il fait de sa personne, de sa naissance, de son savoir, de ses mœurs, de sa prudence et sagacité en toutes choses, corroborés par des témoignages dignes de foi (3). Il prit sans

(1) Arch. Vat., Martin V, ann. 9, livre 122, f° 234.

(2) *Hierarchia catholica* d'Eubel, 1898, p. 311.

(3) Martinus..... dilecto filio [*Petro de Valon*] electo Lectoren. salutem..... Dudum siquidem bone memorie Geraldo episcopo Lectoren. regimini Lectoren. ecclesie presidente, nos cupientes eidem ecclesie cum vacaret per apostolice sedis providentia utilem et ydoneam presidere personam, provisionem ipsius ecclesie ordinationi et dispositioni nostre duximus ea vice spiritualiter reservandum.... Posmodum vero dicta ecclesia per obitum ejusdem Geraldi episcopi, qui extra Romanam curiam diem clausit extremum; vacante *dilecti filii capitulum dicte ecclesie hujusmodi reservationis et decreti forsani ignari te canonicum Caturcen. in subdiaconatus ordine constitutum in episcopum Lectoren., licet de facto concorditer, elegerunt*, tuque reservationis et decreti predictorum similiter inscius electioni hujusmodi, illius [electionis] tibi presentato decreto, consensisti etiam de facto, et deinde, reservatione et decreto predictis ad tuam deductis notitiam, hujusmodi electionis negotium proponi fecisti in consistorio coram nobis. Nos igitur..... demum *ad te de nobili genere procreatum,*

retard possession de son poste ; malheureusement son épiscopat, qui s'annonçait sous les meilleurs auspices, dura à peine quelques mois. Les bulles de son successeur nous enseignent que *Pierre* ne vivait plus en avril 1426 (1). D'autre part Étienne Dols, qui l'avait remplacé comme chancelier, exerçait ses fonctions « au moins à partir du « 5 mars, date à laquelle l'on note la mort de *Pierre de Valon* » (2). Celui-ci a dû, par conséquent, s'éteindre vers la fin février ou dans les premiers jours de mars. Il est regrettable qu'une fin prématurée n'ait pas permis à cette belle intelligence de donner tout ce qu'elle promettait.

§ V. — GUISCHARD DE VALON restait en Quercy le dernier représentant des Valon de Gigouzac ; il n'avait pu encore revenir dans son château, occupé par l'ennemi depuis 1414, et comme la plupart de ses possessions offraient peu de sécurité, il demeurait à Cahors, point le plus sûr du Quercy. Il suivit son frère, Pierre, dans ses pérégrinations ; on le trouve à Bruniquel (1420) témoin du pardon accordé à Jean-Roger de Comminges (3), et en Limousin (1423) dans une réunion de parents chargés de nommer le tuteur des enfants de feu Vincent de Bar (4). Après

in decretis licentiatum, vite ac morum honestate decorum, in spiritualibus providum et in temporalibus circumspectum aliisque multiplicium virtutum donis prout fidedignorum testimoniis accepimus insignitum direximus oculos nostre mentis..... prefate ecclesie auctoritate apostolica providemus teque illi prefecimus in episcopum et pastorem..... Dat. Rome apud sanctos apostolos duodecimo kalendas januarii anno nono (Arch. du Vat., Fonds dit de *Latran*, Martin V, ann. 9, livre 122, f^o 234).

(1) *Hierarchia catholica, medie aevi*, 1898, du P. Eubel, p. 311.

(2) *La Maison d'Armagnac*, par Ch. Samaran, p. 31, note 1.

(3) Archives municipales de Bruniquel, cote AA, 8.

(4) Extrait des archives de l'évêché de Tulle, dont copie se trouve dans la collection Bonnélye, ancien professeur à Tulle, actuellement entre les mains de son gendre, M. Lacoste, avoué à Saint-Yrieix (Haute-Vienne) ; — Cf. le paragraphe III du chapitre XII.

avoir assisté au sacre et aux funérailles de *Pierre de Valon* (1426) il revint à Cahors attendant l'occasion de rentrer dans ses foyers et se préparant à la lutte. Privé de ressources, sa situation n'était pas brillante; beaucoup de seigneurs se trouvaient dans le même cas, tant la détresse était grande en Quercy en 1426. Cette province, en dépit de toutes sortes de maux, restait, quand même, fidèle à Charles VII. *Guischard de Valon* ne lui sera pas moins attaché en souvenir surtout des bienfaits que son frère, Pierre, avait reçus de ce prince.

Pendant ce temps *Guischard* avait pris possession, tant bien que mal, de l'héritage de Gamude de Vassal décédée vers 1420. — Son père, Guillaume de Vassal, avait épousé en premières noces, Adélaïde de Lestrade (1), d'où un fils, *Jean*, et en secondes noces, Fine de Lentilhac (2), d'où naquit une fille unique, *Gauzide* ou *Gamude*. Par son codicille de juin 1367, Guillaume donnait à sa fille 1,500 livres, un lit et des habits nuptiaux, et en plus (dans le cas où son fils décéderait sans enfants) ses possessions de Belcastel, de Loupiac et sa maison de Rocamadour (3). Jean de Vassal, de son mariage avec N... de Belcastel, n'eut qu'un fils, Hélié, qui mourut sans postérité, en 1410, laissant son avoir à Guy de Peyronnencq (4). Gamude, en vertu du codicille de son père (1367), attaqua le testament d'Hélié et plaida pour recouvrer l'héritage de Guillaume de Vassal. Celui-ci, d'après une procuration de 1359, était possessionné à Freyssinet, Valhac, Belcastel, Loupiac,

(1) et (2) *Histoire des Pairs de France*, par de Courcelles, t. V, article *Vassal*, pp. 29 à 32; — Bibl. Nat., *collect. Périgord*, vol. 171, 172 et 173; — Cf. pp. 157 et 158, et généalogie p. 159, note 1.

(3) Original parchemin qui se trouve dans les archives de M. de Vassal, à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne).

(4) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 342; — *Factum* d'un procès (1411) qui fait partie des archives de M. de Vassal, à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne).

Cavagnac, Saint Michel de Bannières, Saillac, etc. (1), sans compter ses biens de Gourdon, Rocamadour, Vers, Cahors, etc. Gamude plaidait contre Guy de Peyronnencq, et aussi contre Gilbert de Rassiols qui prétendait avoir droit par sa mère, Blanche de Belcastel, sœur de la mère d'Hélie de Vassal (2). Le procès, commencé dès 1411, durait encore en 1420 et ne prit pas fin du vivant de Gamude. Elle rentra néanmoins en possession de tout ou partie des terres de Belcastel, Loupiac, Rocamadour, Gourdon, Saint-Michel de Bannières, Cavagnac, Martel, Valeyrac en Quercy, Saillac et Turenne en Limousin (3).

(1) Cette procuration a été passée à Figeac en 1359 (Archives de la famille de Valon).

(2) Davan vos mon honorable et reverend seignor monsieur Gaubert Faure, licentiat en leys, loctenen del noble poyssan Mossieur de Pons, vescomte de Torena, comparaessi ayssi hyeu en *Gamude de Vassal* filha que fori de mossieur Guilhem Vassal chevalier e dic e perpausi davan vos que el es tant manifesta que de petit de temps en say..... ha fah son comendamen de Helias Vassal filh que fo de Jehan Vassal frayre meu, filh et heretie que fo de monsieur mon payre mosseignor G. Vassal ensemps ain un per egals partidas..... Item dic que lodih Johan Vassal morit et lodih Helias pres los bes et hereitages comme entre son payre e un. Item dic que lodih Helias es mort *ab intestat* per que hieu coma heretiera de m. mon payre en la meitat dels bes e heretatges et l'autre meitat maparte aussi coma la plus propdava de parentela del dih Helias Vassal, era mon beth d'avas son payre e mon cosi germa davas sa mayre, declari per davan vos que hieu voli esser heretiera del dih Helias Vassal et del dih mosseignor mon payre..... (*Factum* où sont rapportées les pièces d'un procès entre Gamude de Vassal, Gilbert de Rassiols et Guy de Peyronnencq, vers 1411, Archives de M. de Vassal, à Saint-Antonin, Tarn-et-Garonne.)

(3) *Les Valon* ont hérité des possessions de Gamude à *Belcastel, Loupiac, Rocamadour, Gourdon, Saint-Clair, Saint-Cirq-de-Bel-Arbre, Saint-Amarand, Condat*, etc. (Archives de la famille de Valon), et les *Rassiols* de ce qu'elle avait à *Cavagnac, Saillac, Valhac, Martel, Saint-Michel de Bannières, Turenne*, etc., comme en témoignent :
1° La transaction de 1481 passée entre dame *Catherine de Bou-*

Elle devint en outre héritière universelle, en 1384, de son oncle Raymond de Vassal qui laissait des fiefs à *Saint-Amarand, Saint-Circ-de-Bel-Arbre, Saint-Clair* (1), et dans le diocèse de Saint-Flour diverses rentes provenant de la succession de Delphine de Pommiers, son épouse, dont il était l'héritier. Delphine était, de son côté, héritière de Jean de Pommiers (2). Gamude épousa en premières noces Pierre de Verneuil (3), et en secondes noces Bernard d'Aubusson du diocèse de Sarlat (4). Elle mou-

cheyron, prieur de Saillac, en Limousin, et vénérable homme Hugues Folcal, prêtre de la ville de Gourdon, procureur des nobles François, Jean et autre Jean de Rassiols, frères, demeurant à Montpellier, fils et héritiers de noble Michel de Rassiols, héritier de certains biens « (quorum bonorum) condan nobilis Gamude Vassali », pour les rentes du tènement de Lapeyrière, paroisse de Saillac (Archives de l'auteur). — 2° La vente par la veuve de Michel de Rassiols (fils de Gisbert), des possessions de Martel, Saint-Michel de Bannières, Valeyrac, Turenne, provenant de la succession des Vassal (Archives Nationales Q¹, 146¹⁰, f^o 27).

(1) *Saint-Amarand* et *Saint-Circ-de-Bel-Arbre* furent aliénés, en 1311, par la maison de Gourdon, au profit de la maison d'Auriol, comme le prouve une donation faite, le 6 décembre 1311, par Bertrand de Gourdon à Raymond d'Auriol (*Inventaire des titres de la famille de Peyronnencq*, qui faisait partie, en 1867, des archives de M. de la Barre, à Bordeaux). Ces seigneuries passèrent dans la maison de Vassal par le mariage d'Aigline d'Auriol avec Pierre de Vassal. Ce dernier eut entre autres enfants, Guillaume de Vassal, le jurisconsulte, et Raymond de Vassal, père et oncle de Gamude.

(2) Original parchemin faisant partie des archives de M. de Vassal, à Saint-Antonin; — Archives de l'auteur.

(3) En 1386 Gamude, épouse de Pierre de Verneuil, donne procuration à son mari pour vendre certains biens, à l'effet d'éteindre les dettes provenant de la succession de son oncle Raymond de Vassal... [Acte passé à Figeac par F. Dinol, notaire (Archives de l'auteur)].

(4) En 1406, arrentement par le procureur de *nobilis Gamude Vassalis uxoris Bernardi de Albusso, Sarlatensis diocesis* » de deux terres à Saillac et d'un pré dans la paroisse de Cavagnac (Archives de l'auteur).

rut, vers 1420, sans laisser de postérité, faisant son principal héritier *Bernard Stephani de Valon*, auquel elle substitua ses enfants, et donna le reste à Gilbert de Rasiols, son proche parent (1).

Guischard de Valon, comme seul représentant des Valon de Gigouzac, hérita de l'avoir de Gamude. C'était une succession importante en apparence, mais qui en réalité présentait plus de surface que de fond. Les legs faits à la Chartreuse de Cahors par Guillaume, Raymond et Jean de Vassal (2); le paiement des dettes de Raymond de Vassal, de Delphine de Pommiers (3); les dépenses occasionnées par les procès avaient amoindri sa fortune. Par surcroît cet héritage restait embrouillé, mal limité, grevé de procès, notamment celui de Guy de Peyronnencq au sujet de *Saint-Clair*, *Saint-Chamarand*, *Saint-Circ-de-Bel-Arbre* qui devait se prolonger indéfiniment (4). Ajoutez à cela le peu de revenus des biens par suite du déguerpissement et de la grande misère des campagnes. — Tel était l'état de cette succession au moment où les Valon la recueillirent, et encore ne pourront-ils pas la conserver entièrement (5).

Après 1426 on perd l'enchaînement des faits historiques; on sait néanmoins que *Guischard*, malgré ses efforts, ne put recouvrer Gigouzac. Cet insuccès ne fut peut-être pas étranger à la défection des seigneurs voisins, les Durfort entr'autres, qui avaient abandonné le parti du roi à la

(1) Cf. pp. 157 et 158 et note 1 de la page 159.

(2) D'après les testaments et codicilles dont les originaux se trouvent dans les archives de M. de Vassal, à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne).

(3) Voir la note 3 de la page 186.

(4) Ce procès fut continué par *Guérin de Valon* en 1448, 1453; par *Jacques de Valon* en 1462, 1478, et enfin terminé, par transaction, par *Pierre de Valon*, vers 1485 (Archives de la famille de Valon).

(5) Les seigneuries de Saint-Clair et Saint-Chamarand furent attribuées aux Peyronnencq à la suite d'une transaction (Cf. le paragraphe III du chapitre XIII).

suite de ses revers (1). Guischard restait donc à Cahors, prêtant son concours à la ville pour repousser les attaques dont elle fut l'objet. — Lors du grand pardon de Rocamadour, en 1428, il se joignit à la foule des pèlerins venus en si grand nombre, dans ce lieu, qu'on ne put les loger (2), et mêla ses accents aux prières ferventes qui contribuèrent à mettre fin à « la grande pitié du royaume de France ». *Jean de Valon*, seigneur de Thégra, habitait Rocamadour depuis que les Anglais l'avaient chassé de Thégra ; c'est dans sa « *maison forte* » qu'il dut donner l'hospitalité à Guischard. Les Valon de Gigouzac et de Thégra se rencontraient aux pieds de la Madone dans une heure angoissante et, meurtris par l'infortune, lui adressaient les mêmes supplications.

Que devint ensuite le seigneur de Gigouzac ? s'enrôla-t-il dans les troupes groupées autour de Jeanne d'Arc, ou continua-t-il à guerroyer dans son pays ? on l'ignore ; toujours est-il qu'il mourut entre 1430-1433, victime, sans doute, de son patriotisme. — Il paraît n'avoir laissé qu'un fils, *Guillaume* (Cf. Tableau III, p. 142), qui aurait eu pour parrain son oncle, Guillaume de Valon (3).

§ VI. — GUILLAUME DE VALON assumait une lourde charge en prenant, à la fleur de l'âge, la succession de Gigouzac dans des temps aussi bouleversés. Il aurait été très intéressant de connaître le rôle qu'il a joué à la fin des guerres ; malheureusement les documents, trop rares, de

(1) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 379.

(2) *Rocamadour*, par E. Rupin, p. 152.

(3) Les généalogistes n'ont pas connu *Guischard*, encore moins *Guillaume*. Ce dernier est sûrement fils de Guischard parce que : 1° *Jean de Valon*, seigneur de Thégra, marié en 1398, sur six enfants n'en a eu aucun du nom de Guillaume ; 2° *Guérin de Champiers*, marié en 1400, sur dix enfants n'en a eu non plus aucun prénommé Guillaume ; 3° enfin *Guillaume de Valon*, marié en 1410, d'après le testament de Géraud de Madic, son beau-père (1414), n'a pas laissé de postérité.

cette époque, n'en ont pas gardé trace. Il est mentionné seulement dans un acte passé à Gourdon, en 1435-1436, par lequel il vend à Guillaume la Griffolet 6 sols et 4 deniers de rente sur une maison appelée « *la tour franche* », sise à Gourdon à la bande de la Bride, et sur deux jardins dans le faubourg de la Condamine (1). Cette rente provenait de la succession des Vassal (2). — On vendait alors par nécessité les lambeaux du patrimoine. Guillaume n'eut pas d'ailleurs le temps de s'occuper de ses intérêts. Les événements se précipitaient, les Anglais tentaient un effort suprême pour dompter le Quercy et l'ensevelir sous les ruines. Le jeune seigneur lutta, comme ses prédécesseurs, pour la délivrance du foyer et de son pays, et comme eux aussi tomba au champ d'honneur. On ne sait ni la date ni le lieu de son décès; toujours est-il qu'il périt, avant 1440, dans les combats acharnés qui marquèrent la fin de cette interminable guerre (3); il avait à peine 35 ans. — Comme il ne laissait pas d'enfants, les possessions de Gigouzac, Belcastel, la Raymondie, et l'héritage de Gamude de Vassal passèrent entre les mains de son oncle, *Guérin de Valon de Champiers*. Cette dévolution eut lieu en vertu des clauses testamentaires de Gamude parce que Guérin était le dernier survivant des fils de Bernard de Valon.

(1) Extrait d'un manuscrit déposé en l'étude de M^e Linol, notaire à Gourdon, le 8 mai 1897. La vente de *Guillaume de Valon* est postérieure de quelques mois à la fondation de la chapellenie de la Griffolet, qui a été faite le 26 août 1435 par Guillaume la Griffolet. Celui-ci cédait à la chapellenie les rentes achetées à Guillaume de Valon (Archives de l'auteur).

(2) Les *Stephani de Valon* avaient des biens à Gourdon qu'il ne faut pas confondre avec ceux de Gamude de Vassal. Ces biens appartenaient aux *Stephani de Gigousac* et non à ceux de Martel, et au moment de l'échange de 1408 ils ne devaient plus faire partie du patrimoine des Valon.

(3) *Guérin de Champiers* est qualifié noble et puissant homme dès 1442, titre qu'il ne prit que lorsqu'il fut en possession des biens du Quercy (Archives de la famille de Valon).

CHAPITRE XI

Parenté et relations des Stephani de Valon aux XIII^e et XIV^e siècles

Parenté et relations des Stephani de Valon avec les familles : de Belcastel (Belcastel); — Béraldi (Boissières); — Bonafos (Thédirac); — de Cavagnac (Cavagnac); — de Champiers et de Rochefort (en Limousin); — de Clermont (Linars); — Duèse (Cahors); — d'Engoulême (Concorès); — de Garis (Clermont près Linars); — de Gasc (Thégra); — de Goudou ou de Godor (Goudou); — de Marquès; — de Miers (Miers); — de Petra Guillelmi (Gigouzac); — de Petrilla (Peyrilles); — de Rassiol (Vaillac); — de la Roque (Montamel); — de Saint-Clair (Saint-Clair); — de Vassal (Freyssinet); — de Vérolh ou Verneuil (Puylévêque).

Grâce aux archives du Vatican nous avons pu avoir des détails plus complets sur les alliances et la parenté des seigneurs de Gigouzac pendant les XIII^e et XIV^e siècles. Nous devons encore bien des remerciements à M. l'abbé Albe pour les éclaircissements précieux qu'il nous a donnés à ce sujet. Nous terminerons, par cet aperçu rétrospectif, tout ce qui a trait au moyen âge.

Famille de Belcastel. — *Jean Stephani* (Martel) hommage en 1362 à l'évêque de Tulle, pour ses possessions de Belcastel provenant de la dot de N... de Belcastel qu'il avait épousée, vers 1350, et de la dot de N... de Belcastel, mariée vers 1290 à son grand-père, *Bernard Stephani*, sei-

gneur de la Raymondie (1). C'est à cause de cette parenté que Guillaume et Raymond de Belcastel assistent comme témoins à la transaction passée, le 8 mars 1316 (n. s), entre *Raymond de Valon* seigneur de Thègra, Rigal de Cavagnac, et Pierre de Cornil archiprêtre de Thègra (2); pour le même motif Bernard de Belcastel, prévôt de Tulle, fut témoin de la transaction, du 2 octobre 1331, entre Géraud de Cornil, *Raymond de Valon* et Rigal de Cavagnac, tous coseigneurs de Thègra, au sujet des fourches patibulaires de cette seigneurie (3); pour la même raison Raymond de Belcastel fut témoin de l'accord survenu, en 1343, entre *Guérin de Valon*, seigneur de Thègra, et Bertrand de Miers (4). Pour la même raison enfin, le nonce *Pierre Stephani* (Martel) résigna, en 1332, le prieuré de Saint-Phébade (d'Agen) en faveur de Guillaume de Belcastel (5). Cette famille possédait des bénéfices à Tulle et à Naves (en Limousin) du temps des évêques de Tulle, Arnaud de Saint-Astier et Arnaud de Clermont (1317-1337), étroitement unis avec les Stephani de Valon (6). *Jean Stephani* (Martel), par son mariage avec N... de Belcastel, devenait le beau-frère de Fine de Lentilhac, dont la mère avait épousé en premières noces N... de Belcastel. Fine de Lentilhac se maria à Guillaume de Vassal, le chevalier jurisconsulte, et leur fille, Gamude ou Gauzide, n'ayant pas eu

(1) Arch. Nat. Q¹, 146¹, registre d'hommages (xiv^e et xv^e siècles) de la vicomté de Turenne; — cf. pp. 144, 145, 155, 157, 158, 159.

(2) ...Acta fuerunt apud Tegradum presentibus domino Guillelmo de Bellocastro, preceptore hospicii Beate Marie Rupis Amatoris, Rigaldo de Mier et Raymundo de Bellocastro domicellis..... (Arch. de la famille de Valon).

(3) Arch. de la famille de Valon.

(4) *Ibid.*

(5) Arch. du Vat., Jean XXII, Av. 40, f^o 539; — cf. p. 145; — Guillaume de Belcastel, témoin en 1316, doit être probablement le même que celui de 1332.

(6) *Maison d'Hébrard*, par l'abbé Albe. Cahors, 1905, p. 202; — cf. p. 51 et 52.

d'enfants, fit héritier, au début du xv^e siècle, *Bernard Stephani de Valon* (Martel) ou ses enfants⁽¹⁾. Par les Belcastel, les Valon se trouvaient apparentés aux familles alliées avec cette grande maison (vicomtes de Turenne, Gourdon, Cardaillac, Thémines, Castelnau, etc.).

Famille Béraldi. — Les fiefs du Py et Saint-Denis, qui appartenaient à cette maison et que l'on trouve, en 1408, parmi les possessions des seigneurs de Gigouzac⁽²⁾, ont dû être donnés en dot, vers 1332, à N... Béraldi lors de son mariage avec *Pierre Stephani* (Gigouzac)⁽³⁾. Son beau-père, Hugues Béraldi, choisit en 1335 pour un de ses exécuteurs testamentaires, *Raymond Stephani*, seigneur de Gigouzac, père de Pierre⁽⁴⁾. Plus tard *Bernard Stephani*, notaire apostolique, demanda et obtint le canoniat de Cahors, de feu Jean Béraldi, plus important que celui qu'il tenait déjà dans cette église (1354)⁽⁵⁾. *Pierre Stephani*, par son mariage avec N... Béraldi, devenait le beau-frère de Raymond-Bernard de Durfort (l'héritier de la maison de Boissières) et le parent de Fortanier de Gourdon.

Famille Bonafos. — Elle était possessionnée à Thédillac, Rampoux, Gigouzac, Mechemont, et dans le Haut-Quercy à Montal ou Saint-Pierre⁽⁶⁾. *Raymond de Valon*, seigneur de Gigouzac, épousa, vers 1380, Valérie Bonafos de Saint-Pierre qui avait des biens à Gigouzac⁽⁷⁾. Les Bonafos de Saint-Pierre paraissent être un rameau des Bonafos de Thédillac, et ceux-ci, comme les Bonafos de Presque, devaient se rattacher au tronc commun des Bonafos de

(1) Cf. pp. 157 à 159, texte et notes.

(2) Échange des seigneuries de Gigouzac et de Thégra entre *Jean de Valon* et *Bernard Stephani de Valon* (cf. pp. 135 et 136).

(3) Cf. pp. 50 et 55.

(4) Cf. p. 54, texte et note 3.

(5) Arch. du Vat., Innocent VI, *Par.* 1, t. VI, f^o 224; — cf. p. 85.

(6) Cf. pp. 35, 36 et 37.

(7) Cf. p. 127.

Pestillac (1). Jean de Miers, fils d'Adhémard, s'était marié à Marguerite Bonafos de Saint-Pierre, et *Jean de Valon*, fils de Raymond, seigneur de Gigouzac, épousait, en 1398, Antoinette de Miers, sœur de Jean (2). Plus anciennement on trouve trace des relations entre les Valon et les Bonafos; on voit, en effet, Amalvin et Arnaud Bonafos qui figurent, avec *Guillaume de Valon*, dans une enquête sur la mouvance du château de Brassac, dans le Bas-Quercy (1246) (3). En 1363, Pierre Bonafos est témoin de l'hommage de *Guérin de Valon*, seigneur de Thégra, à Bertrand de Terride, seigneur de Gramat (4). C'est par les Bonafos et les La Roque que les relations de parenté se sont établies entre les Valon et les de Guerre, seigneurs de Mechmont, relations qui iront grandissant, puisqu'au xv^e siècle *Jacques de Valon* deviendra le beau-frère de Jacques de Guerre (5).

Famille de Cavagnac. — L'alliance avec les Stephani de Valon est prouvée par une bulle de Clément VI où il est dit que Guillaume de Cavagnac, chanoine du Puy, était cousin (consanguinee sue) d'*Albria de Valon*, religieuse au couvent de la Daurade, à Cahors (6). Celle-ci, fille de *Raymond de Valon*, seigneur de Thégra, devait avoir pour aïeule N... de Cavagnac, mariée à *Pierre de Valon*. Ce n'était pas la première parenté. Par l'union

(1) Cf. pp. 36, 37 et 127.

(2) Cf. p. 129.

(3) Arch. Nat., carton J, 1030 du Trésor des chartes, n° 71; — *Bulletin archéologique du Tarn-et-Garonne*, 1883, t. XI, pp. 277 à 284.

(4) Archives de la famille de Valon.

(5) Cf. la fin du paragraphe I du chapitre XIII.

(6) Supplicat S. V..... Guillelmus de Chavanhaco, canonicus Anicensis, quod sibi et fratri suo Jacobo et *consanguinee sue Albrie de Valon*, moniali B. M. Deaur. Caturc. concedere dignetur plenam peccatorum suorum indulgentiam in articulo mortis (Clément VI, *Suppl.* 5, f° 117).

d'*Arnaud Stephani* avec N... Gasc et le mariage de *Bernard Stephani* avec Guillemette de Valon (xiii^e siècle), les Stephani de Valon se trouvaient déjà alliés aux Gasc, Cavagnac et Cornil (1). Ils avaient hérité, vers 1281, des possessions de Raymond Gasc à Thégra (2), et, au siècle suivant, des biens des Cornil dans cette localité (3). Les Cavagnac étaient aussi parents des Vassal, alliés aux Stephani (4). Au début du xiv^e siècle, les mariages d'*Adhémar de Valon*, seigneur de Thégra, avec Hélis de Guiscard puis avec Marguerite de Guiscard, filles de Raymond (héritier des Cavagnac), uniront davantage les deux maisons et feront entrer, dans le patrimoine des Valon, les fiefs que les Cavagnac possédaient à Thégra (5).

Familles de Champiers et de Rochefort (en Limousin). — Par le mariage, vers 1377, de *Bernard Stephani* (Martel) avec Florence de Neuvic de Champiers, famille possessionnée à Neuvic, Saint-Angel, etc., les Stephani de Valon s'étaient alliés à plusieurs familles du Limousin (6). Nous en parlerons plus longuement au chapitre suivant. Le cardinal Hugues de Rochefort Saint-Martial, fils de Gérald et de Claire de Neuvic de Champiers, fit obtenir, en 1394, à *Pierre et Guillaume Stephani de Valon*, ses proches parents, un canonicat à Cahors avec expectative de prébende (7).

(1) Cf. pp. 18, 22 et 25.

(2) Cf. p. 25.

(3) Cf. note 1, p. 129; p. 137, et note 3.

(4) *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 3^e partie, pp. 35 et 36; — *Annales de Saint-Louis-des-Français*, 1904.

(5) Archives de la famille de Valon.

(6) Cf. le paragraphe I du chapitre XII, ainsi que le tableau généalogique.

(7) Item supplicat quatenus nobili *Petro Stephani de Valon*, clerico, Caturcensis diocesis, studenti in primitiis in studio Caturcensi, de genere et proxima parentella reverendissimi in Christo patris domini cardinalis de Sancto Martiale specialem gratiam..... de co-

Famille de Clermont. — L'intimité entre les Stephani et les Clermont était si étroite qu'il fallait, pour l'expliquer, plus que les liens de l'amitié, ceux du sang. Les archives locales ni celles du Vatican ne parlent de cette parenté; mais elle peut s'étayer sur les bases ci-après : Les Saint-Astier (Dordogne) s'étaient fondus dans les Clermont (de Linars) vers la fin du XIII^e siècle. Arnaud de Saint-Astier et Arnaud de Clermont, son neveu ou proche parent, successivement évêques de Tulle de 1317 à 1337, furent « *personæ gratæ* » à la cour de Jean XXII. C'est probablement grâce à leur influence que les Stephani ont eu des bénéfices en Périgord (1). Bertrand de Clermont, frère de l'évêque, faisait partie de l'entourage de *Bernard Stephani*, le protonotaire, c'était son familier. La plupart des actes concernant les Clermont-Saint-Astier se passaient dans la maison de *Bernard Stephani*, le chef de la chancellerie. C'est là où, le 30 septembre 1334, l'évêque Arnaud de Clermont « nomma des procureurs pour recouvrer une « somme donnée à l'abbaye de Rocamadour (qui relevait « des évêques de Tulle) sur le péage de Tarascon par le « feu roi Charles II, roi de Jérusalem et de Sicile, comte « de Provence, etc. » (2). — Les Stephani furent les bien-fauteurs des Clermont-Saint-Astier dans maintes circonstances; c'est ainsi que *Bernard Stephani*, le protonotaire, en sa qualité d'archidiacre d'Aunis, donna à Bertrand de Clermont l'archiprêtré de Saint-Jean-d'Angély (3). *Pierre Stephani*, seigneur de Gigouzac, demanda en 1360, en faveur de son cher Golfier de Saint-Astier, le canoniat que feu Réginal de Saint-Astier, son oncle, possédait en l'église Saint-Séverin de Bordeaux (4). Les Clermont, à

nonicatu sub expectatione prebende ecclesie Caturcensis..... 10 kal. novembris an I, Benoît XIII (Benoît XIII, *Suppl.* 77, f^o 202).

(1) Cf. p. 74.

(2) *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 4^e partie, p. 215.

(3) *Ibid.*, p. 217.

(4) Arch. du Vat., Innocent VI, *Suppl.* 31, f^o 250.

leur tour, rendirent aux Stephani de Valon de Thégra des services analogues à ceux qu'ils avaient reçus des Stephani de Gigouzac. Les évêques de Tulle, Arnaud de Saint-Astier et Arnaud de Clermont, étaient en même temps abbés et seigneurs de Rocamadour ; à ce titre ils donnèrent aux Valon de Thégra, qui remplissaient les fonctions de viguiers, des immeubles et rentes dans le bourg et transigèrent avec eux au sujet des droits sur la vente des sportelles. — Les Clermont et les Garis, coseigneurs de Clermont, paraissent être de la même famille ; ceux-ci étaient apparentés aux Roffilhac, aux Valon, etc. (1).

Famille Duèse. — Les Stephani de Valon, du temps de Jean XXII, comptaient douze membres au moins à la cour d'Avignon ; ce nombre témoigne de leur mérite, mais aussi d'une parenté avec la famille du pape. Nous n'avons pu contrôler cette parenté, cependant *Guibert Stephani*, frère de Bernard le protonotaire, a dû épouser très vraisemblablement, vers 1315, N... de Lapérarède, et s'être fixé à Lapérarède (Castelnau-Montratier). Les Lapérarède étaient parents des Duèse (2). Ce qui semble confirmer cette alliance Stephani-Lapérarède, c'est d'abord les ruines du château de Lapérarède, qui porte encore le nom de « tour d'Estienne » (Stephani) (3) ; cette tour est du XIV^e siècle. C'est ensuite parce que *Guibert Stephani* devint le « *socius* » d'Arnaud Duèse, vicomte de Caraman (4), et que son fils, *Arnaud Stephani*, fut comblé par le cardinal Arnaud de Via, neveu du pape, et par le cardinal Jean de Caraman, fils d'Arnaud Duèse (5). Cette alliance ne fut sans doute pas étrangère aux faveurs de Jean XXII à l'égard des Stephani, dont le nombre d'ailleurs

(1) Cf. note 1, p. 52.

(2) Cf. p. 42 ; note 1, p. 45 et p. 86.

(3) *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 2^e partie, pp. 144, 145, 146 ; — cf. note 1, p. 45.

(4) Cf. note 3, p. 42.

(5) Arch. du Vat., Innocent VI, *Suppl.* 26, f^o 103 ; *Suppl.* 29, f^o 14.

à la curie est assez significatif. On peut citer encore d'autres témoignages : En 1324 *Bernard Stephani*, le protonotaire, est choisi comme exécuteur testamentaire de l'évêque de Cahors, Guillaume de Labroue, parent probable du pape (1). De 1324 à 1333, quand le roi d'Angleterre s'adresse aux neveux du pape, pour recommander ses affaires, il nomme *Bernard Stephani* le chef de la chancellerie (2); celui-ci assiste aux derniers moments de Jean XXII (3).

Famille d'Engoulême. — *Pierre Stephani*, seigneur de Gigouzac, a dû se marier vers 1280 avec N... d'Engoulême (famille de Concorès), comme semblent le confirmer les faits ci-après. *Pierre Stephani*, son petit-fils (damoiseau du pape), demande en 1349 en faveur de son cher cousin (*dilectus consanguineus*) Guillaume d'Engoulême, moine de Tulle, un bénéfice avec dispense, Aurillac ou Conques (4). — *Bernard Stephani*, notaire apostolique, sollicite en 1352 pour son cher cousin (*dilectus consanguineus*) Bertrand d'Engoulême, un canonicat de Saintes (5). Le même *Ber-*

(1) Arch. du Vat., Jean XXII, Vat. 112, ep. 421, f° 92. — D'après un fragment du manuscrit des dominicains de Toulouse, Guillaume de Labroue était « issu du même sang que le pape » *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 2^e partie, p. 275).

(2) Rymer, *Acta et fœdera*, t. II, 2^e partie, pp. 582, 699 752, 766, 780, 814, 854. La plupart de ces lettres portent le titre de : « *Ad nepotes papæ* » et le nombre des personnages est de quatre : Arnaud Duèse, Pierre de Via, Arnaud de Trian et *Bernard Stephani*.

(3) Archives du Vatican, Jean XXII, *Miscellanea cameraria*, *Collector*. n° 380.

(4) Supplicat S. V. humilis servitor vester *Petrus Stephani*, domicellus, quatenus *dilecto consanguineo suo Guillermo de Engolisma*, monaco Tutellensis, beneficium..... (Clément VI, *Suppl.* 19, f° 78).

(5) Supplicat S. V. devotus notarius vester *Bernardus Stephani* quatenus eidem gratiam facientes in personam *dilecti consanguinei et familiaris sui Bertrandi d'Engolisma*, clerici, de canonicatu et prebenda ecclesie Xantonensis (Clément VI, *Suppl.* 23, f° 58).

nard Stephani est nommé parmi les exécuteurs testamentaires d'Hugues d'Engoulême, évêque de Carpentras (1346)(1). D'autre part *Pierre Stephani* était par sa mère, Bertrande de Vassal, petit-fils d'Aloïs d'Engoulême (2).

Famille de Garis. — En 1332, Pons de Garis (de Clermont paroisse de Linars) épousait Mathe de Roffilhac, fille d'Hugues, demeurant à Pinsac. La dot de la mariée fut garantie par plusieurs seigneurs, proches parents, entre autres par *Pierre de Valon* (de Montvalent), fils de Raymond, seigneur de Thégra (3). La famille de Garis paraît être la même que celle des Clermont, seigneurs de ce lieu, dont nous avons fait connaître les relations intimes avec les Stephani. Elle s'est fondue plus tard avec les Toucheboeuf et a formé la souche des Clermont-Toucheboeuf. Les Garis devaient être aussi un rameau de la puissante famille des de Guerre (baronnie de Mechmont), seigneurs suzerains de Clermont (4). Les Stephani vivaient en bon rapport avec les de Guerre, puisqu'en 1343 Guyon de Guerre assistait comme témoin à la vente faite par Bozon de Vassal à *Raymond Stephani*, seigneur de Gigouzac (5). Enfin les Garis étaient apparentés, comme les Stephani de Valon, aux Vassal, aux d'Auriol, etc. (6).

Famille de Gasc. — On a déjà relaté l'alliance de cette famille avec la maison de Gigouzac par le mariage, vers 1215, d'*Arnaud Stephani* avec N... Gasc, sœur ou fille de Bertrand Gasc possessionné à Bétaille et à Thégra.

(1) *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 4^e partie, p. 197.

(2) Cf. p. 49.

(3) Extrait d'un parchemin des archives du château de Besse en Périgord; — archives de la famille de Valon.

(4) Arch. Nat. JJ, 11, registre d'hommages p. 93. — Cf. p. 28, note 1.

(5) Document des archives de M. de Vassal, à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne); — Cf. p. 61, et note 1 même page.

(6) *Maison d'Hébrard*, par l'abbé Albe, Cahors, 1905, pp. 158-159.

Partie de ces seigneuries sont entrées dans le patrimoine des Stephani de Valon, vers 1281, après le décès de Raymond Gasc, coseigneur de Thégra (1). Les Gasc étaient alliés aux Cavagnac et aux Cornil (2). Au ^{xiv}^e siècle les relations de parenté se continuent. On voit en effet, en 1334, Raymond Gasc, damoiseau, assister comme témoin à plusieurs actes passés à Avignon dans la maison de *Bernard Stephani*, notaire apostolique, pour l'exécution de bulles en faveur de ce dernier (3). En 1347, *Bernard Stephani* demande pour son cousin (consanguineus) Bertrand Gasc, l'archiprêtre d'Oléron au diocèse de Saintes (4). Celui-ci devait être proche parent de Raymonde Gasc, veuve, en 1337, d'Aymeric de Gourdon, qui épousa à cette date Flotard de Turenne, seigneur d'Aynac (5).

Famille de Goudou ou de Godor. — Les Goudou devaient être originaires du lieu de Goudou, dans la

(1) Cf. p. 25.

(2) E jeu Raimons Gasc en Willems e Nuc, miei fraires, per major fermetat..... donem curador cum major senhor e autregem an Rigal de Cavagnac, Raimon de Cornil, son oncle, arquidiague de Caortz..... (*Coutumes de Thégra*, en 1262, publiées par E. de Rozière en 1870, p. 10).

(3) Actum et datum Avinione in hospitio habitationis *Bernardi Stephani* anno MCCCXXXIII, die ultima mensis aprilis, presentibus Helia de Jaure, rectore, et Raymundo Gasc, domicello, Caturcensis dioc. (Arch. du Vat. Jean XXII, Av. 42, F. 350).

(4) S. V. supplicat devotus servitor et notarius vester *Bernardus Stephani* quatenus Bertrando Vasconis rectori parrochialis ecclesie de Grialone, Caturcensis diocesis, *consanguineo et familiari suo* specialem gratiam facientes, archipresbyteratum Oleironis Xanctonensis diocesis..... (Clément VI, *Suppl.* vol. 14, f^o 141 v).

(5) Flotard de Turenne, seigneur de Saint-Genès et d'Aynac, eut pour tuteurs Guillaume de Thémines, chevalier, et Géraud de Saint-Clair, damoiseau. Il épousa en présence de ses tuteurs, par contrat de l'an 1337, Raymonde Gasc, veuve d'Aymeric de Gourdon, chevalier, etc..... (*Nobiliaire de Nadaud*, t. IV, p. 234). — Géraud de Saint-Clair était parent des *Stephani de Valon*, et Flotard de Tu-

commune de Labastide. On trouve une branche possessionnée au château de Goudou (commune de Corn) et une autre branche à Gourdon. Pierre de Goudou, damoiseau de Gourdon, était le neveu de *Pierre Stephani*, recteur de Saint-Pierre de Gourdon en 1275 (1). Au ^{xiv}^e siècle les relations de parenté gardent la même intimité. C'est à ce titre que Benoît XI charge *Aymeric de Valon* de porter à son évêque, Jean d'Allègres, le pallium que celui-ci devait remettre à Guillaume de Goudou, archevêque de Salerne, originaire du château de Goudou (Corn) (2). En 1332 Raoul de la Roque, procureur d'Arnaud de Vérolh (tous deux parents des Stephani), charge *Raymond Stephani* (Gigouzac) de le remplacer, et à son défaut Simon de Goudou (Gourdon) (3). Celui-ci est témoin de la reconnaissance que fait Gérard de la Noalha (de Montvalent) au même Raymond Stephani, en 1333 (4). *Pierre Stephani* (Gigouzac) fut exécuteur testamentaire de Simon de Goudou (Gourdon), décédé en 1348 (5).

Famille de Marquès. — Par bulle du pape Innocent VI, (1357), le protonotaire *Bernard Stephani* demande pour son neveu, Raymond de Marquès, le prieuré de Saint-Pierre d'Oloron, au diocèse de Saintes, vacant par le décès de Raymond de Langogne, oncle de Raymond de Marquès (6).

renne serait fils de Pierre et de *Dordette de Lavergne-Valon* (*Moréri*, t. VI, p. 641).

(1) Arch. de la mairie de Gourdon, liasse FF, 9; — Cf. note 3, p. 21.

(2) Cf. p. 92.

(3) Arch. du Vat., Jean XXII, Av. 42, f^o 297.

(4) Extrait d'une copie délivrée par la Chambre des Comptes au ^{xviii}^e siècle (Archives du château de Montvalent, Lot).

(5) Arch. du Lot, Fonds de Martel, BB¹; — Cf. p. 67, note 2.

(6) S. V. supplicat humilis et devotus notarius vester *Bernardus Stephani* quatenus Raymundo Marquesii, *nepoti suo*, providere dignemini de prioratu sine cura beati Petri de Lorone, Xantonensis diocesis, vacante per obitum Raymundi de Lanchonia ejus avunculi..... (Arch. Vat, Innocent VI, *Suppl.*, 27, f^o 216).

Raymond de Langogne était, de son côté, le familier, le *socius* et le parent du protonotaire (1).

Famille de Miers. — Les de Miers étaient voisins des Valon de Thégra ; leurs relations remontaient assez haut. Rigal de Miers fut témoin de la transaction passée, en 1316, entre *Raymond de Valon* (Thégra), Rigal de Cavagnac et Pierre de Cornil, archiprêtre de Thégra (2). Bertrand de Miers transigea, en 1343, avec *Guérin de Valon* (Thégra) et Rigal de Cavagnac, au sujet de la juridiction de certains mas dans la paroisse de Thégra (3). Les de Miers étaient, d'autre part, parents des Bonafos de Saint-Pierre, alliés aux Valon de Gigouzac (4). Enfin Anthonie de Miers épousa, en 1398, *Jean de Valon*, fils de *Raymond* qui était alors seigneur de Gigouzac (5). Par les Bonafos et les de Miers, les Valon se lièrent étroitement avec les familles alliées (Pène, Parlan, Lentilhac, Chaunac, Merle, etc.).

Famille de Petra Guillelmi. — Cette famille, dont le berceau était à Gigouzac, entretenait des relations de parenté avec les Vassal et les Stephani ; on en trouve le témoignage dans les actes que nous allons citer. En 1312, Bernard de Petra Guillelmi, clerc, disputait à *Arnaud, Étienne, Guillaume* et *Raymond Stephani* (de Furno) et à Raymond de Furno, leur neveu, la succession de feu Guillaume de Furno (6). En 1326 Hèlie Guillelmi, damoiseau, était témoin, avec *Raymond Stephani* (Gigouzac), de la revente de six setiers froment faite par Bertrand de Lhaubart (de Gourdon), à Bozon de Vassal (de Freysinet) (7). Il est également témoin, avec *Raymond Stephani*

(1) Archives Vatic., Innocent VI, *Solut.*, 17, f^o 114. — *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 4^e partie, p. 197.

(2) Cf. note 2, p. 191.

(3) Archives de la famille de Valon.

(4) Cf. p. 192.

(5) Cf. p. 129.

(6) Extrait des *Olim*, par Beugnot, t. IV, pp. 812-813.

(7) Cf. note 1, p. 50.

de l'acte par lequel le nonce *Pierre Stephani* résigne le prieuré de Saint-Phébade (d'Agen) en 1332 (1). Et pareillement de l'acte de procure passé au Vigan au sujet d'un litige entre le chapitre et *Bernard Stephani*, le protonotaire (1333) (2). Hélie de Guillaume fut exécuteur testamentaire conjointement avec *Pierre Stephani* (Gigouzac), de Simon de Goudou (de Gourdon), décédé en 1348 (3). Il fut aussi procureur de *Pierre Stephani* (Martel), en 1350, dans les affaires concernant la Raymondie (4).

Famille de Petrilla. — Les rapports des Stephani (de Gigouzac) avec les Petrilla (de Peyrilles) existaient de date ancienne. En 1259, Raymond-Bernard de Petrilla et *Raymond Stephani* (Gigouzac) rendent hommage au comte Alphonse de Poitiers pour les possessions qu'ils avaient à Mechmont et Peyrilles (5). Sous Jean XXII, Arnaud de Petrilla était, à la curie, le collègue de *Bernard Stephani*, le protonotaire, et l'exécuteur de plusieurs bulles en sa faveur (6). De même Guillaume de Petrilla et *Raymond Stephani*, nonce en Italie, remplissaient en même temps les fonctions de clerc de la Chambre apostolique ; ils ont rédigé tous deux, en 1330, l'acte d'abjuration de l'antipape de Corbières (7). — Les possessions des Stephani à Pey-

(1) Acta fuerunt hec Avinione in hospitio habitationis..... *Bernardi Stephani*..... presentibus nobilibus *Raymundo Stephani* et Hel. Guillelmi, domicellis..... (Arch. Vat., Jean XXII, Av. 42, f^o 293).

(2) Parmi les témoins de cette procuration figurent : « Nobilibus viris *Raymundo Stephani*, domino de Gigozaco, et Helia Guillelmi, domicellis..... » (Arch. du Vat., Clément VI, t. XXII, f^o 516).

(3) Cf. note 2, p. 67.

(4) Cf. note 2, p. 151.

(5) Arch. Nat., JJ, XI, p. 93 du registre d'hommages ; — Cf. p. 28, note 1.

(6) Arch. Vat., Jean XXII, Vat. 70, ep. 643 et 738 ; 71, ep. 433 ; 73, ep. 845 ; *Comm.* 74, ep. 968.

(7) *Ibid.*, *Armar.* XXXIV, t. II, f^o 44.

rilles devaient provenir d'une alliance avec les Petrilla qui remontait probablement au XIII^e siècle (1).

Famille de Rassiols (Vaillac). — Il devait y avoir anciennement des relations de parenté entre les Valon et les Rassiols, puisque Raymond de Rassiols est témoin de la transaction passée en 1343 entre *Guérin de Valon*, seigneur de Thégra, et Bertrand de Miers (2). N. de Rassiols, en épousant Blanche de Belcastel vers 1355, devint le beau-frère de *Jean Stephani* (Martel), marié à N... de Belcastel vers 1350 (3). Gisbert de Rassiols, son fils, assista au mariage de *Guérin de Valon* en 1400 et à celui de *Guillaume de Valon* en 1410, tous deux fils de Bernard Stephani de Valon ; celui-ci était cousin-germain de Gisbert de Rassiols (4). *Bernard Stephani de Valon* et Gisbert de Rassiols (ou leurs enfants) ont hérité du patrimoine de Gamude de Vassal, leur cousine-germaine (5). Enfin Bernard de Rassiols, de son côté, s'apparentait aux Valon en épousant Aygline de Vassal (6) ; nous avons vu que *Raymond Stephani* (Gigouzac) s'était marié à N... de Vassal vers 1305 (7).

Famille de La Roque. — La parenté des Stephani et des La Roque (de Montamel) est attestée de plusieurs façons. Bertrand de La Roque avait épousé avant 1295

(1) Hommage de *Jean Stephani*, évêque de Toulon, à l'évêque de Cahors pour ce qu'il avait à Gigouzac, *Montamel*, *Peyrille*, etc., 9 décembre 1371 (Archives de la Préfecture du Lot, G 1).

(2) Il s'agissait d'un litige au sujet de la juridiction de certains domaines situés dans la paroisse de Thégra (Archives de la famille de Valon).

(3) Cf. p. 158 et tableau de la note 1, p. 159.

(4) Cf. note 4, p. 158.

(5) Cf. note 6, p. 158, note 3, pp. 185 et 186.

(6) *Histoire de la province de Quercy*, par G. Lacoste, t. III, p. 452 ; — *Histoire des Pairs de France*, par de Courcelles, t. V, article de *Vassal*.

(7) Cf. p. 49.

Raymonde de Vassal (1). *Raymond Stephani* (Gigouzac), de son côté, s'était marié, vers 1305, avec Bertrande de Vassal (2). En 1343 Raoul de La Roque, chanoine de Zamora, et *Pierre Stephani* (Gigouzac), sont procureurs et « conjunctæ personæ » de Bozon de Vassal (3). — Les La Roque étaient parents des Engoulême (4); les Stephani pareillement. — Raoul de La Roque était le familier de *Bernard Stephani*, le protonotaire, et son procureur dans plusieurs affaires (5); celui-ci, en qualité d'archidiacre d'Aunis, lui avait conféré l'archiprêtré de Saint-Jean-d'Angély (6). Le même Bernard Stephani demande, en 1347, un bénéfice pour Arnaud de La Roque, clerc, fils de *N... Stephani*, cousine-germaine du protonotaire (7). — Les deux familles avaient dû s'unir aussi au XII^e ou au XIII^e siècle, comme semblent le témoigner les possessions des Stephani à Montamel (8).

Famille de Saint-Clair. — *Bernard Stephani*, notaire apostolique, demande, en 1352, un canoniat de Cahors pour son cousin (consanguineus) Raymond de Saint-Clair et, en 1357, pour le même, un bénéfice en l'église de Zamora (Espagne) (9). On trouve un autre Raymond de

(1) *Histoire des Pairs de France*, par de Courcelles, t. V, article de Vassal.

(2) Cf. p. 49.

(3) Extrait d'une sentence arbitrale (archives de M. de Vassal, à Saint-Antonin, Tarn-et-Garonne; — Cf. note p. 59.

(4) *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 4^e partie, p. 196.

(5) Arch. du Vat., Jean XXII, Av. 42, fol. 308-309; — Av. 42, fol. 312-313.

(6) *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 4^e partie, p. 217.

(7) Supplicat S. V. devotus servitor et notarius vester *Bernardus Stephani* quatenus Arnaldo de Ruppe, clerico, *consanguinee sue germane filio*, specialem gratiam facientes archipresbyteratum de Rupella dioc. Xancton (Clément VI, *Supp.* 14, f^o 38).

(8) Cf. note 1 de la page 203.

(9) S. V. supplicat humilis et devotus notarius vester *Bernardus Stephani* quatenus Raymundo de Sancto Claro, *consanguineo suo*,

Saint-Clair, damoiseau, témoin, en 1334, de l'acte par lequel *Bernard Stephani* confère la chapelle de Vendôme à Raoul de La Roque (1). Cette parenté devait résulter d'une alliance entre les Saint-Clair et les *Stephani*.

Famille de Vassal (de Frayssinet). — *Raymond Stephani*, seigneur de Gigouzac, épousa, vers 1305, Bertrande de Vassal, fille de Sicard et d'Aloïs d'Engoulême (2). On lui accorda en 1329, pour lui et sa femme, l'indulgence « *in articulo mortis* » (3), et la même année il reçut la reconnaissance des tenanciers de Vaillac et de Beaumat à titre d'héritier de Bertrande, puisqu'il n'avait pas de possessions dans ces deux localités (4). En 1343, *Pierre Stephani* (Gigouzac) est procureur et « *conjuncta persona* » de Bozon de Vassal, petit-fils de Sicard et d'Aloïs d'Engoulême (5). En 1349, il demande pour son cher Vital de Vassal, recteur de Vaillac, un indult de non-résidence (6). — Gamude ou Gauzide de Vassal, fille de Guillaume le chevalier jurisconsulte, fit héritier *Bernard Stephani de Valon* (Martel), son cousin-germain, des biens qu'elle avait à Belcastel, Loupiac, Saint-Circ-de-Bel-Arbre, Saint-Amarand, etc. (7). Par l'alliance avec les Vassal, maison importante et dont les branches étaient nombreuses, les *Stephani de Valon* se trouvaient apparentés à beaucoup de familles de la région (Auriole, Garis, Engoulême, Rassiols, Cavagnac, etc.).

Famille de Vérolh ou de Verneuil (de Puylévêque). — Nous avons mentionné le mariage, vers 1260, de *Raymond*

providere dignemini de canonicatu ecclesie Zamoren. (Arch. Vat., Innocent VI, *Suppl.* 27, f° 216); — Clément VI, *Suppl.* 23, f° 58.

(1) Arch. du Vat., Jean XXII, Av. 42, f° 309.

(2) Cf. p. 49.

(3) Arch. du Vat., Jean XXII, Vat. 115, ep. 597.

(4) *Extrait de l'inventaire des titres de la terre et seigneurie de Vaillac* (Archives de la famille de Valon); — Cf. p. 50.

(5) Cf. p. 59, note 2.

(6) Arch. du Vat., Innocent VI, *Suppl.* 19, f° 78.

(7) Archives de la famille de Valon; — Cf. pp. 184, 185 et 186.

Stephani, seigneur de Gigouzac, avec N... de Vérolh. Cette union entraîna celle de *Bernard Stephani*, son frère, qui entra gendre dans une famille de Puylévêque (1). Les relations de parenté se continuent pendant le xiv^e siècle. *Raymond Stephani* (Gigouzac) demande, en 1332, canonicat du Vigan en faveur de son cousin (consanguineus) Arnaud de Vérolh (2). *Bernard Stephani*, notaire apostolique, nomme en 1332 le même Arnaud de Vérolh ou Verneuil, son cousin (consanguineus), pour ses affaires de Bonn (Cologne) et lui adjoint, en 1334, son cher cousin (dilectus consanguineus) Galhart de Vérolh, sergent d'armes du roi, pour protéger les convois d'argent (3). En 1344, *Pierre Stephani* (Gigouzac) sollicite pour son cousin (consanguineus), Arnaud de Vérolh, un canonicat de Burgos (4). Pierre de Verneuil, marié à Gauzide de Vassal, vers 1384, était par alliance neveu breton de *Jean Stephani* (Martel) (5); appartenait-il aux Verneuil de Puylévêque ou à ceux de Pinsac? on ne sait. Il est probable que ces deux familles devaient avoir la même origine.

LUDOVIC DE VALON.

(A suivre.)

(1) Cf. p. 29.

(2) *Velaxus episcopus Portugalensis executor ad infrascripta..... nobis ex parte domini Arnaldi Verrolli per nobilem virum Raymundum Stephani, dominum de Gigozaco, consanguineumque dicti Arnaldi.....* (Arch. Vat., Jean XXII, Av. 42, f^o 337).

(3) *.....Bern. Stephani, notarius domini pape, prepositus Bunensis..... noverint quod, ex ordinatione nostra, dominus Arnaldus de Podio alias dictus Verolus, canonicus de Vicano, nosterque consanguineus ac vicarius pro nobis in dicta nostra prepositura Bunensi..... nos volentes impedimentis quantum possumus obviare, facimus nobilem virum Galhardum de Vernolio, servientem armorum regium, consanguineumque nostrum dilectum, procuratorem nostrum.....* (Jean XXII, Av. 42, fol. 295 et 306).

(4) *Supplicat S. V. devotus servitor vester Petrus Stephani quatenus dilecto et speciali consanguineo suo Arnaldo de Vernolio canonico Burgensis.....* (Clément VI, *Suppl.* 3, f^o 133).

(5) Archives de la famille de Valon; — Cf. p. 159.

Le Prieuré-Doyenné de Carennac

CHAPITRE XII

La Paroisse et la Communauté — Les Curés

I

On se rappelle que le monastère de Carennac fut bâti sur le territoire d'une paroisse dite de Saint-Sernin. Sauf les documents relatifs aux premiers temps de la fondation, nous ne retrouvons plus ce nom. Lorsque nous rencontrons quelques chapelains (ou curés) de la paroisse (tels, en 1252, le chapelain Pierre, en 1298 ou 1299 maître Bernard de la Bouriane), les documents anciens qui nous donnent leurs noms nous disent simplement qu'ils sont attachés à l'église de Carennac. Les pouillés nombreux des archives Vaticanes du ^{xiv}^e siècle n'indiquent pas davantage le titulaire des églises. Le premier document qui en fasse mention est la bulle de nomination d'un curé, de 1482; elle dit : vicairie perpétuelle de Saint-Pierre et de Sainte-Foi; d'autres bulles de provisions du ^{xvi}^e siècle disent même : vicairie de Saint-Pierre, comme si la paroisse et le monastère avaient le même patron religieux.

Cependant tous les documents des siècles suivants établissent que le titulaire de la paroisse était bien sainte Foi, la vierge agenaise, dont les reliques furent transférées à Conques en Rouergue, et qui fut si populaire pendant tout le moyen âge. Mais nous ne trouvons pas trace d'une église Sainte-Foi (1). La chapelle du cimetière, que certains assuraient être l'ancienne église paroissiale, avait pour titulaire

(1) Cependant le curé Miquel prend possession, en 1697, « devant l'église Sainte-Foi »; mais c'est là une erreur, il s'agit de la chapelle du cimetière, où pendant les deux derniers siècles l'on installait les nouveaux curés, où l'on enterrait les curés ou vicaires décédés.

Notre-Dame (1), et nous avons vu qu'elle avait été bâtie, comme chapelle de dévotion, en 1350, par les frères Textoris (chap. IV). Ce qui prouve qu'elle n'était pas paroissiale, bien qu'on y fit parfois des baptêmes, des mariages et des sépultures, qu'on y célébrât les services pour les morts, et même, chose moins ordinaire, bien qu'on y installât les nouveaux

Fig. 28. — Une « Pieta ».

curés, c'est que les religieux ouvraient, au moins depuis la guerre de Cent Ans, leur église aux habitants, pour les offices paroissiaux. Et cependant la chapelle Notre-Dame était toujours debout. La chaire du moutier servait pour les prônes du curé; un autel, dédié à sainte Foi, se dressait, du côté de l'Évangile, en avant de la balustrade qui fermait

(1) Peut-être était-elle dédiée à Notre Dame-des-Douleurs. Alors ce serait de cette chapelle qu'aurait été tirée la *Pieta* qu'on remarque encore à Careonac.

le chœur des moines. C'était là que se disait d'ordinaire la messe de paroisse. Cependant le curé obtenait souvent de pouvoir la célébrer au maître-autel. L'autel de Sainte-Foi

Fig. 29. — Intérieur de l'Eglise.

était muni d'un tabernacle avec ciboire et tout ce qui était nécessaire pour l'administration des sacrements le jour. On gardait, pour le service de nuit, la sainte réserve dans la

chapelle du cimetière. On a vu que la fête de sainte Foi (elle se célébrait alors le 27 avril) attirait à Carennac un grand concours de peuple, et qu'il y avait à cette occasion de belles foires qui furent l'objet d'un accord entre le doyen et le seigneur de Gramat, au ^{xiii}^e siècle. Sainte Foi est représentée à la gauche de saint Pierre dans le sceau du doyen de Carennac. (Voir le titre).

Outre sainte Foi, Carennac honorait de sa dévotion le

Fig. 30. — Une statue de pierre.

compatriote et le contemporain de la martyre d'Agen, martyr comme elle, saint Caprais, à qui était dédiée la chapelle la plus rapprochée du fond de l'église. C'était là que les La Regaudie avaient leur sépulture; aussi quelques documents l'appellent-ils chapelle La Regaudie. En 1655, elle était pavée; en 1658, on y mettait une balustrade.

Saint Roch était encore plus en faveur que saint Caprais. Il avait sa chapelle, appelée quelquefois chapelle de M. le Doyen, entre celle du Saint-Esprit et celle de sainte Cathe-

rine. On conservait de lui quelques bonnes reliques enfermées dans un reliquaire en forme de bras qu'on exposait au jour de sa fête. C'était ce jour-là, ainsi que dans bien d'autres paroisses, que les gens de Carennac célébraient leur fête patronale. Il y avait une confrérie de saint Roch. De 1623 à 1655 cette confrérie comptait près de 80 membres ; vers cette date le nombre diminuait, à cause de la prépondérance d'autres confréries, celle de Notre-Dame et surtout

Fig. 31. — Statue de saint Liaubès (?).

celle du Saint-Sacrement, réorganisée sans doute alors sur les instances de Mgr Alain de Solminihac, comme en tant d'autres paroisses du diocèse.

Un autre saint, moins connu, était en grand honneur à Carennac. C'était saint Léobon, ou Liaubès (1), dont le reli-

(1) Saint Léobon. Il est bon toutefois de noter que certains documents écrivent : saint Léobin et qu'il pourrait être question de saint Lubin ou Léobin de Poitiers, qui fut abbé de Brou et évêque de Chartres ; d'autre part la forme *Liaubès* pourrait provenir de *Lubatus* (saint Lubais), disciple du Cadurcien saint Ours, qui fut abbé de Sennevières, au diocèse de Tours, tous deux également du vi^e siècle.

quaire est signalé parmi les objets précieux que les révolutionnaires retirèrent de l'église pour en faire une offrande sur l'autel de la patrie. On venait de plusieurs paroisses à la ronde, et même du Limousin, faire des neuvaines devant les reliques et la statue du saint, pour obtenir la guérison des jeunes filles « qui ont les pâles couleurs ». Ce saint du Limousin, ou plutôt de la Marche (il vivait au ^{vi}^e siècle) était également vénéré au prieuré de Valbeneyte (1), où l'on

Fig. 32. — Sainte Catherine d'Alexandrie.

venait en pèlerinage. Jadis il y avait dans notre diocèse une église dédiée à saint Liaubès non loin de Cazillac. Saint Liaubès n'avait pas, à Carennac, de chapelle particulière, du moins à notre connaissance. Il va sans dire que ses reliques sont perdues, du moins l'authentique avec les autres qui accompagnaient chaque reliquaire, de façon qu'aujourd'hui on ne saurait distinguer entre les divers ossements renfermés sans aucun nom dans un reliquaire tout moderne.

Entre la chapelle Saint-Roch et la chapelle Saint-Caprais,

(1) Prieuré, tout près de Roche-Peyroux (canton de Neuvic, arrondissement d'Ussel, Corrèze); frère Hugues de Valon en était prieur en 1329.

se trouvait la chapelle Sainte-Catherine, appelée aussi, à la fin du XVIII^e siècle, chapelle de Teilhac, parce qu'il y avait le tombeau de cette famille; les Dunoyer et les Teilhac avaient remplacé les anciens propriétaires de cette chapelle; les Dunoyer y avaient un banc.

Rappelons que l'église comprenait encore la chapelle du

Fig. 33. — Sainte Anne.

Saint Esprit, dont on a fait la sacristie, les autels de Sainte-Anne et de la Sainte-Vierge, de chaque côté du maître-autel dédié à saint Pierre, titulaire du couvent, et celui de saint Joseph, qui faisait vis-à-vis devant la balustrade du chœur à celui de sainte Foi.

La paroisse de Carennac, comme celle de Maniagues, était comprise dans l'ancien groupe ou congrégation foraine de Gintrac et dans l'archiprêtré de Thégra.

Le sacriste du monastère avait naturellement pour principale fonction de s'occuper de l'église ; par suite il prenait une part du casuel ; de là quelquefois des difficultés avec les curés. Bien que présentés par lui ou par le doyen, ceux-ci entraient parfois en conflit avec leurs supérieurs pour des questions d'intérêt. Nous avons vu l'arrangement de 1409. Il y en eut un autre de même nature, en 1649, entre le curé Basclé et Bernard Trapes, religieux syndic du couvent, assistant le sacriste Géraud Lassignac : toutes les oblations en cire, pain et vin, qui se faisaient aux messes des services funèbres, soit dans le moutier soit dans la chapelle du cimetière, comme aussi les offrandes qui pouvaient se faire à l'occasion des baptêmes, devaient être également partagées entre le curé et le moine sacriste ; le curé était chargé d'entretenir à ses frais la lampe du sanctuaire ; il est vrai de dire qu'en général les donations d'huile de noix, directement ou par testament, étaient abondantes, et de plus qu'il y avait un bassin pour la quête qui se faisait à cet effet ; il devait fournir aussi la cire pour les messes.

Un siècle plus tard, les difficultés reprenaient avec le curé Vernhes. Ce procès nous a valu un grand nombre des détails que nous avons pu utiliser pour ce chapitre (1) ; M. Julien de Lachèze, juge royal de Martel, vint en juin 1743 faire une enquête ; de nombreux témoins déposèrent devant lui dans la salle principale du château du doyen : c'étaient entre autres, François Carbonnières, bourgeois ; Jean Dunoier, écuyer, sieur de Sarazac, époux de demoiselle Marie de Taillefer ; Jean-Denis Féral, bourgeois ; Jean Verdier, bourgeois ; Jean Basclé, bourgeois ; Jean Valrivière, bourgeois, et plusieurs anciens vicaires.

Le moutier avait quatre cloches ; une des grandes fut refondue sous le doyen François de Salignac, évêque de Sarlat (2) ; une autre tomba dans la nuit de la Toussaint et

(1) Archives du Lot, G. 24, où sont beaucoup de pièces relatives aux choses débattues entre les religieux et le sacriste d'une part, le curé et le paroissien de l'autre. Procès qui comprend plusieurs années.

(2) Voir 1^{re} partie, chapitre V, fin du premier article.

fut refondue en 1716 aux frais communs de la paroisse, car c'était la règle que le doyen entretenait le clocher, que le sacriste fournissait les cordes et que la paroisse payait la fonte des cloches. On donna à celle-là le nom de Marie-Marthe Sauveterre; une des petites s'appelait Saint-Benoît.

Fig. 34. — Le Cloître et le Clocher.

La question de la sonnerie des cloches fut assez compliquée. Une lettre de M. de Lachèze à l'évêque de Cahors nous apprend qu'elles appartenaient à la communauté, ce qui explique pourquoi elle payait les frais de la fonte; mais que le sacriste agissait pour les sonneries comme si le couvent eût été le seul maître.

Une autre pièce au sujet d'une affaire à propos des bancs des familles nobles ou bourgeoises, nous apprend que le cloître avait un étage supérieur. M. Dunoyer s'était plaint que son banc, placé dans la chapelle Sainte-Catherine, avait été déplacé, sous le prétexte de caser un vieux confessionnal,

mais en réalité pour mettre à sa place le banc de la famille Battut. Dans l'enquête témoigna messire Pierre de Foulhiac, seigneur de Padirac, qui raconta entre autres choses qu'il se promenait *dans le cloître haut* des religieux avec dom Sol, dom Arondeau et M. Jean-François Monmaton, curé de Padirac, lorsqu'on parla de cette affaire, et que de là ils descendirent à l'église pour se rendre compte de l'emplacement des bancs. Le confessionnal fut mis près des fonts baptismaux. Cette enquête fut conduite par messire Théodore-Élizabeth d'Arliquie, écuyer, seigneur de Creysse, lieutenant-général de Martel (août 1746).

Le 1^{er} avril 1778 une autre enquête fut faite par messire Pierre-Joseph de Lachèze, écuyer, sieur de Murel, lieutenant-général du même siège, sur la plainte du curé Monal. Avait-il mécontenté quelque grossier habitant de Carennac? Toujours est-il qu'on avait rempli son confessionnal d'ordures et bordé sa chaire de buissons.

En 1633, dom Georges Bleau, camérier et prieur claustral, passait un acte avec un carrier de Colonges, Jean Antoine, demeurant au château d'Estresses en Limousin, pour le pavage de la nef et des chapelles de l'église. Il devait donner pour chaque carré, à raison de 6 pieds de roy en carré, 20 livres de lard poids de Carennac, et 5 quarts de vin pur, de mois en mois, et 30 livres en argent; si le travail n'était pas commencé et fini dans un délai déterminé, l'ouvrier paierait des dommages-intérêts. Le 5 novembre 1639, nous trouvons une quittance du dit Jean Antoine pour une somme de 607 livres 10 sols et pour la quantité de lard et de vin reçue.

En 1747 il est encore question, mais sans beaucoup de détails, d'un nouveau pavage de l'église.

La communauté s'intéressait beaucoup à toutes ces questions, mais surtout la bourgeoisie, peu à peu plus nombreuse et plus riche, et aussi plus difficile à l'égard des religieux.

En dehors des questions religieuses, nous n'avons pas relevé de détails particuliers au sujet de la vie des habitants

de Carennac. Ils nommaient chaque année des syndics (nous les trouvons au nombre de quatre en 1659), chargés de la répartition de la taille et des autres impositions, ainsi que de la levée des fonds. Comme cette partie de leurs fonctions n'était guère enviée, surtout à la fin de l'ancien Régime, c'est à peu près tout le monde qui passe une fois ou l'autre par l'ennui du syndicat (ailleurs consulat). A la fin de l'ancien Régime, les impositions de Carennac (y compris Maniagues) montaient à la somme de 13,480 livres, plus 272 livres de charges locales. Quant à leurs droits, pour en avoir un aperçu, il suffit de citer les deux faits suivants, indépendamment de ce que nous avons dit à propos de leurs privilèges, toujours conservés.

Nous voyons les syndics de Carennac arrenter, en 1599, au nom de la communauté, une borgne (île temporaire) de la Dordogne, et, en 1659, délibérer avec les principaux habitants pour la refonte du cadastre (1).

Au point de vue de l'assistance publique, nous avons déjà dit que c'était une des charges du clergé de s'occuper des pauvres. Nous n'avons rien trouvé sur l'existence d'une léproserie ou d'un hôpital au moyen âge. La léproserie dut certainement exister. Quant à l'hôpital, il n'en était pas besoin, la population, jusqu'au xvii^e siècle, étant peu considérable (2), et l'infirmerie du monastère pouvant suffire aux besoins des pauvres et des malades.

A la fin du xvii^e siècle, M. Cèbié, prêtre de la Mission, qui devait être supérieur du Grand-Séminaire de Cahors, de 1684 à 1689, installe à Carennac cette confrérie de la Charité, dont j'ai déjà dit un mot, en vertu des pouvoirs qu'il avait reçus de Mgr Louis-Antoine de Noailles (3). Le bureau d'administration de cette confrérie charitable, qui comprenait le curé, fonctionna jusqu'aux premières années de la Révolution.

(1) Archives du Lot, G 24, et *Papiers Valat*.

(2) Cela ressort du fait que cette église n'était pas taxée pour le décime, et de témoignages du xvii^e siècle.

(3) Notes du vicaire Rigal.

La population, sous l'ancien Régime, était, pour les deux paroisses, de près de douze cents âmes; à l'heure actuelle [1913], elle ne dépasse pas beaucoup le chiffre de 800; mais c'est surtout la paroisse de Carennac qui a perdu (1).

II

Voici une liste des curés et des vicaires qui desservirent la paroisse de Carennac, liste bien incomplète sans doute, mais assez suivie pour les deux derniers siècles, grâce surtout à des notes rédigées par le dernier vicaire, M. Rigal, qui a relevé ces noms dans les registres paroissiaux et a ajouté certains détails dont nous avons parfois profité dans les pages qui précèdent. Nous avons pu ajouter quelques noms à sa propre liste, avec diverses archives dont on nous dispensera de donner les trop longues références.

1252. — *Pierre*, cité comme témoin dans un hommage.

1299. — *Messire Bernard de la Bouriane*, de même.

1343. — Avant cette date, *Géraud La Guirie*, mort près d'Avignon où il était allé en villégiature.

1343 (11 sept.). — Il est remplacé par *Raymond Lafaurie*.

1348 (20 oct.). — *Raymond Lafaurie*, décédé, est remplacé par *Guillaume de Calviac*.

1482. — Avant le mois de novembre, *Arnaud Burquier*, mort à cette date.

1482 (nov.). — Cure conférée à *Antoine de Pélaprat*; l'of-

(1) En 1770 il y avait 730 communicants; aujourd'hui il n'y a que 590 habitants. Il faut dire qu'après le Concordat quelques villages furent détachés de la paroisse de Carennac; « tous ceux qui sont au haut de la côte, à gauche du côté de Miers », furent unis à la paroisse de Maniagues et cela ne change pas le chiffre de la population de la commune; mais d'autres furent unis à Bétaille : « les villages situés sur la rive de la Dordogne opposée à Carennac, et les maisons voisines du village de Mazeyrolles » (affiche officielle).

ficiel de Tulle est chargé de lui faire subir l'examen de capacité.

1516. — M^e *Gilibert Sirot*; il assiste à l'hommage du Doyen au baron de Gramat.

1523 (avant nov.). — *Jacques Boudet*, qui résigne.

1523 (nov.). — *Pierre Roquet*, recteur de Saint-Martin de Mercœur, au diocèse de Tulle.

1534 (nov.). — Remplacé par son frère *Jean Roquet*.

1608. — Avant cette date, *Jean Charazac*, démissionnaire.

1608. — A cette date, *Antoine Cosatges*, présenté par le Doyen, M. de Clérans. Cependant ce n'est pas lui qui signe sur les registres de baptêmes. D'après le vicaire Rigal, on ne trouve, de 1605 au 7 mars 1637, que *Aymard Laschaynaux*.

1605-1637. — *Aymard Laschaynaux*, probablement originaire de Carennac.

1643-1670. — *Bernard Bascle*; il était de Martel; on trouve son nom sur les registres du 14 juin 1643 au 1^{er} octobre 1670. Il testait le 27 septembre 1671, et parmi ses légats se trouvait un legs de 400 francs pour les pauvres de Carennac. Nous avons vu qu'il avait fait un arrangement avec le sacriste au sujet des droits curiaux.

1672-1687. — *Jean Bosc*, probablement originaire de Miers; on trouve sa signature du 8 avril 1672 jusqu'à 1687; il mourut le 12 juin de cette même année, âgé de 65 ans; il fut enterré par les religieux dans la chapelle du cimetière [comme la plupart des anciens curés de Carennac]. Il avait été curé de Vayrac.

1687 (11 déc.). — Installation de M^e *Pierre-Joseph Dumas*, de Chapou, paroisse de Tauriac, par l'official de Martel (official du diocèse pour la région de Martel), M. M^e Paul de Termes. Il avait été pourvu par nomination de M. M^e Martial Moulin, archiprêtre de Sarlat, vicaire-général de messire François de Salignac, abbé de Fénelon, le 27 novembre, et venait de recevoir (3 décembre) l'investiture de Mgr l'évêque

de Cahors. On trouve sa signature du 11 avril 1690 au 9 décembre 1696.

1697. — Le 21 juillet, M. Dumas ayant résigné, M^e *Mathurin Miquel*, s'étant fait pourvoir en cour de Rome, prend possession de la cure de Carennac. Il est installé devant l'église du cimetière. Ce curé n'a pas laissé de trace dans les registres paroissiaux, et M. Rigal ne l'a pas connu. Il était docteur en théologie.

1699. — D'ailleurs il fut curé peu de temps. Vers la fin de 1699 paraît *Pierre Marlas*, qui meurt le 19 mai 1725. Il était de Catus.

1725. — Le 25 septembre était installé *Pierre Calmon*, que Rigal dit de Gourdon. Il était de Carluçet, ainsi qu'on le voit par divers actes en faveur de plusieurs de ses parents; il appartenait à cette famille de Calmon qui devait donner à notre département, dans le cours du xix^e siècle, plusieurs hommes remarquables. Il mourut le 10 juillet 1741 ayant résigné, en 1740, en faveur de son vicaire, M. Vernhes.

1740. — *Jean Vernhes*, originaire de la paroisse d'Arnac, en Auvergne, avait été vicaire de M. Calmon, tout de suite après son ordination en 1733. Nous avons vu qu'il avait eu un long procès avec les religieux de Carennac, au sujet de ses droits curiaux. Certaines de ses lettres à leur sujet sont assez vives. Il quitta la paroisse pour la cure de Soucirac, près Gourdon, en mars 1757. C'est là qu'il mourut, en février 1782, âgé de 74 ans.

1757. — *Géraud Delzorts* (un pouillé alphabétique écrit Delort); il était né à Niaudan, en Auvergne; il fut d'abord vicaire-régent, puis curé dès le 28 juin. Il mourut en 1775, âgé de 63 ans.

1775. — *Pierre-François Monal*, originaire de Saint-Céré, fut curé du 1^{er} avril 1775 au 28 août 1784, date de sa mort : il n'avait que 50 ans. Peut-être les déboires dont nous avons parlé avancèrent ils sa fin.

1784. — *Antoine Lalé*. Deux jours après la mort de M. Monal, sur présentation de M. de Lacoste-Ribot, vicaire-

général de Cahors, procureur du doyen de Carennac, il était nommé. Cette rapidité de promotion s'explique parce qu'il était originaire de Miers et vicaire d'Alvignac. Le 4 avril 1789 il était nommé à Prangères, mais il ne consentait pas à quitter son cher Carennac, et son frère, curé de Padirac, allait à sa place dans la cure de Prangères près de Gramat.

On verra quel fut son rôle pendant la Révolution. Il put rester longtemps à Carennac sans être inquiété, revenir, après avoir subi la prison, et exercer le culte, non sans être obligé de se cacher souvent, de 1795 à 1801. Fatigué et malade il donnait sa démission en 1803 ; mais il demeurait dans la paroisse et fut un auxiliaire précieux et dévoué pour son successeur. Il mourut le 9 décembre 1826 et fut inhumé par M. Laborie, curé de Pauliac, dans un caveau pratiqué sous la muraille de la chapelle du cimetière.

Son successeur fut M. *Jean-Louis Layrac*, ancien professeur au collège royal de Cahors, que les lois révolutionnaires forcèrent à partir en Espagne et qui fut nommé curé de Carennac le 17 août 1803.

Les autres curés du xix^e siècle furent :

J.-B.-Florentin Mamayoux (1884-1878) ; *Julien-J.-A. Decros* (1878-1886) ; *François Maury* (1886-1906) ; *Théodore Labrunie* (1906).

LISTE DES VICAIRES DE 1605 à 1789

Il est assez difficile de fournir des listes exactes et complètes de vicaires des paroisses de notre diocèse avant la Révolution, si l'on n'a pas tous les registres paroissiaux, et encore, même avec ce secours, on peut se tromper, si un seul vicaire signe au registre. Il nous faudrait les registres des examens des prêtres que les curés, *qui se choisissaient eux-mêmes leurs vicaires*, présentaient à l'approbation épiscopale. Le dernier vicaire de Carennac avait réuni la liste suivante de ses prédécesseurs en les groupant autour du curé qui les avait choisis.

Vicaire de M. Bascle : *Noël* (5 mars 1650-16 mars 1661).

Vicaires de M. Bosc : *Cassagnade* (1671-16 juin 1673) ;

Balat, ou *Valat* (1677-1678); *Clermon* (13 août 1678-1683); *Antoine Madelbos* (27 juillet 1684-21 juin 1686 et du 12 sept. 1686 à 1688).

Vicaires de M. Dumas : *Lasserre* (24 juin 1690-6 juin 1694); *Depons* (14 juillet 1694-1^{er} déc. 1695); *Rossignol*, de Gramat (1^{er} janvier 1697-2 sept. 1698); *Sigol* (18 sept.-8 déc. 1698).

Vicaires de M. Merlas : *Fontanel* (27 sept. 1702-7 mai 1703); *Hérétiou* (15 sept. 1703-3 nov. 1704); *Lissac* (1705); *Tournié* (1710); *Calmels* (1713); il était curé de Calès en 1733; *Cantarel* (8 juin-22 nov. 1717); *Jean Leymarie* (1723); *Dunoyer*, de Sarazac, paroisse de Saint-Michel (17 janvier-3 juin 1724); en 1746 il était curé de Payzac au diocèse de Sarlat; *Pezet* (1724-1725).

Vicaires de M. Calmon : *Pezet* (1725-1726); il était de Bonneviolle (Prudhomat); *Vernéjoul*, aussi de Bonneviolle (1727); *Challon*, de Bretenoux (25 mai-26 juin 1733); *Jean Vernhes* (21 sept. 1733-10 juillet 1741).

Vicaires de M. Vernhes : *Parry*, de Gignac (2 juillet 1742-5 août 1743); *Jean-Antoine Dellac* (10 oct. 1743-23 mai 1746); il était chanoine de Cahors en 1785; *Laborie*, de Vers (1750); *Regnières*, de Souillac (vers 1572); *François Frégeac*, de Laroquebrou (19 janvier 1755-20 mars 1757); c'est la date de sa mort : il fut inhumé dans la chapelle du cimetière.

Vicaires de M. Delzorts : *Jean-Antoine Grasset*, de Saint-Simon en Auvergne (20 mars 1758-15 juin 1760); il mourut curé de Saint-Laurent de Sénezelles, où il avait été nommé le 5 octobre 1776; *M.-Antoine Petit*, de Lagnac en Auvergne (25 juin 1762-26 mars 1765); il fut curé de Salles en Périgord; *Monal* (1766, peu de temps); *Roques*, de Gourdon (20 mars 1768-9 avril 1769); *Théodore-Élizabeth Jardel*, de Creysse (7 janv. 1770-25 nov. 1771); il était vicaire de Vayrac en 1785; *Pierre Fonrouge*, d'Ytrac en Auvergne (16 décembre 1771-1^{er} octobre 1777).

Vicaires de M. Monal : *Fonrouge*; il est en 1785 vicaire de Maxou; *Sarié* (1778, peu de temps); *Félix Maturié*, de Martel (6 janv. 1779-20 sept. 1780); il fut nommé, à cette date, à Condat près Vayrac; puis, le 19 janvier 1782, à Frayssinhes

d'où il passa par permutation, quelques jours après, à Carlus (même diocèse de Cahors, mais en Périgord); *Michel Rigal*, de Montfaucon, (depuis le commencement de septembre 1784).

Vicaire de M. Lalé : le même *Rigal* que nous retrouvons au chapitre XIV. Il partagea les idées et le sort de son curé au moment de la Révolution. Il fut, après le concordat, vicaire de Saint-Barthélemy de Cahors et se fit remarquer par ses vertus.

Depuis le concordat la paroisse de Carennac n'a pas eu de vicaire.

CHAPITRE XIII

Maniagues

La paroisse de Maniagues faisant partie de la commune de Carennac, il est assez naturel qu'un petit chapitre de cette monographie lui soit consacré.

Au point de vue religieux, Saint-Laurent de Maniagues relevait, nous l'avons dit, du doyenné, mais plus spécialement de l'infirmier du monastère qui avait ce prieuré annexé à sa charge (1). C'était lui qui présentait le curé, ou vicaire perpétuel, à l'investiture épiscopale et qui lui payait sa portion congrue. La paroisse faisait partie de l'archiprêtré de Thégra et de la congrégation foraine de Gintrac. La plus ancienne mention de cette paroisse se trouve dans la bulle d'Alexandre III que nous avons citée à propos des possessions de Carennac au XII^e siècle.

Au point de vue féodal, nous avons déjà vu que le doyen était seigneur de Carennac, vassal de Gramat, mais il n'était pas seigneur de Maniagues. C'étaient les barons de Gramat qui avaient la seigneurie entière de cette paroisse. Ils l'aliénèrent peu à peu. Le 19 janvier 1418 (1419), le noble et puissant seigneur Elzéar d'Aigrefeuille, chevalier, seigneur de Gramat, vendait à certains habitants de Carennac, nobles hommes Jean Guillot, Jacques de Vernhes et Raymond de Cornil, damoiseaux, pour la somme de 300 livres, tous ses

(1) Voici ce que dit l'état de la généralité de Bordeaux de 1630 pour Maniagues (voir au chapitre X ce que nous en avons cité pour les paroisses qui relevaient du doyen) :

« Le sieur de Lavour (écrit Lanane !) en est seigneur, relevant de la viscomté de Turenne, et luy vault trois cens livres. Le dixme s'y lève à l'onze, et vault à l'enfermier de Carennat, trente charges de bled et trente de vin, comme curé dépendant de la nomination dudict doyen de Carennat et de l'institution de Cahors ; partant, le revenu dudict lieu monte trois cens trente charges de bled et trois cens trente charges de vin, et il y a quarente feux. »

droits sur le lieu et la juridiction de Maniagues, à l'exception de l'entière justice, et du droit de lods et ventes qu'il se réservait, et à la condition de l'hommage qu'on lui devait rendre avec le serment de fidélité, et d'une paire d'éperons dorés de droit d'acapte et d'arrière-acapte à chaque mutation de seigneur et de vassal (1).

Nous ne savons pas à quelle date ni de quelle façon la possession de Maniagues revint aux premiers suzerains, les

(1) Lacoste, *Histoire du Quercy*, tome III, p. 363. Voici un extrait du texte de cette vente. Le copiste a mis par erreur Aymar d'Aigrefeuille au lieu d'Elzéar :

In nomine Domini. Amen. Noverint.... quod anno... millesimo quatercentesimo decimo octavo, die vero decima nona mensis januarii, apud Lobressacum.... in præsentia quondam magistri Petri de Portu notarii regii nunc autem vita functi et testium.... personaliter constitutus nobilis et potens vir dominus Adhemarius (*sic*) de Agrifolio, miles, dominus de Gramato.... vendidit, solvit.... et in perpetuum dereliquit nobilibus viris Joanni Guilhoti, Jacobo de Vernhas et Ramundo de Cornilh, domicellis, habitatoribus de Garennaco.... videlicet omnes juris actiones quascumque quod (*sic*) ipse dominus miles venditor habebat et habere poterat in loco et jurisdictione de Manhagas.... excepta jurisdictione omnimoda, alta et media et bassa, ejusdem loci de Manhagas, nec non salvo eidem domino militi venditori laudimia et accapita feudorum dicti loci ad dictum dominum venditorem pertinentia, et etiam salvo et retento homagio et sacramento dicto domino venditori et suis cum uno pare calcarium deauratorum in mutatione domini vel pagesii, et etiam salva et excepta.... herbatgia ejusdem loci; retento per ipsos nobiles.... quod ipsi.... et sui in posterum successores possint et valeant depascere cum suis animalibus.... in dictis herbatgiis de Maignagas et venare et accipere bestias feras cum canibus et tesuris quibuscumque, sive traysa et alia solutione quacumque eidem venditori aut suis successoribus in futurum per dictos emptores.... pretio et nomine pretii videlicet trecentarum librarum turonensium monetæ nunc currentis, quod pretium.... recognovit se habuisse....

Præsentibus Bernardo de Podio habitatore Rupis Amatoris, Bernardo de Bernato, Nicolao Capdie, habitatores (*sic*) de Loubressaco et dicto quondam magistro Petro de Portu.... notario....

....Ego Petrus de Segaria notarius.... manu mea propria grossavi.

(Archives du Lot, F. 241, ff. 125-129 et F. 242; copies sur papier d'un parchemin coté n° 92, ou 572 ou encore 507.)

vicomtes de Turenne (1), mais dès la fin du xv^e siècle, ce n'est pas aux barons de Gramat, c'est aux vicomtes de Turenne que les seigneurs immédiats font hommage. Ainsi en 1488 l'hommage pour le lieu ou *repaire* de Maniagues, avec droits, devoirs et appartenances, et toute justice (on a vu qu'Elzéar d'Aigrefeuille se l'était réservée en 1419) est rendu au vicomte par noble homme François du Boy, seigneur du Boy, de Villemontes en Limousin et de Manhagues en Quercy, en présence de noble François du Saillant (2). A la fin du siècle suivant la même seigneurie appartenait au bourgeois Antoine Lasfargues, habitant de Saint-Céré, et déjà seigneur de La Boisse (près Saint-Céré). Il mariait, vers 1595, sa fille Jacqueline à Jean de Longueval et de Laffargue, fils de François de Longueval, également bourgeois de Saint-Céré. Comme il avait vendu à réméré la dite terre de Maniagues à Jean d'Amadon (2), maître d'hôtel du seigneur de Clermont (le seigneur de Castelnau-Bretenoux), son gendre s'engageait à faire le rachat, au nom des Lasfargues, mais à condition que la terre lui demeurerait hypothéquée pour les sommes qu'il y aurait mises. Et si le mariage ne se faisait pas, Longueval resterait maître de Maniagues jusqu'à ce qu'on l'eût remboursé.

Or, le 5 avril 1601, Antoine Lasfargues, sieur de Maniagues, reconnaissait, tant pour lui que pour sa fille Jacqueline, femme de Jean de Longueval, tenir du vicomte de Turenne la terre et seigneurie de Maniagues, et demandait le renouvellement de la baillette emphithéotique qui lui avait été faite autrefois de cette terre en payant la somme de 7,000 livres; ce qu'ayant obtenu il rendait immédiatement l'hom-

(1) Mais on sait que les seigneurs de Gramat hommageaient aux vicomtes de Turenne pour la baronnie de Gramat, laquelle comprenait entre autres la châtellenie de Carennac (Carennac, Maniagues et Mezels).

(2) Archives nationales, Q¹, 146³, pages non numérotées.

(3) En 1599, Antoine Lasfargue est dit coseigneur de Maniagues avec noble Jean d'Amadon. Ce personnage était parent de la mère du célèbre réformateur des Feuillants, Jean de Labarrière, de Saint-Céré.

mage et prêtait serment au vicomte. Suit dans l'acte le dénombrement de la terre de Maniagues qui confronte avec celle du doyen de Carennac, de l'abbé de Dalon (pour Tauriac), du seigneur de Mier, etc. (1).

Des Lasfargue et des Longueval la seigneurie de Maniagues passa par mariage aux de Lavour de La Boisse.

En 1644, noble Philippe de Lavour, seigneur de Maniagues, hommage aux vicomtes de Turenne pour cette terre et pour le domaine de Donat dans la paroisse de Saint-Médard (2). M. l'abbé Foissac nous apprend qu'en 1685, M. Jean de Lavour vendait cette seigneurie à noble Alexandre de Geniès, écuyer, seigneur de Saint-Maurice (près la Française) et de Cantecor (paroisse d'Alvignac). Ce Geniès appartenait à la famille des Geniès de Langle, dont M. l'abbé Foissac a fait une importante généalogie (3).

Les papiers de cette famille, que M. l'abbé Foissac a eu la facilité de consulter pour composer son travail, nous apprennent que les nouveaux seigneurs de Maniagues ne manquèrent pas de difficultés. Écoutons par exemple cette plainte de la dame de Maniagues, du mois de décembre 1700. C'était Jeanne de Lestrade, fille du seigneur de Floirac; elle était la seconde femme de noble Louis de Geniès, écuyer, sieur de Saint-Maurice (près de la Française, Tarn-et-Garonne). Elle se trouvait au château de Maniagues, en l'absence de son mari, quand se présenta une troupe de plus de trente personnes armées, à la tête desquelles étaient le lieutenant-général de Martel (c'était à cette date M. Hélié d'Arliquie) et son frère. Nous ne savons pas bien le motif de leur démarche; ils se présentaient « sous prétexte de faire un inventaire ». La supplique nous dit seulement qu'ils venaient du château de Saint-Maurice ou Cantecor (4) et qu'ils arrivèrent vers les dix heures du matin, forcèrent

(1) Archives nationales, Q¹, 146^e, ff. 289-292.

(2) Archives nationales, R¹ 466.

(3) Voir *Bulletin de la Société des Études du Lot*, année 1909 (tome XXXIV), et tirage à part.

(4) Le château de Cantecor est appelé de Saint-Maurice parce que c'était la branche des Geniès de Saint-Maurice qui y résidait.

l'entrée du château et y restèrent jusqu'à quatre heures du soir. Vers ce moment, sans doute appelé par la dite dame, accourait de Floirac un de ses frères, mais en apprenant son arrivée le lieutenant-général et ses acolytes allaient à sa rencontre et le chargeaient à coups d'épée, le couvrant de blessures. M^{me} de Geniès ayant voulu « s'opposer à cet assassinat » fut elle-même blessée au bras, d'un coup d'épée que lui donna le lieutenant-général. Pour se justifier, celui-ci, « avant que l'accusation fût instruite », trouva « le moyen de faire fabriquer une information par M^e Lacam, lieutenant de Gourdon » ; et c'est ainsi que fut fait « le procès aux assassins à la requête des meurtriers ». On aimerait savoir le début et la conclusion de cette affaire.

En 1701, maître Jean Couraguet, bourgeois de Paris, vendait à messire noble Jean de Geniès, sieur de la Maurinie (frère de Louis de Geniès), « les droits honorifiques et de prééminence qui appartenaient au roi dans la paroisse de Maniagues », moyennant 55 livres. Mais nous ne savons pas comment ce Couraguet se trouvait le détenteur de ces droits. A propos de ces droits on raconte une anecdote assez amusante dont le héros aurait été le curé Dumas. Celui-ci les contestait à M. de Geniès. Consulté, un homme de loi répondit que le curé de Maniagues ne pouvait se dispenser de donner « au... seigneur haut-justicier tous les honneurs honorifiques tels que les prières nominales, l'encens, l'eau bénite, etc. ». Le curé les contestait, parce que le seigneur exigeait de lui comme des autres habitants la redevance d'un poulet pour droit de four. Il y avait eu, à ce sujet, quelque accord avec les habitants de Maniagues (13 octobre 1776). M. de Geniès obtint un arrêt provisoire. Le premier dimanche après l'intimation de l'arrêt, M. Dumas se serait présenté devant le banc de M. de Geniès et aurait encensé ce seigneur longuement. « C'est assez, » fit celui-ci agacé. « Monseigneur, c'est pour les arrérages », reprit le curé, qui continua encore quelques instants, à la grande joie des paysans ravis de cette malice. M. de Geniès n'aurait plus réclamé les « honneurs honorifiques » (1786).

En juin 1780, M. Philippe de Geniès vendait, sous seing privé, à M. de Sirieys (de Mayrinhac-Lentour), les deux tiers de la terre de Maniagues, « à titre d'inféodation à fief franc et noble », sous la réserve « de la foy et hommage et serment de fidélité, et d'une paire de gants de 30 sols à chaque mutation de seigneur ». En 1783, son beau-frère essayait de reprendre cette terre par droit de retrait lignager.

Nous ne pouvons que renvoyer à la généalogie composée par M. l'abbé Foissac pour l'histoire de cette famille. On verra cependant, au chapitre suivant (article 3), ce qu'il advint d'elle pendant la Révolution. Les de Geniès tenaient livre de maison ou journal des choses les plus importantes concernant leur famille, ce qui a fourni bon nombre des détails déjà rapportés ou que nous donnerons plus loin. En voici un qui ne manque pas d'intérêt au sujet de l'instruction des enfants de familles nobles qui demeuraient loin des collèges renommés. Le 17 mai 1743, M^{me} de Geniès faisait des conventions avec un précepteur originaire du Poitou. Il devait, au bout d'un an, mettre les enfants en quatrième. Il déclarait qu'il n'avait aucune maladie contagieuse; il promettait de n'entrer pas au cabaret, de n'être pas ivrogne, de vivre bien et d'être sage, sans quoi le marché serait nul. Il devait se contenter de l'ordinaire de la famille, à l'occasion il aiderait le seigneur pour faire travailler et pour surveiller les valets; il ferait faire chaque soir la prière aux domestiques. Il lui serait loisible d'aller à la pêche ou à la chasse, quand il le pourrait, après sa classe.

L'église de Maniagues fut ruinée pendant la guerre de Cent Ans et la paroisse abandonnée comme celles des environs, ainsi que nous l'avons dit. Restaurée quand la paix fut faite, elle fut de nouveau ruinée par les protestants, en 1562, « par ung nommé le capitaine de Bessonhie »; mais pas complètement, puisque la nef restait à peu près intacte, ainsi que le chœur. Mais le culte cessa de longues années et les habitants, d'ailleurs en nombre bien réduit, restèrent sans sacrements. Il fallait aller à Carennac, et

il arriva qu'un jour un petit enfant qu'on portait à l'église étant sur le point d'expirer, dut être baptisé « avec l'eau trouvée dans la piste d'un pied de bœuf ».

Chaque année, le jour de la fête patronale, l'infirmier du monastère venait dire la messe où se pressait une grande affluence, car on venait de partout à l'offrande aux reliques de saint Laurent.

Parfois, des prêtres appartenant à des familles du pays y célébraient aussi, tels Barthélemy-Gilbert de la maison de Place, Pierre Gamot, Estève Lacaze, Jean Lostal, Gabriel Cézènes, Pierre Cusol, qui prit même le titre de vicaire.

Mais cela ne faisait pas l'affaire des paroissiens, qui réclamèrent un curé en titre à l'infirmier de Carennac. A la date de ces protestations (vers 1625) c'était M. Aussel. Ne recevait-il pas, outre sa pension comme les autres religieux, le revenu du prieuré de Maniagues : cent setiers de blé et cent bastes de vin ? Avec cela, n'avait-il pas de quoi payer le curé de Maniagues, comme le doyen payait le curé de Carennac ?

Ils s'adressèrent à l'évêque de Cahors, Mgr Siméon-Étienne de Popian. Celui-ci ordonna une enquête. Elle fut conduite par son official Carcavi, qu'assistaient le procureur fiscal Bouzon et le greffier Roquette. Parmi ceux qui furent interrogés nous trouvons Antoine Marbeau, Antoine Solinhac, Pierre Cusol. C'est cette enquête qui nous a fourni la plupart de nos renseignements pour cette période. Le procès-verbal de visite de l'église montre qu'elle était jadis garnie de boiseries, qu'il y avait une tribune, que le clocher consistait en une fenêtre ou pignon à une seule ouverture où se trouvait la cloche pesant un quintal ; que cette église avait dû être agrandie de près de la moitié (traces de la restauration après la guerre de Cent Ans). L'évêque autorisa le rétablissement du culte, pourvu, disait-il, qu'on eût « un prêtre idoyne et capable et de nous approuvé ». Avec sa permission, intimation de son ordonnance fut faite à l'infirmier Aussel (3 octobre 1626).

Celui-ci ayant fait la sourde oreille, l'évêque nomma de

sa pleine autorité maître Pierre Bergougnoux, qui se fit confirmer en cour de Rome. Aussel refusa de payer la portion congrue. D'où procès avec ce curé et avec la communauté de Maniagues. Il prétendait qu'il suffisait que le service fût assuré par le vicaire de Carennac, Aymar Laschenaux, et que le Parlement de Toulouse devait casser les provisions de Bergougnoux. Mais le Parlement le condamnait à payer la portion congrue avec ses arrérages et maintenait le curé nommé par l'évêque (29 avril 1636); mais Bergougnoux, qui demandait 300 livres, trouvait insuffisante la pension de 100 livres allouée par le Parlement; et d'autre part Aussel voulait aller en appel; ils se décidèrent toutefois à faire un arrangement (1). C'est ce qu'il y avait de mieux, et il est regrettable que l'infirmier eût montré jusque-là tant d'obstination.

Cet arrangement, qui eut lieu à Cahors le 13 septembre

(1) Comme ainsi solct que maistre Pierre Bergonioux, prestre, eust esté institué viquaire perpetuel en l'esglize de Maniagues par le seigneur evesque de Caors, et que depuis il eust encore impetré par devoleust en cour de Rome la dite cure, pour cause de quoy il y a eu diverses instances tant devant M. l'official de Caors que en la cour de parlement de Toulouse et au grand conseil entre dom George Aussel, religieux et infermier au couvent de Carennac et prieur de la dite esglize de Maniagues, et le dict Bergonioux, ausquelles instances seroit interveneu le syndic des religieux dudict couvent de Carennac, disant que ledit lieu de Maniagues est assis dans la paroisse de Carennac [ce] qui monstre et justifie assés que la dicte esglize de Maniagues n'est point une esglize paroissiale, et, partant, que le dict Bergonioux l'a mal impétré; a quoy le dict Bergonioux respondoit que, quand ce ne seroit point une esglize parochielle, il estoit neanmoins requis et necessaire qu'un prestre residat au dict lieu de Maniagues pour administrer sur le lieu les sacremens aux habitans, veu le grand nombre desdictz habitans et la distance du lieu de Carennac et l'incomodité que les habitans recevoient d'aler au lieu de Carennac pour ouyr le divin service, recevoir les sacrements et faire administrer le baptesme à leurs enfans, mesmement en temps d'ivern, occasion de quoy, le scindic des htbitans dudict lieu de Maniagues se seroit rendu partie devant le dict sieur official pour demander que le service feust fait et les sacremens administrés sur le lieu, dans la dite esglize de Maniagues, que ung prestre residast

1636, accordait au curé de Maniagues une pension de 33 setiers de blé (froment et seigle par moitié), de 33 bastes de vin, plus la dîme du chanvre.

Noble Philippe de Lavour, docteur et avocat en la cour de Parlement, au siège de Cahors, assistait à cet acte important auquel il avait peut-être contribué en tant que seigneur de Maniagues.

Pierre *Bergougnot* eut pour successeur comme curé Pierre *Boisse* (curé en 1646). Nous n'avons pas d'autres noms que ceux de Jean *Vezi*, docteur en théologie vers 1730; Bertrand *Bénéchie* (1747-1558), et Pierre *Dumas*, qui fut curé au moment de la Révolution, ne prêta le serment qu'avec les réserves les plus expresses et fut encore curé de Maniagues au concordat. Il testait en 1812 et mourait en 1815.

Ses successeurs, au xix^e siècle, furent après trois ou quatre années pénibles (M. *Valrivière*, qui le remplaça, quitta

sur le dict lieu, et a cet effect le seigneur Evesque auroit taxé par provision au dict Bergonioux la somme de cent livres pour son salaire, laquelle taxe auroit esté confirmée par arrest de la cour de parlement, et les parties estoient en voie de continuer les dites instances, scavoir le dict Bergonioux pour obtenir une plus grande adjudication et taxe, et les dictz Aussel et scindic pour l'empescher. Mais voyant qu'il pourroit s'ensuivre une grande involution de procès et de grands frais et despans pour terminer icelluy, est-il que cejourd'hui, treisiesme jour de septembre mil six cens trente six, dans Caors, après midi, regnant Louis par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, devant moy notaire et tesmoins bas nommés, ont esté en leurs personnes ledit dom Georges Aussel, religieux au dit couvent de Carennac et prieur de Maniagues, et dom Guilhaume Belete, religieux et ouvrier du dit monastère de Carennac, faisant tant pour luy que pour les autres religieux du dict couvent, ausquelz a promis de faire apreuver et ratifier le contenu du present contractz. a peine de respondre de tous despans, domaiges et intérestz, d'une part, et le dict maistre Pierre Bergonioux prestres d'autre, lesquelz soubz le bon plaisir de la dicte cour ont convenu et accordé que le dict Procès cessera et prendra fin, auquel ont renoncé... et a toutes ses circonstances et dependances. Davantaige a este convenu que pour faire le divin service et administrer les sacrements ausdits habitans de Maniagues dans la dicte esglize du dict lieu, le dict Aussel prieur et ses succes-

presque aussitôt pour un professorat à Limoges), M. Raynal (1820), M. Jean Jauberthie (1832-1879) et M. Jean-Pierre-Cyprien Lescol, encore curé en 1913 depuis le départ de M. Jauberthie.

M. de Geniès avait fourni le terrain pour bâtir le presbytère. La communauté lui payait pour cela une redevance de 15 livres. Plus tard, quand elle fut unie à celle de Carennac, ce fut la municipalité de Carennac qui paya les 15 livres pour le loyer du presbytère (1790-1791). Ce presbytère fut vendu comme bien national. Nous ne savons pas si M. Dumas le racheta ou s'il en fit bâtir un autre à ses frais. Toujours est-il que par son testament il léguait à la commune de Carennac la maison presbytérale de Maniagues, avec la chambre attenante qu'il avait acquise de M. Geniès, le jardin et le patus situés sur le devant.

Nous venons de parler de la communauté de Maniagues;

seurs bailleront et paieront au dict Bergonioux prestre, de pension annuelle trente trois cestiers de bled, moitié froment et moitié seigle, mesure de Beaulieu, trente trois bastes vin, mesure de Carennac, et oultre ce on luy laissera jouir le dixme de la chanvre, payable la dite pension annuellement scavoir le bled à la Saint Michel et le vin en vendanges; et moyennant ce, le dict Bergounioux sera tenu de faire bien et deuement le service en la dite esglise et ne pourra préthendre plus grand droict ny salaire a l'advenir, renonceant a l'impétration par luy faicte et toutes autres pretancions, et pour plus grande seurété du presant accord, pourront les dictes parties, sy bon leur semble, faire autoriser icelluy et confirmer en la cour de parlement, et à cest effect ont constitué leurs procureurs ceux qui ont cy devant occupé pour eulx en la dicte cour de parlement, pour requérir et consantir la dicte autorization. Et à ce dessus faire tenir, garder et observer les dites parties, chascung en ce que les concerne, se sont obligés toutz et chascungz leurs biens présans et futeurs. Et ainsin l'ont promis et juré présans M^{rs} maistres Pierre d'Olive docteur regent en l'Université dudit Cahors, Philippe de Lauaur docteur et advocat en la cour de parlement, et noble Izaac de Vilars sieur de Cantaloube.

Signé G. Aussel, infirmier, contractant..... P. Bergonioux, contractant; d'Olive, présent; Lavaur, présent; Du Vilars, présent à l'original. Le présent par extraict deuement collationné, Constant.

(Communiqué par M. le curé de Maniagues.)

elle était distincte, jusqu'à la Révolution, de celle de Carennac, comme la paroisse. A plusieurs reprises nous voyons les habitants nommer des syndics ou consuls pour traiter les affaires de la communauté, « répondre des tailles et autres charges ». On verra, au chapitre suivant, d'après les registres municipaux, l'histoire de Maniagues mêlée pendant la Révolution à l'histoire de Carennac, et particulièrement les ennuis de M. de Geniès, la persécution contre le curé, et la spoliation des objets religieux, le soulèvement des femmes en faveur de la reprise du culte, etc.

CHAPITRE XIV

La Révolution à Carennac

Le grand mouvement qui secoua la France tout entière agita le petit village de Carennac comme tous les autres lieux du Quercy. Mais les secousses y furent moins violentes qu'ailleurs. La plupart des villages dans notre diocèse eurent une sorte de paix relative, ceux du moins qui étaient situés en dehors des voies de grande communication (1). Là, sauf exception, les passions n'étaient pas soulevées comme dans les petites villes, il y avait moins de compétitions et de brigues; tout le monde s'y connaissait et partageait les mêmes idées et les mêmes sentiments. Les mêmes personnes étaient conservées à la tête de l'administration, presque tout ce temps, même quand les représentants du peuple demandaient des épurations. On exécutait les nombreux décrets des assemblées de Paris ou des Directoires du département, et les arrêtés des représentants en mission, avec une unanimité fort soumise, mais aussi avec une lenteur qui permettait bien des réserves. On n'avait pourtant pas la pensée de se révolter contre la Loi, dont le nom finit par inspirer plus de terreur que n'avaient pu le faire jamais les plus dures tyrannies seigneuriales; et, lorsque les attermoiements, les commentaires qui permettaient de la tourner, n'étaient plus possibles, les municipaux craintifs en acceptaient sans protestation les plus dures conséquences, celles qui choquaient le plus profondément les sentiments les plus nobles et les affections les plus légitimes. Protester, c'était se rendre suspect. Surtout avec les représentants du

(1) Voir un intéressant travail de M. l'abbé L. Viguié, curé de Frayssinhes, près Saint-Céré, sur « *Une Paroisse rurale pendant la Révolution* », paru dans la *Revue religieuse*; tirage à part. (Cahors, imp. Plantade, 1907.)

peuple en mission il n'y avait qu'à s'incliner ou à se faire mettre en prison. Nos bons villageois s'inclinaient. C'est toujours à l'unanimité que nous voyons les officiers municipaux de Carennac accepter les décrets agréables ou flatteurs du début et les décrets de spoliation et de persécution de la fin qui frappent quelquefois des parents ou des amis. Nous ne ferons pas de cette faiblesse un grief spécial aux habitants de Carennac. Elle se trouvait à peu près partout, et elle se retrouve encore aujourd'hui en beaucoup d'endroits, bien que l'on n'ait pas la prison ou la guillotine en perspective. Du moins la faiblesse du conseil de Carennac alla-t-elle sans grandes violences : l'on ne pourrait pas en dire autant de localités plus importantes.

I. — LE MONASTÈRE

On a vu que le conseil de Carennac s'en était occupé de bonne heure en protestant contre l'attribution du doyenné à l'abbé de Pradt. Tout de suite après avoir reçu la lettre de renonciation du député de la Constituante, il nommait un bureau chargé de la régie des biens nationaux et des détails d'exécution des décrets de l'Assemblée nationale.

Le 4 avril 1790, on décidait de mettre aux enchères la ferme d'une partie des biens du doyenné. Le 11 avril, le frère de l'ancien doyen, le maire Valrivière, et M. Dunoyer, seigneur de Segonzac, l'obtenaient sans concurrents. L'ancien prieur claustral, Antoine Tilhac, était chargé de percevoir les fermages sur lesquels il retenait la pension viagère à laquelle il avait droit.

Le 21, les deux fermiers, en tant qu'officiers municipaux, demandaient au religieux s'il voulait sortir du monastère ou continuer à y résider. Il déclarait que le monastère ayant été supprimé à la mort de l'évêque de Lombez, les autres religieux s'étaient retirés dans leur famille, et qu'il était resté pour acquitter les fondations et faire exploiter les terres. Il demandait à être laissé dans les mêmes conditions. On le lui accordait volontiers. Il était fort bien vu dans

la paroisse et servait de trésorier au conseil de la commune, fonctions qu'il devait garder jusqu'à l'heure de la déportation.

Le 13 juin 1790, le conseil s'occupe de l'état de délabrement où se trouvent certaines parties du monastère : la veille, la voûte d'une des caves « joignant l'*infirmerie* du doyen » était tombée ; « les bâtiments dudit office claustral menacent ruine et sont un danger pour les maisons voisines, qu'ils dominent ; ces bâtiments étaient déserts il y a plus de quarante ans, avant la suppression de 1788, et à cette dernière date ils étaient si ruinés qu'ils ne furent pas compris au procès-verbal ; « situés devant le parvis de l'église, ils en rendent l'entrée obscure et rétrécissent le seul chemin vers le port. » Il est également question de l'écurie, sise au bout de la place de la palissade ; elle est inutile et rend le chemin trop étroit. Le conseil pense qu'il n'aurait pas dépassé son droit en ordonnant la démolition de ces ruines ; par précaution il s'adresse « aux messieurs du département du Lot ». Pour obtenir gain de cause, on décide de dire que l'écurie « empiète sur le fonds de la communauté par une usurpation très familière à l'ancien régime féodal » (1).

La vente des biens du monastère fut surtout favorable à des habitants de Carennac. Nous dirons seulement ceci, d'après le rapport de M. l'archiviste départemental (2), que le 22 août 1791 furent adjugés à un sieur Bessièrès (de Gramat) tous les bâtiments du doyen : le château du doyen avec ses dépendances, les logements des religieux avec leurs dépendances, tels les cloîtres ; l'acquéreur rétrocéda ces biens à un certain nombre d'habitants, une quinzaine, entre lesquels fut fait le partage le 4 octobre 1791. Nous avons pensé qu'il pourrait être intéressant de reproduire ici, avec

(1) Archives municipales de Carennac, *reg. déjà cité*, à la date du 13 juin 1790. Cf. archives du Lot, L 329.

(2) Conseil général, 1911, chap. III. Rapport sur les archives départementales, p. 69. On y trouvera les noms des acquéreurs du second degré, qui pensèrent peut-être décharger leur conscience en n'achetant pas directement les biens du doyen.

l'autorisation de M. l'archiviste, l'acte d'opposition fait par la municipalité, le 19 août 1791, à la vente de certaines parties des bâtiments du doyenné :

« Aujourd'hui dix-neuvième jour du mois d'août 1791, les officiers municipaux de Carennac et Magnagues soussignés séant dans le lieu ordinaire des séances, sieur Jean-Pierre Batut, procureur de la susdite commune, a dit et exposé qu'il n'avait pu voir sans peine que, sans avoir égard à la délibération du 13 juin 1790 prise en Conseil général de commune, à l'effet de la démolition de certains bâtiments claustraux et notamment de l'écurie dépendante du ci-devant château de Carennac reconnue évidemment être établie sur le fonds de la communauté, ainsi qu'il conste le procès-verbal rédigé sur les lieux par M. Miramon lors conseiller du district et député sur les lieux à l'effet de la vérification d'iceux, en conséquence de l'avis du directoire du district et département.

« Que la dite écurie fut néanmoins comprise dans la classe des objets nationaux à vendre, n° 15, aux affiches apposées à cet effet à requête de M. le procureur syndic du district de Saint-Céré portant indication pour l'adjudication définitive au 22 août de la présente année; qu'il était cependant de la dernière importance que cette écurie, qui rend absolument impraticable un des principaux chemins publics de Carennac, ne fût point comprise dans ladite vente, mais, au contraire, être démolie, pour le local être rendu à sa première destination.

« Le susdit procureur syndic a aussi représenté que, dans la classe des objets dépendant du château, resterait peut-être comprise une galerie communiquant dudit château au jardin en dépendant; qu'il était important d'observer que cette galerie avait été évidemment établie sur les basses voûtes et jour de l'église qu'elle obscurcit entièrement; que cette communication avait été usurpée par les anciens doyens; qu'il était démontré par des vestiges très frappants qu'on aboutissait autrefois dudit château audit jardin par le cloître dudit monastère.

« Que les mêmes anciens doyens avaient également pratiqué deux chambres sur la voûte du parvis de l'église, qui causaient encore la plus grande obscurité dans ladite église en bouchant le jour du côté du couchant.

« Que la partie du cloître qui appuie à l'église du côté du midi était un accessoire de nulle valeur pour la vente du monastère, et avait les plus grands inconvénients pour l'église dont il bouche le jour et les quatre principales ouvertures du côté du midi.

« Que les acquéreurs du monastère de Carennac fussent tenus de faire clore à leurs frais et dépens deux portes formant du côté du midi, du cloître à l'église, une communication inutile qui pourrait devenir également dangereuse pour l'église et les acquéreurs.

« Que du nombre des objets indiqués pour la prochaine adjudication, il importerait d'excepter un monument rare et précieux, un calvaire établi dans une chapelle du cloître adossée à l'église.

Signé : BATUT, procureur de la commune.

« Sur quoi nous, susdits officiers municipaux, ayant dûment délibéré, avons décidé et été d'avis que M. le procureur de la commune serait chargé de s'opposer, par toutes les voies et moyens de droit, à la vente de l'écurie du ci-devant château, et s'oppose à ce que les susdites galerie et chambres sus-mentionnées soient vendues comme accessoires du château et que, pour le surplus, il fera ses observations ainsi que de raison à la susdite administration du district.

« Fait et délibéré à Carennac ces susdits jour, mois et an. »

Suivent les signatures (arch. dép. du Lot, Q 387) (1)

Il nous suffira d'avoir donné ces quelques détails. L'acquisition des biens nationaux reste une question délicate et nous aimons mieux ne pas la traiter à fond.

(1) Même rapport. Cette délibération n'est pas dans le registre des archives de la commune.

II. — LE CLERGÉ

Des religieux, nous l'avons vu, un seul était resté : dom Teilhac ; les autres s'étaient retirés dans leur famille. Il faisait bon ménage avec le curé et avec le vicaire de Carennac, comme avec le curé de Maniagues. Tous quatre avaient les mêmes idées et les mêmes sentiments, favorables en somme au nouvel ordre de choses, mais pleinement soumis à l'Église romaine et au pape. Lorsque, le 21 mai 1790, le maire et M. Dunoyer se transportèrent au couvent pour demander à dom Teilhac s'il voulait sortir de son monastère, il répondit qu'il désirait y continuer son séjour ; aucun des prêtres du lieu ne prêta serment sans la plus expresse réserve ; mais tous protestèrent à différentes reprises de leur soumission aux lois civiles : ils se rappelaient la parole du Maître : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. »

A Carennac, comme dans la plupart des communes, au début de la Révolution, le clergé fut associé à la vie publique. C'est une preuve de plus de la bonne entente qui existait entre les pasteurs et les fidèles. D'ailleurs les cahiers du Tiers-État, sauf de rares exceptions qu'il est facile d'expliquer par le caractère du rédacteur, sont favorables aux prêtres des paroisses. Les faits sont autrement probants que les déclamations violentes de quelques procureurs de communes ou agents nationaux, prononcées en pleine Terreur.

Le 14 février 1790 eurent lieu les élections municipales en vertu du décret de l'Assemblée nationale du 12 décembre 1789. L'assemblée fut tenue dans l'église du doyenné, devenue paroissiale.

A l'unanimité le curé Lalé fut nommé président du scrutin, assisté, comme scrutateurs, de son vicaire Rigal et de dom Teilhac, l'ancien prieur claustral ; il fut un des douze notables choisis pour former le conseil général de la commune, avec son collègue, M. Dumas, curé de Maniagues. Dom Teilhac fut nommé trésorier du conseil ; il restait toujours au doyenné.

La question du serment exigé par la constitution civile du clergé n'amena aucun nuage. Comme un grand nombre de prêtres excellents, les prêtres de Carennac prêtèrent le serment, mais en faisant les réserves nécessaires au point de vue de ce qu'ils devaient à l'autorité hiérarchique. Le 13 février 1791, M. Lalé, se tournant à l'issue de la messe, vers les officiers municipaux et le peuple, dit à haute et intelligible voix : « Je promets et jure solennellement de veiller avec soin sur tous les fidèles qui m'ont été confiés, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, de maintenir de tout mon pouvoir la constitution politique décrétée par l'Assemblée nationale de France et acceptée par le roi..... en exceptant formellement tous les objets qui dépendent essentiellement de l'autorité spirituelle, et généralement tout ce qui pourrait être contraire à la conscience et à la religion catholique, apostolique et romaine, dans l'unité de laquelle je veux vivre et mourir, moyennant la grâce de Dieu. Si l'on devait regarder mon serment comme pur et simple et sans restriction, je déclare que je prétends n'en faire aucun. »

Le vicaire de Carennac et le curé de Maniagues employèrent la même formule.

Il est bon de noter que, lorsque le 13 novembre suivant, les officiers municipaux renouvelés firent le serment requis, ce fut « sauf la réserve des objets relatifs à la religion ».

Vers avril de 1792 on faisait des réparations à l'église. La principale consista à enlever la cloison ou boiserie qui fermait l'ancien chœur des religieux, et à supprimer les autels qui se trouvaient sur le devant et dont l'un d'eux était dédié à sainte Foi. L'ancien maître autel du doyenné était devenu l'autel paroissial.

Mais les troubles allaient venir, et, comme partout, par suite de la guerre déclarée à la religion et aux prêtres dits réfractaires. La municipalité, à la date du 6 avril 1792, déclarait qu'il y avait dans la paroisse cinq prêtres réfractaires, soumis par conséquent à la loi portée contre les insermentés. C'était, outre les deux curés et le vicaire et

le religieux Teilhac, le sieur Jean Valrivière, frère du maire, et prieur de Sainte-Alauzie de Loudour (1). C'était le neveu du dernier doyen de Carennac. Des certificats d'infirmités donnés par le chirurgien Lacroizille permirent à Dumas, Teilhac et Valrivière, de rester encore quelque temps tranquilles dans leurs familles. Lalé et Rigal disparurent : ils se retirèrent chacun dans sa paroisse natale, où les dénonciateurs permirent de les retrouver et de les arrêter. Nous n'avons pu voir le nom de M. Lalé sur nos listes de reclus ni sur celles des prêtres déportés à Bordeaux ; mais nous savons qu'il fut mis en liberté par ordre du Comité de sûreté générale, en 1795 (2). Valrivière et Teilhac firent encore quelque temps le service paroissial de Carennac, Dumas continua celui de Maniagues.

Au renouvellement du bureau municipal, Joseph Laborie fut élu procureur de la commune, et nous trouvons dans le registre l'écho de ses excitations et de ses plaintes multipliées. C'en était fait pour longtemps de la tranquillité à Carennac. Le mouvement irrégulier s'accroît.

Le 7 janvier 1793, le procureur fait comparaître devant le conseil le sieur Joseph Lavergne, originaire de Donzenac, qui vivait en ermite au bord de la Dordogne (moulin de l'Ermitage, en amont de Carennac). Malgré la loi concernant le costume religieux, il osait paraître encore vêtu d'un froc de capucin ! « Pénétrés de la plus vive indignation contre cette infraction de la loi, » les municipaux le somment de s'y conformer. Le pauvre diable répond que ce froc est la seule partie présentable de son costume. On le laisse aller. Quelques jours plus tard arrive de Cahors l'ordre de l'arrêter, mais l'ermite a pris sagement le parti de s'en aller.

Le 21 janvier dom Teilhac, qui s'était toujours « occupé du culte avec le plus grand zèle », doit dès ce moment,

(1) Commune de Creysse. La paroisse de Loudour avait saint Julien pour titulaire.

(2) La copie de l'acte de sa libération était envoyée, le 29 nivose an V, à l'administration centrale. (Archives du Lot, L 271.)

« pour marquer une plus scrupuleuse obéissance à la loi », cesser de chanter les vêpres et se contenter les dimanches « de dire la messe (basse) comme un simple prêtre privé ». Mais cette messe basse, parce qu'elle est dite par un prêtre insermenté, attire les populations d'alentour, qui n'ont pas la bonne fortune d'avoir pour le culte un prêtre non fonctionnaire public et sont administrées par des jureurs. Les municipalités de Puybrun et de Bétaille se plaignent et obtiennent que l'on ferme aux étrangers l'entrée de l'église de Carennac.

Un mois plus tard, le procureur fait offrir au Directoire du département une des quatre cloches du doyenné. Sur la fonte du métal, 94 livres revinrent à la commune qui les fit distribuer aux pauvres.

Mais les lois de proscription se multiplient. Il n'est plus possible de garder les prêtres insermentés, religieux ou non. En vain on essaie encore des certificats d'infirmités. En juillet 1793 il faut laisser partir dom Teilhac et Valrivière pour Saint-Céré, puis pour Cahors où Dumas ira bientôt les rejoindre.

Quelque temps le culte fut célébré par Pierre Neuville, vicaire de Bétaille ; mais on y renonça bientôt : personne à Carennac, sauf ceux qui n'avaient plus de religion, ne voulait entendre la messe d'un prêtre constitutionnel. Disons, en passant, que ce vicaire devait se rétracter (1).

Alors le procureur de la commune, après avoir fait tirer de l'église les calices et ostensoirs, les reliquaires, les ornements brodés (2), de peur qu'ils ne fussent volés (lisez : de peur que des fidèles ne les missent en lieu sûr pour des jours meilleurs), déclara dans un discours hypocrite (3) que « les

(1) Archives du Lot, L, 271 (état de l'an VI, où l'on dit que sa rétractation a été envoyée le 27 frimaire an V).

(2) L'inventaire manque de précision, sauf l'indication du reliquaire de Saint-Léobon.

(3) *Discours au sujet des ornements d'église :*

« Les premiers disciples de Pierre, de Paul, de Mathieu, les premiers chrétiens, en un mot, ne se servaient, pour leurs cérémonies,

premiers chrétiens ne se servaient, pour leurs cérémonies, que de vases de terre et de bois; » qu'il fallait ramener « les choses à leur première institution... que la simplicité et la modestie soient aujourd'hui les seules décorations de nos édifices publics ». En conséquence il faisait envoyer à Saint-Céré, pour être offert sur l'autel de la patrie, tout ce qu'il y avait de plus beau et de plus précieux (30 octobre 1793). Un peu plus tard un autre envoi suivit. Puis ce fut le tour des ornements de l'église de Maniagues. Puis les cloches furent toutes descendues.

Entre temps on faisait des perquisitions pour confisquer des effets et autres menbles appartenant à des prêtres en fuite, tels le curé Lalé, ou Jean Layrac, ou Alayrac, « ci-devant professeur au collège de Cahors » (1), dont les parents demeuraient au village de Rouby (9 décembre 1793), et l'on enlevait les croix (2) condamnées par les représentants du peuple (16 décembre).

que de vases de terre et de bois; mais bientôt le relâchement, compagnon inséparable du succès, s'introduisit dans l'église. Les prêtres usèrent de leur ascendant sur le peuple pour lui arracher ces matières d'or et d'argent et orner leurs temples. Il suffit de connaître cet abus pour chercher à y remédier. Ramenons-donc les choses à leur première institution, que la simplicité et la modestie soient aujourd'hui les seules décorations de nos édifices publics; sacrifions ces métaux précieux aux besoins de la patrie, et que ces matières, trop longtemps inutiles, soient enfin ramenées au plus noble des usages, à alimenter le trésor public. Je conclus donc à ce qu'il soit fait par notre commune un nouveau don patriotique d'un calice, d'un ostensoir, d'un reliquaire. »

Et il fut « unanimement délibéré qu'il serait fait une offrande patriotique » (29 frimaire, an II).

(1) B. Paumès, *Le Collège royal de Cahors*. M. Layrac fut curé de Carennac en 1803, sur démission de M. Lalé.

(2) *Arrêté au sujet des croix de la section de Maniagues :*

« Au nom de la loi et de l'arrêté des représentants du peuple du 17^e du 2^e mois de l'an II de la République française, une et indivisible, citoyen Pierre Castagné, notable, vous êtes requis de faire enlever les croix qui se trouvent dans la section de Maniagues et d'employer à cet effet tels maçons ou autres que vous jugerez à propos. » Ce 26 frimaire an susdit (16 décembre 1793).

Après les hommes, les femmes. Le nouvel agent national, Mourreau, fit arrêter deux religieuses, Marie-Marguerite de Lagrange, Maltaise de la maison hospitalière de Martel, et Marianne Teilhac, Visitandine de Saint-Céré. Mais aucune d'elles ne fut envoyée en réclusion à Martel, à cause de leur mauvais état de santé. M^{me} de Lagrange avait été d'abord gardée dans la prison de Carennac, puis comme elle se plaignait non sans raison de l'insalubrité du lieu où on la tenait enfermée, vers la fin de l'année, chez sa sœur, M^{me} Henriette Dunoyer.

Au début de 1795 il y eut un moment d'accalmie. Les femmes de Maniagues et de Carennac en profitèrent aussitôt pour réclamer les clefs des églises et les ornements du culte (germinal an III). A la même date un mouvement analogue se produisait dans presque toutes les paroisses rurales de notre diocèse. Ce mouvement était contraire aux lois sans doute, mais il fut irrésistible et amena, au moins pour quelque temps, une détente qui permit le retour de beaucoup de prêtres.

Le 2 germinal an III (22 mars 1795), l'agent national Mourreau voulut publier à Maniagues le texte du décret du 3 ventôse précédent au sujet de la fermeture des églises, mais on ne le laissa pas parler; ses compagnons et lui furent assaillis de coups de pierres, et comme malgré ses appels : « Force à la loi ! » personne ne venait à son secours, il dut se retirer bredouille. Les femmes le suivirent jusqu'à Carennac, se firent livrer la clef de l'église et repartirent triomphantes. Leur triomphe dura peu, car le 5 germinal (25 mars) Mourreau revint avec des gendarmes et de la garde nationale, reprit la clef et emmena plusieurs femmes dans la prison municipale. Un banquet « fraternel » réunit les vainqueurs de ces « fanatiques », et le commandant des gendarmes fit un discours « empreint de la plus saine morale et du zèle républicain le plus pur ».

Quelque chose cependant était changé. La persécution ne fit qu'exciter les courages, et le 16 germinal (5 avril) Mourreau apprit avec stupeur que les femmes de Carennac s'étaient

fait livrer la clef de la chapelle du cimetière et qu'elles y faisaient leurs prières sous la présidence de M^{me} Marguerite Dunoyer. Le maire, appelé par lui au secours de la loi violée, a beau les interpeller, les sommer de livrer la clef; on se moque de lui, on le menace, et un citoyen est assez hardi pour imiter le fanatisme et la violence des citoyennes.

Les temps étaient mûrs pour le retour des prêtres exilés ou déportés. Nous allons les voir rentrer l'un après l'autre. C'est d'abord le prieur Valrivière, enfermé à Cahors, et libéré par ordre du Comité de sûreté générale. Le 15 avril 1795, il se présentait aux officiers municipaux et déclarait vouloir vivre dans sa famille et sa patrie « avec les sentiments les plus purs et les plus sincères de paix, de tranquillité et de concorde ».

Peu de temps après arrivait dom Antoine Teilhac. De Cahors on l'avait envoyé à Bordeaux, de là à Rochefort. Il avait vécu sur les pontons du *Républicain* ! La maladie nerveuse qui avait été signalée jadis dans le certificat du docteur Lacroisille s'était aggravée; de plus il avait été atteint du scorbut, cette horrible maladie qui frappa un si grand nombre de ces pauvres prêtres martyrs enfermés dans les pontons. Or, il avait deux frères qui servaient dans les armées de la République, l'un comme capitaine au 8^e régiment d'artillerie et un autre qui servait à sa façon dans le corps municipal de Carennac. Tous trois adressèrent une supplique au représentant du peuple en mission à Rochefort, faisant valoir leurs services, le mauvais état de la santé de leur frère, et ajoutant que leur vieille mère, presque septuagénaire et infirme, restait à la maison sans aucun soutien. La municipalité de Carennac joignit ses instances à celles des Teilhac. « Si d'un côté l'infraction aux lois de son pays a pu nécessiter des mesures de rigueur contre ceux qui se sont refusés d'y obéir, il répugneroit de l'autre aux sentiments d'humanité de laisser languir à fond de cale d'un vaisseau des hommes que la loi n'a assujétis qu'à la déportation. » Blutel ordonna que Antoine Teilhac serait libéré et remis à son frère l'officier qui devait se charger de le faire

conduire à Saint-Céré. Là, les administrateurs du district pouvaient le garder en réclusion ou le renvoyer dans sa commune sous la responsabilité des officiers municipaux (27 mars 1795). La Convention ratifiait l'acte de son représentant (31 mars), et le 13 avril dom Teilhac était mis en liberté. Il était à Carennac le 4 mai.

Le curé de Maniagues avait été également renvoyé de la prison de Cahors (4 avril) : le 13 messidor an III (11 juillet 1795) il se présentait, avec Valrivière et Teilhac, devant la municipalité de Carennac, pour faire la déclaration nécessaire pour l'exercice du culte, protestant qu'ils voulaient « être soumis aux lois purement civiles et politiques de la République. »

M. Lalé enfin fut libéré à son tour. Le 29 août, il se présentait pour faire sa soumission aux lois civiles, avec toutes les réserves utiles au point de vue religieux (1); le 5 septembre il faisait sa déclaration de culte.

On sait que cette accalmie n'était qu'apparente. A chaque

(1) 12 fructidor an III (29 août 1795) : « Je, Antoine Lalé, soussigné, prêtre insermenté, considérant que je puis insérer dans la déclaration de soumission aux lois civiles de la République requise par la loi du 21 prairial toutes les restrictions relatives à mes principes religieux, puisqu'elles ne sont pas interdites par la dite loi et que la liberté des cultes et des opinions religieuses est garantie à tous les citoyens par les Droits de l'Homme, que cet acte de soumission ne concerne que les objets civils, qu'il n'en peut résulter aucune nécessité de communier spirituellement ni d'avoir des temples communs avec des prêtres qui ont adopté la ci-devant constitution civile du clergé, que je persiste à regarder comme séparés de ma communion, soit avec des ministres d'aucun autre culte; qu'enfin il ne peut en résulter rien qui soit capable de troubler l'ordre public, au maintien duquel je me crois obligé de contribuer de toutes mes forces et engager les autres à en faire de même, déclare que, sous la réserve expresse de tout ce qui concerne la foy, la morale, la discipline et la hiérarchie de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, je vis soumis aux lois purement civiles de la République. Dont je requiers acte.

« Fait à Carennac, en la maison commune, ce..... douziesme jour de fructidor de l'an III de la République française, une et indivisible.
— LALÉ. »

instant les ecclésiastiques étaient rappelés devant la municipalité pour de nouvelles déclarations de soumission aux lois : c'est ainsi que le 1^{er} brumaire an IV (23 octobre 1795), Valrivière, Dumas et Teilhac prononçaient cette formule : « Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain. Je promets soumission et obéissance aux lois de la République. » M. Lalé, ne voulant pas promettre une soumission sans réserve, dut se cacher de nouveau. Bientôt les trois autres prêtres durent faire de même quand la nouvelle loi du 3 brumaire an IV, publiée le 11 par l'administration du district, ordonna l'arrestation sans distinction de tous les prêtres insermentés. La loi du 19 fructidor an V sembla un moment renouveler contre eux toutes les cruautés de la Terreur, et cependant on était presque à la fin de l'année 1797.

Les habitants de Carennac supportèrent mal ce retour de persécution. Ils prirent les armes, fusils, piques ou bâtons, pour réclamer M. Lalé. « Pénétré des inconvénients et de l'illégalité de cette démarche et voulant y obvier », M. Valrivière, parent d'un des poursuivis, et adjoint de l'agent municipal, Pierre Teilhac, qui avait donné sa démission en voyant qu'on poursuivait encore son frère, se rendit auprès des rebelles, mais toutes ses exhortations, d'ailleurs peu convaincues, restèrent sans résultat et l'officier municipal dut se retirer (1). Les habitants de Floirac se soulevaient également pour tirer leur curé des mains de l'administration de Martel, qui l'avait fait arrêter. Les gens de Mier se joignirent à eux. A Frayssinhes, la population faisait de même. C'était un mouvement général, à tel point que l'administration du district de Saint-Céré écrivait à l'administration centrale que nulle loi n'était plus impopulaire et qu'on n'avait pas assez de forces sous la main pour la faire exécuter. On ne voulait plus laisser partir les prêtres insermentés revenus d'exil ou de prison. Aussi, sur les listes de ceux qui furent arrêtés à cette occasion, nous ne trouvons

(1) Procès-verbal du 22 brumaire an IV (registre municipal).

guère que des prêtres qui avaient d'abord prêté tous les serments et qui enfin, touchés de repentir, se rétractèrent courageusement. Mais pour ceux-là les populations, mises en méfiance, ne se soulevèrent pas. D'ailleurs il ne faudrait pas croire que tout fût fini pour les autres et que les vexations administratives cessèrent sans retour. Au début de l'année 1798, dom Antoine Teilhac, dont la famille avait pourtant donné bien des gages à la République, était encore en danger d'être arrêté, et, pour pouvoir échapper aux poursuites ordonnées par l'administration centrale du Lot le 18 frimaire an VI (8 décembre 1797), il lui fallait, outre un certificat de santé, un certificat des habitants de Carennac et un certificat des administrateurs du canton de Vayrac (11 pluviôse an VI-31 janvier 1798). M. Lalé devait donc, à plus forte raison, prendre mille précautions pour n'être pas arrêté une seconde fois.

III. — LA NOBLESSE

Il y avait peu de nobles à Carennac : les Lagrange de La Vercantière représentés par une branche ; les Dunoyer, seigneurs de Ségonzac (Autoire), entrés par alliance dans la famille de Lagrange, et les de Geniès qui résidaient à Maniagues. Eux aussi étaient alliés aux Lagrange (1).

Une chose assez curieuse à remarquer, c'est que Jean-Baptiste de Geniès, dit le chevalier, fut nommé secrétaire du conseil général de la commune à la première élection, et qu'il garda cette situation tout le temps de la Révolution. Tous les procès-verbaux sont signés de son nom ; bientôt naturellement le titre de chevalier disparaît. Chose non moins curieuse : le 4 mai 1794 (15 floréal an II), il pose sa candidature comme instituteur national pour enseigner aux enfants de Carennac « la lecture et l'écriture » en se con-

(1) Voir le chapitre XIII. — Jean-Baptiste de Geniès était le même que Jean-Louis, frère de Philippe, dont parle la généalogie publiée par M. Foissac, né en 1741, mort en 1800.

formant à tout ce qui est prescrit par la loi. Il a deux concurrents, originaires de Carennac : Guillaume Lacroix, et surtout Jean Cheyrouse, allié à la famille Dunoyer, qui propose d'enseigner de plus l'arithmétique. Tant de science décide le conseil en sa faveur : Cheyrouse est nommé par 18 voix sur 38 votants. Mais sa parenté avec la famille suspecte des Dunoyer lui fait préférer, l'année suivante, par l'administration du district Jean-Baptiste Geniès, qui, malgré ses origines aristocratiques, a donné des gages de son civisme (22 mai 1795-3 prairial an III).

C'est également une personne de noblesse qui brigue l'emploi d'institutrice. Marguerite Dunoyer, que nous avons vue en tête du mouvement féminin, se proposa pour enseigner aux filles la lecture, l'écriture et l'arithmétique. Sa famille était installée à Carennac, bien avant l'arrivée de Fénelon. Jean-Jacques-Philippe Dunoyer, seigneur de Ségonzac, frère de Marguerite, avait épousé Henriette de Lagrange. Il était mort avant le 29 septembre 1793 où sa veuve fait la remise de ses papiers. Il avait fait partie tout d'abord de la municipalité de Carennac et même pris en ferme quelque partie de biens nationaux. Sa femme et sa sœur furent enfermées un certain temps dans la prison de Martel, mais sa femme n'y resta que quelques jours.

Le seigneur de Maniagues s'appelait Philippe de Geniès. C'était un homme fort tranquille qui ne demandait qu'à ne pas être inquiété. Mais il avait des emphithéotes, des fermiers, et, à Maniagues comme en tant d'autres endroits, les paysans interprétèrent les décrets de l'Assemblée nationale comme anéantissant toutes les redevances, même les plus légitimes. Il y eut un mouvement contre M. de Geniès, contre ce qui rappelait ses droits et ses privilèges nobiliaires, contre ce qui établissait ses justes titres de propriété.

C'est ce qu'il raconte dans une plainte adressée, le 26 janvier 1790, aux membres de l'Assemblée Constituante (1).

(1) « Philippe de Geniès, habitant Maniagues, diocèse de Cahors en Quercy, a l'honneur de vous représenter très humblement qu'ayant

Cependant les violences ne furent pas trop grandes, et le journal, dans lequel il note les vexations qui lui furent faites, n'enregistre guère que de grossières menaces et des insultes, ou des actes sans gravité : tel l'enlèvement, le 20 février, d'un mai qu'on avait planté devant sa porte, ou le 21 mars, des chaises qu'il avait fait porter à l'église pour remplacer le banc seigneurial. Le 3 juin, on lui retira des mains le cadastre et le livre des décharges dont il était dépositaire. Mais nous le trouvons commandant de la garde nationale au mois d'août, sans doute déjà depuis quelque temps. Cela laisse bien supposer que les vexations avaient cessé. Mais il ne resta pas bien longtemps à la tête de ce petit corps.

Une seconde pétition, adressée celle-ci aux administrateurs du département du Lot, nous montre que de nouveau la vie lui était rendue assez pénible. Le 24 juin 1791, un

toujours vécu dans la paroisse d'une manière irréprochable, il avait lieu d'attendre d'y finir sa carrière tranquillement ; qu'il n'a employé pour se procurer l'amitié de ses anciens emphythéotes [que des moyens recommandables] ; qu'il a toujours été au-devant d'eux lorsque l'occasion de leur rendre service s'est présentée.

« L'année dernière, calamiteuse par la disette de grains, excita sa douleur, et par un pur mouvement de son âme sensible il appela ses paroissiens, leur offrit le peu de bled qu'il avoit à vendre et le leur délivra à 13 ou 14 livres le sac dans le temps que les étrangers vouloient lui en donner 18.

« Une telle conduite devoit le préserver sans doute de toute violence. Bien loin de là ! Ses paroissiens s'assemblèrent le jour de l'an, ils vinrent à l'église et lui enlevèrent son banc et le firent brûler dans le cimetière vers les 11 heures 1/2 du soir. Dans le temps qu'il étoit dans son lit couché, ils vinrent à sa maison à coups de pierres et de fusils aux portes et aux fenêtres..... et lui firent les menaces les plus fortes de le brûler dans sa maison s'il ne leur ouvroit. Il se lève tremblant, seul dans sa maison avec son épouse et ses cinq enfants dont le plus âgé n'a que 8 ans ; ils entrent ; il faut les adoucir, en venir aux prières et aux soumissions, les faire boire et manger, et même chanter pour les faire danser.

« Depuis cette époque fatale chaque jour est pour ainsi dire marqué

certain Laplace se rend chez lui à la tête d'une troupe armée : de Geniès crut sa dernière heure arrivée. On se contenta de l'effrayer d'abord, puis de lui enlever toutes les armes qu'il possédait chez lui. Évidemment, à cette date, il ne devait plus être commandant de la garde nationale. Il en restait encore membre puisque, quelques jours après ce désarmement si « outrageant », il recevait l'ordre de « se rendre à l'assemblée de la garde nationale pour y faire l'exercice ». Il dut payer à boire aux hommes armés qui vinrent lui signifier cette décision, et qui s'en donnèrent tant qu'ils s'enivrèrent et se battirent ensuite : il fallut que de Geniès les séparât. La supplique disait qu'on menaçait de piller ses biens et qu'il se verrait dans la nécessité de les abandonner à ses domestiques et de partir du pays si la Loi ne venait à son secours (1).

A partir de ce moment, il reste quelque temps assez tranquille, travaillant lui-même ses terres avec un seul domes-

par quelque attentat nouveau. Tantôt on lui demande son fusil sous prétexte d'un désarmement fait par son grand-père; tantôt ce sont des dettes qu'il faut acquitter de suite; il est privé du nécessaire et pour pourvoir à l'éducation de ses enfants. Son désir étoit d'en faire des citoyens utiles à l'État : ses ancêtres ont servi sans ambition et se sont toujours retirés sans récompense : la seule gloire de servir leur patrie les animoit. Le suppliant lui-même y exerça ses premières années, lieutenant dans Dauphin-Infanterie; il fut réformé après la bataille de Fontenoy; il entra aux Gardes où il a servi quinze ans et se retira ensuite par des infirmités survenues.

« Généreux artisans de la Félicité publique!

« Vous ne souffrirez pas qu'un citoyen honnête soit obligé de quitter sa maison et ses biens pour aller mendier l'aumône sur une terre étrangère! Rendez le calme à cette partie du Haut-Quercy que les insurrections journalières menacent des plus grands excès. Rien n'est respecté par cette populace effrénée, ni les propriétés, ni les personnes, ni la loi, ni les décrets. — 26 janvier 1790. »

(Communiqué par M. l'abbé Foissac.)

(1) Supplique communiquée par M. l'abbé Foissac, ainsi que d'ailleurs divers autres détails tirés des archives de famille qui complètent les registres municipaux.

tique et gardant son propre troupeau. Le 12 juin 1793, il fut consigné dans sa demeure avec défense d'abord d'en sortir, puis un peu plus tard avec la permission d'aller aux foires et de poursuivre quelque procès.

Les choses allaient bientôt se gâter. Le 29 septembre 1793 il était tenu de remettre tous ses papiers seigneuriaux. Le 15 décembre, arrivaient de Martel des hommes armés chargés de l'arrêter, en vertu d'un mandat du représentant du peuple Taillefer. Son seul crime était d'être beau-frère d'émigré, écrivait-il aux citoyens représentants, mais son beau-frère ne demeurerait pas avec lui. Personnellement, « il n'a jamais été un despote, il s'est toujours plu à protéger les faibles contre les forts ; il a constamment assisté à toutes les assemblées ; il s'est fait inscrire dans la garde nationale ; il a payé le don patriotique et sa part de l'emprunt forcé ; il a donné du linge, encouragé le recrutement des volontaires en offrant de l'argent pour ceux qui voudraient aller aux frontières. Ses ennemis devraient mourir de honte d'avoir ôté à une femme son mari, à ses enfants un père tendre » (1).

Les ennemis de Philippe de Geniès ne voulurent pas le séparer longtemps de sa femme : Marguerite Amadiou, femme Geniès, fut arrêtée à son tour, comme sœur d'émigré. On voit, par les registres de Carennac, qu'on ne la mit pas en réclusion tout de suite parce qu'elle « était nourrice et en état de grossesse » ; mais quelques jours après sa délivrance, malgré le grand nombre de ses tout petits enfants, elle fut enfermée à son tour dans la prison de Martel.

Tombé malade, Philippe de Geniès fut transféré à Maniagues le 4 novembre 1794, sur le certificat de l'officier de santé. Sa femme put l'y suivre. Tous d'eux étaient d'ailleurs maintenus en état d'arrestation et sous la surveillance de la municipalité de Carennac. Cependant, sur une nouvelle sup-

(1) Communiqué par M. l'abbé Foissac.

plique, le Comité de sûreté générale les déclara mis en liberté en février suivant.

Des femmes nobles, appartenant à la paroisse de Saint-Vincent de Bannes, furent arrêtées sur le territoire de Carennac. C'étaient Jeanne Sirot, femme du citoyen d'Araqui d'Envergne (1), ses trois filles Charlotte, Louise et Marguerite, et sa sœur, Marguerite Sirot, femme Lascazes. Elles demeuraient d'ordinaire dans la commune de Tauriac, en leur domaine de Magnols, et la municipalité de Tauriac aurait pu les réclamer ; mais, comme elles s'étaient réfugiées dans un domaine du sieur Féral, elle préféra laisser aux municipaux de Carennac l'ennui et l'odieux d'arrêter des femmes dont tout le crime était d'être parentes d'émigrés.

IV. — LA COMMUNE

La municipalité nouvelle de Carennac avait, comme les consuls d'autrefois, à s'occuper des deux paroisses, de Carennac et de Maniagues. La commune fut, comme elle est encore aujourd'hui, rattachée au canton de Vayrac. Elle relevait du district de Saint-Céré.

Nous avons vu quelques-uns des actes de la municipalité relatifs aux questions religieuses et à la noblesse. Au point de vue strictement municipal, il n'y a guère que ce qui se trouve partout et qu'on ne nous demandera pas de reproduire : élections fréquemment renouvelées (mais ne renouvelant pas beaucoup le personnel du corps municipal) ; enregistrement, à l'unanimité chaque fois, de tous les décrets ou lois de l'Assemblée nationale, de la Législative, de la Convention, des Cinq-Cents ou des consuls ; réquisitions de toutes natures ; recrutement de volontaires qu'on nomme d'office ; difficultés au sujet du partage ou de l'emploi des

(1) M. l'abbé Foissac prépare une généalogie très documentée de cette importante famille d'Araqui, l'une des plus anciennes du Quercy.

biens nationaux. Certains détails méritent pourtant d'être relevés.

Ainsi, le 24 juillet 1790, le maire fait cette constatation très humiliante, que toutes les municipalités du royaume ont été invitées à s'unir à celle de Paris pour la cérémonie du pacte fédéral le 14 du présent mois. Seule, la municipalité de Carennac n'avait pas été invitée ! Il est probable, si le fait est vrai, que cette exception unique provenait de quelque courrier maladroit. Mais « il ne faut pas, dit l'excellent homme, que cette négligence soit un obstacle au désir et à l'impatience que tous les braves citoyens ont de se lier par un serment solennel au sort de toute la France ». Aussi fixe-t-il au lendemain 15 juillet la cérémonie qui devait avoir lieu le 14. Sorte de carême impromptu.

Tout le peuple prêta serment dans le cloître du monastère. Et huit jours après, malgré la loi, malgré la vive opposition des municipaux, le peuple prenait possession des prés navaux [dans les borges ou îles temporaires], et la garde nationale, requise contre les délinquants, refusait de marcher. L'année suivante, le fauchage des prés communaux faillit amener une émeute.

Un peu plus tard, le 17 octobre 1790, quand le commissaire des classes au quartier de Sôuillac présente une liste de vingt-quatre citoyens désignés pour aller sur les vaisseaux, on commence par réduire sa liste mal faite, et sur les neuf inscrits qui restent enfin, il ne se présente que cinq citoyens, dont un, qui est malade, est représenté par son père. En mars 1792, le nouveau commissaire, Miramboul, ne sera pas plus heureux.

Le choix des volontaires offrit aussi bien des difficultés : les habitants de Carennac n'avaient pas le goût militaire ; ils n'aimaient pas beaucoup quitter les bords si gracieux de la Dordogne. Nous n'avons pas de renseignement pour 1792 ; mais nous savons que le 17 février 1793, il ne se présenta personne pour ambitionner de faire partie de la garde de la Convention ; que le mois suivant, les roulements du tambour qui annonçaient la levée de volontaires n'attirèrent per-

sonne : on ne demandait pourtant que quatre hommes ! Les municipaux essaient d'expliquer cette *morosité*, comme ils disent, par les travaux des champs. Il fallut revenir à la rescousse au mois d'avril : les citoyens convoqués entendirent les objurgations des municipaux. Enfin quatre hommes se présentent. Hélas ! ils étaient tous les quatre impropres au service. Il fallut que le scrutin décidât quels seraient les volontaires !

Les autres réquisitions d'hommes ne furent guère plus heureuses. Sans doute que si les volontaires sont décorés du titre flatteur de sans-culottes, ils se présenteront avec plus d'entrain. Le 6 juillet donc, réquisition de douze sans-culottes : ils doivent être à Cahors le 8 ; on n'en put avoir que sept, parmi lesquels un enfant de quatorze ans ! Une autre réquisition eut lieu le 15 août : mais les volontaires ou sans culottes qu'on avait élus cherchèrent tous à se *défiler*. Il fallut envoyer des soldats à la recherche des volontaires récalcitrants. Dès cette heure, toutes les fois qu'on élira un sans-culotte pour l'envoyer aux armées, on sera obligé d'aviser la force publique, afin de le contraindre « au cas où il n'apprécierait pas suffisamment l'honneur qui lui était fait » et tenterait de s'y dérober. On fit une liste de tous les jeunes hommes de 18 à 25 ans, en état de servir, et c'est sur cette liste qu'on choisit désormais. Mais l'on aura jusqu'à la fin des difficultés pour le recrutement.

Il y en avait d'autres : les fournitures de grains, de foin, d'objets divers, de bateaux ne se firent pas souvent de bonne grâce ; il y eut des fraudes nombreuses. Le partage des communaux ne soulevait pas les mêmes protestations. Malgré cela, les habitants de Carennac regrettèrent plus d'une fois l'ancien Régime, lorsqu'ils virent établir des prix de maximum et croître chaque année les tailles et les cotisations de toutes sortes (1).

(1) En 1794, le total des impositions fut de 16,969 livres, 9 sols, 11 deniers (le chiffre le plus élevé sous l'ancien Régime atteignit 13,480 livres) ; en 1793 le total des impositions fut de 18,384 livres.

Les fêtes n'étaient pas des compensations suffisantes. Après la plantation des *mais* en 1789, il n'y eut guère de fête civique à Carennac avant le 5 mai 1793, pour planter un arbre de Liberté. « Les tables furent dressées pour un festin rustico-civique où tous les convives se donnèrent les marques de la plus grande cordialité, où nombre de santés furent portées à la République, et le banquet se termina par une danse générale. » Pas d'autre fête signalée avant le 7 janvier 1794 pour célébrer la prise de Toulon. Ce sont les membres de la Société populaire de Carennac qui demandent à ce sujet un grand feu de joie. « Le feu s'alluma au chant de l'hymne des *Marseillais*; les flammes se sont élevées avec une rapidité incroyable ! »

On voit, par le détail qui précède, que Carennac avait sa Société populaire où péroraient les gens les plus avancés et dont les décisions étaient accueillies par la municipalité tremblante. Ils viennent de demander un feu de joie. Ils demandent un autre jour que la section de Maniagues soit obligée de suivre l'exemple de Carennac, et de faire à la patrie l'offrande civique de son argenterie et de son linge d'église.

Nous relevons avec moins d'amertume ce qui concerne le travail du salpêtre (14 floréal et 5 brumaire an II); la réparation d'un passage pour les bateaux dans la chaussée du moulin (9 prairial an II); la nomination des experts qui doivent chaque année donner la date des vendanges; l'enlèvement d'un arbre de la Liberté (27 nivôse an IV)(1); la fête

(1) Voici le procès-verbal qui fut rédigé à ce sujet : « Nous, Jean-Pierre Valrivière, adjoint de la commune de Carennac, ayant passé fortuitement sur la promenade dudit lieu, appelée Palissade, aurions été pénétré de surprise et de douleur en remarquant que l'arbre de la Liberté, qui y était planté et debout la veille, n'existait déjà plus et qu'il n'en restait d'autres vestiges qu'un tronçon à fleur de terre, dont on pouvait remarquer qu'on s'était servi pour abattre le dit arbre d'une scie. Nous aurions fait des demandes et perquisitions pour découvrir les auteurs d'un pareil attentat, qui, par la malveillance d'une multitude égarée et favorisée par les ténèbres de la nuit, est resté sans preuves et dénonciateurs. »

des vieillards (30 ventôse an VI). Malgré toutes les fêtes civiques dont la pompe douteuse ne remplaçait pas les fêtes religieuses disparues, les gens de Carennac n'étaient pas contents et ils le montraient : l'enlèvement de l'arbre de la Liberté était un symbole parlant.

Aussi le coup d'État, qui devait mettre fin au régime révolutionnaire, fut-il acclamé à Carennac comme partout.

Et à partir de cette date, en somme, le petit peuple de ce village n'a plus d'histoire.

ED. ALBE.

Les Sculpteurs et Peintres du Bas-Limousin

ET LEURS ŒUVRES

aux XVII^e et XVIII^e siècles

LES PEINTRES

Dans la plupart des nombreux rétables décrits ou simplement cités au cours de notre étude sur les sculpteurs, nous avons constaté que les œuvres de ces artistes étaient généralement accompagnées de celles des peintres-imagiers et des peintres-doreurs, c'est pourquoi nous jugeons utile de dire ici quelques mots des artistes de ces catégories, connues en Bas-Limousin aux xvii^e et xviii^e siècles. Mais avant d'entrer dans le détail de ce qui concerne spécialement le Bas-Limousin, quelques lignes au sujet de la corporation en général ne seront pas déplacées.

Dès le xiii^e siècle, les peintres formaient un corps de métier spécial, mais, en 1613, ils s'unirent aux sculpteurs. Ce fut dès lors la corporation des *imagiers*, *peintres* et *sculpteurs* qui avaient pour armes : *d'azur à une fleur de lys d'or accompagnée de trois écussons d'argent (2 en chef, 1 en pointe)*. Ils établirent alors de nouveaux statuts qui interdisaient aux sculpteurs de travailler la nuit et autorisaient les peintres à le faire, lorsque le travail l'exigeait. Mais ces derniers ne pouvaient vendre aucune de leurs œuvres dorées dont l'or ne fut pas sur argent. S'ils appliquaient de l'étain au lieu d'argent, ils étaient punis d'une forte amende et obligés de gratter le travail pour le refaire or sur argent.

Les objets dont l'or était posé sur étain étaient déclarés faux, et, contrairement à ce qui existait pour tous les métiers, où les objets reconnus faux étaient mis au feu, ceux fabriqués par les peintres-imagiers n'étaient pas brûlés, cela par respect pour les saints qu'ils représentaient.

Les statuts disaient :

« Nule fause œuvre del mestier devant dit ne doit
« estre arse, pour les reverances des saincts et des
« saintes en qui ramenbrances elles sont faictes ».

Cette vieille coutume s'est bien perpétuée en Bas-Limousin : sous quelque prétexte que ce soit un croyant ne brûlerait la statuette d'un saint ou d'une sainte, à plus forte raison un crucifix quelconque.

Mais plus tard fut créée l'Académie royale de peinture et de sculpture, et les peintres de statuettes devinrent de simples peintres-doreur-argenteur.

Par ce qui précède, on voit qu'il est assez difficile de trouver exactement la signification du mot peintre appliqué à un artiste ou à un artisan dans les vieux actes : — Les peintres qui barbouillaient les rétables et ceux qui peignaient les tableaux sur bois ou sur toile étaient compris sous le même vocable. Il est vrai qu'on aurait pu, pour les derniers, écrire *imagiers*, mais le mot avait à peu près disparu depuis l'invention de l'imprimerie, car le véritable imagier, celui qui enluminaient les manuscrits, avait été supprimé par l'invention de Gutenberg. Aussi sommes-nous embarrassés en présence du premier peintre que nous voyons indiqué par M. Champeval, dans son *dictionnaire des familles nobles et notables* citant un « *Johannès DEL MON, alias Champeval, tailleur*

d'images, notamment du chef de Saint Clair (statuaire) ailleurs aussi *pictor*, *bursarius*, enlumineur, en 1448-1492, émailleur ? *verrinarius* à Tulle... Cet époux de Philippine de Germain y occupait sans doute les maisons et jardins dits des Champeval, près le pont de l'Escurol ou Sylogril. » C'est la seule indication que nous ayons de cet artiste.

En dehors des peintures murales qui se trouvent dans l'église d'Aubazine, portant la date de 1456 et la signature de CHABANE, le premier peintre que nous ayons trouvé nous est signalé par un acte des archives conservées à l'hôpital général de la ville de Tulle. Il s'agit d'un bail emphythéotique consenti par Martial Verdier à CHRISTOPHE *alias* QUILHOT DE PEYRELADE, *peintre de Sainte-Fortunade*, d'un jardin appelé « de Clousio » sis au territoire nommé « deulx Rivetz » sous le cens annuel d'une poule. Cet acte fut dressé le 15 août 1525.

Que pouvait bien être ce *peintre* qui, dès le commencement du xvi^e siècle, possédait un jardin à sainte Fortunade ? Était-ce un imagier, un enlumineur, un peintre-doreur ? Cela est difficile à deviner. Et ce n'est pas pour lui seul que nous nous verrons obligés de poser cette même question.

Voici un autre peintre contemporain du premier, c'est un sieur « AIMET HAMELIN, *pintre de Tulle* » qui, en 1540, donne une quittance au sieur Grand, de Saint-Salvador, syndic de Tulle, comme le relate le *livre noir* des archives municipales de Tulle au folio 12 verso.

Un peu plus tard, en 1568, il y avait à Tulle un JEAN CHARNUS, peintre, qui fit don aux pauvres de l'hôpital de Tulle d'une somme de quatre-vingt livres qui lui était due par Jean Dufaure (1).

Au siècle suivant le curé de la paroisse de Saint-Julien de Tulle écrivait ce qui suit sur le registre destiné à enregistrer les naissances :

Aujourd'hui 23 mars 1606 a été baptisée Anne, parrain Jean Bernard, peintre, marraine, Anne Dumas, qui n'ont sceu le nom des père et mère d'autant que c'estoient des paouvres logés à l'hospital.

Que pouvait bien être encore ce JEAN BERNARD. Nous l'ignorons. Mais si nous nous transportons plus loin, à 28 kilomètres de Tulle, sur la route d'Argentat à Brive, dans le canton de Beynat et dans le petit bourg d'Albignac, nous trouverons un tableau sur toile contemporain de Jean Bernard. Plusieurs auteurs ont signalé cette peinture représentant *l'Adoration des Bergers*. Elle fut offerte à l'église d'Albignac (M^e P. Fournet étant curé de cette paroisse) par M^{me} Jeanne de Badefol, supérieur du couvent des Bernardines de Coyroux, paroisse d'Aubasine. Ce tableau qui ne mesure pas moins de quatre mètres de hauteur sur trois mètres de largeur était autrefois au milieu du maître autel, mais on l'a aujourd'hui relégué dans le grenier du presbytère où les rats le grignotent tout à leur aise. Il va sans dire qu'il est en très mauvais état. On distingue pourtant encore les figures de cinq à six personnages et vaguement, dans un angle de

(1) Arch. de l'hôpital général de Tulle B. 40.

cette toile, un écu, celui des Badefol, avec cette inscription :

*J. de Badefol, prieuse de Coyrouze, 1604
a donné ce tableau.*

Il est vraiment regrettable que le peu de soin qu'on a pris de ce tableau, et l'ignorance crasse de ceux qui étaient chargés de le conserver, aient abouti à sa perte. Il serait temps encore d'en sauver quelques têtes qui sont d'une facture remarquable... Mais le fera-t-on ?

Après cette peinture anonyme en voici une d'un nom connu :

Dans un petit village de la commune de Branceilles, à la Bourdie, chez M^{me} Crauffon, se trouve un bon portrait sur toile représentant un évêque limousin : Léger de Plas, né en 1547, à Curemonte, fils de Annet de Plas et de Marie d'Estampes, qui fut prieur de Saint-Martin-de-Layrac, du diocèse d'Agen ; évêque de Lectoure en 1597, mort le 24 mars 1675 et enterré dans sa bourgade natale.

Ce prélat avait vécu 88 années. Il fit faire son portrait à 80 ans, comme l'indique l'inscription que porte ce tableau :

ANNO ÆTATIS SUÆ

80

ANNO DNI 1627.

Au coin de cette toile se trouvent les armes : *d'argent à trois jumelles de gueules posées en bande, surmontées d'une crosse à dextre et d'une mitre à*

senestre (1). Le peintre a signé son œuvre au dos du tableau :

HANDERMONT FACIEBAT

ANNO DNI 1627.

Ce portrait fut très probablement fait à Tulle, où Léger de Plas eut tout d'abord sa résidence, et où il séjourna souvent et longuement, pendant les dernières années de sa vie. Le *Livre de raison* des Baluze (2) dit à son sujet :

Le xiii^e de may 1606, jour de Pentecoste, ladite Marie fust confirmée en la grand esglise de la p^{nt} ville par M^r l'evesque de Leytoure, qui est de la maison des Plas de Curemonte, et fust confirmée le mesme jour, ou troys ou quatre après, plus de six cenx tant petitx que grands, ayant la present ville demure sans evesque plus de dix ans.

Il était aussi à Tulle lorsqu'en 1620, le 25 avril, il s'en fut à Marcillac-la-Croze (actuellement canton de Meyssac) pour ordonner diacre Gabriel de Geneste, prévôt commendataire de Brivezac, le voisin d'une seigneurie de la famille des Plas.

« Enfin, le 20 avril 1634, un an avant sa mort, étant venu dans sa famille et témoin des fruits que faisaient à la religion les deux missionnaires jésuites

(1) On trouve ces mêmes armes, sauf la crosse et la mitre, sur une litre funèbre, autour du chevet, comme sur la façade de l'église de La Chapelle aux Saints, canton de Beaulieu, dont les de Plas étaient seigneurs.

Annet de Plas, le père de l'évêque, fut prévôt de Naves, vers 1502-1504. Voir la *Monographie de la commune de Naves*, par Victor Forot, tome II, chap. X.

(2) On trouve en note de M. L. Guibert qui a publié ce livre de

de Beaulieu, il leur fit un don de deux cents livres pour aider à réparer leur hospice (1) ».

HANDERMONT (on écrivait quelquefois Andermont, sans H), l'auteur du portrait de Léger Plas, était-il originaire de Tulle ? Nous croyons pouvoir répondre par l'affirmative, bien que ce nom ne semble pas d'origine limousine, et que nous n'ayons pas retrouvé l'acte de naissance de cet artiste.

Cependant, il y avait un Handermont à Tulle en 1627, et nous voyons en 1654, Jean Maillard épouser « Jeanne Andermont, fille de Jean, maître peintre et de demoiselle Gabrielle de Boisse (2) ». Voici un autre Andermont en 1655, c'est probablement l'artiste peintre qui nous occupe, fils du précédent. Il assistait au baptême de la fille de Jean Mailhard, maître chirurgien. On baptisait cette enfant le 6 du mois de février 1655 et « LEONARD ANDERMONT, maître peintre de cette ville (de Tulle) en était le parrain (3) ».

Nous retrouvons ce Léonard Andermont encore à Tulle seize ans plus tard, le 7 janvier 1671, lorsqu'il épousa « demoiselle Françoise Maure (4) ».

Voici l'acte de mariage que nous relevons dans les registres paroissiaux de l'église Saint-Julien de Tulle :

raison dans le Bulletin de la Société des Lettres de la Corrèze, en 1887, p. 210 :

« L'évêque de Lectoure était alors Léger Plas, qui prit cette année la même un coadjuteur. Il administra le diocèse de Lectoure de 1599 à 1635, date de sa mort. Le diocèse de Tulle avait pour évêque Jean V de Genouillac de Vaillac, qui résida peu ».

(1) Poulbrière. Dict. des paroisses, t. I, p. 195.

(2) Arch. de la Corrèze E 434.

(3) Arch. de la ville de Tulle G G 9.

(4) Arch. de la ville de Tulle G. G. 18.

Le septième du mois et au susdit (janvier 1671) après les fiançailles et la publication faite des bans de mariage d'entre Léonard Andermont M^e peintre âgé d'environ trente-six ans fils légitime de feu Jean Andermont et de Gabrielle Boisse d'une part, et damoiselle Françoise Maure, âgée d'environ vingt-six ans, fille légitime de feu Jean Maure vivant M^e chirurgien et d'Anthoinette Boucal à présent femme de Jean Belan, dit Lasonnerye archer, tous deux de cette paroisse et ne s'étant point découvert aucun empêchement canonique, je soubsigné curé les ay mariés et leur ay donné la bénédiction nuptiale selon la forme prescrite par la sainte Eglise en présence dudit Lasonnerye archer, de M^r M^e Pierre Vergne, prestre de nostre communauté, de M^e Jean Calmine Laporte, diacre, et de Martial Monteil, marguilher, soubsignez, lad. epouze a déclaré ne scavoir de ce requise.

L. ANDERMONT, Espoux

LAPORTE p^{nt}

LASONNERYE

MONTAIL p^{nt}

FAUGEYRON, curé de Saint-Julien.

Ce maître peintre était propriétaire dans la rue de la Barrière à Tulle comme l'indique l'acte suivant daté du 22 septembre 1672 « Léonard Andermond M^{tr} peintre de la présent ville (de Tulle)... a bailhé à louage... à Jean Trezat M^e serrurier... une boutique ... située au faulxbourg de la Barrière de lad. ville, où led. Andermont rezide ». La location fut faite pour six années moyennant 36 livres par an (1).

Enfin nous savons aussi par les registres de la paroisse de Saint-Julien de Tulle, que cet artiste mourut dans cette ville à l'âge d'environ quarante ans et qu'il fut enterré dans l'église le 2 septembre 1673 « en présence de Pierre l'Official, M^e teinturier, son beau-frère, et de Charles Gouttes, M^e apothicaire

(1) Arch. de la Corrèze E 490.

aussy son beau-frère » (1). On peut donc sans hésiter considérer Léonard Handermont comme un compatriote tullois.

Le portrait de Mgr de Plas dont nous venons de parler est l'œuvre la plus ancienne que nous connaissons portant la signature d'un de nos peintres du Bas-Limousin.

En suivant l'ordre chronologique, nous trouvons encore un maître peintre à Tulle, à peu près à la même époque (exactement 1630), c'est JEAN PEYRAC, *M^e peintre*, fils de Pierre Peyrac, chirurgien, de Tulle, qui voulant épouser Anne Meyjounade, se rend à l'étude de M^e Eyrolles, notaire à Tulle pour y faire transcrire son contrat de mariage (2). Nous verrons plus loin que les Mayjounade (ou Maisonnade) ont donné des peintres au Bas-Limousin.

Après Jean Peyrac viennent les Lagarde et les Lacombe qui étaient alliés.

Tout d'abord voici LOUIS LAGARDE qui, en 1641, fait « un portrait à l'honneur de la frérie monsieur Saint-Jérôme desservie en l'église du Puy Saint-Clair » de Tulle. Ce tableau lui fut payé 42 livres (3). C'est tout ce que nous savons de lui.

Il y avait alors à Tulle d'autres peintres de ce même nom qui, jusqu'à ce jour, n'ont pas été signalés.

(1) Arch. de la ville de Tulle G G 20. Dans cet acte le nom de Handermont est bien écrit avec un H.

(2) Arch. de la Corrèze E 873 pièce 216.

(3) Clément-Simon, *Les Duhamel*,

Dans les minutes de M^e Eyrolles, notaire à Tulle, nous trouvons, en 1655, une vente consentie par Etienne Darche, lieutenant général criminel au siège de Tulle, en faveur de ANTOINE CERON-LAGARDE, *maître peintre*. Il s'agissait d'une partie de maison située dans le quartier de « Rode-le-Père (1) ».

C'est probablement de ce peintre dont il est question, en 1680, sur le registre des décès de la paroisse de Saint-Julien où nous lisons :

Le onsième du mois d'août 1680 est mort Anthoine Lagarde, peintre, aagé d'environ cinquante cinq ans, le lendemain dousième dud. mois et an il a esté enterré dans le cimetière de la paroisse en présence de M^{rs} Gautier Drulholes et Jean Calmine Laporte, prestres.

DRULHOLLES p^{nt} — LAPORTE p^{nt} — MELON

Voici encore un autre peintre du même nom. C'est JEAN LAGARDE, qui fait baptiser son fils Antoine dans l'église paroissiale de Saint-Julien, de Tulle, le 23 avril 1656. M^e ANTOINE LACOMBE, son beau-frère, *peintre* comme lui, est parrain (2).

(1) Arch. de la Corrèze E 888 (52).

Ce n'est pas *Rode-le-Père* qu'on aurait dû écrire mais *Redolo petro* de même que la traduction usitée actuellement pour indiquer cette rue est fausse. Puisqu'on a voulu franciser le nom, au lieu de *rue roc-la-pierre*, on aurait dû traduire *rue Roule-la-pierre*. Le dictionnaire du patois du Bas-Limousin dit en effet : REDOULA, avancer en tournant sur soi-même, *Rouler*, *Redoula*, *lous estsoliès* ; rouler du haut en bas d'un escalier : *oquelo pe-iro e redoulado do la pountso dei pe* : cette pierre a roulé du haut de la colline.

Les anciens actes donnent le nom de *redolo petro* à cette rue de Tulle et la tradition attribue cette dénomination à la défense qu'opposèrent les habitants à une invasion, en faisant rouler contre les assaillants de grosses pierres par cette rue et les voisines dont la pente est très rapide.

(2) Arch. de la ville de Tulle G G 9.

Cet enfant embrassa aussi la profession de son père. Trente-quatre ans après, nous trouvons dans les minutes de Froment, notaire à Tulle, qu'en 1670 Jeanne Lagarde, fille d'ANTOINE LAGARDE, *maître peintre*, fait son testament (1).

C'était une véritable famille de peintre celle des Lagarde, mais nous n'avons retrouvé aucune de leurs œuvres, ce qui nous ferait supposer qu'ils étaient peut être simplement peintres-doreurs.

Les registres paroissiaux de l'église Saint-Pierre de Tulle nous font connaître un autre peintre tullois, c'est FRANÇOIS BROSSARD. Le registre porte (2) :

François Brossard M^e peintre et Françoise de Meyrac, le 27^e mai 1646, ont reçu la bénédiction nuptiale de messire Jean Puyaubert, du consentement du sieur curé de Saint-Julien.

Ce François Brossard « maître peintre » était « sourd et muet de nature », cela nous est dit par une sommation que fit, en 1654, Jean Brossard, avocat de Tulle, à Géraud Grégoire, aussi avocat, curateur de François Brossard (3).

Ce peintre qui était originaire de Tulle peignait, croyons nous, surtout des tableaux d'église. Celle de la commune du Puy-d'Arnac, canton de Beaulieu, arrondissement de Brive, conserve encore un grand tableau qui décore le maître autel dû au pinceau de cet artiste. Cette toile, qui n'est pas sans valeur, représente le martyr de saint Etienne, patron de la

(1) Arch. de la Corrèze E 780.

(2) Arch. de la ville de Tulle G G 53.

(3) Arch. de la Corrèze E 887.

paroisse du Puy-d'Arnac. Il est signé F. BROSSARD
pin... Tutelae 1644.

Les Brossard sont de vieille souche tulloise et les descendants du peintre muet eurent une notoriété à Tulle. Ils s'allièrent aux descendants des peintres Lagarde, que nous venons de citer.

Sans parler de Jean Brossard, le célèbre jésuite, né à Tulle, qui fut le collaborateur du savant Etienne Baluze, et dont nous publierons un jour la biographie, la famille Brossard a donné bon nombre d'hommes sortant de l'ordinaire, comme aussi des artisans. Nous relevons dans les registres un Brossard bourgeois à Tulle en 1706, un marchand en 1709, un doyen de la cathédrale de Tulle en 1712 (1), un avocat en 1713, un seigneur de La Farge en 1718, un maître vitrier en 1735. Encore un Jean Antoine de Brossard, chevalier, seigneur de Favière, Lafarge, Le Jayle et autres lieux, fils de Jean-Martin de Brossard et de demoiselle Françoise La Selve, qui fut député en l'élection de Tulle et signa la lettre de félicitation à l'assemblée nationale en 1789 (2).

Les Brossard étaient originaires du lieu de Brossard paroisse de Tulle. L'armorial général de 1696 (Paris tome I^{er} f^o 293 blasonne ainsi leurs armoiries : *d'azur, à trois épis de blé d'or tigées et liées du même.*

(1) Ce doyen de la cathédrale de Tulle : Martial-Louis de Brossard était docteur en théologie, il fut vicaire général de Limoges ; prieur de la Roche au diocèse de Limoges ; abbé commendataire de Beaulieu, en Limousin, le 13 août 1713, il était encore abbé en 1733 et mourut en 1734.

(2) Ces notes et dates sont prises dans les archives du département et dans les registres paroissiaux de Tulle déposés aux archives de la mairie de cette ville. Voir aussi V. Forot, *L'an 1789 en Bas-Limousin*.

Voici le nom d'un autre peintre que nous trouvons dans les registres paroissiaux de Tulle, mais nous ne croyons cependant pas qu'il soit d'origine tulloise, même limousine, ce serait plutôt un Quercynois ou un Périgourdin, nous allons dire pourquoi, mais il nous semble utile cependant de le faire connaître d'abord.

En 1663, le curé de la paroisse de Saint-Pierre de Tulle baptisait une fille de Jean Dalvy, maître imprimeur à Tulle. Le parrain fut Jean Dalvy « escolier, frère de la baptisée, qui a tenu pour JEAN FRANÇOIS DALVY, *maître peintre* absent (1).

En 1668, M. Dubal, curé de la même paroisse écrivait les lignes suivantes sur le registre paroissial :

Le dixième février, ont esté envoyés à M. le curre de Saint Caprasi JEAN DALVY *M^e peintre*, fils de M^e Jean Dalvy M^e imprimeur, et Jeanne Sicard (2).

La famille Dalvy, originaire du Quercy ou du Périgord, vint s'installer à Tulle vers 1640. Elle y créa une imprimerie qui se fonda plus tard, vers la fin du xvii^e siècle, dans l'imprimerie Chirac, famille avec qui les Dalvy s'étaient alliés. Le peintre J. F. Dalvy n'est pas à proprement parler un peintre du Bas-Limousin, nous l'avons signalé parce que sa famille a occupé une place dans notre vieille ville.

En 1684, sur le registre des baptêmes de la paroisse de Saint-Julien de Tulle, nous relevons cette note à la date du 6 juin :

(1) Arch. de la ville de Tulle G. G. 55.

(2) Arch. de la ville de Tulle G G 56.

A esté trouvé une fille à la porte du Lyon d'or, que je crois estre né depuis trois ou quatre jours, qui estoit dans un panier avec un billet qui portait : Faites la baptiser, sa mère n'a point de nom, son père est JEAN ROCHE, *peintre* (1) ».

Les Roche furent peintres-doreurs et imagiers, même un peu sculpteurs à Tulle pendant un siècle.

En 1688 V. ROCHE, *maître peintre* de Tulle souscrit une obligation de deux cents livres en faveur de son frère FRANÇOIS ROCHE, aussi *maître peintre* (2).

Le 26 février 1691 FRANÇOIS ROCHE *M^e doreur* épousait Etienne DUCHIER (3). Nous le trouvons, en 1702, comme témoin au mariage de Jean DUCHER (ou DUCHIER) marchand à Tulle qui épouse Marguerite Lacombe (4).

En 1712 « S^r ROCH, peintre de Tulle » peignait et dorait des « bouquets artificiels » dans l'église d'Orliac-de-Bar.

François Roche avait fait plusieurs tableaux pour la confrérie des Pénitents bleus de Tulle. Ils ornaient autrefois la chapelle du Puy-Saint-Clair. Après la dissolution de cette confrérie, le prieur ecclésiastique les fit transporter à la cathédrale de Tulle, dans la sacristie de laquelle se trouve encore une Flagellation, sans valeur artistique, signée F. ROCHE 1822. L'angle supérieur gauche de cette toile est occupé par un écusson portant *un arbre vert avec une colombe, et trois étoiles en chef*.

Ce sont probablement les armoiries du donateur

(1) Arch. de la ville de Tulle G G 26.

(2) Arch. de la Corrèze E 908.

(3) Arch. de la ville de Tulle G G 30.

(4) Arch. de la ville de Tulle G G 32.

de ce tableau qui pourrait être un membre de la famille Comte, seigneurs de Beyssac, commune de Saint-Augustin, canton de Corrèze, arrondissement de Tulle. Nous trouvons en effet les armoiries des comte blasonnées comme suit : *Ecusson d'argent à un arbre de sinople posé sur une terrasse du même et chargé d'une colombe d'argent.*

Autre manière :

Ecusson ovale d'argent, à un arbre arraché de sinople chargé d'une colombe d'argent accostée de deux étoiles.

Ces armoiries datent du commencement du XVIII^e siècle. Il se peut très bien qu'au siècle suivant après avoir ajouté deux étoiles à leurs armoiries primitives, ils en aient ajouté une troisième. Il y avait à Tulle une famille Comte de Beyssac alliée aux Lentilhac de Sédières.

François Roche aurait aussi fait, en 1808 « une tête de Saint Jean » pour la confrérie des Pénitents blancs. Ce tableau existe encore, bien qu'il ne figure pas sur l'inventaire des objets mobiliers de l'église de Saint-Jean de Tulle. Il est relégué dans une chambre des combles de cet édifice. Il serait mieux placé, à notre avis, contre un des murs intérieurs de l'église, ou au musée de Tulle. Ce grand tableau représente Salomé recevant la tête de Saint Jean sur un plat qu'elle va présenter à Hérodiade.

Quelques années avant l'exécution de ce tableau par François Roche, un peintre, dont le nom nous est inconnu, mais qu'on a dit être le donateur du tableau lui-même, ornait la chapelle dite des Martinie dans

l'église de Bassignac-le-Bas, canton de Mercœur, arrondissement de Tulle.

C'est une représentation de saint Cosme et de saint Damien dans le costume des facultés de médecine du temps de Louis XIV, avec la houppelande rouge bordée d'hermine, la collerette frisée et coiffés de la barrette rouge.

Au bas de cette peinture un peu naïve, on lit :

POSUIT JOANNÈS MARTINIE

1692

Cette peinture n'a de valeur que par sa date et le nom qu'elle porte qui est celui d'une vieille famille du pays.

Dans l'antique église de Saint-Sylvain (xii^e siècle), petit bourg et station de la ligne des chemins de fer départementaux (Tulle-Argentat), on trouve un tableau, sans valeur artistique, mais intéressant au point de vue documentaire. Il représente un saint Sylvain tenant une palme de la main droite et de la gauche indiquant une vue de l'église du bourg même. Ce qui reste actuellement de cette vieille construction est un donjon surmonté de hourds en bois et n'ayant pas d'autre entrée à ses défenses qu'en passant sous les combles de l'église. Le rez-de-chaussée de ce curieux clocher-donjon sert de sacristie, c'est là que se trouve le tableau dont nous parlons et qui a toutes les apparences d'une toile du commencement du xvii^e siècle (1).

(1) Depuis que ces lignes sont écrites, on a eu la malencontreuse idée de démolir le hourd du clocher de Saint-Sylvain, cela est d'autant plus fâcheux que ce genre de construction est très rare et qu'il n'en reste plus qu'un spécimen en Corrèze : c'est celui de Saint-Chamant, près de Saint-Sylvain et d'Argentat.

A peu près à la même époque, dans un tout petit village de nos montagnes du Bas-Limousin vivait, presque ignorée, toute une famille d'artistes bons « imagiers et tailleurs d'images », c'étaient les CIBILLE.

C'est de façon bien différente qu'on a écrit le nom de ces peintres : Cébille, Cébile, Sybille, enfin Cibille, qui est le nom qu'il faut adopter, en raison des nombreuses signatures retrouvées.

Les Cibilles ont une notoriété locale assez marquée par leurs productions. M. l'abbé Thomas Bourneix dit que « ces trois peintres-sculpteurs ont un mérite « réel. Ils appartiennent à l'école flamande : leurs « œuvres ont fait école... » (1). Nous voulons bien croire M. Bourneix sur parole, mais nous n'avons rien vu de ces trois artistes qui soit vraiment digne « de faire école ». Il est vrai que nous n'avons pas tout vu des Cibille, pas même tout ce qu'énonce M. Thomas Bourneix : « *La crucifixion* de Darnets ; les « peintures de la chapelle du Lieuteret (2). *L'Assomp-* « *tion* de l'église paroissiale de Darnets ; *Le saint* « *Martin* de la chapelle du château de Soudeilles et « le *saint Blaise* de cette même chapelle. *L'Annon-* « *ciation* qui dominait le maître-autel de l'église de « Chabrignac, signé A. CIBILLE, *Darnets pinxit*. Le « *Martyre de la sainte*, peint par Michel CIBILLE « en 1691, qui est dans l'église Sainte-Eulalie « d'Uzerche. Les deux patrons de Beaulieu *saint*

(1) *L'œuvre des Cébile* dans le Bulletin de la Société des Lettres de la Corrèze, année 1902, pp. 80 et 3.

(2) Château du Lieuteret, commune de Darnets, canton de Meymac, arrondissement d'Ussel (Corrèze).

« *Prime et saint Félicien*, dans l'ancienne abbatale de cette ville ».

Après avoir énuméré tout ce qu'il connaît des Cibille, M. Bourneix cite quelques légendes de « M. Antoine Diousidon, prêtre émigré de la ville d'Ussel (1) ».

« Il fallait, dit ce dernier, que M. Delmas, pour « faire briller le talent des hommes de son pays, « parlât des Cébile, habitant Darnets, arrondissement « d'Ussel, peintres qui ne le cédaient en rien aux plus « fameux artistes de France. (C'est M. Diousidon qui « écrit cela, nous tenons à le répéter). On distingue « parmi les plus beaux morceaux qui existent encore, « le tableau qui est derrière le maître-autel de l'église « paroissiale d'Ussel, représentant *l'Assomption*, « quoi qu'il ait été dégradé par quelques barbouilleurs. Cet excellent ouvrage vient de la chapelle des pénitents blancs de la même ville. » (2).

Mais les Cibille n'ont pas fait seulement les tableaux énumérés par MM. Diousidon et Bourneix.

En 1678, ils travaillaient à Orgnac, petite paroisse de l'archiprêtré de Vigeois. Là, pour le compte de dame Catherine de Loubriac, femme du vice-sénéchal de Brive, ils prenaient à faire un grand tableau de « huit pieds de hauteur et sept de largeur représentant Jésus-Christ crucifié ayant la Sainte Vierge à une main, Saint Jean l'évangéliste l'autre et Sainte Madeleine à genoux aux pieds de la croix et encore l'image de saint Christoffe au même côté de la Vierge et sainte Catherine à l'autre, ensemble deux

(1) Voir *Les Emigrés Corrégiens*, par Victor Forot.

(2) Ce tableau est aujourd'hui au collège catholique d'Ussel.

anges au-dessus de la Croix ayant l'un d'iceux un calice à la main et l'autre une esponge... de fournir à ces fins la toille, l'huile et les couleurs qui seront nécessaires, sans que lad. dame soit tenue de fournir que la nourriture et le logement dans la maison de Voustezac tant aud. sieur Cibille qu'aux garçons peintres qui travailleront sous luy et de payer pour raison dud. tableau, comme led. sieur curé l'a promis au nom de lad. dame la somme de cent livres .. »

Un instant, d'après les renseignements qui nous avaient été fournis, nous avons eu l'espoir que le tableau qui est actuellement au maître-autel d'Orgnac était celui peint par les Cibille. Il n'en est rien, comme nous avons pu nous en convaincre sur place. Il y a des preuves matérielles que le tableau des Cibille a été remplacé : Ce tableau représente bien le Christ en croix, la Vierge Madeleine et saint Jean, mais il y manque saint Christophe et sainte Catherine qui étaient sur le tableau des Cibille.

Disparu aussi le tableau que ces mêmes artistes peignaient encore au cours de l'année 1678 pour orner diverses chapelles de l'église des Pénitents gris de Tulle (église du Puy-Saint-Clair). Et cela n'a rien de surprenant, car depuis longtemps déjà cette église est ouverte jour et nuit à tous venants et nous savons que bien d'autres choses ont disparues. Il est vraiment déplorable de voir s'en aller chaque jour un des vieux souvenirs de cette chapelle. Nous ne voulons pas rechercher à qui incombe l'abandon et le délabrement de l'église du cimetière, mais le clergé devrait avoir la pudeur tout au moins d'en tenir la porte close, puisqu'il en est le gardien.

Quelques années plus tard, en 1694, les Cibille fournissaient encore neuf tableaux pour le lambris de cette même église.

Ils firent non seulement des tableaux d'églises, mais aussi des portraits, comme l'indique un acte passé en l'étude de M^e Magueurs, notaire royal à Tulle, le 21 juin 1678, dont nous avons parlé à propos des travaux confiés aux Duhamel et que nous venons de citer.

Il y est écrit que le « sieur Antoine Cibille, m^e peintre du lieu de Darnet... sera tenu, comme il s'y est obligé, de faire le portraict de lad. dame (1) en ovale et à demy corps, et de fournir de mesme les couleurs, toilles et huile nécessaires. Pareillement s'est obligé le sieur Cibille de peindre de mesme les s^r de Meilhac et Dufaure, petits neveux de lad. dame, et de faire les mêmes fournitures moyennant la somme de dix livres pour lesd. deux portraits... »

Dans l'église de Chabrignac, canton de Juillac, on voyait autrefois un tableau sur toile dominant le joli petit rétable en bois du maître-autel. Ce tableau représentant *l'Annonciation* était signé A. CIBILLE. *Darnes pinxit.*

Si nous parlons au passé, c'est que ce tableau n'est plus ni sur le maître-autel, ni au-dessus du rétable qui a été placé dans une chapelle latérale, à droite. Il a été mis en fourrière, sinon au rebut dans une petite tribune, au fond du bas côté droit de l'église,

(1) Il s'agissait de dame Catherine de Loubriac, femme du vice-sénéchal de Brive, qui avait en outre commandé à Cébille un grand tableau de huit pieds de hauteur sur sept de largeur pour l'église d'Orgnac.

tribune bizarre, car il n'y a pas d'issue pour y arriver ; on ne peut y parvenir que par une échelle et en enjambant la balustrade, escalade dangereuse aussi pour le tableau qu'on risque de crever. Il est couché tout du long dans le sens de la longueur de la tribune qu'il occupe entièrement, posé simplement sur le plancher, arrêté par la balustrade et incliné en arrière contre le mur où il s'appuie. Cette situation de personnages renversés est du plus pitoyable effet et ne fait certes pas ressortir la valeur du tableau. L'œuvre n'est pas magnifique dira-t-on, nous l'avouons, celle-ci, comme presque toutes les productions des Cibille, n'a qu'un mérite assez commun, mais les unes comme les autres doivent être conservées, ne serait-ce qu'au point de vue de l'étude de l'art en Bas-Limousin aux xvii^e et xviii^e siècles. Depuis la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, ce dernier est propriétaire des œuvres d'arts qui sont dans les églises, il devrait donc prendre les précautions nécessaires pour éviter que ces reliques artistiques ne soient pas détériorées ou anéanties. Nous adressons un appel à M. le Ministre des Beaux-Arts, mais sera-t-il entendu ? (1).

Et puisque nous sommes dans l'église de Chabrignac, signalons un autre tableau de grande valeur signé STELLA. Il est à regretter que la signature ne porte pas l'initiale du prénom de ce peintre ; car la famille Stella a donné à la France plusieurs peintres

(1) Sur notre demande M. le Préfet de la Corrèze a avisé M. le maire de Chabrignac de veiller à la conservation de ce tableau et ce dernier a ouvert un crédit à M. le curé pour cela. La toile est aujourd'hui dans une chapelle.

de grand talent : Jacques né en 1596 mort en 1657, François 1553-1605, autre François 1603-1647. Enfin Claudine, femme graveur d'un rare talent 1637-1682.

Revenons aux Cibilles. Les travaux exécutés par eux sont assurément plus nombreux encore que tous ceux que nous venons de citer et maints tableaux d'autels qui ornent les rétables de nos églises corréziennes, pourraient bien être nés de leur pinceau.

Nous avons découvert deux tableaux de ces artistes : ils sont malheureusement dans un état lamentable, il n'en peut être autrement, car il y a une trentaine d'années, une servante économe, trouvant ces toiles dans le grenier du château du Lieuteret, résolut de les nettoyer et d'en faire des torchons ! Elle les fit bouillir dans un chaudron à lessive, mais ne parvenant pas à les débarrasser de « la saleté qui y était attachée », elle les jeta au fumier où un paysan les ramassa « *per fa un bolin* » (1). L'une de ces toiles a quatre mètres de largeur et plus de deux mètres de hauteur, formant une demi circonférence, ce qui indique qu'elle a été faite pour être placée dans une chapelle voûtée. Mais elle est en lambeaux et c'est à peine si on y distingue, au centre, une femme assise et, sur les côtés, quatre ou cinq formes vagues ressemblant à des têtes d'hommes. La tête de la femme, une vierge probablement, n'est pas assez visible pour juger de sa valeur artistique. Au dessus, dans un ciel grisaille se détachent deux têtes d'anges mieux conservées que tout le reste, elles sont assez médiocrement traitées.

(1) Pour faire un balin.

La seconde toile mesure deux mètres cinquante centimètres sur un mètre et demi. Elle est mieux conservée que la première, mais cependant encore en très mauvais état. C'est une toile en demi circonférence représentant une femme assise (encore la Vierge peut-être) tenant dans son giron un enfant nu, à qui elle offre une palme. A gauche se trouve un personnage dont la tête a disparu. Malgré le lessivage qu'elle a subi, cette toile a conservé quelques parties de couleurs encore vives et semble avoir été un tableau de goût artistique. Lorsque le musée de Tulle sera convenablement installé, nous tenterons de la faire maroufler et si possible, d'en faire raviver le coloris qui nous semble bon.

Renseignements pris auprès de M. Daymard, curé de Darnetz, il ne reste plus dans son église que le tableau de *l'Assomption* : Celui qui, selon M. Bourneix, fut « barbouillé par un curé de Soudeilles, qui « avec sa sotte manie de se croire peintre, effaça le « nom du véritable auteur pour y apposer sa griffe : « *Bitarelle* ».

M. le comte Roger de Vaublanc, fils de l'ancien propriétaire du château du Lieuteret (1) a bien voulu nous faire savoir que les peintures de la voûte de la chapelle du château du Lieuteret existaient encore. Le tableau principal représente le Père éternel, assis au milieu des nuages, tenant un sceptre à la main. Dans les compartiments formés par les arcs de cercles de cette voûte se trouvent des anges voltigeant dans

(1) Le château du Lieuteret est actuellement propriété et habitation des neveux de M. Rog  r de Vaublanc.

les nues et tenant les instruments de la Passion de Jésus-Christ.

M. de Vaublanc ajoute : « Les Cibille étaient plusieurs, il devait y avoir parmi eux des artistes et des badigeonneurs, car le chœur de l'église de Darnetz était recouvert de peintures *hideuses* attribuées à ces peintres ».

Après avoir fait connaître leurs œuvres, disons quelques mots des peintres eux-mêmes. Ils étaient trois : Henry, Michel et Antoine, tous les trois originaires du village de la Bardèche, à deux kilomètres au sud du bourg de Darnetz. Henry était, croit-on, le père de Michel et d'Antoine. Ce dernier mourut à Darnetz et fut enterré dans la nef de l'église paroissiale le 20 janvier 1709.

Les registres paroissiaux de l'église Saint-Julien de Tulle accusent en 1693 la naissance dans cette ville d'une Jeanne Sybille. Voici copie de l'acte :

Le vingtième mars mil six cens quatre vingt treize a esté baptisée par moy sousigné Jeanne Sybille fille naturelle et légitime de Michel Sybille et de Marianne Grivel née le même jour. Sieur Pierre-François Juyé de Labesse a esté son parrain et Jeanne Laporte sa maraine. Lad. marraine a déclaré ne scavoir signer de ce requise.

DE JUYÉ, *parin.*

PAYAN, *vicaire.*

Cette naissance nous prouve que Michel Cibille a habité Tulle avec sa famille, même en dehors du temps où lui et ses frères travaillaient pour l'église du Puy-Saint-Clair.

Les Cibille, comme la plupart des peintres du

Bas-Limousin que nous citons dans le présent travail, n'étaient pas des artistes dans le sens supérieur du mot, c'étaient de bons faiseurs d'images pour les églises. Beau mérite cependant en Bas-Limousin à cette époque.

En même temps qu'eux, et quelquefois associés même avec eux, il y avait à Tulle un artiste moins connu peut-être, mais de valeur à peu près égale, il se nommait JEAN-LOUIS LEYS. Cet artiste, signalé par M. Clément Simon (1) est-il originaire de Tulle? Probablement, bien que nous ayons rarement rencontré ce nom ainsi orthographié. En consultant les registres des paroisses de Tulle, baptêmes, mariages et décès, nous avons trouvé beaucoup de Leix, mais un seul Leys : le vicaire qui signa l'acte de baptême du peintre J. J. Dumond, en 1687, et qui en 1681 avait loué sa maison du canton à J. J. Mouret le sculpteur. Sur les registres des paroisses de Brive et d'Ussel ni l'un ni l'autre de ces noms n'y figurent.

Nous trouvons à Tulle en 1644 un Leix maître apothicaire (2).

En février 1681 un Géral Leix, procureur, marié avec Marie Dumond, qui fait baptiser son fils dans l'église de Saint-Julien de Tulle (3). On le retrouve en 1686 (4).

En octobre 1710, Léger Sudour épouse Marianne Leix (5).

(1) *Les Duhamel* p. 7.

(2) Arch. de la ville de Tulle G G 7.

(3) — — 25.

(4) — — 68.

(5) — — 36.

En 1728 Jean-Jacques Leix était bourgeois et marchand à Tulle (1).

En novembre 1785, M^e Jean-Jacques Leix, seigneur de Nussanne, était lieutenant-général en l'élection de Tulle (2). Il fut élu commissaire à l'assemblée des trois corps pour la nomination des députés aux Etats généraux en 1789. Son père Pierre Leyx était un ancien juge de la juridiction consulaire de Tulle, il fut élu notable en 1789 (3).

L'opuscule de M. Clément Simon qui nous fait connaître ces peintres, dit tout simplement que JEAN LOUIS LEYS devait faire avec Michel Cibille 22 tableaux pour la chapelle du Puy-Saint-Clair de Tulle, moyennant le prix de deux cent quarante-deux livres. Ces tableaux devaient être terminés dans le délai d'une année (avril 1693 à 1694).

Mais le travail ne fut pas exécuté entièrement comme il avait été prévu, cela résulte d'un procès-verbal qui se trouve au registre de la confrérie des Pénitents dont M. R. Fage a publié la copie (4). Il y est dit que « *Leyx et Cibille* peintres » ont reçu 161 livres « pour les tableaux qu'ils ont faits pour le lambris de l'église du Puy-Saint-Clair, conformément au contract de prix fait reçu par Magneurs, notaire royal, le 16 avril 1693 », mais ils déclarent « n'avoir fait des tableaux portés par led. contract que treize,

(1) Arch. de la ville de Tulle G G 22.

(2) — — 49.

(3) V. Forot *L'an 1789 en Bas-Limousin*. Paris, librairie de l'art français.

(4) Les confréries de Pénitents de Tulle, page 38.

scavoir quatre par la main du sieur Leyx et neuf par le sieur Cibille ».

Un fragment de tableau que nous possédons dans notre collection, et qui provient des lambris du Puy-Saint-Clair, nous assure-t-on, a été attribué aux Cibille ou aux Leyx, mais nous doutons fort de cette paternité. Le tableau, qui d'ailleurs n'a pas grande valeur artistique, nous semble d'une époque bien plus reculée que celle où les Cibille et les Leyx travaillaient. Ce serait plutôt l'œuvre d'un de ces peintres primitifs du genre de PIERRE VILATTE, un compatriote né dans un village avoisinant Saint-Sernin-de-Larche, vers le milieu du xv^e siècle, qui a laissé quelques mauvaises toiles et dont parle M. Poulbrière dans son dictionnaire des paroisses.

Ce tableau nous semble représenter un Saint Roch. Le saint est à genoux en extase, les mains jointes, tenant appuyée sur son bras droit une sorte de spatule emmanchée au bout d'un long bâton qui ressemble beaucoup à l'outil dont se servent nos campagnards pour dégorger le fer de leurs araires en bois. A côté du saint se trouvent un taureau, un mouton et un chien. Ce dernier est le compagnon ordinaire de saint Roch, celui qui lui apportait son pain quotidien dans le désert. Les deux autres ont été placés là probablement pour représenter que ce saint est le patron du bétail (1).

En ce même temps où les Cibille et les Leyx travaillaient à Tulle, le nord de notre province avait

(1) Voir ma Monographie de la commune de Naves, chap. II, p. 76 pour la bénédiction des bestiaux.

aussi son peintre qui se nommait BENIN MARTIN. Nous le trouvons dans les registres paroissiaux d'Ussel, lorsqu'en 1641, il fait baptiser son fils Antoine et fait suivre sa signature du qualificatif de « maistre peintre. » (1).

C'est tout ce que nous savons de ce « maitre » ussellois.

Vers la même époque la ville des Ventadour voyait naître un enfant qui devait s'illustrer dans l'art de la peinture : c'était PIERRE ESPARVIER.

Deux notices ont été publiées sur ce peintre dans le *Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze*. La première en janvier 1894 était signée par M. Ambroise Tardieu; la seconde, quatre années plus tard, en avril 1898, portait la signature de M. René Fage. Nous y voyons que Pierre Esparvier avait été baptisé à Ussel le 27 septembre 1663 et qu'il était fils de Pierre Esparvier, avocat en la cour de parlement, et de demoiselle Antoinette Sartorys.

Ces deux biographies nous apprennent que Pierre Esparvier se rendit en Italie, mais sans dire pourquoi ni comment. Il est certain que cet artiste était à Bologne tout jeune encore et qu'il étudiait la peinture dans l'atelier de César Gennari, l'élève du célèbre Jean François Barbieri, dit le Guerchin (*il guercino*) (2).

Il quitta Bologne pour se rendre à Rome « où il acquit une grande célébrité pour la ressemblance, le talent et la rapidité avec lesquels il peignait le por-

(1) Arch. de la ville d'Ussel G G 1.

(2) *Il guercino* en italien signifie *le louche*. Barbieri louchait en effet de l'œil droit.

trait. Après avoir demeuré longtemps à Rome il s'en fut à Florence... Il peignait des fleurs, des batailles, des caprices, l'histoire, la mythologie et des portraits. Il a fait un très beau portrait de femme exposé en 1729 à Florence, dans la fête des membres de l'Académie de dessin, un tableau d'autel, placé dans une chapelle particulière des environs de Florence : *une adoration des mages ; la naissance de Jésus-Christ ; la Cène pascalle*, achetée par la grande duchesse de Toscane, Violante Béatrice de Bavière, qui envoya ce tableau en France avec son propre portrait, peint par le même peintre. » (1).

Cet artiste de talent est connu sous divers noms, tantôt Esparvier, Sparvier, de Sparvier, Sparraver, Sparewer, Sparwer et Spariwer. Il mourut à Florence le 27 mars 1731.

Nous savions que M. Ambroise Tardieu, historiographe de l'Auvergne avait publié en 1894 un portrait de Pierre Esparvier (2) et que quatre années après lui M. René Fage avait réédité ce même portrait en y ajoutant une légende, reprochant à M. A. Tardieu de n'avoir indiqué ni le nom du peintre de ce portrait ni celui du graveur.

M. René Fage écrit : « M. Tardieu très versé en « iconographie, attribue à Antoine Pazzi le portrait du « peintre Sparvier qu'il a reproduit en 1894..... Il dit « qu'il a été gravé d'après celui du musée de Flo-
« rence. J'ai voulu savoir si cette gravure était bien la « reproduction du portrait peint signalé par Dussieux ;

(1) L. Dussieux, *Les artistes français à l'étranger*, 1856 p. 280 et Bul. arch. de la Corrèze 1898 p. 184.

(2) Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze 1^{re} livr. 1894.

« toutes mes démarches sont restées infructueuses »
dit M. R. Fage en terminant son article (1).

PORTRAIT DE PIERRE ESPARVIER

Plus heureux que lui nous avons pu voir le portrait
de notre compatriote qui se trouve dans la belle *salle*

(1) Même bulletin 2^e livraison 1898.

PORTRAIT DE PIERRE ESPARVIER

des portraits des peintres célèbres peints par eux mêmes ; salle dite de la Tribune dans la fameuse galerie royale de Florence (RR. Gallerie degli Uffizi).

M. le Directeur de ce musée, unique au monde, consulté par nous, au sujet des œuvres de Pierre Esparvier nous a assuré que le musée de Florence ne possédait rien autre de ce peintre que son portrait. Et M. P. Nerino Ferri, cet aimable et distingué directeur, a bien voulu faire photographier, à notre intention, le portrait de notre compatriote, ce dont nous sommes heureux de le remercier publiquement, à notre nom personnel et aussi comme conservateur du musée de la ville de Tulle, où nous allons exposer cette magnifique photographie au charbon du format 18 X 24, dont voici hors-texte une réduction.

Nous sommes obligés de constater qu'entre l'image publiée par MM. Tardieu et René Fage et la photographie du portrait original il n'y a que bien peu de ressemblance, le lecteur en jugera, la société archéologique de la Corrèze, propriétaire du cliché publié en 1894 et 1898 ayant bien voulu nous le communiquer pour être publié à côté de notre photographie.

Très ancienne, et de marque, était la famille Esparvier.

En 1340, Jean-Guillaume Esparvier, notaire royal à Ussel, recevait une transaction intervenue en faveur de « noble et puissante dame Isabelle de Vendat, comtesse de Ventadour, veuve de Robert, comte de Ventadour, tutrice de ses enfants » (1).

(1) Arch. de la ville d'Ussel A A 12.

En 1434, le 1^{er} octobre, autre Guillaume Esparvier, notaire et consul de la ville d'Ussel, se rendait, avec ses collègues, au château de Ventadour pour demander à Charles, comte de Ventadour, de confirmer les chartes de ses prédécesseurs au sujet des droits de rétention, prélation et de lods et ventes sur la ville d'Ussel (1).

En mai 1502 dans un acte de protestation adressé à « hault et puissant seigneur le comte de Venthadour » figure « sages personnes... Jean Sparvier, consul de la ville d'Ussel. » (2).

Les registres paroissiaux de la ville d'Ussel font mention de divers membres de la famille Esparvier. En octobre 1624 on baptisait Françoise Mérigonde, fille de Jacques et de Françoise Esparvier. Le parrain était M^e F. Esparvier, procureur à Ussel (3).

En 1625 on fait mention de M^e Gaspard Esparvier, procureur (4).

En 1633 a lieu le baptême de Guinot Esparvier dans l'église Saint-Martin d'Ussel (5).

En 1634, dans cette même église fut baptisé le fils de Guillaume Escrivain, procureur à Ussel, le parrain était M^e Jean Esparvier, curé de Grandmian (6).

En 1643, il est fait mention de M^e Pierre Esparvier, avocat à Ussel. C'est le père du peintre qui assiste à un baptême (7).

(1) Arch. de la ville d'Ussel A A 14.

(2) — — 15.

(3) — G G 1.

(4) — — 1.

(5) — — 1.

(6) — — 1.

(7) — — 1.

En 1691, Gaspard Esparvier, bourgeois, fait baptiser son fils Pierre dans l'église Saint-Martin d'Ussel (1).

A partir de cette époque la famille Esparvier semble s'être éteinte ou avoir quitté le Bas-Limousin, nous n'en trouvons plus autre trace dans les documents d'archives.

VICTOR FOROT.

(A suivre.)

(1) Arch. de la ville d'Ussel G G 7.

CATALOGUE
DE LA
COLLECTION G. MICHAUD

Par LOUIS GERMAIN

GASTÉROPODES PULMONÉS

FAMILLE DES *HELICIDÆ*

(Suite)

298. *Helix depreauxi* d'Orb.

A/ Iles Canaries. — C. Verreau (1 éch.)

B/ VAR.? — Iles Canaries (2 éch.)

298. HELIX (OBELUS) DESPREAUXI
d'Orbigny.

299. *Helix ptichodia*.

Algérie. — C. de L'Hôtellerie (2 éch.)

299. HELIX (OBELUS) PTYCHODIA
Bourguignat.

Sous-genre TROCHULA Schlüter
1838.

Type : *Helix terrestris* Pennant.

Les Trochules sont caractéristiques
de la faune circa-méditerranéenne.

300. *Helix (Trochus) terrestris*
Chemn.

Environs de Lavalette (Hérault). —
C. Paladilhe (3 éch.)

300. HELIX (TROCHULUS) TERRESTRIS
Pennant.

Les *Helix elegans* Gmelin, et *Helix trochulus* Hartmann, sont synonymes.

300 a. *Helix terrestris*.

Helix elegans Gml. Drap. pl. 5, f. 1-2.
Rossm. fig. 345-348.

Gers (2 éch.)

300 a. HELIX (TROCHULUS) TERRESTRIS
Pennant.

300 b. *Helix elegans* Gmelin, Drap.

A/ France méridionale (5 éch.)

B/ Afrique. — C. Artufel (2 éch.)

300 b. HELIX (TROCHULA) TERRESTRIS
Pennant.

L'*Helix elegans* Gmelin, est synonyme.

300 c. *Helix elegans* Gmelin. VAR.
***Depressa*.**

Helix terrestris Pennant.

Helix trochilus Poiret.

France méridionale (5 éch.)

300 c. HELIX (TROCHULA) TERRESTRIS
Pennant.

Voir la remarque au n° 300 b.

301. *Helix trochoides* Poiret.

Helix conica Drap. pl. 5, fig. 3-5.

Lam. 105.

A/ France méridionale (1 éch.)

B/ Aix (Provence) (4 éch.)

301. HELIX (TROCHULA) TROCHOIDES
Poiret.

= *Helix algira* Chier.

= *Helix solarium* Risso.

302. *Helix conica* Drap. *

Lam. 105.

A/ — * C. Férussac (2 éch.)

B/ *Helix trochoides* (VAR.) Poiret.

..... — C. Martin (2 éch.)

302. HELIX (TROCHULA) TROCHOIDES
Poiret. Var. CONICA Draparnaud.

303. *Helix caroni* Desh. VAR.

Helix elata Fér. (VAR.), pl. 8, fig. 16.
Sicile (2 éch.)

303. HELIX (TROCHULA) CARONI
Deshayes.

L'*Helix elata* Faure-Biguet est une
espèce différente.

304. *Helix elatula* Mich. (1 éch.)

304. Il n'existe pas d'*Helix elatula*
Michaud, mais seulement un
HELIX (TROCHULA) ELATA Faure-Biguet
qui vit dans les régions circum-
méditerranéennes.

304 a. *Helix elata*.
Palerme (2 éch.).

304 a. *HELIX (TROCHULA) ELATA*
Faure-Biguet?
Voir la remarque au numéro 304.

305. *Helix trochlea* Pfeiffer (ex *).
Bougie. — * C. Joly 5 (4 éch.).

305. *HELIX (TROCHULA) TROCHLEA*
Pfeiffer.

306. *Helix crenulata* Olivier.
Lam. n° 85.
A/ Alexandrie (Égypte). — C. Barthil (1).
B/ Sans désignation (2).

306. *HELIX (TROCHULA) CRENULATA*
Müller.

307. *Helix pyramidata* Drap.
Drap. pl. 5, f. 6. Rossm. f. 349. Lam.
n° 106.
A/ Algérie. — C. de l'Hôtellerie
(3 éch.).
B/ Alger. — C. Joly (5 éch.).
C/ Nice. — (2 éch.).
D/ Constantinople. — C. Maillard
(1 éch.).

307. *HELIX (TROCHULA) PYRAMIDATA*
Draparnaud.

= *Helix agnata* Zeigler.
= *Helix arenaria* Zeigler.
= *Helix littoralis* Zeigler.
= *Helix sabulosa* Zeigler.
= *Helix spectabilis* Zeigler.
= *Helix pyramidatoides* d'Orbigny.
etc.

Sous-genre *COCHLICELLA*
Risso, 1826.

Type : *Helix barbara* Linné.

Coquilles remarquables par leur aspect buliminoïde. Les *Cochlicella*

vivent dans les contrées soumises à l'influence maritime. On les rencontre dans l'Europe moyenne et méridionale, l'Afrique mineure et l'Asie occidentale.

308. *Helix conoidea* Drap.
Drap. pl. 5, f. 7-8. Lam. 106.
Bulinus Rossm. f. 376.

A/ Alger. — C. Joly 14 (3 éch.).

B/ — C. Lafond (1 éch.).

C/ Syracuse. — C. Caillaud (4 éch.).

308. *HELIX (COCHLICELLA) CONOIDEA*
Draparnaud.

309. *Helix Psammoica* Morelet.

A/ La Calle (Afrique) (1 éch.).

B/ La Calle (Algérie). — C. Ch. des Moulins (1 éch.).

309. *HELIX (COCHLICELLA) CONTERMINA* Shuttleworth.

L'*Helix psammoica* Morelet, est synonyme de cette espèce.

Sous-genre *THEBA* Risso, 1826.

Type : *Helix carthusiana* Müller.

Les *Theba* sont des animaux très répandus dans l'Europe moyenne et méridionale, ainsi que dans l'Asie antérieure.

310. *Helix carthusiana* Müller, VAR.
Minor.

HELIX CARTHUSIANA Drap. pl. 6, figures 31-32.

Provence (3 éch.).

310. *HELIX (THEBA) CARTHUSIANA*
Müller.

= *Helix arenaria* Olivier.

= *Helix Olivieri* C. Pfeiffer (non de Férussac).

= *Helix bimarginata* Gray.

= *Helix gibsi* Leach.

(A suivre.)

Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze

Procès-verbal de la séance du 22 juin 1913

Le dimanche 22 juin, à 4 heures de l'après-midi, les membres de la *Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze* se sont réunis dans une salle de l'Hôtel-de-Ville, sous la présidence de M. Ph. Lalande.

Depuis la dernière séance, nous avons eu à déplorer la mort de deux de nos collègues, MM. Josse et Teyssier. La Société adresse à leurs familles ses plus sympathiques condoléances.

Huit nouveaux membres sont présentés et admis :

M. Louradour, juge, présenté par MM. de Valon et Lalande.

M. Mazot, médecin-major au 126^e, présenté par MM. de Chauveron et de La Leyssonie.

Comte Martial de Seilhac, présenté par MM. de Valon et de La Leyssonie.

Capitaine de Saget, présenté par MM. de Valon et le colonel Vermeil de Conchard.

M. Regnault, directeur de la Banque de France, présenté par MM. de Lasteyrie et Ph. Lalande.

M. Louis Valéry, présenté par MM. Foltzer et Grillières.

M. le docteur Picqué, chirurgien des Hôpitaux de Paris, chirurgien en chef des Asiles d'aliénés de la Seine, présenté par MM. le docteur Dubousquet-Laborderie et Ph. Lalande.

M. Barthélemy, pharmacien, présenté par MM. le docteur Dubousquet-Laborderie et Gaspéri.

M. l'abbé A. Bouyssonie offre à la Bibliothèque une série de brochures scientifiques et philosophiques parmi lesquelles un tirage à part d'un résumé de la préhistoire, qu'il a fait en collaboration avec son frère et M. l'abbé Breuil pour le Dictionnaire d'apologétique.

Autres dons :

1° Le Val d'Amblève (grotte de Remouchamps, par M. Rahir, à Bruxelles).

2° Le prêtre secondaire de Carluet, par le docteur Raoul Laffon.

3° Une impression et une marque inconnues du typographe Claude Garnier, par M. René Fage.

M. Ph. Lalande lit un document sur « le Bourg de Saint-Robert en 1843 », communiqué par M. Villotte; et M. de Valon un autre document concernant la ville de Brive, envoyé par M. Nugon, bibliothécaire à Courbevoie. Ces documents sont remis à M. Julien Lalande, qui veut bien se charger de les examiner plus à fond.

M. le docteur Labrousse signale d'intéressantes lettres de Cabanis et de Parmentier au sujet du châtaignier, ainsi qu'une correspondance de Cabanis avec de Vermeil de Conchard, le tout faisant partie de sa collection d'autographes. De son côté, M. le colonel Vermeil de Conchard lit deux lettres de Cabanis à Vermeil de Conchard, l'une datée d'Auteuil, 4 vendémiaire an VI, au sujet des événements du 18 fructidor et du 18 brumaire, et l'autre du 24 brumaire an VIII. Il semble qu'il serait fort intéressant de publier cet ensemble de lettres, et la Société invite MM. le colonel de Conchard et le docteur François Labrousse à entreprendre de concert cette publication dans le *Bulletin*.

Le *Bulletin héraldique de France* demande l'échange avec le *Bulletin* de la Société. — Accepté.

M. de Valon propose l'insertion des manuscrits suivants :

1° *Le Serment de Cabanis*, par M. le colonel Vermeil de Conchard.

2° De M. Champeval : *Suite d'analyses d'actes concernant le Limousin*, d'après dom Pradillon.

Composition du *Bulletin* (1^{er} trimestre 1913) :

1. Liste des membres de la Société.

2. *Le Prieuré-Doyenné de Carennac* (suite), par M. A. Viré pour la partie préhistorique, et par M. l'abbé Albe pour la partie historique.

3. *Essai historique et généalogique sur la famille de Valon* (suite), par M. L. de Valon.

4. *Les Annales de Larche*, en Bas-Limousin, par M. le docteur R. Laffon.

5. De M. Champeval : *suite d'analyses d'actes concernant le Limousin*, d'après dom Pradillon.

6. De M. Forot : *Extrait de Registres consulaires de Brive* des xv^e et xvi^e siècles.

7. De MM. Louis Germain et de Nussac : *suite du Catalogue de la Collection Gaspard Michaud*.

8. Procès-verbal de la dernière séance.

La séance est levée et les membres de la Société se rendent au Musée pour entendre la causerie de M. l'abbé A. Bouyssonie sur l'Homme de Lachapelle-aux-Saints.

Un excellent moulage du crâne, provenant du Muséum et offert par MM. Bouyssonie, est installé dans une vitrine avec le moulage intercrânien. Comme pièces de comparaison, on a placé à côté un crâne moderne et trois moulages : ceux d'un homme et d'une femme de Cro-Magnon que M. Massénat recueillit à Laugerie-Basse; ceux d'un gorille jeune que MM. de Nussac et Gaspéri ont obtenu du Muséum. Des ossements d'animaux, des silex taillés et quelques moulages de pièces artistiques, rappellent ce que

l'on trouve en compagnie des restes humains dans les stations préhistoriques.

M. Bouyssonie, en un bref aperçu des époques antérieures, situe l'homme de Lachapelle-aux-Saints à la dernière période de l'époque moustérienne, plus tard, par conséquent, que les habitants de Chez Pouré, dont M. Philibert Lalande a depuis longtemps fait connaître l'outillage. Il distingue la race de Néanderthal, aux formes grossières, de la race de Cro-Magnon, qui la remplaça sur notre sol et y apporta des talents artistiques inconnus de la race précédente. Nous entendons décrire successivement l'anatomie, l'outillage et même un peu la psychologie des premiers habitants de notre contrée. Sur la demande d'un auditeur, M. Bouyssonie raconte dans quelles conditions il fit sa précieuse découverte et comment il constata que le squelette avait été intentionnellement enseveli dans une fosse et entouré d'outils et de pièces de venaison. Dès cette lointaine époque on croyait donc à la survivance de l'âme. D'après les calculs les plus probables, l'homme de Lachapelle-aux-Saints remonterait environ à 10 ou 12,000 ans avant nos jours.

Les membres de la Société, et plusieurs dames qui ont assisté à la conférence, examinent avec le plus grand intérêt le crâne, plusieurs pièces de l'outillage trouvé dans la sépulture et les photographies qui représentent le lieu de la découverte et le squelette dans l'état même où il fut trouvé.

Des félicitations et des remerciements sont adressés à M. l'abbé Bouyssonie pour sa belle découverte et pour la complaisance avec laquelle il a bien voulu, avec la compétence qui lui appartient, l'exposer aux membres de la Société.

Le Secrétaire général,
ED. GAILLOT.

Essai Historique et Généalogique
SUR LA
FAMILLE DE VALON

CHAPITRE XII

Guérin de Valon, seigneur de Gigouzac

(1440-1457)

1^o Venue et fixation des Valon en Limousin par l'alliance avec les Champiers; filiation de cette famille. — 2^o Guérin de Valon devient héritier des seigneuries de Champiers et du Boucheron, avec mission d'en porter les noms et armes; son mariage avec Philippie Mourini. — 3^o Sa situation en Limousin, sa parenté et ses relations; son rôle pendant la dernière phase de la guerre de cent ans. — 4^o Après le décès de Guillaume de Valon, il hérite de Gigouzac, la Raymondie, Belcastel, etc., avec charge de continuer en Quercy les nom et armes de Valon; fin des guerres; inféodations en Limousin et en Quercy; arrentement de la terre de Gigouzac. — 5^o Procès et transactions au sujet des fiefs contestés ou des limites de possessions. — 6^o Guérin partage son patrimoine; il donne à Agnet de Champiers les biens du Limousin et à Jacques de Valon ceux du Quercy; testament de Philippie Mourini.

§ I. — Nous touchons au terme de cette tourmente qui avait ensanglanté la France et causé en Quercy de si grandes calamités. L'heure de la délivrance sonna pour notre pays en 1443, date mémorable où les Anglais disparurent à jamais, laissant le souvenir inoubliable de leurs excès. Les terres présentaient l'image de la ruine; partout l'abandon, la détresse, la misère annonçaient l'étendue du désastre. Aussi faudra-t-il des années pour remettre les fiefs en état. La seigneurie de Gigouzac avait tellement souffert qu'elle ne retrouvera plus sa prospérité d'antan; à la fin du xv^e siècle, elle s'acheminera vers le déclin et le démembrement. Mais avant d'aborder les inféodations, jetons

TABLEAU IV

GUÉRIN DE VALON
seigneur du Boucheron et de Champiers,
seigneur de la Raymondie,
marié à Phillippe Mourini. Il devint aussi
seigneur de Gigouzac à partir de 1440.
† en 1437.

Branche de Gigouzac

JACQUES DE VALON
seigneur
de Gigouzac en
Quercy
et d'Ambrugeac
en Limousin,
marié à Huguette
de Beynette
dame
d'Ambrugeac.
† avant 1479.

PIERRE DE VALON
seigneur
de Gigouzac,
héritier universel
de Jacques de
Valon,
marié à Sobirane
de Rochefort.
† en 1502.

Branche de Gigouzac Saint-Amaran

ANTOINE DE VALON
dit le
cadet de Gigouzac
† sans postérité
avant 1539.

AGNET DE VALON
seigneur
de Gigouzac,
épouse Catherine
de Gourdon.
† en 1525.

FRANÇOIS DE VALON
a fait héritier
son neveu,
Pierre de Valon,
de partie
des biens de St-
Chamarand.

JEAN DE VALON
héritier des biens
de Saint-Clair
et partie des
possessions de
St-Chamarand,
épouse Comtesse
de David.
† avant 1545.

LAURENT DE VALON
prêtre
de Gigouzac.
† en 1574.

ANTOINE DE VALON
seigneur
de Gigouzac,
marié à Jeanne
de Montlauzun.
† en 1536.

JEAN DE VALON
chanoine
de Montauban,
puis chanoine de
Cahors.
† avant 1560.

CATHERINE
DE VALON
† sans postérité
avant 1539.

PIERRE DE VALON
héritier
des biens de
St-Chamarand
continue la bran-
che de Gigouzac
Saint-Amaran;
marié à N... de
Pugnet.
† avant 1590.

BLAISE DE VALON
héritier
des biens de
Saint-Clair.
† avant 1596

GUY DE VALON
seigneur
de Gigouzac et
de Moulis près
Montauban,
marié à Isabeau
du Bousquet.
† en 1563.

JEANNE DE VALON
dame de Moulis,
mariée
à Corbeyran
de Borrassier.
† après 1608.

JACQUES DE VALON
seigneur
de Gigouzac
et de Moulis.
† sans postérité
vers 1568.

JEAN-BERNARD
DE VALON
épouse Margue-
rite de Cloup.
† avant 1605.

ANTOINE DE VALON
† sans postérité
vers 1600.

PIERRE DE VALON
marié
à Antoinette
de Puy-Laroque.
† vers 1620.

MAGDELEINE
DE VALON
mariée à Gabriel
de Colomb,
seigneur
de Capendeu,
vers 1590.

BERNARD DE VALON
épouse
Marie de Dilhac.
† avant 1662.
(Celle branche
s'est continuée
jusqu'à nos jours).

Branche du Boucheron et de Champliers

JEAN DU BOUCHERON
† avant 1440.

**MARGUERITE
DU BOUCHERON**
épouse Aymeric
de La Tour

**LOUIS
DU BOUCHERON**
religieux
au monastère
de Saint-Angel
(Limousin)

**GENEVIEVE
et
JEANNE
DU BOUCHERON**
mariées :
la première à
Jean de Lobertez
et la seconde à
Jean de Beaufort.

**AGNET
DU BOUCHERON**
seigneur
du Boucheron et
de Champliers
en Limousin et de
la Raymondie en
Quercy, marié à
Jacquette
de Chalus.
† avant 1477.

**MARGUERITE
JACQUETTE
et FLORENCE
DU BOUCHERON**
religieuses :
la première au
couvent de la
Règle (Limousin)
et les deux autres
au monastère
de Bonnesaigne
(Limousin)

Branche d'Ambrugeac et St-Hippolyte

**BERTRAND
DE VALON
DU BOUCHERON**
seigneur
d'Ambrugeac
et
Saint-Hippolyte
en Limousin,
épouse
Marguerite de
Turenne.
† avant 1482.

**FRANÇOIS DE VALON
DU BOUCHERON**
seigneur d'Am-
brugeac, épouse
Gasparde
de Rochefort.
(Saint-Martial).
† le 14 avril 1516.

**LÉONET
DU BOUCHERON**
seigneur
d'Ambrugeac,
marié à Lucque
de Montclar.
† avant 1557.

**FRANÇOIS
DU BOUCHERON**
seigneur
d'Ambrugeac et
de St-Hippolyte,
épouse Suzanne
de Rochefort
Saint-Angel.
(Cette branche
s'est continuée
jusqu'à nos jours).

**FRANÇOISE
DU BOUCHERON**
fille unique
d'Agnet, épouse
Louis de Rollat
et fait entrer
dans cette famille
les possessions
de Champliers et
du Boucheron.

un coup d'œil sur la venue et l'établissement des Valon en Limousin.

Bernard Stephani de Valon avait épousé, vers 1377, Florence de Neuvic de Champiers, vraisemblablement fille unique de Guillaume dont le frère, Raynaud, marié à Maragde d'Ussel était mort, vers 1395, sans laisser de postérité (1). Cette maison, tombée en quenouille, allait disparaître; pour sauvegarder le nom, Guillaume de Champiers fit héritier testamentaire, avant 1400, son petit-fils *Guérin de Valon*, à charge de continuer les nom et armes de Champiers (2). Cette famille illustre et ancienne possédait, dès le XIII^e siècle, plusieurs fiefs en Limousin, entr'autres la seigneurie de Champiers dans la paroisse de Palisses, une part des seigneuries de Neuvic et de Saint-Angel, un hôtel à Tulle et un tombeau sous le clocher de la cathédrale, distinction qui plaçait cette maison au rang des plus importantes du pays (3). Le château seigneurial se trouvait à proximité de Saint-Angel (4). Les Champiers avaient mérité, par leurs bienfaits, la reconnaissance des moines de Saint-Angel et élu sépulture dans leur église, comme l'atteste un nécrologe où plusieurs de leurs membres sont nommés (5). Ils étaient aussi les bienfaiteurs du couvent de Bonnesaigne et mentionnés comme tels dans leur obituaire (6). Sous les papes d'Avignon on en rencontre plusieurs à la cour

(1) Bibl. Nat., Fonds Chérin, preuves de Cour, dossier de Valon. — D'après le *Nobiliaire de Nadaud*, t. IV, p. 611, Raynaud ou Rigon de Champiers vivait encore en 1393.

(2) Bibl. Nat., Fonds Chérin, dossier de Valon.

(3) *Histoire civile et municipale de Tulle*, par Clément-Simon (*Bulletin archéologique de Tulle*, 3^e livraison, 1897, p. 326).

(4) *Mémoire sur la maison de Valon* (Bibl. Nat., dossiers bleus, vol. 656, dossier 17402). — Les Champiers tenaient des vicomtes de Ventadour leurs possessions de Neuvic.

(5) *Le Prieuré de Saint-Angel*, par A. Vayssière (*Bulletin archéologique de Brive*, t. VI, 1884, pp. 404 et 405).

(6) *Géographie historique de la Corrèze*, par J.-B. Champeval, p. 287.

pontificale; leur parenté avec Clément VI explique les faveurs dont ils furent l'objet (1).

La filiation de cette famille n'a pu être établie qu'à partir de 1300 (2). A cette époque on trouve PIERRE DE CHAMPIERS, chanoine avant 1329, et HÉLIE, seigneur de Champiers et coseigneur de Neuvic. Celui-ci acquit, en 1315, du vicomte de Ventadour, la châtellenie du Boucheron (paroisse de Palisses) dont il porta le titre depuis lors (3). Il a laissé entr'autres enfants :

1° **Gérald**, qui suit.

2° **Pierre**, marié à Agnès Rébola; ils furent ensevelis

(1) *Autour de Jean XXII*, par l'abbé Albe, 4^{me} partie, p. 172; — voir les notes 2 et 3 de la page 221.

(2) **PIERRE DE CHAMPIERS**
Chanoine de Briloude en 1329.

HÉLIE ou HÉBLE DE CHAMPIERS
seigneur
de Champiers et du Boucheron, 1315.

PIERRE
marié à Agnès Rébola.

CLAIRE DE NEUVIC DE CHAMPIERS
mariée :
1° à Etienne de la Chapouille vers 1320;
2° à Gérald de Rochefort Saint-Martial vers 1335.

GÉRALD DE NEUVIC DE CHAMPIERS
seigneur de Champiers et en partie de Neuvic marié à Isabelle... vers 1330
est mentionné dans divers actes de 1347 à 1349.

RAYNAUD DE CHAMPIERS
seigneur du Boucheron marié à Hélié de Champiers; † avant 1347; a fait héritier Rigon ou Raynaud de Champiers son neveu.

GÉRALD
chanoine
1350-1365.

MARGUERITE
religieuse
de Bonnesaigne
en 1347.

HÉLIE
abbé de la Grasse
† avant 1409.

BERNARD
prieur de Saint-Angel. † au début du xiv^e siècle.

GUILLAUME DE NEUVIC DE CHAMPIERS
seigneur de Champiers et coseigneur de Neuvic marié à N... vers 1355, a fait héritier Guérin de Valon, son petit-fils, avant 1400.

RIGON ou RAYNAUD
seigneur du Boucheron marié à Maragde d'Ussel qu'il fit son héritière avant 1395, date de sa mort.

FLORENCE DE NEUVIC
fille unique et héritière, mariée, vers 1377, à Bernard Stephani de Valon, seigneur de Thégra et de Gigouzac.

GUÉRIN DE VALON DE CHAMPIERS
seigneur de Champiers et du Boucheron dès 1400.

(3) *Mémoire sur la maison de Valon* (Bibl. Nat., dossiers bleus, vol. 656, dossier 17402).

dans l'église de Saint-Angel (1) et ne paraissent avoir eu qu'un fils, Gérard, qui fut chanoine de Limoges (1350-1365) (2).

3° **Claire de Neuvic de Champiers**, qui épousa en premières nocés, vers 1320, Étienne de la Chapoulie, d'où naquit un fils unique : Étienne. Celui-ci fut héritier universel de ses grands-parents (Étienne de la Chapoulie et Marguerite de Borne) et mourut avant l'âge nubile, laissant à sa mère tout son avoir. Claire de Champiers convola en secondes nocés avec Gérard de Rochefort Saint-Martial (3) dont elle eut plusieurs enfants, entr'autres Hugues de Saint-Martial, cardinal en 1361 à l'âge de 25 ans. Elle vendit, en 1360, à Hèlie de Bossac, l'hôtel de la Chapoulie, sis à Tulle près l'église de Saint-Pierre (4), et à P. de Lémovix un jardin qui provenait de la succes-

(1) *Le Prieuré de Saint-Angel*, par M. A. Vayssière (*Bulletin archéologique de Brive*, t. VI, 1884, p. 420).

(2) Il fut nommé chanoine de Limoges en 1350 par bulles de Clément VI, tome LVI, f° 69. — Il est aussi nommé parmi les chanoines de Limoges en 1365 (Bibl. Nat., Fonds Gaignières, v. 17118).

(3) Extrait du registre Chevillard, pp. 123-124 (Archives de M. Clément-Simon, au château de Bach). — Les Rochefort, famille très ancienne du Limousin, ont formé deux branches qui se sont séparées à la fin du XIII^e siècle. Leur auteur commun, *Géraud de Rochefort*, chevalier, seigneur de Murat-le-Quaire en Auvergne, eut entr'autres, deux fils : 1° *Aymon* qui épousa, vers 1300, la fille et héritière de Hugues de Mirabel de Saint-Angel et constitua la branche des *Rochefort Saint-Angel* éteinte au XVII^e siècle; 2° *Hugon* qui se maria avec N... de Saint-Martial, fille et héritière de Robert, chevalier, seigneur de Saint-Martial-le-Vieux, et forma la branche des *Rochefort Saint-Martial*, éteinte au XVI^e siècle. Hugon eut pour fils Gérard, époux de Claire de Neuvic de Champiers. Les Valon, apparentés avec les Rochefort, contracteront des alliances avec les deux branches.

(4) *Cartulaire de l'abbaye de Tulle* par J.-B. Champeval (*Bulletin archéologique de Brive*, t. XIX, 1897, p. 629).

sion de Jean de la Chapoulie, bienfaiteur de Claire (1). Elle mourut avant 1375.

4° **Raynaud de Champiers**, qui devint seigneur du Boucheron après le décès de son père; il ne vivait plus en 1346, ayant fait héritier son neveu et filleul Rigon ou Raynaud. Sa veuve, Hélie de Champiers reçut, en 1347, l'indulgence *in articulo mortis* (2).

GÉRALD DE NEUVIC DE CHAMPIERS, seigneur de Champiers, vint à la cour pontificale à l'avènement de Clément VI, son parent, puisqu'on le trouve chevalier du pape dès le mois de juin 1344 (3). Gravement atteint par la maladie de la peste il reçut, le 20 septembre 1347, le privilège de l'autel portatif, accordé également à sa femme Isabelle (4); mais il ne fut pas terrassé car un document nous apprend qu'il vivait encore en 1349 (5). Nous savons, par le nécrologe de Saint Angel, qu'il fut enseveli dans cette église (6). Parmi les enfants qui lui survécurent on peut citer :

(1) Extrait des archives de M. Bonnely, ancien archiviste de Tulle, p. 271 d'un volume intitulé « Annales », actuellement entre les mains de son gendre M. Laroste, avoué à Saint-Yrieix.

(2) *Indultum pro nobili muliere Helia de Champiers, condam Reynaldi de Champiers relicta, vidua, Lemovicens. dioc. ut confessor quem elegerit possit ei semel in mortis articulo plenam remissionem peccatorum concedere* (16 février 1347) [Arch. Vat., vol. 35 de Clément VI, f° 274].

(3) Arch. du Vat. Clément VI. *Introitus et Exitus*, vol. 216, f. 232.

(4) *Indultum habendi altare portabile pro nobili viro Geraldo de Novovico, alias de Champiers, domicello et nobili muliere Isabella, ejus uxore, Lemovic. dioc., 20 sept. 1347* [Arch. Vat., t. XLIV de Clément VI, f° 475].

(5) *Géographie historique abrégée de la Corrèze*, par J.-B. Champeval, p. 297.

(6) *Le Prieuré de Saint-Angel*, par A. Vayssièrre (*Bull. arch. de Brive*, t. VI, 1884, pp. 420 et 421).

1° **Guillaume**, son successeur.

2° **Marguerite**, religieuse de Bonnesaigne (O. S. B.), qui obtint en 1347, de Clément VI, l'indulgence à l'article de la mort (1). Elle figure aussi parmi les religieuses de ce couvent dans un acte où la prieure sollicite de l'évêque de Limoges l'union de la cure de Darnets à Bonnesaigne (2).

3° **Hélle**, abbé de la Grasse près Narbonne; il mourut avant 1409 et fut inhumé dans l'église Saint-Angel, selon l'obituaire qui marque la date de son décès au 4 octobre (3).

4° **Bernard** devint prieur de Saint-Angel, vers la fin du xiv^e siècle, et y fut enseveli; on voit par les fragments de nécrologe que sa mère, Isabelle, repose également dans la même église (4).

5° **Rigon ou Raynaud**, qui reçut de son oncle, Raynaud, la châtellenie du Boucheron. Il mourut sans postérité, avant 1395, laissant son patrimoine à sa femme, Maragde d'Ussel (5).

§ II. — GUILLAUME DE NEUVIC DE CHAMPIERS prit la succession du Champiers et de Neuvic au moment où la guerre des Anglais battait son plein; malheureusement nous sommes peu documentés sur les faits qui le concernent, nous savons seulement qu'il maria, vers 1377, sa fille unique, Florence, à *Bernard Stephani de Valon* et qu'il mourut, avant 1400, faisant héritier son petit-fils,

(1) Indultum pro *Margarita de Champiers* moniali monasterii de Bonasanha (O. S. B.) Lemovic. dioc. ut confessor quem elegerit.... 16 février 1347 [Arch. du Vat., vol. 35 de Clément VI, f^o 274].

(2) *Les Bénédictines de Bonnesaigne*, par l'abbé Bourneix (*Bull. arch. de Brive*, t. XXIV, 1902, p. 511).

(3) et (4) *Le Prieuré de Saint-Angel*, par A. Vayssièrre (*Bull. arch. de Brive*, t. VI, 1884, pp. 404, 405, 420 et 421).

(5) Bibl. Nat., Fonds Chérin, preuves de cour, dossier de Valon.

Guérin de Valon, à charge de porter les noms et armes de Champiers (1). Il prit cette détermination quand il vit son frère, Raynaud, s'éteindre sans postérité laissant à sa femme, Maragde d'Ussel, la seigneurie du Boucheron (2). Mais Maragde, cédant à de légitimes sollicitations, restitua à Guérin de Valon la terre du Boucheron afin de réunir sur sa tête, selon le désir des Champiers, tout l'héritage Champiers-Boucheron. Elle lui en fit la donation, le 24 février 1400 (n. s.), se réservant l'usufruit sa vie durant et la moitié en faveur de son frère. En voici le résumé d'après les preuves de cour : « *Guérin de Valon*, « héritier testamentaire de Guillaume de Neuvic, seigneur « de Champiers (3), assisté de son père et légitime administrateur, reçut la donation entre-vifs que lui fit, le « 24 février 1400 (n. s.), noble Maragde de Ussello, dame « du Boucheron, du *lieu dal Boscheyro* au diocèse de « Limoges, avec toute juridiction haute, moyenne et basse, « mixte, impère, domaine, fiefs, arrière-fiefs, tailles, cens, « rentes, pensions et autres dominations féodales, hostels, « édifices, vayeries, casaux, bois, chasses, étangs, pêche-

(1) Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon.

(2) Par son testament reçu le 13 juillet 1407 par de Bosco, notaire de Meymac, Maragde d'Ussel, femme de Rigon de Champiers, demande à être ensevelie dans le monastère de Saint-Angel où reposaient les Champiers, ses prédécesseurs (Nadaud, t. I, p. 349).

(3) *La châtellenie de Champiers* comprenait, dans la paroisse de Palisses : le lieu et *château de Champiers*, les villages de *Almon* et de *la Vayssieyra*; et dans la paroisse de Neuvic, les villages de *Servaret*, de *Malaudia*, de *Bramafan*, les affars de G. Chalvaria, de P. Maiol, de P. Chalvaria, d'E. de Fornaux, de J. Momand, de Locha, de Rotier, d'Eymar, de la Relicta, de Reynal, de Fomloba, de Pomeira, de Bechafana, de la Rossana, de Lestac, etc.; dans le bourg de Neuvic, l'*hôtel de Champiers*, une maison dite *lo mur mural*, un jardin, etc. Enfin, près d'Ambrugeac, le village de *la Forest* (Extrait de l'hommage des terres du Boucheron et de Champiers, fait en 1490 par Louis de Rollat, chartrier de Saint-Priest).

« ries, garennes, etc.(1), sous la réserve de l'usufruit
« pendant sa vie et de la moitié en faveur de son frère
« Hugues s'il survivait à la donatrice; à charge par le
« donataire et ses successeurs d'unir *sous un même nom et*
« *sous les mêmes armes les hôtels de Champiers et du Bou-*
« *cheron et d'en porter les armes*; lad. Dame ayant été
« portée à lui faire cette donation tant à cause des ser-
« vices et bienfaits qu'elle avait reçus dud. Guérin et de
« ses parents que parce que *les seigneurs de Champiers et*
« *du Boucheron appartenaient d'ancienneté à une seule et*
« *même race*(2). »

(1) La *châtellenie du Boucheron* comprenait, dans la paroisse de Palisses : le château du *Boucheron* avec toute justice; le lieu de *Palisses*, les villages de *Charavenas*, *Noalhac*, *Feydel*, avec toute justice et fondalité; la borie de *Larcet*; dans la paroisse de Darnets : le village de *Montusclat*, les mas de *Fontinardi* et de la *Rigodia*, avec toute justice; dans la paroisse de Grandsaigne : le village de la *Vayssa* et le mas *del Chasaviel*; enfin à Meymac, le village de la *Borda* (Extrait de l'hommage des terres de Champiers et du Boucheron, fait en 1490 par Louis de Rollat comme mari de Françoise de Champiers, fille et héritière d'Agnet) [Archives du comte Bertrand de Valon, château de Saint-Priest, Corrèze].

(2) Cet acte fut passé au lieu dal Boscheyro par Jean Chaudorgues et Jean de Bessis, notaires, en présence de Louis d'Escorailles, chevalier, Guy de Gimel, Bertrand de la Jugie, Hugues d'Ussel, Jean de Montanhac, damoiseaux, etc. (Bibl. Nat., Fonds Chérin, preuves de Cour, dossier de Valon). — Die vigesima quarta mensis februarrii anno domini millesimo trecentesimo octuagesimo decimo nono personaliter constituta *nobilis domina Maragda de Ussello domina loci dal Boscheyro*, diocesis Lemovicensis, ex una parte et *nobilis Bernardus de Valon, domicellus, dominus de Gigosaco*, Caturcensis diocesis, ut pater et legitimus administrator *nobilis Garini de Valon ejus filii* legitimi et naturalis, *heredis ex testamento nobilis domini Guillermi de Nouvic, domini de Champiers*, militis, pro se et suis..... quaequidem nobilis Maragda mota bono zelo et bona intentione et eximio et cordiali amore et bona affectione ad hoc inclinata attendens et considerans super hoc quod *dicta loca sive hospicia de Champiers et del Boscheyro sive domus eorumdem locorum ab antiquo*

Le même jour Hugues d'Ussel ratifia cette donation (1), et Bernard de Valon reconnut sur tous les biens et héritages dal Boscheyro les 400 livres tournois constituées, jadis, en dot à Maragde d'Ussel, et comme celle-ci les avait données à sa nièce, Delphine d'Ussel, Bernard s'engagea à les lui payer, 40 livres lors de son mariage et 20 livres d'année en année. Il promet en outre de faire ratifier ces conventions par son fils en qualité d'héritier du Boucheron et de Champiers quand il aurait atteint sa majorité (2). Enfin Bernard se chargea de solder à Maragde d'Ussel la somme de 140 francs d'or dans le cas où Bertrand de Saint-Marc, tuteur et administrateur des enfants de feu Guillaume Mourini, ne pourrait tenir ses engagements.

fuerunt ac descenderunt ex uno et eodem genere volens igitur et affectans ipsa loca sive hospicia esse unita et a dicto genere minime separari imo ad eundem genus remanere et reverti gratis et ejus spontanea..... dedit nobili Garino de Valon, filio. dicti Bernardi de Valon, predicto heredi, presenti..... videlicet dictum locum del Boscheyro, ipsius nobilis dominae, et hoc integraliter et cum omnimoda alta et bassa jurisdictione, meroque et mixto imperio ac toto dominio ejusdem ac etiam cum omnibus feodis..... et retinuit tamen dicta nobilis donatrix ususfructus per se ipsam et pro nobili Hugone de Ussello, fratre suo, et hoc supra locum del Boscheyro et aliis rebus ac juribus superius donatis hoc acto quod casu quo predicta domina Maragda praemori contingeret dicto Hugone de Ussello, fratre suo, quod dictus nobilis Hugo non debeat habere nisi solum medietatem ususfructuum predictae terrae del Boscheyro et hoc ad eorum totam vitam..... Item fuit actum quod ante omnia dicta loca sive hospicia de Champiers et del Boscheyro sint a caetero unita videlicet sub uno nomine et sub eisdem armis et quod idem Garinus et sui successores debeant portare arma dictorum hospitiorum unitorum et nomina eorumdem..... (Archives de la famille de Valon).

(1) et (2) Ces actes furent passés au lieu dal Boscheyro par Jean Chaudorgues, notaire, en présence de Bertrand de la Jugie, Gilbert de Rassiols, Pierre de Cisternes (Bibl. Nat., Fonds Chérin, preuves de Cour, dossier de Valon. — Arch. de la famille de Valon).

Tous ces accords avaient été conclus en faveur du mariage de *Guérin de Valon* avec Philippie Mourini dont le contrat fut passé le même jour (24 février 1400, n. s.) [1].

« Guérin fut assisté par son père et la future épouse,
« fille de feu messire Guillaume Mourini, par Bertrand
« de Saint-Marc, son tuteur. Ce dernier lui constitua en
« dot 30 livres de rente à asseoir, dans la Marche, sur
« les biens de son père ou sur la terre de feu Jacques
« Mourini, son frère, qui appartenait jadis à Guillaume
« d'Ussel. En second lieu 800 livres de monnaie courante.
« Il fut en outre convenu qu'en cas de prédécès dud.
« Guérin, sa future épouse jouirait de 40 livres de rente
« annuelle, savoir 20 livres sur les terres de Champiers
« et de Alancha et 20 livres sur la terre dal Boscheyro
« jusqu'au remboursement complet des 800 livres (2). *Ber-*

(1) Acte passé au même lieu par le même notaire en présence de Louis d'Escorailles, Guy de Gimel, Bertrand de la Jugie, Hugues d'Ussel, etc. (Bibl. Nat., *Fonds Chérin*. — Archives de la famille de Valon.)

(2) Die vigesima quarta mensis february anno domini millesimo trecentesimo octuagesimo decimo nono personaliter constitutis Bertrando de Sancto Marco, milite, tutore et administratore *Philippae Mourini, filiae quondam domini Guillelmi Mourini, militis et nobili Bernardo de Valon, patre Garini de Valon*; cum matrimonium fuerit prolocutum per predictas partes et pro amicis inter predictum Garinum et predictam Philippam..... predictus tutor dedit in dote predictae Philippae videlicet *triginta libras renduales* assedendas in Marchia super bonis quondam patris sui aut super terra quondam Jacobi Mourini, fratris dictae Philippae, quae quondam fuit Guilhermi de Ussello. Item et amplius *octo centum libras* quas dictus Bernardus et dictus Garinus et Maragda de Ussello recognoverunt recepisse videlicet sex centum libras in quibus dicta Maragda erat obligata per litteras obligatorias quondam Jacobo Mourini fratre dictae Philippae, et alias ducentas libras in pecuniam numeratam..... Fuit actum inter ipsas partes quod in casu quo dictam Philippam decedere contingerit sine heredibus quod non revertetur heredibus dictae Philippae nisi solum sex centum et quinquaginta libras et in casu quo dictum Garinum praemori contingerit quod dicta Philippa

« *nard de Valon*, de son côté, agissant tant en son nom
« qu'en qualité de procureur de Florence de Champiers,
« sa femme, fit donation à son fils de la terre d'*Alancha*
« (Auvergne) avec ses droits et appartenances et l'éman-
« cipa pour lui en laisser la jouissance (1). »

A partir de ce moment *Guérin* ne porta plus en Limousin que les noms de Champiers et du Boucheron, mais garda en Quercy le nom de Valon. Il en sera de même pour ses frères; c'est ainsi que Pierre de Valon, le futur évêque de Lectoure, qui avait assisté au mariage de son frère, est nommé Pierre de Champiers dans la donation que lui fit Maragde d'Ussel, de tous ses droits sur le village del Chazel (Grandsaigne) (2).

Les obligations qui incombaient à *Guérin* n'étaient pas chose rare au moyen âge. Perpétuer la race, le nom, les

habeat quadraginta libras annuales videlicet viginti libras in et super tota terra del Boscheyro et viginti libras in tota terra de Champiers et de Alancha dicto Guarino pertinentibus donec eadem octo centum librae fuerint persolutae..... Item fuit conventum quod dicta Philippa habebit pro ostelio triginta libras renduales solvendas ad vitam dictae Philippae in et super tota terra del Boscheyro et tota terra de Champiers et de Alancha, hoc acto quod, predicta Maragda vivente, predictus Bernardus teneat solvere annuatim predictas triginta libras. Et in casu restitutionis predictarum octo centum librarum dicti Bernardus et Garinus obligaverunt totam terram dal Bocheyro, de Champiers et de Alancha; et promisit idem Bernardus post quatuor annos, a data presentium, facere ratificare dicto Garino idem contractum..... Item promisit, dictus tutor, eidem Philippæ, post quatuor annos, tradere septem alnas pauci panni de brusselar et dictus Bernardus facere eidem Philippæ jocelia eidem pertinentes..... Acta fuerunt apud locum dal Boscheyro..... testibus Ludovico d'Escorailha, milite, Guidone de Gimello, Bertrando la Jugia, Joanne de Mourinhac, Hugone de Ussello, Petro de Cisternas..... signé Chaudorgues (Archives Nationales, *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon. — Archives de la famille de Valon).

(1) et (2) Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, dossier de Valon. — Arch. de la famille de Valon.

armes, tel était le souci majeur des maisons anciennes et illustres aussi fières de leur passé que jalouses d'en assurer la succession. Aussi, quand la lignée menaçait de s'éteindre, avec quelle religion confiaient-elles leur patrimoine à un gendre digne de continuer la race. Marguerite d'Ussel, dans sa donation, avait trouvé des accents pour traduire tout le prix que les Champiers attachaient à l'union et à la conservation du patrimoine Champiers-Boucheron, au maintien des traditions, du nom, des armes et de tout l'héritage. Cela expliquera la fidélité des Valon du Limousin pour le nom du *Boucheron* qu'ils conserveront presque jusqu'à la Révolution. — Les Valon avaient donc deux missions : continuer en QUERCY le nom de *Valon*, et en LIMOUSIN les noms du *Boucheron* et de *Champiers*.

§ III. — Pendant le début du x^v siècle nous n'avons pas grand'chose à dire sur *Guérin de Champiers*. Il vendit, en 1413, certaines rentes à Guillaume Laval, chapelain de Tornac (Ussel) [1], et fit son testament le 10 août 1417 (départ pour les guerres sans doute); cela nous fait supposer qu'il dut prendre part aux événements troublés survenus dans la région après la défaite d'Azincourt. Par ce testament Guérin demandait à être enseveli à Saint-Angel au tombeau de ses prédécesseurs, augmentait la vicairie fondée par les Champiers à l'autel Saint-Blaise, faisait des legs à *Geneviève*, *Jeanne* et *Agnet* ses fils et filles, et instituait *Jean* son héritier universel (2). — En revanche les documents nous éclairent sur sa parenté avec les familles du Limousin. Par le mariage de son père et par le sien, *Guérin* était allié aux d'Ussel (3), Escorailles, Gimel, la Jugie (4), Montanhac, la Chapoulie (5), Borne, Rochefort-

(1) Bibl. Nat., *Fonds Gaignières*, vol. 22,421.

(2) *Nobiliaire* de Nadaud, t. III, p. 277.

(3) La famille d'Ussel était alliée aux Comborn.

(4) Guillaume de la Jugie, neveu du pape Clément VI, fut créé cardinal en 1342.

(5) *Marguerite de Champiers* hérita d'une branche de cette famille

(Saint-Angel et Saint-Martial), la Chassagne, etc. Cette parenté est d'ailleurs nettement établie dans un acte de 1423 où Jeanne de Gimel, veuve de Vincent de Bar, demande à être déchargée de la tutelle de ses enfants pour se remarier. On fit appeler devant le lieutenant du sénéchal tous les parents pour nommer le nouveau tuteur, savoir : Jeanne de Gimel, mère de la tutrice ; Isabelle de Flamench, mère de Vincent de Bar (1) ; Guillaume et Pierre de Gimel ; Nicolas de Maumont, et Bertrand de Maumont, évêque de Tulle (2) ; Pierre de Beaufort, vicomte de Turenne (3) ; les *seigneurs de Champiers* (Guérin, Pierre et Guischard) ; le seigneur de Mirabel ; Hélié Foucher de Sainte-Fortunade ; Hélié de Cosnac ; Pierre de Lostanges

au XIV^e siècle. Une autre branche avait comme représentants, au XV^e siècle, Raymond de la Chapoulie, chevalier docteur, dont le neveu Raymond se maria avec Catherine Foucher de Sainte-Fortunade, d'où trois filles : Marie, épouse de Jacques Molceau de Bar ; Jehanne, mariée à *Bertrand de Plas de Valon*, et Catherine à Jean de Soiris (Archives de l'auteur).

(1) Isabelle Flamench, 2^e femme de Jacques de Molceau, avait eu pour fils *Vincent de Bar*, marié à Jeanne de Gimel, et *Jacques* marié à Marie de la Chapoulie. Le père ou l'aïeul de Jacques de Molceau avait épousé Béatrix d'Escorailles (*Notes sur la famille de Bar*, par Jean de Saint-Germain, *Bull. archéol. de Brive*, t. XVII, 1895, p. 415).

(2) et (3) Nicolas et Bertrand de Maumont étaient issus de la famille des Roger, seigneurs de Rosiers et de Maumont, pays peu éloignés de Ventadour et d'Égletons. Cette illustre et puissante maison a donné, au XIV^e siècle, deux papes à l'Église, deux cardinaux et plusieurs hauts dignitaires. Pierre de Beaufort, vicomte de Turenne, appartenait à la même famille ; il était fils de Nicolas, fils lui-même de Guillaume II, comte de Beaufort. Guillaume III Roger, comte de Beaufort, fils de Guillaume II, acquit en 1350 la vicomté de Turenne ; sa nièce, Hélène de Durfort, avait épousé Gilbert d'Aynac, dont la famille avait même origine que celle des Valon [Moréri, t. V. p. 561. — Arch. Nat., carton K, 51, n^o 43, f^o 7].

et son fils Pierre), etc. (1). Enfin, dans le contrat de mariage de Marguerite de Pierre-Buffières (fille de Louis) avec Charles de Vergne (1427) [2], on trouve parmi les témoins : *Guérin de Champiers*, Gilbert de Rochefort (Saint-Martial), A. d'Anglars, Jean de la Chassagne, Guichard de Comborn, etc. (3). On voit par ces citations quels étaient les proches et les relations de Guérin ; il était allié aux meilleures familles du Limousin. Il n'est donc pas surprenant qu'il soit intervenu dans les affaires du pays quand les circonstances le réclamaient. On peut en juger par les événements qui vont suivre.

Les épisodes de la guerre anglaise prirent mauvaise tournure en Limousin après la funeste bataille d'Azincourt. Les Étrangers venaient de s'emparer d'Auberoche en Périgord, sur la frontière même du Limousin. Craignant leur voisinage et surtout leurs représailles, les notables du pays s'assemblèrent à Tulle le 3 septembre 1419, en vue des mesures à prendre pour chasser l'ennemi de ce poste redoutable. La formation d'un corps de troupes y fut décidée, ainsi que la levée d'un impôt de 24,000 livres, pour subvenir à son entretien (4). *Guérin de Champiers* y assista puisque les principales familles y furent représentées (5). Mais il prit une part plus active à débarrasser le pays du brigandage des « escorcheurs ».

Pendant la première moitié du xv^e siècle, les États Provinciaux jouèrent un rôle important au point de vue

(1) Extrait tiré des archives de l'évêché de Tulle en 1691. M. Bonnélye, ancien archiviste de Tulle, en a gardé une copie qui se trouve dans les papiers de son gendre, M. Lacoste, avoué à Saint-Yrieix.

(2) Pierre de Vergne fut nommé cardinal en 1371.

(3) Bibl. Nat., *Fonds Gaignières*, vol. 22,421, p. 294.

(4) *Études historiques sur le Bas-Limousin*, par M. de Larouvrade, pp. 302 et 303.

(5) *Histoire du Bas-Limousin*, par Marvaud, t. II, p. 249. Parmi les parents de Guérin, on y remarque Pierre Faucher de Sainte-Fortunade, Nicolas de Maumont, Jean de Mirabel, Pierre de Gimel, Frenot de Rochefort Saint-Angel, etc.

politique. Le premier acte de Charles VII, dès son avènement, fut d'abolir tous les impôts prélevés jusqu'alors, s'engageant à ne les lever désormais qu'avec le consentement des États-Généraux ou Provinciaux (1). Cette mesure de grande portée réveilla le sentiment patriotique en même temps qu'il imposait à chaque pays la nécessité de pourvoir à sa sûreté (2). L'impôt prélevé comprenait le principal (aide demandé par le roi), les frais, dons et toutes les sommes pour les besoins de la province (3). En Limousin, pays réuni à la Couronne, le roi convoquait les États. Chaque membre du clergé et de la noblesse, ainsi que les villes qui prenaient part à ces assemblées, recevaient des lettres closes (4). Il arrivait parfois que dans les circonstances graves la levée des impôts se faisait sans l'intervention du roi. Il en fut ainsi pour les États du Bas-Limousin réunis à Tulle, le 3 septembre 1419; les seigneurs convoquèrent directement les États et obtinrent, en l'absence de tout contrôle du pouvoir central, la levée d'un impôt de 24,000 livres pour expulser les Anglais qui s'étaient emparés d'Auberoche (5).

En août 1435 les États, convoqués à Uzerche, accordèrent au roi un aide de 5,000 livres et imposèrent de nombreuses sommes tant pour les frais que pour les affaires du pays. Ils eurent la promesse qu'une partie du principal servirait à racheter la place de Domme (Périgord) (6). Parmi les sommes distribuées à cet effet *Guérin de Champiers* reçut, le 3 juin 1436, de Jean de Beaupoil, receveur général du roi en Limousin, 260 livres tournois, sa quote-part, sur 480 livres octroyées par les trois États

(1) *États Provinciaux de la France centrale sous Charles VII*, par Antoine Thomas, t. I, p. 24.

(2) Même ouvrage, t. I, p. 26.

(3) Même ouvrage, t. I, p. 73.

(4) Même ouvrage, t. I, pp. 38 et 40.

(5) Même ouvrage, t. I, p. 39.

(6) Même ouvrage, t. I, p. 226.

à Louis de Gimel et à Guérin pour une obligation et promesse qu'ils avaient faites à Brusac et à Blanchefort sur l'ordre des États (1). Pour comprendre le rôle joué dans cette affaire par Guérin, il est bon de rappeler qu'après la mort de Jeanne d'Arc les Anglais possédaient encore la Guyenne et le Nord de la France. Les troupes françaises se mouvaient donc du Languedoc vers Paris ou vers l'Est, et *vice versa*. Le Limousin, placé sur le chemin parcouru par les capitaines du roi et leurs compagnies, composées parfois de pillards, eut beaucoup à souffrir de leurs déprédations (2). Parmi ces capitaines deux surtout, Guy de Blanchefort et Antoine de Chabanes, étaient redoutés à cause des méfaits des bandes qu'ils avaient enrôlées, connues sous le nom d'« *escorcheurs* » ; celles-ci pillaient et rançonnaient tout sur leur passage (3). C'était un fléau pire que les Anglais. En 1431 ces deux capitaines résolurent de s'emparer de Courbefin et d'envahir ensuite le Limousin (4). Pour conjurer le danger, le sénéchal Gautier

(1) *États Provinciaux de la France centrale sous Charles VII*, par Antoine Thomas, t. I, p. 227. — Bibl. Nat., *pièces originales*, vol. 663, dossier 15,522, n° 2.

(2) Antoine Thomas, dans son ouvrage sur les *États Provinciaux de la France centrale sous Charles VII*, dit au tome I, p. 149, que le Limousin eut beaucoup à souffrir des capitaines du roi et de ses troupes entretenues par les États Provinciaux. Les États durent traiter souvent avec eux pour les déloger et éviter les pillages. — A la page 150 et 151 il s'exprime ainsi : Les passages de troupes à l'aller et au retour étaient l'objet de mille déprédations.

(3) Au tome II, p. 196, Thomas cite encore le fait suivant : Ventadour et Treignac avaient composé avec Chabanes, Folquet et autres capitaines des principaux de la compagnie du roi pour qu'ils évitassent, moyennant somme d'argent, de passer au bas-pays du Limousin. Mais les capitaines et leurs gens, en retournant dudit voyage, ont passé en icelui pays et logé en icelui ont bouté feux, prenoient gens et bestail, mettoient a rancon et ont tout détruit. — *Nobiliaire* de Nadaud, t. I, pp. 189 et 324, articles *Blanchefort* et *Chabanes*.

(4) Nadaud, t. I, pp. 189 et 324.

de Brusac s'entremet avec eux et obtint leur départ moyennant somme d'argent. Les États ratifièrent cet arrangement, et à leur requête le Sénéchal prêta 1,400 réaux d'or que la plupart des seigneurs garantirent, entr'autres *Guérin de Champiers*. Ce résultat fut obtenu grâce à l'appui de Mondot de Brusac, neveu du Sénéchal ; tous deux travaillèrent tant et si bien que Jean de Blanchefort, Antoine de Chabanes et autres capitaines évitèrent de passer en Limousin (1). En cette occurrence, le concours de Louis de Gimel et de *Guérin de Champiers* fut non moins précieux. A cause de leur parenté avec Blanchefort, les États les avaient choisis pour servir d'intermédiaire entre ce capitaine et Gautier de Brusac. Ils contribuèrent ainsi à épargner le Limousin du pillage des « *escorcheurs* » (2). C'est sans doute parce que Guérin n'avait pu tenir ses engagements vis à-vis de Guy de Blanchefort, qu'il plaidait avec lui en 1441 (3). Il perdit d'ailleurs, avant 1445, ce procès qui fut ruineux pour sa maison et qui l'obligea à faire plusieurs aliénations pour se libérer (4).

§ IV. — Sur ces entrefaites, *Guillaume de Valon*, le dernier représentant des seigneurs de Gigouzac, mourut sans postérité avant 1440, laissant tous ses biens à son oncle *Guérin de Champiers* (5). Celui-ci réunissait ainsi sur sa tête les possessions des Valon du Quercy qui, jointes à celles du Limousin, formaient un patrimoine considérable. Aussi

(1) Antoine Thomas, *États Provinciaux*, t. II, pp. 101-102. — Bibl. Nat., *pièces originales*, vol. 663, dossier 15522.

(2) Biblot. Nation., *pièces originales*, vol. 663, dossier 15522. — Cf. pp. 168 et 171.

(3) Nadaud, t. I, p. 189, article *Blanchefort*.

(4) ex certis de causis seu negotiis que de novo *hospitio de Bocheyrone* evenerant proutque oportuit prefato domino (*Guarino de Champiers*) vendere aut aliter cedere et in alia manu transportare dictos redditus (Testament de Philippie Mourini de 1445; Archives de la famille de Valon).

(5) Cf. p. 189.

Guérin se qualifia-t-il, à partir de ce moment : *noble et puissant homme* (nobilis et vir potens) (1). En acceptant cette succession il en assumait les charges sans restreindre ses obligations vis-à-vis des Champiers. Il portera désormais en Quercy les nom et armes *de Valon* et en Limousin les noms et armes *de Champiers et du Boucheron*. Il en sera de même pour ses enfants; on les appellera suivant les lieux : *de Valon*, alias du Boucheron, ou *du Boucheron*, alias de Valon.

Après le départ des Anglais (1443), on s'occupa sans retard de reconstituer les seigneuries abandonnées. Le désordre était si grand que les limites des héritages ne se distinguaient plus, les biens étaient partout vacants et incultes, les titres perdus, les coutumes méconnues, etc. De là vint la nécessité pour les seigneurs de réorganiser leurs domaines; ils en reprirent possession par la voie des enquêtes et des procès, et les repeuplèrent par les inféodations. Cette formalité consistait à bailler les terres à nouveau cens, c'est-à-dire à rétablir le régime féodal complètement bouleversé par la guerre de cent ans. Ces nouveaux accords dépouillaient les maîtres de leurs biens moyennant un revenu invariable et certains droits féodaux, et rendaient les tenanciers propriétaires pour toujours, libres d'en faire ce que bon leur semblait, pourvu que les droits des seigneurs fussent respectés. Ces avantages expliquent le développement que prirent les acensements et la facilité avec laquelle les fiefs se repeuplèrent; néanmoins le mal avait été si considérable qu'il faudra près de quarante ans pour effacer les traces du vandalisme. L'appauvrissement de Gigouzac était tel que cette seigneurie devenait une lourde charge, et cela explique pourquoi *Guérin de Champiers* gardait ses préférences pour les possessions du Limousin. Cette province ayant été moins éprouvée que le Quercy, c'est là où il fit les

(1) Il est ainsi qualifié dans plusieurs actes de 1440 à 1452 (Arch. de la famille de Valon).

premières inféodations. Il arrenta, le 8 juillet 1443, à Jean de la Salas, les tènements vulgairement appelés de Montuscla et de la Rigaudia, paroisse de Darnets, confrontant aux lieux de la Salas, de la Chalin, de Marseilho, de la Yayssiera et à la forêt du vicomte de Ventadour moyennant le cens annuel de 12 setiers seigle, 8 setiers deux quarts avoine, une paire de bœufs, 4 gelines et 85 sols. Il se réserva la justice haute, moyenne et basse, les lods et ventes et autres droits seigneuriaux, et donna l'investiture au censitaire qui se reconnut homme levant et couchant, taillable, serviable, exploitable et justiciable du *seigneur de Champiers* selon la coutume du comté de Ventadour (1).

Guérin s'occupa ensuite des acensements du Quercy plus importants en raison de la misère du pays. Il chargea son fils Agnet des arrentements de la Raymondie (Martel) et procéda lui-même à l'inféodation de Gigouzac.

A Martel Agnet inféoda, le 20 mai 1449, le tènement de la Boissière, paroisse de Creysse, sous la rente annuelle

(1) In nomine..... noverint universi..... quod anno 1443 tertia die vero lune que fuit octava mensis julii personaliter constitutis *nobili et potenti viro domino Garino de Champiers, milite, domino del Boscheyro* parrochie de Palissis, Lemovicensis diocesis, et Joanne de la Salas parrochie de Darneto..... Dictus nobilis *Garinus de Champiers* arrenduavit in emphitheosim perpetuam eidem Joanni mansos et locos suos et tenementa vulgariter nuncupata de Montuscla et de la Rigaudia contigua scita..... sub annua pensione videlicet pro dicto loco de Montuscla decem sestariorum siliginis, octo sextariorum avene, sexaginta solidorum, quatuor gallinarum et unius paris boum vinate rendualim et pro dicto loco de la Rigaudia viginti quinque solidorum, duorum sextariorum siliginis et duarum quartarum avene etc..... et ibidem dictus Joannes de la Salas recognovit se esse hominem dicti *domini de Boscheyro*, militis levantem et cubantem, taillabilem, serviciabilem et explectabilem ut alii homines comitatus Ventadorensis justiciabilemque de omni moda justitia et jurisdictione (Acte passé au château du Boucheron par Guillaume Alpaïs, notaire, archives de la famille de Valon ; — Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon).

de 5 setiers froment, un setier avoine, 2 poules et 10 sols tournois, se réservant la juridiction et tous droits féodaux (1). Il arrenta, en 1456, un jardin à Martel ainsi qu'une terre dans la paroisse de Lodour (2); enfin il acensa sa maison de Rocamadour le 7 octobre 1452 (3).

A Gigouzac « *Guérin* inféoda, le 14 janvier 1451 (n. s.),
« suivant bail à nouveau fief reçu par Thalayssac, notaire
« de Catus, à Jean Bry, Anthoine Rey, Pierre et Bertrand
« Carbonnel, Bernard Fuelnard, et autres représentant
« la majeure partie des habitants de Gigouzac, la terre
« dudit lieu (maisons, jardins, prés, terres, vignes, bois,
« métairies, etc.), limitée et confrontée avec les terres des
« seigneurs de Mechmont de Guerre, Brouelle, Boyssières
« et Saint-Denis, Uzech des Oules, Montamel et Peyrilles,
« sous le cens et rente de vingt setiers froment, cinq
« setiers avoine, mesure de Cahors (4), vingt livres tour-
« nois (5), vingt gelines, vingt manœuvres et vingt char-
« retées de bois, deux sols d'acapte sur chaque emphytéote
« pour chaque mutation de seigneur ou de feudataire, le
« tout portable au château de Gigouzac, savoir : le fro-
« ment et l'avoine au mois de septembre à la fête Saint-
« Michel, l'argent et les poules à la Noël et les manœuvres
« à la volonté du seigneur pour le travail de ses vignes.
« *Guérin de Valon* garda devers lui la justice haute,
« moyenne et basse, mixte, impère ; toute espèce de juri-
« diction ; les droits de lods et ventes à raison du dixième
« de leur valeur pour les maisons et biens vendus à
« Gigouzac et ailleurs, ainsi que les autres droits sei-
« gneuriaux.

(1) Extrait d'un inventaire des hommages et titres concernant Martel (Arch. Nat., carton T, 193, 71).

(2) Extrait des archives du château de Briance, obligeamment communiqué par J.-B. Champeval.

(3) *Ibidem*.

(4) Le setier mesurait 3 hectolitres et demi et contenait 4 quartes.

(5) D'après les tables d'Avenel, 20 livres tournois valaient alors 500 francs de nos jours,

« Guérin se réserva encore son château et dépendances,
« sa métairie, la maison d'Arnaud Lacombe, trois prés,
« ses jardins, son verger, certaines devèses, une terre
« suffisante pour planter une vigne à son usage et à celui
« de sa famille. Enfin il se réserva de construire un moulin
« appelé *de Valon* dont les revenus lui appartiendraient.
« Les emphytéotes promirent de leur côté de venir en
« aide au seigneur qui percevrait la taille aux quatre cas,
« savoir : 12 écus d'or quand il marierait sa fille, serait
« fait prisonnier, accomplirait le voyage d'outre-mer ou
« lorsque son fils aîné serait armé chevalier; de faire
« guet et garde au château en temps de guerre; d'être
« bons et loyaux feudataires et de renouveler les recon-
« naissances à chaque réquisition, etc. (1). Il fut éga-
« lement stipulé qu'en cas de désaccord ou d'indécision
« au sujet de la rente en argent due pour les maisons,
« jardins, vignes ou enclos, elle serait déterminée par
« l'arbitrage de deux prud'hommes (2). »

Telles furent les clauses principales de cette transaction importante, la première passée après les guerres, qui remplacera les us et coutumes d'autrefois et servira de base à tous les litiges postérieurs. On y apportera dans la suite quelques modifications ou tempéraments, mais au xvii^e siècle, quand les conflits surgiront entre les habitants et le seigneur, c'est elle qui prévaudra. Et cependant tous les points n'étaient pas réglés; quelques-uns, laissés en suspens, feront l'objet plus tard de nouveaux accords.

(1) L'original est resté introuvable. Ces extraits sont tirés de la transaction passée, en août 1635, entre Jean Guy du Bousquet, seigneur de Gigouzac, et les habitants dudit lieu (reproduite *in extenso* au chapitre XVII, § 4), et du dénombrement de Pierre de Filhol, seigneur de Gigouzac, du 16 octobre 1671 (Archives de la Préfecture du Tarn-et-Garonne).

(2) Dans un arrentement de 1495 il est dit : sub censu duarum gallinarum, duarum manuoperarum, et de argento ad esgardium duorum proborum juxta arrenduamentum dicti loci de Gigozaco solvend. (Archives de l'auteur),

Les chemins et les droits afférents n'entraient pas non plus dans l'arrangement ; leur assiette appartenait à *Guérin de Valon* ainsi que les droits de voirie et de police. Il en était de même des pacages qui bordaient les chemins.

Le seigneur, en sa qualité de haut-justicier, avait droit de banalité sur les fours et les moulins parce qu'il était en principe et dès l'origine, seul propriétaire des bois et des rivières. Plus il en existait, plus florissante était la seigneurie. Cela explique pourquoi Guérin se réserva le droit de construire un moulin, devenu indispensable pour la commodité du bourg. Il le bâtit à côté du château, dans ses terrains réservés, et pour ce motif le nomma « *de Valon* », et afin de marquer son origine et sa nature il y mit son écusson que l'on voit encore de nos jours (1).

La transaction de 1451 fait naître encore une autre remarque. A Gigouzac, le cens annuel (80 quartes froment, 20 quartes avoine) est payé en bloc par tous les habitants au lieu de l'être, comme à Catus, par chacun d'eux au prorata de la contenance inféodée (2). Pareillement pour le droit d'affouage concernant la servitude des eaux et forêts (20 livres tournois, 20 gelines, 20 manœuvres, 20 charretées de bois). Il existait donc deux modes de perception du cens, en bloc ou en détail, présentant chacun des avantages et des inconvénients. Dans le premier

(1) « Le moulin est entièrement conservé ; nous l'avons vu à l'état « isolé il y a quelques années, et quoiqu'il ait été tout récemment « couvert d'un premier étage et comme enveloppé dans l'habitation du propriétaire actuel, M. Roques, on voit cependant qu'il « est fort ancien. La porte voûtée en un arc très abaissé n'a pas « été touchée ; elle est surmontée d'un écusson qui paraît au moins « du xv^e siècle, et dont nous avons relevé le moulage ; il offre une « écartelure simple où les 1 et 4 sont creusés et les 2 et 3 en « champ » (*Monographie de Gigouzac*, par M. Calmon, *Bulletin de la Société des Études du Lot*, t. XII, 3^{me} fascicule, 1888).

(2) *Le Prieuré de Catus*, par L. de Valon, pp. 90 et 91.

cas il était difficile d'évaluer de prime-abord, après les désastres des guerres et la ruine des campagnes, le revenu global d'une seigneurie. Ce fut le cas pour Gigouzac et la raison qui motiva, peu de temps après, l'augmentation de la rente consentie par les tenanciers. Cet inconvénient ne se produisait pas avec le cens individuel dont la totalité augmentait avec le nombre des censitaires. Par contre le paiement du revenu global était plus commode et plus sûr; tous les habitants, solidairement responsables, avaient la charge de la répartition et du morcellement de la rente; tandis que cela incombait au seigneur dans le cas du cens au détail. Ce morcellement de la rente entraînait d'ailleurs une foule de sujétions, exigeait la tenue parfaite des terriers, devenait un souci continu pour maintenir l'intégrité des ressources et des droits féodaux.

§ V. — En même temps qu'il réorganisait le travail des champs, Guérin défendait son droit de propriété sur plusieurs points et faisait trancher les différends par la voie des procès ou des transactions. Voici quelques-uns des points contestés. En Limousin le litige roulait sur divers pacages situés entre Palisses et le lieu de Vialamoury, probablement de la même paroisse. L'abbesse de Bonnesaigne, Dauphine de Chabannes, les réclamait à cause de son lieu de Vialamoury, et *Guérin de Champiers*, ainsi que les gens de Palisses, à cause de Palisses. Après discussions et enquêtes, Agnet de Champiers fut chargé de transiger avec l'abbesse, et l'accord, conclu, fut signé le 27 octobre 1452 (1).

A Martel, *Guérin de Valon* disputait à noble Jean Paulain les domaines de Dellac et des Maynades qui faisaient partie du fief de la Raymondie. Ne pouvant s'entendre,

(1) L'acte fut passé à Bonnesaigne et signé par Alpaïs, notaire, en présence de Jean de Gibiac, prêtre (Archives de la famille de Valon),

les parties se lancèrent dans un long procès (1). — Mais le principal litige roulait sur la Raymondie. Les consuls de Martel, forts de leurs privilèges, prétendaient avoir droit d'imposer cet hôtel pour la défense de la ville. Les seigneurs de Champiers s'y opposaient, faisant valoir leurs prérogatives et les refus de leurs prédécesseurs de toute ancienneté. Transactions et procès se succédèrent sans aboutir à un accord (2). Enfin, par arrêt du 30 juin 1481, la cour des Aides de Paris donna raison aux consuls, et à partir de ce moment l'hôtel de la Raymondie fut taxé à 30 sols de taille (3).

A Gigouzac la contestation était autrement sérieuse et durait depuis un demi-siècle. Il s'agissait des seigneuries de *Saint-Clair*, *Saint-Cirq-de-Bel-Arbre* et *Saint-Amaran*, que Gamude de Vassal avait revendiquées en vertu du codicille de son père (1367) et du testament de son oncle, Raymond de Vassal (1384). Elle engagea avec Guy de

(1) Extrait tiré des archives de M. Dupuy de Bouttières à Martel ; actes passés par M^e de Linars, notaire, le 20 mars 1463 et le 24 octobre 1473.

(2) Dans le compromis entre l'abbesse de Bonnesaigne et *Guérin de Champiers*, du 27 octobre 1452, on y trouve le passage suivant : dictae vero partes ibidem dixerunt quod commode dictas suas inquestas facere et perficere non possunt infra dictum festum omnium Sanctorum proxime futurum et alia sua jura visis impedimentis et etiam aliis impedimentis dicti domini Garini del Boscheyro quod recessit apud Martellum ubi, prout dixit nobilis Agnetus del Boscheyro, plura habet debata et etiam aliis impedimentis..... (Archives de la famille de Valon).

(3) Arrest de la cour des Aydes à Paris, du 30 juin 1481, par lequel feust dict en confirmant la sentence du Sénéchal au siège de Martel que Loys de Rollat, escuyer, et *Françoise de Valon, sa femme*, payeraient trente solz de tailhe par an à raison de la maison de la Raymondie, attendu notamment certaine transaction sur ce passée entre lesd. consuls et Annet de Valon, seigneur du Boucheron, père à lad. *Françoise* (*Inventaire des titres de la ville de Martel*, p. 277 du registre, archives de M. Maturié, avocat à Martel).

Peyronnencq, héritier d'Hélie de Vassal, un procès interminable (1). Commencé en 1411 il fut continué par ses héritiers, *Pierre et Guischard de Valon*, ensuite par *Guillaume*, fils de Guischard, et enfin par *Guérin de Champiers* quand la guerre des Anglais fut terminée. Il avait traîné en longueur parce que les seigneurs étaient plus occupés à combattre l'ennemi qu'à défendre leurs droits, et que la plupart des lieux contestés se trouvaient en leur pouvoir. *Guérin* soutenait le procès devant la sénéchaussée de Montauban; on voit, d'après les minutes de Bernard Durandi, qu'il avait chargé Pierre Borghade de le représenter (1447) et nommé, en 1448, ses procureurs pour défendre sa cause (2). Il le poursuivait en 1453 (3) et ne devait pas le terminer de son vivant.

§ VI. — Après les premières inféodations *Guérin*, déjà avancé en âge, fit le partage de ses biens. Pour se conformer au désir des *Champiers* il avait donné à *Agnet*, son fils aîné, par contrat de mariage, les seigneuries du *Boucheron* et de *Champiers*; toutes les autres terres du *Limousin* et en plus le fief de la *Raymondie*, les biens de *Rocamadour* et ceux du *Haut-Quercy* compris entre la *Dordogne* et le *Bas-Limousin*. Il le chargea de porter les noms et armes de *Champiers* et du *Boucheron* et voulut que les possessions du *Quercy* lui fissent retour si *Jacques*, son frère, décédait sans postérité.

En second lieu, par acte passé devant *Gaudence de Mauriaco*, le 20 mars 1451 (n. s.), « il fit donation à *Jacques*

(1) Cf. p. 184 à 187.

(2) Archives du Tarn-et-Garonne, série E, registre de Bernard Durandi n° 1.

(3) Anno domini MCCCCLIII et die nona mensis aprilis Petrus Borgada ut procurator nobilis et potentis viri domini Garini de Valon, militis, domini del Boscheyro prope Meymac cum instrumento per magistrum Joannem de Bosco notarium, dudum anno 1447, xxiii novembris, substituit procuratores suos dominos..... in causa, in processu domini de Valon..... (Archives du Tarn-et-Garonne, série E, registre de Pierre de Campo, p. 90).

« de Valon, son fils, pour les amitiés, honneurs, ser-
« vices, etc., qu'il lui avait rendus, et pour tous ses droits
« sur ses biens et héritages : *des lieu et château de Gigouzac*
« *avec la paroisse de Gigouzac, des lieu et paroisse de Saint-*
« *Amaran avec toute justice haule, moyenne et basse, de la*
« *moitié des lieu et château de Saint-Cirq-de-Bel-Arbre, des*
« *lieux et paroisses de Loupiac et de Belcastel*, le tout situé
« au diocèse de Cahors entre Lot et Dordogne. En outre,
« dix livres de rente à prélever sur ses biens du Bou-
« cheron et de Champiers, sous réserve de l'usufruit sa
« vie durant et à condition de retour à Agnet, son frère,
« s'il mourait sans enfants. Il confirma aussi le testament
« fait en sa faveur par sa mère feu Philippie Mourini » (1).

(1) In nomine Domini amen..... Anno incarnationis Domini mille-
simo quadringentesimo quinquagesimo die vero vigesima mensis mar-
tii..... personaliter constitutis *nobili viro domino Garino de Champiers*
de Novovico, milite, domino de Boscheyrono et de Champiers, parro-
chiae de Palissis, Lemovicensis diocesis et *nobili Jacobo de Boschey-*
rono, domicello, filio naturali et legitimo, dicti domini de Boscheyrono.
Prefatus dominus Garinus de Champiers attenda affectione paternali
quam habet et gerit dicto Jacobo, filio suo, dedit antedicto Jacobo
tanquam personae benemeritae et pro omni jure, parte, portione, legi-
tima successione ad ipsum Jacobum spectantibus in bonis ipsius
domini de Boscheyrono, ejus patris, videlicet : *locum et castrum de*
Gigosac in parrochia de Gigosac, ipsius domini Garini ut dixit, quid-
quid locus et castrum scita sunt in dicta parrochia de Gigozac,
Caturcensis diocesis, et omne jus et deverium quae habet ipse domi-
nus et sibi competunt et competere possunt nunc et in futurum in
predictis loco, castro et parrochia supra donatis. Item *locum et*
parrochiam de Saint-Amaran cum omni justitia alta media et bassa
et omne jus quod habet in dictis loco et parrochia de Saint-Amaran
cum pertinentiis suis. Item *medietatem locorum sive castrorum de Saint-*
Cirq-de-Bello-Arbore et omne jus quod habet in predicta medietate, in
parrochia Saint-Cirq-de-Bello-Arbore. Item *locum et parrochiam de*
Lopiac et de Bello-Castro cum juribus et pertinentiis suis et cum omni
justitia et omne jus quod habet in predictis locis et parrochiis. Item
decem libras renduales quas assedit levandas, anno quolibet, super
redditibus terra sua de Boscheyrono et de Champiers; et retinuit

Enfin il lui renouvela cette donation dans son contrat de mariage, le 3 avril 1453 (1), et lui fit un devoir de continuer en Quercy les nom et armes de Valon.

Guérin, en vertu de la double mission qui lui incombait, assurait par ses donations l'avenir des héritages du Quercy et du Limousin. Mais il favorisait davantage son pays de prédilection, car Agnet (l'héritier du Limousin) est non-seulement avantagé de la Raymondie et d'une part de l'héritage de Gamude de Vassal, mais encore de tous les biens du Quercy si Jacques venait à mourir sans postérité et cela sans réciprocité. Au décès d'Agnet, la Raymondie, ce fief si ancien, échappera sans retour aux Valon de Gigouzac. C'est le second démembrement après Bétaille ; ce ne sera malheureusement pas le dernier. De plus Jacques de Valon, quoique héritier universel de sa mère, laissera aux Valon du Limousin tout l'avoir de sa mère et rien à ceux du Quercy. L'appauvrissement de Gigouzac en sera la conséquence.

Guérin vécut encore quelque temps ; il assista au ma-

dictus Garinus dominium et ususfructus omnium premissorum donatorum quamdiu vivet ipse Garinus ; et fuit retentum per ipsum militem quod casu quo prefatus Jacobus non haberet prolem sive liberos procreatos, premissa sibi donata restituantur nobili Agneto de Boscheyrono et suis successoribus..... Acta vero fuerunt premissa supra stagnum vocatum de parrochia Sancti-Angeli, Lemovicensis diocesis, presentibus reverendo Bertrando de Lopbertes, abbate monasterii Meymaci et Joanne Mouran de Meymaco..... Signé : Gaudence de Mauriaco (Archives de la famille de Valon ; — Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon).

(1) Item et in contractu et in favorem dicti matrimonii prenominaus dominus del Boscheyro, pater ipsius nobilis Jacobi, gratis confirmavit donationes alias factas eidem nobili Jacobo scilicet : de *terris et dominationibus de Giguozac, de Saint-Amaran, de Saint-Circ-de-Albero, de Lopiât et partis suae baroniae de Belcastel et généralement de terris situatis ultra riparium seu flumen Dordogniae existentibus in patria de Quercui*..... (Archives de la famille de Valon ; — voir le texte de l'acte au chapitre XIII, § 1).

riage de son fils Jacques, en 1453, ainsi qu'au partage de la succession d'Hugues de Beynette, beau-père de Jacques (1454), et mourut avant 1458 (1) laissant de nombreux enfants tous nommés dans le testament de Philippie Mourini. Celle-ci fit ses premières dispositions le 23 décembre 1441, demandant sépulture dans l'église de Palisses devant l'autel de la Sainte-Vierge ; elle légua une rente de 40 sols et trois setiers froment à la vicairie de Champiers fondée dans le monastère de Saint-Angel ; donnait pareille rente à l'église de Palisses, divers legs à ses filles et instituait pour héritiers universels ses fils *Agnel*, *Jacques* et *Louis* (2). Elle refit son testament le 8 octobre 1445, et le modifia à la suite d'événements et de procès qui avaient atteint la maison des Champiers dans sa fortune (3). En voici l'extrait d'après Chérin : « Elle « légua à *Louis*, son fils, dix livres de rente sa vie durant « ou jusqu'à ce qu'il eût un bénéfice ; à *Jacquette* et « *Florence*, religieuses, *Geneviève*, *Jeanne* et *Marguerite*, « ses filles, 50 sols à chacune ; à *Agnel* et *Jacques*, ses fils, « 300 livres à chacun ; fit des legs pieux au couvent de « Saint-Angel pour services et prières, tous les lundis, « sur la tombe de la feuë dame de Champiers (4), autant « aux églises de Saint-Fréjoux-le-Pauvre, de Verliergues « et de Palisses (5) et institua pour héritier universel « *Jacques*, son fils, laissant l'usufruit à Guérin de Champiers. Elle nomma enfin pour exécuteurs testamen-

(1) Agnel, fils de Guérin, rendit hommage au vicomte de Turenne pour la Raymondie, en 1458.

(2) Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon (acte passé au château du Boucheron par M^e Gaudence de Mauriaco).

(3) Cf. note 4, p. 225.

(4) Il s'agit de Florence de Neuvic de Champiers, femme de Bernard Stephani de Valon.

(5) Près Saint-Angel.

« taires Guérin de Champiers, Jean Mourini, prieur de
« Felletin, son frère, Louis et Jacques Mourini, ses ne-
« veux (1). »

(1) In nomine domini amen..... Anno ab incarnatione domini millesimo quadragentesimo quinto die vero octava mensis octobris..... personaliter constituta nobilis domina *Philippa Mourini, uxor nobilis viri domini Garini de Novovico, militis, domini de Boscheyrono et de Champiers*, parrochiae de Palissis, Lemovicensis diocesis, disposuit et ordinavit de rebus suis..... et legavit *pro anima sua et dicti quondam nobilis Joannis de Boscheyrono, ejus filii, et pro animabus parentum suorum, ecclesiae de Palissis pro una missa celebranda in altari Beatae Mariae Virginis qualibet die sabati et perpetua*, triginti solidos, et tria sextaria siliginis..... Item legavit *religioso viro fratri Ludovico de Boscheyrono, filio suo, monacho monasterii Sancti-Angeli O. S. B.* decem libras..... Item legavit *Faquetæ, filiae suae, moniali monasterii Bonnae-Sagnæ* quinquaginta solidos renduales..... Item legavit *Florensiae, filiae suae*, quinquaginta solidos renduales quousque sit beneficiata..... Item legavit nobili *Agneto de Boscheyrono, filio suo*, tres centos francos..... in quibus fecit dictum Agnetum heredem sibi..... Item legavit *pro anima sua et dictorum filii sui Joannis et parentum suorum conventui Sancti-Angeli pro una absolutione facienda qualibet die lunae et perpetuo super tumulum quondam dominae de Champiers scitum infra monasterium Sancti-Angeli ante altare capellae Sancti-Blasii*, quinque solidos perpetuo renduales..... Item legavit pro salute et remedio animæ suæ et parentum suorum *ecclesiae Sancti-Frigionis-Pauperis*, prope Sanctum-Angelum, unum quartonem siliginis perpetuo rendualem..... Item legavit pro salute animæ suæ et parentum suorum *ecclesiae de Vierlierguis* unum quartonem siliginis perpetuo rendualem..... Item legavit pro anima sua et parentum suorum *ecclesiae seu capellae del Boschau*, parrochiae Sancti-Angeli, duodecim denarios perpetuo renduales..... Item legavit pro salute animæ suæ et illorum de suo genere *ecclesiae de Palissis* duodecim denarios perpetuo renduales..... Item reliquit dominæ *Guinebrae, filiae suæ, relictæ quondam nobilis Johannis de Lopbertesio, militis, domini de Lascoux*, parrochiae Sancti-Germani-Leporis quinquaginta solidos..... Item reliquit nobili *Johannae, uxori nobilis Johannis de Beaufort, filiae suae*, quinquaginta solidos..... Item legavit nobili *Margaritæ, filiae suæ, consorti Aymerici La Tor* quinquaginta solidos..... et in totis aliis bonis et rebus et aliis juribus et actionibus

Guérin de Champiers avait eu dix enfants dont neuf lui survécurent, savoir (Cf. Tableau IV, pp. 208 et 209) :

1° **Jean**, mort avant 1440 sans postérité (1).

2° **Agnet**, reçut de sa mère, en août 1444, une donation par acte signé G. Alpays, notaire de Meymac (2), et de son père, tous les biens du Limousin et quelques possessions du Haut-Quercy (3). Il avait épousé Jacquette de Chalus et paraît n'avoir eu qu'une fille, Françoise, mariée à Louis de Rollat (4). Héritière universelle de son père, en 1476, elle porta dans la famille de son mari les seigneuries du Boucheron, de Champiers, la Raymondie, etc., qui disparurent du patrimoine des Valon. Nous en reparlerons au chapitre XIII.

3° **Jacques de Valon**, dont l'article suit.

4° **Geneviève**, mariée à Jean de Lobertès, seigneur de Lascoux (Meymac), qui dota, en 1428, la vicairie fondée,

heredem suum universalem fecit carissimum filium suum nobilem Jacobum de Boscheyrono, filium suum..... et ibidem ipsa domina testatrix suos executores presentis sui ultimi testamenti nominavit dictum dominum suum de Boscheyrono, maritum suum, venerabilem et religiosum virum Johannem Mourini, germanum ipsius, priorem de Pheletino, Ludovicum et Jacobum Mourini nepotes suos..... acta fuerunt in castro de Boscheyrono, parrochiae Palissis, presentibus Petro de Champiers, clerico, Antonio de Raynal et Johanne de la Granga et dicto quondam magistro Godencio de Mauriaco, recipiente (Archives de la famille de Valon; — Bibl. Nat., Fonds Chérin, preuves de Cour, dossier de Valon).

(1) Jean ne paraît pas avoir eu d'enfants légitimes, mais un fils naturel, Pierre, qui se fit prêtre; il reçut de Philippie Mourini un legs de 100 écus d'or, le 23 décembre 1441 (Bibl. Nat., Fonds Chérin, dossier de Valon).

(2) *Nobiliaire de Nadaud*, t. I, p. 350.

(3) Cf. p. 233.

(4) Dans l'hommage de la Raymondie, fait en 1477 par Louis de Rollat au vicomte de Turenne, on voit que *Françoise de Valon* était fille et héritière universelle d'Agnet (Archives de M. Dupuy de Bouttières, à Martel; — Archives de la famille de Valon).

en 1383, par Pierre Lascoux, à Saint Germain-le-Lièvre (1). Elle était veuve en 1345, date où elle fit une donation à la même vicairie. Le couvent de Bonnesaigne comptait les Lobertès parmi ses bienfaiteurs (2).

5° **Jeanne**, épousa avant 1445 Jean de Beaufort, damoiseau, seigneur de Poget (Meymac); ce dernier assista au contrat de mariage de Jacques de Valon, le 3 avril 1453 (3).

6° **Marguerite**, se maria le 10 février 1443 (n. s.) avec Aimeric de la Tour, seigneur de Vernenghol (paroisse de Condat, diocèse de Limoges). Son père lui avait constitué en dot 300 écus d'or; n'ayant pu tenir sa promesse, il lui abandonna, le 11 février 1444 (n. s.): 1° pour 200 écus le lieu et le mas de Sozelhaco, sous la réserve du droit de garde dans son château tant que son mari n'y ferait pas bâtir une maison-forte; et 2° pour les 100 écus restant, le lieu et mas de Servaretz dans la paroisse de Neuvic (4). Le règlement de cette dot traîna en longueur et ne fut terminé qu'en 1488 par Pierre de Valon, seigneur de Gigouzac (5).

7° et 8° **Jacquette et Florence**, se firent religieuses au couvent de Bonnesaigne (6); elles y étaient en 1445 et 1454 (7).

(1) et (2) *Géographie historique de la Corrèze*, par J.-B. Champeval, pp. 283, 284, 287; — Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, dossier de Valon.

(3) *Nobiliaire de Nadaud*, t. I, p. 140; — Archives de la famille de Valon.

(4) Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, dossier de Valon; — Archives de la famille de Valon.

(5) Transaction entre *Pierre de Valon* et les héritiers d'Aymeric de La Tour au sujet de la dot de Marguerite de Champiers, du 16 avril 1488 (Archives de la famille de Valon).

(6) Voir le testament de Philippie Mourini, p. 237.

(7) *Les Bénédictines de Bonnesaigne* par l'abbé Bourneix (*Bull. de la Soc. arch. de Brive*, t. XXIV, 1902, 4^e livr., p. 533).

9° **Catherine**, entra dans l'abbaye de la Règle; on la trouve, en 1481, prieure du couvent de Saillac (Meyssac), qui dépendait de cette abbaye (1).

10° **Louis**, devint religieux du monastère de Saint-Angel, ordre de Saint-Benoît, avant 1445 (2).

(1) Elle est nommée dans le testament de sa mère du 23 décembre 1441; — Cf. p. 185, note 3.

(2) Il est nommé dans le testament de sa mère du 8 octobre 1445.

CHAPITRE XIII

JACQUES de VALON, seigneur de Gigouzac

(1457-1480)

1° *Mariage de Jacques avec Huguette de Beynette, ses conséquences.* — 2° *Litige avec l'abbé de Meymac, querelle violente; arrentement de la terre et du moulin du Py; transactions avec les habitants de Gigouzac, concernant les moulins, le droit de fouage et l'augmentation de la rente.* — 3° *Revenus de la seigneurie; litige et transactions avec Guy de Peyronnencq au sujet de Saint-Clair, Saint-Chamarand, Saint-Cirq-de-Bel-Arbre.* — 4° *Jacques de Valon et Agnet de Champiers répondent à l'appel du sénéchal; testament de Jacques; chapellenie de Gigouzac.* — 5° *Agneta de Champiers fait héritière universelle sa fille, Françoise, mariée à Louis de Rollat et par suite le Champiers, le Boucheron et la Raymondie disparaissent du patrimoine des Valon.* — 6° *Au décès de Jacques, Pierre de Valon, son héritier universel, reste en Quercy et Bertrand de Valon s'établit définitivement en Limousin; mariage de Bertrand, sa mort prématurée; son fils, François, recueille les nouvelles possessions du Limousin.* — 7° *Fondations et sépultures des Valon en Limousin et en Quercy.*

§ I. — *Jacques de Valon, héritier universel de sa mère (1445), tenait de son père tous les biens du Quercy, sauf la Raymondie et une partie de l'avoir de Gamude de Vassal. Mais il avait plus vécu dans son pays natal qu'à Gigouzac. Aussi n'est-il pas surprenant que, par suite de ses relations de famille, il se soit marié en Limousin. Voici, d'après Chérin, les principales clauses de son contrat :*

« Jacques de Valon épousa par acte passé, le 3 avril 1453,
« dans la forteresse d'Ambrugeac, diocèse de Limoges,
« devant M^{re} Bernard Dalvy et Pierre de Casali, notaires ;
« noble demoiselle *Huguette de Beynette*, fille de feu Hugues,
« seigneur d'Ambrugeac, et de Marguerite de Saint-Hip-
« polyte (1). Ils y furent assistés, le futur époux de son
« père et la future épouse de sa mère, tutrice de François,
« Antoinette et Jeanne de Beynette, ses enfants. Par ce
« contrat la dite dame d'Ambrugeac constitua en dot à la
« future épouse tous les biens meubles et immeubles
« provenant de la succession d'Hugues de Beynette, sa-
« voir : le lieu, place et forteresse d'Ambrugeac, avec haute,
« moyenne et basse justice, tous droits, devoirs et appar-
« tenances, villages, mas, affars, cens, rentes, revenus,
« étangs, pêcheries, bois, prés, jardins, etc., et comme
« lad. forteresse était construite sur son propre terrain,

(1) In nomine Domini amen..... Anno ab incarnatione Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo tertio, tertia die mensis aprilis..... personaliter constitutis nobili et honesta mulieri *Marguarita de Sancto-Hippolyto, relicta quondam nobilis viri Hugonis de Beyneta, domini de Ambrugeaco*, Lemovicensis diocesis, suo nomine proprio et ut habente regimen et administrationem nobilium Francisci, Antonie et Johanne de Beyneta, filii et filiarum dicti Hugonis de Beyneta et bonorum suorum..... ex parte una, et nobilibus viris dominis *Guarino de Champiers, milite, domino castri et castellanie del Boscheyro*, parrochiae de Palissis, Lemovicensis diocesis, nec non *Jacobo del Boscheyro, ejusdem militis filio*..... ex altera parte. Cum matrimonium proloqueretur..... inter dictum nobilem Jacobum del Boscheyro et domicellam Huguetam de Beyneta, filiam dicti quondam Hugonis de Beyneta..... prefata nobilis Marguarita, mater dictae Huguetae, dedit in dotem et in favorem dicti matrimonii futuris conjugibus videlicet omnia bona mobilia et immobilia quae remanserunt ex successione dicti quondam nobilis Hugonis de Beyneta ubicumque sint videlicet *locum, plateam et fortalitium de Ambrugeaco cum omni justitia, alta, bassa et media* et cum omnibus juribus deveriis et pertinentiis universis sive sint villagia, census, redditus, deveriae, stagna, piscariae, nemora, prati, horti, terrae, campi et aliae pertinentiae..... et proquia fortalitium de Ambrugeaco erat in

« lad. dame fit donation aux futurs époux de lad. place.
« En outre, François de Beynette, frère de lad. Hugnette,
« ayant l'intention d'entrer en religion, du consentement
« de sa mère et de son oncle (Pierre de Saint-Hippolyte),
« abandonna aux futurs époux sa part de succession pater-
« nelle. Tout cela à charge par les futurs conjoints de
« placer la dite Jeanne dans un couvent; de marier lad.
« Antoinette convenablement; de fonder dans l'église
« d'Ambrugeac une chapellenie jusqu'à concurrence de
« six livres de rente dont la collation leur appartiendrait;
« de porter, eux et leurs successeurs, *les noms et armes*
« *d'Ambrugeac et de Saint-Hippolyte*; et à condition que
« le premier fils habile à succéder recueille tous les biens

territorio et fundo ipsius nobilis Margaritae aedificatum et eidem pertinebat, eadem Margarita eandem plateam et dictum fortalicium eisdem sponis futuris dedit et donavit cum hoc quoddam hospicium quod quondam frater *Petrus de Beyneta*, olim prior de Vedrennis, aedificari fecit in fundo dicti nobilis Hugonis in villa de Meymaco..... Praeterea ibidem constitutus *Franciscus de Beyneta*, filius dicti Hugonis, minor vigintiquinque annis, major quatuor decem annis, in favorem dicti matrimonii donavit eisdem sponis futuris omne jus, partem, et legitimam sibi pertinentia supra omnibus bonis dicti defuncti Hugonis de Beyneta, patris sui, nec non omnes successiones paternelles, maternelles, et collaterales..... et dictus nobilis Franciscus voluit et vult hoc de consilio dictae ejus matris et nobilis viri Petri de Sancto-Hypolito, ejus avunculi, esse ordinis et religionis Sancti Benedicti..... Et fuit actum quod una dictarum filiarum, Joanna, erit religiosa ubi placebit eisdem sponis futuris cum hoc quod sibi prandatur per ipsos futuros conjuges de vita donec ipsa Joanna fuerit prebendata..... Item fuit dictum quod dicti futuri sponsi tenebuntur maritare dictam Antoniam, sororem dictae sponsae futurae, honorabiliter juxta facultatem bonorum dicti Hugonis, domini de Ambrugeaco..... et ulterius dicta Margarita et sponsi futuri pro salute et remedio animarum dicti Hugonis et ipsius Margaritae, sponsorum futurorum et aliorum de genere suo fondaverunt vicariam seu capellaniam in ecclesia de Ambrugeaco usque ad summam sex librarum turonensium rendualium..... et voluerunt ipsi fundatores quod collatio dictae vicariae pertineat eisdem sponis futuris et

« donnés. *Guérin de Valon*, de son côté, ratifia la donation
« déjà faite à Jacques, son fils, *des terres et seigneuries de*
« *Gigouzac, de Saint-Amaran, de Saint-Cirq-de-Bel-Arbre,*
« *de Loupiac, de partie de la baronnie de Belcastel et géné-*
« *ralement des terres situées au-delà de la Dordogne dans le*
« *pays de Quercy.* L'acte fut passé en présence de Jean de
« Beaufort, chapelain de Saint-Martial, près Gimel; de
« Jean de Beaufort, seigneur du Pouget; d'Antoine de
« Beynette, prêtre, et de Géraud de Beynette, de la pa-
« roisse d'Ambrugeac. »

Une des conséquences de ce mariage sera la formation
en Limousin de la branche des Valon d'Ambrugeac et

ordinaverunt dicti fundatores quod dictus vicarius dictae capellaniae
teneatur celebrare duas missas in qualibet septimana in altari
Beatae Mariae dictae ecclesiae de Ambrugeaco..... et dicta Margarita augmentavit
dictam vicariam, ultra dictas sex libras renduales, sex sexta-
riarum siliginis et sex solidorum..... Item fuit amplius conventum
quod dictus nobilis *Jacobus del Boscheyro* debeat portare nomen et
arma dictorum nobilium *Hugonis de Beyneta* et ipsius *Margaritae*.....
Item fuit conventum quod primus liber masculus ex dicto futuro
matrimonio sit dominus et heres, post decessum dictorum sponso-
rum, omnium et singulorum bonorum, salva eidem nobili *Jacobo*
successione bonorum dicti sui patris, et quod dictus heres tenebitur
appanare alios liberos..... et tenebuntur, dicti heres aut liberi, por-
tare nomen et arma prout superius..... Item in favorem dicti matri-
monii prenominationis dominus *del Boscheyro*, pater ipsius *Jacobi*, con-
firmavit donationes alias factas, eidem *Jacobo*, scilicet : de terris et
dominationibus de *Giguosac de Saint-Amaran, de Saint-Circ-de-Albero,*
de *Lopiat* et partis suae baroniae de *Belcastel* et generaliter de terris
situatis ultra riparium *Dordogniae* existentibus in patria de *Quer-*
cui..... Acta fuerunt premissa in fortalio de Ambrugeaco, Lemovi-
censis diocesis, presentibus domino *Johanne de Belloforti*, capellano
Sancti-Martialis, prope Gimellum, *Johanne de Belloforti*, domino
del Poget, domino *Antonio de Beyna* et *Geraldo de Beneyta* dictae
parrochiae de Ambrugeaco..... Signé : de *Casaly*, *Bernard Dalvy*
(Bibl. Nat., Fonds Chérin, preuves de Cour, dossier de Valon; —
archives de la famille de Valon).

Saint-Hippolyte, au moment où la branche aînée des Valon-Champiers s'éteindra avec Agnet. Et, chose singulière, ni *Jacques* ni ses successeurs, en Limousin, ne prendront le nom d'Ambrugeac, ils resteront fidèles au nom du Boucheron pendant 300 ans. Cela ne peut s'expliquer que par le culte de ce nom, dépôt sacré que les Valon avaient reçu avec l'héritage Boucheron-Champiers et qu'ils considéraient comme un devoir, comme une obligation, de conserver.

Ce nouvel état de choses ne modifiera en rien les obligations de *Jacques* vis-à-vis du Quercy, mais les atténuera dans une certaine mesure, car tous les biens de sa femme resteront aux Valon du Limousin aux dépens des Valon du Quercy. Ce sera une nouvelle atteinte à l'héritage de Gigouzac, qui au lieu de se consolider ira toujours en s'affaiblissant.

Les nouveaux époux reçurent en outre, le 28 mai 1453, de Marguerite de Saint-Hippolyte, la donation de tous ses biens, sans exception, sous réserve de l'usufruit sa vie durant et à charge de payer à ses enfants, savoir : 30 sols à *Jeannette*, femme de Guillaume de Las Aghas ; autant à *Annelle*, épouse d'Antoine de la Boyssaria et à *Marguerite*, femme de M^e Rigal-Turenne ; 60 sols à *Catherine*, religieuse de Bonnesaigne ; 30 sols à *François*, religieux de l'ordre de Saint-Benoît, et autant à *Antoinette* et *Jeanne*. Elle se réserva encore trois livres, sept sols et six setiers seigle pour la chapellenie fondée dans l'église d'Ambrugeac, et 30 quartes de seigle de rente annuelle pour faire dire des prières par les prêtres de Meymac. L'acte fut passé au château d'Ambrugeac par Léonard Planeti, notaire, en présence d'*Agnet de Champiers*, Jean de Blanchefort, clerc du diocèse de Cahors, et Antoine de Beynette, prêtre d'Ambrugeac (1).

Par son union, *Jacques* contractait de nouvelles alliances

(1) Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon ;
— Archives de la famille de Valon.

avec les Saint-Hippolyte, Sonheto, La Jugie, Saint-Salvador, etc., et recevait l'héritage des Beynette et des Saint-Hippolyte, savoir : les seigneuries d'Ambrugeac et Saint-Hippolyte, les repaires de Besse, Beynette, la Feuillade, Brigoulanges, la forêt de Cubesse, maisons au bourg de Sornac, rentes à Meymac, moulin banal, trois étangs, dîmes, justice, guet, etc. La forteresse d'Ambrugeac relevait de Ventadour et jouissait de pleine juridiction ; mais la seigneurie de Saint-Hippolyte, qui appartenait à la famille de ce nom avant 1313, dépendait de la châtellenie de Maumont⁽¹⁾. Elle n'entrera dans le patrimoine des Valon qu'après le décès de Pierre de Saint-Hippolyte, frère et bienfaiteur de Marguerite⁽²⁾.

Dès que *Jacques* eut pris possession de ces nouveaux héritages il eut à régler avec Guillaume des Ages (Las Aghas), son beau-frère, un litige se rapportant à la succession de ses beaux-parents. L'accord fut conclu, le

(1) *Géographie historique abrégée de la Corrèze*, par J.-B. Champeval, pp. 104, 300 et 301. — Marguerite de Saint-Hippolyte, mariée à Hugues de Beynette, bachelier en décrets de la ville de Meymac, était fille de Jean et de Galharde de Sonheto. Galharde de Sonheto vendit à son gendre, le 13 mai 1420, le repaire de Beynette, le village de la Feuillade et la forêt de Cubesse (le tout sis dans la paroisse d'Ambrugeac) qu'elle tenait de sa mère, Élise de la Jugie, moyennant 200 livres tournois payables à Raymonde de Vernhe, sa cousine, femme de Jean de Saint-Salvador (Archives du château de Saint-Priest). — Hugues de Beynette avait fondé, vers 1440, dans l'église d'Ambrugeac, à l'autel Notre-Dame, une vicairie pour le repos de son âme ; elle fut accrue, le 3 avril 1453, par sa veuve (*Géographie historique de la Corrèze*, par J.-B. Champeval, pp. 300 et 301).

(2) Marguerite de Saint-Hippolyte devint usufruitière de son frère Pierre, en 1478. Celui-ci avait fondé, dès 1470, une vicairie dans l'église de Saint-Hippolyte à l'autel Saint-Eutrope. Depuis 1368, les seigneurs de ce nom fournissaient à ladite église, à chaque fête, les chandelles, le pain et le vin de communion (*Géographie historique de la Corrèze*, par J.-B. Champeval, pp. 118 et 119, 300 et 301).

3 octobre 1454, en présence de *Guérin et Agnet de Champiers*, père et fils, et de Jean de Beaufort (1). — Il termina ensuite les arrangements de famille en vendant à *Agnet*, son frère, pour 200 écus d'or quinze livres de rente dans la vicomté de Ventadour (1455) [2], et en mariant sa belle-sœur, Antoinette de Beynette, comme il en avait pris l'engagement lors de son contrat de mariage (3). Il lui fit épouser, le 10 avril 1461, Jacques de Guerre, seigneur de Montamel, son plus proche voisin, et renoua avec cette famille des relations anciennes de parenté (4). Pour solder une partie de la dot, il vendit à Jacques de Guerre, le 12 avril 1461, certaines rentes sises à Montamel (5), passa le 12 mars 1466 (n. s.) une transaction avec Jacques et André de Guerre (6); enfin, le 25 décembre 1475, il donnait à Jacques de Guerre un nouvel acompte et un autre de six livres tournois le 9 mai 1476 (7).

§ II. — Après la mort de son père, *Jacques de Valon* continua en Limousin la série des arrentements et la solution des litiges. Nous n'en citerons qu'un à cause des violences dont il fut l'objet. Jean de Lobertès, prieur de

(1) L'acte fut passé au château d'Ambrugeac par G. Alpays, notaire de Meymac (Registre Chevillard, Archives de M. Clément-Simon).

(2) Acte passé au château d'Ambrugeac par M^e L. Planeti, notaire, en présence de Louis d'Escorailles et Jean de Beaufort, prêtre de Saint-Martial (Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon).

(3) Cf. le contrat de mariage de Jacques, p. 242, note 1.

(4) (5) et (6) Inventaire dressé, après le décès de Jean de Guerre, seigneur de Montamel, les 7 et 20 février, 4, 5, 7 et 9 mars 1641 par M^e Davezou, notaire (Minutes de M. Julien Puech, notaire de Freyssinet le Gourdonnais, en 1859; — Archives de la famille de Valon).

(7) L'acte fut passé « in aula de Py, parrochia Sancti Dionisii », par Pierre Rebeyrota, notaire de Meymac, en présence de Géraud Fuelnard, prêtre de Gigouzac (Archives de la famille de Valon).

Meymac, disputait au seigneur d'Ambrugeac certains territoires et pacages situés sur les limites de leurs appartenances. Le désaccord allait grandissant. Pour en finir on se donna rendez-vous sur les lieux contestés en septembre 1465. Que se passa-t-il au jour convenu ? les détails font défaut ; toujours est-il que la querelle tourna au tragique. Ne pouvant s'entendre les parties en vinrent aux invectives, aux injures et aux coups. Les partisans de Jacques reculèrent devant le nombre et la colère des adversaires ; le seigneur de Gigouzac lui-même, entouré et menacé, ne put échapper à la mort qu'en blessant le prieur de Meymac et en se déroband, grâce à la rapidité de sa monture. Plainte fut portée devant la cour du vicomte de Ventadour, enquête ordonnée et témoins entendus. L'un d'eux, Guillaume Alpays, notaire, fit l'éloge de *Jacques*, de sa douceur, de sa patience ne cherchant, disait-il, querelle à personne, et déclara que dans la circonstance, provoqué, molesté, en danger, il avait été obligé de faire usage de ses armes pour se sauver. Il parla enfin de sa naissance, de sa noblesse, de son illustre et antique race, etc. (1). On ignore l'issue de cette affaire, mais elle dépeint les mœurs un peu grossières de l'époque, conséquence des luttes féodales et des guerres anglaises, et montre l'acharnement que l'on mettait à défendre son bien et ses droits.

(1) Extrait d'un parchemin formant la couverture d'un registre notarié des archives du château de la Panonie, près Gramat (Lot). Voici le texte latin se rapportant à la déposition de G. Alpays : « Dixit amplius quod *dictus impetrans* (Jacques de Valon) *est homo nobilis procreatus ex nobili et militari progenie et ex antiqua et nobilitate progenie* et est homo pacificus et bene morigenatus non querens alicui lites personae rixas seu injurias..... dixit amplius quod credit, ipse testis, attentata malicia dictorum de Lopbertes quod in secundo conflictu et novissime dicti prior et Ludovicus interfecissent dictum impetrantem et non evasisset mortem si non desbendasset dictam balistam..... »

Pendant le même temps *Jacques de Valon* s'occupait aussi des inféodations du Quercy. Il arrentait à *Gigouzac*, le 22 janvier 1463 (n. s.), le domaine réservé de l'Espinassarde, à raison de 8 quartes froment (1), et à *Saint-Denis*, le 12 mars 1463 (n. s.), une pièce de terre inculte à Jean Tenèze, Martin et Jean Guibert, frères, qui promirent de donner chaque année 22 sols 6 deniers tournois et d'acquitter les droits féodaux (2).

Au mois de décembre 1465 il inféodait à Étienne Aldebert, de Mechmont, le moulin du Py avec les jardins bas, deux journaux de pré, trois quatonnées de terre, et 12 journaux d'homme de terre près le château du Py, le tout situé dans la paroisse de Saint-Denis, moyennant la rente annuelle de deux setiers froment, deux quartes avoine, vingt sous tournois, deux poules, deux manœuvres et deux journées d'homme (3). Il s'agissait, dans l'espèce, du moulin seigneurial du Py, réservé par Guérin de Valon dans l'arrentement de Saint-Denis. Le château et le domaine du Py étaient nobles de toute ancienneté et les Valon en exerçaient la justice depuis un siècle au moins. La paroisse de Saint-Denis dépendait d'ailleurs de la juridiction du Py (4). Par suite, le moulin en question était noble, et Jacques et les siens jouissaient du privilège de le reprendre par puissance de fief et droit du seigneur (5).

(1) Extrait de la transaction du 26 août 1635 entre Jean-Guy du Bousquet, seigneur de Gigouzac, et les habitants de ce lieu, reproduite au chapitre XVII, § III.

(2) Acte reçu par J. Thalayssac, notaire de Catus, en présence de Guillaume Durand, prêtre de Catus, et Pierre Borgade, de Gigouzac (Archives de la famille de Valon).

(3) L'acte fut passé à Gizouzac par Jean Depetra, notaire de Catus, en présence d'*Agnet de Valon, chevalier, seigneur du Boucheron*, et de *Gérald Fuelnar*, prêtre de Gigouzac (Archives de la famille de Valon). — Le journal de terre représentait la surface qu'une paire de bœufs pouvait labourer dans un jour, et le journal d'homme de terre la surface qu'un homme pouvait piocher ou bêcher dans sa journée.

(4) et (5) Extrait d'un litige, en date du 23 juin 1668, entre Jean

Jacques tranchait aussi les contestations par la voie des accords. A Gigouzac, l'inféodation de 1451 n'avait pas réglé tous les points, notamment *les fours, les moulins, le droit de fouage*. La question des moulins présentait une difficulté ; ils avaient fait l'objet, au moyen âge, d'un arrangement en vertu duquel le seigneur les avait abandonnés aux habitants moyennant la rente de trois deniers par censitaire. Les moulins perdirent dès lors la banalité. Mais les tenanciers, faute de ressources, se trouvèrent, à partir de 1450, dans l'impossibilité de les remettre en état ; c'est pour ce motif qu'ils transigèrent, le 4 février 1463 (n. s.), avec *Jacques de Valon* et lui en firent délaissement, à charge par lui de les reconstruire ; ils s'engagèrent d'y aller moudre, de payer le droit de mouture suivant l'usage du pays et s'obligèrent, sous peine d'amende, d'en faire la reconnaissance à chaque réquisition (1). A partir de ce moment les moulins de Gigouzac recouvrèrent la banalité.

Peu de temps après le seigneur passa une nouvelle transaction avec les habitants au sujet du *droit de fouage* ; ils promirent de lui payer par feu et par an, une paire de poules et deux journées de manœuvre (2). D'où venait le retard de cet accord et pourquoi Guérin de Valon n'avait-il pu le régler de son vivant ? Il est visible que l'obstacle était le paiement en argent. D'après la transaction primordiale les tenanciers soldaient en argent la majeure partie des *droits d'affouage* (20 livres tournois) et en totalité les *droits d'acaptés* (2 sols à chaque mutation d'emphitéote ou de seigneur). C'est pour ce motif qu'ils ne voulaient pas

de Geniès, seigneur du Py, et les consuls de Saint-Denis au sujet de la cotisation du lieu et repaire du Py à partir de 1644 (Archives de la famille de Valon).

(1) Extrait de la transaction du 26 août 1635 reproduite au chapitre XVII, § III.

(2) *Ibidem*.

payer encore en argent le *droit de fouage* (1). Les seigneurs et les emphytéotes, obérés par les désastres des guerres, souffraient de la gêne, conséquence de la rareté de l'argent. Néanmoins *Jacques de Valon*, malgré ses charges, fit une concession aux habitants en acceptant le paiement de cet impôt en nature. Ces derniers, à leur tour, lui feront une autre concession.

L'inféodation de 1451 avait fixé le cens annuel au taux de *80 quartes froment et vingt quartes avoine*. Au bout de quelques années, quand la culture des champs eut repris son essor, cette rente globale n'était plus en rapport avec le rendement des terres. Cet écart provenait d'une évaluation trop faible au début, par suite de l'état de misère des campagnes en 1450. Mais le titre primitif ne pouvait être modifié sans l'assentiment de la population. On entra en pourparlers, il y eut discussion, tirage, finalement l'écart était tel que les habitants, par transaction du 29 mars 1475 (n. s.), consentirent à augmenter le cens annuel de 20 quartes froment et 20 quartes avoine, c'est-à-dire de plus du quart de la rente primitive (2).

§ III. — On inféodait à Gigouzac depuis trente ans; peu à peu les difficultés s'aplanissaient, la campagne retrouvait l'aisance par le travail, la population progressait, la prospérité s'entrevoyait dans un avenir prochain. Le domaine réservé marchait de pair, les moulins rapportaient chacun, bon an mal an, 8 quartes froment, 18 quartes méteil, 4 livres tournois. D'après cela on peut, en tenant compte de tous les arrentements, avoir un aperçu des ressources de la seigneurie de Gigouzac, vers 1475. « *Le*

(1) Dans la juridiction de Catus, les *droits d'acaptés* s'élevaient au double de la rente censive due lors de la mutation, et le *droit de fouage* valait 5 sols, 6 deniers et une paire de poules par feu (*Le Prieuré de Catus*, par L. de Valon, p. 90).

(2) Transaction du 26 août 1635, reproduite au chapitre XVII, § III; — Transaction du 6 mars 1623 entre l'évêque de Cahors et le seigneur de Gigouzac (Archives de la famille de Valon).

« cens donnait 100 quartes froment, 40 quartes avoine ;
« le droit d'affouage, 20 livres tournois, 20 gelines, 20 manœuvres, 20 charretées de bois ; le droit de fouage pouvait fournir 50 paires de poules ; les lods et ventes, évalués en froment, atteignaient en moyenne 50 quartes froment ; les droits d'acaples, 10 livres tournois ; les moulins rapportaient environ 30 quartes froment, 75 quartes méteil et 12 livres tournois ; les fours 25 quartes froment ; le domaine réservé au moins 20 quartes froment, sans compter les droits de leyde et autres impôts secondaires. »

Les éléments nous manquent pour évaluer les revenus du Py et Saint-Denis, de Saint-Amaran, Saint-Cirq-de-Bel-Arbre, Loupiac, Belcastel, etc.

Si à la longue tous les litiges s'aplanissaient, il n'en était pas de même du procès au sujet de *Saint-Amaran*, *Saint-Clair* et *Saint-Cirq-de-Bel-Arbre* qui traînait depuis cinquante ans sans se résoudre (1). *Jacques de Valon* soutenait que les cens, rentes, propriétés, juridiction, la justice (haute, moyenne et basse) de ces seigneuries lui appartenaient ; *Guy de Peyronnencq* les lui contestait. Le différend allait prendre mauvaise tournure, quand sur l'intervention de personnes amies, il fut soumis à l'arbitrage. Par acte passé à Cajarc, le 9 février 1463 (n. s.), en présence de *Déodat de Barasc* seigneur de Béduer, de *Bertrand de Cajarc* moine, et de *Jean de Furno* clerc, *Jacques de Valon* choisit pour arbitre : *Gisbert de Cardaillac*, seigneur de Cardaillac, et *Guy de Peyronnencq* : *Bégon de la Grèse*, seigneur de Camburat. Les arbitres s'engagèrent à prononcer leur sentence avant la Saint-Jean-Baptiste, ou au plus tard à la Saint-Michel (2). Quelle fut

(1) Cf. pp. 183, 184, 185, 186, 187, 232 et 233.

(2) In Dei nomine amen..... noverint universi..... quod cum lis questio, debatum et controversia forent et in futurum oriri sperarentur inter nobiles viros *Jacobum de Valon* domicellum ex una et *Guidonem del Peyronnencq* ex alia ex eo et pro eo quia ipse *Jacobus de Valon* dicebat se habere tam in loco de *Sancto-Amarando* quam

la solution ? on l'ignore. Toujours est-il que d'après les faits postérieurs, la seigneurie de Saint-Clair paraît avoir été attribuée à Guy de Peyronnencq et que pour les deux autres la question resta en suspens ; elles firent l'objet d'un nouvel examen, de nouvelles expertises. En 1474 l'affaire n'avait pas fait un pas. A cette date les parties convinrent, sous peine d'amende, de se rendre à Saint-Amaran, le 7 septembre, avec les arbitres : Pierre de la Garde, seigneur de Saignes, pour *Jacques de Valon* ; Jean de Gourdon, seigneur de Lavercantière, pour Guy de

in loco *Sancti-Cirici-de-Bella-Arbore* et de *Sancto-Claro* et suarum pertinentium nonnullos census sive redditus nonnullaque pheuda possessionesque jura et proprietates sicuti sunt hospitia casalia terræ vineæ prata culta et inculta molendina nemora pascua herbatgia et deveria in eisdemque locis censibusque redditibus predictis se habere jurisdictionem pheudalem nec non jurisdictionem altam mediam et bassam merumque mixtum imperium et exercitium ejusdem quosque et quas ipse Guinotus del Peyronnencq eidem *Jacobo de Valon* occupatos detinebat. Dicto tamen nobili Guinoto del Peyronnencq contrarium afferente dictum *Jacobum* in ipsis locis universisque eorum pertinentibus nullam se habere jurisdictionem saltim altam mediam neque bassam merumque nec mixtum imperium nec aliquod eorundem jurisdictionum exercitium et esto quod in eisdem et eorum pertinentibus ipse nobilis *Jacobus de Valon* aliquos habeat census sive redditus aliquaque pheuda jura et proprietates ac tamen non tantos sive tanta sicuti ipse nobilis *Jacobus* petere et ad ipsum pertinere pretendebat..... dictæ partes se compromiserunt. Anno Domini III^cLXII die vero nona mensis februarii apud locum de Cajarco dictæ partes compromissum fecerunt in nobiles et potentes viros dominos Gisbertum de Cardalhaco, militem dominum locorum de Cardalhaco, de Capella et de Sancto-Saturnino per dictum *de Valon* et Begonem la Gresa dominum de Cambeyrac et de Martielli per dictum del Peyronnencq electos..... de quibus..... testibus nobili et potenti viro Deodato Barasci, scutififero, domino locorum de Bedorio et de Grealone et domino Bertrando de Cajarco, monacho monasterii de Orlhaco et Johanne de Furno, clerico de Cajarco, et me Leonardo de Bordas notario qui..... (Archives de la famille de Valon).

Peyronnencq. Mais au jour dit, celui-ci fit défaut. On voit, d'après l'acte qui en témoigne, que le litige ne roulait plus que sur les seigneuries de *Saint-Amaran* et *Saint-Cirq-de-Bel-Arbre* (1). Jacques de Valon ne vit pas la fin de ce procès; il fut terminé par son fils, Pierre, avant 1490 : *Saint Amaran* demeura aux Peyronnencq et *Saint-Cirq-de-Bel-Arbre* aux Valon (2). Ce litige interminable avait duré près de 80 ans.

§ IV. — Il y avait bientôt quinze ans que les Anglais, chassés de France, essayaient d'y revenir. Ils gardaient encore l'espoir de reprendre Bordeaux et la Guyenne,

(1) Actum apud Sanctum-Amarandum die septima mensis septembris anno M^oCCCC^oL^oXXIV^o..... personaliter constitutus *nobilis vir Jacobus de Valon dominus de Giguosaco, Sancti-Amarandi et Sancti-Cirici-de-Pulchra-Arbore* exposuit per organum domini Ramundi Gilbaut, in legibus licentiatu, quod ipse nobilis et nobilis Guido dal Peyronnencq de debatis inter ipsos de et super dominio iurisdictione et redditibus locorum predictorum Sancti-Amarandi et Sancti-Cirici-de-Pulchra-Arbore in nobiles viros Petrum de Gardia, dominum de Sanha, pro parte *dicti de Gigosaco* et dominum Johannem de Gordo, dominum de Lavercanteyra, per dictum del Peyronnencq communiter electos se compromiserunt ut constare asseruerunt quodam publico instrumento per magistrum Petrum Combam, notarium de Gordo, recepto et quod predictae partes cum poena et juramento se comprehendere debebant cum suis arbitris apud dictum locum die externa et die hodierna, ob quod facta apprehensione ibidem pluribus personis fidedignis quod erat hora vespere dictus nobilis (Jacobus) comparuit et ulterius protestatus fuit contra dictum del Peyronnencq de poenis et juramento..... testibus Antonio Calmel et Guillelmo Borie presbiteris et me Petro Rebeyrota, clerico, notario (Archives de la famille de Valon).

(2) La seigneurie de Saint-Cirq de-Bel-Arbre rapportait 13 setiers froment, 7 setiers avoine, 1 setier seigle, 10 livres tournois, 10 livres de cire, 14 paires de volaille et 20 manœuvres (Dénombrement de 1503 de Jean d'Oriole, évêque de Montauban; — Bibl. de la ville de Cahors, Fonds Greil, registre de dénombrements f^o 46). Cette seigneurie fut vendue à la famille d'Oriole en 1503, par *Agnès de Valon*.

encouragés par les ducs de Bretagne et de Bourgogne, par le frère du roi lui-même, qui entretenaient des intelligences avec eux. Dans ce but ils apprêtèrent une grande flotte et firent route sur Bordeaux (1467). Mais Louis XI, averti à temps, ordonna aux sénéchaux du Limousin, de Quercy et de Toulouse de se rendre, avec leurs hommes, sur les points désignés et d'y rester jusqu'au départ de la flotte. Peu de temps après (janvier 1470), il nomma Antoine de Chabannes, comte de Dammartin, lieutenant-général en Guyenne et Gascogne avec ordre de réduire à néant toute entreprise des Anglais ou de leurs partisans (1). Plusieurs nobles du Quercy et du Limousin furent convoqués, entr'autres *Agnès de Champiers* et *Jacques de Valon*, son frère. Le premier figure dans la montre passée en Limousin le 2 janvier 1471 (n. s.) par le commissaire de Louis XI (2), et le second, avant de partir, fit son testament (septembre 1468). Nous en donnons ici l'extrait consigné par Chérin dans les preuves de Cour.

« Noble homme *Jacques de Valon, alias del Bocheyro*,
« seigneur de Gigouzac, de Saint-Amaran (diocèse de
« Cahors) et d'Ambrugeac (diocèse de Limoges), testa au
« lieu d'Ambrugeac, le 20 septembre 1468, et déclara qu'il
« voulait être inhumé dans l'église de Gigouzac s'il décé-
« dait en Quercy ou dans le cimetière de Palisses au tom-
« beau de ses prédécesseurs, s'il mourait en Limousin;
« il légua aux chapitre et prêtres de *Gigouzac*, en corps,

(1) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, pp. 426-428.

(2) Cette montre fut passée à Eymoutiers, diocèse de Limoges, par Mathurin Brachet, seigneur de Montagu, le 2 janvier 1471 (n. s.); voici le passage concernant Agnès : « *Messire Agnès de Boscharroux, chevalier, seigneur dud. lieu, hommes d'armes à lance fournie.* » — La lance garnie ou fournie se composait ordinairement de six combattants avec quatre ou deux chevaux, le chevalier ou homme d'armes et l'écuyer toujours montés, trois archers et un couillier, ce dernier homme de pied (*Archives historiques de la Corrèze*, par Clément-Simon, *Bull. archéol. de Brive*, t. XI, 1889, pp. 279 et 298).

« un setier de froment, mesure de Cahors, et 7 sols de
« rente à prendre sur le mas de la Motète, paroisse de
« Peyrilles; à l'église de Gigouzac, un calice d'argent du
« poids d'un marc et un habillement garni pour célébrer
« la messe; à l'église de Saint-Chamarand 10 deniers de
« rente; aux *prieur et prêtres séculiers d'Ambrugeac*, en
« corps, 5 sols de rente, pour chanter tous les ans une
« messe à l'intention du testateur et de feu M^e Hugues de
« Beynette; il fonda une vicairie de la valeur de 60 sols de
« rente dans l'église de Palisses s'il y était inhumé ou dans
« celle de Gigouzac s'il reposait en icelle; nomma Huguette,
« sa femme, dame gouvernante et senhoresse de son héri-
« tier universel et de ses biens tant qu'elle demeurerait
« veuve et résiderait avec lui; il légua à *Bertrand*, son fils,
« pour tout droit et devoir sur ses biens 25 livres de rente
« que lui avait léguées sa mère, Philippie Mourini,
« 10 livres de rente à lui données par son père et 200 écus
« d'or; il institua *Pierre son héritier universel en tous ses*
« *autres biens, châteaux, forteresses, etc.*, et lui donna pour
« tuteurs et curateurs noble Pierre de Saint-Hippolyte,
« *Agnel de Champiers*, frère du testateur, Jean de Luzech
« et dame Huguette son épouse (de lui testateur). L'acte
« fut signé par B. Dalvy, notaire (1). »

(1) Actum in loco de Ambrugeaco, Lemovicensis diocesis, die vigesima mensis septembris anno millesimo quadringentesimo sexagesimo octavo, presentibus : Petro de Laforliera, Leonardo de Beynetta, alias de Gordo..... Personaliter constitutus nobilis vir *Jacobus de Valon*, alias *del Boscheyro*, domicellus, dominus de *Gigozaco* et de *Sen-Chamaran*, Caturcensis diocesis, et de *Ambrugeaco*, Lemovicensis diocesis..... condidit suum testamentum ultimum in modo qui sequitur..... ordinavit si Deo placuerit ipse descendere in patria Caturcensi ipsum suum corpus sepeliri in ecclesia parrochiali de *Gigozaco* in sepultura propria parentum predecessorum suorum de *Gigozaco* et si ipsum contingat descendere in patria Lemovicensi voluit sepeliri in cemeterio de *Palissis* in sepultura parentum suorum de *Boscheyro*..... Item legavit idem testator capellanis et presbiteris secularibus de *Gigozaco*, in communi, unum sestarium frumenti ad mensuram de Caours et sep-

Quelle était l'institution visée par Jacques dans son testament quand il parle « *du chapitre et prêtres de Gigouzac en corps* » ? C'est assurément la chapellenie fondée, jadis, par les *Stephani de Valon*. Nous avons vu que l'église de Gigouzac possédait, de toute ancienneté, une chapelle où l'on disait prières et services pour le repos de ses seigneurs. Cette chapellenie, établie dès le XII^e siècle, accrue au XIII^e, prit surtout de l'importance au XIV^e pendant la période si brillante pour le Quercy (1310-1360) durant laquelle les *Stephani de Valon*, prêtres ou laïques, la dotèrent largement. En 1348, Bernard Stephani groupa et réorganisa toutes les chapellenies, enrichit la fondation,

tem solidos renduales perpetuo ut ipsi capellanus (*sic*) et presbiteri de Gigozaco teneantur qualibet die lunae dicere, in perpetuum, et facere unam absolutionem generalem supra sepulturam suam..... Item amplius legavit dictae ecclesiae de Gigozaco unum calicem argenti ponderis unam marcham et unum vestimentum garnitum pro celebrando missam et hoc quia pater ipsius testatoris hoc voluit et ipsum testatorem honoravit..... Item amplius legavit capellano ecclesiae de Saint-Chamaran duodecim denarios renduales anno quolibet..... Item legavit priori et presbiteris secularibus de Ambrugeaco, in communi, quinque solidos renduales et perpetuo ut dicti prior et presbiteri teneantur celebrare unam missam alta voce de mortuis pro anima ipsius testatoris et quondam magistri Hugonis de Beyneta et parentum suorum anno quolibet die obitus testatoris..... Item testator fundavit unam vicariam perpetuam usque ad valorem sexaginta solidorum censualium, anno quolibet, et ordinavit quod si ipse et corpus suum sit sepultus in ecclesia seu cimeterio de Palissis quod ipsa vicaria deserviat in ecclesia de Palissis et voluit quod presentatio dictae vicariae sit heredibus dicti testatoris dominis de Gigozaco..... Item si sit sepultus in ecclesia seu cimeterio de Gigozaco aut alibi, excepta dicta ecclesia de Palissis, quod ipsa vicaria deserviat in ecclesia de Gigozaco et legavit pro anima sua et parentum suorum eidem vicariae sexaginta solidos, anno quolibet, censuales et voluit quod vicarius dictae vicariae qualibet die sabati cujuslibet septimanae in perpetuum teneatur celebrare unam missam de virgine Maria et hoc in ecclesia ubi dicta vicaria deservietur et, eadem missa dicta, se transportare super suam sepulturam et ibidem

augmenta le nombre des chapelains qui formèrent alors un petit collège (1). L'institution commença à décliner avec la guerre de cent ans. Le pays de Gigouzac fut tellement dévasté qu'avant la fin des guerres, la chapellenie périlita et ne subsista pour ainsi dire que de nom. La seigneurie, amoindrie et appauvrie elle-même, n'était plus en situation de lui fournir les rentes dont elle n'avait plus la jouissance. Aussi, à partir de 1450, cette institution dut se fusionner avec la communauté des prêtres obituaires.

§ V. — *Jacques de Valon*, depuis son retour, résidait souvent en Quercy. De nombreux actes témoignent de sa présence à Gigouzac de 1473 à 1477 (2). Pareillement pour ses

absolvere ut est moris..... Item legavit *Bertrando*, filio suo, pro omni jure in bonis et hereditate dicti testatoris viginti quinque libras renduales, anno quolibet, quas eidem testatori dedit quondam Philippa Mourini, mater sua, et amplius decem libras renduales quas eidem legavit quondam pater dicti testatoris, item amplius duo centum scuta auri..... in omibus autem aliis bonis, censibus, redditibus, castris, fortaliis et aliis suum heredem universalem instituit *Petrum*, filium suum, naturalem et legitimum..... Item instituit tutores et curatores eidem *Petro*, herede suo, nobilem dominum Sancti Ypoliti, dominum Agnetum de Boscheyro, dominum de Luzech, et dominam Huguetam, uxorem suam, et ordinavit executores dicti testatoris dictum dominum de Sancto-Ypolito et dominum de Boscheyro..... Signé : B. Dalvy (Archives de la famille de Valon ; — Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon).

(1) Cf. p. 64 et 65.

(2) Il donne notamment l'investiture d'un bien à Saint-Amaran, le 3 avril 1474 ; il est qualifié dans l'acte « *nobili viro Jacobo de Valon, scutifero, domino locorum de Gigosaco, del Py, de Sancto-Cirico-de-Pulchra-Arbore, condominoque locorum de Bellocastro et de Sancto-Amarando.* » L'acte fut passé à Saint-Amaran par Pierre Rebeyrota, notaire de Meymac ; — le 7 septembre 1474 il est à Saint-Amaran pour régler un litige avec Guy de Peyronnencq (cf. pp. 252 à 254) ; — le 29 mars 1475 (n. s.), il passe une transaction avec les habitants de Gigouzac (cf. p. 251) ; — le 16 mars 1476, il donne l'investiture d'une maison à Saint-Cirq-de-Bel-

filz *Bertrand* et *Pierre* (1). Après le mariage de Bertrand, qui eut lieu en Limousin (1476), Jacques se fixa tout à fait à Gigouzac. C'est là où il fit, vers 1478, un codicille par lequel il doublait la rente de la vicairie qu'il avait fondée par testament (1468) dans l'église de ce lieu (2). C'est à Gigouzac aussi qu'il rendit le dernier soupir et où il fut enseveli, comme le confirme le paiement de cette rente que son fils, Pierre, soldait chaque année depuis le décès de son père (3). Cette vicairie, d'après la clause du testament de Jacques, n'était instituée à Gigouzac que s'il mourait en Quercy.

Depuis la fin des guerres, les seigneurs, occupés aux inféodations, à la culture des champs, au règlement de leurs affaires, trouvaient une diversion aux luttes de jadis. Mais à l'époque où nous sommes, distraits seulement par

Arbre et afferme le four de ce lieu; ces actes furent passés par P. Rebeyrota, en présence de Blardin Chamaillard et religieux François de Beynette; — le 9 mai 1476, il donne 6 livres tournois à Jacques de Guerre, acompte sur la dot constituée à Antoinette de Beynette, sa femme (Archives de la famille de Valon).

(1) *Bertrand de Valon* assiste comme témoin à un acte de vente passé à Gigouzac, le 2 février 1475 (n. s.), par P. Rebeyrota, notaire; — *Bertrand* et *Pierre de Valon*, frères, assistent comme témoins à un autre acte passé à Gigouzac, le 2 février 1475 (n. s.), par le même notaire (Archives de la famille de Valon).

(2) et (3) Cf. ce testament pp. 255 et 256; — anno 1497 (a. s.) et die quinta mensis martii apud locum de Gigozaco..... regnante Ludovico..... *quod cum nobilis Jacobus del Boscheyro, condamnasset quamdam vicariam de vi libris turon. ut constat instrumento testamenti sumpto per discretum virum Petrum Rebeyrota; igitur est sciendum quod anno et die predictis, constitutus personaliter nobilis Petrus de Valon, heres condamnatus Jacobi de Boscheyro, qui tradidit domino Antonio Ybri, presbytero, videlicet ad dicendum duas missas in quadam epdomada, una die lune et alia die sabati et cum hoc promisit solvere vi libras turon. ad voluntatem dicti Ybri.....* Presentibus Anthonio del Peyre, Antonio Carbonel et me Johanne Fuenard, notario (Archives de l'auteur).

la chasse, la pêche, les relations de voisinage, ils se laissaient gagner par la monotonie de l'existence. La vie au grand air les éloignait de leurs demeures. Les châteaux, quoique restaurés, meublés simplement, présentaient cet aspect sévère que donnaient les constructions établies en vue de la guerre. On voyait çà et là, sur les murs dénudés, quelques débris d'armure, souvenir des aïeux, témoins de leurs hauts faits. Dans les longues soirées on remémorait les événements tragiques de la lutte héroïque et peu à peu se formaient les légendes de cette période si extraordinaire, entretenant le patriotisme et l'esprit guerrier. Aussi, quand l'heure des guerres d'Italie sonnera, les Français seront prêts pour la lutte et trouveront dans ce pays des enseignements dont ils tireront un admirable profit au regard des lettres, sciences et arts.

Avant de se fixer à Gigouzac, *Jacques de Valon* avait passé en Limousin plusieurs mois de l'année 1476 à cause de deux événements qu'il est bon de signaler. Ce fut d'abord le mariage de son fils Bertrand qui épousait Marguerite de Turenne, fille de Rigal, notaire de Beaulieu. Cette union ne répondait pas à sa naissance, mais elle s'expliquait par les relations de parenté entre les deux familles. Rigal Turenne était par sa femme, Marguerite de Beynette, beau-frère de *Jacques de Valon*; Bertrand se mariait donc avec sa cousine-germaine (1). A cette occasion *Jacques*, en qualité d'administrateur des jeunes époux, reçut, le 28 juin 1476, la reconnaissance du mas de Trouzièges (Meymac) [2]. — Ce fut en second lieu le décès d'*Agnel de Champiers*, qui eut lieu à la fin de 1476 ou au début de 1477 (3). Il avait épousé Jacquette de Chalus et il jouissait de la situation considérable laissée par Gué-

(1) Cf. la donation de Marguerite de Saint-Hippolyte, veuve d'Hugues de Beynette, du 28 mai 1453 (cf. p. 245).

(2) L'acte fut passé à Meymac par P. Rebeyrota, notaire (Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon).

(3) *Agnel de Champiers* vivait encore en novembre 1476; il était

rin de Champiers. Dès qu'il eut succédé à son père, il continua les arrentements en Limousin; il rendit hommage au vicomte de Turenne, le 27 avril 1458, pour la Raymondie et autres possessions de la vicomté (1) et termina, en 1473, le litige avec les Paulin au sujet des fiefs de Dellac et des Magnades (Martel) [2]. Il fonda une vicairie dans l'église de Palisses, et c'est là qu'il voulut reposer (3). Il laissa enfin tout son avoir à sa fille unique, *Françoise*, mariée à Louis de Rollat (4). — Ainsi les seigneuries de Champiers et du Boucheron, la Raymondie, etc., disparurent du patrimoine de la famille. Agnet, qui avait reçu

décédé avant novembre 1477 puisque son gendre, L. de Rollat, rendit hommage pour la Raymondie le 16 novembre 1477 et qu'il avait un an pour remplir cette formalité.

(1) Arch. Nat., carton T, 193,71. — L'acte fut passé par Hugues de Navarre, notaire royal, en présence des nobles Agnet de Thabaru de Chamasello, Florimond de Verbolède et Guy Roberty, damoiseau (obligeamment communiqué par J.-B. Champeval, d'après les archives de Balager).

(2) Acte passé par Linars, notaire royal (Archives de M. Dupuy de Bouttières, à Martel).

(3) *Pouillé de Nadaud*, publié dans le *Bulletin archéologique de Brive*, t. XV, 1893, pp. 72 à 74.

(4) Louis de Rollat fit hommage de la Raymondie au vicomte de Turenne, le 16 novembre 1477, en qualité de mari de Françoise de Valon, fille et héritière d'Agnet de Valon. « *Ludovicus de Rollat, domino de Rollat Claromontensis, de Chanleys Lugdunensis, de Boscheyro, Lemovicensis et magni hospicii de la Raymundia de Martello Caturcensis diocesis, pro se et nomine Francisce de Valon eius uxoris, confessus fuit se tenere a domino vicecomite Turenne videlicet omnia que ipse tenet et possidet in toto vicecomitatu Turenne sibi pertinentia nomine dicte sue uxoris seu ex successione quondam domini Agneti de Valon patris dicte sui uxoris..... acta hec in castro domini Turenne in loco Montisvalente audientibus nobilibus Agneto Maschat, domino de la Mechaussia, Stephano de Vieilhas-chasas, et magistro Joanne Monsors, notario publico ville Martelli.....* » (L'original se trouve dans les archives de M. Dupuy de Bouttières, à Martel).

mission de perpétuer les héritages de Champiers et du Boucheron, aurait dû, en mémoire des Champiers, donner leur patrimoine aux Valon du Limousin qui, par respect filial, continueront à s'appeler du Boucheron pendant 300 ans. Il aurait dû aussi, en mémoire des Stephani, laisser la Raymondie aux Valon du Quercy. — Les Valon, ainsi déshérités, auraient abandonné le Limousin si Jacques, par son mariage, n'eût formé dans son pays natal une nouvelle branche, *celle des Valon d'Ambrugeac et de Saint-Hippolyte*, au moment où la branche des Valon-Champiers s'éteignait avec Agnet.

§ VI. — On voit, par le testament de *Jacques de Valon*, qu'il n'avait eu que deux enfants (Cf. Tableau IV, pp. 208 et 209) :

1° **Bertrand**, qui sera l'auteur des Valon du Limousin.

2° **Pierre**, son héritier universel, qui sera l'auteur des Valon du Quercy.

Jacques est donc le point de jonction de deux branches qui se continuent encore de nos jours. La séparation commença dès 1480. A partir de ce moment, *les Valon d'Ambrugeac et Saint-Hippolyte* s'établirent définitivement en Limousin, et *les Valon de Gigouzac-Saint-Amaran* restèrent en Quercy. Nous ne parlerons pas dans cette étude de la branche limousine, qui fera l'objet d'un article spécial; nous dirons un mot seulement de Bertrand.

Bertrand de Valon fut héritier testamentaire, le 5 juin 1478, de son grand-oncle maternel, Pierre de Saint-Hippolyte (1), et mourut avant 1482 (2), laissant de son mariage avec Marguerite de Turenne deux enfants : *François* et *Huguette*. Huguette de Beynette, dame d'Ambrugeac, en

(1) L'acte fut passé au château de Saint-Hippolyte par m^e Martin de Cumbalessa, vicaire de Saint-Hippolyte, à défaut de notaire (Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon).

(2) *Bertrand* ne figure pas dans le contrat de mariage de son frère Pierre, du 22 avril 1482, lequel se qualifie seigneur d'Ambrugeac; c'est la preuve qu'il ne vivait plus à cette date.

qualité de tutrice, donna, le 18 avril 1486, l'investiture d'une maison et jardin, sis au lieu de Saint-Hippolyte, dont la directe appartenait à feu Bertrand, son fils⁽¹⁾. Le 27 octobre 1489, elle exposa à Amanieu, vicomte de Comborn, qu'elle tenait de toute ancienneté, de lui ou de ses prédécesseurs, les mas del Seriers et de las Faugieras, situés dans la châtellenie de Rochefort, paroisse de Saint-Sulpice, et le supplia de recevoir son hommage. Le vicomte de Comborn refusa, sous prétexte que lad. châtellenie ne lui appartenait pas. La dame d'Ambrugeac insista et le menaça d'avoir recours au Roi. Le vicomte répliqua qu'elle pouvait faire appel, si bon lui semblait, au Roi, au Pape ou à l'Empereur, et lad. dame s'en fit donner acte⁽²⁾. Elle mourut avant 1500 et institua pour héritier universel son petit-fils, *François du Boucheron*, qui se trouva alors en possession des héritages d'Ambrugeac et de Saint-Hippolyte, sans compter l'avoir de sa mère.

§ VII. — Nous n'avons mentionné jusqu'à présent, en fait de fondations pieuses, que l'antique chapellenie fondée à Gigouzac par les *Stephani de Valon*; mais faute d'éléments nous n'en connaissons pas le détail. Les fondations des Valon de la Raymondie à Martel et Bétaille nous échappent aussi complètement. Nous sommes heureusement plus documentés sur les sépultures et les obits établis au xv^e siècle en Quercy et en Limousin; on verra par leur nombre le sentiment pieux qui les a dictés et combien le culte des morts était vivace dans la famille.

EN LIMOUSIN : **Saint-Angel.** — Les vieux Champiers avaient choisi pour sépulture l'église du monastère et élevé leur tombeau dans la chapelle Saint-Blaise. Le

(1) Acte passé au château de Saint-Hippolyte par Antoine de Braquillange, notaire (Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, dossier de Valon).

(2) L'acte fut passé devant la porte du château de Treignac par P. Rebeyrota, notaire de Meymac (Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon).

chapitre XII, § I, donne les noms de ceux qui reposent dans ce sanctuaire ; à cette liste nous pouvons ajouter : *Maragde d'Ussel*, femme de Rigon de Champiers, qui, par testament du 13 juillet 1407, voulut y être ensevelie (1) ; *Florence de Neuvic de Champiers*, épouse de Bernard Stephani de Valon (2) ; *Jean de Champiers*, fils de Guérin, ainsi que tous ceux décédés en Limousin avant 1440 (3). — Une vicairie fut fondée par les Champiers au xiv^e siècle dans l'église Saint-Angel et desservie à l'autel Saint-Blaise (4). Elle fut augmentée, le 10 août 1417, par *Guérin de Champiers*, fils de *Bernard de Valon* (5), et par sa femme, Philippie Mourini, le 8 octobre 1445 ; celle-ci donna cinq sols de rente pour une absoute, tous les lundis devant le tombeau des Champiers (6). Dans son premier testament (23 décembre 1441), Philippie Mourini avait légué quatre livres et 6 setiers seigle de rente pour faire dire par semaine deux messes avec absoute, l'une à Saint-Angel et l'autre à Palisses ; mais à la suite de revers de fortune elle réduisit la rente et la fondation de moitié, conserva la messe à Palisses et l'absoute à Saint-Angel (7).

(1) *Nobiliaire* de Nadaud, t. I, p. 349. — Ce testament fut signé par de Bosco, notaire de Meymac.

(2) Philippie Mourini, dans son testament de 1445 (cf. p. 237, note 1), fait dire des prières sur la tombe de Florence de Neuvic dans la chapelle Saint-Blaise de Saint-Angel.

(3) Cf. le testament de Philippie Mourini p. 237, note 1.

(4) et (5) *Pouillé* de Nadaud, publié par A. Lecler (*Bull. arch. de Tulle*, 3^e livr., 1889, p. 318).

(6) Cf. son testament p. 237, note 1.

(7) In dicto testamento (23 décembre 1441) ipsa domina Philippa legaverat pro duabus missis celebrandis videlicet unam in monasterio Sancti-Angeli in capella seu vicaria de Champiers in altari Sancti-Blasii qualibet die lunae de sancta Anna et perpetuo et aliam missam in ecclesia de Palissis qualibet die sabati et perpetuo de Beata Maria Virgine cum una absolutione fienda incontinenti post celebrationem dictae missae Beatae Mariae..... quatuor libras et sex sextaria siliginis..... (Extrait du testament de Philippie Mourini de 1445 ; archives de la famille de Valon).

Palisses. — Le tombeau des Valon-Champiers se trouvait dans l'église de ce lieu ; il fut construit par *Guérin de Champiers* au décès de sa femme, *Philippie Mourini*, qui, par testament du 23 décembre 1441, avait demandé à être ensevelie dans cette église, devant l'autel de la Sainte-Vierge (1). C'est là que *Guérin* repose ; là aussi que son fils *Agnel* fut inhumé. Son frère, *Jacques de Valon*, avait également choisi cette sépulture s'il décédait en Limousin (2).

Philippie Mourini, par testament du 8 octobre 1445, légua 30 sols et trois setiers seigle de rente pour faire dire dans l'église de Palisses, tous les samedis, une messe à l'autel de la bienheureuse vierge Marie (3). — *Jacques de Valon* fonda aussi, dans la même église, une vicairie de 60 sols de rente s'il finissait ses jours en Limousin (4). — Enfin, son frère *Agnel* en fonda une autre vers 1473 (5).

Ambrugeac. — Le tombeau des Beynette s'élevait dans l'église de ce lieu, devant l'autel Notre-Dame. *Hugues de Beynette* et sa femme, *Marguerite de Saint-Ippolyte*, y furent ensevelis (6) ainsi que leur petit-fils, *Bertrand de Valon du Boucheron*, et toute sa lignée. — *Hugues de Beynette* fonda une vicairie dans l'église d'Ambrugeac qui fut augmentée, le 3 avril 1453, de six livres tournois de rente par sa femme, sa fille *Huguette* et par *Jacques de Valon*, son gendre, à charge par le chapelain de dire à leur in-

(1) Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon.

(2) Cf. son testament pp. 256 à 258.

(3) Cf. son testamet p. 237, note 1.

(4) Cf. son testament pp. 256 à 258. — Il a dû mourir en Quercy car les documents postérieurs ne font pas mention de cette vicairie.

(5) *Pouillé* de Nadaud (*Bull. arch. de Tulle*, 3^e livr., 1889, p. 324). Ce pouillé porte la date 1483 pour la fondation de cette vicairie ; mais il y a là une erreur de date puisque *Agnel* est mort en 1476 ou au début de 1477 (cf. p. 260).

(6) Cf. le contrat de mariage de *Jacques de Valon* et d'*Huguette de Beynette*, du 3 avril 1453, pp. 242 à 244.

tention deux messes, celle des Morts le lundi de chaque semaine, et celle de la glorieuse vierge Marie, le samedi (1). Marguerite de Saint-Hippolyte la dota en outre d'une rente de 6 sols et 6 setiers de seigle (2). Enfin *Jacques de Valon* donna, le 20 septembre 1468, aux prieur et prêtres séculiers d'Ambrugeac, 5 sols de rente pour une messe annuelle le jour anniversaire de sa mort (3).

Meymac. — La vicairie de Jacques de Jacme fut fondée, avant 1406, dans l'église du monastère à l'autel Sainte-Catherine. Hugues de Beynette, qui en avait acquis le patronage des héritiers de Durand Arnaud de Tulle, obtint en 1438 qu'elle fût desservie à l'autel Saint-Georges. *Jacques de Valon* et sa femme, Huguette de Beynette, y nommèrent J. Alpaix, prêtre de Meymac, le 18 septembre 1475 (4). — Marguerite de Saint-Hippolyte, veuve d'Hugues de Beynette, donna de son côté au couvent de Meymac, 30 quartes seigle de rente, par acte reçu par G. Alpaix, pour une messe tous les vendredis et une messe avec absoute le jour anniversaire de sa mort (5).

EN QUERCY : **Gigouzac.** — Le tombeau des Stephani de Valon se voit encore sous le clocher dans l'intérieur de l'église, cependant beaucoup reposent dans la chapelle où se disaient leurs obits (6). Cette chapelle fut la sépulture des Valon décédés à Gigouzac de 1400 à 1450. *Jac-*

(1) Cf. le contrat de mariage de Jacques de Valon et d'Huguette de Beynette, du 3 avril 1453, pp. 242 à 244.

(2) *Ibid.*

(3) Cf. son testament, p. 256 à 258.

(4) *Pouillé de Nadaud (Bull. arch. de Tulle, 3^e livraison, 1889, p. 304)*; — l'acte de cette nomination a été passé par M^e Planeti, notaire de Meymac (archives de la famille de Valon).

(5) Transaction du 13 novembre 1482, entre *Pierre de Valon*, seigneur de Gigouzac, et les religieux du couvent de Meymac, signée par M^e Planeti, notaire (Archives de la famille de Valon); — cf. le paragraphe II du chapitre XIV.

(6) Cf. pp. 15 et 65.

ques de Valon y fut inhumé, vers 1480, et après lui *Pierre de Valon* et sa descendance à l'exception de Jacques de Valon, le dernier seigneur de Gigouzac, qui a dû être enseveli dans la nef de l'église. La pierre tombale, ornée d'une grande croix, doit être son tombeau.

Jacques de Valon donna à l'église de Gigouzac, le 20 septembre 1468, un calice d'argent du poids d'un marc et un habillement garni pour dire la messe, parce que c'était le désir de son père et pour honorer sa mémoire. Il légua aussi aux chapelains et prêtres de Gigouzac, en corps, un setier de froment et 7 sols de rente pour une absoute, tous les lundis, sur sa tombe (2). Il fonda en plus une vicairie de 60 sols, s'il était inhumé dans cette église, laquelle fut portée à six livres tournois en vertu d'un codicille qu'il fit vers 1478 (3). C'est la rente que payait son fils Pierre, après 1480, à charge par le vicaire de dire deux messes, une tous les lundis, et l'autre avec absoute, les samedis. — *Pierre de Valon* établit à son tour, vers 1490, une vicairie de dix livres tournois pour faire dire deux messes avec absoute les lundi et samedi de chaque semaine (4).

Saint-Chamarand. — *Jacques de Valon* donna, le 20 septembre 1468, dix deniers de rente à l'église de ce lieu pour des prières à son intention (5).

Le Vigan. — *Pierre de Valon* fonda, vers 1490, un hôpital appelé l'hôpital du monastère et lui donna diverses rentes pour subvenir à ses besoins. Il nomma pour hospi-

(1) Cf. pp. 256 à 258 in ecclesia parrochiali de Gigozaco, in sepultura propria parentum predecessorum suorum de Gigozaco.....

(2) *Ibid.* et hoc quia pater ipsius testatoris hoc voluit et ipsum testatorem honoravit..... (cf. p. 256 à 258).

(3) Cf. p. 259, notes 2 et 3.

(4) Cf. chap. XIV, § 4, *Fondations*.

(5) Cf. le testament de *Jacques de Valon*, pp. 256 à 258.

talier Géraud de Platea, et en 1496 Antoine Ibry, prêtre, pour lui succéder (1).

Beyssac. — On voit plusieurs écussons (xv^e siècle) à la voûte de l'église, parmi lesquels : l'*écartelure des Valon*, au point de croisement de la nef et du transept. Ils sont l'indice de dons généreux à l'occasion, sans doute, de la reconstruction de l'église ; mais on ignore si cette écartelure se rapporte aux Valon de Gigouzac ou à ceux de Thégra. Il semble cependant qu'il s'agit des Valon de la Raymondie, à cause des biens nombreux qu'ils avaient à Beyssac et dans les environs (2).

(1) Actes passés par Jean Fuelnard, notaire de Gigouzac (archives de l'auteur) ; — cf. le chapitre X.V, § 4, *Fondations*.

(2) *Adhémar de Valon*, seigneur de Thégra, avait épousé en premières noces Hélis de Guiscard, fille de Raymond, seigneur de Cavagnac, près Beyssac, et en deuxièmes noces Marguerite de Guiscard, sœur d'Hélis. Il mourut vers 1477. — *Agnès de Valon*, seigneur de la Raymondie (Martel), possédait des biens à Condat, Martel, Beyssac et dans les environs ; il mourut fin 1476 ou commencement 1477.

CHAPITRE XIV

PIERRE de VALON, seigneur de Gigouzac (1480-1502)

1^o *Aperçu du patrimoine de Gigouzac, son déclin ; mariage de Pierre de Valon avec Sobirane de Rochefort (1482). — 2^o Transactions en Limousin avec l'abbé de Meymac au sujet de la donation de Marguerite de Saint-Hippolyte et avec les de La Tour à cause de la dot de Marguerite de Champiers. — 3^o Suite et fin des inféodations ; litige et transaction avec les habitants au sujet des derniers arrentements. — 4^o Causes d'affaiblissement de la seigneurie : fondations, donations, charges, procès, guerres d'Italie, Pierre de Valon y prend part et y meurt (1502) ; succession compromise. — 5^o Détails biographiques sur ses enfants : Agnet, Antoine, Jean et François.*

§ I. — Pierre était jeune, célibataire, sans expérience et pour ainsi dire seul et sans appui en Quercy quand il devint seigneur de Gigouzac. Il venait de perdre presque en même temps son oncle, son père et son frère. Sa mère et ses proches restaient en Limousin. Parmi ses tuteurs, Pierre de Saint-Hippolyte et Agnet de Champiers ne vivaient plus ; les deux autres (sa mère et le seigneur de Luzech) lui servaient de curateurs (1). Le seigneur de Luzech avait été choisi parce qu'il était apparenté, comme les Valon-Champiers, aux d'Aigrefeuille et aux Roger de Beaufort (2). Il est donc à présumer qu'après le décès de

(1) Cf. le testament de *Jacques de Valon*, pp. 256 à 258.

(2) Alazie de Castelnau, fille de Guérin, avait épousé Bertrand de Terride ; leur fille Anne se maria avec Jean d'Aigrefeuille, fils

son père, *Pierre de Valon* (qui avait plus de 16 ans) demanda les comptes de tutelle afin de s'occuper seul de ses affaires. Ses possessions comprenaient la *seigneurie de Gigouzac* avec toute justice; le *Py et Saint-Denis* y compris la juridiction ainsi que le domaine de l'Escalier; la *seigneurie de Saint-Cirq-de-Bel-Arbre* avec la justice; partie des fiefs de Belcastel et de Loupiac⁽¹⁾; quelques domaines à *Saint-Clair et Saint-Chamarand* placés à la suite de transactions ou d'aliénations sous la mouvance de la maison de Peyronnencq; enfin divers droits ou rentes à *Uzech, Montamel et au Vigan*.

Tel était l'héritage de *Pierre*, qui, en réalité, présentait plus de surface que de fond. Bien des causes l'avaient ébranlé et appauvri. Depuis un siècle, en effet, les Valon, mariés en Limousin, avaient favorisé ce pays au détriment de Gigouzac. Les biens maternels demeuraient aux Valon-Champiers et les Valon du Quercy, déshérités, se dépouillaient encore des lambeaux du patrimoine pour doter les fils qui restaient en Limousin. Bernard Stephani de Valon sépara ainsi du tronc la *seigneurie de Bétaille*

d'Aymar, parent des Roger de Beaufort; — Galharde de Castelnau, sœur d'Alazie, épousa Guillaume Amalvin, seigneur de Luzech (*Les Papes d'Avignon et l'acquisition de Gramat par la maison d'Aigrefeuille*, par l'abbé Albe [*Bull. arch. de Brive*, t. XXVII, 1905, pp. 368-369]); — cf., au paragraphe III du chapitre XII, la parenté des *Valon-Champiers* avec les Roger de Beaufort.

(1) Il s'agissait des biens de Belcastel entrés dans la maison de Gigouzac par les mariages des Stephani de Valon avec les Belcastel, et par l'héritage de Gamude de Vassal. Guillaume de Vassal avait mentionné dans son codicille de 1367, les biens qui devaient revenir à sa fille, Gamude, si Jean de Vassal, son frère, mourait sans enfants. — La famille de Peyronnencq avait aussi une partie de la baronnie de Belcastel provenant de la dot de Blanche de Belcastel, femme de Jean de Vassal. Hélié de Vassal, fils de Jean, qui n'avait pas d'enfants, fit héritier, en 1410, Guy de Peyronnencq (cf. pp. 157, 158, 184 et 185).

vers 1410(1), et Agnet de Champiers, à sa mort (1476), laissa aux Rollat la *Raymondie*, les biens de *Rocamadour* et du *Haut-Quercy* (2). En outre le procès Peyronnencq, la réorganisation des fiefs, la reconstruction du château, les contestations et charges de toute nature grevèrent lourdement les seigneurs de Gigouzac. Et, chose singulière, les règlements de la succession paternelle, de Guérin même, incombaient à *Pierre* en qualité d'héritier de Jacques quoique Agnet de Champiers eût été le plus avantage. Tout cela montre combien précaire était la seigneurie de Gigouzac; elle va se débattre dans les procès, les embarras, les dettes, si bien qu'à la mort de Pierre la situation sera compromise.

Dès 1478, Jacques de Valon avait laissé à Pierre l'administration de Gigouzac. Choisi comme arbitre par les emphytéotes, Pierre Escalier et Pierre Gisbert, au sujet du mas de Peyssonnier qui ressortissait de la juridiction du Py, il rendit sa sentence le 14 août 1479, et reçut pour ses émoluments deux écus d'or (3).

Après la mort de son père, l'existence que menait *Pierre* en Quercy ne devait pas être bien gaie. Il n'avait de bonnes relations qu'avec les de Guerre, ses voisins et ses proches, et plus tard avec les Gourdon quand ils s'unirent aux de Guerre. Les Durfort de Boissières restaient sur la réserve, se souvenant que le Py et Saint-Denis faisaient partie autrefois de leur patrimoine. Il en était de même des Peyronnencq de Saint-Chamarand. On comprend dès lors que dans ce quasi isolement Pierre ait cherché à se distraire par de fréquents séjours en Limousin. Tout l'attirait d'ailleurs au pays natal et c'est là aussi où il se mariera, suivant l'exemple de ses prédécesseurs. Comme il était mineur, il attendit d'avoir 25 ans

(1) Cf. p. 168.

(2) Cf. p. 238.

(3) L'acte fut passé par Jean Depétra, notaire de Catus, en présence de Benolt Agar, clerc, Geral Lacombe, etc. (Archives de la famille de Valon). L'écu d'or valait une livre, 7 sols, 6 deniers.

pour épouser sa cousine, *Sobirane de Rochefort Saint-Martial*, fille de feu Guillaume. Nous avons dit un mot de cette illustre famille au paragraphe I du chapitre XII ; par cette union *Pierre* renouvelait une alliance déjà ancienne. Le contrat fut passé dans l'église de Saint-Bonnet, près Orcival, diocèse de Clermont, le 22 avril 1482. La future épouse, âgée de 20 ans, était assistée de son frère, Gilbert de Rochefort, qui lui constitua en dot et pour la part qui lui revenait dans la succession de ses père et mère, la somme de 1,200 écus d'or (1) payables à différents termes. *Pierre de Valon*, seigneur d'*Ambrugeac*, reconnu avoir reçu la somme et en donna quittance devant M^{rs} Antoine Alpaix et Antoine Sparviers, notaires royaux, en présence de Gilbert de Monspedon, seigneur de Confolens (2), d'Antoine Bonnet, chapelain de Saint-Bonnet, et de Blardin de Chamaliard, de Gigouzac. Le lendemain les noces eurent lieu au château de Polognot, près Saint-Bonnet, et, après le repas, lecture du contrat et ratification par les nouveaux époux (3).

(1) Environ 50,000 francs de nos jours, d'après les tables d'Avenel. L'écu d'or valait une livre, 7 sols, 6 deniers.

(2) Village de la commune d'Olby, canton de Rochefort-Montagne (Puy-de-Dôme).

(3) Actum in ecclesia parrochiali Sancti Boneti prope Polinhacum, Claromontis diocesis, die vigesima secunda mensis aprilis anno Domini millesimo quatercentesimo octuagesimo secundo, presentibus nobili viro Gilberto de Montespedon, domicello, domino de Confolent, parrochiae d'Olby, domino Antonio Boneti, presbitero, capellano dictae ecclesiae parrochialis Sancti Boneti, Claromontis diocesis, Blardino de Chamalieyras loci et parrochiae de Gigozaco, Caturcensis diocesis, qua die personaliter constituti nobilis et potens vir dominus Gilbertus de Rupeforti, miles, dominus Sancti-Martialis-Veteris et de la Mania dictae diocesis Claromontis ex una et nobilis Petrus de Valon, alias del Boscheyro, dominus de Gigozaco Cat. dioc. et de Ambrugeaco Lemovicensis dioc. ex alia, et etiam nobilis et honesta domicella Sobeyrana de Rupeforti filia naturalis et legitima quondam nobilis et potentis viri domini Guilhermi de Rupe-

Dans cet acte, *Pierre* est qualifié : *seigneur d'Ambrugeac* ; cela paraît étrange puisqu'il n'était pas possessionné en Limousin. Ce devait être un titre de courtoisie dans l'espèce ; il le prenait aux lieu et place de François du Boucheron, son neveu, trop jeune alors pour le porter et parce que sa mère, dame et seigneuresse d'Ambrugeac, vivait encore. Les généalogistes ne sont pas d'accord pour savoir quel était l'aîné des deux enfants de Jacques ; était-ce Bertrand ou Pierre ? Lacabane militait en faveur de *Pierre*, à cause de son titre de seigneur d'Ambrugeac. Cependant le contrat de mariage de Jacques ne laisse aucun doute à ce sujet : « *le premier fils habile à succéder*

forti, militis, ac soror germana dicti domini Gilberti de Rupeforti ex alia partibus. Verum cum proloquitum matrimonium et tractatum fuerit de matrimonio contrahendo inter dictum nobilem *Petrum de Valon* et dictam nobilem Sobeyranam de Rupeforti, vellentque dictae partes ut futurum matrimonium contraheretur de presenti in dicta facie sanctae matris ecclesiae igitur..... Gilibertus de Rupeforti, miles, constituit in dotem dictae nobili Sobeyrana, sorori suae, et per eam dicto nobili *Petro de Valon, alias del Boscheyro*, sponso suo futuro, videlicet summam duodecim centum scutorum auri quolibet dictorum scutorum auri valente viginti septem solidorum et sex denariorum et hoc sub pactis conventionibus in articulis matrimonialibus contentis..... Antonio Alpaix et Antonio Sparverii notariis regiis.....

Postea vero premissis..... dicta nobilis Sobeyrana quae cum esset minor vigintiquinque annorum, major vero viginti annorum, recognovit et confessa fuit se habuisse per integrum partem et portionem suas in omnibus bonis paternis, maternis, fraternis, etc., et dicta nobilis Sobeyrana ac dictus nobilis *Petrus de Valon*, ejus sponsus, ratificaverunt omnia premissa..... Deinde vero in crastinum qui fuit et erat 23 die mensis et anni proxime dictorum in castro de Poliniaco presentibus dictis Giliberto de Montespedon et Blardino de Chamalieyras, dicta nobilis domicella ac etiam dictus nobilis *Petrus de Valon* conjuges, consummatoque prius per ipsos dicto matrimonio, ac narratis sibi prius per nos premissis omnibus approbaverunt omnia contenta in precedenti instrumento..... (Archives du château de Saint-Priest).

recueillera tous les biens du Limousin » (1). *Bertrand*, qui fut l'héritier de ces possessions, est donc l'ainé.

§ II. — *Pierre* profita de son séjour en Limousin pour régler plusieurs affaires se rapportant à la succession de Guérin ou à celle de Jacques. Il termina en premier lieu le litige avec le couvent de Meymac au sujet de rentes léguées par feu Marguerite de Saint-Hippolyte. Dans la donation que celle-ci avait faite, le 23 mai 1453, à Jacques de Valon, elle s'était réservé trois livres sept sols et six setiers seigle pour la chapellenie fondée dans l'église d'Ambrugeac, et en plus trente quartes seigle de rente pour le monastère de Meymac (2). Plus tard, la dame de Saint-Hippolyte fit de nouvelles largesses au couvent de Meymac. Mais Huguette de Beynette et *Pierre de Valon*, son fils, ne pouvant y faire face, transigèrent, le 13 novembre 1482, avec le prieur. Il fut convenu que le monastère percevrait, chaque année, les trente quartes seigle de rente ; que les religieux diraient, tous les vendredis, une messe pour le repos de la dame de Saint-Hippolyte et, une fois l'an, une messe avec absoute le jour anniversaire de sa mort ; que les trois livres 7 sols et 6 setiers seigle de rente resteraient à la chapellenie d'Ambrugeac ; enfin que le couvent de Meymac renoncerait aux autres legs (3).

En second lieu *Pierre* acheva de solder la dot encore impayée de sa tante Marguerite de Champiers, femme

(1) Item fuit conventum quod primus liber masculus ex dicto futuro matrimonio sit dominus et heres, post decessum dictorum sponsorum, omnium et singulorum bonorum, salva eidem nobili Jacobo successione bonorum dicti sui patris..... (Cf. note 1, p. 242. — Archives de la famille de Valon).

(2) Cf. p. 245.

(3) Cette transaction, retenue par M^e Planeti, notaire, fut passée au lieu de Crosiaco (Meymac), en présence de Gilbert de Rochefort, seigneur de Saint-Martial, et d'Antoine Alpaix, notaire de Meymac (Archives du château de Saint-Priest).

d'Aymeric de La Tour. — Guérin de Champiers lui avait constitué, lors de son mariage (1443), trois cents écus d'or, et, faute de paiement, lui avait cédé le lieu de Sozelhaco, paroisse de Damnhac, pour 200 écus et en garantie du reste, le lieu de Servarez, paroisse de Neuvic, le tout avec faculté de rachat (1). Aymeric de La Tour demanda en vain le remboursement de la somme. Ses fils n'étant pas plus heureux avec Agnet de Champiers et Jacques de Valon, leur intentèrent un procès qui, en dernier ressort, fut porté devant le Parlement de Bordeaux; finalement les héritiers de Guérin de Champiers (Agnet et Jacques) furent condamnés à tous les frais et à payer les 300 écus d'or par égale portion. Pour liquider cette affaire, *Pierre de Valon* transigea, le 16 avril 1488, avec Pierre et François de La Tour, fils de Marguerite de Champiers, et promit de leur donner 20 livres par an jusqu'à complet paiement des 200 livres, sa quote-part (2).

(1) Cf. p. 239.

(2) Actum in villa de Meymaco die decima sexta mensis aprilis anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo octavo personaliter constitutis nobili viro Petro La Tour, domicello, filio et coherede condam nobilium Aymerici La Tour, domini de Vernenghol, et Margaritae de Champiers, conjugium, parrochia de Condato, Lemovicensis diocesis, pro se et pro N..... et Francisco La Tour, fratribus suis absentibus, ex una parte, et nobili viro Petro de Champiers dit du Boscheyron, domicello, domino de Gigosac, Caturcensis diocesis, filio et herede universali quondam nobilis viri Jacobi del Boscheyron filii et coheredis quondam domini Garini de Champiers, militis, domini dum viveret du Boscheyron et de Gigosac, ex alia parte. Cum lis, questio diu motae fuissent inter dictos nobiles quondam Aymericum La Tour et Margaritam de Champiers, conjuges, et dictum Jacobum del Boscheyron et quondam Agnetum de Champiers, militem, dominum del Boscheyron, fratres, ut filios et heredes univèrsales dicti quondam Garini de Champiers ad causam et ratione tres centum regalium auri olim per dictos conjuges ex restis dotis dictae Margaritae, filiae dicti Garini, per dictum ejus patrem sibi constitutae, a dictis fratribus petitoribus; super quibus diu litigatum

§ III. — *Pierre* continua et termina les inféodations. A *Saint-Cirq-de-Bel-Arbre*, il renouvela à *Pierre Delmas* (1495) l'autorisation de construire un ou plusieurs fours moyennant la rente annuelle de 20 sols tournois et un quarton froment (1). A *Gigouzac*, il arrenta à *Antoine Carbonnel* (1483) une vigne dans l'enceinte du château et, le 3 mai 1487, le moulin de Baldy à *Jean Bessières*, avec défense, sous peine d'amende, de faire moudre le blé des habitants du bourg (2). En 1488, il inféodait un jardin à

exitisset in curia senescali Lemovicensis regii et per dictos fratres appellatum et ad curiam parlamenti Burdigale relevatum exitisset ; et demum pendente processu dicti conjuges et dicti fratres decessissent et ex inde per dictos filios dictorum quondam conjugium resumptus processus et ornamenta causae et pariter per dictum nobilem *Petrum du Boscheyro ut heredem dicti quondam Jacobi ejus patris* et per nobilem *Franciscam du Boscheyron*, filiam et heredem se dicentem dicti quondam *Agneti*, ejus patris, et tandiu litigatum quod per arrestum dictae curiae parlamenti pronunciatum extiterat, bene judicatum per dictum senescalem Lemovicensis et male appellatum per dictos quondam *Agnetum* et *Jacobum de Boscheyron* fratres, et condemnati dicti rei et appellantes in expensis. Igitur peterent dicti de *Latour* a dicto *Petro de Boscheyron*, pro sua medietate dictae summae, centum et quinquaginta regalia auri et totidem pro medietate expensorum. Hinc demum fuit quod anno die et mense predictis dicti de *La Tour* et dominus de *Gigozaco* devenērunt ad transactionem in hunc modum ita quod tam pro dicta medietate tres centum regalium auri quod pro expensis dictus *Petrus du Boscheyron*, teneatur solvere dictis *Petro*, *N...* et *Francisco de Turre* summam ducentarum librarum, videlicet viginti libras anno quolibet..... presentibus *Francisco de Grantughane*, domicello, et *Hugone de Mary* et me *L. Planeti* notario regio (Archives de la famille de Valon).

(1) Acte passé par *Jean Fuelnard*, notaire de *Gigouzac*, en présence de *P. Navara*, prêtre, et *Jean Pomarède* (Archives de l'auteur).

(2) Extrait de la transaction passée à *Gigouzac* le 14 avril 1615, entre *David de Bousquet* et les habitants au sujet des moulins, et retenue par *G. Brugalières* et *Pierre Guitges*, notaires; cf. le paragraphe III du chapitre XVII (Archives de la famille de Valon).

Jacques, Pierre et Bernard Borghade (1); enfin, de 1494 à 1497, il acensait quelques enclos à divers pour y bâtir maisons (2). Ces derniers accords soulevèrent une question de procédure entre le seigneur et les habitants, qui se termina par une transaction, comme nous allons le voir.

Guérin de Valon, et après lui Jacques, son fils, avaient inféodé tout le lieu de Gigouzac aux premiers emphytéotes, par indivis, à raison d'une rente globale contenue dans les transactions de 1451, 1463, 1475, etc. (3). *Pierre de Valon*, pour agrandir le bourg, disposa de tout le terrain libre inutile à la défense du château. Dans ce but il arrenta à Jean Carbonnel, Pierre Cantant, Jean Delfour, Jacques Maffre, etc., divers enclos le long des fossés du château et du canal du moulin (4). Ces tenanciers y établirent maisons et jardins et refusèrent de payer leur quote part de la rente globale sous prétexte qu'ils payaient le cens de ces nouvelles acquisitions. Les habitants leur intentèrent un procès devant le sénéchal (5). Ils étaient dans leur droit parce que l'inféodation de ces enclos avait augmenté la rente globale, rente qui ne pouvait être modifiée sans le consentement des parties. D'autre part, en vertu des conventions premières, la réparation des chemins, l'entretien des édifices et fortifications « à découvert » incombaient aux habitants (6). Dès lors, en donnant l'autorisation de bâtir sur le terre-plein des fossés et le long du canal, c'était créer de nouveaux passages et cacher une partie des remparts. D'ailleurs *Pierre de*

(1) L'acte fut passé par G. Marquesii, notaire de Catus, en présence d'Antoine Carbonnel (Archives de l'auteur).

(2) Extrait tiré de la transaction du 4 février 1498 (n. s.), entre les habitants et *Pierre de Valon* (Archives de l'auteur); — Cf. p. 278.

(3) Cf. pp. 228, 229, 250 et 251.

(4) et (5) Ces indications sont contenues dans la transaction du 4 février 1498 (n. s.); — Cf. p. 278.

(6) Transaction du 4 février 1498 (n. s.) [Archives de l'auteur].

Valon avait promis d'observer toutes les clauses des inféodations primordiales⁽¹⁾. Dans ces conditions, l'issue du procès ne faisait aucun doute. On transigea en 1498 et satisfaction fut donnée aux habitants. Ceux-ci supportèrent les frais du procès; les censitaires promirent de payer leur quote-part de la rente et le seigneur, de son côté, annula les arrentements ayant fait l'objet du litige⁽²⁾. Enfin, à titre gracieux, *Pierre* fit don aux emphytéotes de tous les arrérages des cens et rentes, et leur accorda le droit de dépaissance sur les bords des chemins et carrefours⁽³⁾.

§ IV. — Depuis son mariage, *Pierre* séjournait de plus en plus en Quercy où ses affaires le retenaient. Accablé de chages il passait son temps à débrouiller, mais en vain, les difficultés et, faute de ressources, s'adressait aux créanciers en subissant leurs exigences. Une fois pris dans cet engrenage il ne s'en dégagera plus; il luttera avec les hommes d'affaires et la procédure sans trouver le moyen de sauver la situation. Nous allons examiner une à une les diverses causes qui ont amené la ruine de sa maison.

FONDATIONS. — En 1483 il autorisa plusieurs tenanciers de Saint-Cirq-de Bel-Arbre à construire un presbytère, et

(1) et dicti habitatores dicerent quod *nobilis Jacobus de Valon*, condam pater dicti *Petri*, arrenduaverat primis emphiteotis totum predictum locum (de Gigozaco) et jurisdictionem predictam per indiviso et *dictus nobilis Petrus de Valon* eisdem habitatoribus recognoverat omnia contenta in instrumentis arrenduamenti..... (Transaction entre Jean Delfour et les habitants de Gigozac, le 15 octobre 1497, passée par Jean Fuelnard, notaire de Gigozac, en présence de Jean Guilhou et Géal Boyssié [Archives de l'auteur]).

(2) Transaction du 4 février 1498 (n. s.) entre *Pierre de Valon* et les habitants de Gigozac, retenue par Jean Fuelnard, en présence de Jean Grimal, prêtre, et Bernard Togha (Archives de l'auteur).

(3) *Ibidem*, et autre acte passé le même jour par le même notaire.

donna l'emplacement nécessaire pour la maison et le jardin (1).

Le seigneur de Gigouzac, à l'exemple de ses parents, fonda, vers 1490, une vicairie de dix livres tournois dans l'église de ce lieu, à charge par le chapelain de dire, à son intention, deux messes avec absoute les lundi et samedi de chaque semaine. Le 25 mai 1495, il mit à la tête de cette vicairie Jean Garbonnel, prêtre, qui moyennant cette rente annuelle, promit d'assurer les services et prières (2).

En mars 1498, il nomma à la chapellenie établie à Gigouzac par Jacques de Valon, son père, Antoine Ibry, prêtre, qui se chargea de dire deux messes les lundi et samedi de chaque semaine. Pierre, de son côté, s'engagea à lui remettre chaque année six livres tournois (3).

On connaît la prédilection des Stephani de Valon pour

(1) Acte passé à Saint-Cirq-de-Bel-Arbre par P. Rebeyrota, notaire, en présence de Jean Bossa et P. Navara, prêtre (Archives de l'auteur).

(2) Anno Domini millesimo quadragentesimo nonagesimo quinto et die XXV mensis maii apud locum de Gigozaco et in castro eiusdem..... personaliter constitutus Johannes Vessiera dicti loci de Gigozaco habitator..... recognovit se debere discreto viro domino Johanne Carbonel presbitero dicti loci de Gigozaco videlicet summam decem librarum turon. et hoc ratione responsionis factae per *dictum nobilem Petrum de Valon* ex eo quod tenebatur eidem Johanni Carbonel ratione servitutis cuiusdem vicariae per dictum nobilem fundatae, quamquidem summam promisit solvere terminis contentis in instrumento sumpto per Guillelmum Marquesii, notarium de Catussio..... et ibidem supradictus *nobilis Petrus* donationem fecit de quadam vicaria per ipsum fundata de decem libris turon. anno quolibet solvendis dicto domino Johanni Carbonel tantum quantum vivet in humanis cum pacto quod dictus Carbonel tenebitur dicere et celebrare duas missas in qualibet epdomada videlicet die lunae una, die sabati alia, etc.,... presentibus Johanne Ibry et Anthonio Carbonel, clerico et me Johanne Fuelnard, notario regio (Archives de l'auteur).

(3) Cf. p. 259, note 2, le texte de la fondation et l'accord de Pierre.

le monastère du Vigan, les donations qu'ils firent à ce couvent et le nombre de leurs fils chanoines du Vigan aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. Ceux-ci, en plus de leur prébende, jouissaient des revenus que les Stephani possédaient dans cette localité. Après la guerre de cent ans les Valon recueillirent les débris de ces rentes, et *Pierre* les employa à fonder et doter un hôpital, appelé l'hôpital du monastère. Il nomma pour l'administrer Géraud de Platea et, le 14 mai 1496, pour lui succéder, Antoine Ibry, prêtre de Cigouzac (1).

DONATIONS. — Le 17 mai 1496, *Pierre* donna à *Antoine de Valon*, son fils, deux moulins et le bois de Faghot, situés dans la juridiction de Cigouzac, avec cens, rentes et toute justice, mais avec cette clause que si Antoine venait à mourir sans héritier, cette donation reviendrait à son frère, *Agnel*, et après lui à ses autres frères, suivant le rang d'âge. Et comme le donataire était encore jeune, son père lui choisit pour tuteurs et curateurs noble et puissant homme Louis de Ventadour, comte de Ventadour, Gilbert de Rochefort, chevalier, et François de Beynette, religieux de Vitrac en Limousin ses proches parents (2).

(1) Anno et die, loco, et regnante quibus supra (XIII^m mensis maii 1496) constitutus personaliter videlicet *nobilis Petrus de Valon*, alias *del Boscheyro*, dominus locorum *Sancti-Cirici-Pulchrae-Arboris*, *Sancti-Dionisii*, de *Gigozaco* et *fundator hospitalis monasterii de Vicano dioc. et senes*: *Caturc*..... donavit donatione inter vivos facta dictum hospitale de Vicano, post dessessionem alterii hospitalarii, domino *Antonio Ybri*, presbitero dicti loci de *Gigozaco*..... presentibus *Bernardo de Togha*, *Geraldo Noseyras* et me *Johanne Fuelnard* notario (Archives de l'auteur).

(2) Anno quo supra (M.CCCC.LXXXX.VI) et die decima septima mensis maii apud locum de *Gigozaco*..... constitutus personaliter *nobilis Petrus de Valon*, alias *del Boscheyron*, dominus locorum de *Sancto-Cirico Pulchrae-Arboris*, de *Sancto-Dionisio* et dicti loci de *Gigozaco* ibidem presens, donavit donatione pura inter vivos facta *nobili Antonio de Valon*, ejus filio, videlicet duas molinas, sive martinetz, scitas in dicta juridictione dicti loci de *Gigozaco*, confrontatas..... nec non quoddam nemus, vocatum lo Faghot, in

Le 9 février 1498 (n. s.), le seigneur de Gigouzac fit don à Sobirane de Rochefort, de tous les moutons, brebis et agneaux qu'il possédait dans sa juridiction⁽¹⁾. L'acte n'indique pas les motifs de cette largesse; il n'est pas douteux, néanmoins, que Pierre voulait se reconnaître, vis-à-vis de sa femme, des sacrifices qu'elle s'imposait pour lui.

CHARGES. — Elles contribuèrent pour une bonne part à l'appauvrissement de la seigneurie. Nous avons signalé les arrangements et les dettes de *Pierre* vis-à-vis du couvent de Meymac et des de La Tour⁽²⁾; voici d'autres charges non moins onéreuses.

Jacques de Valon, dans son contrat de mariage (3 avril 1453), s'était engagé à marier et à doter convenablement sa belle-sœur Antoinette de Beynette. Elle épousa, en 1461, Jacques de Guerre, seigneur de Montamel. Le paiement de la dot fut long et laborieux. Jacques ne put l'achever de son vivant, ni Pierre non plus qui abandonna à son oncle partie de ses rentes de Montamel pour en liquider les arrérages. Ce règlement de compte ne se termina qu'en 1511⁽³⁾.

dicta jurisdictione, et de hiis supradictis *nobilis Petrus de Valon* dedit dicto *Anthonio* dictas molinas cum omni jurisdictione et justicia alta et bassa..... cum pacto quod si dictus *Anthonius* decederet absque herede universali quod dictae molinae veniant nobili *Anneto de Valon* eius fratre et sic de grado in gradum et actento quod dictus *Anthonius de Valon*, filius, est in aetate puerili *dictus P. de Valon* constituit tutores et gubernatores nobiles et potentes *Ludovicum de Ventedorn*, comitem de *Ventedorn*, *Gisbertum de Rochafort*, militem, nec non nobilem *Franciscum de Beyneta*, religiosum prioratus de *Vitrat*, *Lemov. dioc.*..... presentibus *Johanne de Labadia* capitaneo *Mediomontis-Guerre*, domino *Antonio Ybri*, presbitero, et me *Johanne Fuelnard* notario (Archives de la famille de Valon).

(1) Acte passé au château de Gigouzac par Jean Fuelnard, notaire, en présence d'Antoine Carbonel, clerc, et autre Antoine Carbonel (Archives de l'auteur).

(2) Cf. p. 275.

(3) Cf. chap. XV, § II.

Bertrand de Valon du Boucheron avait reçu pour sa part d'héritage, du côté paternel, quelques rentes en Limousin et 200 écus d'or (1). *Pierre de Valon*, son frère, en qualité d'héritier universel, était tenu de les lui solder. Pour faire face à ses obligations il dut céder partie de ses revenus jusqu'à complet paiement. C'est dans ce but qu'en 1496, Antoine Carbonnel, emphytéote de Gigouzac, s'engageait à payer à Marguerite de Turenne, veuve de *Bertrand de Valon*, deux livres et demie tournois à la Saint-Julien et autant à Pâques (2). Pareillement *Blardin de Chamailard* promettait de lui donner trois livres tournois en 1497 (3). Mais comme la dette ne se liquidait pas, un procès s'en suivit devant le sénéchal, qui ne prit fin qu'avec *Agnet*, fils et successeur de *Pierre* (4).

Gaston de Gourdon avait avancé une somme d'argent au seigneur de Gigouzac, qui lui servit à son tour de caution vis-à-vis d'un marchand de Cahors. *Pierre de Valon* ne pouvant tenir ses engagements, un procès lui fut intenté, et par transaction du 18 octobre 1497, promit à *Gaston de Gourdon* de le rembourser à bref délai (5).

On voit, par ces arrangements, les embarras d'argent de la seigneurie. Faute de ressources, *Pierre* recourait à l'emprunt et s'adressait aux marchands de Cahors. Par

(1) Cf. le testament de *Jacques de Valon* pp. 255 et 256.

(2) Acte passé à Gigouzac, le 14 mai 1496, par Jean Fuelnard, notaire, en présence de *Pierre de Valon*, seigneur de Gigouzac, et *Gérald de Nozières* (Archives de l'auteur).

(3) Acte passé à Gigouzac, le 1^{er} septembre 1496, par Jean Fuelnard, en présence de *Pierre de Turenne* et d'*Antoine Ybri* (archives de l'auteur).

(4) Cf. le dénombrement d'*Agnet de Valon* du 13 au 20 février 1504 (n. s.) au paragraphe I du chapitre XV. — *Pierre de Valon*, à son décès, devait encore 20 livres tournois aux héritiers de *Bertrand de Valon*.

(5) Acte passé à Gigouzac, le 18 octobre 1497, par Jean Fuelnard, en présence de *Pierre Duprat* (Archives de l'auteur).

suite de leurs exigences les procès et les frais se multipliaient sans cesse.

PROCÈS. — Vers 1493, à la suite d'un litige dont nous ignorons la cause, Jean de Siré, écuyer, demeurant à Cahors, Bertrand Carbonel, Pierre Jourdain, Jean et Pierre Bris, habitants de Gigouzac, intentèrent un procès au seigneur de l'endroit devant le sénéchal de Cahors. *Pierre de Valon* fut débouté; il fit appel au Parlement de Toulouse mais sans succès, 13 mai 1494 (1).

Plus tard, dans une autre affaire où il avait eu le dessous à Cahors, il eut recours au Parlement qui donna gain de cause à son adversaire et mit tous les frais à la charge du seigneur (11 mai 1497). Dans ce procès intervint Sobirane de Rochefort, sans doute parce qu'elle s'était substituée à son mari ou avait acheté les biens mis aux enchères (2).

Le 6 février 1501 (n. s.), nouveau procès perdu devant le sénéchal; *Pierre de Valon* interjette appel à Toulouse. La Cour le déboute encore et le condamne à tous les frais; elle ordonne qu'une partie de ses biens sera vendue au plus offrant et le montant employé à satisfaire le créancier, Jean Desern, bourgeois de Cahors, si le seigneur ne s'est pas acquitté dans les trois mois (3).

Le 2 mai 1501, Pierre de Valon, condamné par l'arrêt du 13 mai 1494, n'ayant pu se libérer vis-à-vis de Jean de Siré, son fils Guillaume de Siré fit rendre par le Parlement un second jugement, en vertu duquel certaines possessions de la seigneurie, entre autres le moulin de Valon, seraient saisies et vendues. La Cour, à cet effet, ordonna que le seigneur comparaitrait devant le juge du sénéchal pour délimiter, sur les lieux, les biens mis aux enchères. Au jour dit Sobirane de Rochefort, par l'organe de son pro-

(1) Archives du Parlement de Toulouse, série B, travée n° 1, registre 9, f° 484.

(2) *Ibid.*, série B, travée n° 1, registre 10, f° 454.

(3) *Ibid.*, série B, travée n° 1, registre 11, f° 342.

cureur, fit opposition à la vente sous prétexte que ces biens lui appartenaient, les tenant d'un marchand de Cahors qui les avait acquis par décret de juge (1).

Ce tableau montre le désarroi de la seigneurie et son état critique. Ce n'était pas encore tout. Le seigneur de Gigouzac était tenu vis-à-vis de son roi à des obligations en temps de guerre. Soumis au ban et arrière-ban, il devait, en qualité d'écuyer, se rendre sur les points désignés accompagné de deux hommes à pied ou à cheval (2). L'équipement et la subsistance de cette troupe lui incombaient, charge très lourde quand la guerre avait lieu en pays étranger.

GUERRES D'ITALIE. — Ce pays, vers 1494, se trouvait dans un état déplorable, agité par les troubles civils, la jalousie et les compétitions des Princes. Charles VIII, profitant de cette anarchie, envahit la Péninsule en 1495, s'empara de Milan, Florence, Pise, Rome et se fit couronner roi de Naples. Il rentra ensuite en France où il reçut les honneurs du triomphe. Pendant ce temps les confédérés, un moment atterrés, se ressaisirent, s'organisèrent et reprirent en 1496 toutes les villes tombées au pouvoir de l'ennemi. Charles VIII projeta une nouvelle invasion.

Pierre de Valon fit ses préparatifs de départ; au préalable, il fit don à son fils Antoine des deux moulins dont nous avons parlé et, en prévision d'un décès, lui choisit des tuteurs. Il donna ensuite procuration à sa femme

(1) Archives de la famille de Valon; — archives de M. de Montal.

(2) Le nombre d'hommes était déterminé suivant les revenus et l'importance des fiefs. Nous avons vu, chap. XIII, § IV, qu'*Agnès de Champiers* amenait avec lui six combattants; il est à présumer que *Jacques de Valon*, son frère, devait en conduire quatre, deux à pied et deux à cheval; mais comme la seigneurie de Gigouzac s'était amoindrie, *Pierre de Valon* ne devait plus avoir que deux hommes montés. Nous verrons que cette charge ira encore en diminuant à mesure que la seigneurie s'appauvrira.

pour gérer la seigneurie pendant son absence (1) et se rendit, en novembre 1497, sur le point de concentration. Mais l'accident survenu à Charles VIII et sa mort en avril 1498 fit échouer le projet; l'expédition n'eut pas lieu et Pierre rentra dans ses foyers (2).

Louis XII, son successeur, rêvait aussi de la conquête de l'Italie. Il prétendait à une double couronne, celles de Naples et de Milan. Ayant réuni son armée, il traversa les Alpes, et en vingt jours se rendit maître du Milanais et du pays de Gênes (1499). Il résolut alors de s'emparer de Naples. En 1500, une nouvelle armée pénétra en Italie et fit capituler cette ville. Malheureusement, la discorde éclata parmi les Français et causa leur défaite à Cérignoles et la perte du Milanais. *Pierre de Valon* prit part à cette campagne; mais avant de partir il mit ordre à ses affaires en mariant son fils Agnet, en 1501, et en lui donnant tous ses biens ainsi que l'administration de la seigneurie, comme s'il avait le pressentiment de sa fin prochaine (3). Il franchit ensuite la frontière et trouva la mort sur l'un des champs de bataille de 1502, ayant à peine 45 ans (4).

Tel est l'ensemble des causes qui avaient fait chanceler la maison de Gigouzac et compromis sa situation. Au décès de Pierre, la gêne et la misère étaient telles que la moitié des rentes se trouvaient engagées, les procès

(1) L'acte fut passé par G. Marquesii, notaire de Catus. — On voit, d'après divers actes retenus par Jean Fuelnard, notaire de Gigouzac, que Sobirane de Rochefort gérait la seigneurie en décembre et janvier 1497-1498 (Archives de l'auteur).

(2) Il était de retour en février 1498, puisque le 9 de ce mois il fit une donation à sa femme (cf. p. 281).

(3) Cf. le paragraphe V de ce présent chapitre, p. 286.

(4) *Pierre* était absent à partir de 1501, comme en témoignent plusieurs actes où son fils Agnet agissait à son lieu et place. Il vivait en janvier 1502, d'après un acte passé à Gigouzac par J. Fuelnard, et n'existait plus en janvier 1503, d'après un autre acte du même notaire (Archives de la famille de Valon).

et les dettes devenaient légion, la ruine paraissait inévitable. Pour la conjurer, il fallait à tout prix vendre des lambeaux de la seigneurie. Pierre hésitait et reculait toujours. Peut-être de son vivant a-t-il démembré sa part des fiefs de Belcastel et de Loupiac. Toujours est-il que, surpris par la mort, il laissa à son fils Agnet le soin et la charge de cette liquidation. On comprend combien ses dernières années ont dû être pénibles et douloureuses à la vue de l'édifice familial, sapé par la base, croulant par la force des choses, sans pouvoir y porter remède.

§ V. — De son mariage avec Sobirane de Rochefort il a eu quatre fils (Cf. Tableau IV, pp. 208 et 209) :

1^o **Agnet**, l'aîné, marié en 1501, à l'âge de 19 ans, à Catherine de Gourdon (fille d'Agnet, seigneur de Peyrilles et de Lavercantière), qui reçut en dot 1,000 livres tournois et 70 livres pour la corbeille (1). Elle devait être sœur ou proche parente de Marguerite de Gourdon, mariée à Pierre de Durfort, seigneur de Boissières, et de Jeanne de Gourdon, épouse de Pierre de Guerre (2). C'est d'ailleurs par l'entremise de ces familles, parentes aux Valon, que ce mariage eut lieu (3) ; à cette occasion *Pierre de Valon* donna à son fils, par contrat, tous ses biens meubles et immeubles, à charge de payer divers legs à ses frères et de laisser ces biens au premier fils habile à succéder (4).

(1) Extrait de la transaction du 22 mars 1539, entre Catherine de Gourdon, veuve d'*Agnet de Valon*, et Jeanne de Montlauzun, veuve d'*Antoine de Valon* (cf. le paragraphe IV du chapitre XV).

(2) En 1526, Jeanne de Gourdon institua son mari, Pierre de Guerre, pour son héritier testamentaire (Archives de l'auteur. — Cf. la généalogie des Durfort).

(3) Cf. p. 247, 271, et § I du chapitre XVI.

(4)*quiquidem nobilis Anthonius de Valon organo supradicti J. Frenhaci, exposuit eidem domino judici quod in contractu matrimonii inter genitorem ipsius et nobilem Katherinam de Gordonio*

2° **Antoine**, dit le « *capdet* » de Gigouzac, reçut de son père, en 1496, un bois et deux moulins dans la juridiction de ce lieu, avec retour à son frère aîné s'il mourait sans enfants (2). Il fit donation, en 1512, de 200 livres tournois à sa nièce, Catherine de Valon, et donna en 1519 à son frère Agnet quittance définitive des 500 livres, sa part dans la succession de ses père et mère (3). Il figure encore comme témoin dans le testament de Glaude de Boucheron, sa parente (1526) [4]. Il ne quitta guère le château paternel, resta célibataire et mourut vers 1530. — Les relations des Valon du Limousin et du Quercy s'étaient resserrées par le mariage (1508) de François de Valon du Boucheron avec Gaspard de Rochefort, nièce de Sobirane de Rochefort, veuve de *Pierre de Valon* (5). Elles devinrent plus fréquentes à partir de cette époque et se prolongèrent jusqu'en 1550.

3° **Jean** fit ses études à l'Université de Cahors, puis vint s'établir à Gourdon où il épousa Comtesse de David, vers 1516 (5). Il eut pour sa part d'héritage les biens de

celebrati favore et contemplatione parentum dictae de Gordonio aut alias, nobilis vir Petrus de Valon, avius paternus dicti supplicantis, bona sua tam mobilia quam immobilia ac per se moventia aut saltem maiorem partem illorum prefato nobili Agneto dederat et contulerat cum pacto quod primus natus ex dicto matrimonio procreatus eidem Agneto de Valon in bonis predictis succederet..... acte passé par Jean Fuelnard, notaire de Gigouzac, le 20 janvier 1512 (n. s.) [Archives de la famille de Valon].

(1) Cf. p. 280.

(2) Actes passés le 12 février 1512 (n. s.) par Jean Fuelnard, notaire, en présence de Pierre del Talh, prêtre, et Jean Fabre, et le 28 janvier 1519 (n. s.) par Jean Fuelnard, en présence de Jacques Petit, prêtre, et Martin Guarrigues, clerc (Archives de l'auteur).

(3) et (4) Bibliothèque Nationale, *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon.

(5) La confrérie des cinq plaies de N.-S. J.-C. a été établie à Gourdon en 1515. Parmi les membres *Jean de Valon* figure en 1515,

Saint-Clair et partie de ceux de Saint-Amaran, et cela explique le choix de sa résidence à Gourdon. Il fut consul en 1522 ; acquit quelques biens dans la localité comme en témoigne le cadastre de 1533 (1) ; fit partie de la confrérie des cinq plaies de N.-S. J.-C., établie dans l'église de Saint-Pierre, et figure avec sa femme parmi les membres de cette confrérie en 1517 et avec son fils, Pierre, en 1543 (2). Il fréquenta aussi les Valon du Limousin et assista comme témoin, le 27 janvier 1537 (n. s.), au contrat de mariage de son neveu, Léonet du Boucheron, avec Lucque de Montclar, qui eut lieu au château de Montbron, paroisse de Méallet, diocèse de Clermont (3). Il mourut avant 1550 et fut enseveli dans l'église de Saint-Clair où l'on voit son tombeau (4). Il laissait plusieurs enfants, entre autres *Blaise*, héritier des biens de Saint-Clair et de Gourdon, et *Pierre*, héritier des biens de Saint-Amaran. Pierre recueillit en outre les possessions que son oncle, François, avait à Saint-Amaran ; il épousa N... de Pugnet et forma la branche des Valon de *Gigouzac-Saint-Amaran* qui se continue de nos jours (1).

4° **François.** — Il semble avoir eu pour parrain Fran-

et il est mentionné avec sa femme, Comtesse de David, en 1517. Il a dû donc se marier en 1516 (Archives de la mairie de Gourdon, GG, 3).

(1) Registre consulaire de Gourdon, p. CCXLVIII (Archives de la mairie de Gourdon, BB, 19) ; cadastre de la commune de Gourdon de l'an 1533 (Archives de la mairie de Gourdon, CC, 9).

(2) Archives de la mairie de Gourdon, GG, 3 et 4.

(3) Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon ; — Archives de la famille de Valon.

(4) Dans le cadastre de la commune de Gourdon de 1550, on voit que *Jean de Valon* ne vivait plus à cette date (Archives de la mairie de Gourdon, GC, 10).

(5) La branche de Gigouzac-Saint-Amaran resta à Saint-Chamarand jusqu'en 1714, puis à Vaillac jusqu'en 1772, et ensuite à La Mostonie.

çois du Boucheron, son cousin-germain. Il figure, en mai 1516, parmi les parents réunis au château d'Ambrugeac pour la nomination des tuteurs des enfants de feu François du Boucheron (1). Après cette date on le perd de vue. Est-il resté célibataire ? s'est-il marié ? on ne sait. Toujours est-il qu'il paraît ne pas avoir eu d'enfants et qu'il aurait donné son héritage (partie des biens de Saint-Amaran) à *Pierre de Valon*, son neveu. Ces biens, d'ailleurs, depuis la transaction entre Guy de Peyronnencq et Pierre de Valon, vers 1485 (2), étaient soumis à la rente et relevaient des seigneurs de Saint-Amaran.

Les actes ne disent pas non plus si Sobirane de Rochefort est restée à Gigouzac après le décès de *Pierre de Valon*. En tout cas elle n'a pas vécu longtemps après lui car elle était décédée en 1512 (3).

LUDOVIC DE VALON.

(A suivre.)

(1) Bibl. Nat., *Fonds Chérin*, preuves de Cour, dossier de Valon.

(2) Cf. pp. 252 à 254.

(3) Extrait d'une donation faite en faveur de *Catherine de Valon*, par son oncle *Antoine de Valon*, le 12 février 1512 (n. s.), retenue par Jean Fuelnard, notaire de Gigouzac (Archives de la famille de Valon).

LE MARIAGE DE CABANIS

(AVEC PLUSIEURS LETTRES INÉDITES)

Le 25 floréal an IV de la République (14 mai 1796), Pierre-Jean-Georges Cabanis, membre de l'Institut (c'était alors son seul titre officiel), épousait à Paris Charlotte-Félicité de Grouchy.

Cabanis était un savant et un philosophe remarquable, élève des encyclopédistes, un médecin déjà célèbre, l'ancien médecin et ami de Mirabeau ; il était de plus un des membres les plus importants de la Société d'Auteuil, *les idéologues*, dont l'influence politique était grande, même auprès du général Bonaparte, qui allait devenir le collègue de la plupart d'entre eux à l'Institut. Enfin, personnellement, il avait quelque fortune, son père avocat en parlement, magistrat et économiste distingué, ancien subdélégué de l'Intendant de Limoges du temps de Turgot, étant un riche propriétaire ; mais l'argent rentrait peu par ces temps troublés, ainsi qu'en témoignent les nombreuses lettres écrites par Cabanis à sa famille, particulièrement à son cousin-germain, Vermeil de Con-

PIERRE-JEAN-GEORGES CABANIS

Célèbre Médecin et Philosophe

Membre de l'Institut, Sénateur et Comte de l'Empire

1757 - 1808

chard, chargé de ses intérêts en Limousin. Fils d'adoption de la célèbre M^{me} Helvétius, veuve du philosophe philanthrope, il habitait auprès d'elle à la maison d'Auteuil.

Au point de vue physique, Cabanis était grand, mais d'une santé délicate; il avait une jolie figure : son visage respirait la douceur, la bienveillance et le charme; son maintien était plein de dignité et de simplicité. Il avait la parole ardente et beaucoup d'esprit. Son caractère, difficile autrefois, était devenu affectueux et tendre (1). Bon, malgré son scepticisme philosophique, séduisant par ses qualités naturelles et *sensible*, comme il l'écrivait lui-même (qui n'était sensible dans cet heureux temps, sans en excepter Robespierre?), Cabanis, qui avait pour sa femme un profond et sincère attachement, fut certainement un mari galant homme. Il parut qu'il lui fut facile de se faire estimer, adorer et soigner avec dévouement, et, ce qui est plus rare, regretter passionnément. Au moment de son mariage, il avait 39 ans.

Charlotte de Grouchy, chanoinesse du chapitre noble de Neuville-en-Bresse, appartenait à une famille de vieille noblesse normande qui avait contracté alliance dans le monde des Parlements. Elle était fille du marquis de Grouchy et de Henriette Fréteau : celle-ci était sœur du conseiller Fréteau, ami des philosophes, et de la femme du fameux président Dupaty, un des magistrats les plus lettrés et les plus turbulents de l'époque. Née en 1768 au château de

(1) *Le Salon de M^{me} Helvétius-Cabanis et les Idéologues*, par Antoine Guillois. Calman-Lévy, éditeur, 1894.

Villette, près de Meulan, elle y passa son enfance. Elle fut élevée, ainsi que son frère, le futur maréchal de Grouchy, par une mère intelligente et pieuse et par une sœur aînée, la célèbre Sophie, bientôt marquise de Condorcet.

Le philosophe Condorcet, bon et simple d'allures, mais riche d'argent, s'éprit à 43 ans d'une jeune fille de 22 ans, dont le cœur était occupé ailleurs, et il l'épousa. « Sophie de Grouchy, dit M. René Doumic (1) qui cependant l'aime peu, Sophie était grande, élancée, svelte; elle était belle, mais en outre elle était jolie; elle avait la grâce, et presque la grâce chiffonnée du XVIII^e siècle. L'esprit tenait toutes les promesses du visage. » Elle se mit à lire Voltaire et Rousseau. Le résultat fut ce qu'il pouvait être sur une imagination vive et ardente : ce fut la ruine de toutes les anciennes croyances, une impiété parfaite. Après la mort de son mari qui se suicida, pour échapper à l'échafaud révolutionnaire, avec le poison que lui avait donné son ami Cabanis, « la belle M^{me} de Condorcet » continua de tenir un salon politique et littéraire et écrivit ses *Lettres sur la sympathie*, qu'elle adressa à son beau-frère Cabanis.

Charlotte de Grouchy, moins belle que sa sœur, était peut-être plus gracieuse; elle avait vécu trop longtemps auprès des philosophes et de Condorcet pour ne pas partager leurs opinions. C'étaient aussi

(1) Conférence publiée dans la *Revue Hebdomadaire* du 4 janvier 1913 sous le titre : *Une grande dame de la Révolution : la marquise de Condorcet*, par René Doumic, de l'Académie française.

les idées de Cabanis — et aucun nuage ne pouvait séparer les deux époux, qui se fixèrent chez M^{me} Helvétius dans le pavillon du fond du parc de la villa d'Auteuil.

Cabanis, d'ailleurs, ami de Condorcet, connaissait sa femme depuis longtemps et savait tout ce qu'il pourrait trouver en elle d'amour et de fidélité. Mettant sa conduite d'accord avec ses principes, il n'était pas homme à se marier à la légère. C'est ainsi qu'il écrivait à son cousin Vermeil de Conchard, juge de paix à Brive, lequel lui faisait part d'un projet de mariage avec Marie-Anne de Vielbans (1) :

« Auteuil, le 8 nivôse, an III.

Chez la citoyenne Helvétius.

L'affaire qui vous concerne et dont vous me parlez m'intéresse infiniment. Si vous devez y trouver votre bonheur, je fais toute sorte de vœux pour son succès : mais je ne saurais trop vous dire que, même avec le divorce, le mariage n'est pas une plaisanterie. Vous êtes bon et sage, et sûrement vous y penserez bien.

Si Françoïnette (2) est de retour à Brive, faites-lui mille tendres amitiés de ma part.

Donnez-moi, je vous prie, des nouvelles de mon oncle et de ma tante de Bosredon.

Adieu, mon cher cousin, je vous embrasse de tout mon cœur.

CABANIS. »

Dès 1791, après la mort de Mirabeau, Cabanis,

(1) Cousine-germaine du général Brune.

(2) Sa sœur, Françoise Cabanis, religieuse ursuline sécularisée : c'est à sa prière et sur la demande de son frère, que Napoléon, par un décret daté de Pologne en 1807, attribua aux Ursulines de Brive le couvent qui vient de leur être enlevé en 1910.

alors administrateur des hôpitaux de Paris, s'était lié de plus en plus avec Condorcet. La politique n'en était pas seule cause; il y avait chez son ami une jeune fille, la seconde des demoiselles de Grouchy, qui l'attirait (1). Lorsque Condorcet s'installa l'année suivante à Auteuil avec tous les siens, les relations devinrent plus fréquentes et plus intimes.

Puis la Terreur arriva. On ne se mariait guère officiellement sous cet aimable régime. Cabanis lui-même était devenu suspect. Une première fille naquit le 7 octobre 1793 à Provins (Seine-et-Marne) : elle reçut les noms d'Aminte-Geneviève.

En 1796, Cabanis ne fit donc que confirmer une union que, par suite des circonstances politiques, il dut garder longtemps secrète, même aux siens. En apprenant son mariage à ses parents, il ne leur fait pas connaître encore le nom de sa femme.

C'est ainsi qu'il écrit à sa sœur :

« A la citoyenne Françoise Cabanis, à Brive.

Auteuil, le 7 prairial an IV.

Ma chère amie, le torrent d'occupations où je me trouve entraîné et ma paresse à écrire m'empêchent de m'entretenir avec toi aussi souvent que je le voudrais : à peine ai-je le temps d'écrire les lettres d'affaires les plus indispensables. Mais cela n'empêche pas que mon cœur ne soit plein du plus tendre et du plus inviolable attachement pour toi.

Ce sentiment m'impose le devoir de t'apprendre, aussi tôt que je le puis, une chose dont les circonstances m'ont forcé de faire un profond secret et qui doit même encore

(1) *Le Salon de M^{me} Helvétius*, par A. Guillois.

rester quelque temps entre mes amis. Je suis marié avec la belle-sœur d'un ami que j'ai eu le malheur de perdre dans le cours de la tyrannie démagogique, de Condorcet. C'est une personne que j'avais connue longtemps avant de l'épouser et dans qui, depuis cinq ans que je la vois chaque jour, je n'ai jamais aperçu que des choses propres à la faire estimer et chérir. C'est encore moins une femme d'esprit et une femme aimable, quoiqu'elle passe beaucoup pour être l'un et l'autre, qu'une excellente compagne et une bonne mère. Elle a une petite fille qu'on trouve intéressante et à qui nous apprendrons à t'aimer, quand elle commencera à pouvoir entendre le sens de ce mot.

Bonjour, ma chère amie, je t'embrasse de tout mon cœur.

CABANIS. »

Le mois suivant, il écrit la lettre suivante à son cousin Vermeil dé Conchard, alors conservateur des hypothèques à Brive; cette lettre n'est sans doute que la confirmation d'une lettre antérieure :

« Auteuil, le 23 messidor an IV.

J'ai déjà plus d'une fois parlé de vous à ma femme; elle met un tendre intérêt à tous mes parents et particulièrement à vous. Ce mariage n'est avantageux ni désavantageux sous les rapports pécuniaires; mes enfants n'auront que de quoi vivre. Mais, à tous les autres égards, il est fait pour faire le bonheur d'un homme sensible; et, si je n'achève pas d'être ruiné personnellement, les besoins de ma vieillesse, si j'y parviens, seront assurés.

Ma petite Aminte n'est pas encore en état de connaître le prix de votre amitié : mais, quand elle pourra savoir qu'elle a de bons parents hors de la maison qu'elle habite, votre nom sera un des premiers qu'elle apprendra.

Je vous embrasse de tout mon cœur.

CABANIS. »

Il ajoute ces quelques mots d'affaire d'intérêts :

« Les hommes ne valent jamais mieux que les lois, du moins en général. Ainsi, quand les lois favorisent les friponneries, les hommes deviennent des fripons. Il ne faut s'en étonner, ni s'en mettre en colère. Mais vous avez raison de penser qu'il ne faut pas me laisser ruiner jusqu'au dernier sou. Les remboursements vont être suspendus encore une seconde fois, comme ils l'ont été pour l'ancien papier, en vendémiaire. Il s'agit seulement de traîner jusqu'alors. Ainsi, dès aujourd'hui, ne recevez plus aucun payement, et si l'on emploie des voyes judiciaires, profitez de tous les délais qu'elles exigent ou permettent. »

Le ménage Cabanis continua d'habiter Auteuil, auprès de M^{me} Helvétius, jusqu'à la mort de cette amie dévouée. C'est là que naquit, le 25 mars 1800, leur seconde fille, Annette-Paméla, dont le parrain fut Destutt de Tracy.

Cabanis annonce cette naissance en ces termes à son cousin Vermeil de Conchard :

« Auteuil, le 6 fructidor an IV.

Je vous annonce et vous prie d'annoncer à ma tante et à mon oncle que ma femme vient d'accoucher d'une seconde fille très bien portante. Sa mère prend le parti de la nourrir, et par conséquent le secret ne peut plus être gardé que peu de temps. Mon beau-frère (1) arrive aujourd'hui ou demain de l'armée et il doit sans retard apprendre la chose à son père. Je l'attends avec impatience : cela me tirera d'un assez grand embarras.

Mille amitiés à tous nos parents et amis.

Je vous embrasse tendrement.

CABANIS. »

(1) Le général Grouchy.

M^{me} Helvétius, qui s'éteignit au milieu de l'année 1800, avait laissé à Cabanis la jouissance de sa propriété d'Auteuil. Mais celui-ci ne voulut plus y demeurer que quelques mois par an. Il fit, à partir de cette époque, de longs séjours chez le marquis de Grouchy, son beau-père, qui continuait d'habiter le château de Villette, et non loin de la maison de campagne de sa belle-sœur, la marquise de Condorcet. Sénateur de l'Empire, mais retiré de la politique, se consacrant à la science et à la philosophie, tout en ménageant sa santé délicate, il vivait là de la vie de famille avec sa femme qui le rendait parfaitement heureux et deux fillettes charmantes qui égayaient cet intérieur : Aminte, vive et rieuse; Annette, plus douce et non moins aimable et d'une plus haute intelligence.

Cabanis avait eu le bonheur d'épouser la meilleure et la plus charmante des femmes : Charlotte de Grouchy était, en tout, digne de son illustre mari. Après avoir traversé les époques les plus douloureuses, elle n'avait trouvé, dans l'expérience de la vie, qu'une nouvelle raison de bonté et d'indulgence. Instruite et distinguée, M^{me} Cabanis a laissé à tous ceux qui l'ont connue le souvenir le plus délicieux (1).

Cabanis était fait pour comprendre cette noble tendresse d'une femme qui devient touchante par l'espèce de culte qu'elle rend à son époux, par la faiblesse d'un cœur souffrant qui réclame un appui et n'en conçoit pas d'autre que celui de son ami,

(1) A. Guillois.

par cette douce soumission d'une âme dévouée qui n'existe, ne sent, ne veut que dans l'objet unique de ses affections. « C'est là, dit Cabanis, ce que peut offrir de plus touchant, de plus attrayant, de plus sublime le caractère de la compagne de l'homme développé par des rapports également dignes de tous les deux. »

Le 22 avril 1807, Cabanis se promenait dans son jardin d'Auteuil, lorsqu'il fut pris d'une première congestion cérébrale : il se rétablit promptement. Il s'établit alors au château de Villette : c'est là qu'il passa tout l'été, chassant avec son beau-père âgé de plus de 90 ans, se promenant à cheval, allant avec son neveu Montagut visiter les pauvres et les malades. A l'automne, il eut une seconde attaque. Il loua alors, tout près de là, le château de Rueil, restant ainsi dans le centre de ses affections ; mais il ne se faisait plus d'illusions sur sa santé et sentait arriver sa fin prochaine. Le 5 mai 1808, après une promenade pendant laquelle il avait eu avec sa femme les plus doux épanchements du cœur, Cabanis se mit au lit et fut saisi, vers une heure du matin, d'une nouvelle attaque qui l'emporta malgré les secours les plus prompts (1).

Sa dépouille mortelle fut transportée à Auteuil, où la cérémonie religieuse eut lieu le 14 mai. Puis le cortège se rendit au Panthéon où Garat, en présence des députations du Sénat, de l'Institut et de l'École de médecine, prononça un éloquent discours.

(1) Il était né le 5 juin 1757 au château de Salagnac, commune de Cosnac, près Brive ; il allait donc avoir 51 ans.

La douleur officielle ne fut rien à côté du chagrin de sa famille, de ses amis et des pauvres d'Auteuil et de Villette.

Un ami dévoué, M. du Tartre, se chargea d'annoncer la triste nouvelle du décès de Cabanis à son cousin Vermeil de Conchard, juge au Tribunal civil de Brive :

« Paris, 9 mai 1808.

Monsieur, c'est avec douleur et amertume que je vous apprends la mort du sénateur Cabanis ; il est décédé jeudi dernier à 3 heures du matin, par suite de plusieurs attaques d'apoplexie, dans un château qu'il avait loué près de Meulan, à 10 lieues environ de Paris. La préture du Sénat le fait ramener à Auteuil aujourd'hui, pour être de là transporté au Panthéon. La principale cause de sa mort paraît être un grand épanchement de sang qu'on a trouvé dans la cervelle et qui lui a causé dans les derniers temps des maux de tête cruels, des étourdissements et des vomissements. Il avait aussi le cœur très volumineux.

Ceux qui le connaissent particulièrement perdent un ami tendre, sincère et généreux. Jamais il ne s'effacera de mon cœur. Je ne suis pas le seul qui le pleurera plus d'un jour.

M^{me} Cabanis est bien abattue ; au milieu du courage qu'elle a montré, elle n'a point voulu le quitter et il est mort dans ses bras.

J'ai l'honneur d'être avec estime et considération, Monsieur, votre très humble serviteur.

DU TARTRE. »

La comtesse Cabanis, qui avait eu un véritable culte pour son mari de son vivant, lui garda toute son admiration et une fidélité inviolable après sa mort : sa veuve ne voulut pas être consolée.

L'attachement de M^{me} Cabanis à son mari s'exprime

éloquemment dans la lettre suivante écrite à son cousin Vermeil de Conchard :

« Auteuil, 24 février 1810.

Mon cher cousin, Il me serait impossible de juger avec sévérité votre silence, quand j'ai à me reprocher d'en garder un continuel envers vous, envers ma cousine Lavergne et avec mes belles-sœurs qui toutes deux m'écrivent de temps à autre les lettres les plus tendres et les plus touchantes. J'ai voulu pleurer avec vous et avec elles notre vénérable tante de Bosredon. Cette perte est du nombre de celles qui laissent pour toujours des traces profondes au fond du cœur. J'aurais dû écrire à Françoïnette, à ma sœur Montagut qui, ainsi que vous, m'a fait l'envoi d'une dinde des plus exquises que j'aie jamais mangé, ainsi que la vôtre. Mes enfants et moi avons été bien sensibles à vos aimables attentions de vos parts. Vous avez raison de penser que le Limousin nous est cher, que tout ce qui en vient, tous vos souvenirs nous sont chers et précieux et se lient intimement *au souvenir par excellence, à la pensée du plus excellent et du plus regretté de tous les hommes.*

Où, mon cher cousin, l'idée d'avoir une propriété dans votre pays n'est pas loin de moi..... J'ai en vue de faire un placement solide d'une bonne partie des fonds que la sagesse de M. Cahanis a rassemblés pour sa famille. C'était son vœu et son projet d'en faire un placement en terre. Il l'aurait fait plus près de Paris, pour réunir à un bien une habitation agréable, où il put vivre dans les mêmes habitudes que ses relations et notre grande aisance nous donnaient alors, si nous eussions trouvé ce qui nous convenait dans les dernières années de sa vie. Maintenant, et pour remplir ses vues, c'est un bon placement que je dois chercher à faire, et il peut se faire plus avantageusement loin de Paris; il doit prospérer bien davantage près des regards de ma famille. Quoique ma situation présente ne me permette pas de penser à habiter en Limousin, l'idée d'y avoir une pos-

session, celle de m'y retirer même plus tard, quand j'aurai rempli ma tâche en élevant et en établissant mes enfants, cette idée, dis-je, me sourit et fait part des consolations que je puis faire succéder à *un ancien et trop rare bonheur !....*

Dites à Françoquette qu'elle veut bien compter sur mon cœur et croire qu'il nourrit une affection intarissable pour les dignes sœurs de *celui que nous avons tant aimé, tant admiré, tant soigné et tant pleuré ensemble.*

Mes enfants sont assez bien portants. Aminte a grand besoin de se fortifier ; mais, à l'aide de l'exercice du cheval, elle commence réellement à être mieux ; elle est grande presque comme moi. Annette est toujours vive et forte.

Adieu, mon cher cousin, je n'ai plus de place que pour vous assurer succinctement de mes sentiments d'amitié inaltérable.

GROUCHY VEUVE CABANIS. »

M^{me} Cabanis mourut à Paris le 29 octobre 1844.

Si, sur l'ordre de Napoléon, la dépouille mortelle de Cabanis avait été déposée au Temple des grands hommes, son cœur manque au Panthéon et repose à Auteuil auprès du corps de sa femme et aussi à côté des restes de M^{me} Helvétius.

Leur fille aînée, Aminte, épousa Jean-Pierre *Hecquet d'Orval*, châtelain et maire de Port-le-Grand (Somme) ; elle mourut à Abbeville le 12 novembre 1876, C'est chez elle, au château de Port-le-Grand, que se cacha, au commencement de la deuxième Restauration, son oncle, le maréchal de Grouchy, pour échapper au sort qui avait frappé Ney et Labédoyère.

Leur deuxième fille, Annette, qui avait épousé en premières noces son cousin issu de germain Charles Mercier Dupaty (ou *du Paty de Clam*), sculpteur,

membre de l'Institut, fils du président au parlement de Bordeaux, le célèbre Dupaty, devenue M^{me} Joubert par un second mariage avec l'homme de lettres, mourut le 6 février 1880.

Ces derniers noms évoquent de récents souvenirs.

Colonel V. DE CONCHARD.

GLANES BAS-LIMOUSINES

(Suite)

Eblo de Ventodoro, dominus de Donzenaco, 1318.

Guillelmus Rogerii, miles, dominus de Chambon et Sancti Exuperi, 1342.

Nobilis vir, Johannes de Janalhaco, dominus de Janhahaco, 1355.

Jean de Lastours-Champagnes, Saint-Hilaire-Lastours, Bessous, Jaunhac, 1511.

Jacques de Beaudéduit, chevalier, seigneur de Chabrignat, 1511.

Golferius Jouberti, domicellus, dominus castri inferioris de Pompedorio, 1313.

Rannulphus Heliaë, dominus de Pompedorio, 1314.

Seguinus La Porcheria, domicellus, dominus de Meillars et de Sancto Joanne Ligoura, 1215.

« Pompadour ? »

Petrus Jaubertus, miles, dominus in parte de Turribus, de Nantiaco et de Bessos, 1366.

Guischardus Bechada, domicellus, dominus de Stagnis, 1366.

Le Chambon (Neuvic d'Ussel).

Janalhac, commune, Haute-Vienne. — Champagne, hôtel noble au bourg de Nexon, Haute-Vienne. — Jaunhac (commune de Saint Jean-Ligoure, Haute-Vienne), Bessous (Ladignac, Haute-Vienne).

Chabrignac dans Ségur. — Lastours (Rilhac-Lastours, Haute-Vienne). Nantiat, commune (Dordogne). — Les Étangs (Ladignac, Haute-Vienne).

Golferius Flamenc, dominus in parte de Turribus, 1298.

Guilhelmus Trohelli, miles, diœcesis Andegavensis, nomine uxoris suæ dominæ Margaritæ de Baussaijo, vendidit nobili viro Petro de Sancto Marciali, domicello, Tutellensis diœcesis, terram de Maravalle, parochiæ de Fromentallo, Lemovicensis diœcesis, 1333.

La terre de Seilhac vendüe par Jean, seigneur de Pompadour, à messire Jean de Blanchefort, chevalier, maréchal des logis du roi, 1469.

Nobilis Guido de Sancto Martiale, dominus dicti loci, de Fromentallo et de Malavalle, 1308.

Nicolaus de Malomonte, miles, dominus dicti loci, de Sancto Martiale et de Gibanello acquisivit omnem terram nobilis viri Guilhelmi de Sancto Martiale quæ est in perochiâ Sancti Leodegarii... 1414; quam olim Petrus de Sancto Martiale acquisiverat (1345) anno, domina Johanna de Magnhaco, relictâ domini Guydonis Senescalli, militis. Ista Joanna erat filia domini Iterii, domini de Magnhaco et nups erat Guydoni Senescallo.

Nobilis et potens vicecomes de Thoercio.... Dreux, de Talmont.. et Johanna... uxor ejus vendiderunt nobili et potenti Petro de Sancto Marciali quartam partem terræ de Fromentallo, 1350.

Nobilis vir dominus Guydo de Brilhaco, miles, dominus de Chabanes, vendidit nobili viro domino, Petro de Sancto Martiale, domino de Maravalle et de Fromentallo, decem libras; 1353.

Saint-Martial-Entraygues. — Maravau (Fromental, H.-V.).

Voyez, sur ces familles, mes *Dictionnaire des familles nobles et notables*, tomes I et II, et ma *Géographie féodale du Bas-Limousin*. Saint-Léger-Magnazeix, H.-V. Magnac-Bourg, H.-V. — Thouars, ville des Deux-Sèvres. Dreux, comté (Eure-et-Loir); la lacune provient de déchirure; Talmont, principauté de la Vendée, aux de la Trémoille, tirant ce nom d'une ville du Haut-Poitou (Vienne). Jeanne d'Amboise? ou d'Eschivat?

Gilles et Charles de Maumont, seigneurs de Maumont, Fromental et La Roche, vendent Fromental à Antoine, seigneur de Pompadour, 1505.

Le Ris-Chauveron, vendu par Antoine, seigneur de Pompadour, à Pierre de Conighan, chevalier, seigneur de Cangé, 1508.

Henry de Sully, grand-bouteiller de France, acquiert la terre de Bré, du roi, 1342. Louis de Sully la vendit à Guillaume Albert, seigneur du Monteil-Dégelat, août 1358.

Catherine d'Apcher-de-Chaze..... de Gilbert Albert et héritière de J.... son fils, dame de Bré, Roche-l'Abeille.... vend Saint-Ibar à Audoin de Peirusse, 1452.

Philippus Roberti, dominus in parte de Sancto Gallo, 1334.

Gautier de Linars, chevalier, chanoine de Saint-Léonard, 1073. [Uzerche.]

Gerardus de Malamorte, dominus de Donzenac, 1248. [Nobiles Lemovicenses.]

Petrus de Malamort, dominus de Cornil, 1295. [Homagia Lemovic.]

Geoffroy de Pompadour vend Fromental à noble et vénérable Jean Bermondet, chantre et chanoine de Limoges; 1^{er} août 1552.

Helias Flamenc, dominus de Bré, 1232. [Glandier.]

Jean de Pompadour, seigneur de Château-Bouchet, Lascaux, Janaillac et Blanchefort, 1533.

Guichard de Comborn, seigneur de Treignac, vend La Quintaine à Gérard du Breuil, fils de Jourdain du Breuil, chevalier, 1326. [Hom. Limo.]

Maumont (Rosiers-d'Égletons). Laroche-Canillac. Cangé, d'Indre-et-Loire.

Bré (Coussac-Bonneval, H.-V.). Le Monteil-Dégelat, Puy-de-Dôme. Probablement à rectifier en Autier de Chazeron (Loubeyrat, Puy-de-Dôme).

Linars, commune, H.-V. — Château-Bouchet (Angoisse, Dord.). — Lascaux, commune (Corrèze). — Janaillac, H.-V. — Blanchefort, dans Treignac. — La Quintaine (Panazol, H.-V.). — Le Breuil (St-Just H.-V.)

Charles de Maumont, seigneur de Saint-Vic, vent La Croisille à Bertrand de Souilhac, seigneur de Montmège, 1562. [Meillars.]

Arbert de Chavano donna Bar à Èbles, vicomte de Ventadour, l'ayant donné auparavant à l'abbaye d'Uzerche dont il étoit restaurateur du temps de Louis et de Lothaire, son fils. [Uzerche.]

Amelin de Peirac; 997. [Uzerche.]

Il paroît que Gérard de Pierrebuffière (*Constantino abbate*) étoit seigneur d'une partie de la paroisse de Châteauneuf, Ailleurs les seigneurs de Pierrebuffière font des actes in castro de Castelnovo; ce qui fait juger qu'ils en étoient seigneurs, et peut-être n'est-ce qu'une même famille. [Uzerche.]

Aymeric de Jounhac, seigneur de Sancto Vico, 1179. [Dalon.]

Jaunhac, seigneur d'Esjau, en 1494. Margueritte de Jaunhac, dame d'Eyjau, femme de Jacques de la Bachelie (pour Bachellerie). — [Nob. Lem]

Géraud d'Ei-Jau (*Constantino, abbate*). — [Cartulaire d'Uzerche.]

Petronilla, filia Rannulphi de Sancto Vito, uxor Guidonis Chenet, dedit quartam partem feudi presbiteralis de Sancto Vito; 1099. Altera filia nupsit Petro de Jaunhac; et c'est sans doute par là que vient Saint Vic.

Philibert de Laguiche, seigneur de Manhac, 1566. [Nob. Lem.]

Margueritte Robert, dame de Maignac de par sa mère, femme de Guillaume de Salignac; 1433. [*Ibidem.*]

Pris d'un extrait de plusieurs actes et titres qui sont dans l'Hôtel-de-Ville, à Limoges; communiqués par M. Grasmagnac, greffier de la ville.

Le 3 janvier 1551 F[rançois] Prouhet, esleu; de Sou-

Peyrat-le-Château, ville (H.-V.). — La Bachelierie (Margeride). — Magnac-Bourg (H.-V.).

deilhès, esleu; de Chassaing, esleu; J. Chantois, esleu; Benoist, esleu; Massiot, esleu; F. Dubois, esleu. Fait à Limoges, le jour et an que dessus; signé CHARLONIA.

*D'une copie d'un ancien obituaire de Saint-Martial
de Limogee :*

Februarius.... E. vii. kalendas, obiit P. Jaucems, domicellus, et dedit nobis xxv solidos.

Martius.... G. viii kal. Annunciatio Sanctæ Mariæ; p[ri-mæ] classis; dominus Raymundus Jaucem, abbas acquisivit ad pitantiam beatæ Mariæ xl solidos.

Junius.... c. xii. kal. Florentiæ, virginis. iiii. l. Obiit J. de Orto, et dedit nobis 6 solidos... eadem die obiit Jaucem Couplay, et dedit nobis vi. denarios.

Septembre... B. 2 nonas; Marcelli, martyris, iiii. l. obiit domnus Raymundus abbas; et dedit nobis c. solidos et x. solidos.

D'un autre extrait du dit obituaire, fait par le père Avril :

7 kalendas martii, obiit P. Jaucems, domicellus; dedit 25 solidos.

25 martii, dominus Raymundus Jaucem abbas acquisivit ad pitantiam Beatæ Mariæ 40 solidos extra portam de Mont-mailhier.

Nota : Cet abbé, dont le nom vulgaire étoit Jaucend, est nommé Gaucelmius dans les titres latins, ainsi c'est à ces noms qu'on doit appliquer tout ce qui est dit dans la *Gaule Chrétienne* de MM. de Sainte-Marthe, qui, au lieu d'appeler cet abbé, Raymond Jaucem, l'appellent Raymond Gaucelini. D'autres traduisent ce mot par Gaucelin, c'est pourquoi il faut rassembler ce qui a rapport à ces diverses dénominations.

*Pris d'un extrait de Saint-Martial de Limoges, d'un coffre
à bandes de fer. — En 1691.*

Testes Gerardus Chatardus. Acta sunt anno 1096, indictione 4; regnante Philipo rege, etc..

Arbitres.. Ademarus Chatardi, milites.. Actum in festo decollationis beati Johannis Baptistæ 1245.

Testis : Girardus Chatardus, 1096 ; ut suprà.

L'an 1542, le 19 août, noble et honorable personne Jean Chautard, chanoine de Saint-Martial de Limoges, fait son testament en cette sorte... S'il meurt à Limoges, veut être enterré dans la chapelle de Saint-Benoist, devant le crucifix où est enterré feu frère Jean Chautard, son oncle. S'il meurt à Laguenne, ou à La Rochette, veut être enterré dans l'église de Laguenne, et chapelle où sont enterrés ses père et mère et autres prédécesseurs... donne sa maison de Limoges à noble et vénérable messire Louis de Meilhars, chanoine de Saint-Martial... Item à Jeanne, Catherine et Marguerite Chautard, ses niepces, chacune 2 sols, 6 deniers..... Item à nobles Jâquette et Jeanne Chautardes, 2 sols, 6 deniers... nomme héritier universel noble homme Léonard Chautard, seigneur de la Rochette, son neveu... — DUBOIS, notaire royal de la ville de Tulle.

Noverint universi... quod Guido de Nobiliaco, vir nobilis, recognovit quod Adhemarus Chatard, miles, socerus suus legavit conventui Sancti Martialis, decem solidos renduales, ad anniversarium suum ; anno 1219 ; 12 kalendas augusti ; presentibus P. Joscelini, milite...

Fin de ce registre manuscrit.

DÉLIBÉRATION BRIVOISE, 1598

Aujourd'huy, 5^e avril 1598, en la ville de Brive, et dans la maison consulaire d'icelle, présidans : messieurs maîtres :

Dom Pradillon, dans cet ergotage inutile, devrait tenir pour aussi bonnes les unes que les autres les formes équivalentes de Jaucelin et Gaucelme qui ont prévalu sur Jaucen pour ces nobles des environs de Pierrebuffière.

La Rochette (Pandrigne).

Je dois communication avec don de cet original, et de plusieurs autres pièces donzenacoises sur les familles Juge, Barril de la Tour, etc., dont il sera fait bon usage ailleurs, à l'aimable obligeance de M. A. Ulry, receveur-percepteur en retraite à Donzenac, chevalier de la Légion d'honneur.

Jehan Léonard, lieutenant en l'ellection du Bas-Limosin, establie en la ville de Brive, Guilhaume Rebouilh, receveur pour le roy en la dite eslection, Estienne Hamelin et Germain Nauvillars, bourgeois, merchans, et tous consulz et conseigneurs d'icelle ville; estans présens et assistans m^r m^r : François de Meynard, présidant au siège présidial, m^{ss}ieurs m^{ss} : Pierre Beynette, Jehan Mailhard, Pierre Seguyn, conseilhers du roy, maitres Ramond Dubatut, Pierre de Lescot, autre Pierre de Lescot, le jeune, Libéral Beynette, Jehan Painctandre, Bertholomy Dupuy.... (*resté en blanc*), Dupuy, jeune, Pierre Mailhard advocatz, Martial Vielbans, sieur d'Aurussac, Guilhaume Conchard, Libéral Duchastaing, François Leymarie, Jehan Laroche, Pierre Judicis, François Crozat, Jehan Carlussé, Salvyot Dupuys, Estienne Autrement, Jehan Vitrac, Jacques Feyssac, Sinphorien de Lescot, François Gaubert, Anthoine Chastaing, Estienne Dechastaing, Jehan Ligonac, Jehan Lavialle, Estienne Magueur, Fermier Loste, Jehan Fontenel, Jehan Cogniac, Anthoine Chastel, François Tenchurier, Sinphorien Domenac, Pierre Bellier, David Loumond, Pierre Va(?)pte, François Roux, Jacques Orsel, Pierre Fieux, Pierre Maussac, Guilhaume Bainel, Estienne Ferier, François Bilhard, Jehan Jallinac, Jehan Ducros, Claude Marque, Estienne Vielbans, Pierre Laborde, Loys Eynaud, Estienne Barthalot, François Laroche, Sinphorien Lavialle, Pierre Anthinhac, Jehan Coste, tous procureurs ou bourgeois, merchans et habitans de la dite ville et plusieurs aultres y estans, convoqués et assablés à son de trompète et son de cloche, de par les dicts sieurs consulz, pour délibérer des affaires de la dicte ville, faisans la plus grande et saine partye des habitans d'icelle ville, Remonstré par ledict sieur de Léonard, premier consul, avoir faict faire la dicte convoquation et assemblée pour porvoir aux paouvres qu'y

Rebouil, nom tiré d'un village avec étang, dans la commune de Chanteix. J'ai publié la généalogie de la plupart de ces familles au *Dictionnaire*, t. II, imprimerie Mazeyrie.

sont en grand nombre dans ladicte ville, et a proposé aussy que vaquant la judicature de ladicte ville par le décès de feu m^e Piere Polverel, en son vivant juge, le seigneur duc de Bouilhon auroit pourveu dudit estat de juge pour son tiers, m^e Jehan Geofre, lieutenant de la dicte jurisdiction; et feu m^r de Dacz, en son vivant baron de Malemort, et conaigneur de ladite ville, auroit porveu en la dicte présent ville, m^e Pierre de Lescot, jeune, lequel de Lescot, par la volanté du dict seigneur de Noailhes qui est au lieu dudict feu sieur de Dactz, auroit quitté à la ville, ses droictz pour cinquante escutz.

Et despuys m^e Anthoine Solier, procureur, a faict entendre que m^r m^e Jehan Duboys, advocat du roy offroit bailher de la dicte judicature, pour ung de ses enfans, la somme de cent livres; et c'est la cause qu'il a assamblé lesdits habitans pour délibérer et donner advis sur le tout.

Ledict Solier, par procureur, a percisté en l'offre dudict sieur Dubois, comme ayant de luy charge offrir et présenter ladite somme, le dict Scot, jeune, dict que le seigneur de Noailhes luy a accordé pourvoir celluy qui sera advisé par la dicte ville, en y consentant par ledict Scot et que à la veritté il a donné en faveur de la dicte ville ses droictz moyennant la somme de cinquante escutz.

Sur quoy les dits habitans susnommés et autres y présans ont esté d'advis en ce qui concerne la dite judicature que maistre Jehan Geoufre, lieutenant en soict pourveu duran sa vye pour ce qu'il a accoustumé faire son debvoir à l'administration de la justice; toutesfoys sera tenu bailher au dict de Lescot pour le droict dudict sieur de Noailles, cinquante escutz, autres cinquante à la ville; faira valloir à la dicte ville autres cinquante escutz son estat de lieutenant, et avec ce les dits sieurs consuls luy bailheront provisions du dit estat de lieutenant pour la cothité de la ville en faveur de celluy que le dit Geofre nommera.

Ce qu'a esté ainsin conclu et arresté.

Et pour le regard des paouvres, a esté aussy arresté que pour le présent, les dits sieurs consuls deputeront deux

des habitans de chacune porte pour demander de l'argent à ceulx qui en voudront volontèrement bailher avec la fin d'estre employé à faire l'aumosne aux pauvres estrangiers quy passent au devant la porte de la présant ville, toutesfoys ne sera commensé à faire la dite aumosne que premièrement il ne soict sceu que l'argent qui sera donné par les dits habitans soit suffisant (à) cest effect; à quoy faire tous les susdits habitans se sont tous volontèrement offertz.

Signé : J. Léonard, consul; Rebouilh, consul; E. Hamelin, consul; Denouvillars, consul; Boysson, présent, accessur; Mrachassaing, présent (*sic*).

[*Pièces sur papier libre.*]

2^e titre, pour même affaire.

« Je soubsigné confesse avoir reçu de monsieur m^e Jean Geoffre, juge ordinaire de Chameyrac et St. Yllaire (1) et lieutenant en la jurisdiction ordinaire de la présant ville, la somme de cinquante escus sol, faisant 150 liv. tournoises, laquelle il m'estoit tenu de payer et desliver en conséquence du consantement que j'aurois presté en la maison de ville, concernant l'office de judicature et suyvant l'arresté fait en la dicte maison, le 5^e d'avril dernier, dont je tiens quitte le dict sieur Geoffre et promès ne luy en demender aucune chose à l'advenir, ayant suyvant mon consentement et promesse fait réformer par monseigneur de Noailles, compte d'Ayen, les lettres et provisions du dict office au nom du dict s^r Geoffre et icelles provisions luy ay deslivrées, en présence de m^e m^e Jean Léonard, 1^{er} consul; et cas advenant que mon dict sgr de Noailles voulut destituer le dict s^r Geoffre du dict office à cause de la clause insérée dans les dictes provisions : *tant qu'il nous plaira seulement, et non aultrement*, et qu'il n'y heust rien du fait et coulpe du dit s^r Geoffre, ie promès luy en faire cesser tout trouble et procès, ou luy restituer la dicte somme.

(1) Saint-Hilaire-le-Peyrou.

En foy de quoy, ai faict et signé la présente. A Brive, le 24^e de may 1598.

Signé : P. de Lescot, pour avoir receu la dicte somme de 50 francs ; Geoufre pour avoir reçut les dites lettres de provision ; J. Léonard pour avoir esté présent à ce dessus.

3^e pièce : † Comme ainsin soit que par assenblée et consulat Général de la présent ville de Brive soit esté dict que m^{re} Jehan Geoffre seroit pourveu de l'estat et office de juge ordinaire de la dicte ville, o la charge de baillier aux consulz d'icelle la somme de 50 escuz, et qu'il fairoit valloir son estat et office de lieutenant aultres 50 escuz aux ditz consulz, et tout aultrement comme il est porté audict consulat, datté du 5^e avril dernier passé.

Aujourd'huy, premier de juing 1598, nous soubsignés Jehan de Léonard, Guilhialme Rebouil, Estienne Amelin et Germain Nouvillars, consulz de la ditte ville, confessons avoir receu présentement du dict Geoffre, les dits 50 escuz d'ung cousté, pour le dict office de judicature, et aultres 50 escuz à raizon du dict estat de lieutenant, qu'est en somme 100 escuz en pièces de 20 sols et aultre bonne monoye, de laquelle somme de 100 escuz le tenons quitte et luy avons deslivré noz provisions des ditz estatx et offices de juge et lieutenant ; signées de nous et de nostre greffier, et permis au dict Geoffre de deslivrer en faveur de celluy que bon luy senblera, les dictes provizions du dict office de lieutenant, et de pouvoir retirer d'icelluy la dicte somme de 50 escuz et telle aultre somme qu'il verra estre affaire, et expédier plus amples provizions, si bezoing est concernant le dict office de lieutenant, en remetant devers nous celles que luy avons présentement deslivrées, comme sy dessus est dict.

Le tout seullement pour les droitz et cottité que les ditz consulz peuvent avoir sur les dictz offices et estatx de juge et lieutenant, suyvant le consulat du dict jour 5^e avril, et a ledit Léonard, consul, retiré la dicte somme de 100 escuz, pour estre employée au profit et affaires commungs de la

ditte ville ainsin qu'il sera advizé. — Faict à Brive les jour, moys et an susditz.

Signé : J. Léonard, consul, qui a retiré devers luy la ditte somme de cent escuz ; Rebouilh, consul.

4^e titre. Investiture et serment judiciaires.

François de Meynard, conseiller du roy, président et lieutenant général en la sénéchaucée du bas pays de Limozin et siège présidial estably par sa majesté en la ville de Brive,

Scavoir faisons à tous qu'il appartiendra, que le second jour du moys de juing mil cinq cens quatre vingtz dix-huictz a comparu par devant nous, dans la dicte ville de Brive et auditoire royal, à sept heures de matin,

Maistre Jehan Geofre, bachelier ez droictz et juge ordinaire de la jurisdiction de Saint Yllaire et Chameyrac, estant assisté de m^e Ramond Bonnet, son procureur, en présance de m^e Libéral Beynete, licentier, substitut du procureur du roy, en icelluy siège, par lequel Bonnet nous a esté dict et remonstré cy devant et dès le premier de febvrier et l'unziesme d'apvril derniers, an présant, le dict Geofre auroict esté pourveu par mgr le duc de Bouillon, visconte de Turenne et mareschal de France, le seigneur de Noailles, comte d'Ayen et messieurs les consulz de la dicte ville comme seigneurs justiciers d'icelle, de l'estat et office de juge d'icelle ville de Brive et jurisdiction qui en deppend, pour par icelluy Geofre jouyr et exercer ledict office aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminances, franchizes, libertés, droictz, prouffictz, revenuz et esmolumentz que au dict office appartiennent, et que les prédécesseurs juges de la dicte ville et jurisdiction souloient jouyr ainsi que de ce a justifié par les dictes provisions quy luy ont esté expédiées les dictz premier de febvrier et 11^e d'apvril, qu'il a monstré, les premières estans signées Elizabet de Nassau, duchesse de Bouillon, Sclafer et Bernique ; les secondes : Noailles et Baluze ; et les tierces : J. Léonard, Reboulh, Amelin, de Nouvillars, consulz, et Dupuy, greffier.

Et d'autant que suyvnt les ordonnances royaux ledict Geofre doit estre par nous receu, nous a suppliés le vouloir recepvoir au dict estat et mettre en possession d'icelluy dans le parquet et auditoire auquel l'on a accoustumé exercer la justice ordinaire de la dicte ville et jurisdiction d'icelle.

Le dict Beynete substitud du procureur du roy, a consanty que le dict Geofre soit receu aux dicts estat et office, apparroissant et estant notoire qu'il est de bonnes meurs et religion catholicque, apostolicque et romaine et qu'il a accoustumé exercer semblables charges.

Suivant laquelle réquisition et consantement, nous président et lieutenant susdict, lecture faicte des dictes provisions, et après avoir ouy le dict Geoffre, qu'il nous a apparu de ses *bonne vie, meurs, religion*, et l'ayant trouvé *capable*, avons ordonné qu'icelluy Geoffre sera receu au dict estat et office de juge ordinaire de Brive et jurisdiction d'icelle, pour en jouyr durant sa vie, plainement et paisiblement et comme feu m^e Piere Polverel, dernier et paisible possesseur du dict estat avoit accoustumé en jouir; et pour instituer et mettre en possession le dict Geofre, nous acheminerons dans le parquet ordinaire de la dicte ville de Brive. Et bien tost après, estans acompaignés du dict Beynete et de nostre greffier, *sommes allés dans* le dict parquet et *maison commune* de la dicte ville, où estans assablés les procureurs frequentans la dicte court ordinaire, et plusieurs autres habitans de la dicte ville et jurisdiction, le dict Bonnet pour le dict Geofre en personne, a représenté ce dessus en la présance de m^e Barthelemy Régnac, procureur d'office de la dicte jurisdiction, auquel il a dict avoir monsté les dictes provisions, et réquerant icelluy Bonnet, après aussi avoir ouy le dict Rignac procureur d'office et puis? tant de son consantement que de celluy du dict Beynete substitud du procureur du roy, avons fait lever la main dextre au dict Geofre, qui *a juré, et promis moyennant serement par luy fait à Dieu*, d'observer les ordonnances du roy et verser en toute intégrité audict estat et office de

juge ordinaire de la dicte ville de Brive et jurisdiction d'icelle,

Nous avons *mis* et institué icelluy Geofre *en possession et saisine* du dict office, pour doresnavant l'avoir, tenir et exercer aulx honneurs, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gaiges, droictz, prouffictz, revenuz et esmolumentz au dict office deubz et appartenans, et tout autrement comme le dict feu Polverel en jouissoit.

Faisons inhibition et deffance de par le roy, à peyne cinc cens escus, à toutes personnes indifferement troubler et empêcher le dict Geofre en la dicte possession et jouissance, ains luy obéyr et entendre ez choses qui sont et deppendent de son dict office de juge; et en signe de possession, l'avons *faict asseoir* en la place et siège, et du tout ottroyé ces présantes pour servir à icelluy Geofre ce que de raison.

Ainsi signé à l'original : F. Demeynard, président et lieutenant général. — Copie signée Rivière, commis du greffier. — Collationné : Delaborde.

PROCURATION DU PRIEUR DE NAZARETH, 1603 (1).

Sachent tous prezants et advenir, par devant le notère soubzsigné, et présans les tesmoingtz bas nommés, en la ville de Lymoges (2), constitué en sa personne, mestre Jehan Geoufre, clerc de la ville de Brive, prieur comendatère du prieuré Nostre dame de Nazaret, diocèze de Lymoges, et y demeurant ezcolier,

Lequel, de son bon gré et vollanté, pour luy et les siens, a fait et constitué ses procureurs :

Mestre Estienne Dautrement, procureur au siège prézidial de Brive (2^e nom en blanc) ausquelz et chescung d'eulx a donné puissance de comparoir pour luy, pardevant

(1) Nazareth (Turenne). Ce prieur n'est pas signalé par l'abbé Poulbrière, qui, d'ailleurs, n'avait pratiqué ni les archives de Paris, ni qui plus est celles de Limoges, si indispensables à fouiller pour notre Corrèze.

(2) Lymoges, par *y*, peint bien là notre intensité patoise de prononciation « ô Lhilmodzé ».

tous juges et comissères ecclesiastiques et séculiers, tant en demendent que deffendent, et de eslire domisille et fère tous actes de plaiderye expressément et par exprès le dict mestre Estienne Dautrement, à prendre pour et au nom d'icelluy constituant, pocession réelle, actuelle et corporelle du dict prieuré Nostre dame de Nazaret, duquel il est pourveu par nostre Saint Père le pape, fruictz, proffictz, revenus et esmolements d'icelluy et de la dicte prinse de pocession en requérir acte et instrument; et oultre pour fère insinuer la dicte provision et toutes autres pièces requises et nécessaires par l'ordonnance du roy, et généralement fère tout ce que le dict constituant fairoit s'il estoyt présent, promettant, comme a promis et juré sur les saintz Évangilles nostre segnieur, tenir et avoir pour agréable tout ce que par ses dicts procureurs sera faict et les en rellever indempnes, soubz obligation de ses biens, que, pour cest effect il a soubzmis aulz rigeurs et contraintes de la cour de monsieur le sénéchal de Brive et toutes aultres.

De quoy m'a requiz lui fere rellever les présentes lettres de procuration pour luy servir et à ses dits procureurs que de rayson, que luy a esté concédé.

Es présances sire Jehan Béchameil, marchant de Lymoges et Marcial Duteil, praticien dudit Lymoges, tesmoingtz à ce requiz, le 5^e jour de 9^{bre} 1603, en la maison du dit notère, heure de 9 du matin. Le constituant et tesmoingtz ont signé l'original.

Pour coppie, signé, *Duteil*.

L'an 1604 et le 19^e mars ces présentes sont esté insinuées, au greffe des insinuations ecclésiastiques à Brive institué, ce requérant m^e Estienne Dautrement, procureur ez sièges royaux de la dite ville, en vertu de la présente procuration à luy donnée par le dit m^e Jean Geoffre, par moy. — Signé, *Sudrye* commis du greffier.

Letre de messieurs les chanoynes du Daural, 1568.

Monsieur, pour responce à vostre letre qu'il vous a pleu

nous envoyer, nous croyons qu'avés assés cogneu le zèle et affection que comme debvons avons tousiours heu et porté à lobeysance des mandementz du Roy et conservation de la présant ville en l'obeyssance de sa maiesté, comme volons et entendons faire, et aussi avés cogneu le tènement de vostre siège de la Basse Marche en la présant ville avoyr esté ordonné pour la séance d'icelluy en ce qui concerne l'administracion de la justice seullement, sans aultre chose entreprendre sur nous, les habitantz de la dicte ville et noz subiectz. A la garde de laquelle ville à nous commise par le roy et noz privillèges, entendons nous employer de nostre pouvoir pour icelle conserver en lobeysance de la maiesté du dict seigneur.

Et en ce qui concerne l'administraon de justice, la séance de vostre siège, vous pouvés suyvant l'arrest sur ce baillé faire ce que tropt myeulx verrés affaire, auquel arrest volons et entendons obéyr, nous asseurantz aussi, tant de vostre bonne et singulière affection que ne voudriés derroger au dict arrest en diminution de noz droictz et privillèges que entendons conserver suyvant le bon plaisir et volonté de la maiesté du roy et ses prédécesseurs.

Monsieur, après vous avoyr présenté noz affectionnées recoumandaons à voz bounes graces, nous pryons le Rédempteur qu'il vous doint en bonne prosperité les siennes (1).

Du Dorat, au, chappitre, ce vendrely 1x^e jour de janvier 1568. — Voz bons voysins et amys du chappitre du Dorat.

Signé : *Boucheul*, scribe, (par) mandement de messieurs.

(1) Tout indique qu'il s'agit, pour cette remontrance capitulaire, d'une protestation relative aux droits seigneuriaux des religieux co-châtelains du Dorat pour la majeure part, avec le roi, adressée au sénéchal de la Basse-Marche, Gabriel de Saint-Martin de *Bagnac*, seigneur dudit (paroisse de Saint-Bonnet-de-Bellac), famille dont j'ai publié jadis la généalogie. Pièce *ex meis*. — Boucheul, de la parenté du célèbre auteur de *La Coutume du Poitou*.

Extraits divers (1).

1641. Le 29 juin, messire Henri de Saint-Martial de Puydeval, sieur prieur de Vedrènes, gran cèlèrier de l'église de Tulle, comme tuteur et curateur des enfans de feu m^e Henry de Saint Martial, marquis de Conroz... fait revente aux Feuillans de Tulle, des biens aliénés du prieuré des Angles, par Etienne de Noaillanes, prieur, en faveur de dame François de Puydeval consorte (elle étoit veuve) de m^e Rigald de Saint Martial, baron de Conros, du 25 octobre 1578; Bonet, notaire.

1578. Dumine de La Garde, lieutenant général de Tulle.

1573. Le 2 septembre, François Meige, prêtre du diocèse de Périgueux, pourvu du prieuré des Angles par m^e Louis de Ginoilhac, évêque de Tulle.

1597. Le 7 août, François Meynard, président et lieutenant général de Brive, vend à Blaise Jarrige, marchand de Tulle, la Borie des Angles.

1623. Le 25 février, noble homme et sage Pierre de Fénis, sieur du Teil, lieutenant général de Tulle, maistre des Requestes de l'hostel de la feue Reine Margueritte, et sa femme Honnorée de Meynard, acquièrent la Borie des Angles, de m^e Cristophle Meynard de L'Estang, avocat au parlement de Toulouse.

1619. Le 6 juillet, m^e Jeau-Martin de Saint Marsal, ausmosnier ordinaire du roy, prieur de Glanic et des Angles.

1552. Le 10 décembre, noble Jean de Puydeval, bachelier ex droits, curé de Marsilhac (2), doyen de l'église de Tulle, vicaire général de mgr l'évêque de Tulle, prieur des Angles.

1471. Johannes Rigaldi, locum tenens nobilis et potentis domini senescalli lemovicensis regii in baliagiis Brivae et Userchiaec.

(1) Provenants d'un mien cahier, de dom Pradilhon, qui l'a tiré d'un livre manuscrit aussi cotté A.

(2) Probablement Marcilhac-la-Croisille. — Des Lamothe-Flomont (Meyssac) plutôt que de La Tourette.

1441-1442. Frater Gerardus Mouran, prior de Angulis 1440, 2 augusti; etiam 1443, 1445, 1448.

Fratres priores de Angulis : 1440, 7 septembris P[etrus] Mourandi; 1520, Petrus de Planis; 1450-1458, Folcoardus de Malaret; 1532, Carolus de La Motha.

1483. Die 4 junii, presentibus venerabilibus ac religiosis viris fratribus Jacobo de Plano, priore de Mensaco, Lemoicensis diocesis, et Agneto de Planis, priore Sancti Clementis, diocesis Tutelensis, frater Johannes de Boïssa, aliàs de Marsilhac, prior de Angulis assensavit dictum suum prioratum pretio triginta trium librarum et decem solidorum pro uno anno.

1531. Ludovicus de La Motha, prior de Angulis, 11 octobris ejusdem anni.

1516. Die 24 augusti, actum in loco de Navis, Tutelensis diocesis, corm venerabili et religioso viro fratre Anneto de Planis, praeposito de Chapchaco, ordinis Sancti Benedicti, ab ecclesia cathedrali dependenti, ut procuratore magistri P[etri] de Planis, clerici, prioris de Angulis, dat investitionem pro quâdam acquisitione; Ceron, notaire.

1562. 12 martii, frater Johannes Folcoaudi de Malareto, prior de Angulis.

1580. Etienne de Noalhanes, prévost de Naves et prieur des Angles.

1498. 25 julii, frater Raymundus de Planis, prior de Angulis.

1438. 2 février, P[etrus] de Genesta, notarius regius, civis Tutellæ, judex ordinarius totius terrae de Angulis, pro fratre Gerardo Mouran, priore. [R. page 9.]

1534. 25 janvier, noble Léonard Choutard, mineur de 25, majeur de 17 (ans), escuyer, seigneur de la Rochette, du

Les Plas (Curemonte). — Faucal, de Lanteuil. — Coseigneur de Cornil.

Puydonarel et de la Bachélerie, p(aroisse) de Saint Julien de Tulle, vend une rente. [Lachière ; D.]

1534. Le 9 décembre, noble François de Bar, sieur de la Chapoulie, conseiller de.... vend... étoit fils de noble Raymond de Bar, sieur de Puymarès.

1534. Le 14 octobre, Jean Verdier, prêtre de Tulle, vend à m^e Bernard Brach, procureur en la sénéchaussée de Guyenne, fils de Jacques Brach, aussi procureur, certaines rentes par lui acquises le 4 may 1532, de Géraud de Puy-deval, escuyer, seigneur du dit lieu, et de Cathernie Focaude, damoiselle, son épouse.

1534. Le 7 novembre, noble homme Gabriel Lautonie, escuyer, sieur du dit lieu et de La Farge, paroisse de Sainte Fortunade, y habitant, vent certaines rentes à Jean Geneste, habitant de Tulle.

1535. 23 juin, constitués noble Jean de Sorries, sieur de Lavaur, d'une part, et noble Léonard Chautard, escuyer, sieur de La Rochette, d'autre, — comme soit que depuis 20 ans en ça feu noble Jean Chautard, sieur du Mas, et noble Claire Costine, demoiselle de la Rochette, et mère audit Léonard Chautard, et comme tutrisse de feu noble Annet Chautard et du dit Léonard eussent vendu pour marier leurs filles, audit noble Jean de Sourries les bories... demandent le rachapt.

1535. 19 décembre, nobles demoiselles Claire Costine et Claude de Blanac, mère et femme de noble Léonard Chautard, sieur de la Rochette.

1534. Le 25 février, noble Marguerite de Saint Aulaire, dame de Saint Chamans, femme à noble Jean de Saint Chamans, escuyer, seigneur du dit lieu.. vent.... et promet faire ratifier à m^e le baron, son fils.

1535. 20 janvier, Léonard Chautard, escuyer, sieur de

On peut voir ici une très forte présomption pour rattacher à notre région tulloise, le poète bordelais Pierre de Brach.

La Rochette, héritier de Jean Chautard, sieur du Mas, et d'Annet Chautard, ses oncle et frère.

1535. 24 mars, au lieu de Malmont, paroisse de Rosters, diocèse de Limoges.. noble Jean de Malmont, sieur du dit lieu, baron de Laroche, en Limosin, vent à m^e Jean Geneste, licentié ez loix, advocat en parlement de Bordeaux, habitant de Tulle.

1534. 4 avril, noble Antoine Saige, escuyer, sieur de La Chassaigne, habitant de Tulle, vent à Jean Geneste.

1535. 13 mars, noble Mercure de Sainte Fortunade, sieur du dit lieu, vent à Jean Geneste.

1586. 18 mars, haut et puissant François de Gimel, escuyer, sieur baron du dit lieu, Saran, Chaperenburs, et Larochebrian, *reconnoit* [corrigez en Chapdes et Amburs, et en *reçoit*] une reconnoissance des tenenciers de...

1563. 18 may, Jacques Combarel, escuyer, seigneur du Gibanel, de Rageaut, Vernioles... reçoit la reconnoissance des possesseurs de Rabès.

1428. 24 juin, Martinus de Lemovicis, burgensis Tutellae, arrenduavit quendam hortum suum.... [de Sorriis, E.]

1428. 19 augusti, religiosus vir dominus OEGidius de Albuçonio, cellerarius major ecclesiae Tutellensis, et dominus Martinus de Sancto Salvatore, eleemosinarius.

1428. 17 octobris, praesentibus Guilhelmo Philippi de Aquina.. Johannes La Fagardia, filius P(etri) mercator de Tutella, recognovit se tenere à nobili P(etro) Donarelli, bacalario in legibus.

1428. 25 decembris, orta contentione inter religiosum virum fratrem Johannem de Mercorio, priorem de Ruppe

La Chassaigne, en Maleret de Corrèze (Corrèze). — Chapdes et Saint-Jacques-d'Amburg, communes du Puy-de-Dôme, non loin de Laroche-Brian, disparue.

Vergnolles (Monceaux). — Ce sont des analyses de minutes de Souris et autres.

ab ecclesiâ Tutellensi dependentem, ex una partē; et religiosum fratrem Stephanum d'A Gia, camerarium dictae ecclesiae et priorem de Spanhaco, super quibusdam juribus compromiserunt in religiosos viros dominos P(etrum) Foscherii, prepositum de Navis, Hugonem de Planis, sacristam dictae ecclesiae, Johannem Arnaldi, de Valeta et Ludovicum de Montanhaco, de Clergorio, praepositum.....

1428. 28 decembris, frater dominus Johannes Boscha, infirmarius ecclesiae Tutellensis, Eblo Boscha, praepositus Sancti Clementis; Jacobus de Campis, praepositus de Seilhaco.

1429. 18 junii, praesentibus venerabilibus viris P(etro) de Bonéles, licentiato in legibus, Martino de Sorriis, mercatore Tutellae, et Joanne de Castanea, clerico Tutellensi, venerabilis vis dominus Johannes La Chapolia, licentiatus in legibus, filius venerabilis domini Raymundi La Chapolia, doctoris in legibus, et militis, arrenduavit quandam domum suam.....

J.-B. CHAMPEVAL.

(A suivre.)

LES

COMBATTANTS LIMOUSINS

DE LA

GUERRE AMÉRICAINE

(1778-1783)

La Société nationale des Fils de la Révolution américaine a provoqué, en 1905, la publication officielle de la liste des Français qui ont participé à la Guerre de l'Indépendance des Etats-Unis.

Par les soins d'une Commission, ces listes ont été reconstituées d'après les Archives françaises, et, parmi les nobles ouvriers de ce travail patriotique, la Société américaine a fait particulièrement remercier de son concours un de nos compatriotes, M. Frédéric CLÉMENT-SIMON, alors attaché au Ministère des Affaires étrangères (1).

(1) Maintenant secrétaire d'ambassade de 2^e classe, chargé d'affaires, à la Légation de Belgrade (Serbie), après avoir occupé le poste de chargé d'affaires au Pérou (1907-1910), puis à Copenhague et à Cettigné (1911).

Fils de M. G. Clément-Simon, l'éminent et regretté historien du Limousin, il s'adonne également aux lettres et a publié des Mémoires remarquables sur divers sujets locaux ou étrangers dans les revues limousines et parisiennes.

L'ouvrage auquel il a collaboré et qui mentionne, du reste, cette collaboration dans sa préface est intitulé : *Les Combattants fran-*

La belle édition illustrée qui porte ce témoignage de reconnaissance, a eu un pendant dans une traduction anglaise parue en Amérique, grâce à un vote du Parlement de Washington.

M. Frédéric Clément-Simon nous a procuré cet ouvrage qui n'est pas mis dans le commerce, pour nous permettre d'y relever les noms des combattants originaires du Limousin ayant pris part aux expéditions de 1778 à 1783, selon l'exemple du reste de l'un de nous qui en a extrait déjà les noms des combattants périgourdins (1).

Beaucoup d'autres combattants de même origine échappent à nos investigations. Les éditeurs n'ont pu saisir la trace des volontaires, qui, avant l'ouverture des hostilités entre la France et l'Angleterre, étaient partis à la suite de La Fayette, et même la moitié environ des troupes de terre, comme corps garnisonnés sur chaque navire, n'a pu être retrouvée, les états faisant défaut. La publication actuelle en tient lieu pour ceux qu'elle mentionne.

Quelques Limousins, cependant, entre tant de man-

çais de la Guerre américaine (1778-1783), listes établies d'après les documents authentiques déposés aux Archives nationales, et aux Archives du Ministère de la Guerre, publiées par les soins du Ministère des Affaires étrangères. — Washington, imprimerie Nationale, 1905, in-4°, 454 pages et plusieurs planches hors texte. — En utilisant cette publication, nous allons nous efforcer de conserver à ses extraits leur caractère documentaire.

(1) Joseph Durieux, *Combattants Périgourdins de la Guerre américaine (1778-1783)* (Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*). — Périgueux, imprimerie de la Dogne, 1907, 16 pages in-8°.

Plusieurs soldats et officiers cités appartiennent, par leurs familles et origines, aux deux provinces voisines.

quants, nous sont révélés par les historiens, notamment par M. le vicomte de Noailles — qui porte un grand nom limousin illustré de nouveau dans ces guerres — en un excellent ouvrage que nous utiliserons (1), avec toutes autres références, archives publiques et familiales.

Les notes biographiques que nous joindrons ainsi à la nomenclature, serviront surtout à compléter le recueil officiel, et ces détails peut-être ne sembleront pas un hors-d'œuvre dans le premier chapitre des relations franco-américaines.

Seulement, on pourra critiquer la disproportion de certaines notices, contrastant, par leur étendue, avec la brièveté de quelques autres, sur beaucoup trop de soldats qui mériteraient sans doute plus que de simples mentions, si nous les avions mieux connus. Les notes biographiques abondent sur Étienne Dumont, un simple soldat au milieu de tant d'autres, alors que nous n'avons rien trouvé ou rencontré sur maints officiers, malgré nos recherches.

Cette inégalité de renseignements a aussi fort dépendu de nos correspondants et relations. Nous devons des notes, documents et même notices à M. Calcat, président de la Société archéologique « *Le Dolmen-Club* » de Bellac; M^{me} Charles de Loménie; MM. Noël Cadet; le commandant de Corn; le comte de Seilhac; Victor Forot, conservateur du Musée communal de

(1) *Marins et Soldats français en Amérique, pendant la Guerre de l'Indépendance des États-Unis* (1778-1783). Paris, Perrin, 1903, in-8. — Ajoutons aussi Lacour-Gayet, *Histoire de la Marine militaire sous le règne de Louis XVI* (Paris, 1905, in-8°), qui fournit beaucoup de notes biographiques.

Tulle; le docteur Marquet, maire et député de Rochechouart; Comparot de Bercenay, secrétaire de l'État-civil de Brive; Franck-Delage, professeur agrégé de première au Lycée Gay-Lussac, à Limoges; Amédée Muzac, bibliothécaire de la ville d'Argentat; le commandant G. Dumont; Pierre Verlhac; Adhémard de Chergé; Joannès Tramond, professeur agrégé d'histoire à l'Ecole Navale de Brest; nous les remercions d'avoir bien voulu contribuer à notre travail, à mesure que nous enregistrerons leur apport.

LA MARINE

I

LA FLOTTE DE L'AMIRAL D'ESTAING. — Après la conclusion du traité d'amitié avec les États-Unis, le 6 février 1778, traité par lequel la France reconnaissait l'indépendance des colonies britanniques, la première expédition qui se rendit en Amérique était composée d'une flotte de douze vaisseaux de ligne et de quatre frégates, commandés par le comte d'Estaing.

Cet amiral, originaire d'Auvergne (1), montait le navire *Le Languedoc*, commandant de Boulainvilliers, et il avait pour major général des troupes de débarquement Jean de DURAT, dont nous allons indiquer plus loin les services personnels (2), trop détaillés pour paraître ici.

D'Estaing avait, en juillet 1778, forcé le passage de Newport dans la baie de Connecticut, où les Anglais, surpris, brûlèrent cinq de leurs frégates ainsi que deux corvettes. L'année suivante à pareille époque, après un séjour à Boston, il reprit la mer, mais *la Prudente*, que commandait le vicomte d'Escars (3), fut prise par les ennemis. Nous raconterons ci-après en détail le combat, en donnant la biographie de cet officier.

Rallié par les renforts du comte de La Motte-Picquet, il put attaquer à la tête de 25 navires la flotte anglaise de

(1) Charles-Henri-Théodat, comte d'Estaing, lieutenant général des armées navales, né à Ravel (Puy-de-Dôme) le 24 novembre 1729; mort à Paris, sur l'échafaud, le 28 avril 1794.

(2) Les notices biographiques de l'armée de mer sont mises à la suite de cette première partie du travail. — Seules sont portées au cours du texte les notes signalétiques ou rattachant les personnages au Limousin, lieux d'origine d'eux ou de leur famille.

(3) D'une importante famille, Pérusse d'Escars ou des Cars (Les Cars, aujourd'hui chef-lieu de commune du canton de Châlus, Haute-Vienne), qui est devenue ducal, et a été possessionnée dans presque toute la province.

Byron, lui endommager huit vaisseaux et les forcer à la retraite. Ce fut le combat du 6 juillet 1779. Encouragé par ce succès, l'amiral français tenta, tandis que des Américains agissaient sur terre, de s'emparer de Savannah, trop puissamment fortifiée pour succomber à son coup de force. Plus de mille combattants furent tués ou blessés; d'Estaing fut même parmi ces derniers. Dans la flotte de d'Estaing, deux vaisseaux avaient pour commandants des Limousins de famille : *La Prudente*, placée sous les ordres du vicomte d'Escars, et *l'Étourdie* (1778-1779), sous ceux du marquis de Montbas (1).

A bord du vaisseau *Le Languedoc* se trouvaient M. de LOMÉNIE, garde du pavillon (2), et le vicomte de BARTHON DE MONTBAS (3), garde de marine; sur *le Guerrier* (avril 1778), l'enseigne de CANILLAC.

Sur *le Cezar* ou *César* (commandant de Broves (1778-fin 1779), figuraient quatre matelots originaires de Baïge (Haute-Vienne), portés dans le groupe de l'équipage formant le quartier de Narbonne (4) : Barthélemy MOURRUT, Antoine CADESSUS, Antoine MARTIN, BARTHÉLEMY RAYNAUD. Ça et là notons encore : Martial FOGÈ, mousse, de Limoges, à bord du *Vengeur*; Barthélemy LA RAMÉE, de Limoges,

(1) Probablement le même que le lieutenant de vaisseau qui commanda ensuite sur *le Duc de Bourgogne*, escadre de Ternay (Voir, à ce sujet, la note sur les origines de la famille de Montbas).

(2) D'une importante famille, originaire de Flavignac en Haut-Limousin (aujourd'hui chef-lieu de commune, canton de Châlus, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne), dans la paroisse de laquelle le lieu de Loménie existait encore, comme tènement distinct qu'elle possédait féodalement; une branche de cette famille, à laquelle appartient l'officier de marine, s'établit à Marseille en 1624, après la nomination de l'évêque François de Loménie, qui amena avec lui dans cette ville son cousin-germain Martial de Loménie, sieur de Faye en Limousin.

(3) Voir la note 1 précédente.

(4) Baïge, dit Haute-Vienne, dans la nomenclature officielle, p. 47, est actuellement un village de la commune de Fromental, canton de Bessines, arrondissement de Bellac.

matelot de *l'Annibal*, et même François LAFOND, de Terrasson (1), matelot du *Fondant*, blessé légèrement dans le combat du 6 juillet 1779, mort à bord le 30 janvier suivant.

II

LA FLOTTE DU COMTE DE GRASSE. — La flotte du comte de Grasse vint rallier, avec vingt-six vaisseaux, en septembre 1781, les forces-françaises de terre et de mer, et opérer une concentration dans la baie de Chesapeake. La flotte anglaise l'attaqua, mais elle fut repoussée victorieusement et tellement endommagée qu'elle ne put rien tenter de nouveau. La capitulation de lord Cornwallis et de ses troupes à York-Town hâta le dénouement de la guerre et contraignit l'Angleterre à reconnaître l'Indépendance américaine. Cependant quelques engagements continuèrent à se produire jusqu'au traité de paix, signé à Versailles le 3 septembre 1783. C'est dans ces rencontres, au cours de la bataille de la Dominique, que *le Glorieux* tomba aux mains de l'ennemi ; c'est un combat qu'il nous faudra raconter en détail après avoir énuméré le personnel, officiers et soldats que nous pouvons signaler sur les vaisseaux du comte de Grasse :

Tout d'abord, le vicomte d'ESCARS, commandant *le Glorieux* (1780-1782), qui avait déjà commandé *la Prudente* (escadre de Ternay), et, fait prisonnier, était rentré en France au mois de juillet 1780. Il prit part au combat devant la Martinique, du 27 avril 1781, et assista, le 30 mai, à la prise de Tabago.

Victurnien de ROCHECHOUART, vicomte de MORTEMART (2),

(1) Terrasson, chef lieu de canton du département de la Dordogne, arrondissement de Sarlat ; localité limitrophe du Limousin dont un faubourg — la gare — se trouve dans le département de la Corrèze, et qui dépendait jadis féodalement de la province, comme nous l'expliquerons plus loin.

(2) La famille de Rochechouart, originaire de la ville de ce nom, avait une branche ducale qui se titra du fief de Mortemart, aujour-

qui venait de commander la *Diligente* dans l'escadre d'Orvilliers (1). Il avait rejoint le comte de Grasse, et s'empara, dans les eaux de Chesapeake, de la frégate l'*Iris*, supérieure en forces à son navire; alors l'amiral lui conféra le commandement du *Richemond*, tombé, le même jour que l'*Iris*, en notre pouvoir. Et ce fut sur ce vaisseau qu'il prit part à la malheureuse affaire du 12 avril 1782, qui lui valut l'estime et l'éloge des marins des deux nations. Il fut désigné pour porter à Versailles les nouvelles de la bataille de la Dominique : le roi l'accueillit avec une distinction particulière et lui prouva le cas qu'il faisait de lui en le nommant capitaine de vaisseau à vingt-cinq ans.

M. du ROYS DE CHAUMAREIX (2), enseigne sur la *Couronne* et le *Pluton* (d'octobre 1781 à 1783), capitaines de La Rivière et de Genouilly).

M. de LESTRANGES (3), enseigne, à bord de l'*Auguste* (1781 à 1783), capitaines de Barras-Saint-Laurent et de Bougainville.

M. de MONTBRUN (4), lieutenant de vaisseau, à bord du *Northumberland*.

d'hui encore château lui appartenant, commune du dit, canton de Mézières, arrondissement de Bellac (Haute-Vienne). Le vicomte était un cadet de cette maison; nous complétons plus loin à part sa biographie. Il n'est pas porté sur les états, sans doute pour avoir rejoint ultérieurement la flotte d'Estaing.

(1) L'armée navale de l'amiral d'Orvilliers, formée à Brest en 1778-1779, entama la lutte contre l'Angleterre par croisières dans la Manche et sur les côtes de France, de concert avec une flotte espagnole, mais elle fournit des éléments aux expéditions en Amérique.

(2) Les du Roys de Chaumareix, famille établie à Vars, aujourd'hui commune du canton d'Ayen, arrondissement de Brive (Corrèze). Voir *infra* sa biographie.

(3) Sortait d'une « illustre et ancienne famille du Limousin, laquelle a pris son nom d'une terre située dans cette province » (Nadaud, *Nobiliaire*, III, p. 549).

(4) Du Laurent, chevalier de Montbrun, garde de marine, 6 mai 1757, lieutenant de vaisseau, 4 avril 1777, sur l'*Intrépide* (armée d'Orvilliers). Réformé. Capitaine, 20 juin 1786. gouverneur d'Ouessant, 25 jan-

Un surnuméraire de la *Diligente* (capitaine de Clonard (1) (1781 à 1782), René BASSET, de Limoges, mort à l'hôpital d'Yorck, le 23 octobre 1781.

Un surnuméraire, Joseph COUTEAU, tonnelier, de Tulle, sur l'*Hector* (1781-1782).

Les matelots, Jean PHILIPPEAU, de Brive, sur le *Diadème* (1779 à janvier 1781); Pierre DUFOUR et Pierre LE TRAU, de Limoges, sur le *Sagittaire*, de janvier 1781 à septembre 1782.

Les novices, Léger SAUVAGER, de Limoges, sur la *Ville de Paris* (1781-1782, capitaine La Touche-Tréville); Léger SAVERGIS, de Limoges, sur le *Citoyen* (1781 à 1783); François LIMOGÉ, de Limoges, sur le *Sceptre* (1782-avril 1783).

Les mousses, Jacques BONTIER, de Limoges, sur l'*Expériment* (d'avril 1780 à août 1783), et Pierre RAPTEAU, de Bonneval (2), sur le *Marseillais* (1781-1782).

Les domestiques, Jean BOYER, de Brive, à bord du *Glorieux*; Antoine CHAPOULE, de Brive, à bord de l'*Auguste*.

LES COMBATS DU GLORIEUX

(21 avril 1782)

Ce sont des faits d'armes héroïques, dans les campagnes navales des guerres d'Amérique, et ils nous intéressent, ainsi qu'on l'a vu, pour la part qu'y ont prise deux officiers limousins, le vicomte d'Escars, qui y périt, et le vicomte de Mortemart, qui voulut en vain délivrer le *Glorieux*, totalement désarmé et cerné par l'ennemi.

vier 1789. (Lacour-Gayet, *op. cit.*). D'une famille issue du château de ce nom près Châlus, paroisse de Dournazac (actuellement commune du canton de Saint-Mathieu, Haute-Vienne). Cf. Nadaud, *Nobiliaire*, I, p. 273.

(1) D'une famille irlandaise fixée en France avec Jacques II, et de laquelle également descendait Françoise de Sutton de Clonard, épouse de Simon Bugeaud de la Piconnerie en 1771, et mère du maréchal Bugeaud, né à Limoges le 15 octobre 1784.

(2) Sans doute Coussac-Bonneval, chef-lieu de canton de la Haute-Vienne?

Mais ces combats ne sont que des épisodes de la bataille des Saintes ou de la Dominique (1), qu'il nous faut esquisser pour les mettre dans leur cadre.

Le comte de Grasse devait conduire à Saint-Domingue un convoi considérable en présence d'une flotte anglaise plus forte que la sienne, commandée par Lord Rodney qui guettait ses mouvements. Le 8 avril, l'amiral français fit appareiller le convoi sous l'escorte de quatre navires dont était le *Richemond*, frégate enlevée aux Anglais et commandée par Mortemart. Les autres vaisseaux de l'escadre tenaient, pendant ce temps, tête aux Anglais pour protéger le voyage du convoi.

Le 12 avril, ils engagèrent le combat, et l'avant-garde anglaise fit violemment feu sur le *Glorieux*, et c'est alors, vers 9 heures du matin, que fut tué le commandant, le vicomte d'Escars; son frère, plus tard duc des Cars, lui a consacré quelques lignes dans ses *Mémoires* :

« Mon frère avait été emporté par un coup de canon, lorsque son vaisseau, luttant contre quatre vaisseaux à trois ponts commandés par l'amiral Rodney, était déjà démâté de tous ses mâts. J'ai su, par des Anglais prisonniers, que Rodney avait témoigné un vrai désespoir en apprenant que le coup de canon qui avait tué mon frère, était parti de son bord.

« En effet, après la prise de Louisbourg, en 1756 ou 1757 (2), Rodney, commandant le vaisseau sur lequel mon frère, encore garde de marine, était prisonnier, l'avait pris en grande amitié et lui avait procuré des agréments en Angleterre. Quelques années après la paix de 1762, mon frère, commandant quelques frégates, retrouva plusieurs fois Rodney à Kingston où il commandait la station de la Jamaïque, et leur amitié se renouvela. Enfin, avant la guerre de l'Amérique, Rodney et mon frère se trouvèrent à Paris,

(1) La bataille porte ces deux noms, l'un ou l'autre, parce que l'armée navale s'est trouvée environ à cinq milles de chacune de ces îles.

(2) En 1756 les Anglais échouèrent dans leur attaque contre Louisbourg, mais en 1758 ils firent capituler la ville. — Notes des *Mémoires*

ils y vécurent beaucoup ensemble, et j'ai plusieurs fois soupé avec eux (1). »

Vers 10 heures 1/4, le *Formidable*, le *Namur*, le *Duke* et le *Canada* coupèrent la ligne française sur l'arrière du *Glorieux*, si éprouvé, qui, démâté de tous ses mâts, ne put suivre le mouvement de l'escadre luttant contre la division adverse : il restait isolé. Le comte de Grasse ayant fait aux frégates le signal de conduire le vaisseau hors du feu, une d'elles, le *Richemond*, capitaine de Mortemart, qui avait pu rallier la flotte de combat, vint intrépidement se placer sur son avant et elle lui donna une remorque. Quelques vaisseaux anglais, mettant à profit la brise qui soufflait en ce moment, gouvernèrent sur le *Glorieux*. Le lieutenant de vaisseau Trogoff de Kerlessi, qui en avait pris le commandement, fit couper la remorque, ne voulant pas accepter le dévouement de cette frégate qui se serait perdue en voulant le sauver.

Un petit-cousin du vicomte de Mortemart, le général de Rochechouart, a inséré dans l'histoire de sa maison, le curieux récit suivant qui fait ressortir la part glorieuse prise par le commandant du *Richemond* :

« Dans un des salons du Ministère de la Marine, à Paris, « on voit un tableau du vaisseau commandé par le vicomte « de Mortemart, amarré au *Glorieux*, qu'il essaie d'en- « traîner, malgré le feu de trois gros vaisseaux anglais qui « l'entourent. Le commandant du *Glorieux*, ayant son bâti- « ment complètement désarmé, jugeant qu'il ne peut « échapper à sa destinée, après avoir inutilement fait signal « au vicomte de lâcher sa remorque, de peur de l'entraîner « dans sa perte, coupe lui-même l'amarre qui l'attachait au « *Richemond*. Cette manœuvre ayant détaché ce dernier du « *Glorieux* du lien qui ralentissait sa marche, le vicomte « de Mortemart se trouva tout à coup poussé à pleines voiles « au milieu des vaisseaux ennemis, contre lesquels il lâcha « toutes ses bordées. Ce trait de courage causa une telle « admiration aux Anglais, qu'au lieu de répondre par le feu

(1) *Mémoires du duc des Cars*. Paris, Plon, 1900, I, p. 224.

« de toute leur artillerie, qui pouvait l'anéantir, ils cessèrent de tirer sur lui, et l'on voit leurs équipages le saluer en passant par des hourras unanimes. Hommage peut-être unique rendu à l'intrépidité de ce brave marin. Une copie de ce tableau existe, m'a-t-on dit, au Musée de la Marine, à Brest (1). »

D'autre part, la bataille de la Dominique continuait. Mais malgré une défense héroïque, le *Glorieux*, l'*Hector*, l'*Ardent*, en ruines, furent forcés de se rendre. Il en fut de même de la *Ville de Paris*, battant pavillon du comte de Grasse. L'amiral fut fait prisonnier, et son successeur en tête de la flotte, le chef d'escadre, marquis de Vaudreuil, put néanmoins rallier et sauver les vaisseaux combattants. Il envoya le vicomte de Mortemart à Versailles, porter à la fois les nouvelles des efforts héroïques, mais aussi du désastre.

Comme dit M. le capitaine Chevalier dans son *Histoire de la Marine* (2) : « la bataille de la Dominique est l'événement maritime le plus considérable de la Guerre de l'Indépendance. » Mais, le comte de Grasse attribuant l'échec à la non-exécution de ses ordres, un Conseil de guerre fut tenu pour juger les officiers.

De l'arrêt du Conseil, en mars 1784, il y a lieu, ici, de retenir ce qui concerne nos Limousins ; voici :

« Le Conseil de guerre témoigne tous ses regrets sur la perte de M. le baron d'Escars (3), capitaine, commandant le vaisseau *Le Glorieux*, et loue sa mémoire, ayant fait

(1) *Histoire de la Maison de Rochechouart*, par le général de Rochechouart, t. II, p. 184. — Obligeamment communiqué par M. le docteur Marquet, maire et député de Rochechouart, qui avait cité ce trait de bravoure, dans son discours de la Félibrée de Rochechouart, le 22 septembre 1912, rappelant les illustrations de cette maison.

(2) *Histoire de la Marine française pendant la Guerre de l'Indépendance américaine*, par E. Chevalier, capitaine de vaisseau (Paris, 1877, pp. 289-310), qui nous a servi à retracer ce récit de la bataille de la Dominique, dite aussi des Saintes.

(3) Tantôt le titre de baron, tantôt celui de vicomte est donné à M. d'Escars.

« une vigoureuse défense jusqu'à 9 heures du matin, le
« dit jour, époque à laquelle il a été tué, ayant été succes-
« sivement combattu par l'amiral anglais, et à son matelot
« d'arrière, qui ont laissé son vaisseau sans mâts quel-
« conques.

« Décharge de toute accusation Jean-Honoré de Trogoff
« de Kerlessi, lieutenant de vaisseau, ayant pris le com-
« mandement du vaisseau, à la place du baron d'Escars, le
« dit jour, 12 avril.

« Loue pareillement la conduite des officiers de terre et
« de mer qui l'ont bien secondé dans sa défense, ainsi que
« l'équipage du dit vaisseau, qui ont combattu avec courage
« et fermeté et qui, par cette considération, méritent éga-
« lement les grâces du Roi.

« Le Conseil de guerre loue et a loué la mémoire de
« M. le vicomte de Mortemart, commandant la frégate *Le*
« *Richemond*, ayant été infiniment utile le dit jour, 12 avril,
« par sa manœuvre hardie et distinguée en prenant le *Glo-*
« *rieux* à la remorque, qu'il a conservé avec opiniâtreté
« sous le feu de l'ennemi, ne l'ayant abandonné qu'après
« les ordres réitérés de M. de Trogoff, commandant le *Glo-*
« *rieux*, qui voyait que cette frégate allait être entourée.
« Cette action hardie et valeureuse justifie les regrets que
« le corps conserve d'avoir perdu ce brave militaire (1).

« Décharge de toute accusation Joseph-Louis de Canil-
« lac, embarqué en qualité de lieutenant de vaisseau en
« second sur la dite frégate (2).

(1) A ce moment, en effet, le vicomte de Mortemart était décédé, comme on le verra dans les notes biographiques données plus loin sur sa courte et glorieuse carrière.

(2) Nous aurions bien voulu identifier cet officier qui était, en avril 1778, enseigne du *Guerrier* (Flotte d'Estaing), et le rattacher à la famille limousine Montboissier-Beaufort-Canillac : cette maison était originaire de l'Auvergne, mais substituée depuis deux à trois siècles aux noms et titres et armes de Beaufort-Canillac par vertu d'une donation faite par Jacques de Beaufort, vicomte de Canillac (Laroche-Canillac, chef-lieu de canton actuellement, arrondissement de Tulle, Corrèze), à son filleul et neveu Jacques de Montboissier, fils de Jean III de Montboissier et d'Isabeau-Roger de Beaufort. Plusieurs

« Sur le surplus des demandes des parties, les met hors de cause et de procès (1). »

En somme, comme cette dernière phrase de l'arrêt l'indique, c'était l'acquittement de tous les valeureux — et malheureux officiers de la bataille de la Dominique.

III

L'ESCADRE DE TERNAY. — L'escadre du comte de Ternay fit partie de l'armée de Rochambeau. Son chef, Charles-Henri d'Arsac, dit le chevalier puis comte de Ternay, mourut en Amérique, le 15 décembre 1780. Nous trouvons dans les équipages :

Le Duc de Bourgogne (1780 à 1783), sur lequel il y avait le lieutenant de vaisseau BARTHON DE MONTBAS (2).

Le Souverain (de septembre 1779 à janvier 1781), l'enseigne de vaisseau de LOMÉNIE (3).

Le Neptune (février 1780 à juin), le lieutenant de vais-

membres de cette famille ont pris seulement le nom et le titre de Canillac.

Le lieutenant de vaisseau du *Glorieux* avait dans cette maison un autre marin, Charles de Montboissier-Beaufort-Canillac, mort le 22 mai 1836, à l'âge de 82 ans, contre-amiral en retraite, d'après Chambon, *Notes et Documents sur la Famille de Montboissier-Beaufort-Canillac* (Paris, 1907).

(1) Arrêt publié par le capitaine Chevalier, *loc. cit.*, pp. 318-320.

(2) La famille Barthon possédait depuis le xiv^e siècle la vicomté de Montbas en Limousin, actuellement lieu dit de la commune de Gajoubert, canton de Mézières-sur-Issoire (Haute-Vienne) — voir Nadaud, *Nobiliaire du Limousin*, I, p. 142, généalogie des Barthon de Montbas; — mais elle était, au xviii^e siècle, établie à Bellac (actuellement chef-lieu d'arrondissement (Haute-Vienne), où elle remplissait des fonctions éditaires et administratives. Trois membres de cette famille ont été évêques de Lectoure au xvi^e siècle, et un, évêque de Limoges; elle s'est éteinte en la personne du vicomte Alfred de Montbas, décédé en 1871.

(3) Cet enseigne ne peut qu'être le garde de pavillon de Loménie, qui servit d'abord sur le *Languedoc*, de l'amiral d'Estaing, et que nous avons mentionné. Il n'y a pas d'autres marins dans la famille, à son époque.

seau de BEAUPOIL DE SAINT-AULAIRE (1); le novice Léonard LESAGE, de Limoges.

Sur ces diverses escadres, il serait intéressant de calculer le nombre des Limousins en proportion du nombre total des marins de toutes les autres provinces : il est vrai que les listes publiées contiennent seulement les lieux d'origine de subalternes et non ceux des officiers, aumôniers, chirurgiens, etc. C'est une curiosité cependant que tant d'hommes de mer soient originaires d'un pays si éloigné des côtes.

Notons qu'on n'a pas porté en compte les corps de troupes d'infanterie qui servaient sur les navires. Parmi leur contingent, nous aurions certes à signaler plusieurs compatriotes, comme sur *le Saint-Esprit*, le chevalier de LA ROCHE-AÏMON (2), lieutenant du Beaujolais, « dont le mérite, assure le marquis de Chabert, commandant du vaisseau, répond à la naissance » dans la citation après le combat du 5 septembre 1781 (3).

Signalons également Antoine Jean-Baptiste AUBUGEOIS dit Delaborde, « alors volontaire d'honneur de 1^{re} classe (dit-il) à bord des vaisseaux de ligne sous les ordres de Guichen, D'Orvilliers, La Motte-Picquet et Louis Cordova, qui com-

(1) Jacques de Beaupoil de Saint-Aulaire, né à Pons, le 13 novembre 1744, garde de marine, 29 avril 1752, lieutenant de vaisseau, 4 avril 1777, capitaine, 1^{er} janvier 1792, émigra; retraité avec le brevet de contre-amiral, 31 décembre 1814 (cf. Lacour-Gayet, *op. cit.*, p. 646). La famille Beaupoil possédait, depuis le xiv^e siècle, les seigneurie et château de Saint-Aulaire (aujourd'hui commune du canton d'Ayen, Corrèze), dont elle portait le nom; de là elle étendit maints rameaux dans toute la région, et au loin; elle possédait plusieurs marins parmi ses membres, à cette époque. Ainsi dame Françoise-Jumine Coquard, baronne de Beaupoil, veuve de messire Antoine, baron de Beaupoil Saint-Aulaire, ancien lieutenant des vaisseaux du roi, chevalier de Saint-Louis, fut représentée en 1789 aux États du Limousin, pour la sénéchaussée de Saint-Yrieix (cf. Nadaud, *Nobiliaire*, IV, p. 676).

(2) La Roche-Aymon, château, commune d'Évaux (Creuse), qui a été le berceau d'une importante famille de ce nom (cf. Nadaud, *Nobiliaire du Limousin*, IV, p. 32).

(3) Le vicomte de Noailles, *op. cit.*, p. 388.

battit les fiers insulaires jusqu'à la paix » ; né à Magnac-Laval le 16 janvier 1748, fils de François, docteur-médecin et de Catherine-Thérèse Chadenie, il avait d'abord servi à la compagnie des gendarmes d'ordonnance de Berry. A l'époque de la Révolution, il fut successivement maréchal-des-logis de gendarmerie dans la Haute-Vienne, adjoint aux adjudants-généraux, adjudant-général à l'armée du Rhin, et général de brigade en 1794. Retraité l'année suivante, il prit part ensuite à l'expédition de Sardaigne et commanda le 9^e bataillon de vétérans. Il avait reçu plusieurs blessures par coups de sabre et de baïonnette. Il mourut à Rochefort le 14 mars 1811. Il s'était marié, le 19 floréal an III (8 mai 1795), avec M^{lle} Marguerite Cerclier, du Dorat, et ne laissait pas de postérité (1).

D'autres, non portés sur les états, rejoignirent les flottes d'Amérique pour remplacer les décédés ou blessés, ou permutèrent avec les premiers embarqués.

Ainsi le lieutenant de vaisseau GREEN DE SAINT-MARSAULT, sur le *Magnifique*, de l'armée d'Orvilliers, qui, garde de marine le 12 décembre 1755, lieutenant le 24 mars 1772, devint capitaine de vaisseau le 9 mai 1781 et mourut cette même année à la Dominique. Il avait deux frères au service et était fils d'un major garde-côtes de Granville (2).

Mentionnons enfin l'enseigne de LOSTANGES (3) qui, dans le combat héroïque de la frégate *La Surveillante* contre la frégate anglaise *Le Québec*, eut un œil crevé et reçut une blessure au bras le 6 octobre 1779, à la hauteur d'Ouessant.

(1) Arch. adm. Guerre. Officiers généraux, n° 534.

(2) Lacour-Gayet, *op. cit.*, p. 623. Famille Grain ou Green de Saint-Marsault, établie depuis le xv^e siècle au château du Verdier, près Eyburie (Corrèze). Un autre frère avait été lieutenant de vaisseau également dans l'armée d'Orvilliers (1778) sur le *Saint-Michel*, garde le 17 septembre 1751, lieutenant 1^{er} octobre 1764, capitaine 13 mars 1779, mort à Brest 2 janvier 1781. Ils appartenaient à une branche fixée en Anis.

(3) Issu d'une famille originaire de Lostanges (aujourd'hui chef-lieu de commune, canton de Beaulieu (Corrèze), d'où sont sortis les seigneurs de Saint-Alvère, de Cadrieu, de Bédurier et de Pailhès.

Il obtint du Trésor royal, le 20 octobre, une pension de trois cents livres, en considération de sa belle conduite dans cette circonstance et fut fait chevalier de l'Ordre de Saint-Louis à l'âge de 19 ans.

NOTES BIOGRAPHIQUES

Voici, par ordre alphabétique, les notes biographiques complémentaires que nous avons pu recueillir sur quelques-uns de ces officiers de marine :

BARTHON DE MONTBAS (deux officiers, le lieutenant de vaisseau et le garde de marine) : 1° Gabriel-François-Xavier Barthon, marquis de Montbas, né à Bellac, le 28 janvier 1741, fils de messire Pierre-Louis-Jean Barthon, comte d'Oranville, Morthomar, du Haut et du Bas-Monteil et d'Escurot, et de Anne-Marguerite Faurien (1). Tonsuré, puis garde de marine, 1757; enseigne, 18 août 1767; lieutenant de vaisseau, 14 février 1778; lieutenant-colonel, 15 septembre 1782; capitaine de vaisseau, 1^{er} mai 1786, commandant *le Lévrier*, escadre de Guichen; chevalier de Saint-Louis, 3 novembre 1778. Mort le 25 juin 1787, à Rochefort où il s'était marié en 1771, à une veuve du Mesnil. (Cf. *Nobiliaire* de Nadaud, et Lacour-Gayet, *op. cit.*, p. 605.)

2° Le vicomte de Montbas, probablement frère du précédent. Enseigne de vaisseau, il fut blessé à la bataille de la Dominique, 12 avril 1782 (Capitaine Chevalier, *op. cit.*, p. 300, note). Chevalier de Saint-Louis en 1814.

DURAT (Comte de). — Le chef de division et major-général

(1) Archives communales de Bellac. Renseignements fournis par M. Calcat, président de la Société archéologique de Bellac, « *Le Dolmen-Club* ».

des troupes de débarquement, Jean-François comte de DURAT, que nous avons mentionné, avait été nommé en cette qualité par le comte d'Estaing par brevet du 27 juin 1779, après s'être embarqué avec les troupes, le 1^{er} octobre 1778. La division qui lui était destinée, composée des bataillons du Hainaut et de Foy, n'ayant pu être débarquée pour l'attaque de La Grenade, le vice amiral lui donna le commandement de son avant-garde, avec laquelle il attaqua le retranchement dit de l'Hôpital, le 3 juillet 1779 ; il fut nommé le lendemain gouverneur-lieutenant-général de la même île par brevet provisoire du comte d'Estaing, qui se termine ainsi : « Les troupes qui, par leur bravoure, viennent de conquérir la colonie, s'y verront commandées avec plaisir par celui qui en a aplani les difficultés par ses talents et par sa valeur. » — Le roi confirme la nomination par brevet du 20 septembre de la même année.

Et lorsqu'il quitta son poste, la *Gazette royale de la Grenade*, du jeudi 14 novembre 1782, s'exprime ainsi :

« De Fort-Royal, le 14 novembre : M. le comte de Durat s'est embarqué lundi dernier pour Ostende, sur le navire *Le Vriendschaps*. Il avait accompagné M. le comte d'Estaing, lors de la conquête de cette île, en qualité de major-général de l'armée, et commandait l'avant-garde de celle des trois divisions qui pénétra la première dans les retranchements du môle de l'Hôpital. Nommé gouverneur dans les circonstances les plus critiques, il sut pourvoir à la sûreté du dehors, concilier au dedans tant d'intérêts opposés, prévenir de nouvelles sources de divisions, et ses travaux ont été récompensés par la paix et la prospérité dont il a vu jouir cette colonie. Enfin son équité, sa modération, et tant d'autres qualités qui l'ont rendu cher également aux anciens et nouveaux sujets, feront du temps de son gouvernement une époque précieuse et mémorable dans l'histoire de cette colonie. »

— Nous signalerons, sur les origines et états de services du comte de Durat, les détails suivants :

Né, le 3 octobre 1736, au château de Vauchaussade, paroisse du Compas — actuellement commune du canton d'Au-

zances, arrondissement d'Aubusson (Creuse); — deuxième fils de Annet-François Durat de La Serre, chevalier, seigneur de Vauchaussade, La Serre, La Mane, Villevaleix (qui décéda maréchal de camp en 1769), et de René-Rose de Vallot du Meny; appartenant à une vieille famille du pays de Combrailles, connue dès le ^{xiii}^e siècle.

Enseigne au régiment de Royal-Marine, 12 juin 1751; lieutenant, 28 janvier 1753, et lieutenant de grenadiers, 6 novembre 1754, au dit corps; prit part alors au siège de Mahon, et se distingua à l'assaut de cette forteresse. Volontaire-ingénieur au service de M. Bourrut à Grenoble, bien qu'il appartint encore à l'infanterie, en 1755; capitaine au régiment de Royal-Marine, 10 novembre 1756; commandant les pièces dites de Rostaing à l'expédition d'Irlande, 1759; employé aux diverses batteries des côtes de Bretagne et de Normandie, de 1760 à 1762; embarqué avec son régiment pour l'Amérique, le 17 avril 1763; employé comme officier supérieur d'artillerie par le marquis de Fénélon, gouverneur de la Martinique, pour la remise des effets d'artillerie par les Anglais; employé par le même gouverneur, depuis la même époque, comme aide-major-général de la Martinique, jusqu'à l'arrivée de M. de Bellecombe, nommé à cette place par le roi, en 1764; aide-major du régiment royal de la Marine par brevet du 10 février 1764; repassé en France pour cause de santé en 1767; major du régiment de Bourgogne-Infanterie par brevet du 1^{er} mars 1774; chevalier de Saint-Louis, 19 avril 1774; commandant un bataillon d'infanterie, au rassemblement de Metz en 1775; colonel en second du régiment de Cambrésis, par commission du 1^{er} mars 1778; parti alors avec ce grade pour l'Amérique.

Étant encore à La Grenade, nommé maître de camp des grenadiers royaux du Lyonnais, 11 novembre 1782; brigadier des armées, 1^{er} janvier 1784; maréchal de camp, 9 mars 1788.

Trente sept ans de services, dont huit passés aux colonies ou sur les vaisseaux du roi, avec quatre ans de campagnes de guerre, non compris l'expédition de Mahon. Retour d'Amé-

rique, pensionné sur le Trésor royal, département de la Marine et des Colonies, de la somme de 4,523 livres 12 sous, qui fut réduite de 3 dixièmes en 1787, à 3,200 et quelques livres.

Titre seigneur des Portes, de Bruxerolles, de Vauchaus-sade, de Segondat, Villevaleix, La Mane, etc., à la suite de la succession de son père, et par suite de deux mariages consécutifs : 1^o avec sa cousine Constance de Durat, 15 juin 1773 ; 2^o avec Marie-Jeanne-Louise de Bosredon, dont il a eu Sébastien-Henri de Durat, né à Bussière-Nouvelle (Creuse), le 3 février 1788, ancien élève de l'École militaire de Fontainebleau, sous-lieutenant au 34^e de ligne, mort des blessures qu'il avait reçues à la bataille d'Iéna.

Mort au château de Vauchaussade, 20 janvier 1830.

(Cf. Arch. adm. Guerre, Maréchaux de camp, dossier n^o 3,557, et *Nobiliaire* de Nadaud, tome II, pp. 87-89.)

DUROYS DE CHAUMAREIX. — L'enseigne Duroys de Chaumareix (Jean-Hugues), natif de Vars, fils de messire Duroys de Chaumareix et de Marguerite de Vertamont.

Il passa ensuite au régiment d'Hector, régiment d'émigrés levé par le comte d'Hector, ancien chef des armées navales, et composé presque entièrement de matelots et d'officiers de l'ancienne Marine royale.

Échappé, par suite d'aventures, à l'hécatombe de Quiberon — ainsi qu'il l'a raconté dans un écrit imprimé et récemment réédité, — il rentra en France après l'amnistie accordée aux émigrés, et résida à la Vidalie, paroisse de Saint Cyprien (Corrèze). — Cf. Jean de Saint Germain, *M. de Chaumareix à Quiberon*, dans le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, XXXIII, pp. 17-50.

Ayant repris du service dans la Marine, à l'époque de la Restauration, il commanda la frégate *La Méduse*, qui échoua, le 2 juillet 1816, vers les trois heures après-midi, sur le banc d'Arguin (côte d'Afrique), et se perdit entièrement le 5 juillet, vers trois heures du matin. Il fut condamné, le 3 mars 1817, par le Conseil maritime de Rochefort, à la

majorité de cinq voix sur huit, à être rayé de la liste des officiers de la Marine et à ne plus servir, et déclaré à l'unanimité coupable de l'échouage de sa frégate dont la perte s'en suivit. Quant à la circonstance de l'abandon de cette frégate et du radeau, le Conseil de guerre, à la majorité de sept voix sur huit, le déclara coupable et le condamna, par cinq voix sur huit, à trois ans de prison militaire.

Comme ce capitaine de frégate était chevalier des Ordres de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, il fut dégradé et rayé des matricules des deux Ordres.

ESCARS (chevalier, baron puis vicomte d'). — Jean-François était le second fils de François-Marie, comte d'Escars, ou des Cars — on trouve simultanément les deux formes de noms portés à la fois par la famille, — et d'Émilie de Fitz-James, fille du maréchal de Berwick. Il naquit très probablement, comme ses frères, au château des Cars, en Limousin, et porta d'abord le petit collet.

Garde-marine en 1754, enseigne de vaisseau trois ans plus tard, lieutenant de vaisseau en 1765 et capitaine de vaisseau en 1777, il avait reçu, le 8 juillet 1774, la croix de l'Ordre de Saint-Louis en récompense de douze compagnes et trois combats, notamment le combat de Lagos, sur le *Souverain*, au cours duquel il avait eu le visage brûlé, en 1758. Il commanda, en 1779, la frégate *La Prudente*, escadre d'Orvilliers, dans la campagne de la Manche, où il servit d'éclaireur pour reconnaître la flotte anglaise près l'île de Wight, puis se rendit à la Martinique, et soutint le 2 juin, devant la Jamaïque, un combat de trois quarts d'heure, contre une escadre à laquelle il fut obligé de se rendre.

Son frère cadet, le futur duc des Cars, a ainsi raconté cette affaire :

« Il commandait alors la station des frégates de Saint-Domingue, et purgeait les côtes de cette colonie des corsaires ennemis. Il finit cette campagne par le combat de sa frégate contre un vaisseau de cinquante canons, une frégate du même rang que la sienne et un cutter. Se trouvant

à portée de pistolet du vaisseau *Le Rubis*, une bordée de sa frégate tua le capitaine anglais, rasa presque tous ses gaillards ; le peu d'équipage qui ne fut pas tué ou blessé descendit en bas. Mon frère allait prendre le vaisseau à l'abordage, lorsqu'une volée de la frégate anglaise jeta ses trois mâts à bas et remplit sa cale de six à sept pieds d'eau ; dans cette position, il fut forcé de se rendre ; toutes ses hardes et ses bijoux furent pris et il fut conduit à la Jamaïque. Le capitaine de frégate qui l'amarina (1), lui dit : « Que prétendiez-vous donc, Monsieur le vicomte, de combattre si longtemps contre trois bâtiments ? — Vous mener à Saint-Domingue, répondit mon frère. »

« A la Jamaïque, l'amiral Parker et tous les officiers de marine le reçurent avec la plus grande distinction. L'amiral voulait lui faire rendre ce qu'on lui avait pris, mon frère n'exigea que la restitution d'une excellente lunette anglaise.

« Lorsque le roi apprit les détails de ce combat, il ne cessa de parler de cette action avec tous les éloges qu'elle méritait (2). »

Le vicomte des Cars fut compris dans un échange de prisonniers et revint en France. Son arrivée fut apprise à son frère, le baron, par le roi qui renouvela encore ses éloges sur la glorieuse défense de la frégate *La Prudente*. Quinze jours environ s'écoulèrent entre son débarquement à Rochefort et son arrivée à Paris. Tous les jours le roi demandait s'il était de retour, tous les jours il reparlait de lui devant tout le monde de manière à faire croire qu'il le recevrait avec la plus grande distinction. Ce fut plutôt une déception, car Louis XVI était d'une timidité incroyable devant les gens qu'il ne voyait pas habituellement, et quand ses frères lui présentèrent le héros dont il ne cessait de faire les éloges, il ne sut que lui dire et s'en tira d'une façon très ridicule. Aussi, vexé, le marin ne remit plus les pieds à Versailles pendant le séjour qu'il fit à Paris, et ses frères

(1) Amariner un bâtiment ennemi, c'est en prendre possession et faire flotter sur sa poupe le pavillon vainqueur.

(2) *Mémoires du duc des Cars*, I, p. 204.

eurent bien de la peine à le déterminer à prendre congé du roi quand il partit prendre le commandement du *Glorieux*, dans l'escadre du comte de Grasse (1). On a vu qu'il fut tué le 12 avril 1782, au combat livré à l'amiral Rodney, à la hauteur de la Dominique (2).

LOSTANGES (L'enseigne de). — Arnauld-Louis-Charles-Rose de Lostanges, né à Versailles le 30 novembre 1759, mais issu d'une vieille famille du Limousin, comme nous l'avons indiqué plus haut, était fils d'un brigadier des armées du Roi, mestre de camp de ses cuirassiers et premier écuyer de Madame. Garde marine en 1775, enseigne deux ans plus tard, il fut promu lieutenant le 4 avril 1780 et major de vaisseau à la fin de 1786. Retiré pour raison de santé en 1791, il reprit du service en 1803 et commanda la flottille du Danube en 1805. Détaché à Venise, il passa ensuite au service de Naples dont il dirigea la marine. Il mourut à Nice le 19 novembre 1836.

LOMÉNIE (L'enseigne de vaisseau et le garde de marine). — L'arrière-petit-fils de Martial de Loménie, sieur de Faye en Limousin, Pisord-François de Loménie — né le 11 février 1711 ; enseigne des galères en 1738, puis capitaine du port à Marseille en 1757, chevalier de Saint-Louis, mort depuis 1764, — eut de Victoire-Suzanne Bade (de famille génoise, née à Marseille en 1734), avec qui il s'était marié le 19 juin 1757, comme 2^{me} enfant : l'officier de marine en question, Charles de Loménie, né à Marseille en 1760, qui fut chevalier de Malte en 1783 et parvint au grade de major de vaisseau en 1787 ; il quitta l'Ordre et épousa Marie-Catherine-Geneviève Cairon de Merville. Il fut décapité, avec ses deux autres frères, le 10 mai 1794 (Notes d'après les archives de la famille).

(1) *Mémoires du duc des Cars*, I, pp. 221-223.

(2) Cf. pour ses états de services, Lacour-Gayet, *op. cit.*, p. 656, et *passim*.

MORTEMART (Victurnien-Henri-Elzéar de Rochechouart, vicomte de), fils de J.-B. Victor de Rochechouart, marquis de Blainville, comte, puis duc de Mortemart, et de Éléonore-Gabrielle-Louise-Françoise de Crux, sa cousine, naquit à Paris, le 11 juillet 1756, et fut baptisé à Saint-Sulpice. Il entra dans la marine où se distinguaient plusieurs membres de sa famille, tels le maréchal de Vivonne, son trisaïeul, et le vicomte de Rochechouart, son cousin (1).

Garde de marine, le 28 mai 1771; lieutenant de vaisseau le 13 mars 1779 et nommé au commandement des corvettes *La Flèche*, armée à Toulon, puis *L'Aigrette*, il prit part aux guerres d'Amérique, comme nous l'avons vu.

Peu après avoir rendu compte de la bataille des Saintes, à Versailles, il retourna à Brest comme capitaine de vaisseau, prendre le commandement de la *Nymphe*, et alla à la Martinique. Dans une de ses croisières, secondé par la frégate *L'Amphitrite*, il osa attaquer un vaisseau anglais de 60 canons, *L'Argo*, dont il s'empara, mais ce vaisseau lui fut pris deux jours après par l'*Invincible*, armé de 74 canons. La paix était signée, le capitaine de vaisseau allait revoir sa patrie, quand une maladie aiguë l'enleva inopinément, le 17 mars 1783, à Port-au-Prince (Saint-Domingue), privant

(1) Voici, d'après Lacour-Gayet, *Histoire de la Marine militaire sous Louis XV* (Paris, 1902, pp. 525-526), et *Histoire de la Marine militaire sous Louis XVI (passim)*, et selon les *Archives de la Guerre*, le curriculum du vicomte de Rochechouart : Garde de marine, 1741; enseigne de vaisseau, 1746; convoyant une flotte pour la Martinique, prit part, en 1747, au combat sous le môle Saint-Nicolas, et à la prise du *Severn*; lieutenant de vaisseau et chevalier de Saint-Louis, 1757; brigadier des armées navales, 1771; chef d'escadre, 1776; lieutenant-général des armées navales, 1782. Ses campagnes secondèrent les guerres de l'Indépendance, sans cependant avoir lieu en Amérique. Le vicomte de Rochechouart commanda en effet successivement : la *Tourterelle*, 1775, escadre de Guichen; l'*Auguste*, pour la campagne de la Manche, puis le *Duc de Bourgogne* et la deuxième division de l'escadre blanche et bleue, de l'armée navale d'Orvilliers, mais par suite d'ordres incomplets il se trouva absent lors du combat d'Ouessant et faillit être traduit en Conseil de guerre. Ensuite il fut

la Marine française d'un jeune officier promettant le plus bel avenir.

Cf. *Biographie universelle*, 1821, t. XXX, p. 213, et la *Généalogie de la Famille de Rochechouart*, p. 236, du *Dictionnaire généalogique du P. Anselme* (supplément), t. IX, par Pottier de Courcy, et Lacour-Gayet, *Histoire de la Marine militaire sous Louis XVI*, p. 612.

JOSEPH DURIEUX et LOUIS DE NUSSAC.

(A suivre.)

de l'expédition de Cadix, commandant le *Majestueux* (110 canons) et une frégate partie de Toulon (2 juillet 1781), et prit part à la croisière sur les côtes de France, avec une armée combinée franco-espagnole, contre les Anglais. Le 23 septembre, Guichen lui remit le commandement de l'escadre. Il participa ensuite au siège de Gibraltar, resté malheureusement infructueux. Il ne dut pas son avancement à sa naissance autant qu'on pourrait le supposer, car ses états de services aux bureaux de la Marine sont annotés de la manière suivante : « Le vicomte de Rochechouart a beaucoup servi et commandé, mais sa naissance, beaucoup moins que ses talents, le porte à l'avancement. »

Le maréchal de Vivonne, Louis-Victor de Rochechouart, général des Galères, s'était distingué à l'expédition de Candie (1669).

BRUNE ET THOUMAS

La Campagne de Hollande en 1799 et la Capitulation d'Alkmaer signée par le duc d'York et le général Brune jugées par Napoléon et le général Thoumas.

Le 26 octobre dernier a eu lieu à Laurière (Haute-Vienne) l'inauguration du monument élevé à la mémoire du général Thoumas, l'actif et dévoué directeur de l'artillerie du Gouvernement de la Défense nationale et écrivain militaire distingué.

A cette occasion, il ne paraîtra pas sans doute hors de propos de rappeler l'appréciation de ce général limousin sur notre compatriote, le général Brune, au sujet de la campagne de Hollande et particulièrement de la capitulation d'Alkmaer qui a terminé cette campagne, appréciation qui diffère sensiblement de la critique de Napoléon.

Brune, général en chef de l'armée d'Italie pour la première fois, fut nommé par le Directoire à l'armée de Hollande dont il prit le commandement le 20 nivôse an VII (8 janvier 1799). Une flotte anglaise de 250 voiles, dont 90 bâtiments de guerre, avait débarqué au Helder. 30,000 Anglais et 17,000 Russes sous les ordres du duc d'York. Brune rassemble ses troupes dispersées, deux divisions bataves et une française, se fortifie dans la presqu'île du Zyp où il

reçoit l'attaque des alliés, qu'il bat à Bergen et à Castricum ; enfin, il oblige le duc d'York à signer la capitulation d'Alkmaer, 26 vendémiaire an VIII (18 octobre 1799), en vertu de laquelle les Anglo-Russes durent se rembarquer, et on nous rendait sans échange 8,000 prisonniers faits dans les campagnes précédentes.

« Il est assez naturel, dit le général Thoumas dans son beau livre sur « Les Capitulations », que, pour débarrasser plus vite un pays des armées qui l'ont envahi, on accorde à ces armées des conditions acceptables, au lieu de prolonger par des exigences trop fortes une occupation dont le pays doit souffrir. C'est ce qui justifie la convention conclue en octobre 1799 entre le général Brune et le duc d'York. Napoléon, dans ses *Mémoires*, critique cette convention. Le général Brune, dans la guerre de 1799, n'avait pas pour mission de détruire le plus complètement possible l'armée ennemie, mais de protéger la Hollande. Son principal but devait être de la débarrasser sans retard de l'armée d'invasion. »

Suivant Napoléon, « cette convention fut une grande faute. On était à la mi-octobre ; la mer était déjà très mauvaise dans ces parages. Le duc d'York n'avait que 25,000 combattants sous la main ; il y avait eu 16,000 hommes mis hors de combat par les batailles et les maladies. Le Zyp est une bonne position, mais elle n'est pas de nature à mettre une armée battue et inférieure en sûreté contre des attaques réitérées et soutenues par une artillerie nombreuse. Brune avait à sa disposition trois ou quatre cents bouches à feu de 12, des obusiers, des mortiers, etc. Il y avait qua-

rante compagnies de canonniers hollandais dans les places. Il aurait pu forcer l'armée anglo-russe à se rejeter en désordre sur le Helder. Une fois que la confusion commence à se mettre dans un corps d'armée en retraite, les suites en sont incalculables, plus encore pour une armée anglaise que pour toute autre. Brune a préféré, suivant le proverbe, de faire à l'ennemi un pont d'or. »

Il faut ajouter, pour l'excuse de Brune que, dans un moment où la République française semblait à deux doigts de sa perte, il venait d'obtenir un succès presque inespéré et qu'il ne voulut pas le compromettre. Il fut dans cette circonstance un des sauveurs de la France. Cette même convention d'Alkmaer fit d'ailleurs jeter les hauts cris en Angleterre et souleva des émeutes dans la ville de Londres.

« Après Marengo, dit encore le général Thoumas, Bonaparte, comme cela lui est arrivé plus d'une fois, prit le parti qu'il a blâmé chez d'autres. Certes, il lui eût été plus facile de détruire l'armée autrichienne, qu'il ne l'avait été à Brune d'écraser les Anglo-Russes après la bataille de Bergen et le combat de Castricum. Il préféra, avec raison, obtenir, sans nouvelle effusion de sang, le résultat qu'il était venu chercher : la possession de Gênes et de la Lombardie. La convention d'Alexandrie fut donc signée le lendemain même de la bataille de Marengo. »

Quoi qu'il en soit, les lois des 19 et 21 vendémiaire et 3 brumaire an VIII déclarèrent que l'armée de Batavie, commandée par le général en chef Brune, avait bien mérité de la patrie. Un décret du corps législatif batave du 21 brumaire an VIII exprima la

reconnaissance du pays et son admiration pour la sagesse et l'héroïsme de Brune. La République batave lui offrit un sabre d'honneur. De son côté, le Ministre de la Guerre, Alexandre Berthier, lui annonça que le gouvernement consulaire accordait une armure complète, comme récompense de sa conduite en Hollande, à celui qu' « il regardait comme une des plus fortes colonnes de la République ». Quant à Napoléon lui-même, voici l'opinion qu'il exprima alors sur les résultats de cette campagne : « Brune fut, à juste titre, proclamé le sauveur de la République batave. Les Romains lui eussent décerné les honneurs du triomphe. En sauvant la Hollande, il a sauvé la France de l'invasion. »

Colonel V. DE CONCHARD.

LES
Annales de Larche
EN BAS-LIMOUSIN

Jusqu'à la Révolution

CHAPITRE TROISIÈME

La Juridiction de Larche — (Suite)

2° Lieutenants

Le lieutenant était l'officier de juridiction qui venait immédiatement après le juge et tenait sa place en cas d'empêchement ou d'absence. Il remplissait les fonctions du juge-suppléant de nos jours. Nous pouvons citer :

Jacques Marchant « lieutenant ordin^{re} de la juridiction du p^{nt} lieu », en 1620. Né à Larche, le 22 juillet 1581, il était fils d'Anthoyne Marchant et de Catherine Escoyne. Il se maria, le 2 février 1608, avec Guilhaumette du Pouch, fille de François Pouch, avocat en la cour et parlement de Bordeaux et de Jehanne de Moncourier, après contrat reçu par Jehan Pomarel, notaire royal à Pazayac, le 29 janvier précédant.

De cette union sont issus dix enfants, dont il a eu soin de consigner lui-même la naissance dans un livre de raison (1).

(1) 1° Pierre, né le 25 décembre 1608, décédé le 25 janvier suivant ; — 2° Jehanne, née le 7 septembre 1610 ; — 3° Marie, née le 24 septembre 1612, qui épousa Arnaud Marchant, de Terrasson ; — 4° autre Jehanne, née le 29 avril 1615 ; — 5° Jacques, né le 15 mai 1618. Parrain : Jacques du Pouch, docteur en médecine, beau-frère aîné. Jacques Marchant, père du nouveau-né. Cet enfant embrassa de bonne heure la carrière militaire, qu'il abandonna en 1643, à la mort de son parrain qui l'instituait son héritier universel, à la condition qu'il porterait le nom de Pouch. Ce fut là l'origine de la branche des Marchant du Pouch, sieur de Lavivie. Sa présence aux armées valut à son père la dispense de logement des gens de guerre : « Nous Henry de Noailles comte d'Ayen certifions à tous qu'il appartiendra que Jacques Marchant a servy le Roy l'espasse de cinq années et sert encore dans ma compagnie de chevaux légers et partant prions tous généraux mestres

Pierre Paleyrie, fils de François Paleyrie et de Jeanne de Boyer, lieutenant en la juridiction ordinaire de Larche, fut auparavant procureur d'office de Mansac, et c'est ainsi qu'il est qualifié, le 31 mars 1658, dans un acte de vente reçu dans la prévôté de Gumond, par le notaire Védrenne et dans lequel il sert de témoin (1).

Mais il était déjà « notaire tabellion royal » dès 1642 et c'est en cette qualité qu'il reçoit à Larche, le 20 juin 1669, une transaction, dont son neveu, Barutel, donne plus tard une copie qu'il signe de la façon suivante : « Barutel notaire au duché de Noailles gardien et collationnaire des cédés et papiers de feu M^e Pierre Paleyrie vivant notaire royal mon oncle (2). » C'est aussi avec la qualification de notaire royal qu'il est indiqué comme parrain dans un baptême du 20 mars 1664 (3).

de camp et capitaines d'exempter de logement de gens de guerre la maison de son père demeurant en nostre lieu de Larche faict aud. Larche le premier jour de May mil six cens quarante et ung. » 6^e autre Pierre, né le 7 août 1620. Parrain : Pierre Pouch, autre beau-frère de Jacques Marchant; — 7^e Jehan, né le 15 janvier 1623. Parrain : François Pouch, fils à Jehan Pouch, de Terrasson, oncle de la femme de Jacques Marchant. Cet enfant était apothicaire en 1649; — 8^e François, né le 7 avril 1625 « et fust porté à baptesme en la ville de Turenne par monsieur Pouch médccin mon beau frère soubz le nom du susd. François Pouch mon cousin et Louyse de Pouch ma belle sœur marine et baptizé par monsieur Andrieu »; — 9^e un autre enfant, dont il ne dit pas le prénom, né le 9 avril 1627 « et fust porté à baptesme par le fils aîné de M^r le seneschal de Turenne soubz le nom de M^r François Delpauch mon beau frère et par Jehanne de pouch ma belle sœur soubz le nom de Anthoinette Duroy femme au susd. sieur médecin et fust baptizé par le s^r Andrieu »; — 10^e Catherine, née le 24 décembre 1629, qui se maria le 26 janvier 1651 avec Jehan Issideuil, juge de la Salvagie, fils de Jehan Issideuil bourgeois du Poujol, paroisse de Saint-Crépin (commune du canton de Salignac, arrondissement de Sarlat (Dordogne), et de Marie de Crozat. Le contrat de mariage fut reçu à Larche, le même jour, par Duron, notaire royal (Arch. Marchant, de Bernou).

(1) Arch. Marchant, de Bernou.

(2) Archives personnelles.

(3) Archives municipales de Larche.

On le trouve mentionné avec son titre de lieutenant de la juridiction de Larche, le 18 décembre 1665, dans une procuration à lui consentie par Jacques Marchant du Pouch, sieur de Lavivie, et reçue par Duron, notaire royal. C'est en cette qualité que, le 1^{er} juillet 1671, il rend un jugement en faveur du même Jacques Marchant contre Jehan Cournil, de Crouzet, et que, le 1^{er} et le 2 juillet 1672, il rend deux ordonnances de comparition devant l'ordinaire de Larche (1).

Il est encore désigné comme lieutenant de la juridiction de Larche dans un mariage du 30 mai 1673 (2), dans une obligation en sa faveur du 3 janvier 1676, reçue au village de Belotte, paroisse de Saint-Pantaléon, par Maury, notaire royal à Larche, dans une vente du 11 février et dans une quittance du 5 mars de la même année, où il sert de témoin au même notaire (3).

Enfin, le 28 février 1677, on le rencontre encore « dans la chambre où s'expédie le greffe de la p^{nt} cour », recevant une plainte de Jacques Marchant du Pouch contre son domestique, Guillaume Lafage, qui l'avait assailli, jeté à terre et « arraché grand quantité de ses cheveux » (4).

Jean Barutel, son successeur dans les deux charges de notaire et de lieutenant de la juridiction de Larche, en même temps que son cousin et beau-frère, était originaire du Suey de Mansac et avait épousé, à l'âge de 30 ans, le 30 mai 1673, sa cousine Marie Paleyrie, âgée de 20 ans, fille de François Paleyrie et de feu Jeanne de Boyer. Son frère, Pierre Barutel, sieur de Lacombe, l'assistait comme témoin (Arch. municipales de Larche) (5).

(1) Arch. Marchant, de Bernou.

(2) Arch. municipales de Larche.

(3) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

(4) Arch. Marchant, de Bernou.

(5) Il en eut trois enfants : Pierre, qui lui succéda ; Bertrand, que nous voyons faire son testament, reçu Maury, le 27 mars 1723, « étant sur le point de retourner au service de Sa Majesté en qualité de soldat dans le régiment Infanterie de la Vergne » (Étude Beaudenom

Greffier syndic de la paroisse de Larche, il abandonna cette charge à son fils par l'acte suivant, reçu Maury : « Dans le lieu de Larche bas-limousin le onzième septembre après midy mil sépt cens seize du règne du roy Louis par-devant le notere sous-signé p^{nt} les témoins bas nommés ass^{té} p^{nt} M^e Jean Barutel lieutenant en la p^{nt} juridiction habitant du p^{nt} lieu lequel de son bon gré et volonté a remis comme remet par ses presantes à Pierre Barutel sieur de Lacoste son fils issy p^{nt} et acceptant et habitant dud. Larche purement et simplement les offices de greffier garderolle et sindiquat perpetuel de la p^{nt} paroisse comme en ayant esté pourveu par sa majesté desd. offices consentant led. s^r Barutel père que led. sieur Lacoste son fils en fasse uze et dispose desd. offices à son plaisir et volonté et exemptions y attachées comme bon luy samblera moy^t la somme de nonante neuf livres à quoy faire led. s^r Barutel père a obligé, a renoncé, compéllé et juré, de quoy p^{nt} à ce Antoine Coutisson et Guillaume Loubinias marchands habitants du p^{nt} lieu témoins qui ont signé aussy les deux partyes et moy (1). »

Jean Barutel est mort à l'âge de 80 ans et fut ensevely le 18 septembre 1722. Sa femme l'avait précédé dans la tombe ; elle était décédée le 15 octobre 1715, âgée de 60 ans, et fut ensevelie dans l'église le lendemain (2).

Pierre Barutel, sieur de Lacoste, fils du précédent, embrassa d'abord la carrière militaire et nous le trouvons qualifié lieutenant dans le régiment de Saint-Germain-Beaupré

de Lamaze, de Larche), et autre Pierre, que nous retrouverons parmi les procureurs de la juridiction.

Il en eut aussi d'illégitime, si nous en croyons cet acte de baptême : « Le 7^{me} jour du mois d'octobre 1683 a esté baptisée Jeane Verliac, née le 6^{me} desd. mois et an environ minuit fille naturelle et non légitime à Jean Barutel greffier de Larche et à Anne Verlhac du village de la roche p^{nt} parroisse » (Arch. municipales de Saint-Cernin-de-Larche).

(1) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

(2) Arch. municipales de Larche.

dans une vente, reçue Maury, qu'il fait à Larche, le 8 mars 1711 (1). Il avait aussi cédé à l'hôpital de Brive, suivant contrat du 1^{er} novembre 1710, une rente constituée par François-Henry de Larochevoucauld, seigneur de Cousages, de 13 livres 5 sols au capital de 265 livres (2).

Marié avec Marie Alkemade (3), protestante hollandaise, née à Andevater en 1690, qui « à Larche depuis 2 mois 1/2 a abjuré l'hérésie de Calvin et fait profession de la foi catholique », le 30 août 1711 (4), il en eut neuf enfants (5) :

Le 26 août 1732, Pierre Barutel et Marie Alkemade donnent procuration, reçue Maury, à M. Cornélis de Hoflant et à d^{lle} Ammevansia de Lusvelt, son épouse, habitant la ville

(1) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(2) Archives de l'hôpital de Brive, E, 3, registre, fol. 26 v^o.

(3) Un membre de cette famille, Boudenyn Alkemade, époux de Margareta van Lesvel, fut conseiller et bourgmestre de la ville d'Andevater.

(4) Arch. municipales de Larche.

(5) 1^o Marie, née en 1708, mariée le 24 avril 1731 avec Jean Maury, apothicaire à Larche et morte à 25 ans, le 18 avril 1733 (Arch. municipales de Larche); — 2^o Jean, né le 18 juillet 1713 (Arch. municipales de Larche); — 3^o Pierre, né le 31 janvier 1715, qui fut notaire à Larche (Arch. municipales de Larche); — 4^o Marie, née le 12 février 1717 (Arch. municipales de Larche), qui se maria, le 20 janvier 1746, avec Jean Chabannes, bourgeois et marchand, fils de Jean Chabannes, sieur de Labrauge, aussi bourgeois et marchand, et de Françoise Maury, habitant au champ Dalon (Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche); — 5^o autre Pierre, baptisé le 22 août 1720 (Arch. mun. de Larche), dit sieur de Lavergne, qui fit son testament, le 13 mars 1756, « étant sur son départ pour le service du roy » (Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche); — 6^o Bertrand, baptisé le 19 mars 1723, décédé le 20 août 1725 (Arch. municipales de Larche); — 7^o autre Marie, baptisée le 12 avril 1725, décédée le 10 décembre 1726 (Arch. municipales de Larche); — 8^o autre Pierre, né le 25 mai 1726 et baptisé le lendemain (Arch. municipales de Larche); — 9^o Jean-Louis, né le 5 mars 1731 (Arch. municipales de Larche), dit sieur de Larivière, qui devint lieutenant au régiment de la Sarre infanterie, se retira à Larche en qualité d'invalides et y exerça la profession de procureur de la juridiction.

d'Andeivate, en Hollande, pour percevoir les revenus des fonds qu'ils ont placés en ladite ville et pays voisins (1).

Sa femme fit son testament, reçu Maury, le 28 décembre 1753 (2) et mourut le 2 août 1755, âgée de 65 ans (3).

Quant à Pierre Barutel, il dicta aussi ses dernières volontés au même notaire, le 2 janvier 1754 (4); mais il ne mourut que bien plus tard, à l'âge de 84 ans, et fut enseveli le 16 mars 1768 (5).

Il avait d'ailleurs fait d'autres testaments, bien antérieurement à ce dernier, un, en particulier, le 29 avril 1723, par lequel il demandait à être enseveli dans l'église de Larche et donnait trois livres à payer perpétuellement aux syndics de la confrérie du Saint-Sacrement pour faire venir chaque année un prêtre ou religieux prêcher le jour de la Fête-Dieu dans l'église de Larche, « cassant revoquant et annulant tous autres testaments qu'il pourrait avoir cy devant faits et principalement et du consantement de lad. damoiselle d'Alquemade sad. epouze celui qu'ils avaient fait mutuel et réciproque en la ville de la Haye en Hollande » (6).

Henry Marchant, que nous avons déjà mentionné en qualité de juge d'appaux, recueillit la succession de Pierre Barutel par provisions du 12 avril 1768, datées de Saint-Germain-en-Laye et à lui accordées par Louis, duc de Noailles « sur le bon et louable rapport qui a été fait de sa personne et de ses sens suffisance et capacité au fait de judicature ». Il fut installé à l'audience du 16 mai suivant (7).

Baptisé le 1^{er} novembre 1720 (8), il était fils de Pierre

(1) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(2) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(5) Archives municipales de Larche.

(6) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

(7) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1419.

(8) Arch. municipales de Larche.

Marchant, bourgeois et d'Izabeau Devins (1). Reçu avocat à Toulouse, le 2 juillet 1742, il se maria avec Rose Poitevin, dite aussi Marguerite ou Marie, fille de Pierre-René Poitevin, de Bordeaux, après contrat reçu, le 12 février 1746, par Roberdeau et Pallotte, notaires à Bordeaux (2).

Il habita cette ville durant quelques années ; mais il était revenu à Larche dans le courant de 1750, car on le trouve mentionné y habitant, le 1^{er} janvier 1751, dans le baptême de son fils Charles. Sa femme y est morte à l'âge de 38 ans, et fut enterrée le 20 décembre 1764 (3).

Il en avait eu neuf enfants (4) :

(1) Décédée à Larche, âgée de 85 ans, le 29 juin 1771 (arch. municipales de Larche), elle avait fait son testament, reçu Lamaze, le 14 avril précédent (Étude Beaudenom de Lamaze).

(2) Arch. Marchant, de Bernou.

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) 1^o Pierre-René, né à Bordeaux, paroisse Saint-Pierre, le 17 juin 1747, baptisé le lendemain, à la paroisse Saint André de cette ville (Arch. de Bordeaux. Registres paroissiaux, série G G, paroisse Saint-André, registre 89, act. 482) ; — 2^o Gaspard, mort le 28 juillet 1752, âgé de 3 ans (Arch. mun. de Larche) ; — 3^o Jeanne, décédée le 13 septembre 1819, âgée de 66 ans (Arch. mun. de Larche) ; — 4^o Charles, baptisé le 1^{er} janvier 1751, était clerc minoré, étudiant en théologie au Séminaire de Saint-Louis, à Paris, lorsque son père lui établit un titre clérical, reçu Maury, le 9 avril 1774 (Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche). Mais il mourut l'année suivante, le 17 septembre 1775, « diacre et son corps a été inhumé le lendemain dans l'église dans un tombeau appartenant à M. Henry Marchant, son père (Arch. municipales de Larche) ; — 5^o Jean, baptisé le 23 juin 1752 (Arch. municipales de Larche) ; — 6^o Catherine, née le 8 octobre 1753, baptisée le 10 (Arch. municipales de Larche), se fit religieuse aux Filles de la Foi, de Sarlat. Morte à Larche, âgée de 74 ans, en la maison de M. Lamaze son beau-frère, le 13 octobre 1827 (Archives municipales de Larche) ; — 7^o Anne, née le 8 avril 1755, mariée le 3 novembre 1775 à Jean-Baptiste Beaudenom de Lamaze, notaire royal, décédée le 18 février 1819 (Arch. municipales de Larche) ; — 8^o Joseph, né le 27 juillet 1757 (Arch. municipales de Larche), faisait une donation, reçue Maury, le 13 mars 1776 « étant snr son départ pour aller joindre le régiment de Normandie en garnison à Saint-Omer » (Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche) et se mariait avec Anne Teuilleras, après contrat reçu

Avant de devenir lieutenant de la juridiction de Larche, Henry Marchant avait pris la succession de Jean Gauthier, sieur de la Fauconnie, avocat en parlement, comme juge de Cousages et de Chavagnac, dont il fut le dernier titulaire, cette juridiction ayant été supprimée par la Révolution.

C'est en cette qualité qu'il reçut procuration, le 3 avril 1775, d'Henry-François de Larochefoucauld, comte de Cousages, seigneur des terres et châtellenies de Cousages, Chavagnac, Lacassagne, Claveliers et autres places, lieutenant général des armées navales et commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, « pour, en son nom, percevoir les lods et ventes desd. terres de Cousages, Chavagnac et Lacassagne, investir et accorder les droits de pretation aux acquéreurs ou telles autres personnes qu'il jugera à propos, percevoir aussy les droits d'échange, en fournir les quittances, faire planter des bornes féodales aux armes dud. sg^r dans les lieux et endroits nécessaires pour séparer sa directe et justice de celles du sg^r abbé de Terrasson et des autres seigneurs qui y confrontent, allouant et approuvant tout ce qui sera fait par led. s^r procureur constitué, promettant de le relever indemne envers et contre tous aux peines de droit » (1).

En 1773, il fut nommé juge au tribunal d'appaux de Saint-Robert, qui fut transféré à Larche en 1787 et il occupa ce siège jusqu'à la fin d'octobre 1790, date de sa suppression.

Malgré toutes ces fonctions remplies sous l'ancien régime, Henry Marchant fit sans doute une évolution prudente au début de la période révolutionnaire; aussi la Société populaire du canton de Larche lui accordait un certificat de civisme dans sa séance du 15 floréal an II (4 mai 1794). Il ne fut donc pas inquiet pour ses anciennes attaches

Limoges, notaire à Terrasson, le 5 février 1793 (Arch. Marchant, de Bernou); — 9^e Pierre Nicolas, né le 27 décembre 1758, baptisé le 30 (Arch. municipales de Larche).

(1) Étude Beaudenom de Lamaze, à Larche.

et mourut à Larche, le 4 ventôse an VI (22 février 1798), âgé de 78 ans (1).

Pierre-René Marchant, fils du précédent, en faveur duquel son père s'était démis de ses fonctions de lieutenant, en 1783, ne garda pas longtemps cet office, ayant été nommé juge de Larche l'année suivante.

Pierre Algay, s^r de Marsillac, avocat en parlement, habitant au Chalard, paroisse d'Yssandon, fut désigné à sa place par provisions datées de Paris, le 8 mai 1784 et signées par le Maréchal de Noailles. Reçu et installé à Larche, le 18 août suivant (2), on le trouve mentionné dans une sentence du 16 février 1785, dans une ordonnance de production de titres du 22 mars 1786 (3) et, comme témoin, avec son frère Jean-Baptiste, dans l'enterrement de demoiselle « Anne Chastaing, veuve de feu maître Delord, médecin en son vivant », décédée au village de Leyx, paroisse d'Yssandon, le 19 avril 1787 et enterrée le même jour (4).

Il était fils d'Étienne-Zacharie d'Algay de Villeneuve, s^r de Marsillac et de Cornil, avocat en parlement, juge du comté d'Ayen et de Marie-Louise de Michel de Leyrat.

Pierre Algay de Marsillac fut le dernier « lieutenant des châtelainies de Larche, Terrasson, Nadaillac et de la seigneurie de Bouch » (5).

(1) Arch. municipales de Larche.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1440.

(3) Arch. personnelles.

(4) Arch. municipales d'Yssandon.

(5) Son frère, Jean-Baptiste d'Algay, né le 12 novembre 1732, d'abord conseiller du Roy au présidial de Brive, puis juge du comté d'Ayen et du marquisat de Saint-Aulaire, se maria à Uzerche, le 31 juillet 1758, avec Marie-Françoise de Clédât, qui fut détenue à Brive pendant la Révolution.

Il avait en outre quatre sœurs : 1^e Philippe d'Algay, née le 14 février 1725, mariée le 12 septembre 1746 avec Antoine Dumas de la Rivière, d'Ayen ; — 2^e Françoise d'Algay de Lapoujade, mariée le 25 décembre 1760 avec Jean Chassaignac, de Juillac ; — 3^e Claudine d'Algay, née en mars 1728, épouse de Touron, d'Allasac ; — 4^e Marie d'Algay de Marsilhac, qui se maria, le 12 février 1765, avec Antoine Delor de la Fiotte (communication de M^{me} Lombard, née d'Algay, de Juillac).

CHAPITRE QUATRIÈME

3° Procureurs d'office

Les procureurs d'office, dont l'institution remonte avant Philippe VI (xiii^e siècle), étaient des officiers de justice chargés d'instruire les causes et les procès. Comme leur nom l'indique, ils pouvaient agir *ex officio*, c'est-à-dire d'office et de leur propre autorité, sans aucune réquisition des parties en cause. Ils remplissaient les fonctions du ministère public et veillaient à l'observation des lois et ordonnances.

Hélie Mesnet, aux gages de 50 sols tournois, est indiqué au chapitre des dépenses dans l'« Estat au vray du revenu des comté de Périgord et vicomté de Limosin », déjà cité plus haut et fait à Monpaon, le 20 juin 1556 (1).

Joseph de Best, dit Joseph de Bech dans le procès-verbal de règlement des mesures de la juridiction de Larche, établi le 12 décembre 1578 (2), est encore mentionné comme témoin dans l'acte de rachat des seigneuries de Larche, Terrasson et Nadaillac, passé au château de Larche, le 30 juin 1581, par le notaire Valières (3) et dans une reconnaissance à « haulte et puissante dame Jehanne de Gontault dame des chastellanies de Larche et Terrasson » reçue à Larche par J. Valière, le 27 décembre 1590 et consentie par « François Delmas et Ramond Mercié du vill^e de Bois-sière et la farge deppendant d'ieelluy paroisse de S^t Serny »

(1) Arch. départementales de la Corrèze, E, 141.

(2) *Bulletin de la Société scient., hist. et arch. de Brive*, t. XXVI, p. 659, 1904.

(3) Arch. de Basses-Pyrénées, E, 734.

pour « une terre assize et scituée en la paroisse de la failhade et territoire apellé de la Rayne » (1).

Jean Duron, présent à une assemblée des habitants de Larche, le 24 mai 1641, assiste en qualité de procureur d'office le juge de Larche, Jean Barbier, pour procéder à l'inventaire des meubles et effets délaissés par Jean-Jacques du Pouch, docteur en médecine, le 1^{er} avril 1643 et reçoit comme honoraires à ce sujet 35 livres pour dix journées. Il hébergea même le juge pendant toute la durée dudit inventaire et « les dépenses faites en la maison de Duron s'élevèrent à 71 livres dues à Jehanne Boyssarie femme aud. Duron », qui lui furent réglées le 24 septembre suivant, moyennant « cinq quartons froment six quartons seigle deux quartons jarousse et un quarton blé meslé pris du grenier du feu, le tout à la mesure de Brive aux prix qu'il vallait lors de la faction et reception du p^{nt} inventaire et outre ce la somme de douze livres onze sols six deniers sans préjudice du surplus » (2).

Il est aussi indiqué dans un baptême du 17 juin 1657, dans lequel a été « marrine damoizelle Jeane de Boyssarie femme a M^r Duron, procureur d'office » (3).

Il était en même temps notaire, si nous en croyons un acte de décès, en date du 27 février 1673, rédigé comme suit : « Mort de Jean Duron, procureur d'office en la juridiction de Larche et notaire royal, âgé de 78 ans et enseveli le lendemain dans l'église en présence de M^o Antoine Delpeuch archer en la sénéchaussée du bas-Limosin » (4), le mari de sa fille Thoinette. Mais ses fonctions judiciaires devaient sans doute prévaloir et ce sont celles-ci qui sont seules indiquées dans un contrat d'afferme de vigne, du 9 février 1677, reçu Maury, dans lequel nous lisons qu'il a été consenti par « Jehanne de Boysserye veufve à feu Duron

(1) Arch. départementales de la Corrèze, E, 139.

(2) Arch. Marchant, de Bernou.

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) Arch. municipales de Larche.

vivant procureur d'office de la juridiction de Larche, hab^t Larche » (1).

Il devait être le frère d'Anthoyne Duron, maître apothicaire à Larche, à la même époque.

Pierre Michel, sieur de Layrac, son successeur, habitait Fournet, paroisse de Saint-Cernin, où il s'était marié avec Léonne ou Léonarde Goursat, fille de Jean Goursat, dont il eut cinq enfants (2) :

Un acte reçu à Larche par Laval, notaire royal, le 2 juillet 1665 (3), et un testament, fait à La Bouquerie, paroisse de Saint-Cernin, le 6 janvier 1690, par Leymarie, notaire à Laroche (4), et dans lesquels il est mentionné comme témoin, nous indiquent qu'il habitait toujours le village de Fournet et qu'il continuait de remplir les fonctions de juge de Mansac.

Henry Marchant, sieur de la Maletie, baptisé à Larche le 4 décembre 1664, était « fils à Pierre Marchant m^e chirurgien et de damoysselle Guillemette de Cramier, né le 3,

(1) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

(2) 1^o Jeanne, qui épousa, le 30 mai 1689, Pierre Laval, bourgeois du village de Rosiers, paroisse de Chateaux et auxquels fut donnée « la bénédiction nuptiale à la fasce de la paroisse asssemblée le lundy de la pentecôte ». Dans cet acte, Pierre Michel est dit juge de Mansac (Arch. municipales de Saint-Cernin); — 2^o autre Jeanne, née le 25 février 1677, baptisée le 28 avec Anthoine Goursac, curé de Lafeuillade pour parrain et Jeanne Michel pour marraine. Décédée à l'âge de 12 ans, le 12 juillet 1689, elle fut « enterrée dans les tombeaux de ses ancêtres et dans la chapelle la plus proche du grand autel, toute par^{te} assemblée » (Arch. municipales de Saint-Cernin); — 3^o Marsale, née le 17 avril 1678, baptisée le 21 (Arch. municipales de Saint-Cernin); — 4^o Pierre, né le 21 février 1683 (Arch. municipales de Saint-Cernin de Larche); — 5^o Marie, née le 4 mars 1684 et baptisée le lendemain (Arch. municipales de Saint-Cernin de Larche). Leur mère mourut quelques mois après son dernier né, le 25 septembre 1684, âgée de 28 ans et fut « enterrée dans l'église de Saint-Sernin » (Arch. municipales de Saint-Cernin de Larche).

(3) Arch. Marchant, de Bernou.

(4) Archives personnelles.

a été parrain Henry Dupouch représenté par son frère François et Antoinette de Marchant fille au susd. Marchant » (1).

On le trouve qualifié « procureur d'office » dans un certain nombre de contrats, reçus Maury, du 19 octobre 1710 au 29 novembre 1717 (2). Le 10 mai de cette dernière année, il est parrain de son petit fils, Henry, qui ne dut pas vivre ; aussi fut-il de nouveau parrain, le 1^{er} novembre 1720, d'un autre petit-fils, qui reçut encore le prénom d'Henry (3), et devint lieutenant de la juridiction de Larche et juge d'appaux de Saint-Robert.

Henry Marchant, procureur d'office, mentionné encore comme « fermier tant de la seigneurie dud. Larche que du s^r prieur dud. puyjupert », dans une vente de terre, reçue Maury, le 15 juillet 1723 (4), est décédé le 14 décembre 1725 et fut « enterré le 15 en présence de Jean Maury notaire et autre Jean Maury fils greffier » (5).

Estienne Ségeral, fils de Jean Ségeral, notaire à la Rue, paroisse de Mansac et de Françoise Barutel, est qualifié notaire et procureur d'office de la juridiction de Larche, habitant au château de Brignac, dans une vente du 8 mai 1726, reçue Maury à Larche (6) ; on le trouve, le 22 avril 1737, signant un ordre de comparition devant le juge de Larche contre certains habitants de Ferrières, sur la plainte de Jean Leymarie, de Laroche, procureur en la juridiction de Cousage (7).

(1) Arch. municipales de Larche.

Marié avec Françoise Duron, qui mourut le 25 mars 1741, âgée de 80 ans et fut inhumée dans l'église de Larche, le lendemain (Archives municipales de Larche), il en eut un fils, Pierre, né en 1690, qui devint avocat, se maria à Lafeuillade le 7 janvier 1716 avec Izabeau de Vins, fille de Jean de Vins, s^r de Fombal et de Jeanne de Cors, habitant Latreille (Arch. municipales de Lafeuillade).

(2) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

(5) Arch. municipales de Larche.

(6) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

(7) Arch. Marchant, de Bernou.

Aux fonctions indiquées ci-dessus est ajouté le titre de lieutenant de Mansac dans une subrogation à lui faite par le sieur Bergeron et reçue Maury, le 8 mars 1738 (1).

C'est Étienne Ségeral qui poursuivit l'affaire de Jeanne Mas, de Peyrefumade, accusée d'infanticide, et la fit condamner à mort le 15 mars 1741 (2).

Époux de Jeanne Deroche, il est mort en 1748 (3).

Étienne Ségeral avait encore trois filles : Cécile, Gabrielle et Guilhaumette, qui sont mentionnées dans le testament de leur belle-sœur, Marguerite Faurie, reçu à la Rue, le 28 mai 1750, par le notaire Barutel (4).

C'est son fils, Jean Ségeral, qui lui succéda dans les fonctions de notaire et de lieutenant de la châtellenie de Mansac, par provisions du duc Louis de Noailles du 23 juillet 1748, en vertu desquelles, il fut installé par le juge sénéchal de Saint-Robert, Mathieu Chassaignac, à l'audience du 21 septembre 1748 (5).

Jean Ségeral devint plus tard juge de ladite juridiction de Mansac, par provisions du même, accordées le 23 juin 1780, à la place du sieur Barutel, décédé, et il fut reçu dans cet office à Saint-Robert, le 15 février 1781. Son remplaçant comme lieutenant de Mansac fut Léonard Froidefond, nommé et installé aux mêmes dates que ci-dessus (6).

Le successeur d'Étienne Ségeral fut *Léonard Faurie*, notaire royal à Brive, époux de Marie Faucon, que nous

(1) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1465.

(3) Son fils, Jean, âgé de 26 ans, se maria à Brive, le 29 janvier 1718, avec demoiselle Marguerite Faurie, âgée de 22 ans, fille de Leonard Faurie, procureur ez-sièges royaux de cette ville, et de Françoise Laplasse, « après la signification faite du consentement judiciaire des parents de ladite d^{lle} Faurie par eux donné à son mariage ensemble de la sentence du sénéchal de cette ville qui a déboutté le s^r Laplasse de l'opposition qu'il avait formé audit mariage et permis à la d^e dem^{lle} de se marier » (Arch.-municipales de Brive).

(4) Archives personnelles.

(5) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1924.

(6) Arch. départementales de la Corrèze, E, 359.

trouvons qualifié « procureur d'office de la baronie de Larche » dans le baptême de sa fille, Catherine, qui eut lieu à la paroisse Saint-Martin de ladite ville, le 5 février 1751 (1). Il était déjà pourvu des fonctions de procureur d'office de la juridiction de Larche, le 24 décembre 1749, et rendait, ce jour-là, une sentence, en remplacement du juge (2).

Pierre Perny, procureur d'office de la juridiction de Larche, comparait à l'audience du 4 juin 1760, tenue par le juge Guillaume Pomarel, et « dit que malgré la prohibition des ordonnances du Royaume et nonobstant les deffances cy devant faites de chasser et pêcher dans l'étendue de la présente juridiction et chatellenies il demeure averti que certains particuliers font un exercice journalier d'y chasser et pecher, meme dans des tems et avec des instrumens prohibés, et comme toutes les deffances cy devant faites n'ont pu arrêter un tel abus, cy contraire à l'ordonnance des eaux et forêts de l'année 1669 et si prejudiciable au seign^r de la présente juridiction, led. M. Perny pour le dû de sa charge requiert qu'en réitérant les deffances cy devant faites à ce sujet, il soit fait inhibition et deffances à tous particuliers manans et habitants justiciables ou non de la présente juridiction de chasser et pecher dans l'étendue de la présente chatellenie et ce sous les peines portées par lad. ordonnance de 1669 et qu'il luy soit permis d'informer à sa requête contre les contrevenans meme de faire afficher aux portes des églises paroissiales dependantes de la présente chatellenie et autres lieux convenables l'ordonnance qui interviendra affin que personne n'en prétende cause d'ignorance » (3).

On trouve encore Perny inscrit comme procureur d'office de la juridiction de Larche dans l'Almanach historique de Guienne pour l'année 1760 et cité par E. Decoux-Lagoutte

(1) Arch. municipales de Brive.

(2) Archives personnelles.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1413.

dans ses « Notes et documents pour servir à l'histoire des juridictions royales en Bas-Limousin ».

Ce fonctionnaire n'était sans doute pas des plus zélés ni des plus agissants, si l'on s'en rapporte à la lettre suivante que le juge de Larche écrivait, le 18 avril 1776, « à Monsieur Brival procureur du roi à Tulle » : « Monsieur, je n'ai pas été peu surpris quand le curé de Pazayac mon frère m'a dit que M. Perny vous avait laissé ignorer l'exposition d'un enfant dans la basse cour de M^r le prieur de Nadaillac le soir du dimanche gras, j'y fus faire le procès-verbal ; je le mandai sur le champ à ce procureur d'office et le priai de vous le faire savoir incessamment, ne pouvant le faire moi-même, attendu que j'étais extrêmement pressé et que je n'avais point de commodité..... Voyés, Monsieur, si vous voulés faire suite de cette affaire ; et dans ce cas il vous faudra donner vos ordres au procureur d'office qui a besoin d'être aiguillonné. M^r Perny avait dit à M^r le prieur de Nadaillac qu'il allait faire faire une information et je m'y attendais tous les jours » (1).

Perny occupe encore ses fonctions, l'année suivante, et son nom se rencontre dans une enquête du 24 septembre 1777, au sujet d'une autre exposition d'enfant, faite par une veuve de Pazayac à la porte de l'église de Saint-Martin de Brive. On y lit cette phrase : « Nous donnons acte à M. Perny, procureur d'office de sa comparition et de la plainte » (2).

Avant d'être procureur d'office de la juridiction de Larche, Pierre Perny, fils d'Antoine Perny, huissier royal à Brive, et d'Antoinette Savy, était procureur au siège présidial de Brive, où il se maria, âgé de 42 ans, le 26 octobre 1752, avec Jeanne Faurie, âgée de 20 ans, fille de Philippe Faurie, notaire royal, et de Jeanne Lagarde (3). Une assignation à comparaître qu'il fait porter, le 7 septembre 1752, par le

(1) Arch. départementales de la Corrèze, E, suppl. 358.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, B, 2149.

(3) Arch. municipales de Brive.

sergent Jean Reynaud, nous indique son domicile exact « en sa maison size aud. Brive rue de puiblant paroisse de S^t-Martin » (1).

Jacques Pomarel, né à Pazayac, le 13 avril 1730, était le huitième des douze enfants de François Pomarel, juge de Larche, et de Jeanne Puyjalon. Il se maria, le 9 décembre 1766, avec Catherine Laroche, fille de Pierre Laroche, sieur de Lacombe, m^e apothicaire à Laroche, paroisse de Saint-Cernin, et de Marie-Anne Lajoinie (2), après contrat passé le même jour par M^e Coste, notaire.

De cette union sont nés sept enfants (3) :

Jacques Pomarel alla d'abord habiter chez son beau-père, au village de Laroche, comme il est dit dans l'acte de vente d'un pré lui appartenant, ledit acte passé à Lajugie, paroisse de Chasteaux, par le notaire Dufour, le 24 juin 1767 (4).

Le 7 septembre 1768, il se présente à l'audience de la justice de Larche, tenue par Henry Marchant, lieutenant, et déclare « être pourvu de l'employ de commis du greffier des consignations pour les paroisses de la présente jurisdon

(1) Archives personnelles.

(2) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(3) 1^o Pierre, né le 9 décembre 1767, baptisé le 10, à Saint-Cernin, devint officier de santé et mourut à Lagrèze, commune de Saint-Cernin, à l'âge de 78 ans, le 11 mai 1845 (voir les annales de Saint-Cernin-de-Larche, p. 286, par le docteur Raoul Laffon); — 2^o François, né en 1769, dit Pomarel-Lasserre, marié le 8 mai 1791, après contrat du 1^{er} mai, reçu Lamaze, avec Marguerite Marchant-Bourieux, et décédé à Larche le 24 novembre 1849 (Arch. municipales de Larche); — 3^o Jean, né à Peyrefumadè, le 16 août 1774 (Arch. municipales de Saint-Cernin); — 4^o Marie, baptisée à Larche le 8 décembre 1778, mariée le 20 prairial an II (8 juin 1794) avec Jean Nicouleau, de Fournet (Arch. municipales de Larche); — 5^o autre François, baptisé le 7 juillet 1782 (Arch. municipales de Larche); — 6^o autre Marie, décédée à l'âge de 11 ans, le 11 brumaire an III (1^{er} novembre 1794) (Arch. municipales de Larche); — 7^o Philippe, née le 13 mai 1788, mariée avec François Castanet, propriétaire à Chartriers, le 15 mai 1810, décédée aux Borderies le 11 décembre 1861 (Arch. municipales de Chartriers).

(4) Archives personnelles.

situées dans la sénéchaussée de Sarlat, ainsi qu'il appert de la commission à luy accordée par M^e Jean Delage greffier des consignations dattée du 1^{er} septembre 1768 de luy signée et désirant luy donner l'acte de notoriété et authenticité publique aux fins de jouir de l'effet de lad. commission il nous a requis de vouloir les enregistrer et en ordonner l'exécution » (1).

Mais il change bientôt de situation et de domicile, car il est désigné comme notaire, résidant à Peyrefumade, dans un acte de vente fait à Rignac, le 21 décembre 1770, par Lamaze, notaire aux duchés de Noailles et d'Ayen. C'est qu'il était devenu propriétaire du château de ce lieu « en qualité de d^{lle} Catherine Laroche icelle héritière et aiant le droit et cause des seigneurs de Courtioux, seigneurs de Peyrefumade et autres tènements », est-il expliqué dans un acte reçu au château de Peyrefumade, le 24 octobre 1774, par les notaires Maury et Lamaze et portant nomination de Jean Mathou, notaire et argenteur à Pazayac, pour arpenter le fief de Peyrefumade (2).

En 1779, le 6 juillet, on trouve mentionnée sur le registre de la juridiction de Larche l'installation de Jacques Pomarel, notaire, comme procureur d'office de ladite châtellenie, par suite des lettres à lui accordées, le 17 juin précédent, par Mgr le maréchal de Noailles (3).

C'est en cette qualité que son nom figure parmi ceux des délégués choisis pour porter à l'assemblée de la sénéchaussée de Brive le cahier des plaintes et doléances de la ville et de la communauté de Larche, établi le 8 mars 1789 (4).

Le 1^{er} novembre 1790, devenu procureur de la commune de Larche, il requiert la réfection du pavage des rues et demande qu'il en soit immédiatement délibéré par la municipalité; ce qui fut fait sans délai (5).

(1) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1420.

(2) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1432.

(4) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1459.

(5) Arch. municipales de Larche.

Il est encore désigné comme notaire à Peyrefumade, le 7 février 1792, dans une quittance faite dans ce village par Lamaze, mais seulement en qualité de témoin. Son étude devait donc être supprimée à cette date.

Le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), le conseil général de la commune de Larche le nomme commissaire vérificateur des déclarations fournies par les citoyens pour l'emprunt forcé (1).

Le 30 ventôse an II (20 mars 1794), il présentait au comité de surveillance de la commune de Larche un certificat de civisme qui fut accepté au visa.

Il mourut à Peyrefumade, à l'âge de 68 ans, le 16 ventôse an VI (7 mars 1798), et sa femme, Catherine Laroche, y est aussi décédée, âgée de 55 ans, le 12 brumaire an IX (3 novembre 1800) (2).

Jacques Pomarel fut donc le dernier notaire résidant dans la paroisse de Saint-Cernin et le dernier procureur d'office de la juridiction de Larche.

(1) Arch. départementales de la Corrèze, L, 575.

(2) Arch. municipales de Larche.

CHAPITRE CINQUIÈME

4^e Procureurs en l'ordinaire

Les simples procureurs, dits procureurs en l'ordinaire, étaient ceux qui se présentaient en jugement aux lieu et place des plaideurs. Ils instruisaient leurs procès et défendaient leurs intérêts. Ils ont été supprimés par la loi du 20 mars 1791 et remplacés par les avoués actuels, qui remplissent les mêmes fonctions. Les notaires et les greffiers remplissaient souvent cet office de procureurs dans les juridictions seigneuriales.

Parmi eux, on peut citer :

Léonard Beaune, « procureur en la p^{nt} juridiction », marié avec Catherine Delpench, qui se trouve mentionné dans les actes de baptême de ses enfants : Thoinette, le 13 mai 1614; Anthoine, en octobre 1616; Catherine, le 18 novembre 1618 et Isidore, le 14 février 1621 (1).

Anthoyne Dolier, « procureur en la p^{nt} juridiction », époux de Suzanne de Pouch, est aussi indiqué dans les baptêmes de ses enfants : Anthoynette, le 20 septembre 1615 et Henry, le 28 septembre 1619 (2).

Jehan Dautrement, dit « procureur en la présente juridiction », est témoin dans une obligation reçue à Larche, le 6 février 1620, par de Laval, notaire, tabellion royal (3).

Jehan Boyer, « procureur en la p^{nt} cours », marié avec François Dautrement, en eut un fils, appelé aussi Jehan, qui fut baptisé le 19 mars 1621 (4).

(1) Arch. municipales de Larche.

(2) Arch. municipales de Larche.

(3) Archives Marchant, de Bernou.

(4) Arch. municipales de Larche.

Jehan Verlhac, « procureur dud. Larche et habitant du village de Goynes, pa^{'''} de Lafeuillade en Périgord », est témoin dans une vente reçue de Veyssier, le 18 novembre 1622, et dans une ratification de vente et quittance des vendeurs, reçue par le même notaire, le 20 décembre 1622 « au lieu de Larche et boutique de M^e Estienne Dautrement greffier » (1).

François Marchant, procureur à la juridiction de Larche, né le 7 avril 1625, était fils de Jacques Marchant, lieutenant de la juridiction de Larche, et de Guilhaumette du Pouch. Le 6 février 1650, il donne une quittance, reçue Paleyrie, à son frère Jacques Marchant du Pouch, pour la somme de 100 livres provenant de l'héritage de Jacques du Pouch et une autre, le 19 juillet 1652 (2). Mais, vers cette époque, il quitte Larche pour aller habiter à Cressenssac. Aussi, bien que nous le trouvions cité comme parrain, le 30 juin 1654, dans le baptême de François Marchant de Pouch, fils de Jacques Marchant de Pouch, cavalier, et d'Anthoynette de Salvat, et, le 26 juillet 1659, dans celui de Jeanne Marchant, fille à Pierre Marchant, maistre chirurgien, et à Guilhaumette Cramiech, il n'assiste pas en personne à ces deux baptêmes et se fait suppléer dans le premier par Anthoïne Delpeuch, praticien, et dans le second par Jacques Marchant, escolier (3).

François Delpeuch, « procureur en la p^{nt} juridiction », était présent, le 24 mai 1641, à l'assemblée des habitants de Larche provoquée par les syndics collecteurs pardevant Pomarel, notaire royal à Pazayac, au sujet d'une réclamation de Jacques du Pouch, docteur en médecine (4). Il se trouve aussi mentionné comme parrain dans un baptême du 17 mars 1656, dans un autre du 1^{er} mars 1660, celui de sa

(1) Arch. Marchant, de Bernou.

(2) Arch. Marchant, de Bernou.

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) Arch. Marchant, de Bernou.

petite-fille, Thoynette, enfant d'Hélias Maury, commis greffier, et de Françoise Delpauch, sa fille, et enfin, dans un troisième du 16 juin suivant, celui de son petit-fils, François, enfant d'Anthoyne Delpauch, son fils, « archier et huysier en Limouzin », et de Thoynette Duron, fille de Jean Duron, procureur d'office (1).

Gabriel Courniol, « procureur en la juridiction du pnt lieu, habitant au village de La Treille paroisse de Lafeuillade en périgord », est cité comme témoin dans une transaction passée à Larche, le 20 juin 1669, par Pierre Paleyrie, notaire (2).

Marié à Marie Lafferme, il en eut les enfants suivants (3) :

Gabriel Courniol est mort à Latreille, le 15 février 1671, âgé de 60 ans, et fut enseveli le lendemain dans sa chapelle de l'église de Lafeuillade (4).

Jean Maury, « not^{re} royal et procureur en ladite juridiction », est mentionné comme parrain de son petit-fils, le 16 janvier 1659 (5).

Hélias Maury, fils du précédent, marié avec Françoise Delpauch, est dit d'abord greffier commis en la juridiction, dans le baptême de son fils Jean, le 16 janvier 1659, dans ceux de sa fille Thoynette, le 1^{er} mars 1660, et de son fils Anthonin, le 17 février 1661.

Mais dans le baptême de son fils, Étienne, le 20 juillet 1661, il est qualifié « procureur » (6), ainsi que dans des

(1) Arch. municipales de Larche.

(2) Archives personnelles.

(3) Jehan, baptisé le 13 février 1648; — autre Jehan, baptisé le 23 décembre 1619; — Martiale, baptisée le 12 avril 1653; — Jeanne, baptisée le 25 octobre 1654; — François, baptisé le 27 août 1656; — autre François, baptisé le 23 juillet 1658; — Jacques, baptisé le 4 octobre 1660; — Marie, baptisée le 1^{er} avril 1662 (Arch. municipales de Lafeuillade).

(4) Arch. municipales de Lafeuillade.

(5) Arch. municipales de Larche.

(6) Arch. municipales de Larche.

contrats reçus par son père, le 11 février 1678, le 10 juin et le 20 août 1677 (1).

Cependant il est encore appelé greffier commis, le 5 mai 1673, dans le baptême d'un autre de ses enfants, né la nuit précédente et nommé aussi Jean (2). Ce qui prouve bien qu'il était à la fois greffier commis et procureur.

Disons en passant que son fils Étienne fut établi comme m^e chirurgien à Brive, où il s'était marié, en octobre 1695, à l'église Saint-Martin, avec Marie Ysseau, fille de Pierre Ysseau, m^e maréchal (3), et où il était encore le 15 décembre 1718, ainsi qu'il résulte d'un testament dans lequel il sert de témoin (4).

Jean Dupuy, procureur, habitant La Jarousse, paroisse de Saint-Pantaléon, est témoin dans un contrat de vente, reçu à Puyjoubert le 5 février 1676 par Collier, notaire royal (5), et dans un traité d'accord, reçu Maury, le 28 décembre 1676 (6). Il était lui-même notaire au comté d'Ayen, en résidence à La Jarousse, et c'est en cette qualité qu'il passe, le 10 janvier 1654, une baillette de métayer consentie par Jacques Marchant, lieutenant en la juridiction, à Jean Manière de Peuchmaurel, pour son bien situé en ce lieu (7).

Guillaume Bousquet, dit La Couse, procureur, habitant à Audeguil, paroisse de Saint-Pantaléon, est témoin dans une vente, reçue Mamy, le 28 avril 1676 (8).

Fils d'autre Guillaume Bousquet, notaire, et de Jehanne Delpeuch, il remplit lui-même ladite charge, ainsi qu'il résulte d'un contrat de mariage qu'il fait à Grèzes, le 5 octobre

(1) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(2) Arch. municipales de Larche.

(3) Arch. de Brive, G G, 27.

(4) Étude Beaudenon de Lamaze.

(5) Arch. Marchant, de Bernou.

(6) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(7) Arch. Marchant, de Bernou.

(8) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

1710; et qu'il signe « gardien des sedes de feu maistre Guillaume Bousquet no^r mon paire » (1).

Marié à Catherine Cramiech, il en eut trois enfants (2) :

Il fit son testament, reçu par Maury, au château de Larche, le 7 février 1711 (3), et c'est dans cet immeuble que, trois jours après, le 10 février 1711, « est décédé Guillaume Bousquet, dit Lacouse, no^r et procureur de la p^{nt} juridiction et concierge du château du p^{nt} lieu, âgé de 70 ans » (4).

Sa femme se retire à La Cave, où elle mourut et où fut fait par Maury, le 13 octobre 1725, l'inventaire des meubles, effets et papiers laissés par feu Guillaume Bousquet, vivant notaire et procureur de 1684 à 1711, année de sa mort, le tout transporté à La Cave par sa veuve, feue Catherine Cramiech, chez son fils Gabriel (5).

François Régnier, « procureur en l'ordinaire de Larche », habitant Grèze, est ainsi mentionné comme témoin, le 28 octobre 1711, dans une vente reçue Maury, et, le 31 janvier 1717, dans une quittance du même notaire (6).

D'abord marié avec Catherine Lagueyrie, qui mourut à l'âge de 48 ans, le 22 septembre 1702 et fut enterrée le len-

(1) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(2) Gabriel, praticien, époux de Françoise Bourzade, habitant La Cave, paroisse de Saint-Pantaléon; Pierre, tailleur d'habits à Dautrement, paroisse de Saint-Cernin, et Peyronne, mariée avec Berthou Martel, laboureur.

(3) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(4) Arch. municipales de Larche.

(5) Le partage de sa succession ne se fit pas sans difficulté, et nous trouvons les deux frères Bousquet en procès à ce sujet devant la juridiction de Larche, le 28 mai 1727, et faisant valoir la répudiation qu'ils ont faite de l'hérédité de leurs père et mère, l'un, par acte du 24 juillet 1726, et l'autre le 12 mars 1727. Quant à Berthou Martel et à Peyronne Bousquet, son épouse, ils demandent l'exécution de leur contrat de mariage du 11 février 1703 et acceptent l'héritage sous bénéfice d'inventaire (Arch. départementales de la Corrèze, B, 1460).

(6) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

demain dans l'église de Grèze (1), il épousa en secondes noces Marie Beaudenom.

De son premier mariage, il eut un fils, Jean, qui se maria, le 20 mai 1715, alors âgé de 27 ans, avec Marie-Suzanne de Roussilie, fille de noble François Roussilie, du bourg de Saint-Robert (2).

Du second, il lui naquit aussi un fils, le 27 juillet 1704, qui fut baptisé le lendemain et fut encore appelé Jean (3).

François Régnier est décédé le 9 août 1718 et fut enterré dans l'église de Grèze (4).

Pierre Teulière, procureur, habitant La Rue, paroisse de Pazayac, est cité, le 15 novembre 1713, dans une quittance reçue Maury et dans la vente d'une terre faite par sa veuve, Catherine Jaubert, le 14 février 1717 (5).

Jean Courniol, dit Latreille, procureur en l'ordinaire de Larche, habitant La Rue, paroisse de Pazayac, était marié avec Jeanne Pérels, d'où sont nées cinq filles, dont une, Françoise, épousa Antoine Gaurenne, sieur de La Gravière, bourgeois natif de Sarlat, habitant Chavagnac et fils de Jean Gaurenne, bourgeois, et de Marie Tacot, après contrat reçu Maury, le 25 octobre 1720 (6).

Mentionné dans de nombreux actes du notaire Maury, de 1719 à 1733, il fit son testament le 26 décembre 1733, et « le testateur a crié et de sa propre bouche nommé pour son héritière generale et universelle lad. Jeanne Perels sad. femme, à la charge de payer ses debtes et susd. legats » (7).

Deux jours après, le 28 décembre 1733, eut lieu le décès de « Jean Courniol, dit Latreille du village de la rue procu-

(1) Arch. municipales de Grèze, canton de Terrasson (Dordogne).

(2) Arch. municipales de Grèze.

(3) Arch. municipales de Grèze.

(4) Arch. municipales de Grèze.

(5) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(6) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(7) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

reur en la juridiction de Larche, âgé de soixante cinq ans ou environ, son corps a été inhumé dans la présente église » (1).

Hérard Lafon, de Fournet, paroisse de Saint-Cernin, dit sieur de Layaumon, est qualifié « procureur en les juridictions de Couzages et de Larche », dans un contrat de vente passé au château de Pommiers, le 12 mars 1680, par le notaire *Leymarie*, de Laroche (2).

Mais, auparavant, il avait été « greffier de la juridiction de Larche, y habitant », ainsi qu'il est dit dans un acte de cession, reçu *Maury*, le 10 avril 1677 et dans un traité du même, du 10 juin suivant (3).

Fils de *Noli Lafon* et de *Suzanne de Mazoyer*, du bourg d'Yssandon, il se maria une première fois à Larche, le 16 août 1673, alors âgé de 25 ans, avec *Jeanne Cramiech*, âgée de 20 ans, en présence de *Pierre Laffon* sieur de Villeneuve; de *François Laffon* s^r du Chalard, du bourg d'Yssandon, ses frères; de *Jean Maury*, notaire, son cousin; d'*Hélias Maury*, greffier et procureur, et d'*Athoine Delpeuch*, archer (4).

Il épousa en secondes noces *Marie Jaubertou*, de Fournet, dite aussi *Jeanne*, qui mourut le 25 septembre 1684, âgée de 32 ans et « fut enterrée dans la chapelle de Notre-Dame dans l'église du p^{nt} lieu, ce que led. s^r Layaumon son mari et M^r *Leymarie* greffier de Cousages de la paroisse de Chasteaux son beau-frère qui ont assisté au convoi ont signé avec moy, *Cailar* » (5).

Le 3 avril 1688, mourut sa fille, *Marie*, âgée de dix ans et demi, qui fut « enterrée le lendemain dans les tombeaux de

(1) Arch. municipales de Pazayac.

(2) Arch. de M. de Laferrière, du château de Gourdon, près Chamboulive (Corrèze).

(3) Étude *Beaudenon de Lamaze*, de Larche.

(4) Arch. municipales de Larche.

(5) Arch. municipales de Saint-Cernin.

ses ancêtres et chapelle de nostre dame du rosaire », en présence d'Hérard Lafon, son père (1).

Enfin, il se maria une troisième fois, le 7 juin 1691, avec Marthe Laval, veuve de Laurent Veyssier, de Fournet, et fille de feu Pierre Laval (2), notaire, et de Catherine de Lardy, habitant Lafeuillade (3).

Son fils, Pierre, qu'il avait eu de son premier mariage épousa, le 27 février 1702, la fille de sa troisième femme, « Marie Veyssier, fille à feu Laurent Veyssier et de Marthe Laval » (4).

Hérard Lafon est parrain de deux enfants, qui naquirent de ce mariage : Jeanne, née le 19 mars 1705 et baptisée le 22, et Joseph, né le 18 mars 1707 et baptisée le 20 (5).

Sa troisième femme est décédée à Fournet, le 15 janvier 1710, âgée de 65 ans et « fut enterrée le lendemain dans l'église de lad. par^{ois} » (6).

Quant à lui, il vivait encore en 1720 et comparaisait comme témoin dans une quittance, reçue Maury, le 21 août 1720 (7).

Pierre Barutel, sieur de Combeynard, procureur, était fils de Jean Barutel, sieur de Lacoste, aussi lieutenant de la même juridiction. Marié avec Jeanne Maury, il en eut dix enfants (8) :

(1) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(2) Pierre Laval, notaire, est décédé à Lafeuillade, le 23 novembre 1679, et fut enseveli dans l'église, le lendemain. Son fils, François Laval, aussi notaire, se maria, le 28 octobre 1664, avec Anthoinette de Courniol, fille de Gabriel Courniol, habitant Latreille, et de feu Marie de Lafferme. Il mourut, le 31 mars 1702, à Latreille, à l'âge de 74 ans, peu de temps après son fils, Jean, qui décéda le 22 juillet 1701, âgé de 25 ans, et fut enseveli dans l'église. « M. François Laval père n'a pu signer étant aveugle. » (Arch. municipales de Lafeuillade)

(3) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(4) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(5) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(6) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(7) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(8) 1° Jean, né le 9 mars 1707; — 2° Marie, née le 18 octobre de cette

Pierre Barutel fit son testament, reçu Maury, le 28 décembre 1737, donnant trois livres à la confrérie du très saint sacrement (1), et mourut le 14 janvier 1738, âgé de 64 ans. Il fut enseveli dans l'église (2).

Sa veuve, Jeanne Maury, testa à son tour, le 9 août 1738 (3) et décéda le même jour, à l'âge de 58 ans. Elle fut aussi inhumée dans l'église, le lendemain (4).

Guillaume Lanoix, sieur de Labrande, procureur, est mentionné dans de nombreux contrats, reçus Maury, de 1724 à 1734 et dans lesquels il est dit habitant, tantôt à Larche, tantôt à La Cave (5).

Marié avec Françoise Talarie, il en eut les enfants suivants (6) :

même année 1707 ; — 3^e autre Marie, née le 12 mai 1710, qui se maria, le 13 novembre 1731, avec Jean Irlande, maître d'école ; — 4^e Thoinette, née le 6 novembre 1711 ; — 5^e Marianne, née le 23 août 1714, qui épousa, le 8 février 1735, Cyrice Chassaignac, dit Bousquet, travailleur à Larche, natif du village de Vergne, paroisse de Marcillac-la-Croizille, aujourd'hui commune du canton de Laroche-Canillac (Corrèze), et dont le contrat ne fut passé par Maury que le 22 février suivant (Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche) ; — 6^e Antoine, décédé le 17 août 1731, écolier, âgé de 16 ans, et enseveli dans l'église, le lendemain ; — 7^e Françoise, née le 13 octobre 1716 ; — 8^e Jean-Baptiste, né le 28 octobre 1720, baptisé le 30 ; — 9^e François, né le 25 octobre 1723 ; — 10^e Gilette, dite aussi Marie, décédée le 12 avril 1790, âgée de 70 ans (Arch. municipales de Larche).

(1) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(2) Arch. municipales de Larche.

(3) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(4) Arch. municipales de Larche.

(5) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(6) Louise et Thoinette, sœurs jumelles, nées le 2 janvier 1713 ; la seconde ne vécut pas ; mais Louise se maria le 12 septembre 1734, avec Jean Chassaignac, dit Bousquet, clerc, frère de Cyrice, que nous venons de voir épousant Marianne Barutel, la fille d'un autre procureur. Son contrat de mariage, reçu Maury, avait été passé le 18 avril précédent (Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche). Elle mourut à l'âge de 26 ans, le 28 février 1738 et fut ensevelie dans l'église le lendemain ; — Pierre, né le 27 avril 1714 ; — Marie, née le 24 juillet 1715,

Le 3 mai 1736, eut lieu l'« enterrement de Guillaume Lanoix s' de Labrande procureur en la p^{te} juridiction, âgé de 47 ans, mort le 2. Présents à lad. sépulture M. Gautier curé de Lafeuillade et M. Beauselle vicaire de S' Sernin et M. Leymarie prêtre de la p^{te} p^{me}, qui ont signé avec moy Lescure prieur curé de Larche et de ses annexes » (1).

Sa femme, Françoise Talarie, est décédée, le 19 septembre 1755, âgée de 78 ans (2).

Jacques Lanoix, procureur, habitant le champ Dalou, est cité comme témoin ou comparant dans de nombreux actes, reçus Maury, de 1727 à 1773 (3).

Après contrat de mariage reçu Certain, notaire royal, le 8 novembre 1740, il épousa une autre Françoise Talarie, qui, le 9 juin 1742, « se trouvant enceinte et craignant des suites funestes de ses couches », dicte ses dernières volontés à M^e Maury et donne six livres à la confrérie du très saint sacrement (4).

De ce mariage sont nés (5) :

mariée le 13 février 1748 avec Mathieu Minatte, m^e apothicaire à Larche; — Antoine, né le 1^{er} décembre 1717, mort le 8 janvier 1740; — Léonarde, baptisée le 1^{er} mai 1720; — Jean, né le 14 décembre 1722; — Thoinette, née le 22 septembre 1724 (Arch. municipales de Larche).

(1) Arch. municipales de Larche.

(2) Arch. municipales de Larche.

(3) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(4) Étude Beaudenon de Lamaze, à Larche.

(5) Antoinette, née le 30 juin 1742 (Arch. municipales de Lafeuillade); — Marie, né le 6 décembre 1743, qui se maria, le 6 juin 1763, après contrat reçu le même jour par Maury (Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche), avec François Mandegon, sieur de Pages, bourgeois de Salignac, fils de feu Bertrand Mandegon, sieur de Labrousse, habitant au village du Raysse, paroisse de Cazoulès, diocèse de Cahors (Arch. municipales de Lafeuillade). Elle testa au champ Dalou, le 5 janvier 1768, donnant six livres à la confrérie du saint sacrement (Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche); — Mathieu, né le 11 novembre 1745, mort deux jours après et inhumé dans l'église (Arch. municipales de Lafeuillade); — Anne, née le 24 décembre 1746, morte le 10 février 1767 (Arch. municipales de Larche); — et une autre fille, baptisée sans recevoir de prénom, le 20 janvier 1749, « fille de Jacques

Le 15 octobre 1749, Jacques Lanoix épousa en secondes noces Toinette Delpy, veuve de Gabriel Cournil, habitant les Grèzes, paroisse de Lafeuillade (1), que nous voyons faire un premier testament, le 24 juillet 1753, et un second, le 5 février 1772, tous deux reçus Maury (2).

Jacques Lanoix fit aussi le sien, le 27 mai 1785 ; mais il ne fut ouvert que le 25 mars 1788 sur la demande d'Henry Marchant, avocat, procureur fondé de pouvoir par Jean Baptiste Lanoix, apothicaire à Lyon, rue Saint-Dominique, paroisse Saint-Nizier, et par Antoine Joseph Lanoix, son frère, vicaire de ladite paroisse de Saint-Nizier, chevalier de Saint-Jean de Lyon, neveux dud. Jacques Lanoix et fils d'André Lanoix, M^e apothicaire à Lyon, et de Marie Benoit Albouy (3).

Jean Irlande, procureur, était aussi maître d'école à Larche. C'est surtout à ce titre que nous nous en occuperons plus loin.

Jean Minatte, procureur, était fils de Mathieu Minatte, marchand à Larche, décédé le 25 avril 1705, à l'âge de 88 ans et enterré le lendemain dans l'église, et de Catherine Duron, décédée le 3 septembre 1707, âgée de 75 ans (4). Il avait épousé Marie Lescure, qui lui donna sept enfants (5).

Lanoix et de feue Françoise Talarie ». Elle était née la veille et sa mère, alors âgée de 27 ans, ayant succombé en lui donnant le jour, avait été inhumée dans l'église, le jour même de son décès (Arch. municipales de Lafeuillade).

(1) Archives municipales de Larche.

(2) Étude Beaudenon de Lamaze, à Larche.

(3) Étude Beaudenon de Lamaze, à Larche.

(4) Arch. municipales de Larche.

(5) Mathieu, né le 25 juin 1700, qui devint M^e apothicaire à Larche ; — Antoine, né le 13 avril 1702, baptisé le 15, dont le parrain fut Antoine Lescure, juge du prieuré de Brive et procureur d'office de Noailles, et la marraine Catherine Duron, sa grand'mère ; — Léonard, né le 31 janvier 1705 et baptisé le 2 février ; — Jean, baptisé le 4 septembre 1706, eut pour parrain Jean Lescure, prêtre, docteur en théologie et prieur-curé de Sérilhac ; — autre Antoine, baptisé le 4 avril 1709, dont le parrain fut Antoine Lescure, prêtre, curé de Chasteaux,

et mourut le 18 juillet 1786, âgée de 60 ans, et fut « enterrée dans la chapelle de St Roch le lendemain en présence de M^{re} Pierre Barutel, lieutenant de la présente juridiction et Messire Antoine Lescure chanoine du chapitre de Brive ». L'acte de décès est signé : Barutel, Lescure chanoine de Brive, Lescure prieur-curé de Larche et de ses annexes, et Mayjonnade prêtre faisant p^r M^r le p^r de Larche (1). Elle était, en effet, la sœur du prieur et c'est pour cette raison qu'il n'officie pas dans cette circonstance.

Jean Minatte est mort, âgé de 84 ans, le 9 août 1752 (2). On le trouve inscrit sur le rôle de la taille de la paroisse de Larche de 1731, pour trois livres neuf sols, plus quatorze sols pour héritage (3).

Pierre Minatte, sieur de Laborderie, dit aussi *Pierre Laborderie*, habitant Larche, se maria, le 16 août 1733, avec Jeanne Marchant de Lavivie, demoiselle de Bernou, fille de Jean Marchant de Lavivie et de Pétronille de Juge (4). De cette union sont nés (5) :

qui devint prieur de Larche ; — Toinette, née le 10 octobre 1710, mariée, le 2 février 1749, à Pierre Faure, fils de Raymond Faure, menuisier à Larche, et morte le 1^{er} janvier 1789, âgée de 78 ans ; — Guillaume, né le 2 juin 1715 (Arch. municipales de Larche).

(1) Arch. municipales de Larche.

(2) Arch. municipales de Larche.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, C, 253.

(4) Arch. municipales de Larche.

(5) Louise, le 22 septembre 1734, qui se maria, le 6 novembre 1753, avec Pierre David, maréchal, fils de Jean David et de Pétronille Veysièrre, habitant Goyne, paroisse de Lafeuillade (on rencontre ce Pierre David et sa femme, Louise Minatte, prenant par contrat reçu Lamaze, le 3 juillet 1786, l'engagement de payer à l'École vétérinaire de Charenton où Pierre David, leur fils, désire entrer pour y faire ses cours, « la dépense qu'il y aura faite en cas qu'il vienne à quitter sans raisons légitimes avant d'y avoir complété ses cours et fini ses études ou qu'après iceux finis il fut habiter et fixer son domicile dans une autre province que celle du Limousin » (Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche) ; — Louise-Marie, qui épousa, le 23 avril 1754, Pierre Loubignac, bourgeois et procureur ; — Jean, né le 6 août 1736, mort le

On trouve Pierre Minatte mentionné comme témoin dans un testament du 21 mars 1753 et dans un certain nombre d'autres de 1758 à 1776 (1).

Sa femme a fait son testament, reçu Maury le 28 octobre 1772, et fut enterrée, le 19 novembre suivant, âgé de 73 ans. Quant à Pierre Laborderie, il est décédé le 14 novembre 1793, âgé de 81 ans (2).

Jean Roziers, ou Rouziers, procureur en la juridiction de Larche, habitant du village de Maneyrol, paroisse de Pazayac, époux de Marguerite Courniol, est mentionné dans le baptême de son fils, appelé aussi Jean, le 3 octobre 1755, et dans celui de sa fille, Marguerite, le 29 novembre 1756 (3).

Jean Boisserie, procureur en la juridiction de Larche, habitant Lafeuillade, est mentionné dans un acte d'accord et dans une vente, reçus Maury, le 30 juin 1775 et dans d'autres contrats reçus Lamaze, du 17 mars 1776 au 20 mars 1777 (4).

Pierre Loubignac, « procureur et hôte à Larche », reçu postulant à l'audience du 19 avril 1750 (5), se rencontre

24 novembre 1737; — Marguerite, née le 9 octobre 1737; — autre Louise, née le 12 juillet et morte le 16 juillet 1740 (Arch. municipales de Larche).

(1) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(2) Archives municipales de Larche.

(3) Son fils, Jean, après avoir « fait ou continué son apprentissage de chirurgie l'espace de deux ans avec le s^r Duclaux (Antoine Lavech, sieur du Claux, M^e chirurgien à Pradelas, paroisse de Pazayac), qui le prit d'abord après le décès de M^e Sciafert chirurgien juré du bourg de Nadaillac ou ledit s^r Rouzier avait commencé sond. apprentissage », ainsi qu'il est dit dans un certificat, reçu Maury, le 28 mai 1774 (Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche), partit pour Bordeaux, où il s'embarqua bientôt en qualité de chirurgien sur le navire « *L'Heureuse* » en partance pour la Martinique. Il y mourut à l'hôpital de Saint-Pierre, le 15 février 1777, à l'âge de 22 ans (Arch. municipales de Pazayac).

(4) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(5) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1411.

comme témoin ou comparant dans divers contrats, reçus Maury, de 1759 à 1767 (1).

Marié avec Louise Minatte de Laborderie, fille du procureur cité plus haut, le 23 avril 1754, il en eut cinq enfants (2) :

Gabriel Chantalat, habitant La Seille, paroisse de La-feuillade, comparut à l'audience de Larche, le 21 avril 1779, et y fut reçu « procureur postulant au présent siège » (3). Fils de François Chantalat et de Marie Labrousse, il est né le 2 mars 1734 et fut baptisé à Larche le lendemain (4).

Marié d'abord, le 26 janvier 1754, avec Philippe Loubignac, fille de Pierre Loubignac et de feu Catherine Boudy, il en eut un fils, Jean, le 14 novembre 1764. Devenu veuf, il se remaria à Larche, le 20 pluviôse an V (8 février 1797), quoique âgé de 62 ans, avec Jeanne Puymège, âgée de 27 ans, fille de Jacques Puymège et de Françoise Delmon, habitants de la commune de Lissac (5).

Jean Chabannes, sieur de Labrauge, fils, habitant le champ Dalou, fut reçu « procureur postulant » le 3 janvier 1754, après avoir fait ses preuves de catholicité et d'expérience (6).

(1) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(2) Hippolyte, né le 15 septembre 1753; — Anne, baptisée le 5 janvier 1757, morte le 10 septembre 1760; — Marguerite, baptisée le 20 janvier 1758, qui épousa, le 19 août 1783, Barthélemy Pécon de Laforest, bourgeois, fils de feu Joseph Pécon de Laforest, bourgeois, et de Françoise Grenier, habitants du bourg de Brignac (Archives municipales de Larche), après contrat reçu le même jour par Maury (Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche). Elle est décédée à l'âge de 55 ans, le 14 juin 1813 (Arch. municipales de Larche); — Pierre, né le 21 janvier 1759, mort le 30 décembre 1816; — Jacques, né le 16 août 1760.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, E, 1432.

(4) Arch. municipales de Larche.

(5) Arch. municipales de Larche.

(6) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1409.

Né le 31 octobre 1718 et baptisé le 2 novembre suivant, avec Jean Maury, notaire, pour parrain (1), il était fils de Jean Chabannes, sieur de Labrauge (2), bourgeois et marchand, et de Françoise Maury, habitants du champ Dalou.

Il se maria, le 18 janvier 1746, avec Marie Barutel, fille de Pierre Barutel, sieur de Lacoste, lieutenant de la juridiction, et de Marie Alkemade (3), et son contrat ne fut passé que le 20 janvier, par le notaire Maury (4).

De cette union sont provenus les enfants suivants (5) :

Inscrit à l'article 25 du rôle des vingtièmes de la paroisse de Larche de l'année 1780 pour une taxe de 18 sols, il payait, en 1784, article 36 du rôle, 3 livres 18 sols pour la taille et 2 livres 4 sols pour la capitation. En 1785, même article, il est porté pour 3 livres 16 sols pour la taille et 2 livres 3 sols pour la capitation, et, en 1786, il figure à l'article 37, avec les mêmes chiffres d'impositions (6).

Une sœur de Jean Chabannes, Antoinette, avait épousé, le 4 avril 1758, son cousin au 3^e degré, Antoine Sarlande, bourgeois et notaire royal à Périgueux, fils de feu Bernard Sarlande et de feue Magdelaine Chabanne (7).

Jean-Louis Barutel, sieur de Larivière, né le 5 mars 1731,

(1) Arch. municipales de Larche.

(2) Décédé le 23 août 1762, âgé de 70 ans, et enseveli dans les tombeaux de la fabrique, à Lafeuillade (Arch. municipales de Lafeuillade).

(3) Arch. municipales de Lafeuillade et de Larche.

(4) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(5) Jean, né le 30 mai 1747 ; — Française, baptisée le 6 août 1749 ; — Georges, né et baptisé le 20 mars 1751 ; — Jean-Louis, baptisé le 7 avril 1752 ; — Jean-Thomas, né et baptisé le 28 décembre 1754, décédé le 10 septembre 1756 et enseveli dans l'église de Lafeuillade ; — Anne, née et baptisée le 4 septembre 1760 (Arch. municipales de Lafeuillade).

« Régisseur de la terre de Larche, » il afferme par contrat, reçu Maury le 28 mars 1764, la pêche de la Vézère, de Vinevialle à Larche (Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche).

(6) Arch. départementales de la Corrèze, C, 193.

(7) Arch. municipales de Lafeuillade.

était fils de Pierre Barutel, sieur de Lacoste, lieutenant de la juridiction de Larche, et de Marie Alkemade.

Comme son père, il embrassa d'abord la carrière des armes et fut incorporé au régiment de la Sarre, où il obtint le grade de lieutenant; mais il fut réformé comme invalide et se retira à Larche, où son mariage avec Marie de la Bachelerie Descombes, de Brive, fut célébré, le 24 février 1767, par Barutel, chanoine de Noailles, de l'agrément de M. le prieur (1).

De cette union sont nés dix enfants (2) :

Jean-Louis Barutel fut reçu procureur postulant en la juridiction de Larche, le 7 juin 1775 (3) et nommé syndic fabricien adjoint de la paroisse de Larche, en même temps que syndic de la confrérie du très saint-sacrement, le 11 septembre 1785 (4).

On le trouve aussi inscrit à l'article 2 du rôle des vingtièmes de 1780 pour une taxe de 2 livres 2 sols, au lieu de la veuve du sieur Lacoste, sa mère (5).

(1) Archives municipales de Larche.

(2) 1^o Antoinette, baptisée le 27 décembre 1767, mariée le 2 ventôse an XI (21 février 1803) avec Pierre Gui, cultivateur à Saint-Cyr-Laroche, âgé de 34 ans; — 2^o Marie Martine, baptisée le 14 mars 1769; — 3^o Joseph, baptisé le 8 avril 1770, qui épousa Jeanne Laval; — 4^o Jean-Louis, baptisé le 12 mars 1773; — 5^o Pierre, baptisé le 10 novembre 1774, fut officier municipal à Larche en 1793; — 6^o Jean, baptisé le 31 mars 1776; — 7^o Jeanne, baptisée le 22 août 1777; — 8^o autre Pierre, baptisé le 10 avril 1779, mort le 15 novembre 1780; — 9^o Marie, baptisée le 30 septembre 1780, eut pour parrain l'abbé Arnaud Bachelerie, aumônier de l'Hôtel-Dieu de Paris. Mariée, le 13 prairial an XI (2^e juin 1803), avec Jean Pouget, 31 ans, tailleur d'habits à Objat; elle est décédée le 30 mai 1811; — 10^o Françoise, baptisée le 5 avril 1782, eut pour parrain Pierre-Joseph Bedoch, cousin-germain, qui devint avocat à Brive, accusateur public et procureur impérial à Tulle, conseiller d'État pendant les Cent-Jours, et à plusieurs reprises député de la Corrèze (Arch. municipales de Larche).

(3) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1428.

(4) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(5) Arch. départementales de la Corrèze, C, 193.

Il fit son testament, reçu Lamaze, le 25 avril 1785 (1) et mourut quelques jours après, le 30 du même mois. Sa femme est décédée le 1^{er} mars 1814, âgée de 72 ans (2).

Jean Mathou, successivement maître écrivain ou maître d'école, arpenteur et notaire au duché de Noailles, en résidence à Pazayac, fut reçu en la qualité de postulant procureur de la juridiction de Larche, à l'audience du 20 février 1771 (3).

Originaire du bourg de Saint-Pierre-de-Brie sous-Matha, diocèse de Saintes, aujourd'hui canton de Matha, arrondissement de Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure), il était venu se fixer à Pazayac en qualité de maître d'école et s'y était marié, le 30 mai 1743, avec Marguerite Jaubert, du village de La Rue, dont il eut sept enfants (4) :

Jean Mathou est décédé à Pazayac le 2^e avril 1785, âgé de 65 ans.

François Lafeuille, procureur d'office de Cousages et Chavagnac, fut reçu procureur postulant en la juridiction de

(1) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(2) Arch. municipales de Larche.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1424.

(4) Marguerite, née le 27 mars 1744; — Suzanne, née le 26 juin 1745; — Jean, né le 7 mars 1747; — Marc, né le 2 février 1749, devint docteur en médecine, fut le premier maire de Pazayac, élu le 17 février 1790, réélu le 13 novembre 1791, jusqu'au 20 octobre 1792, détenu à la prison de Brive en 1793; — Catherine, née le 28 août 1750, mariée le 31 août 1790 avec Jean-Baptiste Laguenie, veuf et fils de feu Jean Laguenie, aubergiste à Limoges, et de Marguerite Reimbocut, cuisinière de M^{me} de Saint-Chamans (Arch. municipales de Pazayac); — François, né le 3 avril 1752; — et autre Catherine, née le 16 avril 1755, d'abord mariée avec Pierre Trech, de Tulle, qui mourut à Saint-Marc, Ile et côte de Saint-Domingue (Antilles), le 10 avril 1783, épousa en secondes noccs, le 6 février 1787, à Pazayac, Gabriel Chevalier, chirurgien, fils de Pierre Chevalier, aussi chirurgien, et de Marguerite Blanchard, habitant le village de Robert, paroisse de Bosset, diocèse de Périgueux (Arch. municipales de Pazayac). — (Bosset est aujourd'hui commune du canton de Laforce, arrondissement de Bergerac.)

Larche, le 3 mai 1775 (1). Marié avec Marguerite Vital, il habitait le village de Roziers, paroisse de Chasteaux, lorsqu'il se démit volontairement de ses fonctions de procureur d'office de Cousages en faveur de son fils, Antoine, qui obtint ses lettres de provisions, le 5 mars 1785, de « Louise-Françoise de Rochechouart, veuve de très haut et très puissant seigneur Henry-François de Larochefoucault-Cousages, vice-amiral de France et seigneur de ladite juridiction », et fut reçu et installé, le 11 avril suivant, « à S^t Cernin en la chambre où s'exerce la justice par M^e Henry Marchant avocat en parlement juge ord^{re} des terres et chatellenie de Cousages » (2).

François Lafeuille était fils d'autre Antoine Lafeuille, aussi procureur d'office de Cousages, qui épousa à Brive, à l'église Saint-Martin, le 1^{er} février 1735, demoiselle Louyse d'Arcambal (3), fille de feu Louis d'Arcambal, bourgeois, et de Françoise de Montel, après contrat reçu la veille, au village de la Franchie, paroisse de Dampniat, par le notaire Dufour, de Chasteaux (4).

Bernard Laffon, procureur en l'ordinaire de Larche, né le 14 mai 1751 et baptisé le 15 à Pazayac, était fils de Pierre Laffon et de Françoise Demaux (5). Il se maria, à l'âge de 27 ans, le 24 février 1778, avec Marguerite Rouzier, âgée de 21 ans, fille de Jean Rouzier, bourgeois, déjà vu comme procureur, et de Marguerite Courniol, habitants du village de Maneyrol. La bénédiction nuptiale fut donnée par Mayaudon, religieux de l'abbaye de Terrasson, du consentement et en présence de M. le curé de Pazayac, Pomarel, et les témoins de ce mariage furent sieur Jacques Pomarel, bour-

(1) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1428.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1819.

(3) Arch. communales de Brive.

(4) Étude de Vivier de Chasteaux.

(5) Décédée à l'âge de 60 ans, le 24 janvier 1786 (Arch. municipales de Pazayac).

geois et notaire à Peyrefumade ; sieur Antoine Beaudenon de Lamaze, M^e en chirurgie à Lamaze ; sieur François Pomarel, bourgeois à Pazayac, et Pierre Gauthier, à Beau-regard (1).

De cette union sont nés de nombreux enfants, qui succombèrent presque tous en bas âge (2) :

Bernard Laffon fut reçu procureur postulant en la juridiction de Larche, le 13 août 1774 (3). Il est aussi qualifié « procureur au présent ordinaire de Cousages » dans un traité d'arrangement, passé à Cousages par le notaire Lamaze et dans lequel il sert de témoin, le 21 avril 1777, ainsi que dans une quittance, faite par le même, le 12 février 1781 (4).

M^e Mathou, notaire châtelain à Pazayac, étant décédé, le juge de Larche, Pierre-René Marchant, écrivit à Brival (5), procureur du Roi à Tulle, lui recommandant Bernard Laffon pour lui succéder dans sa charge (6), et celui-ci

(1) Arch. municipales de Pazayac.

(2) Pierre, né le 10 décembre 1778, mort le 22 octobre 1787 ; — Jean, né le 21 mars 1780, mort le 29 octobre 1787 ; — Marie, née le 10 mars 1781, morte le 29 novembre 1782 ; — autre Jean, né le 3 septembre 1782, devint officier de santé et décéda le 9 germinal an X (30 mars 1802) ; — Catherine, née le 8 octobre 1784, morte le 13 octobre 1785 ; — autre Jean, né le 30 août 1786 ; — autre Pierre, né le 21 octobre 1787, qui se maria avec Françoise Frayasse, propriétaire à Brive ; — Françoise, née le 14 juin 1789, morte le 30 septembre 1792 ; — Jean-Baptiste, né le 9 juillet 1790, mort le 18 septembre 1792 (Arch. mun. de Pazayac).

(3) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1427.

(4) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(5) Jacques Brival, qui fut sous la Révolution procureur-général-syndic à Tulle. Élu député à la Législative, le 31 août 1791, fut réélu, le 4 septembre 1792, membre de la Convention, où il vota la mort du Roi. Élu député au Conseil des Cinq-Cents, le 25 vendémiaire an IV (17 octobre 1795). Après le 18 brumaire, il devint juge à la Cour d'appel de Limoges et, le 11 janvier 1811, conseiller à la Cour impériale de cette ville. Exilé en 1816, il se réfugia à Constance (Suisse), où il est mort le 8 octobre 1820.

(6) Arch. départementales de la Corrèze, E, 358.

y fut nommé par provisions de Louis, duc de Noailles et maréchal de France, données à Paris le 29 mars 1787. Il fut ensuite reçu et installé notaire dans la châtellenie de Larche, à la résidence de Pazayac, à l'audience du 20 juillet suivant (1).

Procureur de la commune de Pazayac, nommé à l'élection du 17 juin 1790 et réélu le 13 novembre 1791, il fut désigné comme maire, le 20 octobre 1792, et occupa ce poste jusqu'en 1795. Le Conseil général de la commune de Pazayac lui délivra un certificat de civisme, le 16 nivôse an II (5 janvier 1794). Il est mort le 18 prairial an IX (7 juin 1801) et sa femme, Marguerite Rozier, est décédée le 9 janvier 1824, âgée de 69 ans (1).

Étienne Debet, praticien à Larche, fut reçu procureur postulant en cette juridiction, le 13 novembre 1782 (2).

D^r RAOUL LAFFON.

(A suivre.)

(1) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1444.

(2) Arch. municipales de Pazayac.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1437.

Essai Historique et Généalogique
SUR LA
FAMILLE DE VALON

CHAPITRE XV

AGNET DE VALON, seigneur de Gligouzac
(1502-1525)

ANTOINE DE VALON, seigneur de Gligouzac
(1525-1537)

1° Premières aliénations d'Agnet de Valon ; son dénombrement ; son départ pour les guerres d'Italie. — 2° Nouvelles aliénations, leur nécessité, les beaux-parents d'Agnet s'y opposent et lui enlèvent l'administration de ses biens. — 3° Nouveau départ pour les guerres d'Italie, mort d'Agnet à Pavie (1525) ; détails biographiques sur ses enfants : Antoine, Catherine, Jean et Laurent. — 4° Antoine de Valon succède à Agnet, son mariage avec Jeanne de Montlausun ; il fait la campagne de Provence et y meurt ; transactions de 1537 et 1539 entre les veuves d'Agnet et d'Antoine de Valon. — 5° Détails biographiques sur les enfants d'Antoine : Guy et Jeanne.

§ I. — *Agnet de Valon se trouvait à vingt ans à la tête d'une succession fort lourde. Patrimoine amoindri, rentes à moitié grevées, dettes nombreuses, frères et sœurs à élever ou à établir, telle était la situation. Aussi son premier soin fut-il d'aliéner certaines dépendances pour mettre un peu d'ordre dans ses affaires. Dans ce but il vendit en 1503 à l'évêque de Montauban, Jean d'Auriolle, pour la somme de 1,600 livres tournois, la seigneurie de Saint-Cirq de-Bel-Arbre, comprenant avec la justice haute, moyenne et basse, la rente annuelle de 13 setiers froment,*

1 setier seigle, 7 setiers avoine, 10 livres tournois, 10 livres cire, 14 paires de volaille, 20 manœuvres et en plus un pacage d'une contenance de 12 sêterées (1). — Il est probable qu'à cette époque, sinon antérieurement, furent également démembrées les parties des fiefs de Belcastel et de Loupiac dont on ignore la valeur et le montant des rentes (2). D'autre part les 700 livres touchées par Agnet sur la dot de sa femme, Catherine de Gourdon, furent employées à désintéresser les créanciers exigeants (3). Le dénombrement fait en janvier 1504 (n. s.) par *Agné de Valon* au Sénéchal du Quercy, montre d'ailleurs l'état précaire de la seigneurie, et la pénurie de ses rentes. En voici la teneur : « *Noble Agnet de Valon, alias del Bocheyre, sieur de Gigouzac et Saint-Daunis* a baillé son dénombrement comme s'en suict : et premièrement aus dits lieux de Gigouzac et de Saint-Daunis de rente annuelle « en froment cent et trois quartes mesure de Caors ; item « en avoine quarante deux quartes de lad. mesure ; item « trente livres tournois en argent ; item cent et dix gélines,

(1) Extrait du registre des dénombrements faits au début de 1504 par le Sénéchal, Jacques de Cardaillac. A la page 46 se trouve le dénombrement de Jean d'Auriol pour Saint-Cirq-de-Bel-Arbre (Bibliothèque de la ville de Cahors, *Fonds Greil*).

(2) Cette aliénation a pu être faite par *Pierre de Valon*, sur la fin de sa vie ; mais cela n'est guère probable car on n'en trouve aucune de son vivant ; — cf. le dénombrement de *Guy de Valon* (1540) au paragraphe I du chapitre XVI.

(3) Ex eo quoniam dicta nobilis Catharina de Gordonio dicebat in contractu ejus matrimonii inter dictum condam nobilem *Agnetum de Valon* et ipsam de Gordonio certam dotem et verqueriam datam fuisse per condam nobilem Agnetum de Gordonio, ejus patrem, de quaquidem dote, nobilis Agnetus de Valon, ejus maritus, recognovit se habuisse et recepisse septem centum librarum turonensium nec non septuaginta librarum pro certis raupis nuptialibus..... (Extrait de la transaction du 22 mars 1539 (n. s.) entre les veuves d'*Agnet* et d'*Antoine de Valon* ; archives de la famille de Valon).

« cinq parels de polets; item trois chevreaux; autant de
« manœuvres que de gelines; item tient ung molin audit
« lieu de Gigozac que lui vaut chascun an *quarante quartes*
« de blé ou environ; item luy valent sa *métairie, son jardin*
« et ses preds tous les ans environ *trente charges de bled,*
« *vingt charrelées de foin* desquelles rentes dict ledit sieur
« qu'il en y a quasi la moitié d'engagée à plusieurs mar-
« chands de Caors et autres et dict plus ledit noble que
« noble François de Valon, sieur de Boscaye et de S' Hip-
« polit en Limousin demande desdites rentes dessus dé-
« clairées *vingt livres tournois* de quoy en prend procès
« en la cour de Monsieur le Sénéchal de Quercy » (1).

Ces dénombremens avaient surtout pour but de renseigner le Pouvoir sur les ressources des nobles, ce qu'ils pouvaient fournir en hommes et en chevaux. Tout seigneur devait répondre à l'appel quand le ban et l'arrière-ban étaient convoqués. *Agnel de Valon* devait donc partir au premier signal avec deux hommes montés, équipés, et subvenir à tous les frais de la campagne.

Les guerres d'Italie renaissaient sans cesse à cause des agitations continuelles dont ce pays était le théâtre. La République de Venise, agrandie aux dépens des États de l'Église, du duché de Milan, de Naples, et des possessions Impériales, vit se lever contre elle le pape Jules II, Louis XII, Ferdinand le Catholique et l'Empereur Maximilien. Ils se coalisèrent à Cambrai (1508) pour lui reprendre ses conquêtes. Le roi de France fut le premier qui, à la tête d'une belle armée, commença les hostilités. *Agnel de Valon* faisait-il partie de cette expédition? tout le fait présumer car aucun acte ne mentionne sa présence à Gigouzac de 1508 à 1510. C'est sans doute en prévision de son départ qu'il vendit, le 16 décembre 1507, à Pierre

(1) Extrait d'un registre de dénombremens faits du 13 janvier au 20 février 1504 (n. s.) par Jacques de Cardaillac, Sénéchal du Quercy, p. 156 (Bibliothèque de la ville de Cahors, *Fonds Greil*).

de Durfort, seigneur de Boissières, *le mas de l'Escalié* pour la somme de cent livres tournois payées comptant. Ce domaine, situé dans la paroisse de Saint-Denis, relevait de la juridiction du Py (1). Pour la même raison il transigea avec Guy de Quercy, marchand de Cahors, au sujet des rentes des moulins haut et bas de Gigouzac. Celui-ci en avait acquis la moitié et les partageait avec le seigneur. Par accord du 20 décembre 1507, *Agnel* garda les revenus du moulin bas et Guy de Quercy ceux du moulin haut, et s'engagea, sous peine d'amende, à ne pas faire moudre le blé des habitants de Gigouzac (2).

§ II. — De retour au pays, *Agnel de Valon* se trouva derechef aux prises avec les embarras et les soucis d'une gestion compliquée. Il devenait urgent de payer les créanciers, de régler ses frères et sœurs et de faire face aux besoins de sa maison. A cet effet il vendit, vers 1511, à Pierre de Durfort, seigneur de Boissières, pour le prix de 14,000 livres, les seigneuries du Py et Saint-Denis avec leurs dépendances et tous droits seigneuriaux. On ignore le détail des rentes, mais le prix en fait ressortir l'importance (3). Ces fiefs étaient entrés dans la maison de Valon,

(1) Acte passé par M^e Maurand, notaire de Cahors, en présence de Jean de Durfort, chanoine de Cahors, et de Gaston de Gourdon, écuyer (Archives de la famille de Valon; — l'original a été mis en dépôt dans l'étude de M^e Brugalières, notaire de Saint-Denis, le 18 mars 1858).

(2) Extrait de la transaction du 14 avril 1615 entre David du Bousquet, seigneur de Gigouzac, et les habitants au sujet des moulins (Archives de la famille de Valon). — Cf. le paragraphe III du chapitre XVII.

(3) Cette aliénation est relatée dans le dénombrement fait en 1540 par *Guy de Valon*; on n'en connaît pas la date, mais elle est antérieure à 1515, puisqu'à cette date Pierre de Durfort revend le repaire du Py (Archives de la famille de Valon; — acte de procédure, devant la Cour des aides de Montauban, par Jean de Geniès en 1668, déposé dans l'étude de M^e Brugalières en 1858).

vers 1330, par le mariage de *Pierre Stephani de Valon* avec N... Béraldi, fille d'Hugues seigneur de Boissières. Celui-ci avait fait héritier Raymond-Bernard de Durfort, son gendre, et depuis lors cette famille avait gardé la seigneurie de Boissières. Elle reprenait maintenant possession du Py et Saint-Denis jadis sortis du patrimoine des Béraldi.

Agnès de Valon aliéna aussi à la même époque une partie des rentes de Gigouzac à l'évêque de Cahors, Antoine de Luzech, qui s'était constitué depuis peu un fief important à Mechmont et à Gigouzac. — Jacques de Lacoste, chanoine de la cathédrale, avait acheté toutes les possessions des Bonafos, à Gigouzac (relevant des évêques de Cahors comme en témoignent les hommages rendus par eux en 1347 et 1395), ainsi que la terre de Mechmont (1). Il vendit tous ces biens à Antoine de Luzech qui les solda de ses propres deniers et les échangea en 1505 pour la moitié de la seigneurie de Luzech (patrimoine de l'évêché) afin que son frère Bertrand, détenteur de l'autre moitié, possédât toute la seigneurie (2). Le temporel de l'évêché passait ainsi de Luzech à Mechmont et l'on s'explique pourquoi les évêques ont cherché à s'agrandir de ce côté. Ils ont acquis d'*Agnès de Valon*, le 23 septembre 1502 et 4 juin 1504, diverses rentes (3), augmentées par d'autres achats, vers 1511, le tout comprenant 18 quarts froment, 5 quarts avoine, 25 sols 8 deniers argent, 16 manœuvres et trois charretées de bois sur deux métairies de Gigouzac; 9 quarts froment, 4 quarts avoine, 2 livres argent, 6 gelines, 6 manœuvres et 10 journaux de pré sur le

(1) Archives de la Préfecture du Lot, série G, pièce n° 1. — *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. IV, pp. 25 et 26. — Jacques de Lacoste rendit hommage pour les possessions des Bonafos, le 21 juin 1462 (Archives de la Préfecture du Lot, série G, pièce n° 1).

(2) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. IV, pp. 25 et 26.

(3) Extrait de la transaction du 14 avril 1615, déjà citée, reproduite *in extenso* au paragraphe III du chapitre XVII.

domaine de Récolénas, réservé par *Guérin de Valon* dans l'acte d'inféodation de 1451 (1). Ces aliénations eurent lieu pour désintéresser les marchands de Cahors qui tenaient — le dénombrement de 1504 en fait foi — une bonne partie des rentes de Gigouzac (2). Mais elles furent insuffisantes puisque d'après le dénombrement de Guy de Valon, en 1540, ils détenaient encore 15 quarts froment, 10 quarts mixture, 4 sols 2 deniers (3).

Agnel de Valon vendit en plus à Guy de Quercy (déjà possesseur des revenus du moulin haut dit de Preschat) un moulin, et un bois appelé del Faghot (4). Ces biens, donnés en 1496 par Pierre de Valon à son fils, Antoine, étaient revenus à *Agnel* depuis que son frère avait renoncé au mariage (5). Il faut aussi mentionner les partages des successions de Pierre de Valon et de Sobirane de Rochefort : *Antoine*, dit le « capdet » de Gigouzac, eut pour tous ses droits la somme de 500 livres ; *Jean*, les biens de Saint-Clair et partie des biens de Saint-Amarand, et *François* le reste des biens de Saint-Amarand (6). Enfin signalons la fin de paiement, en 1511, de la dot constituée à Antoinette de Beynette lors de son contrat de mariage

(1) Extrait du dénombrement fait, le 23 septembre 1540, par *Guy de Valon*, donné *in extenso* au paragraphe I du chapitre XVI.

(2) Cf. p. 29.

(3) Extrait du dénombrement de 1540 ; cf. le paragraphe I du chapitre XVI.

(4) Extrait d'un acte d'arrentement fait par Guy de Quercy, le 27 septembre 1513, et retenu par Jean Fuelnard, où l'on voit : et cum post prudens vir Guido de Quercy mercator Caturci ac dominus directus et feudatarius (quoddam molinale et lustrum vulgo dictum del Faghoc) acquisiverit a nobili *Agneto de Valon*, domino de Gigozaco, census et redditus contentos in dicto instrumento arrenduamenti..... (Archives de la famille de Valon).

(5) et (6) Extrait de la transaction du 22 mars 1539 (n. s.) entre les veuves d'*Agnel* et d'*Antoine de Valon* (Archives de la famille de Valon).

avec Jacques de Guerre, seigneur de Montamel (1). On avait mis cinquante ans pour la solder.

§ III. — Ces ventes successives avaient amoindri tellement la seigneurie que les parents de Catherine de Gourdon, femme d'*Agnel*, s'en émurent et jetèrent un cri d'alarme. Ne voulant pas admettre les motifs qui les avaient dictés, ils accusèrent *Agnel de Valon* d'avoir dilapidé le patrimoine de son fils, et, pour y mettre un terme, résolurent de lui enlever l'administration de ses biens. Nous allons donc assister à ce spectacle singulier, d'un côté *Agnel* désireux de faire honneur à ses affaires, mais impuissant par suite de l'opposition de ses beaux-parents; de l'autre, les Gourdon ne craignant pas de l'humilier en demandant des tuteurs pour leur petit-fils, *Antoine de Valon*. Celui-ci, âgé de neuf ans, comparut, le 20 janvier 1512 (n. s.), devant le juge ordinaire de Gigouzac, et par l'organe de son conseil M^e Jean Franhac, notaire, il exposa que dans le contrat de mariage de ses parents, Pierre de Valon, son aïeul, avait donné à *Agnel* tous ses biens meubles et immeubles, avec cette clause que la totalité reviendrait à son fils aîné (2). Il déclara qu'il était le premier né, que depuis sa naissance son père avait vendu la majeure partie des biens donnés et, pour les recouvrer, il pria le juge de lui donner tuteurs et curateurs. Ce magistrat ayant demandé à Jean de Gourdon, seigneur de Peyrilles, et à Antoine Bastier (d'Uzech) s'ils acceptaient, sur leur réponse affirmative le décret de tutelle fut rendu (3).

Agnel de Valon, en présence de ces difficultés, se désintéressa de ses affaires et chercha dans l'éloignement un

(1) L'acte fut passé, le 4 mai 1511, par Jean Fuelnard, notaire de Gigouzac, en présence d'Antoine Dilh, prêtre de Gigouzac, et Agnet Texié (Archives de la famille de Valon).

(2) Cf. p. 287, note 1.

(3) Acte retenu par Jean Fuelnard, notaire, en présence de Pierre Carbonel et Étienne Ybri de Gigouzac (Archives de la famille de Valon).

dérivatif à ses peines. Les actes de cette époque témoignent de son effacement et de ses absences. D'autres devoirs d'ailleurs l'appelaient au loin. A la mort de Louis XII, le jeune roi, François I^{er}, songeant à venger les désastres récents et la perte du Milanais en 1513, se rendit en Italie à la tête de ses troupes, gagna la bataille de Marignan et fit de nouveau la conquête du Milanais (1515). Quand la paix fut signée, le seigneur de Gigouzac, qui avait passé la frontière, dut revenir au pays où il resta quelques années. Il trouva la situation financière dans le plus complet désarroi, et pour combler le déficit, il dut recourir à de nouvelles aliénations. Il consentit à cet effet, au profit de Pierre de Guerre, l'abandon de ses rentes de Montamel qui appartenaient aux Valon depuis tantôt deux siècles (1).

Sur ces entrefaites, la rivalité de François I^{er} et de Charles Quint rallumèrent les guerres d'Italie. La perte du Milanais en 1522 et d'autres revers en 1523, obligèrent l'envoi de nouvelles troupes. *Agnel*, avant de partir, liquida quelques affaires et surtout le mariage de son fils, Antoine, avec Jeanne de Montlauzun, vers 1524, en lui laissant l'administration de la seigneurie. Après cette formalité il fit route vers l'Italie. — De nouvelles défaites et la mort de Bayard furent le prélude de la campagne. Charles-Quint, enivré de ses succès, mit le siège devant Marseille. En réponse François I^{er} franchit les Alpes, s'empara de Milan et cerna Pavie. L'armée Impériale arriva au secours de la ville assiégée. Le combat fut acharné et la victoire chaudement disputée ; mais à la fin les troupes françaises furent mises en déroute. Plus de huit mille hommes tombèrent sur le champ de bataille (24 février 1525) ; *Agnel* fut du nombre. Un acte du

(1) Cette aliénation est mentionnée dans l'inventaire dressé après le décès de Jean de Guerre, en 1641, par M^e Davezou, notaire de Peyrilles (Minutes de l'étude de M^e Lasserre, notaire de Freysinet ; — Cf. p. 110).

19 juillet 1525 nous apprend en effet que Catherine de Gourdon était veuve à cette date (1). De leur mariage vinrent entre autres enfants (Cf. le Tableau IV, pp. 208 et 209) :

1^o **Antoine**, marié, vers 1524, avec Jeanne de Montlauzun, fille de Jean et d'Antoinette Isalguier. Les deux familles s'étaient rencontrées et connues sur les champs de bataille, mais cette union fut sans doute l'œuvre des Durfort, alliés aux Valon depuis le mariage, vers 1500, de Pierre de Durfort avec Marguerite de Gourdon (2). Armande de Durfort, fille de Pierre, avait épousé, de son côté, Guillaume du Bousquet, seigneur de Verlhac (près Montauban), voisin des Montlauzun (3). Ceux-ci possédaient dans le Montalbanais, dès le xv^e siècle, les seigneuries de Moulis, Dieu-la-Cresca, Saint-Nauphary, etc. (4), que Jeanne de Montlauzun, comme héritière de sa maison, portera dans le patrimoine de Gigouzac (5).

(1) Dans la reconnaissance consentie par G. Brossa, marchand de Cahors, en faveur de Catherine de Gourdon, le 19 juillet 1525, retenue par J. Fuelnard, on lit : personaliter constituta nobilis Catherina de Gordo, relicta quondam nobilis *Agneti de Valon* (Archives de la famille de Valon). — *Agné de Valon* vivait encore en janvier 1525 (Acte de vente passé par J. Fuelnard le 26 janvier 1525 (n. s.) [Archives de la famille de Valon].

(2) Cf. p. 286.

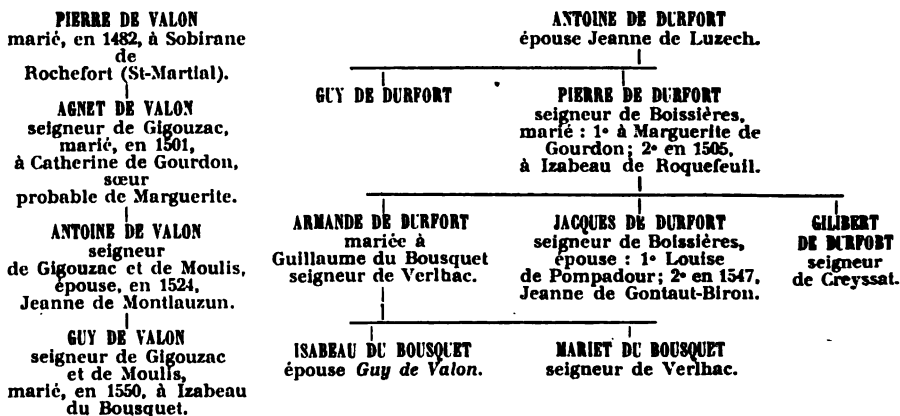
(3) Extrait du contrat de mariage de *Guy de Valon* du 16 février 1549 (v. s.) [Minutes de M^e Saint-Planca, notaire de Villemur (Haute-Garonne) en 1870]. — Cf. le chapitre XVI, § 2 et l'*Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. IV, p. 104; — Les du Bousquet étaient originaires du Quercy (Cf. le paragraphe II du chapitre XVII).

(4) et (5) Contrat de mariage de Jean de Montlauzun, 1491, et minutes de Jean Maurou, notaire de Saint-Nauphary, 1553-1559; 1559-1561 (Archives du Tarn-et-Garonne, série E, seigneurie de Saint-Nauphary); — Accord entre Jean de Borrassier et Jeanne de Montlauzun, passé par S. Godinelli, notaire de Villemur (Minutes de M^e Saint-Planca, notaire de Villemur en 1870); — cf. au surplus, la généalogie de la page 299 établie d'après les archives

2° **Catherine** reçut, le 12 février 1512, de son oncle *Antoine de Valon*, une donation de 200 livres tournois pour faciliter son mariage, mais avec retour à son frère, Jean, dans le cas où elle mourrait sans enfants (1). On voit, dans une transaction de 1539, qu'elle avait cessé de vivre sans s'être mariée (2).

3° **Jean** embrassa la carrière religieuse, il devint clerc, puis chanoine hebdomadier de la cathédrale de Montauban. Au décès de Pierre de Guerre (tuteur de Guy de Valon), il fut chargé d'administrer la seigneurie de Gígouzac, et, par transaction de 1548, rendit ses comptes de gestion (3). En procès avec Jeanne de Montlaurun et Guy de Valon, il transigea avec eux le 22 mars 1539, et leur fit amende honorable de ses torts (4). — Il fut présenté

de la famille de Valon :



(1) Acte passé par Jean Fuelnard, en présence de Jean Baduel et de Guillaume Griffoul, clerks (Archives de la famille de Valon).

(2) et casu quo dicta nobilis *Catherina de Valon* decederet absque liberis ex se et eius legitimo matrimonio procreatis pro ut evenit..... (Extrait de la transaction du 22 mars 1539 (n. s.), archives de la famille de Valon; — Cf. p. 303, note 1).

(3) Transaction de *Valon* reçue par M^e Martin, notaire de Cahors, le 8 mai 1548 (Archives du Tarn-et-Garonne, registre n° 1075, f° 13; — Cf. le paragraphe I du chapitre XVI).

(4) Cf. le paragraphe IV du présent chapitre.

par Jeanne de Montlauzun et nommé par Paul III, le 19 mars 1546, à la chapellenie de Moulis [fondée par les Molinerii ou les Montlauzun dans la cathédrale de Cahors (1)], qu'il résigna, le 1^{er} août 1549, quand il fut nommé chanoine de Cahors (2). Il acheta, la même année, conjointement avec son frère Laurent, une maison à Gigouzac (3). A partir de cette époque on perd sa trace et l'on ignore la date de son décès ; toujours est-il qu'il mourut avant 1560 puisqu'il ne figure pas parmi les 14 chanoines nommés, le 6 novembre de cette année, lors de la refonte des statuts du chapitre (4). On ne sait pas non plus le nom de son héritier ; il est probable que ce fut Laurent, à cause des liens d'affection qui unissaient les deux frères.

4° **Laurent** entra, lui aussi, dans la cléricature et resta prêtre à Gigouzac. Il est mentionné dans la transaction de 1539 ; il reconnut, comme son frère, ses torts vis-à-vis de Jeanne de Montlauzun et de Guy de Valon (5) ; céda à *Jean* sa part d'héritage de ses père et mère, à l'exception de cent livres, et régla avec Guy de Valon et sa mère, par transaction du 8 mai 1548, tous les différends (6). Il

(1) Cette chapellenie, dotée de deux prébendes, dites de Molinerii, fut fondée par les Montlauzun au début du xv^e siècle, ou plus probablement par les Molinerii au xiv^e. — Les Montlauzun étaient seigneurs de Moulis avant 1487 ; ils avaient succédé aux Molinier, seigneurs de Moulis, en 1368 (Arch. du château de Reyniès ; — Arch. du Vatican, Paul III, vol. 1675, f^o 262 ; — Minutes d'Ayraud, notaire de Cahors (Étude actuelle de M^e Sourdrilles).

(2) Archives du Vatican, Paul III, vol. 1677, f^o 10.

(3) Acte reçu par M^e P. Martin, notaire de Cahors, le 15 juillet 1549 (Archives de la Haute-Garonne, série E, registre de Pierre Martin, n^o 1075, f^o 130).

(4) *Anciens statuts du chapitre de Cahors*, par le chanoine Albesard (*Bulletin des Études du Lot*, 1881, t. VI, pp. 217 à 262).

(5) Cf. cette transaction au paragraphe IV du présent chapitre.

(6) Transaction *Valon* du 8 mai 1548 (Cf. le paragraphe I du chapitre XVI).

donna encore à son frère, Jean, une vigne à Gigouzac (1549) et acquit une pièce de terre au village de Pechdau, paroisse de Brouelles (1563) [1]. — Il habita sa maison de Gigouzac dès le mariage de Guy de Valon (1550); à partir de ce moment, ses relations avec le château se firent de plus en plus rares. Après le décès de Guy, il n'y vint plus, pas même quand l'âge et les infirmités survinrent. En 1573 il se retira dans la maison d'Arnaud Bry, au village de Baldrac, fit son testament le 4 janvier 1575 (n. s.), mourut peu de jours après et fut enseveli, selon son désir, dans l'église de Gigouzac au tombeau de ses parents. Il avait institué pour héritier Laurent Jardel, d'Uzech-des-Oules, en lui substituant Arnaud Bry, et déshérité ses proches (les Valon de Saint-Clair et de Saint-Amarand) (2), cela paraît étrange puisqu'il parle dans son testament de « *ses parants* »; mais en 1575 son frère, Jean, ne vivait plus; Guy de Valon et son fils, Jacques, non plus; sa nièce, Jeanne de Valon, habitait le Montalbanais; les Valon de Gigouzac-Saint-Amarand, enfin, retirés à Saint-Chamarand, avaient pour ainsi dire perdu contact avec le foyer d'origine. Quoi qu'il en soit, ce silence, vis-à-vis des siens, est assez singulier. — Avec lui disparaissait le dernier survivant de la branche directe de

(1) Acte reçu par P. Martin, notaire de Cahors, le 15 juillet 1549 (Archives de la Haute-Garonne, série E, registre n° 1075, f° 131); — acte passé par M^e Desannagal, notaire de Gigouzac, le 20 mai 1563 (Archives de la famille de Valon).

(2) « et afin que après son décès ne y aye débat ni question « ni procès entre ses parants et autres de sa consanguinité..... a fait « son testament..... a voulu que son corps soit entéré dans l'église « de Gigozac et au tombeau de ses feu père et mère..... a faict son « heretier Laurent Jardel fils de Méric..... en présence de Bernard « Cassan, Antoine Coderc et de moi J. Cotricy, notaire royal » (Archives de la famille de Valon); — Achapt d'Arnaud Bry fait de Méric Jardel le 6 mars 1575 (n. s.), reçu par M^e du Ricu, notaire royal (Archives de la famille de Valon).

Gigouzac; il l'avait vue entourée d'un certain éclat quoique déjà sur le déclin; il assista à son agonie et la vit s'éteindre non sans regret. Lui-même connut au soir de la vie l'amertume de la souffrance et de l'isolement; il il n'eut pas la consolation de trouver, dans la vieillesse, un abri au château paternel, mais le chagrin de mourir sous un toit étranger. Un voile de tristesse enveloppe les dernières années de Laurent; après avoir vu disparaître tous les Valon de Gigouzac, il surnageait comme la dernière épave d'un navire qui vient de sombrer.

§ IV. — ANTOINE DE VALON, successeur d'Agnet, avait à peine 23 ans lorsqu'il prit la direction de la seigneurie. Marié depuis peu à Jeanne de Montlauzun il passait son temps paisiblement car il vivait en bonne intelligence avec les de Guerre, les Gourdon, les Vervays et les Durfort, ses voisins et ses proches. Aussi pendant dix ans son administration ne présente aucun fait saillant, et cet état de choses se serait prolongé si des obligations, vis-à-vis de son pays, ne l'eussent appelé ailleurs. — Après la paix de Cambrai (1529) qui dura sept ans, Charles-Quint et François I^{er} ne pouvant se mettre d'accord, en vinrent aux mains; ce fut la troisième guerre d'Italie. Pendant que l'armée française enlevait les états du duc de Savoie, l'ennemi envahissait la Provence et apprenait à ses dépens ce qu'étaient les Français. Charles-Quint, obligé de battre en retraite, repassa promptement les Alpes (1536). C'est dans cette mémorable campagne que le seigneur de Gigouzac s'illustra, comme son père et son aïeul, en payant de sa vie son dévouement à sa patrie. Il avait à peine 35 ans (1).

Cette mort prématurée créait une situation particulière et délicate à cause de la cohabitation de deux veuves au

(1) Une transaction du 17 février 1537 (n. s.) fait connaître que Jeanne de Montlauzun était veuve à cette date [Transaction du 22 mars 1539 (n. s.) (Archives de la famille de Valon); — cf. p. 303].

château de Gigouzac. Il fallait tout d'abord procéder aux partages, sauvegarder les successions, garantir les droits des veuves, leur existence et leur place au foyer. Pour concilier tant d'intérêts en jeu une première transaction (17 février 1537 [n. s.]) entre les veuves d'*Agnel* et d'*Antoine de Valon* attribua à Catherine de Gourdon une pension annuelle et diverses provisions, tant qu'elle resterait au château de Gigouzac (1). — Mais cet arrangement trop hâtif et mal défini mit la désunion dans la famille. *Jean de Valon*, chanoine de Montauban, réclamait 200 livres tournois, don de son oncle Antoine de Valon, en cas de prédécès de sa sœur. Catherine de Gourdon demandait, de son côté, le remboursement de 770 livres qu'*Agnel de Valon* avait touchées de son vivant, tant pour sa dot que pour la corbeille. Jeanne de Montlauzun soutenait que ces prétentions n'étaient pas justifiées, attendu qu'*Antoine*, en donnant 200 livres à *Catherine de Valon*, avait voulu favoriser son mariage et non celui de Jean, vu sa qualité de prêtre ; que Catherine de Gourdon, moyennant sa pension annuelle, s'était engagée à ne plus rien demander, etc. A ces désaccords s'ajoutèrent la brouille et l'invective. Cependant, pour ne pas se lancer dans de longs et dispendieux procès, Catherine de Gourdon et ses enfants d'une part, Jeanne de Montlauzun et ses enfants de l'autre, transigèrent le 22 mars 1539. « Guy de Valon fut tenu :
« 1° de payer pour la veuve d'*Agnel de Valon* 40 livres
« à ses créanciers de Cahors, 7 livres à Pierre Carbonel,
« prêtre de Gigouzac, et dix écus d'or à la confrérie du
« Saint-Sacrement établie dans l'église de Lavercantière.
« De lui laisser, sa vie durant, la jouissance de sept jour-
« naux de vigne et chaque année une charretée de bois,
« diverses provisions, sept manœuvres, etc.; 2° de donner
« à Jean de Valon, pour tous ses droits, 40 livres pour ses

(1) Cette transaction de 1537 fut passée à Gigouzac par Gaspard Fuelnard et Raymond Garrigues, notaires.

« créanciers de Montauban et 40 livres pour sa part de
« succession ou autres redevances mentionnées dans la
« transaction reçue par Andral et Jacques Serment, no-
« taires de Cahors ; 3° de solder aux héritiers de Cathe-
« rine de Gourdon le restant de sa dot (300 livres). —
« Jeanne de Montlauzun et Guy de Valon jetèrent ensuite
« l'oubli sur les torts de Jean et de Laurent de Valon, de
« Catherine de Gourdon et la concorde fut rétablie dans
« la famille. Les parties garantirent enfin ces accords et
« ratifièrent les autres clauses en vigueur de la tran-
« saction de 1537 (1). »

§ V. — *Antoine de Valon* laissait en mourant deux en-
fants (Cf. le Tableau IV, pp. 208 et 209) :

1° **Guy**, dont l'article suit.

2° **Jeanne**, qui ne séjourna guère à Gigouzac après
le décès de son père ; elle termina son éducation à Moulis,
pays d'origine de sa mère, où les intérêts et les relations
de famille la retenaient. Jeanne de Montlauzun ne resta
pas non plus au château de Gigouzac, elle se remaria avant
1549 à Jean de Borrassier, seigneur de Gaure (près Ville-
brunier) [2], et sa fille épousa, peu de temps après (vers
1550), Corbeyran de Borrassier, fils de Jean (3). *Jeanne de*

(1) La transaction du 22 mars 1539 (n. s.) fut également passée à
Gigouzac par Gaspard Fuelnard et Raymond Garrigues, notaires,
en présence de Beral Bry et Pierre Carbonel, prêtres de Gigouzac,
Jean Franhac, de Mechmont, et Pierre del Talh, notaire de Gi-
gouzac (Archives de la famille de Valon).

(2) On voit, dans le contrat de mariage de *Guy de Valon* avec
Isabeau du Bousquet en date du 15 février 1549, retenu par
M^e Simon Godinelli, notaire de Villemur, que Jehanne de Mont-
lauzun était remariée avant cette date (Cf. le paragraphe II du
chapitre XVI).

(3) Testament de *Guy de Valon* (Archives de la Préfecture de
Montauban, série E ; — cf. le paragraphe III du chapitre XVII).

Valon est mentionnée dans le testament de Guy de Valon, son frère (1554), où elle est substituée à son neveu Jacques de Valon, s'il mourait sans postérité, et dans le testament de sa mère (1556), où elle est encore substituée à Jacques de Valon (1).

Après le décès de Guy de Valon (1563) et celui de son fils Jacques (vers 1568), *Jeanne de Valon* devint héritière universelle de Jeanne de Montlauzun, c'est-à-dire de la terre de Moulis et en partie des seigneuries de Saint-Nauphary et Dieu-la-Cresca qu'elle posséda entièrement, en 1579, en achetant la part de Pierre Bon et Léonard de Sinca moyennant la somme de 173 écus d'or (2). Elle n'eut, de son mariage avec Corbeyran de Borrassier, qu'une fille, Anne, qui se maria en premières noces (1571) à Pierre de La Tour, frère d'Antoine, seigneur de Reyniès, et en secondes noces (31 décembre 1578) à Antoine de Cardaillac (3). Du premier lit naquit une fille unique, Olympe de La Tour, et du second lit plusieurs enfants, dont l'aîné fut Jean-Jacques de Cardaillac (4).

Anne de Borrassier mourut avant 1592; Corbeyran de Borrassier et Pierre de La Tour ne vivaient pas, non plus, à cette date. *Jeanne de Valon* refit alors son testament, le 3 avril 1592, et institua pour héritière universelle Olympe de la Tour, sa petite-fille. Elle vécut encore

(1) Testament de *Guy de Valon*, et testament de Jeanne de Montlauzun (Archives du département du Tarn-et-Garonne, série E, seigneurie de Saint-Nauphary, 1^{re} liasse; — cf. le paragraphe III du chapitre XVI et le paragraphe I du chapitre XVII).

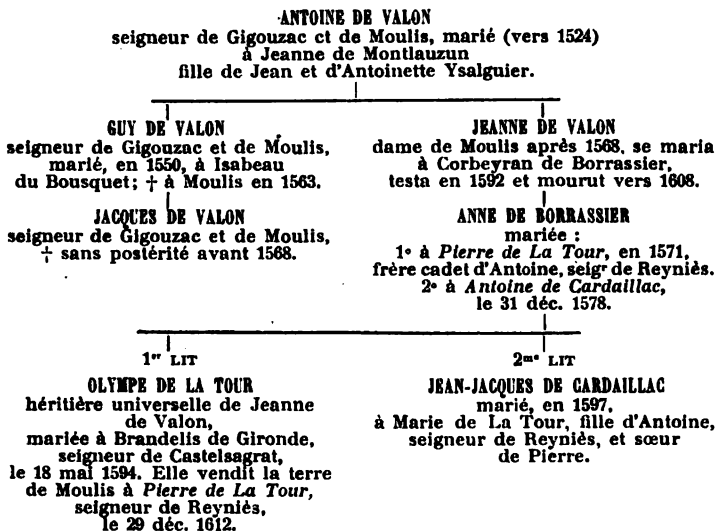
(2) Contrat de vente retenu par Jean Martin, notaire de Villebrunier, le 3 décembre 1579, en présence de Guillaume et Jean Borgade de Moulis (Archives du Tarn-et-Garonne, série E, minutes de J. Martin, Villebrunier).

(3) Le contrat de mariage, du 31 décembre 1578, fut reçu par M^e Vayssière, notaire de Cieurac (Archives de la famille de Valon).

(4) Les archives de la famille de Valon ont permis d'établir la

quelques années et mourut vers 1608 (1). Les archives de Saint-Nauphary, Moulis et Villebrunier (Préfecture du Tarn-et-Garonne) contiennent beaucoup d'actes sur la gestion de ses affaires (2). La seigneurie de Moulis, qui

généalogie ci-après :



(1) Ce testament fut signé par Pierre Brandalac, notaire de Montauban, en présence de Guy de Bar seigneur de Meuzac, Guillaume Darrassus, etc. (Archives du Tarn-et-Garonne, série E, registre de Pierre Brandalac, 1591-1592, f° 334).

(2) *Jeanne de Valon* se signait « *J. de Gigouzac* » dans les actes et lettres d'affaires; on trouve dans son cartulaire (f° 70) la lettre ci-jointe adressée à Jean Martin, notaire de Villebrunier : « Mestre « Jehan, Jehan Cotinel vieulx et Pierre Roux me devoient certain « argent, come estoit porté par instrument prins par vous-mêmes, « lesquels m'ont païée; par einsin vous prie leur canseller ledict « instrument, car, comme dessus est, je suys païée.....

« Priant Dieu vous avoyr en sa garde. A Molins, le x^e de mars 1577.

« Vostre bonne amye : J. DE GIGOUZAC. »

(Archives de la Préfecture de Montauban, série E, Villebrunier, minutes de Jean Martin.)

par le mariage d'Antoine de Valon avec Jeanne de Montlauzun était entrée dans la maison de Gigouzac, passa dès lors dans le patrimoine des La Tour (1).

(1) Olympe de La Tour épousa, en 1594, noble Brandelis de Gironde, seigneur de Castelsagrat ; elle vendit, le 29 décembre 1612, la terre de Moulis à Pierre de La Tour, seigneur de Reyniès, qui la revendit le 3 juin 1624. Elle fut rachetée en 1654 par les de La Tour et constituée en dot à Jeanne de La Tour lors de son mariage avec le seigneur de Labrugade, trésorier de France, le 23 avril 1699 (Renseignements fournis par M. l'abbé Mazeré, professeur à l'école Saint-Théodard, à Montauban).

Le patronage de la chapellenie, fondée par les Montlauzun ou les Molinerii dans la cathédrale de Cahors, passa aux de Gironde par l'intermédiaire d'Olympe de La Tour. Au xvi^e siècle cette chapellenie avait eu pour patrons : *Jean de Montlausun*, *Jeanne de Montlausun* fille et héritière de Jean, et enfin *Jeanne de Valon*, fille et héritière de Jeanne de Montlauzun. Au xvii^e siècle cet honneur échut à *Olympe de La Tour*, petite-fille de *Jeanne de Valon*, et après elle aux de Gironde ; ils présentaient encore au xviii^e siècle (minutes d'Ayraud, notaire de Cahors, étude actuelle de M^e Sourdrilles).

CHAPITRE XVI

GUY DE VALON, seigneur de Gigouzac

(1537-1563)

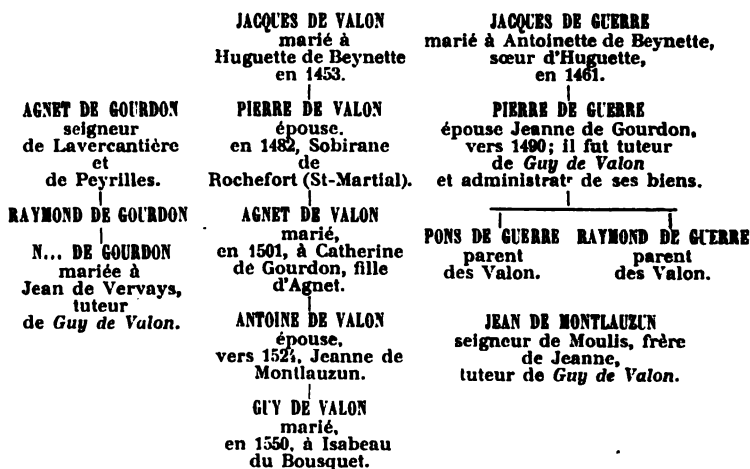
1^o *Dénombrement de Guy de Valon (1540); gestion embrouillée des tuteurs; transaction entre Guy et ses oncles. — 2^o Patrimoine compromis de Jeanne de Montlausun, son mariage avec Jean de Borrassier, transaction avec son mari; mariage de Guy de Valon avec Isabeau du Bousquet. — 3^o Première campagne de Guy en Italie; règlement des comptes de tutelle de Pierre de Guerre; testament de Guy de Valon, deuxième campagne d'Italie. — 4^o Procès entre Guy et Jacques de Durfort, préliminaires, causes du conflit; l'évêque Jean de Lettes et Armande de Durfort; Isabeau du Bousquet et Jacques de Durfort; premier procès, condamnation de Guy de Valon, Gigouzac est saisi; vente de la seigneurie; deuxième procès, intervention de Jeanne de Montlausun, de Jacques de Valon et d'Isabeau du Bousquet; jugement du Parlement de Bordeaux. — 5^o Guy de Valon à Moulis, transactions avec sa mère; excès de Pierre du Bousquet contre Jeanne de Montlausun et son fils; Guy se lance dans la lutte contre les Protestants, prend part au siège de Montauban, ses blessures, sa mort.*

§ 1. — *Guy de Valon* avait douze ans quand son père mourut sur les champs de bataille de la Provence. Un double deuil frappait la maison de Gigouzac et l'avenir ne s'annonçait pas brillant pour le jeune héritier. Son existence sera plutôt une succession d'amertumes et de souffrances, il passera par toutes sortes d'épreuves, sera atteint dans ses affections les plus chères, il verra son patrimoine disparaître, en un mot rien ne lui sera épargné. Sa vie sera l'image frappante de la fin d'une branche

qui, après un long passé, s'éteignait sous l'étreinte de la détresse dans une agonie de près d'un siècle. Mais malgré l'infortune il saura remplir son devoir jusqu'au bout, combattra pour son roi, et s'il n'eut pas comme ses devanciers l'honneur de sacrifier sa vie pour son pays, il versera du moins son sang pour la défense de sa foi.

Son père lui avait donné pour tuteurs Jeanne de Montlauzun, Pierre de Guerre seigneur de Montamel, Jean de Vervays seigneur de Peyrilles, et Jean de Montlauzun seigneur de Moulis, ses parents (1). Il fut élevé à Gigouzac par les soins d'un précepteur (2); mais il consacrait une partie de ses loisirs à la préparation à la guerre, si nécessaire à cette époque de luttes. Les dénombrements qui se multipliaient témoignaient qu'il fallait être prêt à partir. Celui de Guy eut lieu en 1540; ce document, par les nombreuses aliénations signalées, montre l'appauvrissement de la seigneurie, la part contributive pour le ban, cotée pour ses prédécesseurs à deux hommes montés,

(1) et (2) Extrait de la transaction du 22 mars 1539 (n. s.) déjà citée (cf. le paragraphe IV du chapitre XV); — La généalogie ci-après montre le degré de parenté de *Guy de Valon* avec ses tuteurs :



réduite maintenant à un archer et plus tard à la cinquième partie d'un cheval léger (1). En voici la teneur :

« L'an mil cinq cent quarante et le vingt troisième jour
« du présent mois de septembre au lieu de Gigouzac
« nostre souverain prince François par la grace de Dieu,
« roy de France, es présance de moy, notaire, et des
« tesmoings souscripts ; personnellement establi noble
« Pierre de Guerre, coseigneur de Montamel comme
« tuteur et administrateur des biens du pupille noble
« *Guion de Valon*, seigneur de Gigouzac, lequel tant pour
« luy que pour noble Jean de Verbays, coseigneur du
« lieu de Peyrille, aussy tuteur du dit pupille a faict et
« constitué de nouveau son procureur spécial es la cour
« de Monsieur le sénéchal du Quercy à Caour, savoir
« m^e Pierre Carbonelat, prêtre, et recepveur des biens
« dudit pupille *Guion de Valon* specialement a l'effet de
« bailher et signer le desnombrement des biens dud.
« pupille par devant Monsieur le Commissaire par le
« roy député.....

« Noble *Guy de Valon*, seigneur de Gigouzac, et ses
« tuteurs obeissant au mandement du roy de son bon
« vouloir comme vrai et bon subject dudit seigneur par
« devant vous noble et puissant seigneur, Monsieur le
« sénéchal du Quercy ou très honorable lieutenant bail-
« lant leur dénombrement et déclaration des biens nobles,
« cens, rentes, justice et devoirs appartenant et deubs
« au dict *Guy de Valon*, pupille, ensemble les démem-
« brements des biens vandus par les prédécesseurs dudit
« *Guy* en la forme que s'en suit :

« Premièrement tient ledit seigneur *Guy de Valon*, sei-
« gneur de Gigouzac, dans la sénéchaussée de Quercy

(1) Rôle des nobles vassaux sujets au ban et arrière-ban fait et dressé, le 29 mai 1557, dans le château de Cahors. — Dans les *Esbats de Guyon de Maleville (Société des Études du Lot, t. II, 3^e fascicule, p. 163)*, on voit que *Guy de Valon* était coté à un quart d'archer.

« chasteau et maison noble au lieu de Gigouzac ensemble
« les dépendances et appartenances d'icelles comme sont
« jardins, preds, vignes, bois, bocages, garennnes, colom-
« biers, molins sur le ruyseau du Vert, justice haulte,
« moyenne et basse, cens, rantes tant de bled froment,
« avoine, argent, geline, cire, chevreaux que manœuvres
« le tout de la valeur chacune année de cent livres et
« toutes charges ordinaires faites sauf qu'il faut que de
« ladite somme nourrisse ses mère, sœurs (1) et les mesti-
« viers et de ce entretiène son estat et des cesdits biens
« faict foy homatge ledit de Valon au roy nostre sire et
« non à aultre et est subject au ban et rièrre ban quand
« plaist audit seigneur le mander à la charge de faire ung
« archer ou luy mêmes de s'y trouver à l'ayde du sei-
« gneur de Montamel et tout ainsin qu'est contenu es
« rëgistre dud. ban et rièrre ban.

« Dabondant dict que par ses prédécesseurs a esté
« démambré et aliéné de la dite maison de Gigouzac et
« de ses appartenances le lieu de S^t-Circ-de-Belarbre lequel
« tient à présent le sieur de Lavercantière fils et heritier
« de feu noble de Gourdon et fut vandeu pour le prix de
« seize cents livres à noble Jean d'Auriolles evesque de
« Montauban et ne scait dire le dit de Valon combien
« y avait de rante annuelle ni que vault chascung an
« parce que de longtemps a esté vandeu.

« Item vandirent les cens et rentes de la Moteta en gros
« deux quartes froment, deux quartes avoine et trois sols
« en argent annuellement.

« Item vandirent au sieur de Boissières le repayre du
« Py et le lieu de S^t-Daunis le prix et somme de quatorze
« mil livres mais ne scait combien y a de rantes et revenus
« toutes les années.

« Item vandirent sur les terres de Lavercantière dépen-

(1) Il semble, d'après cet acte, que *Guy de Valon* avait des sœurs; les documents n'en mentionnent qu'une, *Jeanne*; les autres, s'il y en a eu, ne devaient plus exister en 1548.

« dant dudit lieu de Gigouzac trante huit sols de rantes
« et cens avec toute directe.

« Item à noble Pons de Siries, coseigneur d'Uzech, six
« sols de cens et rantes lesquels tient à présant le sieur de
« Boissières.

« Item à l'évesque et comte de Caour dixhuit quartes,
« trois cartons froment et oultre trois boisseaux, avoine
« cinq quartes trois cartons, argent vingt cinq sols huit
« deniers, gélines seize, manœuvres seize, et trois char-
« retées de bois annuellement de cens et de rantes sur
« les tenantiers de deux bordes dudit Gigouzac les dix
« faisant le tout.

« Item audit evesque de Caour sur le domaine de Re-
« colénas neuf qurtes froment, avoine quatre quartes,
« argent deux livres, six gélines, six manœuvres et dix
« journals de pred en la rivière de Vers senéchaussée de
« Quercy.

« Item les heretiers de feu Pierre Doucelles, bourgeois
« de Caour, tiennent dudit bien quinze quartes bled fro-
« ment, mixture dix quartes, argent trois livres quatorze
« sols deux deniers de cens et rantes toutes les années.

« Item au sieur du Bastid tous les droits que les prédé-
« cesseurs dudit Guy avaient au lieu de Loupiac, au Pont
« et aultres vilatges que ils avaient et ne saurait led. Guy
« evaluer ce que vault annuellement ledit bien vendu et
« combien montent les revenus aux tenantiers.

« Cy requiert ledit seigneur qu'il lui plaise le maintenir
« es biens qu'il tient à présant et luy donner permission
« de pouvoir recouvrer les biens vendeus en recouvrant
« ce qui en a esté prins à la charge de faire foy et ho-
« matge au dict seigneur et le service deub au ban et
« arrière ban.

« Et ledict desnombrement et desmembrement fait
« ledict Guy des biens qu'il tient et que sont esté van-
« deus sauf toute erreur de compte et aud. Guy de
« esmander et corriger ce dessus s'il treuve que tient
« plus ou moins à l'avenir requérant acte de ce dessus.....

« *Guy de Valon* escuyer et seigneur haut moyen et bas
« du lieu de Gizouzac dit tenir de rante ou revenu cha-
« cune année charges ordinaires desduites cent livres
« pour ce dict estre chargé au ban et arrière ban de faire
« un archer et pour ce avons ordonné et ordonnons que
« ledit seigneur de Gigouzac attendeu aussy la dicte
« charge dores en avant qu'il fera audit ban et arrière
« ban ung homme en habillement de cheval léger bien
« monté d'un bon cheval (1). »

Pendant les premières années rien ne paraît avoir troublé la vie domestique au foyer de Gigouzac. Malgré son dénombrement *Guy de Valon*, à cause de sa jeunesse, n'a pas dû franchir les Alpes pendant la quatrième guerre d'Italie. Des affaires de plus en plus embrouillées le retenaient d'ailleurs au pays natal ou à Moulis. Son tuteur Pierre de Guerre, chargé d'administrer ses biens, venait de remettre ses comptes de tutelle, mais dans un tel état de confusion qu'un procès s'en suivit (2). A partir de ce moment et jusqu'à la majorité de Guy on mit à la tête des affaires Jean de Valon, chanoine de Montauban, que son frère Antoine, dans son testament, avait substitué à Guy et à Jeanne de Valon ; ce fut le motif de son choix. Jean de Valon, à son tour, géra si mal la seigneurie qu'on fut obligé de lui en retirer l'administration, et même de lui fermer la porte du château (3). Ce n'étaient pas les seules difficultés. Laurent de Valon avait donné à son frère, Jean, sa part de succession de ses père et mère, à l'exception de cent livres tournois, et celui-ci réclamait deux

(1) Archives de la famille de Valon ; l'original a été déposé, le 18 mars 1858, dans l'étude de M^e Brugalières, notaire à Saint-Denis.

(2) Transaction entre *Guy de Valon*, Pierre et Pons de Guerre, du 9 septembre 1552 (Archives de la famille de Valon ; — cf. le paragraphe III du présent chapitre).

(3) Transaction de *Valon*, du 8 mai 1548 (Archives de la Haute-Garonne, série E, registre 1075, f^o 13).

parts à Guy comme héritier des biens de Gigouzac. Ce fut l'objet d'un litige qui, plaidé d'abord devant la cour du Sénéchal, allait être déféré au Parlement de Toulouse quand la transaction ci-après vint rétablir la paix. Elle fut passée, le 8 mai 1548, et signée par Jeanne de Montlauzun, Guy de Valon, Jean et Laurent de Valon. En voici les principales clauses : *Jean de Valon se démit de sa gestion et rendit ses comptes ; Jeanne de Montlauzun et Guy reconnurent qu'il avait bien administré la seigneurie, ils déclarèrent posséder tout le meuble de la maison de Gigouzac ainsi que les immeubles mentionnés dans l'inventaire fait par le seigneur de Montamel, Pierre de Guerre, au moment de la prise de tutelle. Enfin Jean et Laurent de Valon pour tous leurs droits, dans la succession de leurs parents, reçurent chacun cent livres tournois* (1).

(1) Comme fut meu procès soit pendant en la cour du Sénéchal de Quercy entre Jehanne de Montlauzun dame de Moulins, demanderesse pour procuraisse et mère de noble *Guy de Valon*, seigneur de Gigouzac, d'une part, et noble *Jehan de Valon*, ebdomadier en l'église cathedrale de Montauban impétré d'autre, pour raison de la curatelle baillée aud. M^e Jehan de Valon..... les parties voulant éviter procès se sont accordées à Cahors l'an 1548 et le 8 mai comme s'en suit : M^e *Jehan de Valon* c'est démis et deschargé de la curatelle dud. Guy son nepveu..... Dabondant led. ebdomadier ensemble M^e *Laurent de Valon*, son frère, de ce come est dict que en ladite court y a qualité pendante entre led. M^e Laurent et led. Guy de certaine légitime que led. M^e Laurent demande aud. Guy des biens paternels et maternels lesquels biens led. Guy tient et possède comme heretier de *feu noble Anthoine de Valon, son père, lequel estoit héritier de feu Annet ayeul dud. Guy et père desd. Anthoine, Jehan et Laurent de Valon*, de laquelle légitime led. M^e Laurent en auroit fait donation aud. M^e Jehan, son frère, a luy réservées cent livres..... en présence de M^e Anthoine de la Grange, Jehan de Tail prestre de Cahors, Jehan Amelin de Molins en Languedoc, et de moy Pierre Martin, notaire royal de Cahors (Archives de la Haute-Garonne, série E, registre 1075, f^o 13).

§ II. — Ces dilapidations et dissensions avaient porté une telle atteinte au patrimoine de *Guy de Valon* que la ruine devenait inévitable. A cette détresse vinrent s'ajouter d'autres épreuves. Jeanne de Montlauzun, à la mort de ses frères, devenue héritière de Moulis, ne pouvait suffire aux charges de cette succession. Pour se tirer d'embarras elle épousa contre son gré Jean de Borrassier, seigneur de Gaure, qui lui fit les avances dont elle avait besoin. Mais ses espérances furent déçues car elle eut beaucoup à souffrir de cette union et, peu de temps après, son mari, inquiet de la tournure des affaires de Moulis, voulut rentrer dans ses fonds. C'est alors que pour sauver la situation on projeta le mariage de *Guy de Valon* avec Isabeau du Bousquet dont la réalisation devait être pour lui la source de grandes tristesses. Voici l'accord conclu à ce sujet entre Jeanne de Montlauzun et Jean de Borrassier, le 16 février 1550 (n. s.) : *Sur les 5,000 livres procurées par Jean de Borrassier, Jeanne de Montlauzun devra lui donner 3,000 livres constituées en dot à Isabeau du Bousquet, future épouse de Guy de Valon, et dans deux mois 2,000 livres par l'intermédiaire de l'évêque de Montauban, Jean de Lelles. Pour satisfaire le prélat, Guy et sa mère lui arrenteront pendant six ans les fruits et revenus de la place de Moulis, les rentes de Villebrunier et Corbarieu* (1).

Guy de Valon avait passé sa jeunesse à Gigouzac, mais

(1) Comme soit ainsi que noble Jehan de Borrassier, seigneur de Gaure, mary de demoiselle Jehanne de Montlosun eust appourté et despendu tant à poursuyvre le procès que lad. de Montlosun avait contre noble François de Dyène, seigneur de Chavaignac, comme père et légitime administrateur de Claude, et Jehanne de Dyène ses enfants et de feu noble Delphine de Montlosun, sa femme, commencé en la cours du Sénéchal de Tholose et depuis dévolu par appel en la cours souveraine du Parlement de Tholose à la poursuite duquel il y a plusieurs arretz, que aussy à descharger sa place de Moulins de deux dotz que y demandiont damoiselle Catherine de Barras, vefve de feu Anthoine de Montlosun, seigneur de Moulins, que aussy dame Marthe de Saint-Felix, jadis mariée a

à partir de 1540 c'est à Moulis qu'il séjourna à cause des intérêts et des relations de sa mère (1). Pendant son absence tout fut laissé à l'abandon à Gigouzac. Pour arrêter les créanciers qui menaçaient de saisir, le mariage de Guy s'imposait; nous venons de voir qu'il fut projeté, — non pour le dégager, — mais pour sauver la situation de sa mère. Aussi les résultats n'en seront pas brillants. — Le contrat, arrêté en principe le 1^{er} octobre 1549 au château de Beauvais (2), fut signé, le 16 février 1550, le jour où l'on fut en mesure de payer la dette de Jean de Borrassier. — « Au lieu de Verlhac de Tescou (Montauban) en présence « d'Armande de Durfort veuve de Guillaume du Bous-
« quet, seigneur de Verlhac (3); de messire Jean de Lettes,

feu Jean de Montlosun et autres affaires de la dicte de Montlosun, sa femme..... la somme de cinq mille livres tournois et pour ce faire fust esté contraint de enguatger son propre bien pour ce que ladicte de Montlosun ne trouvait argent sur son bien pource qu'estait litigieux et chargé desdictes dotz — et fust ainsi que mariage fust accordé entre noble *Guyon de Valon*, seigneur de Gigouzac, fils naturel et légitime de la dicte de Montlosun et damoiselle Ysabel du Bousquet, fille naturelle et legitime de feu noble Guillaume du Bousquet et de demoiselle Armande de Durfort..... est à savoir que l'an 1549 et le 16 février (v. s.) au lieu de Verlhac de Tescou..... témoins : révérend père Tristan de Clermont, abbé de Sabanes, nobles et vénérables hommes maistres Jehan Saint-Félix, François de Thésan, prothonotaires, noble Ramon Guilhem, et moi Simon Godinelli, notaire de Villemur (Extrait des minutes de M^e Saint-Plancat, notaire de Villemur, en 1870; — Archives de la famille de Valon).

(1) ...Led. défendeur (Guy de Valon) n'auroict résidé (à Gigouzac) que quatre ou cinq ans, ains avoit toujours résidé au chasteau de Molins... (Extrait du Procès entre Guy de Valon et Jacques de Durfort (1556-1559); — Archives de la famille de Valon).

(2) Le château de Beauvais, situé à proximité de Montauban, appartenait à l'évêque Jean de Lettes.

(3) Armande de Durfort était tutrice de Mariet du Bousquet, fils et héritier universel de Guillaume, et d'Isabeau du Bousquet (Contrat de mariage de Guy de Valon).

« évêque de Montauban⁽¹⁾; de Jacques de Durfort, seigneur de Boissières, et Gilibert de Durfort, seigneur de Creyssat, frères d'Armande; de Pierre du Bousquet, frère de Guillaume; de Jeanne de Montlauzun, dame de Moulis, et de Jean de Borrassier son époux, etc. « contrat de mariage fut passé entre *Guy de Valon*, seigneur de Gigouzac et demoiselle Isabeau du Bousquet, fille de feu Guillaume et d'Armande de Durfort. « Celle-ci constitua en dot à sa fille quatre mille livres tournois payables, trois mille le jour du mariage, cinq cents dans deux ans et le reste trois ans après; elle lui donna en plus cinq cents livres pour la corbeille. De son côté Jeanne de Montlauzun abandonna à son fils la place et château de Moulis, les rentes de Villebrunier, Corbarieu et Reyniès se réservant les revenus, sa vie durant, et lui substitua sa sœur, Jeanne, s'il venait à mourir sans postérité. Elle se chargea encore de nourrir le jeune ménage, de solder la dot léguée à Jeanne de Valon par son père et renonça à tous ses droits sur la place de Gigouzac. *Guy de Valon*, de son côté, déclara sa mère de son hypothèque sur les biens de Saint-Nauphary, lui fit grâce des comptes de tutelle et paya pour elle trois mille livres à Jean de Borrassier. Il fut en outre convenu qu'en cas de prédécès de *Guy de Valon*, Isabeau du Bousquet reprendrait possession de sa dot, garderait en plus deux mille livres tournois et jouirait, sa vie durant, des revenus de Gigouzac. Enfin le premier né hériterait de la moitié des biens paternels⁽²⁾. »

(1) Jean de Lettes était tuteur honoraire de Mariet et d'Isabeau du Bousquet (Contrat de mariage de Guy de Valon).

(2) Ce contrat fut passé par Simon Godinelli, notaire de Villemur, en présence de François de Thésan, protonotaire du Saint-Siège; de Tristan de Clermont, abbé de Sabanes, et de Jacques Fabri, archidiacre de Montauban (Extrait des minutes de M^e Saint-Plancat, notaire de Villemur en 1870; — Archives de la famille de Valon).

Ce mariage était une liquidation complète, mais au prix de quels sacrifices ! Isabeau du Bousquet, en cas de veuvage, avait pour ses reprises 4,000 livres de sa dot, 2,000 d'augment et les revenus de Gigouzac. Or cette seigneurie, déduction des charges, valait tout au plus dix mille livres (1). En sorte que si *Guy* décédait le premier, tout son patrimoine devenait la propriété de sa femme. C'est ce qui arrivera.

§ III. — La cérémonie terminée, le jeune seigneur vint s'installer au château paternel et goûta quelque temps le repos. Ce furent, peut-être, les seuls moments agréables de sa vie et combien courts ; un document nous apprend que vers la fin de 1551 il était « *absent et sans congé* » appelé sur le théâtre des guerres pour le service du roi (2). On ne sait s'il a gagné le nord de la France ou le sud ; il a dû probablement rejoindre son parent, Blaise de Montluc, aux prises en Italie avec les troupes de Charles-Quint (3).

L'année suivante *Guy de Valon*, de retour, s'occupa de ses intérêts, notamment des comptes de tutelle de Pierre de Guerre dont le règlement traînait en longueur. Nous

(1) ...Le dit de Durfort répliquait que la dite vendition (de la place de Gigouzac) estre faicte en fraude que auroict esté faicte pour *onze mil six cens livres*..... (Extrait du procès entre Guy de Valon et Jacques de Durfort [1556-1559] dont l'original fait partie des archives du château de la Panonie, près Gramat, Lot).

(2) or ladite Isabeau du Bousquet n'auroit demeuré en la compagnie de sond. mary que *deux ou trois ans après son mariage*..... (Extrait du procès de Guy de Valon et de Jacques de Durfort ; — cf. la note 3 de la page 320).

(3) Blaise de Montluc s'était marié, le 20 octobre 1526, avec Antoinette Isalguier, fille de Jacques, baron de Clermont, et Jean de Montlauzun, seigneur de Moulis, avait épousé, vers 1500, Antoinette Isalguier, fille de Jean, baron de Castelnau-d'Estrefons ; — Jeanne de Montlauzun, fille et héritière de Jean, était la mère de *Guy de Valon* (Archives de Valon).

avons vu que sa gestion avait laissé fort à désirer ; aussi le désaccord survint après la vérification des comptes, et procès fut intenté devant la cour du Sénéchal. Celui-ci donna gain de cause au tuteur. *Guy* fit appel au Parlement de Toulouse. Sur ces entrefaites Pierre de Guerre mourut, laissant pour héritier Pons, son fils, et Pierre de Guerre, son frère. L'oncle et le neveu appelés au procès transigèrent, en septembre 1552, et s'engagèrent à payer 160 livres au seigneur de Gigouzac (1). Enfin le 13 mars 1554 (n. s.) celui-ci chargea son cousin, Bernard Amelin, d'aller à Cahors retirer le reliquat de cette somme déposée entre les mains du trésorier du roi (2).

Après avoir liquidé quelques dettes grâce à la vente du mas de Bris qu'il fit à Gaillard du Garric, seigneur d'Uzech (3), *Guy de Valon* vint à Moulis conclure d'autres arrangements. Par contrat de mariage il avait reçu de Jeanne de Montlauzun la place de Moulis, sauf les revenus, qui devaient servir à payer les 2,000 livres restant dues à Jean de Borrassier. Ces revenus furent arrentés d'abord à l'évêque de Montauban Jean de Lettes (1550) [4], mais le prélat n'ayant pu satisfaire le créancier et celui-ci devenant très exigeant, *Guy* et Jeanne de Montlauzun, pour éviter « *la malice et malivolence de Jean de Borrassier, son mary, et n'estre poinct vexée ny tourmentée par luy* », lui arrentèrent les fruits de Moulis pendant dix

(1) Cette transaction fut passée par M^e Jean Cotricy, notaire d'Uzech-les-Oules, en présence d'Archambaud de Vervays seigneur de Peyrilles, Léonard Gozo et Antoine del Bruce (Archives de la famille de Valon).

(2) Cette procuration fut donnée à Toulouse par *Guy de Valon*, suivant acte signé par Bertrand Austrui, notaire de Toulouse (Archives du château de Saint-Priest).

(3) Cette vente fut retenue par Jean Franhac, notaire (Archives de Valon).

(4) Transaction Montlauzun et Borrassier du 16 février 1550 (n. s.) [cf. p. 315, note 1].

ans (1). Malgré cela le seigneur de Gigouzac avait dû contracter de nouvelles dettes, puisqu'il déclare dans son testament (mars 1555) [n. s.] qu'il devait encore 1,700 livres à Jean de Borrassier (2).

En dehors des affaires un incident pénible et préoccupant avait appelé *Guy de Valon* à Moulis auprès de sa mère. C'est qu'il y avait, en effet, quelque chose de changé au domicile conjugal. Isabeau du Bousquet, profitant de l'absence de son mari, venait de désertier son foyer et d'abandonner même ses enfants (3). Double motif qui fit rentrer *Guy* plus tôt au pays. En présence de cette conduite, il retira à sa femme la tutelle de son fils et confia à sa mère le soin de l'élever et de le conduire à Bordeaux pour commencer ses études. Le testament de Jeanne de Montlauzun témoigne qu'elle était dans cette ville en septembre 1556 (4), et le procès *Guy de Valon-Durfort* que Jacques (fils de Guy) y était écolier en 1558 et 1559 (5).

(1) Extrait de la transaction du 11 janvier 1558 (n. s.), entre Jeanne de Montlauzun et *Guy de Valon*, et de la donation de Jeanne de Montlauzun à son fils du 30 avril 1558 (cf. le paragraphe V du présent chapitre). — Cet arrentement fut passé à Toulouse par M^e Guillaume Rouzier, notaire, en 1550 (Testament de Guy de Valon).

(2) et a dict icelluy testateur estre débiteur audit noble Jehan de Borrassier en la somme de mil sept cens livres tournois par instrument obligatoire par moy notaire royal sousigné retenu l'an susdit (Extrait du testament de *Guy de Valon* du 19 mars 1555) [n. s.].

(3) Et led. *Guion de Valon* ne retiroit aucun service de lad. Isabeau du Bousquet *car troys ans après le mariage faict, estant le père dud. Jacques de Valon absent et sans congé, lad. du Bousquet s'en estre allée et auroict quittée non seulement la compagnie de sond. mary aussi ses propres enfants.....* (Procès entre *Guy de Valon* et Jacques de Durfort [1556-1559] déjà cité).

(4) Ce testament a été reçu par M^e G. Boudias, notaire de Bordeaux, le 7 septembre 1556, en présence de Jean Dufaure, avocat au Parlement de Bordeaux (Archives du Tarn-et-Garonne, série E, Saint-Nauphary, liasse 1^{re}).

(5) Pendant laquelle procédure aux dites criées se seroit

Le congé de *Guy de Valon* touchait à son terme ; d'autre part la guerre contre Charles-Quint n'avait pas dit son dernier mot ; les hostilités, pour la sixième fois, allaient recommencer. Le seigneur de Gigouzac se prépara à partir, mais cette fois nous savons par sa première étape qu'il se dirigea vers l'Italie. Il arriva à Toulouse en mars 1555, séjourna quelques jours et y fit son testament le 19 de ce mois. Il y déclare que « de prochain il entend
« despartir du présent pays pour aller voyager. Il de-
« mande à être enseveli dans l'église la plus plus proche
« du lieu où il décèdera. Lègue deux cents livres tournois
« aux filles pauvres à marier de Gigouzac et Moulis et
« cent livres aux pauvres des hôpitaux de Cahors. Donne
« à chacun sien oncle, neveu ou parent cinq sols tournois
« et autant à Isabeau du Bousquet, sa femme, lui enlève la
« tutelle de son fils et tout espèce d'administration (nous
« avons dit le motif). Il nomme pour héritier universel
« Jacques de Valon, son fils, et lui substitue en cas de
« non-postérité, par ordre, sa sœur Jeanne (du testateur),
« ses enfants, son beau-frère, sa mère et Jean de Bor-
« rassier. Il donne enfin à son fils pour tuteurs : Jeanne
« de Montlauzun, Jean et Corbeyran de Borrassier, père
« et fils » (1).

Il partit ensuite pour le service du roi et rentra en Quercy vers la fin des guerres, en 1557, car il figure dans le rôle des nobles vassaux soumis au ban et arrière-ban, dressé le 29 mai de la même année (2). Il aurait été dési-

opposé *Jacques de Valon, escuier, de l'aige de huit ans, estudiant en l'Université de nostre ville de Bordeaux*, auquel le septième jour de février 1559 (n. s.) auroit esté pourvu de curateur..... (Extrait du procès déjà cité entre Guy de Valon et Jacques de Durfort 1556-1559).

(1) Ce testament a été rédigé par Pierre de Mars, notaire de Toulouse, en présence de Me François de Nozières avocat, Jean Galhard et Pierre Sabatier (Archives du Tarn-et-Garonne, série E, Saint-Nauphary).

(2) Ce rôle fut fait en l'assemblée tenue, le 29 mai 1557, dans le

reux d'y trouver le repos; ce furent hélas d'autres épreuves et non des moindres qui l'attendaient. La plus pénible, sans contredit, fut l'enchaînement des faits, la trame ourdie, qui provoqua un gros procès entre Guy de Valon et Jacques de Durfort et acheva de faire crouler la maison de Gigouzac. Pour en saisir les causes, le fil, il est bon de jeter un coup d'œil sur les ressources de Guy, ses emprunts, ses rapports vis-à-vis de ses parents par alliance, sur la conduite enfin d'Armande de Durfort.

§ IV. — *Guy de Valon* jouissait à Gigouzac de la moitié des revenus, l'autre moitié étant grevée par les marchands de Cahors et autres créanciers. A Moulis il ne touchait aucune rente, sa mère ayant abandonné les fruits de cette seigneurie (200 livres environ) pour solder ses dettes (1). En sorte que pour faire face aux besoins de sa maison, de ses campagnes, de ses affaires, Guy ne disposait, déduction des charges, que de cent livres par an, somme tout à fait insuffisante, et recourait à l'emprunt à jet continu (2). La dot d'Isabeau du Bousquet avait servi à payer les créanciers de Jeanne de Montlauzun qui, obérée elle-même, ne pouvait venir en aide à son fils. D'autre part la place de Gigouzac, diminuée par des aliénations successives, ne pouvait se réduire davantage sans compromettre l'assiette même de la seigneurie. Guy fut donc forcé de faire appel à la générosité de ses parents : à Jean de Borrassier au sujet des affaires de Moulis (nous avons vu ses exigences) [3], et à Jacques de Durfort pour dégager le

château royal de Cahors en présence de Louis de Peyrusse, juge-mage (Archives de la famille de Valon).

(1) Accord entre Jeanne de Montlauzun et Jean de Borrassier, du 16 février 1550 (n. s.) [Cf. p. 315].

(2) Dénombrement de *Guy de Valon*, du 23 septembre 1540 (Cf. pp. 310 à 313).

(3) Accord *Montlauzun-Borrassier* (1550); — transaction *Montlauzun-Valon*, du 11 février 1558; donation de Jeanne de Montlauzun à *Guy de Valon*, du 30 avril 1558; — Testament de *Guy de Valon*, du 19 mars 1555 [n. s.] (Archives de la famille de Valon).

domaine patrimonial⁽¹⁾. Cette situation, quoique mauvaise, aurait pu encore se prolonger sans un incident qui vint en précipiter le dénouement.

Guy de Valon, par son mariage avec Isabeau du Bousquet, fille d'Armande de Durfort, était devenu le neveu de Jacques de Durfort, seigneur de Boissières⁽²⁾. Cette union, toute de spéculation, avait eu pour but de désintéresser les créanciers de Jeanne de Montlausun. Celle-ci, pour préserver sa fortune, avait été obligée d'épouser Jean de Borrassier et d'accorder la main de sa fille, Jeanne de Valon, à Corbeyran de Borrassier, fils de Jean⁽³⁾. Le père était violent, égoïste, intéressé et, par dessus le marché, protestant; le fils pratiquait la même religion⁽⁴⁾. On comprend dès lors que le mariage de Guy ne pouvait être heureux, pas plus que ses rapports avec les Borrassier bien chaleureux. On en jugera d'ailleurs par les faits qui vont suivre.

Armande de Durfort, en épousant Guillaume du Bousquet, seigneur de Verlhac, se trouvait quelque peu parente de Jean de Lettes, évêque de Montauban⁽⁵⁾. A la mort de Guillaume, le prélat fut nommé tuteur honoraire des enfants d'Armande et c'est dans le château de l'évêque, à Beauvais près de Montauban, qu'eut lieu le mariage de *Guy de Valon*. C'est aussi dans ce château que peu de temps après devait se passer une affaire scandaleuse qui fit grand bruit et dont nous empruntons le récit à l'historien Cathala-Coture :

(1) Procès entre *Guy de Valon* et Jacques de Durfort (1556-1559) [Cf. pp. 325 à 328].

(2) Contrat de mariage de Guy avec Isabeau du Bousquet, du 16 février 1550 (n. s.); — Cf. pp. 299, 316 et 317.

(3) Accord *Montlausun-Borrassier* (1550); — transaction *Montlausun-Valon*, du 11 février 1558 (Archives de la famille de Valon); — cf. p. 304.

(4) *Ibid.*

(5) Contrat de mariage de *Guy de Valon* avec Isabeau du Bousquet, du 16 février 1550 (n. s.) [Cf. pp. 316 et 317].

« De Lettes ne soutint pas dans le reste de sa conduite
« la réputation qu'il s'était acquise lorsqu'il était évêque
« de Béziers. Le goût de la chasse devint si vif qu'il en
« négligea le soin de son diocèse. Dans ses diverses courses
« il eut encore le malheur de connaître Armande de Dur-
« fort, veuve de Guillaume du Bousquet, seigneur de
« Verlhac, pour laquelle il conçut une violente passion.
« Afin de la voir plus commodément il acheta la sei-
« gneurie de Beauvais, à deux lieues de Montauban, il
« y fit bâtir un château d'où par un chemin, qu'on appelle
« encore le chemin de l'évêque, il allait voir assidûment
« cette dame. Il avait donné sa confiance à deux frères
« nommés Calvet, l'un était son official, et l'autre, con-
« seiller au Sénéchal, était son intendant. Ces deux scé-
« lérats, loin de chercher à guérir le prélat, le flattèrent
« dans sa passion. Ils lui persuadèrent d'apostasier et de
« se marier avec cette femme. Le crime consommé il
« craignit d'être puni; il s'enfuit à Genève avec sa femme
« et acheta aux environs de cette ville la baronnie d'Eau-
« bon où il vécut plusieurs années, plus considéré qu'il
« ne devait l'être. Avant son départ il se démit de son
« abbaye de Moissac en faveur du cardinal de Guise, et fit
« passer l'évêché de Montauban sur la tête de son neveu,
« Jacques Desprez, qui en prit possession le 19 no-
« vembre 1556 (1). »

On peut juger par cela dans quel milieu étaient tombés Jeanne de Montlaurun et *Guy de Valon*, milieu tout différent par les mœurs, l'esprit et la religion et dont le contraste faisait naître, à chaque instant, heurts, déboires et tristesses. — Tous ces préliminaires étaient nécessaires pour l'intelligence des événements qui vont occasionner la brouille de Guy avec son oncle, Jacques de Durfort, des procès désastreux et la fin de la maison de Gigouzac.

Obligé de partir pour la campagne d'Italie, vers 1552,

(1) *Histoire du Quercy*, par Cathala-Coture, t. I, pp. 389 et 390.

Guy de Valon, après son mariage, n'était resté que deux ans, environ, à Gigouzac (1). Pendant son absence, Jacques de Durfort venait voir sa nièce de temps à autre ; ces visites firent bientôt jaser et la critique de s'en mêler quand Isabeau quitta le domicile conjugal et abandonna même son fils. Il n'était bruit dans l'endroit que de ce départ et de la liaison d'Armandé de Durfort. Ces faits parvinrent aux oreilles de Guy qui obtint un congé et revint en toute hâte au pays natal. Instruit de la conduite de la mère et du mauvais exemple donné par sa femme, il lui enleva par testament la tutelle de son fils et la déshérita (2). Il provoqua ensuite les explications de Jacques de Durfort, lui fit de durs reproches et, à tort ou à raison, l'accusa d'ignominie (3). Celui-ci, indigné et irrité, ne lui pardonna pas l'injure ; il en demanda réparation aux Parlements et exigea de son neveu le remboursement de ses dettes. Guy, n'ayant pu fournir les preuves suffisantes ni se liquider, fut condamné par arrêt du Parlement de Bordeaux, du 6 mai 1557, à solder à Jacques de Durfort, en capital et intérêts, 5,900 livres. Ses biens furent saisis et, le 14 janvier 1558 (n. s.), le seigneur de Boissières fut mis en possession de la place de Gigouzac, mais avec la faculté pour Guy de la recouvrer s'il payait cette somme dans un délai d'un an (4).

Un mois après, *Guy de Valon* vendit la seigneurie de Gigouzac à Robert de Gontault, protonotaire du Saint-

(1) Procès de *Guy de Valon* contre Jacques de Durfort (1556-1559) [Cf. pp. 327-328].

(2) *Ibid.* ; — testament de *Guy de Valon* (1555) [Cf. p. 321].

(3) auparavant l'accusation par *led. de Valon* instituée contre *led. de Durfort* de certain prétendu inceste de laquelle accusation..... (Extrait du préambule du procès entre *Guy de Valon* et Jacques de Durfort) [Archives de la famille de Valon].

(4) Tous ces détails se trouvent dans le préambule du procès entre *Guy de Valon* et Jacques de Durfort (1556-1559) [Archives de la famille de Valon].

Siège, 5,900 livres et se libéra vis-à-vis de son oncle. Mais Jacques de Durfort ne se tint pas pour battu, il suscita d'autres griefs, intenta de nouveaux procès et fit condamner derechef son neveu, par arrêts du même Parlement des 10, 17 mai et 7 juillet 1558, à des dommages et intérêts s'élevant à 2,500 livres. Ses biens furent saisis pour la seconde fois, à savoir les places de Gigouzac et de Moulis, y compris les revenus, rentes, droits, meubles, etc. Mais sur l'opposition de Robert de Gontault, de *Cuy de Valon*, de Jeanne de Montlauzun, d'Isabeau du Bousquet et de Jacques de Valon, la lutte recommença de plus belle (1). C'était un gros procès à cause des intérêts en jeu et de l'animosité des parties; d'un côté *Jacques de Durfort* et *Isabeau du Bousquet*, de l'autre, Robert de Gontault, *Guy de Valon*, son fils et sa mère. Voici les griefs et les revendications de chacun :

Robert de Gontault soutenait qu'ayant acheté la seigneurie de Gigouzac et payé Jacques de Durfort, celui-ci n'avait rien à réclamer (2).

Jacques de Durfort ripostait que la vente de cette seigneurie, au prix de 5,900 livres, était frauduleuse car elle en valait le double. En second lieu qu'elle avait eu lieu au préjudice des droits et hypothèques que lui attribuaient les procès pendants et les condamnations obtenues (3).

Jacques de Valon, âgé de huit ans, escolier en l'Université de Bordeaux, prétendait qu'en vertu du contrat de mariage de ses parents, la moitié des biens de Gigouzac et de Moulis donnée par son père au premier né, lui appartenait de droit; il en réclamait la propriété ainsi que les revenus à raison de 500 livres par an (4).

Jeanne de Montlauzun faisait valoir qu'elle avait donné à son fils, lors de son contrat de mariage, la place de

(1) Procès Guy de Valon-Durfort, déjà cité.

(2) (3) (4) Tous ces détails sont relatés dans les revendications de l'attaque et de la défense qui précèdent le jugement rendu au procès *Guy de Valon* et Jacques de Durfort.

Moulis et non les revenus qu'elle entendait conserver sa vie durant (1).

Enfin *Isabeau du Bousquet* réclamait, en cas de prédécès de Guy de Valon, deux mille livres d'augment et les revenus de la place de Gigouzac sa vie durant (et rien pour sa dot, chose à remarquer) [2].

On peut se demander pour quel motif intervenait Robert de Gontault. Il était frère ou proche parent de Jeanne de Gontault, épouse de Jacques de Durfort (3); son intervention prouve donc que la femme du seigneur de Boisières n'approuvait pas la conduite de son mari vis-à-vis de *Guy de Valon*. Jacques de Durfort, pour se venger, voulait ruiner complètement son neveu, s'emparer de la seigneurie de Gigouzac et la donner à *Isabeau du Bousquet*. — Robert de Gontault, à l'instigation de sa sœur, empêcha cette spoliation et ce projet d'aboutir.

Guy de Valon, de son côté, grâce à la vente de Gigouzac, qui en réalité s'élevait à 11,600 livres (4), avait restitué à *Isabeau du Bousquet* sa dot et sa corbeille (3,500 livres) et réduit à néant tous ses droits sur Gigouzac.

Les parties une fois entendues, les plaidoiries terminées et la cour suffisamment éclairée, le Parlement de Bordeaux rendit le 12 juillet 1559 l'arrêt suivant :

« Le seigneur Robert de Gontault restera possesseur
« des seigneuries de Gigouzac et Moulis à charge de
« payer à Jacques de Durfort 2,500 livres; de restituer
« au décès de Guy de Valon, la moitié de la seigneurie de
« Gigouzac, ainsi que la seigneurie de Moulis à Jacques
« de Valon, son fils; de laisser à Jeanne de Montlauzun
« la jouissance des revenus de la place de Moulis sa vie
« durant; enfin de donner à *Isabeau du Bousquet*, en cas
« de prédécès de son mari, 2,000 livres d'augment et les
« revenus de la place de Gigouzac, sa vie durant.

(1) et (2) Cf. note 2, p. 326.

(3) *Moréri*, t. II, p. 141, article *Biron*.

(4) Jacques de Durfort affirmait, dans le procès en question, que cette vente avait été faite au prix de 11,600 livres (cf. p. 318, note 1).

« Si dans la quinzaine Robert de Gontault refuse d'accepter ces conditions, les seigneuries susdites deviendront la propriété de Jacques de Durfort qui devra supporter les mêmes charges. »

« Jacques de Valon fut débouté de sa demande de pension et son père condamné à tous les frais, à prélever sur les biens vendus (1). »

Ce jugement sensé remettait tout à sa place. Si *Guy de Valon* se voyait dépouillé de tous ses biens, par contre la moitié de Gigouzac et toute la seigneurie de Moulis demeuraient à son fils, Jacques. Enfin les droits de sa mère étaient réservés et Jacques de Durfort n'obtenait que des dommages et intérêts dont il fut entièrement indemnisé, fin 1561 (2).

Robert de Gontault accepta, dans le délai fixé, les clauses du jugement et prit possession des deux seigneuries avec leurs charges, et les administra jusqu'au décès de Guy (3). Puis, à la suite d'arrangements, Isabeau du Bousquet, animée de meilleures intentions, remboursa à Robert de Gontault toutes ses dépenses et prit son lieu et place, réservant à son fils, Jacques de Valon, sa part de Gigouzac et désirant lui laisser, après sa mort, cette seigneurie quitte de toutes charges (4).

§ V. — *Guy de Valon* n'ayant aucune ressource ni pierre pour reposer sa tête, vint habiter Moulis avec sa mère où

(1) Procès entre *Guy de Valon* et Jacques de Durfort (1556-1559) [L'original se trouve dans les archives du château de la Panonie, près Gramat (Lot)].

(2) On voit, dans un cahier attestant le paiement de la rente due au seigneur de Gigouzac par B. et J. Cassan (1547-1568), quels étaient, pendant cette période, les possesseurs de la seigneurie. Jacques de Durfort y figure de 1557 à 1561 (Archives de la famille de Valon).

(3) Dans ce même cahier Robert de Gontault y figure, comme seigneur de Gigouzac, de 1562 à 1564.

(4) A partir de 1564 c'est Isabeau du Bousquet qui signe seule dans le cahier en question.

il trouva les consolations dont il était privé dans son foyer. Jeanne de Montlauzun, « *esmeue de pitié envers son fils* » « *estant sans biens ni maison et chargé de plusieurs procès, néguoces et affaires, voulant par amor filial luy pouvoir ayder et secourir* », lui donna, par transaction du 11 janvier 1558 (n. s.), les revenus du domaine de Chavagnac pendant deux ans et lui renouvela la donation déjà faite de la place de Moulis et du bien de Chavagnac qui en dépendait (1). En outre, par accord du 30 avril 1558, elle annula, par suite de dilapidations, l'arrentement de Moulis fait en faveur de Jean de Borrassier et en laissa les fruits à son fils, pour deux ans également (2).

A partir de ce moment et jusqu'en 1562, le seigneur de Gigouzac s'occupa des affaires de Moulis. Pour la conservation de ses droits il se fit délivrer en 1560, en vertu d'un compulsoire du Sénéchal du Quercy, les reconnaissances des habitants de Villebrunier et autres lieux reçues jadis par les anciens seigneurs de Moulis (Raymond Tapparas et Amanieu de Montlauzun) en 1454, 1488, 1499 et 1501 (3). C'est vers cette époque, ou peut-être un peu auparavant, qu'eut lieu dans l'endroit un incident pénible qui témoigne que malgré son entourage et les difficultés de toutes sortes, *Guy de Valon* restait inébranlable dans ses convictions. — Quand le scandale de l'apostasie et du mariage de l'évêque Jean de Lettes avec Armande de Durfort fut à son comble, Guy et sa mère protestèrent et désavouèrent leur conduite et leur union. Le couple en fut très contrarié. Pierre du Bousquet, dit le capitaine,

(1) et (2) Transaction *Montlauzun-Valon* passée à Saint-Nauphary par Jean Maurou, notaire, en présence de P. Pichaud notaire, G. Bastide et L. Furbeyre; — Donation de Jeanne de Montlauzun à *Guy de Valon*, reçue par Jean Maurou en présence des personnes ci-dessus (Archives du Tarn-et-Garonne, série E, Saint-Nauphary, minutes de Jean Maurou).

(3) Terrier de noble *Guyon de Valon*, seigneur de Molys et de Gigozac (Archives du Parlement de Toulouse, notaires).

qui ne pardonnait pas à Guy sa rupture avec Isabeau du Bousquet, prit fait et cause pour Armande de Durfort et, suivi du cuisinier de l'évêque et d'une bande de scélérats, poursuivirent Jeanne de Montlauzun et son fils de leurs outrages, leur causèrent des dommages et vinrent les insulter jusque dans leur demeure. Guy et sa mère demandèrent réparation au Parlement de Bordeaux qui condamna Pierre du Bousquet, le cuisinier et leurs complices à une forte amende. Le règlement de cette affaire n'était pas encore terminé en 1560 (1).

Mais c'est surtout dans les guerres de religion que Guy de Valon fit preuve de dévouement. Il fut un des premiers à l'honneur et aussi une des premières victimes. A l'avènement de François II, les Catholiques avaient pour appuis les princes lorrains et à leur tête le duc de Guise; les Protestants, pour chefs : les princes de Bourbon et le prince de Condé. Ces derniers furent écartés du pouvoir. La conjuration d'Amboise (1560), fruit de leur audace, révéla les périls qui menaçaient le roi et la nation dans sa foi. En 1561 le connétable de Montmorency, le duc de Guise et le maréchal de Saint-André formèrent le triumvirat catholique pour réprimer l'hérésie et les attentats des Huguenots. Malheureusement Catherine de Médicis, qui s'était emparée du gouvernement à la mort de François II, ayant attiré les Condé et les Coligny auprès de

(1) Procuration donnée par Jeanne de Montlauzun à *Guy de Valon* pour lever et exiger..... de Guillaume, dit le cosinier de monsieur de Montauban, jadis nommé Jehan de Lettes, et d'autres ses complices, évêque dud. Montauban, sa cotte part de l'esmende que led. Guillaume auroit esté condamné envers lad. J. de Montlauzun par la court de Parlement de Bordeaux touchant l'exez commis et perpétré en la maison de lad. de Montlauzun par Pierre du Bosquet dit le cappitaine, et comme estant led. Guillaume des complices dud. P. du Bosquet mentionné aud. arrest et condamné..... receu par Jean Maurou, notaire de Saint-Nauphary, le 22 février 1560 (n. s.) [Archives du Tarn-et-Garonne, série E, Saint-Nauphary].

sa personne, leur accorda l'*édit de janvier* (1562) permettant aux Protestants le libre exercice de leur culte dans les faubourgs et les campagnes. Les Catholiques, indignés, se soulevèrent ; les Huguenots devinrent plus exigeants. La guerre, qui grondait, éclata après la rixe de Vassy (1562). Catholiques et Protestants prirent les armes. Tels furent les préliminaires des guerres de religion qui ensanglantèrent le pays et pendant un siècle couvrirent de maux la France entière.

Pendant la première guerre les troupes catholiques gagnèrent la bataille de Dreux (1562) et reprirent aux Protestants la plupart des villes dont ils s'étaient emparés. De son côté Montluc, désigné par le roi pour rétablir l'ordre en Guyenne, usait de représailles et sauvait Toulouse, Bordeaux et toute la Guyenne. Cependant quelques localités, Montauban surtout (foyer du protestantisme en Quercy), opposaient une sérieuse résistance. Montluc assiégea cette ville le 24 mai 1562, secondé par Terride et plusieurs capitaines, entre autres Colombier et *Gigouzac* parmi ceux du Quercy. Guy de Valon avait donc répondu au premier appel ; ses campagnes d'Italie et sa bravoure lui avaient valu son grade de capitaine, comme en témoignait le choix de Montluc, bien qu'il fut son parent⁽¹⁾. Comme il était à proximité, sa compagnie fut une des premières à soutenir le feu. — Terride prit son quartier vers Montmirac et Montluc au Moustier ; malgré le peu de monde dont ils disposaient, une artillerie insuffisante, l'attaque fut commencée avec vigueur mais sans succès. Les assiégés, plus nombreux et mieux outillés repoussèrent l'assaut, firent des sorties heureuses, chassèrent Terride de son quartier et l'acculèrent dans une tuilerie « où il allait être forcé, sans Montluc qui accourut et le

(1) Antoinette Isalguier, mère de Jeanne de Montlauzun, devait être la sœur de Jacques Isalguier, père d'Antoinette Isalguier femme de Blaise de Montluc. Celui-ci devait donc être l'oncle breton de *Guy de Valon* (Cf. la note 3 de la page 318).

« dégagea. Réunis ils poussèrent à leur tour les assiégés
« jusqu'à la porte de la ville, qu'on ferma promptement
« de peur que dans la confusion l'ennemi n'entrât avec
« les fuyards. Ceux qui restèrent dehors se jetèrent dans
« le fossé et se sauvèrent ou périrent sous le feu des
« assiégés » (1). Guy de Valon, blessé à côté de Montluc,
se retira à Moulis pour se guérir et reconstituer sa com-
pagnie ; ce fut l'affaire de quelques jours, car il se trou-
vait devant Montauban investi pour la seconde fois, du
14 au 17 septembre. Enfin il prit part au troisième siège,
le plus meurtrier sans contredit, qui eut lieu du 13 octobre
au 3 novembre 1562. On se battit de part et d'autre avec
acharnement. Durant les sanglantes journées du 20 au
27 octobre les assauts et les sorties se succédèrent sans
relâche, et malgré leur courage et leurs efforts les Catho-
liques ne purent s'emparer de la ville. Aussi Terrible
voyant ses troupes décimées, sur le conseil de Montluc,
abandonna la place le 3 novembre (2). Pendant ces divers
combats beaucoup d'hommes et plusieurs capitaines péri-
rent, un grand nombre furent blessés, *le capitaine Gigou-*
zac très grièvement (3). On le transporta à Moulis où il

(1) *Histoire du Quercy*, par Cathala-Coture, t. I, p. 413. — *Com-
mentaires de Montluc*, t. III, p. 60.

(2) *Ibid.*

(3) *Histoire du Quercy*, par Salvat, t. III, p. 129 : « quant
« aux morts et blessés au siège de Montauban levé le 3 novembre :
« Épernon.....; Colombier, capitaine aux ordres de l'évêque, fut
« mortellement blessé dans une escarmouche et mourut peu de
« temps après; *Gigousac, originaire du Quercy, blessé au même siège,*
« *ne mourut que le 1^{er} avril 1563.....* (*Histoire du Quercy*, par Sal-
« vat, t. III, p. 129).....; — « telle fut l'issue de toutes les tem-
« pestes à l'endroit de Montauban ou Dieu à la vérité démonstra
« merveilleux témoignages de sa puissance ayant esté si grièvement
« affaiblie et par dedans et par dehors y estant demeurés de la
« part des assiégeants, par leur dire même, environ 2,000 soldats
« avec les capitaines Bazourdan, Montmaur, Espernon et son en-

vécut encore quelques mois et où, malgré les soins les plus empressés, il succomba en mai ou juin 1563, âgé de trente-huit ans (1). Il fut enseveli, selon son désir, dans l'église de Moulis, ancienne chapelle des Templiers, ou dans l'église Saint-Nauphary, au tombeau des Montlauzun (2). Avec lui disparaissait, pour ainsi dire, la branche directe des Valon de Gigouzac, car son fils, Jacques, ne lui survivra guère. Par ses épreuves, ses souffrances et sa mort, *Guy de Valon* restera une belle figure dans l'histoire de sa famille.

De son mariage avec Isabeau du Bousquet, Guy de Valon n'a eu qu'un fils unique, Jacques, dont l'article suit (Cf. Tableau IV, pp. 208 et 209) (3).

« seigne, Hauterive, Entragues, Lanafrède, Saint-Jame, Coulombier, Pellefigue, un Italien, lieutenant de Saint-Salvy, Gardouche, « son lieutenant et son frère. *Le sieur de Zigousac* et plusieurs officiers et membres de compagnies desquelles on n'a pas pu avoir « les noms avec plusieurs autres grièvement blessés..... » (*Histoire des Églises réformées*, par Théod. Bèze, 1580, Anvers, t. III, p. 137).

(1) Salvat marque la mort de *Guy* au 1^{er} avril; mais Théod. Bèze, qui donne les noms des morts et blessés après la paix du 24 avril 1563, mentionne *Guy* parmi les blessés. Il a dû mourir un ou deux mois après.

(2) Dans son testament du 19 mars 1555 (n. s.), *Guy de Valon* avait demandé à être enseveli dans l'église la plus proche du lieu où il décéderait (Cf. p. 188); — sa mère, Jeanne de Montlauzun, fut inhumée dans l'église de Saint-Nauphary (Cf. son testament, archives du Tarn-et-Garonne, série E, Saint-Nauphary).

(3) Le procès *Guy de Valon-Durfort* est le seul document qui parle « des enfants » de *Guy de Valon*; tous les autres s'accordent à dire qu'il n'a eu qu'un fils unique.

CHAPITRE XVII

JACQUES DE VALON, seigneur de Gigouzac

(1563-1567 ?)

**ISABEAU DU BOUSQUET, veuve de Guy de Valon,
seigneuresse de Gigouzac**

(1568-1612)

LES DU BOUSQUET, seigneurs de Gigouzac

(1612-1669)

1° *Jacques de Valon achève ses études à Bordeaux ; son séjour à Moulis, puis à Gigouzac où il meurt avant vingt ans. — 2° Isabeau du Bousquet, seigneuresse de Gigouzac, sa famille ; son testament, son décès. — 3° David du Bousquet lui succède ; transaction avec les habitants au sujet des moulins. — 4° Jean-Guy du Bousquet ; nouvelle transaction entre le seigneur et les habitants au sujet de leurs droits respectifs (16 août 1635). — 5° Litige avec les évêques de Cahors relatif aux hommages de la seigneurie. — 6° François du Bousquet dernier seigneur de ce nom à Gigouzac ; transaction avec ses frères ; vente de la seigneurie à Pierre de Filhol.*

§ I. — *Jacques de Valon avait 13 ans quand son père mourut (1). Il resta sous la tutelle de Jeanne de Montlauzun et continua ses études à Bordeaux jusqu'à 14 ans*

(1) Le prénom de Jacques a été donné au fils de *Guy de Valon*, parce que son parrain devait être Jacques de Durfort, oncle d'Isabeau du Bousquet.

environ (1). Il revint ensuite auprès de sa grand-mère. D'après l'arrêt du Parlement de Bordeaux (12 juillet 1559) Jacques, au décès de son père, entra en possession de la moitié de la seigneurie de Gigouzac et de la seigneurie de Moulis en entier, à l'exception des revenus dont la jouissance appartenait à Jeanne de Montlauzun et à Isabeau du Bousquet (2). Isabeau s'était réconciliée avec son mari peu de temps avant sa mort, probablement après la blessure qu'il reçut au siège de Montauban. C'est à la suite de ce rapprochement que fut conclu l'arrangement moyennant lequel la veuve de Guy, après avoir désintéressé Robert de Gontault, prit son lieu et place à Gigouzac vers 1564 (3). De telle sorte que cette seigneurie se trouvait débarrassée de toutes charges et dettes.

On ne sait pas au juste combien de temps *Jacques* est resté à Moulis. Un taillable de ce lieu mentionne seulement les possessions soumises à la rente qui lui appartenaient en 1560 (4). Après cette date on ne trouve plus rien sur lui dans cette région. Il est à présumer que le jeune seigneur revint à Gigouzac, auprès de sa mère, à la mort de Jeanne de Montlauzun qui vivait encore fin 1564 (5). Celle-ci, par son testament du 7 septembre 1556,

(1) Le procès entre *Guy de Valon* et Jacques de Durfort (1556-1559) mentionne *Jacques de Valon* écolier en l'Université de Bordeaux en 1558-1559 (Cf. p. 320, note 5).

(2) Procès *Guy de Valon* et Jacques de Durfort, déjà cité (Cf. pp. 327 et 328).

(3) Cf. p. 328, note 3.

(4) Extrait de l'arpentement du lieu de Moulis fait en 1560 (Archives de la mairie de Reyniès). On se demande pourquoi *Guy de Valon* ne figure pas dans cet arpentement au lieu de *Jacques*; sans doute parce que le jugement du procès *Valon-Durfort* (12 juillet 1559) avait attribué la seigneurie de Moulis à *Jacques de Valon* (Cf. le paragraphe IV du chapitre XVI).

(5) Procuration de Jeanne de Montlauzun à noble Corbeyran de Borrassier, du 7 août 1564 (Archives du Tarn-et-Garonne, série E, Saint-Nauphary).

avait fixé sa sépulture dans l'église de Saint-Nauphary, au tombeau d'Antoinette Isalguier, sa feu mère ; elle légua pour le luminaire de l'église trois livres tournois et autant au plat du Purgatoire ; donna à sa fille, *Jeanne de Valon*, 20 livres tournois et nomma pour héritier universel son très cher et aimé fils, Guy de Valon, seigneur de Gigouzac, en lui substituant son petit-fils, *Jacques de Valon*, et dans le cas où Jacques n'aurait pas de postérité, sa fille Jeanne de Valon (1).

Le silence des archives sur la gestion de *Jacques* à Gigouzac depuis son retour (1564 ou 1565), date à partir de laquelle Isabeau du Bousquet s'occupe des affaires de la seigneurie pendant la minorité de son fils, jusqu'en 1568, date où elle gouverne seule en qualité de dame seigneuresse de Gigouzac (2), prouve que Jacques est mort tout jeune et au pays natal puisqu'il est enseveli dans l'église de Gigouzac, comme en fait foi le testament d'Isabeau (3). *Jacques de Valon* a du donc s'éteindre entre 16 et 17 ans sans s'être marié, laissant à sa mère la moitié de la place de Gigouzac, et à sa tante, Jeanne de Valon, la seigneurie de Moulis en vertu des clauses testamentaires de Jeanne de Montlauzun. — On remarque dans l'église de Gigouzac, au fond de la nef, une pierre tombale ornée d'une grande croix à relief, dont la sculpture accuse le xvi^e siècle. Ce n'est pas la sépulture d'un ecclé-

(1) Ce testament a été passé à Bordeaux par G. Boudias, notaire (Cf. p. 320, note 4).

(2) Dans un cahier de rentes de la seigneurie, on voit qu'à partir de 1564 Isabeau du Bousquet signe seule, et à chaque article le texte porte : Paga Jean Cassan la renda que fa à *Monsur de Gigouzac*..... Il en est ainsi jusqu'en 1568. Après cette date Isabeau du Bousquet est qualifiée seigneuresse de Gigouzac (Archives de la famille de Valon).

(3) veux que mon corps soit mis en terre au tombeau ou feu noble *Jacques de Valon*, mon fils, a esté mis (Extrait du testament d'Isabeau du Bousquet, cf. le paragraphe II du présent chapitre).

siastique, le manque d'attribut en témoigne ; c'est la tombe d'un chevalier, assurément celle de *Jacques de Valon*, le dernier représentant de la branche de Gigouzac. Il repose dans l'église où tant des siens dorment en paix. Ainsi s'éteignit une branche qui se recommandait par un long passé, dont le caractère était essentiellement chevaleresque. Elle avait grandi sous la féodalité, assisté aux grandes manifestations des Croisades, pris une large part aux guerres de cent ans et d'Italie, sacrifié sa vie et son patrimoine pour sa fidélité à son pays et à son roi, porté haut enfin le drapeau de la foi et donné à l'Église, à tous les âges, bon nombre de ses fils.

Il ne restait plus en Quercy, pour continuer la famille, que les Valon de *Gigouzac-Saint-Amaran*, dont le représentant, *Pierre de Valon*, habitait Saint-Chamarand depuis 1545. Cette branche fera l'objet d'un article spécial.

Là devrait se terminer notre récit, nous le continuerons néanmoins parce que les documents qui vont suivre rappelleront quelques actes antérieurs où il sera question des Valon.

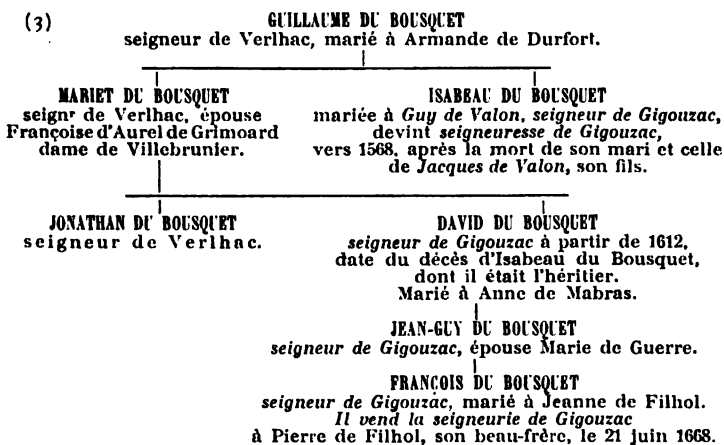
§ II. — La veuve de *Guy de Valon* prenait possession de Gigouzac en pleine guerre de religion, mais d'après les mémoires du temps la région ne paraît pas avoir trop souffert de cette calamité. D'ailleurs pendant les quarante ans qu'elle demeura à la tête de la seigneurie, aucun fait saillant n'est à signaler. — Isabeau du Bousquet appartenait à la branche de Verlhac. Sa famille, originaire de Cahors, très ancienne, est mentionnée dans les livres consulaires ; elle a fourni un cardinal au ^{xiv}^e siècle, elle était apparentée au pape Jean XXII et au vicomte de Villemur qui fit donation en 1397, à Nicolas du Bousquet, de la seigneurie de Verlhac dans le Montalbanais (1). La branche de Cahors comptait plusieurs membres dans la judi-

(1) *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. III, pp. 98 et 199 ; — renseignements fournis par l'abbé Foissac.

cature ; elle possédait la seigneurie de Peyrat et disparut à la fin du ^{xviii}^e siècle (1). La branche de Verlhac garda longtemps ce fief et s'éteignit elle-même à la Révolution (2). La généalogie ci jointe montre les divers possesseurs de la terre de Gigouzac (3).

Isabeau du Bousquet fit son testament le 29 novembre 1609 ; elle voulut être ensevelie dans l'église de Gigouzac, au tombeau de feu *Jacques de Valon*, son fils ; elle donna aux pauvres de la localité trois quarts de blé mixture, pour leur être distribuées au mois de mai de chaque année ; légua à *Isabeau du Bousquet*, sa nièce, six mille livres ; à *Jonathan et Charles du Bousquet*, ses petits-neveux, cinq cents livres à chacun ; elle fit d'autres legs à ses autres neveux ou nièces et nomma pour héritier universel *David du Bousquet*, son neveu, et lui substitua son fils *Jean* (4). — Elle mourut en août 1612 (5).

(1) et (2) Communication de M. l'abbé Foissac.



(4) Ce testament a été retenu le 1^{er} décembre 1609, par Bernard Salgues, notaire d'Uzech-les-Oules, en présence de Pierre Dilh, prêtre, Pierre Carbonnel, prêtre, recteur de Pontcirq, et Patrice Carbonnel, habitant de Gigouzac (Archives de la famille de Valon).

(5) L'ouverture de ce testament eut lieu le 30 août 1612, devant la cour du Sénéchal de Cahors (Archives de Valon).

§ III. — DAVID DU BOUSQUET, fils de Marien, seigneur de Verlhac, et de Françoise d'Aurel de Grimoard, dame de Villebrunier, était déjà âgé quand il hérita de la seigneurie de Gigouzac. Il épousa en premières noces Gabrielle de Castanié sans avoir de postérité, et en deuxième noces, le 27 janvier 1608, Anne de Mabras dont il eut deux fils : *Jean-Guy*, qui lui succédera, et *Jean*, seigneur de Beauvais, marié, le 19 juin 1632, à Louise de Ranconet, demoiselle de Polinhac (1).

David du Bousquet arrenta la place de Gigouzac, le 9 février 1614, à Pierre Dilh, notaire, et à Jean Dilh, chirurgien, pendant six ans, moyennant le prix de 1,100 livres par an. L'inventaire des meubles laissés aux fermiers, fait connaître en même temps les pièces du château mises à leur disposition, savoir : la cuisine, salle basse, chambre à côté de la salle basse, la galerie, la chambre du milieu et celle du fond, le grenier. L'ensemble formait un corps de logis. La tour et l'autre corps de logis servaient d'appartements au seigneur (2).

Après la guerre de cent ans les habitants des villes et des campagnes ne songèrent qu'à réparer les désastres, à remettre les terres en état et à constituer de nouveaux foyers. Les inféodations, qui en furent la conséquence, durèrent 40 ans environ, rétablirent les anciennes coutumes et réglèrent les rapports entre les seigneurs et les tenanciers. Pendant le xvi^e siècle, rien ne vint modifier cet état de choses ; les populations eurent d'ailleurs beaucoup à souffrir des guerres de religion. Quand elles furent terminées, une certaine émancipation s'empara des esprits ; on étudia de près toutes les conventions primitives

(1) Le contrat de mariage de Jean du Bousquet, seigneur de Beauvais, fut passé à Gigouzac par Henri Dilh, notaire, en présence de Jean de Castanet seigneur de Tauriac, Pierre Dilh et Pierre Carbonnel (Archives de Valon).

(2) L'acte fut passé par Henri Dilh, notaire, en présence de Jean Borie et Jacques Baille de Gigouzac (Archives de Valon).

et chaque empiètement du seigneur fit l'objet d'une revendication. Il y eut dans maintes localités, au début du xvii^e siècle, comme un réveil d'affranchissement. Bon nombre de procès surgirent et firent naître de nouveaux accords. Nous avons mentionné, dans l'étude du prieuré de Catus, les différends et les luttes entre le seigneur et les habitants d'où sortit la transaction de 1617 (1); il en sera de même à Gigouzac.

Du temps d'Isabeau du Bousquet, quelques habitants avaient pris l'habitude de faire moudre leur blé ailleurs qu'au moulin de Valon: Aussi dès que David du Bousquet fut à la tête de la seigneurie, il fit cesser cet abus en les faisant condamner par son juge; mais ceux-ci portèrent l'affaire devant le Sénéchal. Sur ces entrefaites le seigneur fit assembler les tenanciers sur la place de Gigouzac et leur exposa qu'il désirait les maintenir en leurs biens jadis inféodés, et observer les conventions anciennes; mais qu'il ne pouvait souffrir qu'on dérogeât aux contrats primordiaux, notamment au sujet des moulins. A cet effet il leur donna lecture de l'acte d'inféodation du moulin de Baldy par *Pierre de Valon*, seigneur de Gigouzac, le 3 mai 1487, faisant défense aux habitants d'y faire moudre leur blé (2). En second lieu du contrat d'accord d'*Agnet de Valon* et Guy de Quercy (20 décembre 1507), en vertu duquel le seigneur cédait à Guy de Quercy le *moulin haut, appelé de Preschat*, avec l'expresse réserve que lui ni ses successeurs ne pourraient faire moudre le blé des gens du bourg (3). En conséquence il leur demanda s'ils vou-

(1) *Prieuré de Catus*, par L. de Valon, pp. 186 à 192 du tirage à part (1905).

(2) par lequel led. seigneur s'est réservé que led. Bessières, ses successeurs ni meusniers estants possesseurs dud. molin de Baldy ne pourront prendre d'aulcungs des habitants dud. lieu de Gigouzac le bled pour moulder en iceluy..... (Extrait de la transaction du 14 avril 1615).

(3) par lequel appert que led. *sieur de Valon* s'est réservé que led. de Quercy, ses successeurs ny meusniers qui posséderont au

laient observer les anciennes conventions ou y déroger. Sur leur réponse conciliante, la transaction ci-après fut passée le 14 avril 1615 : « Les habitants de Gigouzac continueront comme par le passé à moudre leur blé au moulin de *Valon* et s'engagent, sous peine d'amende, à ne plus aller aux autres moulins du seigneur. Ils déclarent en outre vouloir observer les inféodations, accords, transactions, reconnaissances passées entre les emphytéotes et les seigneurs de *Valon*, prédécesseurs de David du Bousquet (1). »

Cet arrangement ne devait pas durer. Les causes de conflit, un moment apaisées, se réveillèrent à la première occasion. Il fut d'autant plus aisé de rouvrir l'affaire que l'accord de 1615 n'accordait aucun privilège. Mais le seigneur, avancé en âge, fit la sourde oreille, laissant à son successeur le soin de la résoudre. Il mourut en 1622 (2).

tems advenir led. molin de Preschat ne prendroit ny ne leur estoit permis de moudre en iceluy molin le bled d'aulcungs desd. habitans de Gigouzac..... (Extrait de la même transaction).

(1) Cette transaction a été passée par Guillaume Brugalières, notaire de Boissières, et Pierre Guitges, notaire de Saint-Germain, en présence de Hugues Cavalie, Jacques Lugan et Jean Fauré. — Les habitants qui prirent part à cette transaction furent : Jean de Constans, notaire ; Pierre Calvet, Pierre Calvet, courdonnier ; Berthomieu Calvet, Gaspard Boys, Guillaume Boys, courdonnier ; Guillaume Boys, Jean Calvet, Anthoine Couderc, Antoine Longuefon, Antoine Andral, Girot Ramond Boys, Guillaume Sudres, Jean Rigal, Anthoine Aymar, Bernard Boysson, Jean Floyras, Jean Boys, Pierre Bastide, Estienne Fuelnard, Pierre Carbonnel, Jacques Desplas, Patrice Clédon, Raymond Rigal, Anthoine Bruel, Guillaume Petit, Guillaume Fargues, Jean Fuelnard, Jean Carbonnel, Jean Miquel, notaire ; Antoine Boys, clerc ; Pierre Veyrières, Antoine Boys, Antoine Béral, Pierre Borgade, Antoine Maury, Guillaume Aymar, Jean Cassanhès, Pierre Alibert, Antoine Delaye, jardinier ; Pierre Dilh, notaire ; Jean Dilh, chirurgien ; Pierre Dilh, marchand ; Jean Sannagal, Guillaume Vignes, Jean Bonnet, Géraud Vignes, Jean Boys, et Olivier Boys, serrurier (Archives de Valon).

(2) D'après un acte signé Dilh, David du Bousquet vivait encore

§ IV. — JEAN-GUY DU BOUSQUET, au lieu d'écouter les revendications des habitants, leur opposa une fin de non-recevoir. Le conflit se ralluma. Les censitaires engagèrent le procès, d'abord au présidial de Cahors, ensuite au Parlement de Toulouse. Ils demandèrent, suivant leur requête du 12 janvier 1627 (1), à jouir paisiblement et sans redevance, des fours et moulins, c'est-à-dire d'aller moudre où bon leur semblerait et d'avoir fours particuliers pour leur usage ; à être déchargés d'une partie de la rente proportionnellement aux aliénations des seigneurs de Valon et du Bousquet ; enfin la révocation des accords et transactions intervenus après l'inféodation du 14 janvier 1451 (n. s.) par *Guérin de Valon*. En somme le conflit roulait sur beaucoup de points ; il menaçait de prendre certaines proportions ; l'irritation grandissait, quand sur de sages avis les parties inclinèrent vers la paix et signèrent la transaction du 26 août 1635, qui passe en revue les conventions de l'ancien régime et règle tous les points contestés. Vu son importance nous la donnons *in extenso* :

« Comme soict ainsin que le quatorzième jour du moys
« de janvier mil quatre cens cinquante (14 janvier 1450
« [a. s.] noble *Guérin de Valon*, seigneur de Gigouzac eust
« baillé à nouveau phief la terre de Gigouzac duement
« limitée et confrontée sous le cens et rante de *vingt sex-*
« *tiers froment, cinq sextiers avoyne* mesure de Caors, *vingt*
« *livres tournois, vingt gélines, vingt manœuvres et vingt*
« *charellées de bois et deux sols d'acapte sur chaque emphi-*
« *teote*, à mutation de seigneur et d'emphiteote, soy résér-
« vant, ledit seigneur, *la justice haute moyenne et basse,*
« *son château, son boriatge, la maison d'Arnaud Lacombe,*
« *troys preys, ses jardins et son verger et certaines devèzes*
« mentionnées audit contrat ensemble de la terre pour faire
« une vigne nécessaire pour luy et sa famille et de pou-

le 24 avril 1622 ; mais d'après un autre acte du 20 novembre 1622, signé Dilh, ce seigneur était décédé à cette date (Arch. de Valon).

(1) Archives du Parlement de Toulouse, B, reg. 470, f^o 176.

« voir construire ung molin appelé « DE VALON » et que les
« émoluments que en proviendroint luy appartiendroient
« et tous aultres comme est pourté par ledict contrat.

« Et que despuis par transaction du quatrième février
« mil quatre cens soixante deux (4 février 1462 [a. s.])
« passé entre noble *Jacques de Valon* et les habitants et
« juridictionnels dudit Gigouzac eust été convenus que
« les *molins* de la terre et juridiction dudit Gigouzac,
« appartiendroint audit seigneur desquels lesdits habitants
« et juridictionnels seroient tenus de moudre les bletz de
« leurs despances aux molins dudit seigneur sy ce n'est
« qu'il y eust empeschement légitime et de payer audit
« seigneur la moldure congrue et convenable suyvant
« l'usage et costume du présent pays de Quercy. Ensuite
« de laquelle transaction lesdits habitants et juridic-
« tionnels en faisant leur recognoissance aul seigneur
« dudit Gigouzac ils s'obligèrent daler moudre aux mo-
« lins baneaux dudit Gigouzac à peyne de confiscation
« de leur bestial et bled, mesme dans les infeudations des
« terres déguerpies et autres faictes depuis la susdite
« transaction lesdits emphytéotes se sont toujours obligés
« daler moudre aulxdits molins sur semblable payne.

« Et par aultre contract passé entre ledit seigneur
« (*Jacques de Valon*) pour les causes y contenues lesdits
« habitants se seroient encore obligés de luy payer pour
« le droit de *fogage* chascung ung paire de poules et deux
« manœuvres.

« Despuis encore par aultre contract postérieur le sus-
« dit seigneur (*Jacques de Valon*) pour des raisons y men-
« tionnées auroict augmenté la rente contenue audict
« tiltre primordial (14 janvier 1450 [a. s.]) de *vingt quartes*
« de bléd fromant de rante et *vingt quartes avoyne* (1).

« Pour raison de quoy auroict esté introduitte instance
« en la cour de monsieur le Sèneschal de Quercy, siège
« principal de Caors, dévolue par appel en la cour de

(1) Ce contrat fut passé le 29 mars 1474 (a. s.) [cf. p. 251].

« Parlement de Thoulouze où elle est pendante et indé-
« cise entre le scindic de certains habitants dudit Gigou-
« zac, demandeurs d'une part, et messire Jean-Guy du
« Bosquet, seigneur dudit Gigouzac, deffendeur d'autre.
« En laquelle instance ledit scindic disoict et insistoict que
« tous les contrats passés depuis le tiltre primordial et
« au préjudice d'iceluy devoient estre cassés, la rante et
« aultres droictz n'ayant peu estre augmentés sans aug-
« menter le phief et demandoict d'estre réintégrés en
« molins desquels ils avaient faict délaissement par la
« susdite transaction de l'an mil quatre cens soixante
« deux, la dicte transaction ayant été faite et passée
« par crainte et impression de leur seigneur, en tous cas
« qu'ils devoient estre deschargés de la rante que lesdits
« molins pourroint pourter.

« Et pour la rante contenue au tiltre primordial quelle
« devoict estre diminuée daultant que depuis le sei-
« gneur (*Agnet de Valon*) avoict aliéné une partie de sa
« rante à messire Antoine de Luzech, évesque de Caors,
« par deux divers contractz, l'un du vingt troiesme
« septembre mille cinq cens deux (23 septembre 1502),
« l'autre du quatriesme juing mil cinq cens quatre
« (4 juin 1504), revenant ladite rante aliénée a plus de
« quinze ou seize quartes de bled et la suite.

« Disoict en oultre que ledict seigneur (Jean-Guy du
« Bousquet) se devoict charger de la rante que les acqui-
« sitions faictes par ses prédécesseurs pourroint porter,
« laquelle rante desduitte avec celle que a esté aliénée
« à l'évesque dudit Caors, toute la rante que pourroict
« estre justement et légitimement due au seigneur de
« Gigouzac ne pourroict revenir à soixante quartes de
« bled fromant et la suite à propourtion.

« A quoy ledict seigneur de Gigouzac respondoict qu'il
« se vouloict tenir au tiltre primordial (14 janvier 1450
« [a. s.] et à la transaction de l'an mil quatre cens soixante
« deux et aux recognoissances et infeudations à suite de
« ladite transaction; en ce qui concerne la banalité des

« molins et notamment aux contracts d'inféudation des
« molins de Baldy (par *Pierre de Valon*, le 3 mai 1487)
« et de Preschat (par *Agné de Valon*, le 20 décembre
« 1507) et pour les deux contracts postérieurs [l'un
« vers 1465 et l'autre du 29 mars 1474 (a. s.)] ores ils
« feussent faicts avec cognoissance de cause pour les rai-
« sons y contenues, néantmoins puisque les habitants ne
« les vouloient approuver il consentoit volontiers à la
« résolution d'iceulx à la charge toutesfoys que parce que
« par le tiltre primordial il auroit faict de grandes
« réservations qu'il devoit jouyr outre la rante y con-
« tenue de la rante que les phiefs et ténemens réservés
« pourroient porter mesme de la rante que ung des tène-
« mens réservés, appelé Despinasarde, estoit arranté sépa-
« rément par contract du vingt deuxiesme janvier mil
« quatre cens soixante deux (22 janvier 1462 [a. s.] passé
« par *Jacques de Valon*) soubz le cens et rante de huit
« quartes de fromant, mesure de Caors, et la suite,
« laquelle rante desdits fiefs réservés jointe avec la rante
« contenue audit tiltre primordial revenoit à plus de
« cent quartes de bled fromant ou environ sans com-
« prandre les rantes aliénées par ses prédécesseurs qui
« despendoient la pluspart desdites réservations.

« Et pour la métérie disoit (ledit seigneur) qu'elle
« estoit réservée sans contenance et que celle qu'il jouyt
« à présent ne pouvoit estre jugée de plus grande con-
« tenance que celle qui est contenue dans ladite résér-
« vation faicte par le susdit tiltre primordial.

« Disoit davantage que son molin (*de Valon*) estoit
« banier et que tous les habitants du lieu et juridiction
« estoient tenus de venir moudre leurs bleds à ses molins
« sous les peynes poutées par les susdits contracts de
« transaction de l'an mil quatre cens soixante deux et
« aultres contracts d'inféudations et recognoissances et
« aultres peynes du droict commung ne pouvant lesdits
« habitants contester ladite transaction sous prétexte
« quelle déroge aucunement au tiltre primordial d'aul-

« tant que ung emphytéote particulier peust déguerpir le
« phief à son seigneur et a plus forte raison la commu-
« nauté. D'ailleurs par le tiltre primordial le seigneur
« sestant réservé de construire ung molin il la peu randre
« banier par convention faicte avec lesdits habitants, la
« convention estant ung moyen légitime pour randre ung
« molin banier. — Oultre cela ledict contract est appuyé
« de plusieurs aultres susdits tiltres et recognoissances
« produittes au procès par lesquels lesdits emphytéotes
« sont par exprès obligés daler mouldre leurs bleds aux
« molins du seigneur laquelle prohibition joincte avec la
« prescription seront suffisante pour acquérir droit de
« banualité au seigneur. De plus après que les molins
« feurent déguerspiss et délaissés, par les contracts de bail
« à nouveau phief faict par le seigneur (*Pierre de Valon*
« et *Agnet de Valon*) des deux molins de Baldy et de
« Preschat est notamment et par exprès pourté que les
« pousseurs desdits molins ne pourront mouldre le bled
« d'aucung habitant dudict lieu et jurisdiction sans l'ex-
« presse licence et permission dudict seigneur aux peynes
« y contenues et finalement il monstroict que par aultre
« transaction de l'an mil six cens quinze lesdis habitans
« avoint déclaré a feu noble David du Bousquet, seigneur
« pour lors dudit Gigouzac, qu'ils étoient tenus daler mou-
« dre leurs bleds aux molins baniers dudict seigneur sui-
« vant les tiltres y mentionnés et aultres produits au
« procès ausquels ils ne vouloint contrevenir.

« Lesdits habitans répliquoient que généralement tous
« les actes faits au préjudice du premier contract ne
« pouvoient subcister et que les molins du seigneur ne
« pouvoient estre baniers daultant que la banalité est une
« servitude quy doit avoyr une cause perpétuelle et que
« le ruisseau sur lequel le molin dudict seigneur est cons-
« truit n'est pas perannel et à cause de cela il n'est pas
« suffisant pour servir continuellement tous lesdits habi-
« tans. Desnioint aussy que ledit seigneur eust jouy con-
« tinuellement du dict droit de banalité et que l'acte de

« transaction faicte avec ledit feu seigneur de Gigouzac
« (*Jacques de Valon*) avoit esté consanti par crainte et
« révérence de leur seigneur de quoy ils pouvoient estre
« relevés. Et pour les réservations disoient que le seigneur
« jouyssoit d'ung des *trois deniers* conteneus au tiltre
« primordial et que les aultres deux estoient jouys par
« le sieur de Molières comme ayant droict et cause de
« Quercy quy les avoict du seigneur de Gigouzac (*Agnel*
« *de Valon*) et soustenoint que le tènement Despinasarde
« n'estoict pas réservé et que sy le seigneur vouloit jouyr
« de la rante conteneue en l'arrentement faict dud. téné-
« ment il devoit diminuer et retrancher pareille quantité
« de rante au tiltre primordial.

« Et daultant que toutes les questions et vérifications
« qu'il convenoit faire desdicts fiefs les pourroient enga-
« ger dans un grand procès la plus grande partye des
« habitants avant l'introduction de l'instance auroient dé-
« claré ne se vouloir joindre audit procès sur ce mes-
« mement que ledict seigneur auroict offert de terminer
« amiablement leurs différans au dire de conseil et des-
« puis auroient supplié ledit seigneur de vouloir composer
« dudit différans avec eulx suyvant son offre ce qu'il leur
« auroict accordé et après avoyr assemblé leur conseil
« se sont accordés comme s'ensuict :

« Pource est-il que ce jourdhuy vingt sixième jour du
« mois d'aoust mil six cens trente cinq (26 août 1635) au
« lieu de Gigouzac en Quercy après midy régnant très
« chrestien prince Loys par la grace de Dieu roy de
« France et de Navarre devant nous notaires royaulx
« soubsignés et présens les tesmoins bas nommés ont
« esté constituées en leurs personnes ledit messire Jean-
« Guy du Bousquet, seigneur de Gigouzac, d'une part, et
« m^e Jean Brie, prestre; m^e Pierre Dilh, notaire; Jean
« Calvet, cordounier; Pierre Calvet, castilhion; Jean Lerou,
« Hounorat Calvet, Anthoine Brie, teysseran; Antoyne
« Brix, tonhiet; Jean Rigal, revelhion; Jean Brix, min-
« deu; Pierre Calvet, dict filh; Pierre Veyrières, teys-

« seran; Gilibert Mourgues, masson; Anthoyne Lafai-
« gne; Anthoyne Longuefon, bastier; Pierre Brix, fils à Guil-
« laume; Guillaume Sudre, Jean Bruel, Pierre Calvet,
« masson; Pierre Metge, tailleur; Jean Jordannet, An-
« thoine Béral, pichounet; Pierre Calvet des Joanis, Jean
« Carbonnel, jardinier; Guillaume Fargues, guilhemy; Jac-
« ques Brix, cordounier; Guillaume Rebière, Jacques Car-
« bonnel, fils de Peyrouy; Bernard Rebière, Hugues Brix,
« cordounier; Jehan Raynal, chapelhier; Loys Montéilh,
« Anthoyne Desplas, Pierre Bouyssou, Guillaume Petit,
« Jehan-Aymar des Guillaumes, Anthoine Senac, Jehan
« Védrières, Jean Mazon, Pierre Danthony, Pierre Lapou-
« jade, Jean Brunet, teysseran; Bernard Cassang, An-
« thoyne Brie, fils d'autre Anthoyne; Jacques Brisson,
« Anthoine Andral, giroty; Anthoyne Bouysse, Anthoyne
« Poujade, Pierre Bastide, Anthoyne Maury, Gaspard Brix,
« serrurier; Anthoine Carbonnel vieulx, des Brandoul;
« Vincens Marty, Anthoyne Bouyssou, nouretou; Pierre
« Alibert, troulié; Raymond Baynac, Izabeau de Con-
« duché, Marie de Brunet, Jehanne de Fromen, Margue-
« rite de Fromen et Anthoinette de Brisson vesves, les
« tous habitants de la paroisse et juridiction de Gigouzac
« daultre, faisant pour eux seulement et pour ce que les
« concerne ung chascun en particulier comme estans
« néantmoingz la plus grande partye des habitans et
« jurisdictionnels dudit Gigouzac lesquels sous le bon
« plaisir de ladite court ont conveneu et accordé :

« Que pour tous les droictz appartenans audit seigneur
« de Gigouzac sur la dite terre et juridiction de Gigouzac,
« phiefs et ténements réservés et non réservés qui en
« dépendent, confrontant ladite terre de Gigouzac avec
« les terres de Mechmont, avec les terres de Brouelles,
« avec les terres de Boyssières et Saint-Daunis, terres
« ausy d'Uzech, Peyrilles et Montamel avec ses autres
« confrontations ledit seigneur jouyra de la quantité de
« quatre vingt cinq quartes de froment et trante quartes
« avoyne, mesure de Caors, vingt livres en argent, dix

« soulds pour chasque charrettée de boys, ung père de
« gélines pour chasque feu et deux manœuvres de cens
« et rante annuelle et perpétuelle payable par chascung
« des habitans, tenantiers et emphitéotes à propourtion
« de ce qu'il tiendra, scavoir le froment avoyne et argent
« annuellement à la feste de Saint-Michel de moys de
« septembre, les poules à la Nouel et les manœuvres
« lorsque ledit seigneur en aura besoin pour travailler
« en ses vignes, laquelle rante sera cothée et despartye
« sur toute ladite terre et jurisdiction dudit Gigouzac
« sans aucune réservation sy ce n'est des phiefs appar-
« tenans au seigneur évêque de Caors, au seigneur de
« Boyssières et sieur de Molières et le boriatge, preds,
« vigne, chasteau, molins, jardin et verger dudit seigneur
« en l'estat qu'il les jouyt à présent lesquels n'entreront
« point audit despartement et en seront séparés, et même
« ce que le seigneur jouyt et possède sera arpenté afin
« qu'à ladvenir la contenance soit notoire et certaine et
« ne puisse estre aulgmantée au préjudice desdits emphi-
« téotes et en jouyra ledit seigneur noble, allodial et
« quitte de taille et rante à l'advenir et l'arpentement
« et despartement de la rente fait, chascung dessus quy
« sont nommés à la présente transaction et leurs succes-
« seurs a l'advenir payeront leur part et cotitté de ladite
« rante ensemble les autres tenantiers sans que les sus-
« dits comprins au présent contract santandent obliger
« pour eulx de quoy ils protestent par exprès, et seront
« teneus de fournir ledit seigneur d'un terrier contenant
« ledit arpentement et despartement de la rante, laquelle
« susdite rante de quatre vingt cinq quartes froment avec
« le reste de la susdite rante les emphitéotes s'obligent
« de payer chascung leur cotte en la forme susdite en
« considération tant de ce que ledit seigneur leur a quitté
« et quitte la banalité des molins et four auxquels sera
« loysible daler pourter mouldre leurs bleds et cuire leurs
« pains ailleurs que aulx molins et fours dudit seigneur
« que de ce que ledit seigneur leur quitte la rante que

« luy estoict deue sur les pandans de Trebes et del Fajot,
« dépendans des réserves non aliénées, que aussy de la
« rante par luy prethendeue sur le tènement Despinas-
« sarde et de ce aussy qu'il leur quitte la charrettée de
« boys pour dix souls et moyennant ce comme dict est
« lesdits habitans comprins en la presante transaction
« seront en liberté daler mouldre leurs bleds là où bon
« leur semblera sans être subjects à la banalité des molins
« dudit seigneur sauf et reserve qu'ils n'iront point
« mouldre aulx molins appelés de Baldy et de Preschat
« pour raison desquels les tiltres dudit seigneur et les
« prohibitions conteneues en iceulx sortiront effet nen-
« tissant ledit seigneur desroger pour le regard des deux
« molins auxdits tiltres ny comprendre la rante conteneue
« en l'infeudation dudit moulin de Baldy pour la per-
« mission de faire molin a bled en sus desdits quatre
« vingt cinq quartes froment et suite,

« Comme aussy seront en liberté les habitans comprins
« en la presente transaction et leurs successeurs de tenir
« des fours, aler cuire ailleurs sy bon leur semble comme
« dict est.

« Et pour les acâptes seront teneus lesdits habitans à
« chasque mutation du seigneur et d'emphitéote payer
« deux souls chascun quand le cas escherra ensemble les
« quatre cas scavoir pour chascung d'iceulx lorsqu'il
« escherra la somme de doutze escus d'or et ce suyvant
« le susdit tiltre de l'an mil quatre cens cinquante (passé
« par *Guérin de Valon*) et seront aussy teneus lesdits
« habitans en temps de guerre faire guet et garde au
« chasteau dudit seigneur, soy réservant ledit seigneur
« la justice haulte moyenne et basse et l'exercice d'icelle
« et droict de prélation ; — et a esté convenu que après
« l'arpentement et despartement de la rante fait lesdits
« habitans seront teneus de payer chascun leur part et
« pourtion à l'advenir sans que ledit seigneur puisse pre-
« thandre aulcungs areyrages le réglemeut de plus grand
« rante n'estant fait par la présente transaction que pour

« l'advenir et daultant que lesdits habitans comprins en
« la présente transaction ne contractent que pour eulx,
« ledit seigneur soy rserve d'agir contre les aultres soit
« pour la rente, droict de banalité et aultres droicts par
« luy pretendus quand et comme bon luy semblera. —
« Arresté aussy que pendant que lesdits emphytéotes fai-
« ront le guet et garde dans le chasteau dudit seigneur,
« il sera tenu leur fournir de lumière et boys pour ladite
« garde. — Promettant les susdits emphytéotes d'estre bons
« et loyaux pheudataires et ne mettre sur lesdits biens à
« cens, cens sur cens, rante sur rante ny iceulx trans-
« porter entre mains fortes, mortes ny aultre de droict
« prohibé ny les détruire ains les augmenter et diceulx
« ne faire monstre occulaire et en venir à recognoissances
« quand en seront requis et a ce dessus faire, tenir, gar-
« der et observer lesdites partyes chacung en ce qui les
« concerne soy sont obligés et leurs biens quont soubmis
« aux rigueurs de toutes les courtz du présent royaulme,
« renoncant a tout droict à ce contraire et ainsin l'ont
« promis et juré aux saints évangiles de Dieu en présance
« de m^e Arnaud Molenyer, bachelier en théologie et rec-
« teur dudit Gigouzac; noble Jean de Vernhac, sieur de
« Montarnaud; m^e Jehan Brunet, praticien; Jehan Faydel,
« masson; Jean Bouyssou dict panplary les tous habitans
« en ladite paroisse et de Peyrelhes les sachans escripre,
« signés après ledit seigneur et partyes : Gigouzac, con-
« tractant; — Jean Brie, prestre, contractant; — Mazon,
« contractant; — Dilh, contractant; — Dilh, contractant;
« — Jehan Rigal, — Molenier, — Brunet, — Dumas, —
« Dilh (1).

« L'an mil six cent trente sept et le vingt unième jour
« du moys de mars (21 mars 1637) au lieu de Gigouzac et
« maison de moy notaire soussigné en Quercy après midy
« régnant Loys roy de France et de Navarre devant moy

(1) Cette transaction fut passée par les notaires Dilh et Dumas
(Archives de la famille de Valon).

« dict notaire et tesmoins a esté constitué en sa personne
« m^e Jean de Constans licencié en droict, de Gigouzac
« habitant, lequel apres avoir prins lecture de la tran-
« saction passée entre messire Jean-Guy du Bousquet,
« seigneur de Gigouzac, et habitans d'iceluy y compris
« dernier escripte, de son bon gré et libérale volonté a
« approuvé et confirme icelle comme par vertu du pré-
« sent la confirme rattifie, approuve et omologue avec
« promesse de ny contrevenir directement ni indirecte-
« ment pour ce que le regarde et les siens à l'advenir
« seulement n'ayant entendu avoir eu jamais aulcung
« procès avec ledit seigneur pour ce regard ny aultre
« et a l'observation d'icelle a obligé toutz et chascung ses
« biens etc., juré etc., renonce etc. Présans : Anthoine
« Couderc et Bernard Cassan habitans dudit Gigouzac non
« signés pour ne savoir, ledit Constans signé et moy.

« De Constans, approuvant la susdite transaction.

« DILH notaire (1). »

Cette transaction, par les concessions et privilèges accordés, termina l'ère des conflits et dura jusqu'à la Révolution.

§ V. — Une autre question importante occupait les du Bousquet : celle des hommages aux évêques de Cahors. Ces prélats n'avaient sur la seigneurie de Gigouzac qu'une suzeraineté relative et non effective. Ils ont tout fait pour la rendre réelle; mais les seigneurs ont toujours lutté contre ces prétentions n'admettant pour suzerain que le roi et non autre. De là des procès nombreux, sans cesse renaissants et pour ainsi dire sans issue jusqu'à la Révolution. Rappelons brièvement l'état de la question, détaillée au chapitre VIII.

Sous la féodalité les comtes de Toulouse hommageaient au roi; ils étaient en même temps comtes du Quercy et tous les fiefs de cette province relevaient d'eux. Les évê-

(1) Archives de la famille de Valon.

ques de Cahors hommageaient aux comtes de Toulouse et tenaient d'eux le comté de Cahors depuis 1088, ce qui augmenta leur patrimoine, leur puissance et leurs prétentions. — A partir de 1250 le comté de Toulouse fut réuni à la Couronne et dès lors les fiefs du Quercy relevèrent directement du roi. — La seigneurie de Gigouzac était alors disputée par les de Guerre à cause de leur baronnie de Mechmont et par les évêques de Cahors à cause de leur comté de Cahors. Forts de cette rivalité les seigneurs de Gigouzac se déclaraient les vassaux du roi. Au ^{xiv}^e siècle les évêques de Cahors, profitant du déclin de la puissance royale et de l'affaiblissement des de Guerre, obtinrent l'hommage des *Stephani de Valon*, mais non sans les plus expresses réserves. Ce fut le premier et le dernier. Dans la suite il ne fut plus question que des hommages « *Bonafos* ». Les prélats conservaient en effet à Gigouzac l'hommage pour les droits étrangers à la juridiction tels que dîmes, terres leur ayant appartenu de toute ancienneté et surtout pour les terres Bonafos depuis leur restitution à cette famille par les évêques de Cahors (^{xiii}^e siècle).

Les biens des Bonafos furent acquis en 1462 par Jacques de Lacoste, chanoine, qui les revendit en majeure partie, sinon en totalité, à Antoine de Luzech, évêque de Cahors. Celui-ci les laissa aux évêques de Cahors, à la suite d'un échange en 1505 (1). Il est probable qu'une partie des anciens biens des Bonafos étaient venus en mains des du Bousquet; c'est sans doute pour ce motif que l'évêque Siméon-Étienne de Popian demanda à David du Bousquet, premier seigneur de ce nom à Gigouzac, l'hommage de la seigneurie. Comme cette formalité n'avait pas été remplie depuis les protestations de l'évêque *Jean-Stephani de Valon* (1371), David du Bousquet fit opposition, affirmant qu'il

(1) Archives de la Préfecture du Lot, série G, liasse 1; — *Histoire du Quercy*, par G. Lacoste, t. IV, pp. 25-26.

devait l'hommage au roi et non à l'évêque sauf pour les droits, étrangers à la justice, qui tombaient sous sa directe. L'affaire fut portée devant le Parlement de Toulouse. Le seigneur de Gigouzac, pour soutenir sa cause, fit intervenir le procureur général du roi. La Cour, après avoir entendu les parties, rendit l'arrêt suivant le 15 juillet 1619 :

« La Cour faisant droit..... a condempné et condempne
« le dit du Bousquet à reconnaistre tenir de la directe
« dudit de Popian evesque et comte de Cahors les terres
« mentionnées es recognoissances du 2 janvier 1332, 3 janvier 1347 et 25 avril 1395 et à lui payer la rante de cinq
« sols caorcins a proportion de ce qu'il se trouvera tenir
« desdites terres dans la paroisse de Gigouzac avec les
« arrearages d'icelle vraiment deubz, droits de lods et
« ventes et aultres debvoirs seigneuriaux despuys 29 ans
« avant l'introduction de l'instance ; — en faisant droit
« sur la demande fins et conclusions dudit procureur
« général du roi, ladite cour l'a maintenu et gardé, maintient et garde en la faculté de pouvoir exiger l'hommage, serment de fidélité dudit du Bousquet comme
« seigneur justicier hault, moyen et bas dudit Gigouzac ;
« le tout sans préjudice de l'hommage prétendu par ledit
« évêque pourté par lesdites recognoissances a iceluy
« poursuivre comme il verra a estre a faire et sans despens et pour cause (1). »

Ce jugement donnait gain de cause à David du Bousquet, maintenait intégralement les droits et l'hommage du roi et n'accordait à l'évêque, comme due par le seigneur, que la reconnaissance des terres comprises dans les anciens hommages des Bonafos (1332, 1347, 1395). Cet arrêt était clair et formel, cela n'empêcha pas Alain de Solminhiac, successeur de Siméon de Popian, de réclamer à son tour l'hommage en question à Jean-Guy du Bousquet, seigneur de Gigouzac. Celui-ci, à l'exemple

(1) Toulouse, Archives du Parlement, B, registre 387, f^o 376.

de son père, fit derechef opposition et le Parlement de Toulouse, appelé une seconde fois à se prononcer rendit, le 10 juillet 1641, un arrêt conforme à celui du 15 juillet 1619 (1). Néanmoins les évêques ne se tinrent pas pour battus, ils revinrent à la charge plusieurs fois. L'antagonisme persistait encore à la veille de la Révolution car en 1772 l'évêque de Cahors sommait Antoine de Lapize, seigneur de Gigouzac, de lui prêter serment de fidélité ; nouveau et perpétuel refus (2). Nous ne connaissons pas l'issue de l'affaire, mais il est à présumer qu'elle devait être insoluble. Toujours est-il que ce procès durait depuis des siècles et se serait prolongé indéfiniment si la Révolution n'y avait mis un terme. Dans cette lutte séculaire on ne sait ce qu'il faut le plus admirer, de la ténacité des uns ou de la persévérance des autres.

Pour épuiser cette question il est bon de donner un aperçu des hommages rendus au roi par les seigneurs de Gigouzac. Celui de Georges Darnis (17 novembre 1727) servira d'exemple.

« Par devant les présidens, trésoriers de France, généraux des Finances, etc.,

« Messire George Darnis conseiller en la cour des Aides et Finances de Montauban,

« A fait et rendu en la manière accoutumée les foi, hommage, et serment de fidélité que ledit seigneur Darnis doit et est tenu de faire au roy notre sire Louis XV..... pour raison de la terre et seigneurie de Gigouzac que ledit sieur jouit et possède avec toute justice haute, moyenne et basse, château, maison, terres, prés, bois, vignes, moulins, cens, rentes et autres droits et devoirs seigneuriaux appartenant et dépendant le tout assis dans la sénéchaussée de Cahors et mouvant de Sa Majesté à cause de son comté de Quercy.

« Fait à Montauban..... le 17 novembre 1727 (3). »

(1) et (2) Archives de la Préfecture du Lot, série G, liasse 1.

(3) Archives Nationales, P, 832, pièce n° LIII.

La gestion des seigneurs du Bousquet ne présente pas d'autres faits dignes d'être rapportés. Tous leurs actes consistent en transactions, arrentements, etc., intéressant peu l'histoire de la seigneurie. Jean-Guy du Bousquet se maria trois fois : 1° Le 24 août 1623, avec Marie de Guerre d'où naquit un fils, François du Bousquet, qui lui succéda (1).

2° Le 29 décembre 1631 avec Louise de Ranconnet, d'où vinrent sept enfants dont Jean François, fils aîné (2).

3° Avec Antoinette d'Astorg, sans postérité (3).

Jean-Guy du Bousquet ne vivait plus en 1660, il fut enseveli dans l'église de Gigouzac et dans la chapelle latérale, ancienne chapellenie des Stephani de Valon, où l'on mit sur une litre funèbre l'écusson des du Bousquet : *d'or à la croix vidée de gueules* (4).

§ VI. — FRANÇOIS DU BOUSQUET eut à s'occuper du partage des biens paternels entre ses frères et sœurs qui fit l'objet d'une transaction signée le 15 février 1662 (5). Il se libéra vis-à-vis d'eux par des sommes d'argent et garda pour sa part la terre de Gigouzac. Mais ces arrangements avaient tellement amoindri sa fortune qu'il ne put con-

(1) (2) et (3) Tous ces détails sont contenus dans la transaction passée, le 15 février 1662, au château de Gigouzac entre *noble Jean du Bousquet, tuteur des enfants de feu noble Jean-Guy du Bousquet, Louise de Ranconnet veuve de Jean-Guy, noble François du Bousquet, seigneur de Gigouzac, et noble Jean-François du Bousquet, seigneur d'Angerôlles*, en présence de Jean Miquel, praticien, et Raymond Soulages, cordonnier; elle fut retenue par P. Dilh, notaire de Gigouzac (Archives de la famille de Valon).

(4) Des travaux d'appropriation exécutés dans l'église de Gigouzac, en 1895, ont mis à découvert sous le badigeon de la chapelle seigneuriale, à l'intérieur, une litre portant les armes des du Bousquet, « *d'or à la croix vidée de gueules* (Notice sur Gigouzac, par L. de Valon, publiée en 1903 dans le *Bulletin des Études du Lot*).

(5) Cette transaction fut passée par P. Dilh, notaire de Gigouzac (Archives de Valon).

server longtemps cette seigneurie. Il la vendit, le 21 juin 1668, à titre provisoire, et définitivement, le 28 janvier 1670, à Pierre de Filhol, son beau-frère, président de la cour des Aides de Montauban, pour le prix de vingt mille livres⁽¹⁾. Il se retira ensuite à Cahors, puis à Soulomès en 1678⁽²⁾, enfin à Surgès (paroisse de Thédirac) le 16 mars 1679⁽³⁾. Il testa en 1694 et laissa neuf enfants de son mariage avec Jeanne de Filhol⁽⁴⁾.

(1) Ces renseignements sont contenus dans un arrêt rendu par le Parlement de Toulouse, le 17 août 1676, à la requête de messire Pierre de Filhol, seigneur de Gigouzac, contre noble François du Bousquet (Archives de la famille de Valon).

(2) Renseignements fournis par M. l'abbé Foissac.

(3) L'acte fut passé au château de Surgès, par Bonnafous, notaire de Thédirac, en présence d'Arnaud Dupuy, avocat en Parlement (Archives de Valon).

(4) Communication de l'abbé Foissac. — Ces enfants s'appelaient : Gabriel (l'aîné), François I, Jean I, Jean II, Pierre, Gabriel, François II, Magdeleine et Marie. — François du Bousquet avait épousé Jeanne de Filhol, le 30 novembre 1656.

CHAPITRE XVIII

LES DE FILHOL, seigneurs de Gigouzac

(1670-1698)

LES D'ARNIS, seigneurs de Gigouzac

(1698-1750)

ANTOINE VIDAL DE LAPIZE

dernier seigneur de Gigouzac avant la Révolution

(1750-1789)

Vestiges du passé

1^o *Pierre de Filhol dénombre la terre de Gigouzac. — 2^o Jacquette de Filhol, sa sœur et héritière, lui succède; vient ensuite Pierre d'Arnis, fils aîné de Jacquette, et Georges-Timoléon d'Arnis, fils de Pierre. Antoine Vidal de Lapize, gendre de Georges d'Arnis, fut le dernier seigneur de Gigouzac. Vente de la seigneurie après la Révolution. — 3^o Vestiges du passé : château et ses dépendances, moulin de Valon, l'église et son rétable.*

§ I. — PIERRE DE FILHOL appartenait à la famille de ce nom originaire de Soulomès en Quercy, où elle paraît dès le xv^e siècle. Ses ancêtres, marchands au début, rentiers au xvi^e siècle, vinrent s'établir à Cahors au xvii^e où ils furent procureurs, conseillers et secrétaires du roi (1). Pierre de Filhol, président de la cour des Aides de Montauban, acheta la terre de Gigouzac en 1668, sauf quelques

(1) Renseignements fournis par M. l'abbé Foissac.

réserves dont il devint possesseur le 28 janvier 1670⁽¹⁾. L'année suivante il acquit de messire de Gontaut-Cabrerès la seigneurie de Peyrilles⁽²⁾.

Au mois d'octobre 1671 il dénombra la seigneurie de Gigouzac relevant « soubz hommage-lige de Sa Majesté » devant « les trez honnoréz seigneurs les commissaires « députés par Sa Majesté pour la réception des adveus « et dénombremens dans la généralité de Montauban » en la forme ci-après :

« Dict (ledit Pierre de Filhol) que la seigneurie de « Gizouzac est scize et scituée dans la sénéchaussée et « eslection de Cahors et se confronte avec les terres des « seigneuries de Mechmon, de Brouelle, de Boyssières et « Saint-Denis, d'Uzech-des-Oules, de Peyrilhe et de Montamel.

« Laquelle seigneurie feust inféaudée par noble *Guérin de Valon* à Jean Bry, Antoine Rey, Pierre Carbonnel, « Bernard Fuelnard, Bertrand Carbonnel et autres nom- « més au bail receu par Dépétra, notaire de Cathus le « quatorziesme janvier mil quatre cens cinquante (14 jan- « vier 1450 [a. s.]) soubz les réservations y contenues.

« Conformément audit bail et transaction en exécution « d'icelluy du vingt sixiesme d'aoust mil six cens trante « cinq (26 août 1635), receu par Dilh et Dumas, notaires, « ledit seigneur dénombrant et ses autheurs ont jouy « paisiblement de la quantité de quatre vingt cinq quartes « de froment et trante quartes avoine, mesure de Caors, « vingt livres tournois en argent, vingt charrettées bois « réglés à dix sols la charrettée, un paire de gelines et « deux manœuvres pour chasque feu de cens et rante « annuelle, foncière et perpétuelle, portable au château « dudit Gigouzac et deux sols d'acapte sur chaque emphi- « téote, avec toute justice, haulte, moyenne et basse,

(1) Cf. p. 357.

(2) Communication de M. l'abbé Foissac.

« mère, mixte, impère et exercisse d'icelle, droit de lods
« et vantes réglés au dizain, rétention par droit de pré-
« lation et autres droits et devoirs seigneuriaux.

« En conséquence des réservations faictes par ledit bail
« de mil quatre cens cinquante (1450), le seigneur dénom-
« brant et ses auteurs sont en droit de jouir noblement,
« franc, noble et allodial et immune de taille et rante les
« possessions que s'en suivent :

« Premièrement son château scis dans ledit lieu de
« Gigozac composé d'une grosse tour avec giroittes, ga-
« bions, et deux corpz de logis avec offices, basse-court,
« escueries, et pigeonniers, le tout fermé d'une en-
« ceinte..... » (*La suite manque*) (1).

Pierre de Filhol termina, le 17 août 1676, le procès avec François du Bousquet au sujet de la vente de Gigouzac ; à cette date il obtint par arrêt du Parlement de Toulouse que François lui remettrait tous les titres de la seigneurie et ne prendrait plus, à l'avenir, la qualité de seigneur, mais de sieur de Gigouzac (2).

Le passage de Pierre de Filhol à Gigouzac ne fut pas de longue durée. Un document nous apprend qu'il ne vivait plus au mois d'octobre 1677 (3). Il avait épousé, en premières noces, Marie de Redon sans avoir d'enfants et, en secondes noces, N... de Cruzy-Marcilhac sans laisser de postérité (4). Il fit héritière universelle sa sœur, Jacqueline, mariée en 1553 à m^e Louis d'Arnis, conseiller du roi en la cour des Aides de Montauban (5).

(1) Archives du Tarn-et-Garonne, dénombrement de Pierre de Filhol.

(2) Renseignements fournis par M. l'abbé Foissac. — Extrait d'un arrêt, du 16 août 1676, du Parlement de Toulouse (Arch. de Valon).

(3) D'après une procuration du 10 octobre 1677, de Jacqueline de Filhol en faveur de M^e Louis Darnis, pour la liquidation de l'hérédité de Pierre de Filhol (Archives de la famille de Valon).

(4) Renseignements fournis par M. l'abbé Foissac.

(5) Remboursement d'une somme de 3,000 livres (due par Pierre

§ II. — Rien non plus à signaler pendant la gestion de JACQUETTE DE FILHOL. Elle testa en 1693, confirma la dot de 5,000 livres faite à Marguerite d'Arnis, sa fille, épouse d'Hugues Vidal de Lapize; légua 1,000 livres à Marie-Anne du Roc, sa petite-fille; fit des legs à Étienne d'Arnis, chanoine de Montpezat, et à Bernard d'Arnis, son petit-fils; nomma pour héritier Pierre d'Arnis, son fils aîné, et lui substitua Bernard d'Arnis, fils aîné de Pierre. Elle mourut en 1698 (1) et fut la dernière de ce nom à Gigouzac.

PIERRE D'ARNIS lui succéda; il était conseiller du roi en la cour des Aides de Montauban et devint doyen de la même cour. Il avait épousé, en 1684, Anne d'Estellane dont il eut trois enfants; il ne vivait plus en 1726. Son fils aîné, Bernard, l'ayant précédé dans la tombe, ce fut son second fils, GEORGES-TIMOLÉON, qui devint seigneur de Gigouzac (2). Celui-ci rendit hommage au roi le 17 novembre 1727; il se maria en 1728 à Anne Desplas et n'eut qu'une fille, Antoinette, qui épousa, en 1750, Antoine Vidal de Lapize, de la Panonnie (3). On voit, d'après l'acte de mariage, que Georges d'Arnis, dernier seigneur de ce nom à Gigouzac, n'existait plus à cette date (4). — Le tombeau des d'Arnis se trouvait dans la chapelle seigneuriale, comme en témoigne la litre funèbre, portant leurs armoiries, trouvée en 1895 au moment de la restauration de cette chapelle (5).

ANTOINE DE LAPIZE fut son successeur. Il dénombra la terre de Gigouzac en 1780 « où il y a un château ruiné que « personne n'habite comprenant une tour et des ruines, un

de Filhol) fait par Jacquette de Filhol, son héritière, à messire de Cruzy-Marcilhac; l'acte fut passé par M^e Lafon, notaire de Montauban, le 3 février 1680 (Archives de Valon).

(1) (2) et (3) Renseignements fournis par M. l'abbé Foissac; — Archives Nationales, P, 832, pièce n^o LIII.

(4) Extrait des actes de l'état-civil de Gigouzac.

(5) *Notice sur Gigouzac*, par L. de Valon, parue dans le *Bulletin de la Société des Études du Lot*, t. XXVIII, 4^e fascicule, 1903, p. 253.

« pressoir, un moulin près du château, une métairie noble
« de trois paires de bœufs, un four banal, le moulin de
« Grelou, le pré noble de Montamel, quatre vingt quartes
« froment, etc., le tout rapportant 2,294 livres de revenu
« annuel (1). » Antoine de Lapize resta à Gigouzac jusqu'à
la Révolution; ce fut le dernier seigneur de l'endroit. Il
émigra en 1789 et se retira ensuite au château de la Pan-
nonie. — Le fief de Gigouzac, compris parmi les biens
nationaux, fut vendu en 1790. — En l'an IX Marie-Antoi-
nette de Lapize, demeurant à Gasc, canton de Castelsagrat,
et Louise et Marie de Lapize, habitant la Pannonie, filles
d'Antoine, firent procuration pour réclamer le prix des
biens vendus par la Nation, leur appartenant à Gigouzac
du chef de feu dame d'Arnis, leur mère. Les acquéreurs
étaient tenus de payer un huitième du prix de la vente
à chacun des enfants, non émigrés, suivant l'arrêt du
24 germinal an III (2). Tel fut le dernier épisode et la fin
de cette seigneurie.

VESTIGES DU PASSÉ

Les voyageurs qui passent aujourd'hui à Gigouzac ne se doutent guère que ce lieu fut jadis le siège d'un fief important. Que reste-t-il de l'antique château féodal? rien ou presque rien; les dépendances elles-mêmes ne se distinguent plus, presque tout a disparu. L'église seule est encore debout et domine cette place, centre autrefois d'une organisation et d'un groupement féodal; c'est l'unique témoin des événements qui s'y sont déroulés. — Voici quelques détails sur les bribes du passé que le temps et les tourmentes ont épargnées.

CHATEAU ET SES DÉPENDANCES. — On ne voit plus à présent qu'un lambeau de mur d'enceinte avec une tourelle

(1) et (2) Renseignements fournis par M, l'abbé Foissac.

d'angle. Le pressoir et le chai adossés aux vieux remparts sont encore debout ainsi que l'ancien four banal, bâti à l'angle sud-est du mur protecteur. — Il y a trente ans on pouvait encore remarquer, parmi les ruines, les restes de la grosse tour carrée, les fondations des anciens corps de logis, le mur d'enceinte du côté de l'ouest et du sud, la tourelle de l'ouest et celle de l'angle sud ouest. On apercevait à cette époque le chemin de ronde du mur défensif joignant le château, avec son parapet protecteur percé, tous les trois mètres, de créneaux et meurtrières (1).

MOULIN SEIGNEURIAL. — L'ancien *moulin de Valon*, attendant au château, construit, vers 1451, par *Guérin de Valon* (2), subsiste encore ; mais il a subi de tels remaniements, étant englobé dans l'habitation du propriétaire, qu'il n'est plus facile de le reconnaître. — Il y a quelques années (3) on le voyait à l'état isolé, tel qu'il avait été bâti primitivement. On y entrait par une petite porte ogivale (caractéristique du xv^e siècle) qui était surmontée d'un écusson portant l'écartelure sur un champ mi-cieux et mi-plat ; ce sont les armes des Valon. Cet écusson a été conservé, mais il est regrettable que la porte en ogive, témoin de son authenticité, ait été retouchée et mutilée.

L'ÉGLISE. — Ce petit édifice, simple mais très ancien, n'a pas subi de retouche depuis le xiv^e siècle. La nef et le clocher appartiennent à l'époque romane ; il en est de même de la chapelle latérale, chapellenie fondée par les *Stephani de Valon*. Dans la première moitié du xiv^e siècle, du temps de *Raymond-Stephani de Valon*, seigneur de

(1) D'après un plan des lieux relevé par L. de Valon.

(2) L'acte d'inféodation de la terre de Gigouzac, du 14 janvier 1451 (n. s.), parle d'un moulin que *Guérin de Valon* se réserve de construire ; il a dû être bâti de 1451 à 1453.

(3) *Monographie de Gigouzac*, par M. Calmon (*Bulletin de la Société des Études du Lot*, t. XII, 3^e fascicule, 1888).

Gigouzac, et de son frère *Bernard*, le protonotaire, le chœur fut refait en entier et la chapellenie augmentée d'une travée. Ces modifications présentent le caractère du style ogival de la deuxième période.

On remarque à l'intérieur de l'église, sous le clocher, un enfeu du *xii^e* siècle ; c'est le tombeau le plus ancien des *Stephani de Valon*. Cette famille avait aussi sa sépulture dans la chapelle latérale, devenue chapelle seigneuriale après la guerre des Anglais. On aperçoit aussi, parmi les dalles de la nef, quelques pierres tombales dont l'une, ornée d'une grande croix à relief (*xvi^e* siècle), doit être la tombe de *Jacques de Valon*, le dernier seigneur de ce nom à Gigouzac.

Dans la tour du clocher se trouve une cloche assez ancienne qui a dû être offerte par Jean-Guy du Bousquet, seigneur de Gigouzac, après le décès de son père, en 1622. Elle porte l'inscription suivante :

IHS. Maria de Sancte Petre
de Gigozaco
ora pro nobis
1623

La seule modification faite à l'église depuis le *xiv^e* siècle a été le remplacement du vieil autel en pierre par un magnifique rétable. Ce beau morceau de sculpture rappelle par certains côtés le style de la Renaissance, mais il s'en éloigne par d'autres, notamment par ses dimensions, sa facture, sa composition. L'ensemble paraît appartenir à l'école des grands rétables du *xvii^e* siècle.

Ce rétable est soutenu par quatre colonnes torsées avec chapiteaux finement fouillés, surmontés d'une corniche monumentale au centre de laquelle émerge l'image du Père céleste.

Entre les colonnes on voit, dans une niche, la statue de saint Pierre ès-liens, le patron de l'église, et dans une autre probablement celle de sainte Élisabeth, car on célèbre à Gigouzac, au *xvi^e* siècle, la fête de cette sainte

(M. Calmon pense qu'il s'agit de sainte Reine ; d'autres militent en faveur de sainte Apollonie). Ces deux statues, principal ornement du rétable, font l'admiration des connaisseurs.

Entre les niches se trouve la scène du Calvaire, représentant le Christ sur l'arbre de la Croix avec les deux personnages évangéliques : la Sainte-Vierge et saint Jean. Ce morceau, qui ne fait pas partie du rétable, semble plus récent.

Le soubassement comprend cinq panneaux où sont sculptés les quatre Évangélistes avec leurs attributs, et l'Annonciation.

Enfin l'autel n'a rien de particulier si ce n'est le tabernacle en forme d'urne, et le tombeau recouvert d'une bande de cuir de Cordoue.

LUDOVIC DE VALON.



Les Combattants Limousins de la Guerre américaine

(1778-1783)

ARMÉE DE TERRE

Un certain nombre de Limousins servirent dans les rangs des troupes auxiliaires, réunies à Brest, au mois d'avril 1780, sous les ordres de Rochambeau, et débarquées à New-Port (Rhode-Island), le 12 juillet, après soixante-dix jours de traversée (1).

Il est aisé de les retrouver, au milieu de leurs compagnons d'armes, car leurs lieux de naissance sont pour la plupart indiqués sur les listes. Et leur statistique donne lieu à quelques constatations intéressantes.

Naturellement plus nombreux que les marins de même origine que nous avons énumérés déjà, sur 114 officiers et soldats que nous comptons, 45 appartiennent au Bas-Limousin (Corrèze); 21 sont du Haut-Limousin, 16 de la Marche limousine (Haute-Vienne et Creuse); 15 des localités limitrophes que nous avons comprises dans la région, comme des dépendances féodales ou autres sous l'Ancien Régime, à l'époque (2); 6 ont une provenance indéterminée, soit que leur lieu de naissance soit mal indiqué, soit que leurs noms et leurs familles les rattachent seulement au pays. C'est Tulle qui fournit le plus d'enfants à cette armée, soit 19 dont 1 officier; puis vient Brive avec 11, dont 3 officiers; Limoges n'arrive qu'ensuite avec 8, dont 3 officiers il est vrai. En tout 12 officiers, dont 5 supérieurs.

Nous donnons dans la nomenclature, telles qu'elles sont portées, dans notre souci documentaire, les mentions qui

(1) Cf. *Mémoires historiques et politiques* de Rochambeau, tome I, p. 243; *Mémoires* du général Mathieu Dumas, I, p. 40.

(2) Nous comprenons ainsi dans cette région limousine, les dépendances de la Vicomté de Turenne, Vayrac, Martel, Saint-Céré, Creysse en Quercy, et du duché d'Ayen, Terrasson en Périgord, qui du reste avait précédemment relevé de la même Vicomté de Turenne. Champniers aussi passa du Limousin au Périgord mais resta du diocèse de Limoges.

concernent ces combattants, intercalant à mesure entre elles les notes et notices que nous pouvons ajouter sur le compte de chacun d'eux.

RÉGIMENT DE BOURBONNAIS (1) (Colonel : Marquis de Laval).

Commandant : DE CORN DU PEYROUX (Guillaume-Joseph-Marie), né à Brive, le 4 janvier 1751. Capitaine commandant, le 15 avril 1780 ; des grenadiers, le 3 juillet 1787.

Guillaume-Joseph-Blaise-Marie, marquis de Corn du Peyroux, chevalier, seigneur du Peyroux, du Mas, de Chambon, etc., fils de Jean de Corn et de Catherine du Roux, servait au régiment de Bourbonnais depuis l'âge de quinze ans au moins. Lieutenant en premier à ce régiment (alors en Corse) en 1775, capitaine en second le 21 mars 1779 à Nancy, puis capitaine commandant le 15 avril 1780, il s'était embarqué à Brest le 2 mai 1780 pour l'Amérique et débarqua à New Port au mois de juillet. Le corps était commandé, à cette époque, par le colonel en second, vicomte de Rochambeau, frère du général en chef de l'expédition ; il eut à protéger notamment, avec le régiment Royal Deux-Ponts, les troupes chargées, en juin 1781, de relever les ouvrages de New-York et des îles adjacentes ; il rentra en France en 1783. *La Bourgogne*, qui portait le régiment, naufragea, le 3 février, près de Curaçao, à quarante lieues de Puerto-Cabello : les officiers de Bourbonnais déployèrent beaucoup de sang-froid et de courage ; soixante-dix hommes seulement périrent.

Capitaine de chasseurs, le 8 novembre 1784, et ensuite des grenadiers, le 3 juillet 1787, le marquis de Corn reçut la croix de Saint-Louis en 1788. Il eut l'honneur, en cette même année, de monter dans les carrosses de la cour et de suivre le Roi à la chasse.

Au mois de mars 1789, entre le 17 et le 21, il assista à l'assemblée de l'Ordre de la noblesse du Bas-Limousin

(1) Actuellement 13^e d'infanterie, à Nevers.

et signa avec les gentilshommes présents le cahier des doléances.

Le régiment de Bourbonnais était à Strasbourg en 1791, quand les progrès de l'indiscipline révolutionnaire obligèrent le marquis de Corn à s'éloigner d'un corps dont il avait partagé si longtemps les fatigues, les dangers et les triomphes. Le marquis rallia l'armée du prince de Condé et fit avec elle toutes les campagnes jusqu'au licenciement définitif. Il fut promu colonel et Louis XVIII lui assura la retraite de ce grade.

Il avait épousé, le 10 février 1779, Marie-Thérèse-Joséphine d'Escorailles de Salers, fille d'Annet d'Escorailles, baron de Salers, et de Madeleine-Amable de Corn de Queyssac.

Il mourut le 22 avril 1819 (1).

Le CHEVALIER DE CORN (Zacharie-Jean), son frère cadet, non porté sur la liste que nous reproduisons, né à Brive le 4 août 1752, était lieutenant en second en 1775 au régiment de Bourbonnais, lieutenant en premier en 1778, capitaine en second le 19 mars 1780, et fit les campagnes de 1780 à 1782 aux États-Unis. Capitaine commandant en 1785, chevalier de l'Ordre de Saint-Louis en 1790, il émigra et fit campagne avec l'armée de Condé. Il épousa à la Martinique Fortunée de Courdemanche, d'une famille normande. Rentré en France, il obtint de Louis XVIII la pension de lieutenant-colonel.

(1) Son fils Jean, né et baptisé à Brive le 21 mars 1784, vélite aux grenadiers de la Garde en 1804, élève de l'École militaire de Fontainebleau en 1805, officier au 59^e de ligne, se distingua à la bataille de Friedland et dut prendre sa retraite pour blessures et infirmités en 1813; il commanda plus tard la Garde nationale de Brive. Il eut pour fils Alfred, né à Brive en 1827, colonel du 99^e de ligne, commandeur de la Légion d'honneur, mort à Lyon en 1897, qui avait participé aux campagnes d'Italie et d'Afrique et à la guerre franco-allemande. Les fils de celui-ci, et arrière-petit-fils du combattant d'Amérique continuent, l'un dans l'infanterie, l'autre dans la cavalerie, les traditions militaires de la famille de Corn (Renseignements fournis par M. le commandant de Corn).

Lieutenant, puis capitaine : RODOREL DE SEILHAC (Jean-Martial de), né à Tulle [Limousin], lieutenant en premier du 19 mars 1780, capitaine en 1783.

Né à Tulle le 9 avril 1753, 3^e fils de Joseph de Rodorel de Seilhac et de Jeanne de Val de la Vergne; entré au régiment de Bourbonnais-Infanterie le 1^{er} mai 1770, sous-lieutenant le 1^{er} août 1772, lieutenant en second à la compagnie de Talence, le 17 septembre 1775, premier lieutenant dans la compagnie du Chevalier en remplacement de M. de Saint-Aubin (devenu capitaine), le 19 mars 1780, capitaine en second à la compagnie de Cazals, en remplacement du chevalier de Corn du Peyroux (voir ci-dessus), le 10 février 1783; retiré pour cause d'infirmités, le 8 octobre 1786.

Il avait fait deux ans la guerre en Corse où il se cassa un bras en poursuivant des brigands. Il fit cinq ans la guerre en Amérique, et se trouva à différentes affaires et au siège de York-Town; il en rapporta un rhumatisme gouteux et une si mauvaise santé, qu'après avoir pris les bains du Mont-Dore et fait différents remèdes, il fut obligé de quitter son corps, en dernier résultat. Il compta 17 ans de services effectifs et 7 campagnes, ce qui lui fit 24 ans accomplis.

Il estima alors que « si cela ne lui suffisait pas, il se trouverait encore dans la classe de ceux qui, suivant les décrets, ayant quitté l'armée avec le grade de capitaine sans avoir les 24 ans révolus, n'en étaient pas moins susceptibles, quoique retirés, d'obtenir la décoration militaire, quand les dits 24 ans se trouvent accomplis alors qu'il en aurait 29. » Aussi, muni de ces états de services — qui viennent d'être utilisés uniquement dans la notice ci-dessus; — Jean-Martial de Rodorel de Seilhac pria le Ministre de la Guerre de lui faire accorder la croix de Saint-Louis, ajoutant : « Il regardera cette grâce comme un dédommagement des maux qu'il a soufferts; c'est la seule récompense qu'il ait sollicitée, et il pense qu'il n'y a pas d'officier de son âge qui ait plus servi que lui, et l'ait mieux méritée, ayant fait toutes les guerres qui ont eu lieu depuis trente ans. » (*Archives de la famille de Seilhac, au château de Seilhac, près Tulle.*)

Étant en Amérique, cet officier obtint, le 1^{er} avril 1781, la permission d'aller à Saint-Domingue où il était appelé pour

des affaires particulières, ainsi que l'atteste une pièce signée par le comte de Rochambeau. Il y était de nouveau le 28 avril 1783 (1). Ces deux voyages s'expliquent peut-être par la présence dans cette île, de son oncle MARTIAL DE RODOREL DE SEILHAC, passé à Saint-Domingue en 1761, qui commanda en qualité de lieutenant-colonel en 1776, prit part à la guerre américaine et fut à Savannah en 1779, et eut le titre de lieutenant de Roi au Môle Saint-Nicolas en 1784.

A partir de 1786, on ne sait plus ce qu'est devenu Jean-Martial de Rodorel-Seilhac. D'après son petit-neveu, Victor de Seilhac, il mourut en Allemagne pendant l'émigration (2).

Compagnie de grenadiers.

DURON (Antoine), né à Tulle (1744). S. (3) le 1^{er} avril 1762. R. pour 8 ans, le 1^{er} octobre 1777.

BOMILCAR (Jean-Rigal), né à Tulle (1759). S. le 1^{er} septembre 1776.

Compagnie Desondes

THÉRON (Jean), dit Thellyas, né à Vayrac (4) (1761). S. 30 mai 1780.

Compagnie du Plessis.

POCHET (J.-B.), dit Afev, né à Tulle (1755). S. 19 janvier 1777, réformé le 5 septembre 1783.

LASTROUX (Antoine), né à Fontmerle (5) (1752). S. le 22 mars 1778. R. pour 8 ans, le 31 décembre 1778.

Compagnie de Montfort.

VIANCE (Antoine), né à Martel (6) (1743). S. 24 février 1761. Rengagé pour 4 ans, 5 octobre 1778.

(1) et (2) Renseignements communiqués, comme les états de services de la demande de croix de Saint-Louis, par M. le comte de Seilhac, d'après les archives du château de Seilhac.

(3) S. soldat, R. rengagé.

(4) Vayrac, en Quercy, et maintenant chef-lieu de canton du Lot.

(5) Fontmerle, actuellement canton de Saint-Privat, arrondissement de Tulle (Corrèze), ancienne paroisse.

(6) Martel, chef-lieu de canton du Lot, anciennement vicomté de Turenne.

LAGARIGUE François), né à Saint-Céré (1) (1729). S. 26 mars 1755. R. pour 4 ans, le 23 septembre 1778.

MENET (Jean), né à Chamarans, près de Tulle (2) (1748). S. 16 avril 1766. R. pour 8 ans le 25 avril 1779, mort chez lui le 1^{er} avril 1784.

MAUSSAT (Pierre), dit Asot, né à Brive (1760). S. 27 mars 1777. Réformé le 15 septembre 1780.

CHASSILLARD (Pierre), dit Catulus, né à Brive (1760). S. 24 octobre 1778.

POUGET (Pierre), né à Sexcles (3) (1757). S. 3 février 1778. R. pour 8 ans le 7 septembre 1783.

Compagnie de Losse.

LA CALMETTE (Pierre), né à Belliac (4) (1744). S. 21 avril 1766. Congédié le 30 juin 1783.

ESPINAT (Léonard), né à Tulle (1757). S. 13 mars 1773. R. pour 8 ans le 14 octobre 1778.

BRASSEUR (Pierre), dit Bacon, né à Brive (1760). S. 24 octobre 1778. R. pour 8 ans le 28 mars 1784 (5).

Compagnie de Cazals.

RÉGIS (Jean), dit Bomilcar, né à Tulle (1759). S. le 1^{er} septembre 1778.

VERGNOL (Louis), né à Favars (6) (1758). S. 1^{er} septembre 1776.

(1) Saint-Céré, actuellement chef-lieu de canton du Lot, anciennement vicomté de Turenne.

(2) Chamarans est-il Chameyrat ou Saint-Chamans?

(3) Sexcles, aujourd'hui canton de Mercœur (Corrèze), orthographié Sisle, sur les états, mais dit en Limousin.

(4) Belliac ne serait-il pas mis pour Bellac, chef-lieu d'arrondissement (Haute-Vienne)?

(5) Les registres de l'Église Saint-Martin (État-civil de Brive) mentionnent la naissance, le 28 juillet 1760, de Pierre Brasseur, fils de Laurent Brasseur et de Françoise Lavaud.

(6) Favars, canton de Tulle-Nord (Corrèze).

Compagnie de la Brue.

PINOT (Jérôme), né à Brive (1) (1762). S. 11 mars 1779.

BUSSIÈRE (Vincent), né à Tulle (1756). S. 2 janvier 1773.
Congédié le 2 janvier 1781.

LOGNIER (Léonard), né à Traversay (Limousin) (2) (1756).
S. 2 décembre 1777. R. pour 8 ans le 5 septembre 1783.

Compagnie du Chevalier.

GRAVICHE (J.-B.), né à Tulle (1751). S. 21 février 1773.
Congédié le 21 février 1781.

TRAVAILLOT (Jean), né à Terrasson (3) (1752). S. 12 mars
1774, mort le 7 février 1783.

GONNOR (François), né à Tulle (1758). S. le 1^{er} mai 1774.
R. pour 8 ans le 17 février 1779.

CAYLA (J.-Pierre), dit Bardane, né à Saint-Céré (Lot)
(1746). S. le 1^{er} septembre 1774. Congédié le 26 juin 1783.

CHAUVERT (Pierre), né à Tulle (1758). S. 16 novembre 1773.
Congédié le 8 décembre 1780.

BALUZE (Pierre), né à Tulle (1758). S. 1^{er} septembre 1776.

La liste des Membres du Club des Jacobins porte cette mention : « Baluze (Pierre), 36 ans, né à Tulle, gendarme avant 1789, chef de bataillon après 1789, habitant Tulle avant 1789, aux frontières, admis le 8 avril 1791. » — Victor Forot, *Le Club des Jacobins (Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de la Corrèze, 1911, p. 469).*

CLUZAN (Bernard), né à Tulle (1746). S. 1^{er} décembre 1774.
Congédié, 11 juillet 1783.

LA COMBE (Étienne), né à Gluges (4) (1758). S. 22 février
1775. Congédié le 22 octobre 1783.

(1) Né le 14 avril 1762, de Jean « maître tailleur d'habit pour homme » et de Jeanne Doldot; — registres de l'Église Saint-Martin de Brive (État-civil); extrait obligeamment relevé par M. Comparot de Bercey.

(2) Traversay, localité indéterminée.

(3) Terrasson, alors châtellenie du duché d'Ayen, en Limousin, actuellement chef-lieu de canton de la Dordogne.

(4) Gluges, actuellement commune du canton de Martel (Lot), ancienne vicomté de Turenne.

EYROLLE (Blaise), dit Aurélien, né à Tulle (1760). S. 27 mars 1777. Congédié le 22 octobre 1783.

PÉROTTE (Pierre), dit Arétas, né à Tulle (1760). S. 27 mars 1777. Congédié le 22 octobre 1783.

LAVACHÈRE (Jean), né à Saint-Céré (Lot) (1760). S. 22 mars 1778.

VERGNOLE (Louis), dit Bonaventure, né à Favars près de Tulle (1) (1758). S. 1^{er} septembre 1776.

VERGNE (J.-B.), dit Aristophane, né à Tulle (1760). S. 27 mars 1777.

DE VIAL (François), dit Aubusson, né à Tulle (1761). S. 27 mars 1771, mort chez lui le 29 septembre 1781.

BLONDEL (François), dit Guéret, né à Magnac-Laval (2) (Haute-Vienne) (1753). S. 1^{er} mars 1780.

Compagnie de Chalvet.

FORT (Thomas), né à Limoges (1756). S. 14 novembre 1773. Congédié le 9 février 1784.

SESTRÉ (Pierre), dit Fénelon, né à Saint-Céré (1760). S. le 22 mars 1778. R. pour 8 ans, le 8 octobre 1783.

Compagnie de Chasseurs.

VALADIER (Martin), né à Tulle (1753). S. 23 février 1774. R. pour 8 ans, le 30 septembre 1778.

DEVAUX (Jacques), né à Uzerche (3) (1758). S. 9 janvier 1776. R. pour 8 ans le 8 septembre 1778.

(1) Aujourd'hui chef-lieu de commune, canton de Tulle-Nord (Corrèze).

(2) Les Archives de Magnac mentionnent, au 3 novembre 1753, la naissance de Jean Blondel au village de Lamornière, fils d'André, maçon, et de Marie Maiaud. M. Calcat nous fait savoir qu'il existe encore de nombreux Blondet dans la région, mais qu'il n'y a pas un seul Blondel.

(3) Actuellement chef-lieu de canton, arrondissement de Tulle (Corrèze).

PELLEGRY (Jean), dit Léopold, né à Tulle (1759). S. 20 avril 1778.

DUMONT (Étienne), né à Brive (1762). S. 11 mars 1779.

DUMONT ou DUMOND (Étienne), né à Brive le 8 septembre 1760 (d'après les registres de l'église Saint-Martin de Brive).

Enrôlé volontaire le 11 mars 1779 dans le régiment de Bourbonnais-Infanterie, il fit la guerre d'Amérique depuis mai 1780 jusqu'à juin 1783 et assista notamment au siège d'York. Il obtint son congé le 21 mars 1787.

Élu par ses concitoyens, le 16 août 1792, lieutenant d'une des compagnies de Brive qui devint la 6^e au 2^e bataillon de la Corrèze (1) (incorporé ensuite dans la 44^e demi-brigade, puis amalgamé avec la 22^e demi-brigade devenue, en 1804, 22^e régiment de ligne), il fut successivement promu capitaine le 2 octobre 1793 et chef de bataillon le 1^{er} novembre suivant. Il participa aux campagnes de 1792 à l'an V à l'armée du Nord, à celles des ans VI et VII sur le Rhin, VIII et IX en Hollande et en Italie. Il se signala dans maintes affaires, fut fait prisonnier de guerre, et reçut plusieurs blessures, notamment le 26 mai 1800, à l'affaire de Romano, où il fut atteint par un coup de feu qui lui emporta le cartilage et l'extrémité de l'aile droite du nez.

Il fut proposé pour la Légion d'honneur le 4 mai 1804 par le major Ayral, président du Conseil d'administration du 22^e de ligne, comme l'un des officiers les plus distingués de l'armée, ayant une instruction, une bravoure et une conduite au-dessus de tous les éloges : « Jadis dans les collèges, il obtenait toujours les prix du savoir. Depuis dix ans dans les combats, il mérita toujours celui du courage. Couvert d'honorables blessures reçues en Italie, à l'armée de réserve, presque sous les yeux du Premier Consul, nous pensons qu'il a droit à faire partie de la Légion d'honneur. »

(1) Le 2^e bataillon de la Corrèze, dont l'effectif dépassa 400 volontaires présents, fut réparti après sa formation entre plusieurs localités, et partit de Tulle le 11 septembre 1792 pour arriver à Meaux le 10 octobre. Il prit part avec l'armée du Nord, à la bataille de Neerwinden, le 18 mars 1793, à l'affaire près Valenciennes le 8 mai de la même année, aux affaires de Courtray (floréal an II) et d'Ypres (prairial an II), au siège de l'Écluse (thermidor an II). [Renseignements fournis par M. le commandant G. Dumont, du 1^{er} régiment de dragons.]

Nommé membre de la Légion d'honneur le 14 juin 1804, le commandant Dumont reçut sa décoration au camp de Saint-Omer. Après avoir fait les campagnes d'Autriche, de Prusse et de Pologne, il passa en Espagne. A l'affaire de Valence, le 28 juin 1808, il périt glorieusement frappé par un biscaïen à la tête (1).

DUPUIS (François), dit Pépin, né à Tulle (1762). S. 1^{er} mars 1780.

BASTIDE (Louis), né à Taillade? (2) [Limousin] (1756). S. 15 mai 1773. Congédié le 30 novembre 1783.

RÉGIMENT DE SOISSONNAIS (3) (Colonel de Saint-Maisme).

Colonel en second : LE VICOMTE DE NOAILLES (Louis-Marie), né à Paris, le 17 avril 1756, second fils du Maréchal de Mouchy. Colonel en second du 8 mars 1780. Nommé colonel de dragons pour sa belle conduite à York-Town.

Fils cadet du duc Philippe de Mouchy, maréchal de France, et de Louise d'Arpajon, Louis-Marie, vicomte de Noailles, servit d'abord, sous le nom de Chevalier d'Arpajon, successivement comme garde du corps du roi; sous-aide-major surnuméraire dans le régiment de Noailles-Cavalerie, devenu dragons de Noailles (6 novembre 1771); aide-major surnuméraire (2 mars 1773) et aide-major (23 avril 1773). Aide-major-général des logis, surnuméraire en Bretagne et en Normandie, le 1^{er} juin 1778, puis lieutenant-général de Guyenne, et, en 1779, mestre de camp en second du régiment Colonel-Général des hussards, il fut promu, comme il est indiqué plus haut sur la liste, colonel en second du régiment de Soissonnais, le 8 mars 1780.

(1) Archives de la Grande-Chancellerie de la Légion d'honneur. — *Fastes de la Légion d'honneur*, V, 254. — *Dictionnaire biographique illustré de la Corrèze, de la Creuse et de l'Indre*, p. 231.

(2) Taillade n'existe pas comme chef-lieu de commune, ni village; il y a Tailladis, lieu-dit, commune des Cars (Haute-Vienne).

(3) Actuellement 40^e d'infanterie, à Nîmes.

Le vicomte de Noailles avait vu non sans envie partir les secours volontaires que la France envoyait aux insurgents d'Amérique, et comme un jeune homme « extrêmement impatient de se distinguer », il avait ardemment souhaité accompagner son beau-frère Lafayette. Enfin il put suivre Rochambeau, et se trouva placé sous les ordres du vice-amiral d'Estaing.

Le colonel en second de Soissonnais fit donc la campagne des Antilles avec d'Estaing qui le chérissait et l'estimait ; il revint en Amérique sous les ordres de Rochambeau : ainsi il se distingua durant l'expédition contre les Anglais et rédigea la capitulation de York-Town (octobre 1781). Sa vaillance lui mérita d'être promu, le 27 janvier 1782, mestre de camp commandant du régiment du Roi-Dragons. Il passa ensuite en la même qualité aux dragons de Boufflers (chasseurs d'Alsace) et reçut, à la date du 23 novembre 1791, le grade de maréchal de camp.

Entre temps, le vicomte de Noailles avait été élu député du bailliage de Nemours aux États-Généraux le 5 mai 1789 ; il fit partie de la minorité libérale de la noblesse. Il abandonna l'un des premiers ses privilèges dans la nuit du 4 août et proposa l'abolition des titres nobiliaires et des livrées. Rapporteur de la Commission de l'armée, il contribua à organiser la gendarmerie nationale. Il présida la Constituante le 26 février 1791.

Après avoir servi comme général à l'armée du Nord, il fut obligé de se réfugier en Angleterre ; mais il reprit bientôt du service et fut le dernier général français commandant à Saint-Domingue. Il ne voulut pas rendre aux Anglais le fort Saint Nicolas, dont il avait reçu le commandement du général Rochambeau, fils du maréchal des guerres d'Amérique ; ayant fait sortir nuitamment sa garnison il s'embarqua avec elle et traversa l'escadre anglaise. En pleine mer, sa goëlette *Le Courrier* attaqua à l'abordage la corvette anglaise *Le Hasard* et s'en empara le 31 décembre 1803. Mais grièvement blessé pendant le combat, le général de Noailles expira le 5 janvier 1804, à la Havane, enseveli dans son triomphe, regretté par ses grenadiers et par les Espagnols, qui lui marquèrent, a écrit Rochambeau, tous les regrets et l'estime que son courage leur avait inspirés. On l'enterra à la Havane ; mais son cœur, enfermé dans une boîte d'argent, fut attaché au drapeau et rapporté

en France, déposé dans l'église de Poix (Somme) et se trouve actuellement dans l'église de Noailles (Corrèze), à côté des vieilles tombes de famille (1).

Voici son épitaphe, sur marbre blanc, dans le chœur :

†
Ici est déposé
le cœur du Général
Vicomte de NOAILLES
Mortellement blessé
le 31 décembre 1803
en vue de La Havane.
Ses soldats
ont rapporté ce cœur
en France
suspendu à leur drapeau (2).

On peut voir au Musée de Versailles son buste par Dantou aîné.

Compagnie de Marin.

LEPROUX (François), né à Montfranc (3) [Limousin] (1758).
S. le 1^{er} juin 1780.

Compagnie de la Gardette.

THUILLIÈRE (Jean-Pierre), dit la Liberté, né à Saint-Céré (1752). S. 11 février 1773, mort le 11 octobre 1782, à Baltimore.

(1) Vicomte de Noailles, *op. cit.* — Mazas et Anne, *Hist. de l'Ordre de Saint-Louis*, 2^{me} édit., II, p. 289. — Jean Pistre, *Étude biographique sur le général Louis de Noailles*, lecture faite à l'Assemblée générale de l'Association Corrèzienne à Paris, le 16 avril 1897. — Le fils aîné du vicomte de Noailles, Louis-Joseph-Alexis, comte de Noailles (1783-1835), a été ministre d'État; un autre fils, le vicomte Alfred de Noailles, né en 1786, périt au passage de la Bérésina, le 28 novembre 1812; sa fille épousa le marquis de Vérac.

(2) Inscription obligeamment relevée par M. Pierre Verlhac, homme de lettres, à Brive.

(3) Il y a Le Montfranc, commune de Lupersat (Creuse)?

Compagnie Dupalais.

CELLA (Marc), né à Argentat (Corrèze) (1755). S. 16 août 1777, congédié le 16 août 1784.

Compagnie de Saint-Léger.

CHAISE (Léonard), dit Vadeboncœur, né à Marcillac (1) [Limousin] (1761). S. 25 novembre 1770. Rengagé pour 8 ans, 25 novembre 1778.

RÉGIMENT DE SAINTONGE (2) (Colonel : le comte de Custine).

Capitaine commandant : GORAT DE BEAUMONT (Alexis-Jean-François), né à Limoges, le 25 juillet 1735. Le 5 décembre 1781, a obtenu une pension pour sa bonne conduite à York-Town.

Enseigne, le 16 décembre 1854; lieutenant, le 18 mars 1755; capitaine, le 23 mars 1760; chevalier de Saint-Louis, le 3 juin 1779; retraité, le 2 août 1783, d'après ses états de services aux archives du Ministère de la Guerre. Le recueil donne fautivement le nom Gorot pour Gorat.

Compagnie de Vouwes.

PÉRAULT (François), né à Guéret (1741). S. le 20 janvier 1759, sergent parti pour la solde le 31 juillet 1783.

LIMOUSIN (Guillaume), dit Songuin, né à Limoges (1754). S. 31 octobre 1773, congédié le 1^{er} juillet 1783.

Compagnie Duchesne.

BORD (Pierre), né à Saint-Léonard (Hte-Vienne) [1761] (3). S. 1^{er} juillet 1780, mort le 5 juillet 1781.

(1) Il y a Marcillac-la-Croizille, canton de Laroche-Canillac, arrondissement de Tulle, et Marcillac-la-Croze, canton de Meyssac, arrondissement de Brive (Corrèze).

(2) Actuellement 82^e régiment d'infanterie, à Montargis.

(3) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges (Haute-Vienne).

PÉRUSSON (François), né à Saint-Léonard (1761). S. le 1^{er} janvier 1780.

Compagnie des Forêts.

BARUTAUD (Zacharie), né à Saint-Junien (Haute-Vienne) (1752) (1). S. 19 avril 1773, mort en mer 24 juin 1780.

CHAPPUT (Guillaume), né à Saint-Léonard (1762). S. le 1^{er} janvier 1780, congédié le 17 juin 1785.

BUREAU (Jacques), né à Saint-Léonard (1761). S. 1^{er} janvier 1780. Mort à New-Port, le 24 septembre 1780.

Compagnie Baron de Ferrette.

ROUSSELY (Étienne), dit Martin, né à Monac (2) [Limousin] (1735). S. 1^{er} avril 1760, mort le 23 novembre 1783.

Compagnie de la Folnère.

VIRSOVIE (Jean), dit Beau Regard, né à Saint-Hilaire (3) [Limousin] (1740). S. 25 septembre 1763. Passé caporal, 1^{er} juillet 1785.

Compagnie Lefèvre de la Falnère.

LACCORD (Léonard), né à Saint-Germain près Limoges (4) (1742). S. le 6 mars 1768, mort le 10 août 1782.

JUMEAU (Jean), né à Saint-Germain-les-Belles (1757). S. le 28 mars 1775, mort le 1^{er} octobre 1783.

SERVENERIE (Léonard), né à Limoges (1757). S. 1^{er} mai 1776, congédié le 20 avril 1784.

(1) Aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Rochecouart.

(2) Monac ? localité indéterminée.

(3) Il y a dix localités dites Saint-Hilaire dans les trois départements limousins (Creuse, Corrèze, Haute-Vienne).

(4) Saint-Germain-les-Belles (Haute-Vienne), chef-lieu de canton, sans doute, comme le suivant.

Compagnie de Chasseurs (DE BRIE, capitaine).

Jo (Jean), dit La Grenade, né au bourg de Sion (1) près Limoges (1753). S. 1^{er} septembre 1774.

Gouyor (François), né à La Rochechouart (2) (1753). S. le 25 octobre 1777 ; mort le 3 août 1786.

RÉGIMENT D'AGENAIS (3) (Colonel Charles Duplex, baron de Cadignan, puis le comte de Beaumont d'Autichamp).

Colonel en second : Le chevalier DU LAU D'ALLEMANS (Pierre-Marie), né à Champniers [diocèse de Limoges].

Né à Champniers (4) le 25 mars 1752, arrière-petit-fils du célèbre marquis d'Allemans, fils de Jean-Louis-Antoine et de Marie-Magdeleine Le Coigneux. Garde du corps du Roi (1766-1772). Capitaine au régiment de Condé-Dragons, 4 août 1772. Mestre de camp en second du régiment d'Agenois, 1^{er} mars 1778. Parti pour Saint-Domingue le 22 octobre 1778, avec sa jeune femme qui s'était embarquée à son insu, il séjourna à la Martinique jusqu'en juillet 1779, date à laquelle il se rendit au Cap français. En vue de la Martinique, une flotte anglaise très supérieure attaqua notre flotte, accourant vent arrière pour lui barrer le chemin : « Le combat commença d'une manière terrible ; un de nos vaisseaux fut à peu près entièrement désarmé ; le nôtre souffrit beaucoup, mais une compagnie de grenadiers que j'avais placée dans les huniers fit tant de mal à l'ennemi,

(1) Localité indéterminée. Sont dites localités indéterminées celles dont la trace n'a pas été trouvée au *Dictionnaire des Postes et des Télégraphes* et autres sources.

(2) Sans doute Rochechouart, aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement (Haute-Vienne), alors enclave poitevine, c'est-à-dire relevant judiciairement de Poitiers.

(3) Devenu, en 1791, le 16^e d'infanterie. — Les états publiés ne donnent que la liste des officiers du régiment d'Agenais.

(4) Champniers, autrefois diocèse de Limoges. — Aujourd'hui Champniers-et-Reillac, commune du canton de Bussière-Badil, arrondissement de Nontron (Dordogne).

car nous combattions bord à bord, qu'il s'éloigna au plus vite, abîmé par notre mousqueterie. Les Anglais, plus forts que nous, essuyèrent de leur côté de grandes pertes. La victoire paraissait indécise, l'acharnement était extrême des deux côtés. Enfin, par une manœuvre habile, nous parvînmes à entourer un des plus forts vaisseaux de l'escadre anglaise : il allait succomber quand le reste de la flotte vint à son secours. Ce mouvement nous ouvrait la rade de Port-Royal. Nous en profitâmes pour y entrer, car nos instructions portaient que rien ne devait nous détourner de notre route, même en cas de succès contre l'ennemi (1).

Laissons-lui retracer sa participation à la campagne de l'Indépendance : « A la fin de 1780, je reçus l'ordre de partir avec le régiment pour les États-Unis, alors fortement engagés dans leur guerre contre la Grande-Bretagne. Ils avaient besoin de notre secours, et nous étions devenus pour eux, tant sur terre que sur mer, de puissants alliés. Arrivé au commencement de 1781, je rejoignis le corps d'armée commandé par le marquis de Rochambeau. Je suivis les divers mouvements du général, qu'il tâchait toujours de combiner avec ceux du général Washington et de ses lieutenants. Nous fîmes des marches longues et difficiles, du nord au centre des côtes des États-Unis, avant d'opérer la savante manœuvre qui concentra toutes les forces vers la formidable position d'York Town que défendait lord Cornwallis avec plus de dix mille hommes de bonnes troupes, sans compter quelques milices armées. Là, je connus et admirai la valeur des marquis de Rochambeau et de Saint-Simon, vicomte de Noailles, comte de Chastellux, vicomte d'Osmond, comte de Custine, vicomte de Loménie, Lenoir de Rouvray, chevalier de Mauduit, et de beaucoup d'autres dont les noms m'échappent dans ce moment. Tous ces jeunes officiers pleins d'ardeur portaient haut le nom français.

« Après avoir surmonté les plus grandes difficultés, nous parvînmes à cerner York-Town et à lui couper toute communication, tant par terre que par mer. Alors commença un siège long et meurtrier, car l'ennemi nous opposa une habile et savante défense. Les Américains, de leur côté, ne nous le cédèrent pas en courage. Nos efforts, notre persé-

(1) *Le Vicomte de Vormeuil [Du Lau], ou confidences d'un lieutenant-général à son fils* (1852), p. 23.

véance réunis triomphèrent de tout. Et enfin, dans cette année 1781, lord Cornwallis avec toute la garnison fut obligé de mettre bas les armes et de nous livrer la forteresse. Ce brillant succès assurait presque l'indépendance de l'Amérique..... Ce résultat obtenu, je ne quittai pas l'Amérique sans avoir connu et apprécié le mérite de Washington, de MM. Adams, Jefferson, du colonel Hamilton, de M. Pinkney et d'autres caractères distingués (1). »

Pierre-Marie du Lau passa mestre de camp commandant du régiment d'infanterie de Saintonge le 1^{er} juillet 1783, et maréchal de camp le 25 août 1791. Il se démit de son grade le 13 mai 1792 et servit à l'armée de Condé, puis à l'armée britannique à Saint-Domingue. Il cessa de servir à la fin de 1798 et revint en France au mois de juillet 1802.

Promu lieutenant-général honoraire le 7 novembre 1814 (avec rang du 18 août), il obtint une pension de retraite et mourut à Paris le 26 juillet 1816.

Il avait épousé, le 22 avril 1776, demoiselle Catherine Marie-Élisabeth de Vergès, qui le suivit dans son voyage à Saint-Domingue, malgré la défense faite par son jeune mari.

RÉGIMENT DE GATINAIS (Royal-Auvergne) (Colonel de Rostaing).

Lieutenant : François-Jacques DE DURAT, né le 9 octobre 1761. Fait prisonnier au combat du 12 avril 1782 sur le vaisseau *L'Hector*.

Compagnie de grenadiers.

FINY (Antoine), né à Louvières (2) près Limoges (1758). Mort en Virginie, le 1^{er} février 1782.

Compagnie de Cabrières.

GARAT (Joseph), né à Limoges (1762) (3). S. 12 avril 1778, mort le 10 août 1778.

(1) *Le Vicomte de Vormeuil* (op. cit.), p. 28 et suiv.

(2) Louvières, localité indéterminée. Il y a cependant Loubier, château, commune de Saint-Victurnien (Haute-Vienne).

(3) Arch. communales de Limoges, série G G, registre 12, fol. 172 v^o,

Compagnie Dudrot.

DUMEY (Pierre), dit l'Éveillé, né à Limoges (1) (1764).
S. 12 février 1781.

VILETTE (Léonard), dit Sans-Peur, né à Saint-Germain
(Limousin), (1736). S. 21 novembre 1767, mort le 10 juillet 1782.

GAGNADON (Martial), dit Saint-Amand, né à Confolens (2)
(1754). S. 11 décembre 1776, mort 7 janvier 1781.

LA GUILLAUMIE (Antoine), dit Cœur de-Roi, né à Liguernie
(Limousin) (3) (1753). S. 6 avril 1770. Resté au régiment du
Cap, le 30 avril 1783.

Compagnie Langon.

GARON (Antoine), né à Limoges (1759). S. 24 août 1777.

DUPUY (Antoine), né à Lizant (Limousin) (4) (1759). S. 31
septembre 1777, resté au régiment du Cap, le 30 avril 1783.

Saint-Michel-des-Lions : « Le dix Neuf mars mil sept cent soixante
deux a été Baptisé dans cette Eglise Jean Joseph fils de sieur pierre
garat, et de petronille croizet son épouse né le meme jour Rûe de
l'abbaye de S' Martial a ete parrein sieur Jean Baptiste Baron, et
marreine Mademoiselle anne Reix qui ont signé avec moi. — Deperet
vic., anne reix, Jean Baptiste Baron. » — Obligeamment communiqué
par M. Franck-Delage.

(1) Arch. communales de Limoges, registres de Saint-Michel-des-
Lions, registre 12, fol. 271 v° : « Le septieme octobre mil sept cent
soixante quatre a été baptisé dans cette eglise par moy sous signé
leonard né ce jour dhuy faubourg monmalier fils de sieur leonard
dumay bourgeois marchand et de demoiselle marie pouyat son épouse.
a été parein sieur Leonard dumay son oncle et mareine demoiselle
chaterine thevenin qui ont signés avec moy. — Joubert vicaire, Dumay,
Thevenin. — Communication de M. Franck-Delage.

(2) Confolens (Charente), ancien Limousin.

(3) Liguernie ne serait-il pas Laguenne, près Tulle?

(4) Lizant, localité indéterminée? Il y a Lézat, commune de La Sou-
teraine (Creuse).

Compagnie Vacheron.

LUZAC (Pierre de), né à Augard (1) (Limousin) 1756.
S. 12 avril 1778. Congédié le 1^{er} janvier 1784.

Compagnie de Saint-Florent.

DELMONT (Jean), né à Brioul (2) (Bas-Limousin) (1759).
S. le 16 décembre 1777, resté au régiment du Cap, le 30
avril 1783.

Compagnie de Chaumont.

LA ROSE (Fabien), dit La Forgue, né à Saint-Chamans (3)
(Limousin) (1755), 28 septembre 1780, mort le 18 no-
vembre 1781.

MARY (Antoine), né à La Girisse (4) Limousin), congédié
le 18 mai 1784.

RÉGIMENT DE TOURAINE (5) (Colonel : vicomte de
Poudenx).

Mestre de camp en second : Le chevalier André-
Boniface-Louis DE RIQUETTI DE MIRABEAU. S'est trouvé
en 1780 aux trois combats de M. de Guichen et s'est
distingué à Saint-Christophe où il a été blessé.

Ayant rang de sous-lieutenant dans la Légion de Lorraine
en 1771 ; attaché au régiment Dauphin-Infanterie en 1776,
capitaine en 1778, attaché au régiment de Touraine en 1780,
il était noté comme plein de zèle, d'activité et de connais-
sances. Colonel en remplacement du vicomte de Poudenx,
le 10 mars 1788.

(1) Augard, ne serait-ce pas Augères (Creuse)? Il y a aussi deux
Augère, l'un près d'Égletons, l'autre près Neuvic, et Anglards (Cor-
rèze)?

(2) Brioul? localité indéterminée.

(3) Saint-Chamans, chef-lieu de commune, actuellement canton d'Ar-
gentat, arrondissement de Tulle (Corrèze).

(4) Girisse, localité indéterminée?

(5) Actuellement 33^e régiment d'infanterie, à Arras.

Né le 30 novembre 1754, à Paris, selon l'état du régiment, ou au château de Bignon en Nivernais, d'après ses divers biographes; fils du marquis de Mirabeau, l'*Ami des Hommes*, et de Marie-Geneviève de Vassan, veuve de Jean-François de Ferrières, marquis de Sauvebœuf, originaire du Haut-Limousin. Chevalier de Malte à son berceau; marié en 1788.

Baron de Pierrebuffière en Limousin et comme tel député de la Noblesse de la généralité de Limoges, élu le 23 mars 1789, appelé dès lors *Mirabeau le Limousin* aux États-Généraux pour le différencier de son frère aîné le Tribun. Émigré en 1790, comme il le raconta lui même en un récit imprimé, il forma en majeure partie avec ses anciens compagnons du régiment de Touraine, la *Légion de Mirabeau*, dont les cavaliers revêtus d'un uniforme noir orné de têtes de mort, furent appelés les *Hussards de la Mort*; il la commanda en qualité de général et se distingua par des actes de valeur. Fit campagne dans l'armée de Condé où il était surnommé *Mirabeau-Tonneau*, à cause de son obésité et aussi de son penchant à boire. — Mort d'apoplexie à Fribourg en Brisgau, 19 septembre 1792.

Cf. Louis et Charles de Loménie, *Les Mirabeau* (Paris, 1875-1885); Abbé Granet, *M^{me} de Mirabeau* (Limoges, 1897-1898); Dr Joseph Sarrasin, *Un Condottiere au XVIII^e siècle : Mirabeau-Tonneau* (Leipzig, 1893); René Bittard des Portes, *Histoire de l'Armée de Condé pendant la Révolution française* (Paris, 1896); J. Plantadis, *Mirabeau Limousin* (Extrait du *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze* (Brive, 1898).

Capitaine : Guillaume Muralhac(1) de la Coste de La Marque, né en mai 1733 à Argentat.

Lieutenant en second en 1744 (à 11 ans?), lieutenant en second en 1^{er}, deux ans après, au régiment de Touraine.

Réformé en 1749, il reprend du service en 1759. Réformé de nouveau à la nouvelle composition du régiment, il remplace un frère aîné(2) à la tête de sa compagnie, le 27 mai 1763. Blessé à Crevelt (1758), et à Minden (1759), il est ainsi

(1) Ou Murailhac, et non Marcilhac comme les états le portent.

(2) Pierre Delmas, né à Argentat, le 15 janvier 1723; entré au régi-

noté à son régiment : « Bon sujet ordinaire et bon à la guerre ; promet beaucoup ; sert équitablement (1). »

Le neveu et filleul du capitaine Guillaume de La Coste, le futur général Delmas (Antoine-Guillaume), a signé de sa main une note, qui est aux archives de la Guerre et que reproduit Victor de Seilhac (*Bataillons volontaires de la Corrèze*) où il dit : « Entré au régiment de Touraine, comme enfant de corps, c'est-à-dire fils d'ancien militaire non noble, a fait les campagnes d'Amérique dans ce corps où il a servi jusqu'à la Révolution. » — Son historien, Léon Vacher précise le jour, le 3 janvier 1779, où il partit de Brest, sans fournir la source de ce renseignement. Et l'éru-dit Joseph Vachal, maire et conseiller général, qui était de la famille de Delmas, assurait avoir vu une lettre, au-jourd'hui perdue, où le capitaine Guillaume de La Coste écrivait à son frère Pierre, qu'il venait d'embarquer le jeune homme à Brest, en lui donnant, en même temps, la note des frais de trousseau et autres.

Cependant la campagne d'Amérique ne figure pas sur les états de services officiels du général et il n'y a aucune trace de son nom dans la liste du régiment de Touraine que nous dépouillons, mais peut-être les *enfants de corps* — ou de troupes — n'y figurent pas.

Il aurait été de retour en France en 1781 et serait entré

ment de Touraine-Infanterie comme lieutenant en second en 1742 ; lieutenant en 1^{er} en 1743 ; capitaine en 1747 ; blessé à Crevelt et à Minden, estropié, il dut se retirer à Argentat en 1763 avec la croix de Saint-Louis et une pension de 400 livres. — Ce fut le père du général Delmas dont il va être parlé. — Cf. J. Plantadis, *Antoine-Guillaume Delmas, premier général d'avant-garde de la République* (1768-1813). Tulle, 1903.

(1) Ces états de services ont été extraits — ainsi que ceux de son frère Pierre — des archives de la Guerre, par le regretté M. Georges Bertin, ancien bibliothécaire de la « Sabretache », et fournis par M. Plantadis (*loc. cit.*) auquel nous les empruntons.

Plusieurs contemporains des frères Delmas et concitoyens servirent en même temps au régiment de Touraine : leur oncle, le chevalier de Lachau ; Antoine Dufaure Laquille de Lagardelle, né le 26 janvier 1738 ; Joseph Labrousse, né le 9 septembre 1736 ; Guillaume-Charles Selve de La Brousse, né le 14 avril 1738, tous quatre nés à Argentat ; mais aucun autre n'était au service en 1778 pour partir en Amérique.

comme cadet gentilhomme à l'École militaire royale des Pères. Sorti comme sous-lieutenant au régiment de Touraine le 18 avril 1784, il est promu lieutenant en second, le 30 mai 1787. Cette même année, il est destitué « pour mauvaise conduite d'insubordination et de mauvais exemple », suivant ses chefs (1).

Compagnie de La Coste.

VALETTE (Jean), dit La Ramée, né à Saint-Jean-La-Pallu près Limoges (1755) (2). S. le 17 janvier 1775.

BERGERAT (Michel), né à Le Busson (3) près de Guéret (1759). S. le 4 octobre 1777.

Compagnie de Severy.

AVRIL (Paul), dit Limoges, né à Magnac (4) près Limoges (1744). S. le 21 mai 1779, mort au Cap, le 9 mars 1782.

Compagnie de Rommefort.

BONNEFONT (François), né à Terrasson (1753). S. 3 novembre 1775. Congédié le 14 mars 1782.

LÉGER (Laurent), né à Saint-Sornin-La-Marche (5) (1749). S. 9 avril 1776. Congédié le 5 décembre 1783.

Compagnie Ducasse.

YDRAC (François), né à Brive (1748). S. 30 mai 1756. Rengagé pour 4 ans, le 30 mai 1782.

BONNOT (Pierre), dit Beaunot, né à Brive (1760). S. le 12 octobre 1776, mort au Cap, le 6 avril 1783.

(1) Cf. J. Plantadis (*op. cit.*). Delmas reprit du service en 1791.

(2) Mort au Cap, le 3 juin 1782.

(3) Peut-être Le Busseau-d'Ahun ?

(4) Aujourd'hui Magnac-Bourg, canton de Saint-Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

(5) Aujourd'hui commune du canton du Dorat, arrondissement de Bellac (Haute-Vienne).

GORSE (Joseph), né à Jouillat (1) près Guéret (1754). S. 20 janvier 1781, mort au Cap, le 17 juin 1782.

Compagnie de Chasseurs.

PORTAIL (Antoine), né à Creysse (2) (1748). S. 22 octobre 1766. Rengagé pour 4 ans, 22 octobre 1782.

Compagnie de Chasseurs (Veinsberg).

NIVET (Léonard), né à Limoges (1754). S. 12 octobre (3) 1776, mort à Saint-Eustache, le 6 février 1782.

Compagnie Charlot.

MADELPY (Jean), dit Pragner, né à Puyrénier (4) près Brive (1755). S. 3 avril 1774, mort au Cap, le 5 novembre 1782.

RÉGIMENT DE HAINAUT (1^{er} bataillon) (5).

Compagnie Deschamps.

DU LAC (J.-B.), né à Bort (6) (1754). S. 26 février 1775.

Compagnie Lombard.

BONNAVAU (François), né à Bourganeuf (7) (1751). S. 5 décembre 1774, mort en campagne le 10 février 1780.

(1) Aujourd'hui chef-lieu de commune du canton de Guéret (Creuse).

(2) Creysse, canton de Martel (Lot).

(3) Arch. communales de Limoges, série G G, registre 121, fol. 172 v°, Saint-Michel-des-Lions : « Le dixième mars mille sept cent cinquante quatre a été baptisé en cette église Léonard, fils de Jaque Nivet et de Catherine Bondet, son épouse, né le même jour ; a été parrain Léonard Nivet et marreine Catherine Boudet, qui ont signé avec moi. — Led. Nivet — Catherine Boudet — Lagenette vicaire. » — Communication de M. Franck-Delage.

Plusieurs branches ou familles du nom de Nivet se distinguent dans la vieille bourgeoisie commerçante de Limoges.

(4) Puyrénier près Brive, nous est inconnu, mais il y a Puyrénier canton de Mareuil-sur-Belle, arrondissement de Nontron.

(5) 50^e régiment d'infanterie à Périgueux.

(6) Chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Ussel (Corrèze).

(7) Aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement de la Creuse.

RIGAUD (Louis), né à Aubusson (1) (1744). S. 24 février 1767, adjudant, passé à la Martinique en 1784.

MARCHADIER (Louis), dit La Ramée, né à Saint-Junien-en-Banc (2) [Marche] (1738). S. 5 mars 1759, mort en Amérique, le 3 juin 1779.

FURGAUD (Jacques), né à Évaux (3) près Guéret. S. 10 mai 1774, congédié, rayé des contrôles en 1784.

ROY (Antoine), né à Felletin (4) en Marche (1756). S. le 2 juillet 1774, mort, rayé des contrôles, le 1^{er} janvier 1784.

Compagnie de Mareuil.

DUMONT (Léonard), né à Ussel (5) (1758). S. 18 avril 1776, mort en Amérique.

RÉGIMENT DE FOIX (1^{er} bataillon) (6).

Compagnie de Grenadiers.

BEAUMORE (Jean), dit La Vertu, né au bourg de Droux (7) [Basse-Marche] (1754). S. 20 mars 1775, rayé des contrôles, le 23 juillet 1784.

CONDAMY (Joseph), dit Lamy, né au Dorat (8) (1753). S. 20 mars 1775, mort à la Martinique, le 31 décembre 1779.

(1) Aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement de la Creuse.

(2) Nous avons aujourd'hui Saint-Junien, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Rochechouart (Haute-Vienne), ou Saint-Junien-la-Brégère, commune du canton de Royère, arrondissement de Bourgneuf (Creuse), qui dépendait autrefois de la Marche.

(3) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement d'Aubusson (Creuse).

(4) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement d'Aubusson (Creuse).

(5) Aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement (Corrèze).

(6) Actuellement 83^e d'infanterie à Toulouse.

(7) Aujourd'hui canton de Magnac-Laval, arrondissement de Bellac (Haute-Vienne).

(8) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Bellac (Haute-Vienne).

DAVID (J.-B.), dit L'Isle d'Amour, né à Brive (1761). S. le 6 février 1779.

Compagnie de Biville.

FOURGEAUD (Louis), dit Vive le Roi, né à Saint-Auban (1) [Limousin] (1731). S. 20 avril 1774, mort sur *le Champion*, le 29 octobre 1779.

MAISON (Jean), dit Limouzin, né à Peligour (2) [Limousin] (1759), mort sur *le Magnanime*, le 11 décembre 1781.

Compagnie de Marignan.

MONTET (Libéral), né à Brive (3) (1762). S. 15 janvier 1779, mort sur *l'Hercule*, le 23 octobre 1781.

Compagnie de Dampierre.

SAIGNES (Julien), né à Naves (4) (1748). S. 4 mai 1771, mort au Cap, le 16 août 1779.

GUILLERNIE (Léonard), né à Blond (5) (1757). S. 26 mars 1775, mort à Saint-Vincent, le 3 mars 1780.

RÉGIMENT D'AUXONNE (2^e bataillon) (6).

Compagnie de Neurisse.

BLAVIGNAT (Bernard), né à Martel (1750). S. 27 oct. 1774.

Compagnie Dupuy, chevalier.

VERNEY (Antoine), né à Martel (1759). S. 31 mars 1773.

JOSEPH DURIEUX et LOUIS DE NUSSAC.

(A suivre.)

(1) Saint-Auban serait-il Saint-Auvent (Haute-Vienne)?

(2) Localité indéterminée? Pourrait être Saint-Priest-Ligoure.

(3) Nous trouvons aux registres de Saint-Martin de Brive, un Libéral Montet, fils de François Montet et de Louise Chalet, mais né le 1^{er} février 1757.

(4) Naves, canton de Tulle (Corrèze). M. Victor Forot, l'auteur d'une *Monographie* de cette commune, y trouve plusieurs familles de ce nom au XVIII^e siècle.

(5) Aujourd'hui Blond, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Bellac (Haute-Vienne).

(6) Actuellement 3^e d'infanterie, à Nice.

CABANIS HOMME POLITIQUE

(Coups d'État du 18 fructidor an V et du 18 brumaire an VIII, d'après des lettres inédites.)

Cabanis, élève des encyclopédistes, ami des philosophes, philosophe lui-même, un des chefs des *Idéologues*, les intellectuels de cette fin du xviii^e siècle, ne pouvait être qu'un fervent adepte des idées nouvelles. Il embrassa donc avec ardeur le parti de la Révolution.

Par quelles étapes notre jeune provincial en était-il arrivé là? Né près de Brive, au petit château de Salagnac, dont il porta quelque temps le nom, il appartenait à une famille distinguée dans sa province. Son grand-père avait été magistrat et jurisconsulte. Son père, avocat en parlement, économiste et agriculteur, auteur d'un savant ouvrage sur la greffe, fut subdélégué de Turgot, intendant du Limosin : c'était un homme d'un caractère original et sévère. Veuf de bonne heure, il confia l'instruction et l'éducation de Pierre-Jean-Georges à un prêtre, puis aux Doctrinaires de Brive. Le régime du collège eut pour résultat d'exaspérer ce jeune homme sensible qui cessa de travailler; son père le conduisit alors à Paris à l'âge de 14 ans, muni il est vrai d'une

PIERRE-JEAN-GEORGES CABANIS

Celebre Medecin et Philosophe

Membre de l'Institut, Senateur et Comte de l'Empire

(1757-1808)

**(D'après le buste de Cabanis conservé au Musée de Brive, photographie
communiquée par M. le docteur G. Herve)**



recommandation de Turgot pour le poète Roucher. Le goût de l'étude se réveilla chez lui avec une vive ardeur et ses succès furent tels que deux ans après, en 1773, le prince-évêque de Wilna l'emmena en Pologne en qualité de secrétaire. Il y resta deux ans, professa même les belles-lettres à l'Académie de Varsovie et acquit par dessus tout l'expérience de la vie. Rentré à Brive, il y tomba malade; il revint au commencement de 1777 à Paris, où il consulta le célèbre médecin Dubreuil, lequel lui conseilla d'abandonner les lettres et de se livrer à l'étude des sciences et de la médecine dont le côté philosophique lui plut particulièrement.

Cabanis avait 21 ans, quand il vint chercher au printemps de 1778 à Auteuil, alors village de la banlieue de Paris, le bon air qui lui était nécessaire pour le rétablissement de sa santé. C'est là qu'il fut présenté par Turgot et Roucher à la célèbre M^{me} Helvétius (1). Celle-ci paraît s'être éprise d'une passion sénile et toute platonique d'ailleurs pour ce charmant jeune homme, dont elle devint en quelque sorte la mère adoptive tendre et dévouée. Au bout de quelques semaines, elle exigea qu'il s'établît sous son toit : ils ne se quittèrent plus (2). Dans ce salon d'Auteuil, Cabanis connut Diderot, d'Alembert, Cham-

(1) M^{me} Helvétius, née de Ligniville, d'une des quatre plus grandes familles de la noblesse lorraine, avait épousé le fermier-général Helvétius, ami des philosophes; devenue veuve, elle continuait de recevoir à sa villa d'Auteuil les amis de son mari, tout en consacrant une grande partie de sa fortune à des œuvres de charité : aussi l'avait-on surnommée Notre-Dame d'Auteuil. Restée belle et gracieuse, elle avait alors 59 ans.

(2) Guillois, *Le Salon de M^{me} Helvétius. Cabanis et les Idéologues*.

fort, Condillac, Condorcet, Malesherbes, Franklin, Dupaty, Volney, Garat..., toute la fleur des encyclopédistes et des philosophes, amateurs des idées nouvelles. Sa nature sensitive était faite pour recevoir et garder les impressions. Très sympathique lui-même, il devint l'ami de Franklin, le patriote américain, malgré la grande différence d'âge qui les séparait. Son caractère, autrefois difficile, était devenu doux et même tendre; il corrigeait par l'onction de sa nature la sécheresse des idées qu'il avait adoptées. Aussi, était-il adoré de tous ceux qui l'approchaient.

Cependant, les théories des novateurs commençaient à passer dans la pratique du Gouvernement. L'Assemblée nationale constituante s'était réunie. Cabanis ne manqua pas de se rendre à Versailles, où il fit la connaissance du grand orateur Mirabeau. Ses opinions politiques, autant que les soins dévoués qu'il prodiguait à ses concitoyens, le désignèrent au choix des habitants de la commune d'Auteuil, qui le nommèrent premier officier municipal. Dès 1790, en raison des embarras financiers de l'Etat, il fallut souscrire publiquement, sous peine d'être traité de mauvais citoyen, sur la liste des contributions patriotiques : Cabanis s'inscrivit pour 1,200 livres. Peu à peu, tous les habitués d'Auteuil entraient dans le mouvement révolutionnaire. Il y avait à ce moment trois centres de réunion : le matin chez Mirabeau, à l'Assemblée dans le jour et chez M^{me} Helvétius le soir. On aidait Mirabeau dans ses travaux. Cabanis faisait pour lui les rapports sur l'Instruction publique. Malgré ces collaborations précieuses, épuisé par des excès de toutes sortes, le tribun tomba un

jour et expira dans les bras de son médecin et ami le 30 mars 1791. Après la mort de Mirabeau, Cabanis, nommé administrateur des hôpitaux de Paris, se lia de plus en plus avec Condorcet, dont le salon était le rendez-vous des hommes politiques et qui professait à ce moment des idées très avancées. Cependant Condorcet ne vota pas la mort du roi : bientôt, chassé de la Convention et proscrit avec les Girondins, il dut fuir et se cacher ; enfin, traqué et sans asile, il fut pris et se tua, pour échapper à l'échafaud, avec le poison que lui avait remis Cabanis. Celui-ci en avait d'ailleurs donné à plusieurs de ses amis ; il en donna même à Bonaparte : l'*homme du destin* devait essayer de s'en servir plus tard, au déclin de sa prodigieuse fortune (1).

La mort forcée de son ami Condorcet et les excès de la Révolution ne tardèrent pas à refroidir son zèle républicain ; il était trop humain, pour ne pas déplorer les crimes de la Terreur. Compromis dès lors par ses anciennes relations avec Mirabeau et Condorcet, il devint lui-même suspect. Ses amis tremblaient pour ses jours. Ils craignaient son caractère ardent et ils auraient voulu l'éloigner du danger, en lui faisant offrir la place de ministre de France aux Etats-Unis. Cabanis avait refusé pour ne pas abandonner sa bienfaitrice, sans doute aussi pour ne pas quitter M^{me} de Condorcet et sa sœur, Charlotte de Grouchy, qu'il devait bientôt épouser. Mais il n'en

(1) Repoussant l'acte d'abdication qu'on voulait lui imposer, Napoléon essaya de s'empoisonner à Fontainebleau, en avril 1814. Mais, dit le baron Larrey, « il eut quelques mouvements convulsifs, puis des vomissements qui expulsèrent le poison ».

fut pas moins menacé, comme ses amis. Dès le 10 juillet 1793, la municipalité d'Auteuil avait reçu l'ordre de le surveiller : son signalement fut envoyé de divers côtés et s'il échappa à l'arrestation, il le dut au respect reconnaissant qu'il avait inspiré à tous dans le village, dont il était le médecin et le bienfaiteur (1).

Après la tourmente, le pouvoir revint aux Idéologues. Tout était à reconstruire. La Constitution de l'an III fut leur œuvre. La Convention, avant de mourir, créa l'Institut, les Ecoles normales, l'Ecole polytechnique, etc. Cabanis, à peine remis, dit-il, « de ces temps affreux dont on doit vouloir effacer jusqu'aux dernières traces », enseigne l'hygiène à l'Ecole normale; à l'Institut, il est membre de la classe des sciences morales et politiques.

D'après la nouvelle Constitution, le pouvoir législatif était confié à deux Conseils, les Anciens et les Cinq-Cents, lesquels avaient choisi sur une liste cinq Directeurs chargés du pouvoir exécutif : c'étaient La Reveillère, Rewbell, Letourneur, Barras et Carnot, tous régicides.

Les années 1796 et 1797 furent marquées par des événements mémorables : la première pacification de l'Ouest par Hoche, les succès de Moreau en Allemagne et les éclatantes victoires de Bonaparte en Italie. Le traité de Campo-Formio (octobre 1797), qui terminait les guerres de la première coalition, fut accueilli en France par des transports de joie.

Mais, à l'intérieur, la situation était loin d'être

(1) A. Guillois.

aussi brillante. Au point de vue financier : émission de trois nouveaux milliards d'assignats, emprunt forcé de 600 millions sur les riches, création de mandats territoriaux, puis discrédit des mandats comme des assignats et agiotage.

Cette misère publique et privée se reflète dans la correspondance de Cabanis avec son cousin Vermeil de Conchard :

« Auteuil, 25 vendémiaire an V*.

« Si vous pouvez m'envoyer 300 francs, vous me ferez plaisir. J'avais compté, pour boucher quelques petits trous, sur mon traitement de l'Institut. Mais on ne nous paye point, quoique le gouvernement nous occupe beaucoup. »

Bien que peu suspect de cléricalisme, il se préoccupe de la situation des religieuses sécularisées : une de ses sœurs était, il est vrai, Ursuline à Brive.

« Mandez-moi, écrit-il le 24 nivôse an V, si les pensions des religieuses commencent à être payées en numéraire et s'il y a quelques fonds au département pour cet objet. Je suis bien pressé d'apprendre que les pauvres malheureuses de Sainte-Ursule commencent à respirer.

« Je viens d'être nommé professeur à l'École de Santé de Paris. C'est la situation délabrée de mes affaires qui m'a déterminé d'accepter. »

Au point de vue politique, le Gouvernement, attaqué par la presse, était en outre travaillé par des dissensions intestines. Les Directeurs, issus de groupes différents, avaient conservé leurs idées : il en résultait des tiraillements, des divisions de plus en plus profondes ; de plus, Barras était méprisé pour sa corruption. Cependant, l'opposition était encore contenue dans les Conseils par une majorité répu-

blicaine. Mais la minorité, soupçonnée de tendances monarchistes, avait formé le club de Clichy et se préparait avec activité à agir sur les élections prochaines. Les agents royalistes s'agitaient, d'ailleurs, de tous côtés; le général Pichegru était en correspondance suivie avec le prince de Condé. Bientôt eurent lieu les élections de l'an V pour le renouvellement d'un tiers du Corps législatif (mai 1797) (1).

C'est dans ces circonstances que Cabanis écrivait à son cousin Vermeil de Conchard :

« Auteuil, le 9 germinal an 5^e.

J'ignore dans quel sens sont les cabales de votre Département. Celles de Paris sont toutes royalistes et fanatiques. Il y a de quoi rire, quand on pense aux horreurs qu'on a fait débiter contre moi pour m'exclure. Un abbé Gérard a colporté dans l'Assemblée primaire toute sorte de calomnies : *J'avais épousé une religieuse; je travaillais à établir une religion nouvelle; j'étais un terroriste, un buveur de sang, etc., etc.*; et des gens qui me connaissent depuis vingt ans ne savaient trop qu'en penser (2).

Au reste, il m'a rendu un service; car je suis malade et assez pour songer à moi, ce qui ne m'arrive guère. Ma poitrine, altérée depuis longtemps, vient de recevoir un nouveau choc, par l'effort d'un rhume violent dont je ne

(1) Les élections étaient à deux degrés : les assemblées primaires nommaient les électeurs du deuxième degré, à raison d'un sur 200 inscrits, et ceux-ci nommaient les membres du Corps législatif composé de deux chambres, le Conseil des Anciens et celui des Cinq-Cents. Les Conseils étaient renouvelables par tiers chaque année.

Les Directeurs, nommés par les Conseils, étaient renouvelables par cinquième.

(2) L'erreur résultant de la mauvaise foi ou de l'ignorance, peut-être des deux, provenait évidemment de ce que Charlotte de Grouchy, femme de Cabanis, avait été chanoinesse du chapitre noble de Neuville-en-Bresse,

puis pas me débarrasser et qui commence à prendre une mauvaise tournure. Ce n'a jamais été que par dévouement que je suis entré dans les affaires publiques, et toutes les fois qu'on m'a oublié, je m'en suis tenu très heureux.

Les électeurs de la Corrèze devraient bien nous envoyer Lachèze (1). Il importe que le nouveau tiers soit composé de gens également étrangers aux deux p^{ar}tis extrêmes et qui aient assez de fermeté pour soutenir la Constitution contre les attaques ouvertes, assez d'adresse pour démêler les attaques sourdes. *S'il pouvaient avoir des lumières étendues, cela n'en serait que mieux, car elles manquent beaucoup dans le Corps législatif* (2).

CABANIS. »

Cabanis avait vu juste : beaucoup de candidats royalistes passèrent et même des conspirateurs comme Pichegru et autres. Ces éléments renforcèrent l'opposition, qui commença sans mesure la guerre contre le Directoire. Letourneur fut remplacé comme Directeur par Barthélemy soupçonné de royalisme. En outre, les Anciens élurent pour président Barbé-Marbois et les Cinq-Cents Pichegru. Dès lors, la réaction contre-révolutionnaire, maîtresse des Conseils, ne prit pour ainsi dire plus la peine de dissimuler ses projets. On croyait tellement un changement de régime prochain, que Paris se remplissait de chouans et d'émigrés. A la même époque, on saisit dans les papiers d'un agent du prétendant (3) les preuves de ses relations avec Pichegru et des complots royalistes.

(1) Lachèze, ancien député de Brive, législateur, ami de Cabanis; il fréquentait la Société d'Auteuil.

(2) Ces dernières lignes n'étaient pas soulignées dans le texte.

(3) Le comte de Provence, depuis Louis XVIII.

Dans ces conditions, il n'est pas difficile de deviner de quel côté se rangerait Cabanis, lorsqu'il s'agirait de résister au parti royaliste sur le point de renverser légalement la République. Bien qu'appartenant à l'opinion modérée, il n'hésite pas à s'allier aux anciens Jacobins pour défendre le régime républicain contre la réaction qui menace de l'étouffer; il va même jusqu'à réclamer l'aide des soldats pour consommer ce qui, en définitive, est un attentat contre la représentation nationale et la Constitution de l'an III.

Il régnait donc, à ce moment, un grand mouvement d'inquiétude parmi les amis de la Révolution, ainsi qu'aux armées, particulièrement à celle d'Italie travaillée par Bonaparte. Le Directoire, représenté par Barras, Rewbell et La Reveillère, se voyant attaqué de toutes parts, excité d'un autre côté par les adresses des armées et les encouragements de certains chefs militaires, se décide à un acte décisif, en exécutant un coup d'Etat contre la majorité royaliste ou réactionnaire des Conseils. Pendant que Hoche fait marcher une partie de ses troupes jusqu'au rayon constitutionnel pour être à portée d'appuyer le mouvement, Bonaparte envoie Augereau qui est nommé commandant de l'armée de Paris.

Le général en chef de l'armée d'Italie, vainqueur des Autrichiens, qui s'était déjà fait la main en réprimant le mouvement royaliste du 13 vendémiaire (5 octobre 1795), préludait au coup d'Etat qu'il allait bientôt exécuter lui-même contre le Directoire et les Conseils législatifs, invoquant les précédents accomplis pour justifier sa conduite. Ainsi seront toujours disposés à agir les généraux politiciens, vis-

à-vis des gouvernements assez peu sages pour introduire la politique dans l'armée.

Dans la nuit du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), toutes les dispositions étant prises, le Directoire fait entourer par les troupes les deux Conseils, en même temps qu'il essaie d'entraîner l'opinion par la révélation de la trahison de Pichegru et des complots royalistes. Les députés républicains sont convoqués à part. Le résultat des délibérations fut l'annulation des opérations électorales de 43 départements; la déportation prononcée contre 53 membres des Conseils, dont le général Pichegru, et un certain nombre de journalistes royalistes; la destitution du général Moreau; l'expulsion des émigrés rentrés ou leur envoi devant les conseils de guerre, etc.; enfin la nomination de Merlin (de Douai) et de François (de Neufchâteau) comme Directeurs, en remplacement de Barthélemy et de Carnot compris dans la proscription; ce dernier parvint cependant à s'échapper.

L'opinion se montra généralement favorable au Gouvernement, ainsi qu'il paraît toujours après un coup de force. Toutefois, les esprits prévoyants s'attristèrent de cette violation des lois et de l'intervention du pouvoir militaire, présage d'une domination prochaine. Cabanis fut-il de ceux-là? il ne le semble pas, tant son mécontentement était grand, si l'on en juge par la lettre suivante adressée à son cousin Vermeil de Conchard, conservateur des hypothèques à Brive :

« Auteuil, le 29 messidor an 5^e.

« L'ardeur avec laquelle une partie du Conseil des Cinq-Cents s'occupe d'objets inutiles ou dangereux fait qu'il ne

lui reste plus de temps pour les choses les plus intéressantes et les plus nécessaires. Les cloches et le culte leur tournent la tête, et ils laissent de côté les finances, le code civil, les transactions avant et pendant la dépréciation du papier. Les hypothèques sont une de ces questions urgentes, dont cependant la discussion exige beaucoup de maturité et qu'ils ajournent sans cesse. »

Après l'événement, il ne veut pas le regretter, ainsi qu'il apparaît clairement dans la lettre ci-dessous écrite au même cousin et dans laquelle il l'excuse avec un joli sophisme :

« Auteuil, 4 vendémiaire an 6^e.

Soyez bien sûr que le 18 fructidor était nécessaire pour éviter une guerre civile, la plus affreuse qui se puisse imaginer. Le Conseil des Cinq-Cents marchait à grands pas au bouleversement général. *Le Gouvernement a sauvé la République*; il a arraché la France à la dévastation qui la menaçait. On sentira cela de plus en plus, à mesure que les complots de la trame se dévoileront. *La Constitution n'a été violée un instant, que pour être conservée.* »

Passant à un sujet plus terre-à-terre; où se montre la gêne qui était alors presque générale, excepté dans le monde des agioteurs et des fournisseurs, il ajoute :

« Vous me ferez passer les 300 livres quand vous voudrez. Je me passerai de bas de soie pour cette année ; mais Charlotte en a grand besoin. Demandez-en pour elle 12 paires, six de blancs et six de noirs brodés (1).....

CABANIS,

Membre du Conseil des 500. »

En effet, la fin de la guerre et le glorieux traité de Campo-Formio n'empêchent pas la banqueroute des

(1) Bas de soie de Montauban, déjà demandés.

CHATEAU DE SALAGNAC, PRÈS BRIVE

Où est né Cabanis.

(Le cliché de la photographie accompagnant l'étude sur Cabanis a été prêté par M. le Secrétaire général de la Société d'histoire de la Médecine, et la figure a déjà paru dans le Bulletin de cette Société (n° de janvier 1914, page 43), en regard d'une notice de M. le Docteur Georges Hervé sur la maison natale de Cabanis. La photographie originale est due à M. Philibert Lalande, Président de la Société historique et archéologique de la Corrèze.)

deux tiers, appelée élégamment le tiers consolidé. Malgré les grands pouvoirs qu'il s'est arrogés, le Directoire suit la pente fatale de la décadence. Aussi, quand Bonaparte vient jouir à Paris de sa gloire et de sa popularité, est-il accueilli par une réception vraiment triomphale. Lui cependant se réserve et prépare l'avenir. Il est nommé Membre de l'Institut, où il est reçu par Chénier; il se fait présenter à la Société d'Auteuil et gagne les Idéologues. Avec eux il rumine l'expédition d'Egypte, qu'il parvient assez facilement à faire accepter aux Directeurs : ceux-ci n'étaient pas fâchés sans doute de se débarrasser d'un homme aussi dangereux.

Pendant l'absence de Bonaparte, le Directoire achève de se discréditer. Le parti républicain s'étant relevé après le 18 fructidor, le Gouvernement, par un système de bascule, s'appuie sur la fraction constitutionnelle modérée. Après les élections de l'an VI, il fait le coup d'Etat du 22 floréal (11 mai 1798), annulant les élections des jacobins. Treilhard remplace François (de Neufchâteau). L'an VII, Siéyès devient Directeur à la place de Rewbell.

A l'extérieur, les fautes du Gouvernement ont provoqué la deuxième coalition : nos armées en Italie éprouvent des revers. Le mécontentement est général. Les Conseils attaquent le Directoire et lui enlèvent une grande partie des pouvoirs qu'il s'était attribués; Treilhard est remplacé par Gohier. La Reveillère et Merlin, contraints de donner leur démission, sont remplacés par Roger-Ducos et Moulins. C'est ce qu'on appelle le coup d'Etat du 30 prairial an VII (18 juin 1799).

Dans les derniers mois de l'année 1799, la désorganisation de la France était complète sous tous les rapports. Battu au dehors par la coalition (défaite de Novi en Italie, premiers revers en Hollande, marche de l'archiduc Charles sur le Rhin et de Souwarow en Suisse), bouleversée au dedans par les partis, la République paraissait menacée d'une ruine prochaine. Le pays était divisé entre les patriotes continuateurs des jacobins et les modérés ou politiques. Le premier parti demandait, pour sauver la France, des mesures semblables à celles qu'avait employées le Comité de salut public. Le Conseil des Anciens partageait peu cet avis, mais plus de 200 députés le soutenaient dans les Cinq-Cents, et parmi eux les généraux Jourdan et Augereau. Au Directoire, ce parti avait deux voix : Gohier et Moulins. Siéyès, Barras et Roger-Ducos se ralliaient au parti politique. Les premières mesures de la majorité contre les jacobins furent la dissolution de la Société du Manège où délibéraient les patriotes, puis le remplacement de Bernadotte, ministre de la Guerre, et de Marbot, commandant de la Place de Paris, respectivement par Dubois-Crancé et par Lefebvre, enfin la nomination de Fouché à la police. La minorité protesta inutilement.

Si les victoires de Brune en Hollande et de Masséna en Suisse avaient sauvé la France de l'invasion, l'anarchie intérieure faisait sentir le besoin d'une tête et d'une épée pour lui rendre l'ordre et lui conserver la liberté. La tête semblait trouvée : c'était Siéyès ; il fallait une épée. Aussi, lorsque Bonaparte, revenant d'Égypte, parut à Paris (16 octobre 1799),

ce fut un cri presque général de : Vive Bonaparte ! Le général vainqueur est recherché par tous les partis ; il reste taciturne et réservé, mais ses partisans travaillent pour lui. Le Directoire veut écarter un personnage aussi inquiétant, en lui offrant le commandement d'une armée : il refuse pour raison de santé et il active ses préparatifs. Il s'allie avec Siéyès, dont les intérêts sont conformes aux siens, ainsi qu'avec Roger-Ducos ; Fouché favorise ses desseins ; il s'appuie sur les modérés. Au premier rang de ceux-ci, Cabanis devait lui rendre les plus grands services, en mettant son nom respecté et son caractère estimé à la disposition de sa cause. Elu en mars 1798 membre du Conseil des Cinq-Cents, tout en restant fidèle à son idéal républicain, il avait montré dans ses discours le changement qui s'était opéré dans ses idées. Il fut décidé parmi les conjurés qu'on demanderait aux Anciens la translation du Corps législatif à Saint-Cloud. Cabanis et toute l'élite du parti philosophique réunie à l'armée s'employèrent à préparer l'opinion à cet événement.

Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), le décret de translation est rendu. Bonaparte, nommé au commandement de toutes les troupes de Paris et de la 17^e Division militaire, est chargé de la garde du Corps législatif et du Directoire. Sûr de l'appui de l'armée et disposant de la majorité dans les Anciens, il réunit les pouvoirs dans sa main ; puis, d'accord avec Siéyès, il demande l'ajournement des Conseils avec un Consulat provisoire.

Le lendemain, 19 brumaire, Bonaparte est à Saint-Cloud à la tête des troupes. Dès le début, le projet de

révolution est compromis par les dispositions contraires des Conseils. Aux Cinq-Cents même on réclame la Constitution (de l'an III) ou la mort; on crie : A bas le dictateur ! à bas le tyran ! Bonaparte a une dernière conférence avec les conjurés, parmi lesquels Cabanis. Aux Cinq-Cents, où l'on demande la mise hors la loi de Bonaparte, les grenadiers entrent dans la salle et dispersent les députés. Les membres restants des deux Conseils décident l'exclusion de 61 membres des Cinq-Cents et nomment consuls provisoires Bonaparte, Siéyès et Roger-Ducos : ceux-ci prêtent serment de fidélité. Le Corps législatif est alors ajourné et remplacé par une commission chargée de rédiger une nouvelle constitution, de concert avec les consuls.

Ainsi la Constitution, qui avait été violée par le Directoire contre les Conseils le 18 fructidor (7 septembre 1797) et le 22 floréal (11 mai 1798), puis par les Conseils le 30 prairial (18 juin 1799) contre le Directoire, était violée par Bonaparte contre les Conseils à la fois et le Directoire les 18 et 19 brumaire an VIII.

« Telle fut, dit Thiers, la Révolution du 18 brumaire jugée si diversement par les hommes, regardée par les uns comme l'attentat qui anéantit l'essai de notre liberté, par les autres comme un acte hardi, mais nécessaire, qui termina l'anarchie. Ce qu'on en peut dire, c'est que la Révolution prenait le caractère militaire, parce qu'au milieu de cette lutte avec l'Europe il fallait qu'elle se constituât d'une manière solide et forte..... Une nouvelle société allait se constituer à l'abri de l'épée, et la liberté devait venir un jour..... »

Quoi qu'il en ait été de cette belle prédiction, dont la France attend toujours l'effet, le changement était désiré et était inévitable dans un sens ou dans l'autre.

Dès le matin du 18 brumaire, Cabanis était parti d'Auteuil, pour assister aux séances des Conseils. Lorsque Bonaparte, proclamé Consul, fut rentré dans Paris, on acclama dans la Société des idéologues la naissance de ce monde nouveau plein d'espérances et d'illusions et jeune comme le siècle qui allait s'ouvrir.

Après le coup d'Etat, Cabanis avait été désigné, le premier parmi les Cinq-Cents, pour faire partie de la Commission législative. Avant de se séparer, les deux Conseils avaient adopté une proclamation qui fut affichée dans toute la France. La République, y était-il dit, venait d'échapper encore une fois aux fureurs des factions; les représentants du peuple avaient brisé le poignard dans des mains parricides; la Liberté, toute déchirée et toute sanglante, allait enfin trouver un asile dans une Constitution sage; la gloire militaire serait plus brillante que jamais; le royalisme disparaîtrait pour toujours, les traces du gouvernement révolutionnaire seraient effacées et une ère nouvelle commencerait pour la France. Le signataire de cette proclamation, rédigée dans le style déclamatoire de l'époque, était Cabanis (1). C'était l'apologie et la glorification du coup d'Etat.

On a critiqué vivement la conduite des républicains d'Auteuil, de presque tous les idéologues, qui firent adhésion à cet acte violent. Cabanis répondit à ces attaques, en défendant ses amis et lui d'avoir

(1) A. Guillois.

obéi, dans cette circonstance, à des vues coupables ou viles et de n'avoir agi que pour la satisfaction d'ambitions personnelles; ils croyaient, disait-il, avoir rendu un grand service à leur pays, en donnant leur appui à des réformes ayant pour but de réprimer l'anarchie et de consolider les bienfaits de la Révolution.

Beaucoup ne tardèrent pas cependant à regretter leur adhésion ou leur concours. Tel Marie-Joseph Chénier qui, après avoir applaudi au 18 brumaire, chantait le lendemain :

*Nous avons abjuré le pouvoir despotique,
Nous avons des Consuls, nous avons un Sénat,
Nous avons un Tribunat
Et peut être une République !*

Ces idées de Cabanis sont, d'ailleurs, exprimées très nettement dans la lettre suivante adressée à son cousin Vermeil de Conchard. Il est regrettable que les lettres écrites aussitôt le coup d'Etat et quelques jours après n'aient pas été retrouvées :

« Auteuil, le 21 brumaire an VIII.

Je vous ai adressé hier un récit très inexact et très incomplet de ce qui s'est passé à Saint-Cloud le 19 : je vous enverrai d'ici à peu de jours le procès-verbal des deux Conseils de cette journée et de la précédente. Nous espérons que *leur résultat sera d'arracher la République à l'empire des brigands et des assassins* et de la fonder enfin sur des bases solides. Telle a du moins été l'intention des hommes qui se sont mêlés de ce mouvement : *je m'honorerai toujours en mon particulier de la part que j'y ai prise.*

Je n'ai que le temps de vous embrasser. Adieu.

CABANIS. »

Le résultat immédiat du coup d'Etat avait été la Constitution de l'an VIII rédigée sous la pression de Bonaparte devenu Premier Consul, Cambacérès et Lebrun étant deuxième et troisième Consuls. « La Révolution est finie, était-il dit dans le préambule de la Constitution ; elle est fixée aux principes qui l'ont fait naître. » Les pouvoirs étaient partagés entre le Corps législatif, le Tribunat, le Conseil d'Etat, le Sénat conservateur ; mais, en fait, le seul maître est Bonaparte, qui dote la France de nouvelles institutions et va bientôt affermir son prestige par la victoire de Marengo.

Cabanis fut compris dans la première série (31) des Sénateurs auxquels fut affecté le palais du Luxembourg. Le Sénat détermina lui-même le costume de ses membres, qui reçurent une rente de 25,000 francs, bientôt augmentée. Aussi fut-il très recherché et, à part quelques exceptions, le vieil esprit républicain des nouveaux dignitaires ne tarda pas à se plier à la politique autoritaire de Bonaparte nommé Consul à vie après la signature des traités de Lunéville et d'Amiens (1802), puis proclamé Empereur (18 mai 1804) à la suite de la conspiration de Cadoudal. Quelques voix seulement protestèrent contre le changement de régime.

Cela ne s'était pas passé évidemment sans quelques velléités d'opposition et certaines manifestations d'indépendance individuelles ou collectives, même au Sénat. Les désillusions étaient venues plus ou moins vite dans le clan des Idéologues. Le mécontentement contre les actes arbitraires du Premier Consul s'était traduit par la conspiration de 1802,

appelée aussi complot du Sénat. Les généraux Moreau, Pichegru, Bernadotte en faisaient partie ; beaucoup de sénateurs et d'idéologues étaient gagnés à cette cause, dont Cabanis, suivant quelques-uns, mais sans preuve. Le complot fut éventé par Fouché. Quoi qu'il en soit, complètement désillusionné, dégoûté de la politique, bien que resté sous le charme dominateur du grand homme, Cabanis se retira sous sa tente dans sa bonne villa d'Auteuil et se réfugia de plus en plus dans la science et dans la philosophie.

Ces dispositions s'accroissent très bien avec son amour de la retraite ; il regrette seulement de ne pouvoir plus rien pour les siens. Son ami Destutt de Tracy le console : « Je vous vois avec douleur affecté et mélancolique de mille choses sur lesquelles il faut, ma foi, prendre son parti..... On ne saurait ni faire l'impossible, ni avoir raison tout seul, ni se désoler de ce que le monde est fait de telle façon ou de ce qu'on naît dans un temps plutôt que dans un autre. Il faut seulement voir ce qu'il y a à faire dans celui où l'on est..... » Si les Idéologues en sont réduits à se taire, leurs sentiments intimes sont curieux à connaître par leur correspondance : c'est une épopée militaire jugée par des civils et des politiques.

A partir de la proclamation de l'Empire particulièrement, Cabanis ne s'occupe guère de politique ; il se donne tout entier à la science et aux joies de la famille, sans jamais rompre cependant avec Napoléon qui aimait à causer avec lui de religion et de philosophie.

C'est en 1802 qu'il fit paraître son fameux ouvrage : *Des rapports du physique et du moral de l'homme*.

Ce livre eut un immense succès et est peut-être celui de tous les écrits de cette époque qui ait exercé l'influence la plus marquée sur les idées scientifiques du temps. Les matérialistes s'en emparèrent dans leur lutte contre les spiritualistes. Malgré l'audace de certaines affirmations de la raison scientifique, Cabanis cependant n'était pas un athée, car il reconnaissait l'existence de Dieu et il admettait l'immortalité de l'âme.

Cabanis envoie des exemplaires de ses ouvrages à ses parents et amis :

LIBERTÉ — ÉGALITÉ

« Auteuil, près Paris, le 10 brumaire an 11 de la R.

*Le Sénateur Cabanis au citoyen Vielbans,
capitaine de vétérans (1).*

Citoyen, il m'a été impossible d'exécuter le projet que j'avais formé d'aller vous voir ces jours derniers. Veuillez m'excuser. Mon commissionnaire vous portera un paquet pour Vermeil : il contient trois exemplaires d'un ouvrage que je viens de publier.

Recevez, citoyen, l'assurance des sentiments d'estime et d'attachement que je vous ai voués et mes cordiales salutations.

CABANIS. »

P.-S. — Mille souvenirs affectueux de ma part au général Brune. Si je croyais qu'il pût mettre quelque prix à mon ouvrage, mon commissionnaire vous en rapporterait un pour lui.

Et le 21 ventôse an 13 :

« Mon cher consin, je vais donner ordre qu'on vous envoie

(1) Jean de Vielbans, ci-devant seigneur de Pommiers, ancien garde du Roi et chevalier de Saint-Louis, oncle du maréchal Brune et père de M^{me} Vermeil de Conchard : il était alors à Paris chez son neveu.

un exemplaire de mon dernier ouvrage. Si j'avais su qu'il pût vous intéresser, vous l'auriez reçu plus tôt. »

Les sentiments intimes de Cabanis percent davantage dans cet ouvrage : *Lettre sur les causes premières*. « Je me propose, écrivait-il, de montrer aux hommes qu'ils ne sont pas tels qu'ils doivent être, ni au physique, ni au moral. Je veux leur tracer les moyens de se perfectionner facilement sous ces deux rapports. Voilà ma dernière folie. Pour l'exécuter, je sens à ma pitoyable santé qu'il n'y a pas un instant à perdre. »

Il ne se trompait pas. S'il dissimulait avec les siens ses secrètes pensées, il parlait avec les autres, sans aucun effroi, de la mort par apoplexie qu'il sentait venir. C'est ainsi que, dans la nuit du 5 au 6 mai 1808, il rendit sa belle âme au Créateur.

Cabanis mourait jeune encore dans tout l'éclat de la gloire. Il joignait, a dit un de ses panégyristes, aux lumières d'une raison parfaite et d'un esprit supérieur, toutes les grâces de l'élocution et toute la vivacité de la jeunesse (1). Son caractère lui acquit et lui conserva autant d'amis que ses talents lui valurent d'admirateurs.

Colonel VERMEIL DE CONCHARD.

(1) Par décret du 23 novembre 1913, le Collège de Brive a été dénommé Collège Cabanis.

ÉTUDES

SUR LES

DIVERS ATELIERS MONÉTAIRES CONNUS

DE LA BASSE-LEMOVICENSIS

(Bas-Limousin)

depuis les Gaulois jusqu'à l'avènement des Carolingiens en 752

AVANT-PROPOS

Cet avant-propos n'est qu'une étude préparatoire sur les divers systèmes monétaires qui ont été créés et établis dans les Gaules depuis les Celtes jusqu'à l'avènement des Carolingiens, en 752. Cette étude est écrite pour l'intelligence de celles qui vont être faites sur les ateliers monétaires et sur les monnaies qui en sont sorties, de la Basse-Lemovicensis, Bas-Limousin, etc.

L'étude, que je propose aujourd'hui, sur les divers systèmes monétaires de la Gaule depuis les temps celtiques jusqu'à l'avènement des Carolingiens, en 752, a pour objet de faire connaître aux amateurs et aux collectionneurs de monnaies gauloises :

1° La situation topographique exacte des villes, des provinces et des peuples, desquels ils peuvent

posséder des espèces monétaires portant leurs noms géographiques ;

2° L'origine et leurs valeurs relative et comparative de chacune de ces espèces monétaires ; particulièrement de celles dont la valeur est exprimée à tant de *siliquæ* et à tant de *saigæ*. Cette étude fait aussi connaître l'équivalence de chacune de ces espèces monétaires à tant de francs ou de centimes de notre monnaie actuelle.

Avant l'arrivée en Gaule des colonies étrangères, au ^{xv}^e ou au ^{xiv}^e siècle avant J.-C., l'aspect des Gaules ne ressemblait nullement à celui de la France d'aujourd'hui. Ce vaste territoire était presque couvert de forêts vierges, impénétrables, de bruyères et de marécages. La culture des terres était ignorée, les communications étaient impraticables ; de simples sentiers, à peine frayés, mettaient en communication les différentes parties du territoire. Les relations, du reste, étaient encore dans l'enfance, le commerce était languissant, parce que les objets d'échange n'étaient point nombreux. Les vêtements en peaux de bêtes, les produits de la chasse et de la pêche, et les boissons fermentées donnaient seuls lieu à un certain trafic.

Quand à l'industrie, elle était assez célèbre ; les Gaulois savaient extraire : l'or, l'argent, le cuivre, le fer des mines qui couvraient leur territoire ; ils avaient inventé le placage, l'étamage et le crible à crin. Ils étaient renommés pour leur habileté à tisser et à brocher les étoffes. Les vins, les fromages de la Gaule jouissaient d'une grande réputation.

Pour ce qui est du trafic ou troc, les Gaulois, dans leur enfance, durent suivre l'impulsion donnée par les peuples voisins ; c'est-à-dire que leur commerce dut se faire d'abord par simple échange d'une chose pour une autre ; ensuite et avec le temps, avec des marchandises intermédiaires ; et enfin par l'or et par l'argent, comme métal. Mais ces métaux, qui n'étaient pas encore monnayés, devaient se débiter

au poids et se donner comme marchandises intermédiaires. Pour la facilité des échanges, ces matières précieuses durent, dans la suite, être façonnées par la fusion en petites barres ou en petits lingots, d'un poids indéterminé, desquels on coupait la quantité voulue.

Dans la suite, pour abréger cette opération et pour plus de commodité et de célérité, les Gaulois durent découper d'avance ces métaux par petits morceaux de différents poids et les ajuster à des poids déterminés, soit en retranchant peu à peu de petits fragments, soit en en ajoutant un ou plusieurs pour arriver au poids déterminé (1); mais, comme il en fallait de différents poids, ils durent marquer tous ceux du même poids d'un chiffre ou d'un signe semblable. Les Gaulois y mirent, sans doute, l'indication du poids et le degré de pureté, et peut-être le sceau de l'État pour en garantir l'exactitude du poids et le bon aloi. C'est ce qui donne la première monnaie rudimentaire des Gaulois.

Témoin la découverte qui a été faite en 1866, près de Goutrens, canton de Rignac, arrondissement de Rodez, département de l'Aveyron. Cette découverte se composait de plusieurs kilogrammes de lingots d'argent et d'un certain nombre de pièces monétaires (2), qu'on croit venir des Volkes-Tectosages. La forme irrégulière de ces monnaies, qui sont restées dans un état parfait de conservation, prouve qu'elles ont été faites aux dépens de ces lingots, qu'on coupait en petits morceaux, généralement carrés, sans s'inquiéter de la forme qu'elles pouvaient avoir et ne tenant compte que du poids (3), n'offrant qu'une partie des types qu'elles portaient, et leur conservation parfaite indique qu'elles n'avaient pas encore circulé. Il est hors de doute que là a existé un atelier monétaire. Fait à vérifier.

Voici ce qu'on lit dans le *Nouvelliste de Rouen*, n° du

(1) L'auteur regrette amèrement de ne pas connaître ces poids, qu'il n'a pu découvrir jusqu'à ce jour.

(2) On parle de 20,000.

(3) *Moniteur de l'Archéologie* de Montauban, année 1867, 1^{er} novembre, tome II, n° 5.

9 janvier 1866 : « Un trésor gaulois vient d'être découvert à Goutrens, canton de Rignac, arrondissement de Rodez (Aveyron). Il se compose d'une grande quantité de lingots d'argent et d'un certain nombre de monnaies gauloises du même métal, que l'on croit appartenir aux Volques-Tectosages ou Tolosates, de la cité de Toulouse. Toutes ces monnaies étaient fabriquées au moyen de ces lingots, que l'on coupait par petits morceaux, sans s'inquiéter de la forme que les pièces devaient avoir, et ne tenant compte que du poids. Aussi toutes ces monnaies anépi-graphiques, où l'on reconnaît parfaitement l'art gaulois rudimentaire, affectent-elles une forme différente.

« A ce point de vue, c'est une véritable curiosité numismatique. »

Pour donner une juste idée de la grandeur et de la valeur de ces sortes de monnaies, ce qu'on ne trouve pas dans les auteurs, j'ai cru devoir demander à M. le Conservateur du Musée de Rodez le poids de ces espèces monétaires gauloises, qui s'est empressé de me donner satisfaction. Je l'en remercie sincèrement.

D'après la réponse de M. le Conservateur, ces espèces monétaires se composeraient de quatre séries de monnaies de grandeurs différentes et par là de poids. En voici le résultat :

1° La première série, qui serait la plus forte, pèserait en moyenne 7 grammes 23.

2° La deuxième pèserait 6 grammes.

3° La troisième pèserait 5 grammes 58.

4° La quatrième pèserait 4 grammes 76.

Connaissant le poids de ces pièces et le titre de l'argent, que nous allons déterminer, il nous sera facile d'en déterminer leur équivalence en notre monnaie actuelle.

Comme les lingots sont en argent naturel, sans aucune addition d'alliage, et que l'affinage était inconnu chez les Gaulois, nous supposerons, avec Darcet, chimiste français, que le titre de l'argent composant ces pièces était au taux d'un 24 millième d'alliage accidentel, ce qui met l'argent

au titre de 958 millièmes, 0,958 de fin, et que le prix du monnayage soit de 222 fr. 22 le kilogramme d'argent pur et monnayé, fixé par la loi; la valeur de ces pièces, en notre monnaie actuelle :

1^{re} série, pesant 7 grammes 23, vaudrait 1 fr. 55.

2^e série, pesant 6 grammes, vaudrait 1 fr. 28.

3^e série, pesant 5 grammes 58, vaudrait 1 fr. 18.

4^e série, pesant 4 grammes 76, vaudrait 0 fr. 90.

Quant à la vraie monnaie, elle ne doit paraître que beaucoup plus tard. On ne peut préciser l'époque, car on ne possède aucun document officiel pouvant fixer la date irréfutable de l'apparition des monnaies en Gaule.

Notre étude, sur les systèmes monétaires de la Gaule, sera partagée en trois périodes : *Période gauloise*, depuis les Celtes jusqu'à la conquête des Romains, en l'an 50 avant J.-C. ; *période gallo-romaine*, depuis la conquête jusqu'à l'établissement des Franks (1) dans la Gaule, vers l'an 428 de J.-C. ; et la *période franque*, depuis l'arrivée des Franks, jusqu'à l'avènement des Carolingiens, en 752.

(1) Pour éviter à l'avenir tout *quiproquo* entre les mots : Franks, peuple, et le mot : franc, unité monétaire, le mot : Franks, peuple, s'écrira par un k : Franks.

PÉRIODE GAULOISE

Du VI^e ou du V^e siècle à l'an 50 avant J.-C.

Cette période comprendra toutes les monnaies effectives connues qui ont eu cours dans les Gaules avant la conquête romaine, en l'an 50 avant J.-C. Ces monnaies seront divisées en deux catégories : les monnaies celtes ou gauloises et les monnaies gallo grecques et leurs imitations.

Dans chacune de ces deux catégories nous distinguerons :

1° Les monnaies des villes et des peuples, c'est-à-dire celles qui portent gravé en légende le nom d'une ville ou d'un peuple ;

2° Les monnaies royales, c'est-à-dire celles qui portent en légende le nom d'un roi ou d'un chef qui a ordonné la fabrication ;

3° Les monnaies monétaires, c'est-à-dire celles qui portent en légende le nom du monnayer chargé de la fabrication des monnaies ;

4° Les monnaies muettes ou anépigraphes et les anonymes, c'est-à-dire celles qui ne portent aucune inscription, ou celles qui portent une inscription dont le sens est resté inconnu ou inexplicable.

Le plus grand besoin des premiers Gaulois, c'était de pouvoir échanger facilement entre eux leurs divers produits et leurs diverses marchandises et valeurs, et surtout à une époque où les communications étaient extrêmement difficiles ; aussi le plus puissant moyen de transaction était la monnaie, et dans un tel état social, nécessité était de multiplier presque à l'infini les ateliers monétaires.

Comme les Gaulois frappèrent monnaie longtemps avant la première invasion des Romains en Gaule, en l'an 125 avant J.-C., ils eurent incontestablement, de ce moment, des ateliers monétaires, qui nous sont malheureusement restés inconnus.

Quant au monnayage chez les Celtes ou Gaulois, longtemps avant l'arrivée des Romains en Gaule, il est fort difficile, pour ne pas dire impossible, de dire comment il s'effectuait. Quant à la monnaie primitive, elle semble ne porter aucune indication de lieu ou de cité, ni aucune inscription de nom de personne ; elles sont généralement anépigraphes. Ce n'est que longtemps après que l'on trouve sur leurs monnaies le nom des cités que l'on croit être des noms d'ateliers monétaires. Ces noms, qui furent appelés du nom général : noms géographiques, commencent à paraître sur les monnaies gauloises dans le siècle précédant celui de l'arrivée de Jules-César, en 58 avant J.-C., et ne commencent à cesser de paraître qu'à partir du règne de Louis IX (1226-1270), pour disparaître définitivement en 1389, sous Charles VI (1380-1422). Ces noms géographiques durèrent donc pendant plus de quinze siècles.

Les dernières monnaies gauloises portaient généralement toutes le nom de l'atelier monétaire, et par là, de la cité où elles ont été frappées. Mais, comme ces noms géographiques gravés sur les monnaies sont innombrables, cela ferait supposer qu'il y a eu une infinité d'ateliers monétaires. L'histoire nous apprend que beaucoup de localités avaient obtenu le privilège de battre monnaie ; que les Romains avaient aussi accordé, à leur tour, à de nombreuses cités gauloises, le *municipium* municipale (1), qui donnait aussi le droit de battre monnaie ; que des cités, pour conserver leurs droits, leur autorité, ainsi qu'un grand nombre de seigneurs, de feudataires, faute d'atelier monétaire, faisaient frapper, en leurs noms propres, leurs monnaies par les ateliers monétaires voisins ou amis. Comme preuves, nous citerons la cité Biœnate et celle Turenna, en Lemovicencis, qui faisaient frapper leurs monnaies par l'atelier monétaire de Lemovicum (Limoges) ; Turenna en fit même frapper par l'atelier de Vellinus (Beaulieu). L'archevêque de Mettis

(1) Cité qui participait aux droits des cités romaines, sans cesser de faire, à part, une cité gauloise.

(Metz), quoique cette cité possédât un atelier monétaire, faisait frapper ses monnaies par celui de Sarrebourg (Sarrebourg).

Le nombre de cités qui ont mis leurs noms sur les monnaies de l'époque est considérable ; mais on trouve aussi un grand nombre d'espèces portant des noms géographiques et des noms de personnages qui nous sont encore inconnus aujourd'hui. Les pièces, portant des noms de cités, sont grecques ou latines dans leurs légendes et dans leurs types, et l'on trouve parmi les grecques des espèces qui sont indubitablement copiées sur celles de Philippe II, 360-336 avant J.-C., roi de Macédoine.

A mesure que les besoins pour les transactions commerciales se sont fait sentir et que l'usage des monnaies s'est de plus en plus répandu, de nouveaux ateliers monétaires durent s'établir pour faire face aux nécessités. Toutes les cités d'une certaine importance, formant des États séparés, voulurent faire constater leurs droits souverains en faisant inscrire leur nom sur leurs monnaies. Après la conquête des Gaules, les colonies romaines obtinrent aussi de frapper monnaie ; quelquefois elles les frappaient à leurs propres types ; mais plus souvent elles y plaçaient les effigies impériales avec leur nom. Cette autorisation était quelquefois indiquée sur les monnaies par l'inscription en toutes lettres : PERMISSV PROCONSVLIS, d'autres fois par de simples initiales : P. P. (1) ; et pour que les monnaies coloniales eussent cours hors de la colonie, elles recevaient des contre-marques. Ces contre-marques sont très fréquentes sur les espèces d'Arles, de Lyon, de Nîmes et de Vienne.

D'après certains auteurs, les Gaulois auraient commencé la fabrication de la monnaie vers le v^e ou le iv^e siècle avant J.-C. La monnaie, qui fut d'abord d'or et d'argent ensuite, aurait pris naissance dans la Gallia-Narbonensis.

(1) Il ne faut pas confondre ces initiales avec les P. P. que l'on rencontre sur des monnaies gallo-romaines à la suite des légendes, qui veulent dire : PATER PATRIÆ, père de la Patrie.

Ce ne serait que dans le 11^e siècle avant J.-C. que la monnaie de cuivre ou de bronze apparut et dont la fabrication était circonscrite entre les Pyrénées et l'Hérault. D'autres auteurs prétendent que les plus anciennes monnaies seraient incontestablement les monnaies de Massilia, apportées ou frappées par les Phocéens. Ce qui paraît certain, c'est que les premières monnaies des Gaulois furent d'or d'abord, d'argent ensuite, et enfin de cuivre ou de bronze.

Quant aux types des monnaies de cette première époque, rien de plus barbare sous le rapport du dessin. L'une des faces, le droit, représentait généralement une tête grotesque, rarement de face, sans cheveux, ni oreilles et formant un relief très bombé. Le revers, ordinairement un peu concave, porte un animal informe, cheval, bœuf ou bison couché, dont la queue relevée en forme de S; quelquefois cet animal est un sanglier, ou encore un autel druidique ou dolmen, table de pierre. Ces dernières espèces paraissent être bien antérieures aux monnaies gallo-grecques, que nous verrons plus loin. Ces petits monuments druidiques paraissent avoir aujourd'hui, d'après certains auteurs, plus de vingt-cinq siècles d'existence.

L'avvers d'autres pièces qui paraissent être d'une époque moins éloignée, représentait des têtes moins informes que les précédentes et ayant les cheveux bouclés; des personnages entiers, des chevaux, des oiseaux, etc. Au revers, on trouvait aussi un cheval fantastique conduit par un personnage grossièrement représenté, accompagné d'une grande variété de symboles inconnus.

Les monnaies des premiers temps étaient généralement muettes, anépigraphes, c'est-à-dire sans aucune inscription.

Quant à la question de l'attribution par peuple, par ville et par chef, des monnaies trouvées, elle est loin d'être résolue. Il y a trop peu de temps qu'on s'occupe sérieusement des monnaies gauloises qui se trouvent généralement dans trop de pays différents, et les conquêtes sur les provenances sont encore trop incomplètes pour que la présence d'une trouvaille soit un guide suffisant.

Mais s'il y a des peuples ou des villes dont le numéraire soit déjà déterminé d'une manière certaine, et si beaucoup de chefs gaulois sont reconnus, ces précieux résultats sont dus à des savants qui ont étudié depuis longues années et vulgarisé par de nombreux travaux la numismatique de ces peuples, de ces villes.

En jetant un coup d'œil sur l'ensemble d'une collection de monnaies gauloises, si nombreuses et si variées, on remarquera plusieurs groupes ayant chacun un caractère bien distinct et bien différent, et par conséquent une origine particulière.

Quand les Phocéens fondèrent la ville de Massilia, Marseille, en 599 avant J.-C., ils propagèrent sans doute les poids, les mesures et peut-être les monnaies de leur pays, dans tout le midi de la Gaule. Mais M. A. de Barthélemy prétend qu'on ne peut admettre que les Phocéens apportèrent de leur pays la monnaie en Gaule à cette époque, car lorsqu'ils arrivèrent chez les Segobrigi vers le commencement du ^{vii}^e siècle ou la fin du ^{vi}^e avant J.-C., la monnaie commençait à peine à apparaître chez les Lydiens, qui mettaient encore en circulation les premiers lingots portant une marque pondérable officielle.

En principe, Massilia, Marseille, ne frappait que des monnaies d'argent, et quant à celles d'or, elle ne se servait que des monnaies d'or étrangères et des lingots d'or pour ces échanges. Ses monnaies d'argent furent la drachme, la demi-drachme, le quart de la drachme et la didrachme, deux drachmes du système monétaire grec.

Si les pièces monétaires gauloises sont en or, en argent et en bronze ou cuivre, ces trois métaux n'ont pas été également employés dans toutes les régions de la Gaule. Ainsi, il ne doit y avoir eu dans le midi de la Gaule que des monnaies d'argent et de cuivre, tandis que les trois métaux étaient employés dans les contrées désignées sous le nom de Celtique et dans la Belgique. En effet, Massilia et les colonies grecques d'Emporice et de Rhodæ, de l'autre côté des Pyrénées, n'employaient pas les monnaies d'or et ne se

servaient du métal que sous la forme de lingots. Les Gaulois du Midi durent donc adopter, pour les échanges, le même métal que leurs voisins, plus riches. Lorsque la monnaie d'or, à la fin de la République romaine, commença à se frapper régulièrement en Italie, les Grecs de Massilia et les Gaulois de la province romaine, la Narbonnaise, étaient déjà sous la domination romaine, qui ne leur permettait pas d'employer ce métal pour signe d'échange, car l'or était considéré comme le privilège exclusif de l'impérîum. C'étaient les Gaulois du Centre et de la Belgique qui frappaient seuls les pièces d'or, depuis une époque qui n'est point fixée jusqu'au moment où, vaincus par Jules-César, en l'an 50 avant J.-C., ils ne furent en droit à employer dans leurs ateliers monétaires que l'argent et le cuivre. Les divers peuples de la Gaule continuèrent à frapper des pièces d'argent et de cuivre pendant les premières années du principat d'Octave, 27 ans avant J.-C. Quatorze ans après, après le concile de Narbonne, l'administration romaine supprima tous les monnayages indigènes.

Quoique de nombreuses monnaies de la Gaule, avant la conquête romaine, en 50 avant J.-C., existent encore, on sait peu de chose sur les systèmes auxquels appartiennent les premières monnaies gauloises, et nous sommes réduits à supposer qu'ils ressemblaient aux systèmes grec et romain et en imitaient les pièces. Les pièces gauloises, imitées des pièces grecques, remontent à l'époque de Philippe II, roi de Macédoine, 360-336 avant J.-C., et ne furent remplacées que par celles que les Romains introduisirent. Les pièces grecques, qui étaient des statères, qui furent appelées *philippes*, du nom du roi qui les a frappées, se répandirent rapidement dans les États voisins et vinrent par la voie de Massilia, par suite des transactions commerciales, jusqu'en Gaule, où ils furent favorablement accueillis par les Gaulois. D'un autre côté, on sait que, après l'expédition de Brennos en Grèce, vers l'an 278 avant J. C., les Gaulois revinrent dans leur patrie chargés d'or et d'argent en lingots, et qu'ils avaient avec eux une grande quantité de coins de Philippe,

roi de Macédoine, dans leur riche butin, et d'une grande quantité de statères (1). Les Gaulois, enrichis par le pillage et par les tributs, fruits de la conquête, en 278 avant J.-C., et initiés à l'emploi du signe d'échange, durent eux-mêmes ouvrir des ateliers monétaires; ils n'en firent sortir que des imitations monétaires. Pour ces imitations, ils en trouvèrent naturellement les modèles dans les monnaies des peuples éclairés; les uns copièrent la statère d'or de Philippe de Macédoine; les autres adoptèrent le type des drachmes grecques émises par les colonies grecques de Massilia et de la côte d'Espagne, ou de celui de bronze circulant à Agrigenta en Sicile.

Ces pièces furent favorablement accueillies par les Gaulois, qui finirent par les copier. Les premières imitations furent assez fidèles; mais, peu à peu, les graveurs des coins, plus ou moins habiles, altérèrent leurs modèles et arrivèrent avec le temps à produire des types tellement défigurés et souvent fantaisistes, que si on n'étudie pas avec attention la suite des pièces progressivement dégénérées, on ne peut deviner que certaines pièces en or, par exemple, procèdent des statères macédoniennes.

Avec le temps les Gaulois durent frapper d'autres statères, mais à leurs types particuliers. On trouve sur les monnaies gauloises des légendes en caractères grecs, d'autres en caractères latins, et d'autres en caractères grecs et latins mélangés.

D'un autre côté on voit aussi un groupe formé d'imitations de Rhodæ d'abord et d'Emporiæ ensuite. Ce groupe joue un rôle important dans le sud-ouest et dans l'ouest de la Gaule. Selon Charles Robert, les monnaies de la colonie grecque : Rhoda, furent les drachmes d'argent. Elles furent

(1) La statère était une monnaie d'or des Athéniens, du poids de 2 drachmes, soit 9 grammes; elle valait 20 drachmes d'argent. Sa valeur était le 5^{me} de la mine d'argent, qui pesait alors 100 drachmes attiques, et qui valait chez eux 95 fr. 83; mais elle vaudrait chez nous 148 fr. 56, par le rapport de l'or à l'argent de 15 1/2. La valeur de la statère était chez eux de 19 fr. 16; chez nous, elle serait de 29 fr. 62,

copiées par divers peuples, d'abord fidèlement, puis ensuite avec des modifications successives et sans nombre. Vers la même époque, un des types d'Emporiæ contournait et franchissait les Pyrénées et produisait un courant d'imitations qui pénétrait en Aquitaine et se prolongeait vers le Nord, en remontant le littoral de l'Océan Atlantique jusqu'à la hauteur des cités armoricaines.

Aux environs du golfe de Narbonne, on imitait les bronzes d'Agrigenta, ville de Sicile, et plus à l'Est les oboles à la roue ou à la rose émises à Syracuse et à Massilia; avec le temps les imitations finirent par s'éloigner des modèles. Le goût gaulois substitua à l'art grec une ornementation superflue à la simplicité antique; on vit alors apparaître les transformations les plus bizarres et les plus nombreuses; ainsi certains ateliers monétaires remplacèrent successivement (1) l'auriga du bige grec par des animaux, des oiseaux et des objets de toutes sortes.

Les premières monnaies d'Emporiæ, qui étaient des drachmes avec leurs divisionnaires, dateraient de l'an 280 avant J.-C. Par suite, des relations entre l'Ibérie et la Gaule occidentale, qui étaient tellement multipliées que la colonie Massiliotike d'Emporiæ se garda bien de prendre un monnayage différent, comme type et comme poids, de celui qui était en usage dans la région. Ensuite, c'est que la diffusion de la monnaie de Rhoda paraît être due aux libéralités d'Annibal, 247-183 avant J.-C., par lesquelles, vers l'an 220, se préparant à envahir l'Italie, en passant par la Gaule, se concilia les peuples dont il avait à traverser les territoires entre les Pyrénées et les Alpes.

Les monnaies de la colonie d'Emporiæ avaient pour types, au droit, dans un listel circulaire, une tête radiée, à dextre; deux oiseaux affrontés devant la bouche; sans légende; au revers, un cheval libre, en repos sur ses pieds, la queue légèrement relevée; au-dessus du dos, une Victoire ailée,

(1 L. Maxe-Werly, *De la Transformation des Types monétaires et des résultats auxquels elle conduit.*

couchée du ventre sur le cheval, le buste en l'air, les bras légèrement tendus en avant; sans légende.

Parmi les imitations des monnaies d'Emporiæ, il y en a qui présentent, au droit, une tête d'Apollon; les revers sont occupés par des chevaux androcéphales. Dans certaines pièces les quatre rinceaux, à l'extrémité desquels sont adaptées quatre têtes humaines, vont se rattacher à la nuque et à la queue d'un hippocampe placé au-dessous de la tête d'Apollon.

Les monnaies d'or furent très répandues dans la plus grande partie de la Gaule, on n'en constate l'usage ni dans le sud, ni dans le sud-ouest de la Gaule.

Quoi qu'il en soit, d'après certains auteurs, la plupart des pièces de monnaie du Centre, qu'elles soient d'or ou d'argent, non seulement ne paraissent pas remonter au 11^e siècle avant J.-C., mais ne précéderaient guère, même lorsqu'elles rappelleraient encore le type grec, l'époque où les Romains constituèrent une province militaire dans le sud-est de la Gaule, en l'an 125 avant J.-C. Entre les beaux et les rares statères au type pur de Philippe II, roi de Macédoine, et la masse du numéraire qui se trouvait dans la Celtique, il y avait incontestablement une lacune, qui semble difficile à combler quoi qu'il en soit de leur ancienneté; les espèces monétaires du centre de la Gaule, même celles dont la fabrication cesse avec l'indépendance de la Gaule, gardent toujours quelque chose du type grec montrant au droit une tête, et le plus souvent les restes d'un bige au revers; aussi se désignent-elles toujours dans les collections sous le nom de *stateris*. Mais, si les caractères généraux des espèces monétaires de la Celtique dénotèrent toujours, plus ou moins, une origine grecque, les modifications du type et les nombreux accessoires successivement introduits dans leur champ, ont à la fin constitué une monnaie nationale, riche d'emblèmes encore inexplicables.

Jusqu'ici nous n'avons vu que les monnaies d'or et celles d'argent. Dans le 11^e siècle avant J.-C. apparaît la monnaie de bronze, dont la fabrication est circonscrite entre les

Pyrénées et l'Hérault. Ces monnaies de bronze, d'assez grand module, paraissant être une imitation de celles d'Hiéron II, roi de Syracuse, 269-215 avant J.-C., ne remonteraient pas au-delà du III^e siècle. On les attribue à la tribu gauloise des Volkes-Tectosages. Dans cette série se placent les bronzes de Béziers, et ceux d'un peuple resté inconnu : les Sangestalètes.

Les spécimens des premières monnaies de bronze des Gaulois semblent être le résultat de l'emploi d'un coin unique, au type de la croix, d'un diamètre beaucoup plus grand que celui de la monnaie sur laquelle il est appliqué. Ces monnaies étaient de petit diamètre, assez épaisses, plus ou moins bombées d'un côté et concaves de l'autre ; leur poids, presque uniforme, variait entre 1,200 et 1,400 grammes ; elles étaient sans légende ni inscription. Ces monnaies sont attribuées, par M. A. de Barthélemy, aux Cadurci. Certains savants numismates fixent l'émission de ces monnaies à une époque assez rapprochée de la conquête romaine ; d'autres la fixent à une époque bien antérieure à cette époque, et même antérieure à la première invasion romaine, en l'an 125 avant J.-C., et seraient, d'après d'autres savants, les premières monnaies de bronze frappées par les Gaulois. Sur un certain nombre de ces pièces, on remarquerait un signe qui a beaucoup de ressemblance avec l'upsilon (Υ) grec.

Rappelons ici que le type du coin qui a servi à frapper ces monnaies, appelées *monnaies à la croix*, est une grande croix anglée, c'est-à-dire une croix ayant de longs bras, à pointes qui saillent des flancs de ses bras ; cantonnée au premier canton de deux tiges à extrémités globuleuses, posées en sautoir sur un gros globe ; au 2^e canton, d'un globe, voisin de l'intersection des deux bras, surmonté d'un crois-sant dont les pointes sont tournées en dehors du canton et accompagnées chacune d'un petit globe ; au 3^e, d'un gros globe isolé ; au 4^e, d'une tige bifurquée (forme d'un upsilon Υ), ayant ses trois extrémités terminées par un globe, dont la tige touche presque l'intersection des bras de la croix.

Quant au revers, plusieurs pièces de monnaie présentent des signes ou symboles très distincts ; mais la plus grande partie de ces pièces présentent, au revers, un fouillis de dessins indéchiffrables et inintelligibles.

Les types propres aux monnaies gauloises étaient peu variés : le cheval, signe particulièrement adopté par les Gaulois, était ordinairement gravé sur les monnaies courant sans bride et sans couverture, comme symbole de la valeur de ces peuples et de leur penchant naturel pour la liberté et l'indépendance ; le sanglier s'y rencontre quelquefois, comme symbole de leur vie continuelle dans les forêts.

Le monnayage gaulois se tint longtemps dans le domaine des images mystiques, et en cela il ressemble davantage à celui de la Grèce, toujours éprise de la forme idéale. C'est pour cela qu'on croit que la plupart des monnaies à légendes sont postérieures à l'an 120 avant J.-C. (Blanchet, p. 25). Elles étaient d'ordinaire anonymes. Les inscriptions y sont fort rares avant le 1^{er} siècle. Il faut descendre jusqu'à la conquête romaine, jusqu'à Dumnorix et Vercingétorix, contemporains de Jules César, 58-44 avant J.-C., pour constater sur une monnaie, tout à la fois le nom et le portrait du chef de guerre.

Lorsque la Cisalpine tomba aux mains des Romains, cette province fut pourvue de monnaies sortant des établissements monétaires de la République. Il en fut de même pour l'Aquitaine et ensuite pour la Gaule méridionale, et l'occidentale après sa conquête par Jules César ; ces pièces furent monnayées par la mère-patrie ; Nîmes seule conserva le singulier privilège d'employer son établissement monétaire (1).

Tandis que Rome pouvait garder et maintenir le monopole de la frappe sur les monnaies de la grande puissance occidentale, tandis qu'elle réussissait également, grâce à

(1) A. Chabry, *Histoire monétaire des principaux États du monde*, par Alexandre de la Mar.

ses établissements monétaires et à son système d'impôts, à conserver le rapport constant de 12 pour 1 entre l'argent et l'or, elle ne pouvait empêcher une grande et commerçante nation, comme celle de la Gaule, de modifier localement ce rapport dans ses trafics avec les peuples voisins.

Du commerce de ces derniers peuples avec l'Orient, était résulté l'établissement d'un rapport de 8 à 1, qui était moyen terme entre ces peuples et les Romains. Tant que Rome continua à monnayer les pièces employées en Gaule, cette modification locale du rapport n'apparut que par l'élévation de la valeur attribuée aux monnayages d'argent, en usage dans les ports maritimes gaulois. Mais du moment où la grande Gaule recouvra le contrôle de ses propres établissements monétaires, le rapport intermédiaire apparut dans la diminution du poids du denier local. Ce rapport a été remarqué dans les premières frappes de Clovis, 481-511, ainsi que celle qui est narrée dans le chapitre de Rome, lequel chapitre donne l'histoire de la monnaie en Gaule, jusques et y comprise l'époque de Charlemagne, 768-814.

ANTOINE DE CHABANNES

(1408-1488)

SA FAMILLE ET SES SOUVENIRS

à Dammartin-en-Goële

AVANT-PROPOS

A côté du souvenir attendri que l'homme garde toute sa vie de la mémoire de sa mère, il est un autre souvenir auquel son cœur conserve également toute sa fidélité : c'est celui du cher pays natal.

Lorsque les circonstances ont voulu qu'il s'éloigne des lieux où s'écoulèrent heureuses et insouciantes ses premières années — et c'est aujourd'hui le cas pour un très grand nombre — il aime à revoir, par la pensée, la maison paternelle, témoin de ses premiers ébats, l'église de son village, avec son clocher, où sa mère lui apprit à se recueillir et à prier — et, quelquefois, le vieux château féodal, dont les ruines agrestes ont favorisé ses jeux d'enfant. Aussi, lorsque loin du pays, le hasard le met en présence d'un com-

(Bibl. Nat.; Cabinet des estampes N° 2 — vol. DAM.)

G. Lemarié, photo.

patriote, sa joie est-elle très vive (le cœur de l'homme ayant un si grand besoin d'épanchement) de pouvoir parler, avec ce compagnon, des souvenirs de jeunesse, toujours présents, certain d'être compris et de trouver un écho à ses sentiments.

C'est pourquoi, dans une grande ville comme Paris, où les « déracinés » de nos provinces sont si nombreux, l'idée est-elle venue, très naturellement, de ne pas laisser au hasard seul ces rencontres si désirées, mais de les favoriser au contraire.

C'est de cette idée que sont nés ces divers groupements régionaux, dans lesquels les hommes, d'un caractère ethnique commun, sont assurés de se rencontrer.

Sous l'impulsion d'une élite, ces associations ont élargi le cercle restreint dans lequel se mouvait l'échange des idées. Aux petites histoires de clocher, si chères à nos cœurs, elle a joint l'histoire, plus vaste, de la contrée dont elle était originaire. Elle a retracé les luttes anciennes que ses habitants eurent à soutenir, la vie de ceux de ses enfants, qui l'ont illustrée, etc., ajoutant ainsi quelques belles pages particulières à l'histoire générale de notre cher pays.

Dans ce noble but, nombreuses sont les colonies limousines à Paris, qui ont fondé de ces groupements. Le *Groupe d'Études Limousines* compte, je crois, parmi eux, comme l'un des plus intéressants. Il se compose, en grande partie, de membres qui, par leur science et leurs écrits, s'efforcent, toujours avec succès, à faire revivre l'histoire de cette contrée si pittoresque de la France : le Limousin.

Ces efforts si désintéressés ne restent pas stériles ;

en même temps qu'ils développent, d'une façon si heureuse, nos connaissances, ils ont pour effet de faire naître parmi tous une noble émulation, qui porte chacun à apporter, à l'édifice commun, sa petite pierre particulière. C'est ainsi que moi-même qui, jusqu'ici, n'avais jamais songé à essayer mon petit talent, gagné par l'exemple et encouragé par l'assurance de trouver, dans mon groupe si amical, toute l'indulgence, dont j'ai grand besoin, j'ai voulu faire connaître, à mes compatriotes limousins, la vie d'un des plus illustres enfants du pays : la vie d'Antoine de Chabannes.

Je suis lié à une vieille famille limousine⁽¹⁾ et mon pays natal est Dammartin-en-Goële (Seine-et-Marne) où habitait ma famille maternelle. Ce sont ces deux raisons qui m'ont porté à faire une communication au *Groupe d'Études Limousines* sur Antoine de Chabannes, mon compatriote limousin, devenu plus tard comte de Dammartin.

Celui-ci a laissé à Dammartin même, de précieux souvenirs, entr'autres une église qu'il a fait édifier et qui est très bien conservée. Il avait relevé le château féodal, mutilé par les sièges qu'il avait subis; les ruines de ce château, aujourd'hui entourées de superbes promenades, sont encore imposantes.

C'est sur ces nobles restes d'un passé qui a eu sa

(1) La famille des *Moussours*, qui compte des membres dans la magistrature et dans le clergé, ainsi que des officiers dans les armées du roi, dont Gabriel Monsour de Richemont, chevalier de Saint-Louis, originaire de Juillac (Corrèze), type tout particulier de soldat auquel M. Joseph Durieux a consacré une curieuse notice dans sa galerie des *Vainqueurs de la Bastille*, p. 224 (Libr. Champion, Paris, 1911).

grandeur, et sur la vie de celui auquel nous les devons, que j'ai désiré attirer l'attention des membres du groupe.

J'ai été très heureux, dans mes recherches, de pouvoir puiser dans des documents laissés par M. Jean-Baptiste-Victor Offroy, un vieil ami de ma famille, qui fut, pendant longtemps, adjoint au maire et, plus tard, maire de Dammartin.

M. Offroy qui fit, vers 1840, un essai sur l'histoire de la ville de Dammartin, eut la patience d'examiner tous les registres de l'état-civil ; mais les plus anciens sont, pour la plupart, incomplets et peu lisibles. Le premier de ces registres ne remonte qu'à l'année 1557 ; aussi M. Offroy n'a-t-il trouvé, dans ces documents, aucun fait intéressant Antoine de Chabannes, puisque ce dernier avait vécu au xv^e siècle. En outre, il est dit qu'en 1793, une grande quantité de papiers armoriés et d'archives, qui étaient à la mairie de Dammartin, ont été brûlés. Il devait s'y trouver, sans aucun doute, des documents précieux pour l'histoire de la ville.

Pour mener à bien son travail, M. Offroy a donc dû consulter quelques ouvrages d'historiens ; mais il a surtout trouvé des documents précieux dans des notes recueillies par M. l'abbé Pierre-Simon Lemire, qui fut curé-desservant de l'église bâtie par Antoine de Chabannes, de 1777 à 1817, et par M. Louis-Jean-Hubert Lavollée, qui fut maire de Dammartin, de 1796 à 1816. On verra par la suite, que c'est grâce à M. l'abbé Lemire et à M. Lavollée que l'église et le château de M. de Chabannes furent sauvés des fureurs sacrilèges de la Révolution.

C'est donc surtout de l'ouvrage de M. Victor Offroy que j'ai tiré les éléments nécessaires pour composer le mémoire que j'ai communiqué au *Groupe d'Études Limousines*, dans sa séance du 6 mars 1913.

J'eus la satisfaction de voir mon mémoire fort bien accueilli par mes compatriotes limousins, qui en souhaitèrent la publication.

Mais, désirant dans cette publication, approfondir plus avant le sujet, que je ne l'avais fait dans ma communication, j'étais bien en peine, car mes renseignements, puisés principalement dans l'ouvrage de M. Offroy, étaient très succincts. Heureusement, j'eus la bonne fortune d'être mis en relations avec un auteur, auquel je suis heureux, ici, de rendre un juste et respectueux hommage, pour la gracieuse amabilité dont il a fait preuve envers moi, en me faisant bénéficier du fruit de ses propres travaux. M. le comte Henri de Chabannes, car c'est de lui dont il s'agit, a mis, en effet, à ma disposition l'ouvrage qu'il a publié sur l'*Histoire de la Maison de Chabannes*.

Personne n'était mieux placé que lui et mieux qualifié pour mener à bien, jusque dans ses plus petits détails, une œuvre aussi volumineuse, puisqu'il avait à sa disposition les précieuses archives relatant les faits et gestes de ses glorieux ancêtres.

Je fus donc particulièrement heureux de profiter de l'offre si généreuse de M. le comte Henri de Chabannes, d'autant plus que l'édition de son ouvrage, tiré à un petit nombre d'exemplaires, est aujourd'hui complètement épuisée.

J'ai recueilli, dans cet ouvrage, les notes, aussi

restreintes que possible, mais suffisantes cependant pour faire connaître à mes compatriotes limousins, d'une façon plus précise et plus étendue que lors de ma communication, la vie et les principaux exploits d'Antoine de Chabannes.

Je suis heureux aujourd'hui, de pouvoir publier cette notice sur un homme illustre qui, parti tout jeune de sa patrie limousine, combattit toute sa vie pour la gloire et la grandeur de la France et vint mourir dans cette forteresse de Dammartin, laissant parmi les habitants de cette coquette petite ville une mémoire intacte, qui n'a jamais cessé d'être honorée.

PREMIÈRE PARTIE

La Famille de Chabannes

ANTOINE DE CHABANNES, connu dans l'histoire sous le nom de Dammartin, descend de Guillaume de Mathas, de la Maison des comtes d'Angoulême, de la 1^{re} race, parents de Charles-le-Chauve, et dont l'origine remonte au VIII^e siècle.

Guillaume de Mathas épousa, en 1130, Amélie de Chabonais, dernière héritière des sires de Chabonais et de Confolens, de la 1^{re} race, illustres dès le X^e siècle. Il fut stipulé à leur contrat de mariage, « que les enfants qui naîtraient de cette alliance relèveraient le nom et les armes de leur mère » ; c'est ce qui démontre la substitution, en 1130, du nom de Chabannes à celui primitif de Mathas.

Cette illustre origine explique suffisamment ce que Louis XI écrivait à Antoine de Chabannes, comte de Dammartin, qu'il appelait « son cousin », en lui envoyant un des douze colliers de l'Ordre de Saint-Michel, « qu'il l'avoit choisy pour un des plus grands et notables chevaliers d'ancienne lignée, extrait de grande et notable maison ».

De Guillaume de Mathas et Amélie de Chabonais naquirent :

1^o Jourdain VII, sire de Chabonais et de Confolens, chef de la branche de Bigorre.

2^o Boson de Chabannes, 8^e abbé de l'Esterps en 1179.

3^o Eschivat de Chabannes, chef de la Maison de Chabannes qui, établie d'abord en Limousin, puis en Auvergne, en Bourbonnais et en Nivernais, s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Les armes de la Maison de Mathas étaient : « *Losangé*

d'or et de gueules », celles des anciens sires de Chabanais étaient : « *D'or à deux lions léopardés de gueules.* »

Les aînés conservèrent les armoiries de la Maison de Chabanais, tandis que les puînés qui, suivant l'usage, devaient les différencier, n'eurent qu'un seul lion. C'est ainsi que les armoiries de ces derniers, dont descend la Maison de Chabannes, actuellement existante, sont : « *De gueules, au lion d'hermine, armé, lampassé et couronné d'or.* »

Les annales de notre histoire nationale mentionnent une vingtaine de seigneurs du nom de Chabannes tués au service de la France.

La Maison de Chabannes compte : trois grands-maîtres de France; un maréchal de France; plusieurs gouverneurs de provinces et généraux d'armée, des lieutenants généraux, des maréchaux de camps; plusieurs chevaliers de l'Ordre de Saint-Michel; un chevalier du Saint-Esprit; deux évêques; six chanoines comtes de Brioude de 1282 à 1751; un chanoine comte de Lyon; plusieurs abbesses de monastères, etc.....

La généalogie du célèbre comte de Dammartin trouve tout naturellement sa place en tête de ce récit; nous la donnons d'une manière succincte d'après les documents de M. le comte H. de Chabannes.

ESCHIVAT DE CHABANNES, chevalier, 3^e fils de Guillaume de Mathas et d'Amélie de Chabanais, fut le chef de la Maison de Chabannes; il releva le nom de sa mère en vertu des conditions établies dans le contrat de mariage de cette dernière en 1130.

Eschivat épousa, en 1170, Matebrune de Ventadour, 3^e fille d'Èbles V, vicomte de Ventadour (1), et de Marguerite de Turenne sa seconde femme, laquelle était veuve d'Aimeric V, vicomte de Limoges.

Matebrune de Ventadour était alors veuve de Rainaud V,

(1) Les Ventadour tiraient leur origine d'une branche cadette de l'illustre Maison des Comborn en Limousin.

vicomte d'Aubusson ; elle apporta en dot à Eschivat de Chabannes, la moitié de la seigneurie de Charlus-le-Pailloux (1), paroisse de Saint-Exupéry près d'Ussel, qui de toute ancienneté avait appartenu à la Maison de Ventadour.

Cette alliance fixa ainsi la postérité d'Eschivat de Chabannes et de Matebrune de Ventadour dans le Bas-Limousin. C'est alors que la seigneurie de Charlus-le-Pailloux devint le berceau de la famille de Chabannes.

Le château de Charlus était très-fort et considérable ; il était situé avantageusement pour la défense de la paroisse de Saint-Exupéry et à six lieues du château de Ventadour.

Eschivat de Chabannes et Amélie de Ventadour laissèrent deux fils :

1° Èbles I^{er}, qui suit ;

2° N..... qu'il est dit avoir été cardinal.

ÈBLES I^{er} DE CHABANNES, chevalier, co-seigneur de Charlus-le-Pailloux, naquit vers 1174. Il acquit la seigneurie de Curtou en Guyenne (commune de Daignac, canton de Brannes, arrondissement de Libourne, Gironde) et mourut peu après 1226. Il vécut pieusement et fit de nombreux dons à plusieurs abbayes.

Èbles I^{er} avait épousé une fille de la Maison d'Albret dont le nom est ignoré. Il laissa :

1° Èbles II, qui suit ;

2° Rebale, énoncée tante d'Èbles III, fils de son frère Èbles II, dans un acte de 1271.

ÈBLES II DE CHABANNES, chevalier, co-seigneur de

(1) Charlus s'appelait primitivement Charlus-Ventadour, puis Charlus-le-Pailloux, Charlus-en-Chabannées et enfin Charlus-Chabannes, nom qu'il s'est conservé bien avant dans le xiv^e siècle.

Il y avait deux châteaux à Charlus : le supérieur appartenant à la Maison d'Ussel, et l'inférieur à la Maison de Ventadour ; c'est ce dernier qui passa dans la Maison de Chabannes.

La terre de Charlus resta ainsi par division entre les deux Maisons d'Ussel et de Chabannes jusqu'en 1319.

Charlus-le-Pailloux et de La Force (1). Il était majeur en 1215, époque où il approuva la donation faite par son père à l'abbaye de Bonnesaigues (près Charlus-le-Pailloux).

Èbles II mourut vers 1255. De son mariage avec N..... de Périgord, fille du comte de Périgord (probablement Hélié V dit Taleyrand) il eut :

1° Èbles III, qui suit;

2° Guipald ou Guipault, qui vivait en 1261 et 1283, suivant des actes de ces époques;

3° Étiennette, 11^{me} abbesse de Bonnesaigues, décédée vers 1275.

Èbles III DE CHABANNES, chevalier, co-seigneur de Charlus-le-Pailloux et de La Force. En 1289, il fit réédifier le château de Charlus-le-Pailloux et en fit une forteresse importante; il mourut vers 1292.

Èbles III avait épousé N..... de Couzon, fille de N..... de Couzon, seigneur de la Roche-Guillebault, de Saint-Palais et de Malleret dans la Marche. Il laissa :

1° André, qui suit;

2° Èbles, qui était l'auteur de la branche de Chabannes de La Force (2). Il avait épousé N..... de La Force, dont il eut trois enfants :

1° Èbles I^{er} de Chabannes-La Force;

2° Aimery;

3° Marguerite.

ANDRÉ DE CHABANNES, damoiseau, puis écuyer, fut seigneur ou co-seigneur de Charlus-le-Pailloux.

Au moment de la prise et reprise de la Guienne par Édouard I^{er} et Philippe-le-Bel (1294-1296), ses terres furent ravagées et ses vassaux ruinés.

Le 14 juillet 1302, André de Chabannes prit part à la

(1) Hospice et fief situés près de Charlus-le-Pailloux.

(2) Cette branche s'est éteinte dans la Maison de Sartiges avant la fin du xiv^e siècle.

bataille de Courtray en Flandre où les Flamands, soulevés contre Philippe-leBel, firent essuyer aux Français, sous les murs de la ville, une sanglante défaite. Robert d'Artois, qui commandait l'armée du roi, y fut tué avec plus de 6,000 chevaliers, parmi lesquels un des derniers rejetons des « comtes de Dammartin » auxquels la branche d'Antoine de Chabannes devait succéder un siècle plus tard.

André de Chabannes fit son testament le 3 juin 1322 et mourut avant la Toussaint 1324, suivant un acte de cette époque. On ignore le nom de sa femme. Il laissa trois enfants :

1° Ébles IV, qui suit;

2° Ithier, clerc, puis recteur de l'église de Saint-Honorat au diocèse de Dax, en Gascogne;

3° Claire, qui épousa en 1300 Bernard de Saint-Martial, d'une ancienne et très distinguée maison du Limousin et d'Auvergne.

ÉBLES IV DE CHABANNES, damoiseau, co-seigneur de Charlus-le-Pailloux et autres lieux. Il resta fidèle à la cause malheureuse de Philippe de Valois et versa son sang à la funeste bataille de Crécy en Picardie, où, le 26 avril 1346, 11 princes, 80 bannerets, 1,200 chevaliers et 30,000 soldats, du côté des vaincus, restèrent sur le champ de bataille.

Ébles IV avait épousé, dans la première moitié du xiv^e siècle, N..... de Lestrange (1), dont les armes furent mises par M^{lle} de Montpensier, à côté de celles d'Ébles IV, au château de Saint-Fargeau.

Ébles IV laissa deux fils :

1° Hugues I^{er}, qui suit;

2° Bernard de Chabannes, chanoine, comte de Brioude vers 1384.

(1) Illustre et ancienne maison de chevalerie, qui tire son nom d'une terre située en Limousin, que Marie de Lestrange porta avec Cheylane en 1579 à René d'Hautefort.

Elle établit sa filiation depuis Faucon ou Falcon de Lestranges en 1350.

HUGUES I^{er} DE CHABANNES, écuyer, puis chevalier, co-seigneur de Charlus-le-Pailloux et autres lieux, naquit vers l'an 1320.

En 1359, sous le règne de Charles V, des bandes de partisans anglais, commandés par le fameux Geoffroy-Tête-Noire, s'emparèrent du château de Ventadour et s'y établirent pour ravager les pays environnants; c'est ainsi qu'ils prirent successivement possession des forteresses d'alentour, et notamment de Charlus-le-Pailloux en 1384, sous Charles VI.

A cette époque, Hugues I^{er} de Chabannes subit des pertes très grandes; tous les anciens titres de la Maison de Chabannes qui se trouvaient à Charlus en furent enlevés par les Anglais (1).

Charlus fut délivré de ces bandes en 1385, par Louis II, duc de Bourbon, qui vint mettre le siège devant le château, et s'en empara.

Hugues I^{er} mourut avant le 11 août 1401, comme l'atteste un acte de cette époque où Robert de Chabannes, son fils aîné, figure comme seigneur de Charlus-le-Pailloux. Il avait épousé, au mois d'août 1352, Gaillarde de Madic (2), fille de Géraud I^{er}, seigneur de Madic, et d'Alix de Charlus ou Chaslus (3).

Hugues I^{er} laissa :

1^o Robert, qui suit;

2^o Pierre de Chabannes, religieux bénédictin de Cluny, puis prieur de Bort, au diocèse de Limoges, par bulles du

(1) L'inventaire de ces titres fut retrouvé à Madic, château de la Maison de Chabannes, et les pièces anciennes qui se trouvaient en double expédition et qui ont pu être recouvrées, sont en partie aux archives du château de La Palisse (Allier) et publiées dans *l'Histoire de la Maison de Chabannes*, par le comte H. de Chabannes.

(2) Maison d'ancienne chevalerie, qui tire son nom d'un antique manoir féodal, bâti sur la rive gauche de la Dordogne, à 8 kilomètres de Saignes (Cantal) et près de Bort (Corrèze).

(3) Cette Maison s'est éteinte vers le milieu du xiv^e siècle.

27 avril 1409; fut aussi prieur de Menet en Limousin. Il avait fait son testament le 5 avril 1435 et mourut peu après;

3° Pierre de Chabannes, prieur de Saint-Angel, de l'Ordre de Saint-Benoît, près d'Ussel, et de Charlus-le-Pailloux; il est nommé le 17 août 1410 dans le testament de son frère aîné, Robert, comme son exécuteur testamentaire, avec son frère, le prieur de Bort;

4° Gabrielle de Chabannes, mariée par contrat du 9 mars 1400 avec Pierre de Charlus, comte de Confolens, seigneur de la Borde et de Soubrevèze, fils aîné de Robert I^{er} de Charlus et d'Élisabeth de Lentilhac.

ROBERT DE CHABANNES, damoiseau, puis chevalier, seigneur de Charlus-le-Pailloux, appelé depuis lors Charlus-Chabannes, chambellan de Jean I^{er}, duc de Bourbon et d'Auvergne, était l'un des vaillants capitaines de son temps. Il fut cité avec éloge par les historiens contemporains Monstrelet et Juvénal des Ursins. En 1401, il acquit de Jean de Bort, son beau-frère, divers tènements dans la paroisse d'Eygurande près d'Ussel.

Robert de Chabannes fit son testament le 17 août 1410; il y nomme sa femme, Hélis de Bort, et ses enfants au nombre de sept; il choisit sa sépulture dans l'église de Saint-Exupéry, au tombeau de ses ancêtres, et fit quelques dons aux églises de Bort, Saint-Exupéry, Valiergues, Bonnaigue, etc. Il mourut le 25 octobre 1415, à la malheureuse bataille d'Azincourt gagnée par Henri V roi d'Angleterre; il y commandait en chef l'avant-garde, un corps de cent lances, sous les ordres de Jean I^{er}, duc de Bourbon, dont il était chambellan.

Robert de Chabannes avait épousé, vers 1390, Hélis ou Alix de Bort (1), dame de Pierrefitte, fille de Hugues de Bort, seigneur de Pierrefitte et autres lieux, et de Dauphine de Lestrande.

(1) Maison d'ancienne chevalerie, originaire de la petite ville du même nom, aux confins du Limousin et de l'Auvergne.

Alix de Bort laissa en mourant 12 sols de rente à l'église de Saint-Exupéry, pour que chaque année des prières fussent dites sur sa tombe.

De Robert de Chabannes et d'Alix de Bort naquirent :

1^o Hugues II ou Étienne de Chabannes, seigneur de Charlus; fut capitaine d'une compagnie de gendarmes, charge qui, en ce temps-là, ne se donnait qu'aux princes et aux principaux officiers de la couronne;

Hugues II fut tué, sans avoir été marié, en juillet 1423, à la funeste bataille de Cravant-sur-Yonne, gagnée par les Anglo-Bourguignons près Vélezac-en-Auxerrois. Le commandement de ses gens d'armes fut alors donné à son frère Jacques I^{er} de Chabannes, qui se trouvait à ce moment son lieutenant;

2^o Jacques I^{er} de Chabannes (qui continue la descendance actuellement existante des Chabannes de La Palisse et de Curton), chevalier, naquit vers 1400, il fut seigneur de La Palisse (1) de Montaigu-le-Blin (2) et de Chatel-Perron (3) en Bourbonnais; de Charlus-Chabannes en Limousin; de Madic (4) et de la Dailhe (5) en Auvergne, et de Curton (6) en Guyenne. Capitaine de cent hommes d'armes, sénéchal et maréchal du Bourbonnais, puis sénéchal d'Albi et de Toulouse; conseiller et chambellan du roi Charles VII et grand-maitre de France le 21 mars 1451.

Jacques I^{er} compta parmi les compagnons de Jeanne d'Arc qui défendirent vaillamment contre les Anglais l'étendard français. Émule des Dunois et des La Hire, il fut l'un des chevaliers qui se distinguaient le plus par leur dévouement à la cause de Charles VII; il prit part à toutes les grandes expéditions de son temps, méritant, dit de lui SAVARON (7),

(1) Par acquisition de Charles, duc de Bourbon, le 18 mars 1430.

(2) Par acquisition faite en 1439 de Guichard de Montaigu.

(3) Par son mariage avec Anne de Lavieu en 1432.

(4) Par succession de son grand-oncle Gérard de Madic, en 1451.

(5) Par acquisition d'Astorg de Peyre, le 30 avril 1444.

(6) Par don de Charles VII, le 4 juin 1451.

(7) SAVARON, *Origines de Clermont*, p. 261.

d'être appelé avec son frère Antoine, comte de Dammartin, *duo fulmina belli*, deux foudres de guerre.

Au mois de mai 1451, il se trouvait au siège de Blaye

ENTRÉE DE DUNOIS ET DE JACQUES 1^{er} DE CHABANNES A BORDEAUX
le 23 Juin 1451

(Extrait des *Galeries historiques du Musée de Versailles*, pl. 72.)

Communiqué par M. le comte H. de Chabannes.

Peint par Vinchon.

avec Dunois; ils emportèrent la ville de vive force le 22. Le même jour, Bordeaux ouvrait ses portes et Jacques prit part le lendemain à la superbe entrée du comte de Dunois dans cette ville.

Jacques I^{er} mourut en 1453 des suites des blessures reçues à la bataille de Castillon. Il épousa : 1^o Anne de Launay en 1429, dont il eut Geoffroy de Chabannes né en 1430, mort jeune ; 2^o Anne de Lavieu en 1432 dont il eut deux fils, Geoffroy et Gilbert, mentionnés plus loin.

3^o Antoine de Chabannes, auteur de la branche des comtes de Dammartin, dont il est question par la suite.

4^o Agnès-Jeanne de Chabannes, qui épousa Jean de Balzac, seigneur d'Entragues et autres lieux, fils de Guillaume de Balzac, chevalier, et de Marguerite d'Alzon. De cette alliance descend toute la Maison d'Entragues.

5^o Louise de Chabannes, nommée simplement dans le testament de son père Robert de Chabannes, le 17 août 1410.

6^o Gaillarde de Chabannes, ainsi nommée en souvenir de sa grand-mère paternelle Gaillarde de Madic.

Malgré le désir de son père qui voulait qu'elle se fasse religieuse, Gaillarde épousa : 1^o Raimond du Luc, seigneur de Neuville ; 2^o Raimond Vigier ; on trouve ce dernier et Gaillarde de Chabannes vivant ensemble le 25 octobre 1453, date du testament de Jacques I^{er} de Chabannes.

7^o Dauphine de Chabannes ; entra d'abord comme religieuse à Farmoutier, abbaye de bénédictines au diocèse de Meaux, puis fut nommée, par bulles du 14 octobre 1433, dix-huitième abbesse de l'abbaye de Bonnesaigne, de l'Ordre de Saint-Benoît, au diocèse de Limoges.

Dauphine mourut le 24 mai ou mars 1469, et fut ensevelie dans le tombeau d'Étiennette de Chabannes, onzième abbesse de Bonnesaigne, morte en 1275.

8^o Catherine-Suzanne de Chabannes, qui épousa Balthazar de Neuville, seigneur de Magnac.

Catherine-Suzanne n'est pas citée comme ses frères et sœurs, dans le testament de son père Robert de Chabannes, en date du 17 août 1410, ce qui fait supposer qu'elle ne devait pas être née à cette date. On la trouve signant au baptême de son neveu Geoffroy de Chabannes, fils de Jacques I^{er} et d'Anne de Launay, le 8 avril 1430.

De son mariage avec Anne de Lavieu, Jacques I^{er} de Chabannes eut deux fils, qui sont :

1^o Geoffroy de Chabannes, qui suit ;

2^o GILBERT DE CHABANNES, qui continue la descendance actuelle. Il fut chevalier, seigneur, puis baron de Curton et de Rochefort, seigneur de Caussade, Madic, Charlus et autres lieux ; conseiller et chambellan du duc de Guyenne, puis du roi Louis XI, capitaine de Marmande, Corbeil, Gisors et autres villes, chevalier de l'Ordre de Saint-Michel en 1469, capitaine de cent lances des ordonnances, grand-sénéchal de Guienne, sénéchal de Bazadois, enfin gouverneur et sénéchal du Limousin en 1473.

Gilbert de Chabannes naquit à Madic, vers 1439. Après la mort de son père, il reçut en partage les terres et seigneuries de Curton, en Guyenne, de Madic et de la Dailhe, en Auvergne, et de Charlus, en Limousin. Il fut un des plus vaillants chevaliers de son temps et, dans sa brillante carrière, il se trouva presque toujours auprès du comte de Dammartin, son oncle, auquel il rendit de grands services.

Il épousa en premières noces, le 26 novembre 1469, Françoise de la Tour d'Auvergne, dite de Boulogne, fille aînée de Bertrand VI, sire de la Tour, comte d'Auvergne et de Boulogne, et de Louise de la Trémoille, dame de Boussac et de Saint-Just ; elle mourut au commencement de 1484 ; et en secondes noces, le 20 août 1484, Catherine de Bourbon-Vendôme, princesse du sang, fille de Jean II de Bourbon, comte de Vendôme, seigneur d'Épernon, de Mondoubleau, de Montoire, de Lavaudi et de Bonneval, et d'Isabelle de Beauveau, dame de Champigny et de la Roche sur-Yon ; elle mourut au château de Rochefort après le 8 juin 1533.

Gilbert de Chabannes mourut en 1492 ; de son premier mariage avec Françoise de la Tour d'Auvergne, il laissa un fils, Jean de Chabannes, qui fut son unique héritier.

GEOFFROY DE CHABANNES, chevalier, fils aîné de Jacques I^{er} de Chabannes et d'Anne de Lavieu, fut seigneur de Charlus-Chabannes, en Limousin ; de La Palisse, Châ-

tel-Perron, Montaigu-le-Blin, Chezelle et Dompierre-sur-Besbre, en Bourbonnais; conseiller et chambellan de Jean II dit le Bon, duc de Bourbon, puis des rois Louis XI et Charles VIII: capitaine de vingt lances fournies d'archers sous le duc de Normandie, puis capitaine de 100 hommes d'armes et de 4,500 francs-archers; gouverneur de Rodez, du Pont-Saint-Esprit et de l'Isle-en-Jourdan; sénéchal de Rouergue, lieutenant général en Languedoc, capitaine général de l'Auvergne et provinces adjacentes. Geoffroy de Chabannes a été surtout connu sous le nom de seigneur de Charlus; il fut chef d'une branche, dite de la Palice, qui, après avoir donné Jacques II de Chabannes, maréchal de la Palice, ne tarda pas à *s'éteindre en fille* (1552).

Né en 1433 environ, Geoffroy, à l'âge de 10 ans, fut enlevé de vive force du château de Montaigu-le-Blin, ainsi que son frère Gilbert, par le seigneur de Pesmes, du duché de Bourgogne. Les jeunes prisonniers, conservés à Dijon par le duc de Bourgogne, ne recouvrèrent leur liberté que quelque temps après par les soins de la duchesse de Bourgogne, Isabelle de Portugal, et moyennant 30,000 écus de rançon que paya leur mère, Anne de Lavieu.

En 1451, Geoffroy de Chabannes accompagna son père au siège de Bayonne, où il se distingua par son courage et sa valeur; en récompense de ces exploits, il fut armé chevalier par Gaston de Foix.

Depuis la mort de son père, survenue en 1453, Geoffroy était devenu chef de la famille; il eut l'honneur, en cette qualité, de recevoir, en 1456, dans son château de la Palice le roi Charles VII et sa cour. En 1461, lors de la mort de Charles VII, il fit partie de la cour de Louis XI et accompagna ce prince à Reims pour les cérémonies du sacre. En 1465, il embrassa le parti des Princes de la Ligue du « Bien Public » à laquelle son oncle Antoine de Chabannes, comte de Dammartin, prit, comme nous le verrons, une part très active.

Geoffroy de Chabannes, seigneur de Charlus, mourut fin 1500 ou commencement de 1501. Il avait épousé, en 1462,

Charlotte de Prie, fille d'Antoine de Prie, chevalier, seigneur de Buzançais, grand-queux de France, chevalier et chambellan du Roi, et de Madeleine d'Amboise de Chaumont. Il eut, de ce mariage, trois fils et cinq filles qui sont :

1° Jacques II de Chabannes, seigneur de la Palice et maréchal de France, qui suit :

2° Jean de Chabannes, seigneur de Vandenesse (en Nivernais) dont on ignore la date exacte de la naissance. Il passa dans le corps de cent gentilshommes de la cour du roi Louis XI, où il resta de 1498 à 1502. Le 14 mai 1509, il prit une part glorieuse à la bataille d'Agnadel. Les 13 et 14 septembre 1515, il se distingua à la bataille de Marignan et contribua beaucoup au succès par sa valeur et sa prudence.

Le 29 avril 1522, à la malheureuse journée de la Bicoque, Jean de Chabannes se distingua encore par de beaux faits d'armes. Le 24 février 1524, pendant la retraite de l'armée de Bonnivet, il fut blessé mortellement et mourut trois jours après ; à ses côtés était tombé, pour ne plus se relever, l'illustre Bayard.

Jean de Chabannes avait épousé Claude le Viste, dame de Châtillon d'Azergues, fille aînée de Jean le Viste, chevalier, seigneur d'Arcy-en-Brionnais, et de Geneviève de Nanterre.

De ce mariage, le seigneur de Vandenesse n'eut pas d'enfant, mais cependant comme tous les généalogistes et les documents trouvés jusqu'à ce jour sont d'accord pour lui donner deux filles, il faut admettre l'existence d'un premier mariage dont il eut : 1° Françoise de Chabannes, mariée en premières noces à Louis de Niolans, maréchal de Savoie ; et en secondes noces, à Jean de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier ; 2° Claude de Chabannes, religieuse de l'abbaye de Joyenval, près Poissy ; elle mourut en 1562.

3° Antoine de Chabannes, évêque du Puy, qui naquit vers 1465 et mourut au mois de septembre 1535.

4° Charlotte de Chabannes, nommée dix-septième prieure

de l'abbaye de Joyenval, près Poissy, le 16 mai 1521 ; elle mourut le 28 mai 1540, après 51 années de religion.

5° Madeleine de Chabannes, élue prieure du monastère et prieuré de Notre-Dame-de-Fennelé-aux-Nonnains, du diocèse de Nevers, en 1482 ; elle mourut vers 1532.

6° Jeanne de Chabannes, qui épousa, en 1474, Yves II de Tourzel, seigneur, baron d'Alègre, conseiller et chambellan de Charles d'Anjou, roi de Sicile et de Naples, qui fut tué le 11 avril 1512 à la bataille de Ravenne.

7° Anne de Chabannes, qui épousa, le 8 novembre 1481, un prince du sang, Charles de Bourbon, prince de Carencey, comte de la Marche, seigneur d'Aubigny et autres lieux.

8° Marguerite de Chabannes, qui épousa à Lyon, en juin 1501, Jean de Sarcus, chevalier, seigneur de Sarcus, de Ramecourt et autres lieux, gouverneur, capitaine et grand-bailli d'épée d'Hesdin.

Jean de Sarcus et Marguerite de Chabannes vivaient encore ensemble en 1526.

JACQUES II DE CHABANNES, maréchal de La Palice, fils aîné de Geoffroy de Chabannes et de Charlotte de Prie, fut seigneur de La Palice, Pacy, Montaigu-le-Blin, Chaveroche, Châtel-Perron, Chazelles et Dompierre, en Bourbonnais ; de la Foresterie, en Anjou, et de Vandenesse en Nivernais ; conseiller et chambellan du Roi, chevalier de l'Ordre de Saint-Michel après la bataille d'Agnadel en 1509, capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances, puis capitaine général de cinq cents hommes d'armes, grand-maître des eaux et forêts de Languedoc, gouverneur et lieutenant général pour le Roi dans les pays de Bourbonnais, Auvergne, Lyonnais, Forez, Dombes, Rouennais, La Marche, Beaujolais et Combrailles, lieutenant général pour le Roi en Italie, en Guienne et dans le royaume de Naples, capitaine du Pont-Saint-Esprit, gouverneur de la ville de Novarre, grand-maître de France en 1511 et maréchal de France le 7 janvier 1515.

Il naquit vers 1470 et parut à la cour vers la fin du règne de Louis XI.

Le roi Charles VIII et Jacques de Chabannes firent en-

JACQUES II DE CHABANNES, SEIGNEUR DE LA PALICE
Maréchal de France en 1515

(Extrait des *Galeries historiques du Palais de Versailles*.)
Tableau peint par Émile de Lansac.

H. N.-C., photo.

semble leurs premières campagnes en 1486 et 1487, dans la guerre contre François II, duc de Bretagne; Jacques s'y comporta si bien qu'il fut fait chevalier de la main même du jeune roi.

En 1488, Jacques de Chabannes se distingua à Saint-Aubin-du-Cormier, et, le 16 juillet 1495, il se conduisit vaillamment à la bataille de Fornoue. Sous Louis XII, il contribua à la conquête du Milanais (1500). En 1502, il assista Bayard dans son duel fameux avec Soto-Mayor. L'année suivante, il fut fait prisonnier par Gonsalve de Cordoue en défendant Ruvo. Remis en liberté, il se signala au siège de Gênes (1507). En 1509, il fut blessé à Agnadel. Il prit une part brillante à la bataille de Ravenne (1512); il y fut grièvement blessé, et Gaston de Foix ayant péri dans le combat, il ramena son armée en France. Envoyé en Navarre peu de temps après, son expédition ne fut pas couronnée de succès. En 1513, il se rendit dans l'Artois, et fut vaincu à Guinegate. A son avènement, François I^{er} le créa maréchal de France (7 janvier 1515). Cette même année, il prit une part glorieuse à la bataille de Marignan. En 1521, il fut au nombre des ambassadeurs du roi aux conférences de Calais. L'année suivante, il assista à la bataille de la Bicoque, et quelque temps après, il força les Espagnols à lever le siège de Fontarabie. En 1524, il chassa de Provence le connétable de Bourbon qui assiégeait Marseille. Retourné en Italie avec François I^{er}, il trouva dans la bataille de Pavie, qu'il avait dissuadé le roi d'engager, une mort glorieuse.

Voici ce que M. le comte H. de Chabannes, dans son ouvrage sur sa Maison, a écrit relativement à la triste fin de son illustre ancêtre :

« Jacques II de Chabannes, maréchal de France, fait prisonnier à Pavie par un nommé Castaldo, fut lâchement assassiné sur le champ de bataille même, par un capitaine espagnol nommé Buzarto, en présence du refus fait par Castaldo de partager avec lui le produit d'une pareille prise. Ces paroles : *Je ne le cède à nul autre*, mises dans la bouche de Castaldo, auraient donc, à notre avis, été adoptées comme devise pour perpétuer dans la Maison de Chabannes le souvenir de ce forfait et la perte du plus célèbre des siens. »

Ce seigneur fut marié deux fois; il épousa : 1^o en pre-

mières nocés, en 1492, Marie de Montberon, fille d'Eustache, sire de Montberon (1), chevalier, vicomte d'Aunay, baron de Maulevrier et de Mathas, et de Jeanne-Marie-Marguerite d'Estuer de Saint-Mégrin; et en secondes nocés, le 20 février 1514, Marie de Melun (veuve de Jean de Bruges), dame de Montmirail, d'Authon et de la Basoche, princesse d'Épinoy, fille de Jean III de Melun, maréchal de Flandre, et d'Isabelle de Luxembourg.

De son premier mariage avec Marie de Montberon, Jacques II de Chabannes eut deux enfants :

1° Geoffroy de Chabannes, cité comme homme d'armes dans la compagnie de Jean de Chabannes, seigneur de Vandenesse, son oncle. Il mourut en Italie vers 1519, âgé d'environ 26 ans.

2° Jeanne-Françoise de Chabannes, mariée en 1514 à Jacques-Louis de Beaufort, vicomte de Valence, baron de Montboissier.

De son second mariage avec Marie de Melun, Jacques II de Chabannes eut six enfants.

3° Charles de Chabannes, seigneur de La Palice, Montaigne-Blin et autres lieux; gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi et chevalier de son ordre. Il naquit vers 1518 et fut marié deux fois; il épousa en premières nocés, en 1538, Anne ou Agnès de Mendoza, issue d'une illustre maison d'Espagne, et en secondes nocés, en 1545, Catherine de La Rochefoucault, dame de Combronde, fille aînée d'Antoine de La Rochefoucault et d'Antoinette d'Amboise-Ravel.

Charles de Chabannes mourut en 1552; il laissa un fils mort jeune, et quatre filles.

4° Marie de Chabannes, mariée en 1534 à Claude de Savoie.

5° Charlotte de Chabannes, mariée en 1538 à Antoine, sire et baron de Moy (ou de Mouy); elle fut nommée en 1578, femme d'honneur de Catherine de Médicis, épouse de Henri II.

6° Marguerite de Chabannes, religieuse, en 1540, au

(1) Maison illustre de l'Angoumois et du Limousin.

prieuré de Joyenval et de Saint-Louis, à Poissy ; elle vivait encore en 1589.

7° Louise de Chabannes, religieuse en 1562, au même prieuré de Saint-Louis de Poissy.

8° N..... de Chabannes, qui fut aussi religieuse.

Il était bon de pousser cette généalogie jusqu'au célèbre maréchal qui, sous le nom de La Palice, a vu sa renommée devenir aussi populaire, que plus tard celle de Malborough en Angleterre.

Tout le monde connaît la fameuse chanson dont il est le héros, mais on en ignore l'origine.

La version primitive portait :

*Hélas ! La Palice est mort,
Est mort devant Pavie ;
S'il n'était pas mort,
Il ferait encore envie.*

Ce qui coïncide avec cette épitaphe du temps du héros :

*Qui pour son roi perd la vie,
Au lieu de pitié fait envie.*

Mais au XVIII^e siècle, La Monnoye trouva plaisant de transformer ainsi le dernier vers du quatrain :

Il serait encore en vie,

dans la chanson que l'on sait (qui ridiculise injustement celui qui en est le sujet), et à laquelle chaque âge a ajouté quelques nouveaux couplets.

« N'est-il pas vrai, écrivait Léon Palustre de Montifaut, que certains héros ont une singulière destinée ? Le peuple, pour lequel ils se sont sacrifiés, et qui devrait s'incliner devant leur mémoire, oubliant tout à coup leurs nobles actions, leur crée une ridicule légende, et leur nom devient un ignoble objet de moquerie. Chansonnez Malborough tant que vous voudrez, c'est la consolation des vaincus, mais

respectez au moins nos gloires françaises ; elles sont dignes de notre amour et de notre vénération.

Je ne connais pas dans l'histoire une plus noble figure que celle de Jacques de Chabannes, seigneur de La Palisse, grand capitaine et vaillant cœur, cher à son prince et redoutable à ses ennemis, auxquels il sut, même dans les fers, inspirer le respect et l'admiration.....

Le nom de La Palisse fut longtemps cher aux soldats français, et des chants guerriers célébrèrent ses exploits (1). »

H. NOEL-CADET.

(A suivre.)

(1) *Hist. de la Maison de Chabannes*, T. supplément, p. 178. (*Lettre sur Jacques II et La Palice*, par Léon Palustre de Montifaut : *De Paris à Sybaris ; études artistiques et littéraires sur Rome et l'Italie méridionale* (1866-1867), Lettre II, pp. 7 à 10).

LES

Annales de Larche

EN BAS-LIMOUSIN

Jusqu'à la Révolution

CHAPITRE SIXIÈME

La Juridiction de Larche — (Suite)

5° Archers-Huissiers — 6° Sergents — 7° Gardes

I. — ARCHERS-HUISSIERS

Jehan Lafferme, dit simplement « archier » dans le baptême de son fils Jean, le 11 janvier 1658, était marié avec damoiselle Marsalle Dautrement (1).

Mentionné, le 28 novembre 1672, dans un contrat de vente, reçu Laval, « dans la maison de Jehan Lafferme archier huissier en la mareschaussée du bas-Limousin » et consenti par Jehan Conchard fils, bourgeois de Saint-Pantaléon, à Pierre Marchant, M^e chirurgien à Larche, on trouve encore, ce même jour, 27 novembre, « Jehan Lafferme archier huissier à la mareschaussée du bas Limousin immatriculé au siège sa^l de la ville de Brive habitant au lieu de Larche », portant une assignation à comparaître devant le juge de Larche à Bernard Sage, laboureur à Larche, et à Pierre Cramiech, laboureur à Yssalot, à la requête de Jacques Marchant du Pouch, sieur de la Vivie, garde du corps du Roy (2).

Enfin, il est encore cité dans une convention, reçue Maury le 11 février 1676, ainsi que dans deux contrats du 23 avril et du 5 août 1677, avec le titre d'« archier huissier en la pⁿte maréchaussée » (3).

Anthoyne Delpeuch, « archier et huyssier en la maré-

(1) Arch. municipales de Larche.

(2) Arch. Marchant, de Bernou.

(3) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

chaussée du bas-Limousin, habitant Larche », reçu au sénéchal de la ville de Brive, était le fils de François Delpeuch, procureur, et le beau-frère d'Hélias Maury, greffier. Il avait épousé Thoynette Duron, fille de Jean Duron, le procureur d'office. Il en eut quatre enfants (1) :

Le 10 mars 1660, Delpeuch, archier et huissier, donne assignation à François Murat, dit Nanot, du village de Peyrefumade, à comparaître devant le présidial de Brive au sujet d'un différend pour le recensement des cotisations, à la requête de Jacques Marchant du Pouch, sieur de la Vivie, et d'Anthoine Duron, maître apothicaire (2).

On le trouve encore mentionné comme témoin à l'enterrement de son beau-père, Jean Duron, le 27 février 1673 (3), dans des contrats des 4 juin et 10 juillet 1676 et 17 mai 1777, reçus Maury (4), et dans un procès devant Anthoine Dufour, juge de Lissac, le 7 décembre 1688 (5).

II. — SERGENTS

Les sergents étaient des bas-officiers de justice qui remplissaient les fonctions attribuées de nos jours aux huissiers. Nous pouvons citer parmi ceux de la juridiction de Larche :

Roffiniac, Pomarel, Golfier et La Paleyrie, qui sont mentionnés en cette qualité, comme ayant convoqué les syndics et habitants des paroisses de la juridiction pour

(1) François, baptisé le 16 juin 1660 et « a esté parin M^r François Delpeuch procureur en la presente jurisdiction et marrine Marguerite de Mandegou veufve à feu M^r Hélias Duron maistre apothicaire » ; — 2^e Catherine, née le 28 janvier 1662 ; — 3^e Guillaume, baptisé le 1^{er} juillet 1663 ; — 4^e Jeanne, née le 19 octobre 1664 (Arch. municipales de Larche).

(2) Arch. Marchant, de Bernou.

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(5) Papiers Catus, d'Acher.

établir et dresser procès-verbal touchant le règlement des mesures de lad. juridiction, le 12 décembre 1578 (1).

Pierre Salviac, « sergent royal, habitant du lieu de Larche », est indiqué : le 8 décembre 1572, dans une obligation qu'il consent en faveur d'Anthoine Marchant; le 23 avril 1573, dans un contrat d'affirme, et le 18 janvier 1575, dans une autre obligation en faveur du même Marchant, tous actes reçus Valière (2).

Ce Pierre Salviac était mort en janvier 1583; car l'on trouve dans un « extrait du siège présidial du bas Lymosin » de cette époque ces mots « Marie La Bourdarie veuve à feu Pierre Salviac » (3).

Berthou Lapaleyrie, dit « commissaire royal », dans le baptême de sa fille, Guilhaumette, le 9 juin 1619, était marié avec Jehanne de Boyer (4).

Qualifié « sergent royal de Larche » dans un contrat reçu le 16 juin 1628 par Pierre Veyssier, notaire royal du village de Fournet, dans le lieu de Saint-Sernin et dans la maison de Pierre Juge, procureur d'office de la juridiction de Coussages (5), on le trouve aussi faisant une sommation, le 7 avril 1642 (6).

Pierre Boyer, sergent ordinaire de Larche, est témoin, le 26 février 1645, dans un acte d'affirme fait par Jacques Marchant, lieutenant de la juridiction, de ses biens de la Barbotte et reçu Paleyrie, notaire du comté d'Ayen, « dans le lieu de Larche bas limousin et dans la plasse publique qui est au devant la porte du pré » (7).

(1) *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de Brive*, t. XXVI, 1904, p. 659.

(2) Arch. Marchant, de Bernou.

(3) Arch. Marchant, de Bernou.

(4) Il en avait eu aussi un fils, Pierre, qui fut parrain de la susdite Guilhaumette et un autre fils, Jean, qui avait été baptisé le 28 juin 1615 (Arch. municipales de Larche).

(5) Archives personnelles.

(6) Arch. Marchant, de Bernou.

(7) Arch. Marchant, de Bernou.

Pierre Vayssière, sergent ordinaire de la juridiction de Larche, fait une signification, le 26 octobre 1665, à François Dautrement, marchand, à Jean Peintandre et à Pierre Delpy syndics collecteurs et cottisateurs de Larche, au sujet d'une réclamation de Jacques Marchand du Pouch, sieur de Lavivie, adressée au juge de Brive (1).

Jacques Combes, « sergent ord^e en la juridiction de Larche immatriculé en icelle habitant au village de la Draperie par^{'''} de St-Sernin de Larche », signifie, le 2 juillet 1672, une ordonnance de comparition rendue par Pierre Paleyrie, lieutenant ordinaire de la susdite juridiction, sur requis du procureur d'office et de Pierre Pèrier, laboureur, contre Jacques Marchant, sieur de Lavivie, garde du corps du roy. Le 8 mai 1673, il porte encore une assignation à Pierre Loubignac, M^e maréchal à Larche et à Bernard Taxain, de Rignac et, le 31 décembre 1675, il sert de témoin dans un contrat d'arrangement, reçu Maury (2).

Anthoine Eymeri, « sergent royal à Larche », est cité comme témoin dans une vente, reçue Maury le 28 avril 1676 et faite par Hyppolite Minatte, praticien audit lieu, à Pierre Paleyrie, lieutenant de la juridiction, d'une terre située à Belotte. On le trouve aussi témoin dans une quittance du 8 mai 1677 et, au mois de juin suivant, il déclare avoir reçu de Mathieu Minatte, marchand à Larche, un taureau à « chaptail de Dieu » (3).

Il était aussi « sergent royal général reçu et immatriculé au siège de Brive », ainsi qu'il se qualifie dans une assignation qu'il porte à Larche, le 4 novembre 1675 (4).

Anthoine Eymeri était marié avec Marie Paleyrie, qui mourut, le 3 avril 1718, à l'âge de 70 ans et lui-même est décédé le 8 janvier 1719, âgé de 90 ans (5).

(1) Arch. Marchant, de Bernou.

(2) Arch. Marchant, de Bernou.

(3) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(4) Arch. Marchant, de Bernou.

(5) Arch. municipales de Larche.

Antoine Veyssier, sergent royal, dont la veuve, *Martiale Schlafer*, est morte au village de Fournet, le 21 février 1683, âgée de 80 ans, et fut enterrée dans l'église de Saint-Cernin, en présence de Jean Colier, notaire royal de Saint-Pantaléon (1).

Pierre Boyer, sergent ordinaire de la juridiction de Larche, marié à Larche, le 19 juillet 1712, avec Anne Pouzet, fille de Pierre Pouzet et d'Anne Reynaud (2).

On trouve *Pierre Boyer*, mentionné à une époque bien antérieure, entr'autres, le 3 février 1701, comme témoin dans un mariage et, le 20 du même mois, dans un enterrement (3).

Cité aussi comme témoin dans un grand nombre d'actes, reçus Maury, de 1710 à 1723 (4), il est décédé à l'âge de 50 ans, le 25 novembre 1724. Sa femme, Anne Pouzet, lui survécut plus de cinquante ans; elle n'est morte que le 5 février 1776, âgée de 90 ans (5).

Jean Reynaud, clerc, fut reçu en l'office de « sergent et baille ordinaire » de la juridiction de Larche, à l'audience du 13 avril 1726 (6).

Il est dit « sergent dhuement contrôlé au bureau de Brivè pour la viscomté de Turenne » dans un exploit du 9 juillet 1731, dont le plaideur en cause demandait l'annulation « par le prétexte que led. Reynaud n'est pas dans l'usage ny dans les fonctions de sergent dans l'estandue de

(1) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(2) Il en eut les enfants suivants : Jean, né le 18 octobre 1715, mort le 3 février 1735; — Bernard, baptisé le 9 mars 1721; — Pierre, baptisé le 6 janvier 1724, qui devint M^e charpentier et se maria à Lafeuillade, le 5 février 1754, avec Anne Bigeat, de Lapoujade de Lardornac, en présence de Jean Maury, notaire, et de Pierre Loubignac, chirurgien (Arch. municipales de Larche).

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(5) Arch. municipales de Larche.

(6) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1404.

la présente juridiction (celle de Cousages). Mais, sans avoir égard à cette exception atandu qu'il est notoire que led. sergent a fait et faira à l'avenir les fonctions de sergent dans la présente juridiction en vertu de son installation », il fut passé outre à la protestation du plaideur par jugement « fait et prononcé à Laroche juridiction de Cousages par nous Léonard Dufour lieutenant de la présente juridiction le second aoust mille sept cens trante un » (1).

Dans un commandement qu'il fait au village de Sagournat, paroisse de Chavagnac, le 13 juillet 1774, Jean Reynaud se qualifie « sergent général reçu au siège sénéchal de S' Robert duché de Noailles et en la juridiction de Cousages habitant de la ville de Larche » (2).

Fils d'Antoine Reynaud, il se maria une première fois à Lafeuillade, le 13 février 1730, avec Anne Durand (3), dont il eut quatre enfants (4) :

Il épousa en secondes noces, le 25 janvier 1746, Françoise Jaubertie, qui lui donna d'abord deux enfants jumeaux (5) :

Celle-ci étant décédée, le 21 avril 1757, âgée de 50 ans (6), Jean Reynaud se maria une troisième fois, le 6 septembre 1774, avec Marie Rouffignac, fille de François Rouffignac, trevailleux et de Françoise Leymarie (7), après contrat reçu

(1) Archives personnelles.

(2) Archives personnelles.

(3) Arch. municipales de Lafeuillade.

(4) Anne, née le 12 et baptisée le 14 décembre 1732; elle est décédée le 15 mai 1736, âgée de 4 ans; — Marie, née le 22 septembre 1735, morte le 12 juillet 1741; — Jean, né le 13 novembre 1739, mort le 6 novembre 1744; — et autre Jean, né le 6 novembre 1742 (Arch. municipales de Larche).

(5) Antoine, qui fut baptisé le 27 décembre 1746, et une fille, morte le même jour, « laquelle fut ondoyée à la maison après être venue au monde par la demoiselle Talarie, habitante du bourg de Nadaillac ce qui nous a été certifié par gens dignes de foy ». Ils eurent ensuite un autre fils, François, né le 25 février 1748 (Arch. municipales de Larche).

(6) Archives municipales de Larche.

(7) Arch. municipales de Larche.

Maury et passé à Laroche, paroisse de Saint-Cernin, où habitaient les époux Rouffignac, le 19 août 1774 (1).

Il figure à l'article 29 du rôle des vingtièmes de la paroisse de Larche de 1780 pour une imposition de 2 livres 6 sols (2), et il est mort à Larche, le 20 janvier 1781 (3).

Léonard Salvetat, né à Laroche, paroisse de Saint-Cernin, le 21 février 1689, était fils de François Salvetat et de Jeanne Delmas (4).

Il porte au village de Chazat, le 27 mars 1724, une assignation où il se qualifie « sergent sauvegardien au vicomté de Turenne » et, le 6 septembre 1736 et le 5 décembre 1742, dans deux autres assignations, faites à La Bouquerie, il s'intitule « sergent royal immatriculé en la cour royale du Port-Sainte-Marie et au greffe sénéchal de Turenne » (5).

Il opérait aussi dans la juridiction de Larche et nous le trouvons, le 11 octobre 1734, portant exprès à la ville de Larche un exploit, où il se dit en outre immatriculé au sénéchal de Saint-Robert (6). D'ailleurs, dans divers actes, reçus Maury, durant l'année 1725, il est mentionné comme témoin avec la qualification de sergent ordinaire en la juridiction de Larche (7).

Veuf de Louise Roume, décédée à Laroche, à l'âge de 50 ans, le 21 novembre 1745 et enterrée le lendemain dans l'église de Saint-Cernin (8), Léonard Salvetat se remaria, le 22 juin 1747, avec Marie-Louise Serre, veuve de Jean Chantalat, de Grammont, paroisse de Lissac, en même temps que sa fille épousait, le même jour, Jean Chantalat, vigneron, fils de sa seconde femme (9). Leurs deux contrats

(1) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, C, 193.

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(5) Archives personnelles.

(6) Archives personnelles.

(7) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(8) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(9) Arch. municipales de Lissac.

de mariage furent passés à Grammont par le notaire Dufour, ce même jour (1).

Il est inscrit sur le rôle des impositions de Saint-Cernin de 1740, à l'article 64, comme faisant valoir ses héritages et taxé à deux livres 14 sols pour la taille et à 36 sols pour la capitation. Le produit de sa profession est imposé 12 sols (2).

Sur le rôle de la taille de la paroisse de Saint-Cernin de 1753, il est porté au numéro 103, avec une diminution de moitié. Il n'est plus imposé que pour une livre 16 sols, dont une livre pour sa profession et il eut une remise de 4 sols pour cause de grêle. Sa diminution s'expliquè facilement par la comparaison des deux articles des rôles, qui fait voir sa propriété réduite de sept setérées et demi de bois taillis et de quatre journaux de vignes, remplacés par trois setérées et demi de champ froid, imposées à un sol (3).

Il figure aussi sur le rôle du vingtième de 1756, à l'article 74, pour la somme de 4 sols, plus un sol pour les quatre sols pour livre (4).

Estienne Dieulidou, originaire de Latreille, paroisse de Seyrac, en Périgord, se maria à Larche, le 31 octobre 1724, avec Anne Eymeri, veuve de Pierre Courniol (5).

Mentionné avec la qualité de « sergent de la juridiction » parmi les habitants de Larche présents à une délibération du 28 janvier 1733, ayant pour but d'autoriser la construction d'une galerie devant la maison Chassaignac, en face de l'église, à condition qu'elle n'excédera pas cinq pieds de large, que le terrain de dessous ne pourra jamais être fermé afin de ne pas rétrécir la place publique, et qu'on n'y lais-

(1) Étude de Viviers, à Chasteaux.

(2) Archives personnelles.

(3) Archives personnelles.

(4) Archives personnelles.

(5) Il en eut un fils, appelé aussi Étienne, baptisé le 23 août 1725, qui épousa, le 30 juillet 1760, Marie Carbonnières, de Lissac (Arch. municipales de Larche).

sera entrer personne pour entendre la messe les jours de fête et les dimanches (1), on le rencontre encore comme témoin dans un certain nombre d'actes, reçus Maury, du 9 mai 1738 au 24 janvier 1752 (2). Sa femme, Anne Eymeri, est décédée le 22 novembre 1727 (3).

Pierre Delbos, « sergent de la juridiction de Larche et autres, resceu et immatriculé au greffe dicelle habitant du village de Laval paroisse de Jayat », porte à divers habitants de Nadaillac une assignation à comparaitre dans une enquête faite par le juge de Larche dans cette localité, le 26 octobre 1736 (4).

François Murat est dit habitant du village de Laroche, paroisse de Saint-Cernin, dans une assignation à comparaitre devant le juge de Cousages, qu'il porte au village de Chazat, le 17 octobre 1749 et dans laquelle il se qualifie « sergent reçu au greffe de la juridiction de Cousages » (5).

Dans une vente reçue Maury, le 4 mars 1752, et dans laquelle il sert de témoin, il est dit « sergent en la juridiction de Larche ». Il figure aussi comme témoin dans une quittance, reçue Maury, le 16 juin 1760, mais il habitait alors le champ Dalou ; tandis que, le 24 avril 1761, il est indiqué dans une autre quittance du même, comme demeurant à Laroche. Mais, à partir de 1767, il est revenu habiter à Larche, où il fait son testament, le 18 juin 1775 (6) et où il est mort, le lendemain, âgé de 66 ans (Arch. municipales de Larche) (7).

(1) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(2) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) Archives personnelles.

(5) Archives personnelles.

(6) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(7) Ce document nous apprend qu'il fut d'abord marié avec Marie Pouch, qui mourut à Laroche, à l'âge de 40 ans, et fut enterrée à Saint-Cernin, le 23 avril 1758 (Arch. municipales de Saint-Cernin). Il en avait eu quatre enfants : Magdelaine, née à Laroche le 12 novembre 1750 ; — François, né aussi à Laroche le 12 septembre 1753 et

Pierre Chassagnac, de Larche, fut reçu en l'office de sergent de la juridiction à l'audience du 14 décembre 1757 (1).

François Gibertie, né le 14 juillet 1734, était fils de Pierre Gibertie et de Jacqueline Escuvier, dite Prodel (2). Marié à Louise Régnier, il en eut cinq enfants (3) :

« Sergent reçu et immatriculé au greffe des apeaux de Saint-Robert », comme il se qualifie dans une assignation qu'il fait à Chazat, le 3 décembre 1788, d'avoir « à comparaître extraordinairement dans le délai de huitaine devant M^r le juge de Larche » (4), il remplissait la même fonction à Cousages. « Le 1^{er} avril 1776, à Laroche, en la chambre où s'exerce la justice, ouï M^e Lafeuille procureur d'office et deux témoins qui ont attesté que led. Gibertie étant de bonnes vie et mœurs avons reçu et recevons led. Gibertie sergent pour exploiter en lad. qualité dans l'étendue de lad. juridiction et en conséquence avons reçu de lui le serment

enterré à Saint-Cernin le 10 août 1756 (Arch. municipales de Saint-Cernin); — et deux autres garçons, portant le même prénom d'Antoine et seuls vivants à ce moment.

Il s'était marié une deuxième fois avec [mot déchiré], sans en avoir d'enfant et enfin, une troisième fois, avec Louise Salviat, qui lui donna quatre enfants (Arch. municipales de Larche) : Marie, née le 13 avril 1764, morte le 18 mars 1767; — Catherine, née le 27 août 1765; — Jean, né le 11 juillet 1768, et Clémence. C'est donc par erreur que j'ai écrit dans les *Annales de Saint-Cernin-de-Larche* (Ducourtieux et Gout, éditeurs, Limoges) qu'il était mort en 1753, parce qu'une veuve Murat figurait sur le rôle des impositions de cette année. Il devait s'agir d'une homonyme, ou très probablement de sa mère, et ses différents mariages nous donnent l'explication de ses changements successifs de domicile.

(1) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1410.

(2) Arch. municipales de Larche. — Devenue veuve, Jacqueline Prodel s'était remariée, le 18 janvier 1746, avec Pierre Rouchette, aussi veuf. Elle est morte, âgée de 55 ans, le 18 février 1755.

(3) Bernard, né le 2 juillet 1759, qui devint aussi sergent; — Guilhaumette, née le 26 juillet 1764, qui se maria, le 30 septembre 1793, avec Pierre Briat, journalier, âgé de 28 ans, fils de Jean Briat et de Jeanne Vitrat (Arch. municipales de Larche); — Jean, né le 18 octobre 1767; — autre Bernard, né le 7 septembre 1777; — et Marie, décédée à l'âge de 5 ans, le 3 mars 1788 (Arch. municipales de Larche).

(4) Archives personnelles.

la main levée à Dieu de bien et fidèlement vaquer au devoir de sa charge (1). »

Son nom figure à l'article 54 du rôle des vingtièmes de 1780, avec une taxe d'une livre un sol et sur celui des impositions de 1784, à l'article 74, avec 4 livres 8 sols pour la taille et 2 livres pour la capitation. Il a les mêmes impôts en 1785, article 74, et en 1786, article 75 (2).

François Gibertie assistait à la réunion des habitants de Larche, le 8 mars 1789, pour la rédaction du cahier des plaintes et doléances de la ville et communauté de Larche (3), et il est inscrit sur la liste des membres de la Société des Amis de la République ou Société populaire du canton de Larche, qui est transcrite à la suite du procès-verbal de la séance du 6 brumaire an II (28 octobre 1773).

Devenu simple cultivateur pendant la Révolution, il mourut, à l'âge de 68 ans, le 12 ventôse an XI (3 mars 1803) (4).

Bernard Gibertie, fils du précédent, né le 2 juillet 1759, fut reçu sergent de la juridiction de Larche, le 16 juin 1784 (5), et se maria, le 22 janvier 1788, avec Jeanne Laroche, fille de feu Pierre Laroche et de Françoise Dachier, habitant à Rignac, paroisse de Saint-Cernin (6), après contrat passé dans ce village le même jour par Lamaze (7). Il en eut quatre enfants (8) :

Membre de la Société populaire du canton de Larche, il fit aussi partie du Comité de surveillance formé le 16 pluviôse an II (5 janvier 1794) par les citoyens de la commune de Larche ayant droit de vote et en fut élu secrétaire à

(1) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1809.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, C, 193.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1459.

(4) Arch. municipales de Larche.

(5) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1439.

(6) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(7) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(8) Louise, née le 21 décembre 1788; — Catherine, née le 2 juillet 1791; — Guilhaumette, née le 8 juillet 1793 et Marie, née le 14 pluviôse an IX (3 février 1801) Arch. municipales de Larche.

plusieurs reprises, le 16 germinal an II (5 avril 1794), le 16 prairial an II (4 juin 1794), et le 16 fructidor an II (2 septembre 1794), qui vit la dernière séance de ce Comité.

Le 6 thermidor an V (24 juillet 1797), l'administration municipale du canton de Larche le nomma garnissaire dans la commune de Larche, en exécution de l'article 3 de la loi du 17 brumaire précédent (7 novembre 1796), pour accélérer le recouvrement des impôts (1).

Jacques Tournarie, huissier à Terrasson, fut reçu, le 4 décembre 1787, en l'office de sergent général des appeaux transférés de Saint-Robert à Larche (2).

Paul Boucharel, déjà sergent en l'ordinaire de Terrasson. où il habitait et était né, le 11 décembre 1763, fut nommé sergent général aux appeaux de Larche, le 29 avril 1789 (3).

III. — GARDES

Henry Nadal, du bourg de Grèzes. reçu en l'office de garde des chasses, bois et rivières dans les duchés de Noailles et d'Ayen, à l'audience du juge de Larche du 6 avril 1757, à la suite de la commission donnée par le duc d'Ayen, Louis de Noailles, à Paris, le 23 janvier précédent (4).

Jean Delalaud, du bourg de Ferrières, nommé par lettres datées de Paris le 10 mai 1757, fut reçu le 31 août suivant (5).

Pierre Roulan, du bourg de Nadaillac, nommé aussi le 10 mai 1757, fut reçu le 31 août suivant (5).

Jean Chantalat, de la Seille, paroisse de Lafeuillade, nommé encore le 10 mai 1757, ne fut reçu que le 7 septembre suivant (5).

(1) Arch. départementales de la Corrèze, L, 574.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1448.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1448.

(4) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1410.

(5) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1410.

Pierre Gaurenne, habitant au moulin des Escures, paroisse de Terrasson, nommé le 30 avril 1757, ne fut installé que le 11 janvier 1758 (1).

Guillaume Faurie, du bourg de Ladornac, nommé le 3 avril 1757, ne fut reçu que le 5 avril 1758 (1).

Bertrand Pestourie, habitant du village de Moulignager, paroisse de Terrasson, nommé à la résidence de Terrasson le 10 mai 1757, fut installé le 14 juin 1758 (1).

Louis Mercier, de Bouillac, nommé le 4 décembre 1758, fut reçu le 13 du même mois (1).

Jean Dupeyrou, du village de Lapalain, paroisse de Saint-Cernin, nommé par lettres du 30 avril 1757, fut reçu le 7 février 1759 (2); époux de Louise Veyssié, il en eut un fils, François, baptisé le 10 avril 1767 et mourut l'année suivante, le 22 septembre 1768, âgé de 28 ans (3).

Il était frère de Marthe Dupeyrou, épouse de Pierre Laval, habitant aussi Lapalain, qui avait eu un enfant, le 9 avril 1761, appelé aussi Jean et dont il fut le parrain (4). C'est cette Marthe Dupeyrou qui prit en nourrice, l'année suivante, le 30 novembre 1762, un enfant naturel, né à Brive, qui fut baptisé le même jour à Saint-Cernin sous les prénoms de Pierre-André et devait devenir Pierre-André Latreille, le prince de l'Entomologie (5). Il passa donc sa toute première enfance au village de Lapalain, dans la maison Laval, portant depuis le numéro 599 du plan cadastral, section D, appartenant aujourd'hui au nommé Ramisse Antoine, gendre Vieillefosse.

Raymond Malard, nommé le 28 juillet 1768, fut reçu le 31 août suivant (6).

(1) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1411.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1412.

(3) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(4) Arch. municipales de Saint-Cernin.

(5) Voir *Annales de Saint-Cernin de Larche*, p. 83, par le docteur R. Laffon.

(6) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1420.

Jean Lagane, de Terrasson, nommé aussi le 28 juillet 1768, pour être en résidence à Pazayac, ne fut reçu que le 25 janvier 1769 (1).

Joseph Puymège, de Larche, nommé le 10 avril 1770, fut reçu le 18 juillet suivant (2). Il fit partie du Comité de surveillance de la commune de Larche et en fut élu président, à la séance du 16 messidor an II (4 juillet 1794).

Étienne Chalard, nommé le 15 août 1769, ne fut reçu qu'un an après, le 8 août 1770 (2).

Antoine Loubignac, nommé le 8 mai 1784, à la résidence de Larche aux lieu et place de Joseph Puymège, fut reçu le 21 juillet 1784 (3).

(1) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1421.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1423.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1439.

CHAPITRE SEPTIÈME

Les Notaires de Larche

On admet généralement que les offices de notaires furent érigés par Saint-Louis, qui en créa d'abord soixante pour le Châtelet de Paris, et le savant père Mabillon (1), dans son *Traité de la Diplomatie* (2), écrit qu'après avoir fait les recherches les plus minutieuses dans les bibliothèques les plus renommées du royaume et de l'étranger, il n'a pu rencontrer aucun contrat passé devant des notaires, officiers publiis, avant l'année 1270.

D'abord, les veuves des notaires ou leurs héritiers conservèrent les minutes et les registres de ceux-ci ; ces contrats durent ensuite être remis aux greffes des juridictions ; mais, comme cette remise s'opérait d'une façon assez irrégulière et qu'il en résultait de graves inconvénients pour la conservation des titres, Henri III créa, par un édit de mai 1575, dans chaque bailliage et sénéchaussée, des notaires gardes-notes, auxquels on devait remettre toutes les minutes des autres notaires décédés. Mais, devant les protestations des notaires, ce roi, par lettres patentes du 12 décembre 1577, unit les gardes-notes de Paris aux offices des notaires et, par un édit de 1578, il étendit cette mesure à tous ceux du royaume et, dès lors, tous les notaires royaux furent aussi gardes-notes de leurs prédécesseurs.

En dehors des notaires, il y avait aussi les tabellions, les

(1) Bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, né en 1632 à Saint-Pierremont, près de Vouziers (Ardennes), mort en 1707 à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, à Paris, auteur d'importants ouvrages.

(2) *De re Diplomatica*, in-folio, écrit en 1681, où se trouve expliqué tout ce qui regarde l'écriture, le style, l'origine des chartes et diplômes.

premiers recevant les minutes des actes et les seconds ayant la fonction de les mettre en grosse, c'est-à-dire d'en faire les expéditions. C'est François I^{er} qui avait établi cette distinction d'office, par un édit de 1542 ; mais Henri IV, frappé des inconvénients de cette dualité de fonctions, en décida la réunion et il y eut alors les notaires tabellions. Les deux termes devinrent même synonymes et l'on se servit indifféremment de l'un ou de l'autre pour désigner les personnages remplissant les fonctions de notaires. Cependant, il semble bien que le nom de tabellion ait été surtout appliqué aux notaires des campagnes, créés par les seigneurs, tandis que les notaires des villes tenaient essentiellement à leur titre de notaires royaux. Ils avaient pourtant, les uns et les autres, les mêmes fonctions et les mêmes droits, chacun dans leur district.

Ces quelques explications données pour faire comprendre certaines expressions que l'on trouve dans les anciens contrats, nous allons passer en revue les notaires de Larche, que j'ai pu découvrir.

Hélie Guioti, clerc, notaire de Larche, cité dans un acte d'arrentement du dernier octobre 1473, consenti par Carbonnières, procureur de demoiselle Françoise de Bretagne, comtesse de Penthievre et de Périgord, dame des châtellenies de Larche et de Terrasson, en faveur de Gui Steyrie, maréchal du lieu de Larche, pour une place de 27 pieds de largeur, confrontant le four de Larche, et que ledit Steyrie tenait de noble Armand de Pommier, par suite d'un acte en parchemin, reçu par le susd. notaire (1).

Jehan Valières rédige, le 26 juin 1571, un acte de vente d'une maison, sise à Larche, par Catherine Bouryade, veuve de François Rolland, à Anthoine Marchant (2).

« Notaire royal habitant du lieu de Larche, qui ay le présent instrument retenu à l'original », telles sont les indi-

(1) Arch. Marchant, de Bernou.

(2) Arch. Marchant, de Bernou.

cations dont il fait suivre sa signature au bas de l'acte de rachat des seigneuries de Larche et Terrasson et Nadaillac par Henri III de Navarre, passé au château de Larche, le dernier de juin 1581 (1).

Pierre Valières, fils du précédent, était aussi notaire dès 1585; car nous le trouvons, au mois d'octobre de cette année, passant un acte à Larche dans la maison de M. François Pouch (2). Le 26 octobre 1589, il en reçoit un autre dans les mêmes conditions, et une reconnaissance faite, le 4 août 1591, pour des tènements dans les dépendances de Peuchmaurel, nous apprend que « maistre Jehan Valière notaire royal du lieu de Larche et maistre Pierre Valière son fils aussi notaire dud. lieu » exerçaient en même temps leurs fonctions (3).

Pierre Valière vivait encore le 10 novembre 1618; car nous trouvons à cette date qu'il « a faict et consanty contrat de vente à perpétuité et à jamais à M. Jacques Marchant procureur de Larche d'un jardin au lieu dit le cimetière des pauvres » (4), ledit contrat reçu Veyssier, notaire tabellion royal au village de Fournet (5).

François Pouch, avocat en parlement et « notaire du lieu de Larche », est mentionné dans un contrat de vente d'un petit pactus sis à Larche, consenti à Anthoine Marchant, le 8 mai 1572 (6). Il fait encore au même la vente d'une terre, par acte reçu Valière, le 24 août 1585 et son testament, en date du 17 janvier 1590, fut déposé entre les mains du notaire Valière (7).

Notons aussi que, par contrat reçu Conchard, le 6 mars

(1) Arch. des Basses-Pyrénées, E, 734.

(2) Arch. Marchant, de Bernou.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, E, 139.

(4) Arch. Marchant, de Bernou.

(5) Voir les *Annales de Saint-Cernin-de-Larche*, par le docteur Raoul Laffon, p. 149.

(6) Arch. Marchant, de Bernou.

(7) Arch. Marchant, de Bernou, inventaire de J.-J. Pouch.

1569, François Pouch avait acheté le moulin de Larche à Jacques Robelhiat, seigneur du Saillant (1).

Il avait épousé Jeanne de Moncourier, après contrat reçu Chadirac, le 22 février 1585, et en avait eu quatre enfants (2) :

« *Pierre Olier*, notaire de Larche » et autres font par-devant Valière notaire royal recevant, au château de Larche, le 4 août 1591, une reconnaissance de terre, située au Champ-Nègre, paroisse de Saint-Pantaléon, qu'ils ont « reconnu et confessé tenir et vouloir tenir en fief fondalité et directité de haulte et puissante dame Jehanne de Gontault dame des chastellenies de Larche et Terrasson »..... « et pour ledit M^e Pierre Olier pour neuf quatonées d'héritage froment cinq picotins et demy, segle autant, argent six deniers, qui revient à la totale rente susdite » (3).

Jean Duron, que nous avons déjà vu parmi les procureurs d'office de la juridiction de Larche.

Pierre Paleyrie, signalé plus haut parmi les lieutenants de la même juridiction.

Jean Maury, notaire royal et procureur, est mentionné, le 16 janvier 1659, comme parrain de Jean Maury, fils à M. Hélias Maury, greffier commis en la présente juridiction (4) et dans une obligation reçue par lui à Belotte, le

(1) Arch. Marchant, de Bernou, inventaire de J.-J. Pouch.

(2) François, qui fut aussi avocat en parlement et se maria avec Anthoinette de Gramond; — Jean-Jacques, que nous retrouverons parmi les médecins de Larche; — Louys, qui était avocat et juge de Saint-Céré, en 1624; — Jeanne, qui, en 1608, était veuve de François Delpy, sieur de Costeroste, à Gignac; — Guilhaumette, qui épousa Jacques Marchant, lieutenant de la juridiction de Larche le 2 février 1608; — Louyse, qui se maria, le 22 février 1637, avec Françoise Jauherbert, dit aussi Jean, notaire à Boissières, paroisse de Saint-Cernin (Voir les *Annales de Saint-Cernin-de-Larche*, par le docteur Raoul Laffon, p. 149).

(3) Arch. départementales de la Corrèze, E, 139.

(4) Arch. municipales de Larche.

3 janvier 1676, en faveur de Pierre Paleyrie, lieutenant en la juridiction ordinaire de Larche (1).

Guillaume Bousquet, notaire de 1684 à 1711, déjà vu parmi les procureurs.

Autre *Jean Maury*, fils du précédent du même nom, est parrain d'un enfant de Jean Chabannes de la Brauge, bourgeois, et de Françoise Maury, le 31 octobre 1718 (2).

Le 29 novembre 1723, dans un contrat de mariage et le 5 septembre 1725, dans une copie de quittance, on trouve sa signature ainsi libellée : « Maury notaire au duché de Noailles, collationnaire des cèdes de feu M^e Jean Maury notaire mon père » (3).

Marié avec Catherine Leymarie, il en eut cinq enfants (4) :

Jean Maury perdit sa femme, âgée de 50 ans, le 2 mars 1722 et décéda quatre ans après, le 17 octobre 1726, à l'âge de 62 ans (5).

Pierre Barutel, notaire, était fils de Pierre Barutel, sieur de Lacoste, ancien officier d'infanterie et lieutenant de la juridiction de Larche et de Marie Alkemade, et frère de Jean-Louis Barutel, sieur de Larivière, qui fut aussi lieutenant d'infanterie et procureur de la même juridiction.

Marié avec Anne de la Seignardie, du village de Lacoste, paroisse de Chasteaux, après contrat reçu, le 24 juillet 1747, par Lacoste, notaire royal à Brive, il en eut trois enfants (6) :

(1) Étude Beaudenon de Lamaze, à Larche.

(2) Arch. municipales de Larche.

(3) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(4) Jean, né le 29 septembre 1700, qui fut apothicaire à Larche ; — Jean Hélié, qui lui succéda dans sa charge ; — Pierre, qui fut enterré le 17 décembre 1721 ; — Anne et Catherine, née le..... 1698, qui épousa, le 20 avril 1729, Étienne Loubignac, M^e cordonnier, fils d'Hippolyte Loubignac et de Toinette Maury, et qui mourut, âgée de 44 ans, le 9 juin 1742 (Arch. municipales de Larche).

(5) Arch. municipales de Larche.

(6) 1^o Pierre, né le 6 juin 1748, baptisé le lendemain, eut pour parrain son grand-père, Pierre Barutel, lieutenant de la juridiction, et

Pierre Barutel, notaire, est décédé le 14 avril 1760, âgé de 45 ans (1), sans testament, et dans l'inventaire de ses meubles, fait le 8 mai suivant, nous lisons après l'énumération de divers objets mobiliers qu'« ayant fait decouvrir le coffre y avons trouvé treize liasses de cedes dud. feu s^r Barutel avec le répertoire commencé en 1752 et finissant en 1755 temps auquel lad. demoiselle La Seignardie nous a dit que led. s^r Barutel avait fini d'instrumenter à cause de ses infirmités » (2).

Sa femme est morte, à l'âge de 60 ans, le 12 avril 1786 (3).

Jean-Hélie Maury, fils de Jean Maury, notaire, et de Catherine Leymarie, d'abord greffier de la juridiction de Larche, se maria, le 25 août 1718, avec Toinette Pomarel, de Pazayac, fille d'Henry Pomarel, juge de Larche, et de Guillemette Damelin (4).

pour marraine Marie de Laroche, veuve de la Seignardie (Arch. municipales de Larche). Le 8 mars 1777, il était caporal au régiment en Normandie et fait son testament « estant sur le point d'aler rejoindre son régiment en garnison à cherbour en Normandie » (Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche); — 2^e Pierre-Joseph, né le 20 juin 1750, baptisé le 22, eut pour parrain Pierre-Joseph de la Seignardie, sieur de Lacoste, et pour marraine, Marie Alkemade, sa grand-mère. Il est mort subitement le 6 janvier 1780 (Arch. municipales de Larche); — 3^e Jean-Louis, né le 24 mars 1752, eut pour parrain Jean-Louis Barutel, lieutenant au régiment de grenadiers, et pour marraine, demoiselle Marie Sapientis (Arch. municipales de Larche). Il devint officier municipal à Larche en 1790, se maria à Jugeals, le 20 fructidor an III (6 septembre 1795), avec Élisabeth Crozat, et mourut maire de Larche, le 27 mai 1819, âgé de 67 ans (Arch. municipales de Larche).

(1) Arch. municipales de Larche.

(2) Étude Beaudenon de Lamaze, de Larche.

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) Arch. municipales de Pazayac. — De cette union sont issus : Jean, né le 24 et baptisé le 25 avril 1723; — autre Jean, baptisé le 27 mai 1724; — Toinette, baptisée le 20 août 1725, se maria, à 21 ans, le 26 juillet 1746, avec Bertrand Malevialle, bourgeois du bourg de Varetz, âgé de 25 ans; — Guillaumette, née le 1^{er} août 1726; — Jeanne, née le 14 janvier 1729, morte à 11 ans, le 9 janvier 1740; — autre Guillaumette, baptisée le 29 janvier 1730; — autre Jean, né le 10 juin 1731; — autre Jeanne, baptisée le 12 novembre 1733 (Arch. municipales de Larche).

Jean-Hélie Maury succéda à son père à la fin de 1726. Il figure cependant sur le rôle de la taille de 1731, avec la qualification de greffier, pour 5 livres 17 sols, plus 25 sols pour héritage (1). Il porta plus tard son domicile à Lafeuillade, où il est mort, le 30 décembre 1763, âgé de 72 ans et fut « enseveli dans l'église dans ses tombeaux » (2).

Autre *Jean Maury*, fils du précédent, avait été déjà reçu postulant procureur de la juridiction de Larche, le 30 juillet 1754 (3). Nous le voyons comparaître à l'audience du 25 janvier 1764, pardevant le juge de Larche, auquel il « a exposé que Jean Maury, notaire au duché de Noailles, greffier de la présente juridiction son père est décédé depuis peu et comme l'exercice du greffe est vaquant, lequel a été pris d'office pour greffier pendant la maladie de son père, il s'est offert pour led. exercice sous le bon plaisir de la maison de Noailles et des officiers de la judicature, sous l'attestation qu'il offre de faire de ses bonne vie et mœurs et capacité. C'est pourquoy il nous prie de recevoir son serment ». Ce qui fut accepté (4). Mais il ne fut installé officiellement dans ses fonctions de greffier que le 10 juillet 1769, par suite des provisions accordées le 19 juin précédent (5).

(1) Arch. départementales de la Corrèze, C, 255.

(2) Arch. municipales de Lafeuillade.

(3) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1409.

(4) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1414.

(5) De son mariage avec Marie Larôche, de la Grillière, paroisse de Terrasson, sont provenus les enfants suivants : 1° Marguerite, baptisée le 25 juillet 1753 (Archives municipales de Larche); — 2° Toinette, baptisée le 8 septembre 1754, ayant pour parrain Jacques Laroche, sieur de la Grillière, avocat en Parlement, oncle maternel, habitant Cublac, et pour marraine Toinette Pomarel, grand-mère, habitant Lafeuillade (Archives municipales de Lafeuillade); — 3° Françoise, baptisée le 12 janvier 1756 (Archives municipales de Lafeuillade); — 4° Jean, né et baptisé le 25 avril 1757, mort le 29 suivant; — 5° autre Jean, né en 1759, mort à 8 mois, le 14 juillet 1760 (Arch. municipales de Lafeuillade); — 6° Jean-Baptiste, né et baptisé le 27 septembre 1761 (Arch. municipales de Lafeuillade); il fit son apprentissage de chirurgie pendant deux ans chez Antoine Lavech,

Jean-Baptiste Beaudenom de Lamaze, notaire royal à Larche, né à Lamaze, paroisse de Pazayac, le 28 novembre 1739, était fils de Martin Beaudenom, sieur de Lamaze, avocat en Parlement, et de Jeanne de Juge. Baptisé le lendemain, il eut pour « parrain Jean-Baptiste Beaudenom sieur de la rivière, prêtre, docteur en théologie qui a fait le baptême et a prié Guillaume Delfaud de tenir par procuration et a été maraine damoiselle Marie de Juge du bourg de Saint-Cernin » (1).

Reçu en l'office de postulant à la juridiction de Larche, le 18 mars 1767 (2), il était déjà notaire à Lamaze lorsqu'il se maria à Larche, le 28 novembre 1775, avec Anne Marchant, fille d'Henry Marchant, avocat en Parlement, et de défunte Anne Poitevin. Ses témoins furent Guillaume Pomarel, juge de la châtellenie de Larche, et Jean Mathou, notaire à Pazayac (3). Le contrat de mariage avait été reçu le même jour par le notaire Maury (4).

De cette union sont issus treize enfants (5) :

sieur Duclaux, M^e en chirurgie à Pradelas, et chez Antoine Lamaze, M^e en chirurgie à Lamaze, tous deux de la paroisse de Pazayac, qui lui délivrèrent un certificat à ce sujet, le 7 juin 1781, pardevant Lamaze, notaire à Larche. Le lendemain, il faisait son testament « étant sur le point de partir pour Paris pour aler faire ses cours en chirurgie » (Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche); — 7^e autre Jean, que nous voyons faire son testament, reçu Lamaze, le 14 avril 1784, « sur le point d'entrer en religion » et qui était en 1787 frère Amateur, Récollet à Tulle (Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche); — 8^e Nicolas, qui fit aussi son apprentissage de chirurgie pendant trois ans chez le même Antoine Lavech, sieur Duclaux, dont il reçut le certificat pardevant le même notaire, le 26 janvier 1787. Le lendemain, « étant à la veille de partir pour faire ses cours et apprentissage en chirurgie », il faisait aussi son testament (Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche).

(1) Arch. municipales de Pazayac.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1418.

(3) Arch. municipales de Larche.

(4) Étude Beaudenom de Lamaze, de Larche.

(5) 1^{er} Henry, né le 2 février 1777, baptisé le lendemain; — 2^e Jean, baptisé le 30 décembre 1777; — 3^e Marie, née le 13 novembre 1778; —

L'office de greffier étant devenu vacant par suite du décès de Jean Maury, notaire, Jean-Baptiste Lamaze fut nommé à sa place par provisions de Louis de Noailles, datées de Paris le 25 mars 1778, et fut installé à l'audience du juge de Larche le 15 avril suivant (1).

Maire de Larche en 1790 et 1791, il fut désigné comme expert par le directoire du district de Brive, à l'effet de faire l'estimation des biens nationaux, et prêta le serment préalable en exécution des décrets de l'Assemblée nationale (2).

Il figure dans la liste des membres de la Société populaire du canton de Larche, dressée dans sa séance du 6 brumaire an II (28 octobre 1793), et le Conseil général de la commune lui délivra un certificat de civisme, que la Société populaire, à l'unanimité, visa et approuva le 25 frimaire an II (16 décembre 1793). Il fut d'ailleurs porté à sa présidence le 30 ventôse an II (20 mars 1794), et il occupa ce poste jusqu'au 30 floréal suivant (19 mai 1794).

« Le sieur Lamaze fut nommé secrétaire de l'administration municipale du canton de Larche vers la fin du dernier mois de l'an 5^e (septembre 1797), et ensuite trésorier, » et il le resta jusqu'à la fin de cette administration, ainsi qu'il

4^e Jeanne, baptisée le 8 septembre 1780; — 5^e Marguerite, baptisée le 17 octobre 1782, mariée, le 6 janvier 1819, avec Étienne Mailher, 38 ans, propriétaire à Brive, fils de feu Antoine Mailher et de Suzanne Orcueil; — 6^e Jean-Baptiste-Louis, baptisé le 10 septembre 1785, qui fut son successeur; — 7^e Anne, baptisée le 8 décembre 1786, mariée, le 7 septembre 1812, avec Armand Valeille, 31 ans, propriétaire à Lanteuil, né à Meyssac, fils d'Antoine Valeille et de Françoise Lavergne, habitant Collonges; — 8^e Jean-Baptiste-Martin, baptisé le 11 novembre 1790, mort le 19 juillet 1792; — 9^e Antoine, baptisé le 20 juillet 1792; — 10^e Autre Anne, née le 2 thermidor an II (20 juillet 1794), morte le 13 thermidor suivant (31 juillet 1794); — 11^e Autre Anne, dite Anne-Victoire, née le 27 fructidor an III (13 septembre 1795), décédée le 21 nivôse an VII (10 janvier 1799); — 12^e Jacques Aubin, né le 5 ventôse an V (23 février 1797), mort le 5 mars 1832; — 13^e Justin, mort docteur en médecine, le 9 juin 1820 (Arch. municipales de Larche).

(1) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1430.

(2) Arch. départementales de la Corrèze, B, 1447.

résulte d'une lettre du maire Denoix au sous-préfet de Brive, du 9 messidor an VIII (28 juin 1800), au sujet de la gestion communale (1).

A la réorganisation des municipalités par suite de la Constitution de l'an VIII, il fut nommé adjoint au maire de Larche et le resta jusqu'en 1813.

Il se démit de ses fonctions de notaire en faveur de son fils, Jean-Baptiste-Louis, et jouit d'une verte vieillesse, n'étant décédé que le 28 janvier 1832, à l'âge de 93 ans. Sa femme, Anne Marchant, était morte, le 18 février 1819, âgée de 64 ans (1).

L'exemple de Jean Baptiste Beaudenon de Lamaze pourrait donc bien être invoqué par ceux qui prétendent que la longévité des individus est d'autant plus élevée que leur nombre d'enfants est plus grand, et son cas ne déparerait pas la statistique des auteurs anglais Beeton et Pearson (3).

D^r RAOUL LAFFON.

(A suivre.)

(1) Arch. départementales de la Corrèze, L, 574.

(2) Arch. municipales de Larche.

(3) *Proceedings of the royal Soc.*, vol. 67, p. 159.

Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze

Procès-verbal de la séance du 5 novembre 1913

Le mercredi 5 novembre 1913, à 4 heures du soir, les Membres de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, se sont réunis dans une salle de l'Hôtel de-Ville, sous la présidence de M. Ph. Lalande.

M. Ph. Lalande signale, dans le dernier numéro du *Tourisme*, une note au sujet des châsses de Saint-Viance et d'Aubazine, rappelant que le Conseil général de la Corrèze a émis le vœu que ces objets d'art fussent rendus aux communes, dans les églises desquelles ils avaient été volés par la bande Thomas.

Trois nouveaux Membres sont présentés et admis :

M. Léon Roussel, présenté par MM. Gaillot et de Valon.

M. Peyrafort, avoué, présenté par MM. de Valon et Vigner.

M. l'abbé L. Lejeune, présenté par MM. Grillières et l'abbé Brousse.

M. de Valon propose l'insertion au *Bulletin* des manuscrits suivants :

De M. Trespeuch, instituteur à Vigeois : *Chronique locale de Turenne de 1830 à 1860*, complément d'un travail analogue fait et publié par M. Roche de 1815 à 1830.

De M. Champeval : *Extraits de Titres et de Documents sur le Limousin*.

De M. Noël Cadet : Une étude importante sur *Antoine de Chabannes, sa famille et ses souvenirs, à Dammartin-en Goële (1408-1488)*.

De M. Jean de Saint-Germain : *Les Aventures de quelques Limousins dans l'Emigration*.

De M. J.-B. Finck : *Etudes sur les Monnaies anciennes de Brive*, précédé d'une notice historique.

Ouvrages offerts à la Bibliothèque :

Notes intimes d'un Emigré : le chevalier de Pradel de Lamase, par MM. Paul et Martial de Lamase.

Souvenirs de 75 ans, par M. Verneilh-Puyraseau, ouvrage devenu rare. — Don de M^{me} Charles de Loménie.

Travaux en perspective pour le *Bulletin* :

De M. de Boysson : *L'Invasion protestante en Quercy, Limousin et Périgord*.

De M. l'abbé Albe : *La Guerre de cent ans en Quercy*.

De M. Trespeuch : *Le vieux Turenne*.

De M^{lle} Genès : *Histoire littéraire des Troubadours*.

De M^{me} de Roffignac : *Procès entre les Roffignac et les Comborn au sujet des Tours d'Allasac et la Fondalité des Roffignac*.

De M. l'abbé Albe : *Coutumes de Puybrun en 1284*.

De M. l'abbé Bouyssonie : *Etude de l'Epoque préhistorique dans la Corrèze*.

Composition du *Bulletin* (3^{me} trimestre 1913) :

1^o De M. Forot : Suite et fin de son travail sur les *Sculpteurs, Peintres et Doreurs limousins*.

2^o De M. le colonel Vermeil de Conchard : *Le Mariage de Cabanis* (accompagné de plusieurs lettres inédites).

3^o De M. Champeval : *Extraits de Titres et de Documents sur le Limousin*.

4^o De MM. Joseph Durieux et de Nussac : *Les Combattants limousins de la Guerre de l'Indépendance américaine (1778-1784)*.

5^o De M. L. de Valon : *Essai historique et généalogique sur la Famille de Valon* (suite).

6^o De M. le docteur Laffon : Suite de son travail sur les *Annales de Larche*.

7^o De MM. Louis Germain et de Nussac : Suite du *Catalogue de la Collection Gaspard Michaud*.

8^o Procès-verbal de la dernière séance.

Le Secrétaire communique le programme officiel du prochain Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne.

M. de Valon fait part du vœu de plusieurs Membres de la Société, qui désireraient que les réunions eussent lieu à 8 heures du soir. A titre d'essai, on décide que la prochaine séance aura lieu à 8 heures du soir.

Le Secrétaire général,
Ed. GAILLOT.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

	Pages
Liste des Membres de la Société.....	5
Documents pour servir à l'histoire de Brive, par M. V. Forot....	17
Essai historique et généalogique sur la Famille de Valon, par M. L. de Valon.....	23, 237, 303, 577
Numismatique : Monnaie gauloise et monnaie romaine en or, par M. Ph. Lalande.....	92
Le Prieuré-Doyenné de Carennac, par MM. l'abbé Albe et A. Viré.....	93, 301
Glanes bas-limousines, par M. J.-B. Champeval.....	137, 489
Les Annales de Larche en Bas-Limousin, par le docteur Raoul Lafon.....	163, 201, 538, 739
Catalogue de la collection G. Michaud, par MM. L. Germain et L. de Nussac.....	193, 391
Procès-verbaux des séances, par M. Ed. Gaillot.....	198, 393, 765
Le Serment de Cabanis, par le colonel Vermeil de Conchard.....	231
Les Sculpteurs et Peintres du Bas Limousin, par M. V. Forot...	353
Le Mariage de Cabanis, par le colonel Vermeil de Conchard.....	476
Les Combattants limousins de la Guerre américaine, par MM. Jo- seph Durieux et L. de Nussac.....	509, 653
Brune et Thoumas, par le colonel Vermeil de Conchard.....	534
Cabanis homme politique, par le colonel Vermeil de Conchard...	678
Etudes sur les divers Ateliers monétaires connus de la Basse- Lemovicensis, par M. J.-B. Finck.....	699
Antoine de Chabannes, par M. H. Noël-Cadet.....	716

TABLE ALPHABÉTIQUE

PAR NOMS D'AUTEURS

- ALBE (Abbé) et VIRÉ (A). — Le Prieuré-Doyenné de Carennac, pages 93, 301.
- CHAMPEVAL (J.-B.). — Glanes bas-limousines, pp. 137, 489.
- DURIEUX (J.) et NUSSAC (L. DE). — Les Combattants limousins de la Guerre américaine, pp. 509, 653.
- FINCK (J.-B.). — Etudes sur les divers Ateliers monétaires connus de la Basse-Lemovicensis, p. 699.

